













J. B. McLean  
Jr

# RÉPERTOIRE

UNIVERSEL ET RAISONNÉ

## DE JURISPRUDENCE

CIVILE, CRIMINELLE,

CANONIQUE ET BÉNÉFICIALE:

OUVRAGE DE PLUSIEURS JURISCONSULTES:

Mis en ordre & publié par M. GUYOT, Écuyer,  
ancien Magistrat.

---

TOME DIX-SEPTIÈME.

---

BIBLIOTHEQUE DE DROIT

U.d'O.

O.U.

LAW LIBRARY



LIBRAIRIE  
AVOCAT  
ST. CASSIEN  
MONTEAU

A PARIS,

Chez PANCKOUCKÉ, Hôtel de Thou, rue des  
Poitevins.

Et se trouve chez les principaux Libraires de France.



M. DCC. LXXVIII.

Avec Approbation & Privilège du Roi.

16580 / XVIII

Cap

K

50

R45

1775

v. 17



# RÉPERTOIRE

*UNIVERSEL ET RAISONNÉ*

## DE JURISPRUDENCE

*CIVILE, CRIMINELLE,*  
CANONIQUE ET BÉNÉFICIALE.

---

### D



**AMASQUINEUR.** Ouvrier qui enchâsse de petits filets d'or ou d'argent dans du fer ou de l'acier entaillé & préparé pour cela.

Ces ouvriers, ainsi que les Doreurs, sont sujets à la juridiction des monnoies. Voyez DOREUR. (*Article de M. DAREAU, avocat, &c.*)

**DAME.** Titre d'honneur dont les femmes mariées s'emparent presque par tout aujourd'hui, & qui cependant n'appartient qu'aux femmes des gentilshommes.

On peut voir à l'article CHEVALIER, avec quelle réserve on prenoit anciennement ce titre,

puisque l'on mettoit au rang des prérogatives d'un chevalier celle de pouvoir le donner à sa femme. Quoique la politesse françoise le défère assez indistinctement aux personnes du sexe quand on leur parle ou qu'on leur écrit, il ne leur est point permis pour cela de le prendre dans les actes où elles sont parties. Il est vrai qu'on ne les recherche point à ce sujet ; mais si elles l'usurpoient trop ouvertement, on pourroit le leur faire supprimer.

Il ne suffit pas de posséder même des seigneuries titrées pour avoir le droit de se qualifier simplement de *Dame*, si l'on n'est soi-même de qualité, sans quoi en prenant ce titre, on doit y ajouter le nom de la seigneurie auquel il est attaché. Ainsi au lieu de dire : *Dame Geneviève de la Tour, baronne de Puy-le-bois*, on doit mettre *Geneviève de la Tour, Dame de la baronnie de, &c.* Alors le mot de *Dame* est pris pour celui de *maîtresse* ou de *propriétaire* de la baronnie, ce qui annonce une qualité toute différente.

L'épouse du frère puîné du roi a le titre de *madame* par excellence & sans autre dénomination. Les filles ou les sœurs de nos rois, quoique non mariées, ont aussi chacune le même titre de *madame*, mais en y ajoutant leur nom de baptême : ainsi l'on dit *madame Adélaïde*, *madame Victoire*, *madame Sophie*, *madame Elisabeth*. La fille aînée du premier prince du sang a le titre de *mademoiselle* par excellence, & sans autre dénomination ; chacune des autres est *mademoiselle*, avec son surnom de distinction.

*DAME du palais*, se dit d'une Dame revêtue

d'un office avec pension chez la reine de France. On appelle aussi chez la reine *Dame d'atour*, *Dame du lit*, *Dame d'honneur*, des Dames revêtues de charges qui leur donnent ces sortes de titres.

DAME est aussi un titre attribué aux chanoinesses & aux religieuses des abbayes & de quelques autres communautés. On dit les *Dames d'Epinal*, de *Fontevrault*, de *Saint-Cyr*, &c. On les appelle aussi quelquefois *Dames du chœur*, parce qu'elles ont séance dans les hauts stalles, à la différence des novices, qui sont dans les bas, & des sœurs converses, que l'on n'a admises dans la communauté que pour le service de la maison.

DAME (NOTRE-) se dit par excellence de la vierge, à l'honneur de laquelle on a érigé des offices, des fêtes, des confréries, des oratoires, des monastères, des congrégations, &c.

Nous allons traiter ici par articles les différentes institutions religieuses faites en France à l'honneur de *Notre-Dame*.

*Religieux hospitaliers de la charité de Notre-Dame.* Gui, seigneur de Joinville, ayant fait bâtir dans ses terres vers la fin du treizième siècle au lieu de *Boucheraumont*, diocèse de Châlons, un hôpital pour les pauvres & les pèlerins, il en donna le soin à quelques personnes séculières, qui peu à peu formèrent une communauté sous l'invocation de la vierge, d'où cette communauté prit le nom de *la charité de Notre-Dame*.

Le même seigneur fit quelque temps après un pareil établissement à Paris dans une rue qu'on appelloit alors des jardins, & qui porte présentement le nom des *billettes*. Boniface VIII con-

firma cet ordre naissant en 1300, le mit sous la protection du saint siège, & l'exempta de la juridiction des évêques, en lui donnant un prêtre pour recteur avec juridiction spirituelle sur ceux qui demeureroient dans les hôpitaux qui en dépendroient.

L'hôpital de Boucheraumont fut le chef-lieu des frères hospitaliers; il s'y tint plusieurs chapitres généraux. Clément VI leur donna en 1346 la règle de saint Augustin, & leur fit prendre l'habit noir; car ils étoient originairement du tiers-ordre de saint François, & vêtus de gris.

Ces religieux parvinrent à se procurer plusieurs maisons, l'une entr'autres aux Basses-loges, diocèse de Sens, & une autre à Bayeux; mais le dérèglement s'étant introduit parmi eux, au point qu'on ne put plus y rétablir l'observance régulière, l'ordre peu à peu s'éteignit. En 1631, le père Atoine Païen, qui en étoit encore général, transigea avec celui des carmes, & ce dernier obtint le couvent des Billettes dont les religieux de son ordre de la réforme de Rennes sont aujourd'hui en possession. Louis XIII confirma cette cession par des lettres-patentes du 26 septembre de la même année.

Le frère Alexis Langau, le seul religieux qui restât de l'ordre des hospitaliers dont il s'agit, voulut en 1652 faire passer les maisons de son ordre aux Picpus; mais l'ordre militaire de Notre-Dame du Mont-Carmel & de Saint-Lazare en profitèrent en vertu d'un édit de l'année 1622.

*Voyez les antiquités de Paris par Dubreuil, & l'histoire des ordres religieux.*



*Religieux de Notre-Dame de la Merci.* Il sera parlé de ces religieux institués pour la rédemption des captifs à l'article MERCI.

*Ordre militaire de Notre-Dame du Mont-Carmel.* Cet ordre fut institué en 1607 par Henri IV, qui y réunit celui de Saint-Lazare. Il en a été parlé à l'article CHEVALIER.

*Filles religieuses de l'assomption de Notre-Dame.* Etienne Haudri, l'un des secrétaires du roi saint Louis, ayant entrepris à son retour de la Terre-Sainte un voyage à Saint-Jacques en Galice, & y ayant longtemps demeuré sans donner de ses nouvelles, sa femme nommée *Jeanne la Dalone* s'enferma avec quelques autres femmes dans une maison qu'elle avoit à Paris rue de la Mortellerie, pour y vivre dans des exercices de piété.

Haudri revenu en France trouva sa femme qui avoit fait vœu de chasteté. Il fut obligé pour obtenir une dispense à ce sujet, d'aller à Rome : le pape la lui accorda, mais à condition qu'il laisseroit un fonds pour entretenir douze pauvres femmes, condition à laquelle il satisfit; & c'est de-là que ces femmes furent appelées *Haudriettes*, du nom de leur fondateur.

Elles formèrent une communauté à laquelle on donna des statuts qui furent confirmés au nom du pape Jean XXIII en 1414. Elles vécutrent plusieurs années avec beaucoup d'édification; mais dans la suite elles se relâchèrent au point d'abandonner entièrement les observances régulières. Le grand aumônier de France, leur supérieur né, chercha à les remettre dans la ferveur primitive, & il y réussit. Il obtint de Grégoire XV le pouvoir d'aggréger cette communauté à l'ordre de saint Augustin, & de confir-

mer les nouveaux statuts qu'il avoit dressés pour faire revivre les anciens. Le nombre des religieuses augmenta au point qu'il fallut les changer de logement. On les transféra en 1622 dans la rue Saint-Honoré, où elles ont un grand monastère avec une belle église sous le titre de *l'assomption de Notre-Dame* dont elles ont retenu le nom, en quittant celui d'*Haudriettes* qu'elles avoient auparavant.

Elles sont habillées de noir avec de grandes manches & une ceinture de laine. Elles portent un crucifix sur le cœur.

Voyez *les antiquités de Paris par Dubreuil, Malingre, & l'histoire des ordres religieux.*

*Religieuses de la congrégation de Notre-Dame.* Il a été parlé de ces Religieuses à l'article CHA-  
NOINESSES-RÉGULIÈRES.

*Religieuses filles de Notre-Dame, autrement dites de la compagnie de Notre-Dame.* Jeanne de Lestonac, marquise de Montferrand, issue d'une ancienne famille de Bordeaux, a donné naissance à cet ordre de religieuses: Deux Jésuites du collège de Bordeaux désirèrent qu'à l'imitation de leur société, il y eût un ordre de religieuses qui s'occupassent de l'enseignement des jeunes filles. Ils avoient entendu parler de la Dame de Montferrand & de l'ardent désir qu'elle avoit d'établir quelque maison religieuse; ils l'allèrent trouver, & lui proposèrent l'institution qu'ils avoient en vue. La Dame de Montferrand ne demanda pas mieux que de se prêter à l'exécution de ce dessein.

Le père Borde, l'un de ces jésuites, travailla aussi-tôt à dresser des constitutions pour les religieuses futures sur l'institut de saint Ignace, en

réduisant ces constitutions aux points qui pouvoient convenir à des filles. On fit part de toutes les opérations au cardinal de Sourdis, archevêque de Bordeaux, qui y donna son approbation. On envoya ensuite à Rome pour obtenir la confirmation du pape. Paul V l'accorda par un bref du 7 avril 1607.

On bâtit à Bordeaux un monastères pour les nouvelles religieuses : quand cette construction fut achevée, la Dame de Montferrand & quatre de ses compagnes firent leur noviciat & leur profession sous la règle de saint Benoît. Henri IV confirma leur établissement par des lettres-patentes de l'année 1609. Le nombre des religieuses augmenta considérablement ; on leur procura des maisons dans plusieurs provinces, notamment dans la Guyenne, dans le Poitou, dans l'Anjou, dans la Normandie, le Maine, l'Auvergne, le Languedoc, le Velay, le Rouergue, le Vivarais, le Bourbonnois, &c. Il y a même aujourd'hui de ces religieuses sur les terres d'Espagne. Il y eut de nouvelles constitutions imprimées pour elles à Bordeaux en 1642. Comme l'observance n'est pas tout-à-fait la même dans toutes leurs maisons, il y a apparence que ces constitutions ne sont pas suivies partout d'une manière uniforme ; la différence néanmoins n'est pas grande.

L'habillement de ces religieuses est de serge noire ; il est propre, simple & modeste. Elles portent un grand manteau dans les cérémonies. Leur voile est de toile simple descendant jusqu'à la ceinture : ces religieuses font deux ans de noviciat. Elles reçoivent des sœurs converses

qu'elles nomment *sœurs compagnes* ; celles-ci n'ont point de manteau.

Voyez *l'histoire de l'établissement des filles de Notre-Dame*, par le père Bouzonc, jésuite, & *l'histoire des ordres religieux*.

*Religieuses de Notre-Dame de la paix*. Florence de Verguigneul, religieuse professe dans l'abbaye de Felines, conçut le dessein de réformer les religieuses dont il s'agit ici : elle communiqua ce dessein à l'abbé de Clairvaux qui étoit venu visiter leur monastère. Cet abbé approuva ses vues ; mais il falloit un bienfaiteur qui procurât quelque maison à cet effet. On engagea une jeune veuve fort riche à faire à ses dépens l'acquisition d'une maison pour la réforme projetée.

Lorsqu'on eût obtenu toutes les permissions nécessaires, & que la maison fût disposée à recevoir des religieuses, la sœur Florence quitta l'abbaye de Felines, & amena avec elle les religieuses qui voulurent la suivre. Elle prit possession en 1604 du nouveau monastère construit à Douai, sous le titre d'abbaye.

Ce nouvel établissement érigé sous le nom de *Notre-Dame de la paix*, eut des succès. Les religieuses se firent la réputation de vivre d'une manière très-régulière : on leur procura de nouveaux monastères à Namur, à Liège, à Mons, à Grand-Mont, à Arras, à Béthune, à Bruges, à Saint-Amand, à Ternemunde & à Poperingue.

Ces religieuses suivent la règle de saint Benoît, & leurs constitutions sont tirées en partie de celles des bénédictines angloises de la ville de Bruxelles.

Leur habillement est noir, avec des manches

fort longues & fort larges. Elles ont des sœurs converses qui pratiquent avec elles les mêmes exercices , excepté pour l'office divin.

Voyez *l'histoire des ordres religieux.*

*Religieuses de Notre-Dame de Saint-Paul.* L'abbaye Notre-Dame , communément appelée de *Saint - Paul* , parce qu'elle est située dans un village de ce nom à une lieue de Beauvais , est une des plus anciennes & des plus célèbres abbayes de France. Elle fut fondée par le roi Chilpéric vers l'an 580. Les Normands la détruisirent entièrement en 860. L'évêque de Beauvais dans le dixième siècle fit travailler au rétablissement de ce monastère. Il fut bientôt repeuplé de religieuses ; le nombre en augmenta même au point qu'on leur fit bâtir quatre prieurés , l'un à Pomereux , le second à Ezenuille près Paris , le troisième à Bove-aux-champs , & le quatrième à Epluques : toutes les religieuses de ces prieurés étoient soumises à l'abbessé de Saint-Paul.

Ce fut en 1469 que la clôture fut bien établie à Saint-Paul. Cependant à chaque mutation d'abbessé il y eut tantôt plus , tantôt moins d'exactitude pour les observances régulières. Ce monastère souffrit beaucoup de la famine qui fut presque générale vers l'an 1586. Il fut brûlé deux fois par accident & une troisième par la fureur des soldats du comte de Reingrave. Les religieuses furent obligées de se disperser chez leurs parens jusqu'à ce qu'il fût rétabli.

Magdeleine l'Escoubleau , fille d'un chevalier des ordres du roi , & d'Isabelle Babou de la Bourdaisière , fut nommée en 1596 à cette abbaye par Henri IV ; elle y réforma une multi-

## 12 DAMIANISTES, DANGER.

plicité d'abus & y rétablit la plus parfaite régularité: Elle fit dresser un formulaire de constitutions, qu'elle fit accepter par la communauté le 10 Février 1660, avec engagement de ne rien changer à ce qui y étoit contenu.

On lui demanda quelques-unes de ses religieuses dans différens monastères pour y porter la réforme; elle en envoya à celles de saint Austreberte, près de Montreuil, & à celles de Saint-Amand de Rouen. Elle envoya aussi les réglemens faits pour son monastère, aux abbeffes de Ville-Chafon, de Neufbourg, de Bellefonds & de quelques autres monastères qui les avoient demandés.

Ces religieuses sont sous la règle de saint Benoît: leur habillement est à peu près comme celui des autres religieuses du même ordre.

*Voyez les chroniques générales de l'ordre de saint Benoît & l'histoire des ordres religieux.*

*Religieuses de Notre-Dame du Calvaire.* Il a été parlé de ces religieuses à l'article CALVAIRE.

*Religieuses de la Conception de Notre-Dame.* Voyez ce qu'il est dit de ces religieuses à l'article CONCEPTION. (*Cet article est de M. DAREAU, avocat au parlement.*)

DAMIANISTES. Ce sont les religieuses de l'ordre de sainte Claire, ainsi nommées à l'occasion de leur premier monastère, qui étoit sous l'invocation de saint Damien. Il a été parlé de ces religieuses à l'article CLARISSE. (*Article de M. DAREAU, avocat, &c.*)

DANGER. Ce terme s'emploie en matière d'eaux & forêts, pour exprimer le dixième, ou droit de dixième que l'on paye au seigneur pour

la permission de vendre un fief ou bois qui relève de lui.

On conjoint souvent les termes de tiers & Danger ; parce qu'il y a des bois qui sont sujets au droit de tiers & à celui de Danger ; mais il y en a qui ne sont sujets qu'au droit de tiers sans Danger , & d'autres au droit de Danger sans tiers.

Ce droit de Danger est fort ancien ; car il en est parlé dans la chartre normande de Louis-Hurin de l'an 1315 , dans une ordonnance de la chambre des comptes de l'an 1314, & dans une autre ordonnance de Charles V de l'an 1376.

L'ordonnance de 1669 a pourvu dans le titre 23 à ce qui concerne le droit de Danger appartenant au roi.

Dans tous les bois sujets aux droits de gruerie , grairie , tiers & danger , la justice & tous les profits qui en procèdent appartiennent au roi , ensemble la chasse , ainsi que la païsson & glandée privativement à tout autre , à moins que pour la païsson & glandée il n'y ait titre au contraire. C'est ce qui résulte de l'article premier du titre cité.

Suivant l'article 3 , le tiers & Danger doit être levé & payé selon la coutume ancienne , qui est de distraire au profit du roi sur le total de la vente , soit en espèces ou en deniers , au choix du roi , le tiers & le dixième ; en sorte que si l'adjudication est de trente arpens pour une somme de trois cens livres , le roi en doit avoir dix arpens pour le tiers de trente , & trois pour le dixième de la même quantité : où si le roi le prend en argent , cent livres pour le tiers de trois cens livres , & trente livres pour le

dixième de la même somme de trois cens livres.

S'il se trouve quelques bois en Normandie pour lesquels les particuliers aient titre & possession de ne payer qu'une partie de ce droit, savoir, le tiers simplement, ou seulement le Danger, qui est le dixième, il ne doit rien être innové à cet égard. Telles sont les dispositions de l'article 4.

L'article cinq veut que les possesseurs des bois sujets à tiers & Danger puissent prendre par leurs mains pour leur usage, des bois des neuf espèces contenues en l'article 9 de la chartre normande de Louis X de l'an 1315, qui sont faulx, marfaux, épines, puisnes, fenis, aulnes, genets, genièvres & ronces, & le bois mort en cime ou gissant.

L'ordonnance, par les articles 6 & 7, avoit déclaré le droit de tiers & Danger dans les bois de la Normandie imprescriptible & inaliénable, comme faisant partie de l'ancien domaine de la couronne : elle avoit seulement excepté de cet assujettissement les bois plantés à la main, les morts-bois spécifiés dans la charte normande, & ceux dont les possesseurs rapporteroient des titres précis d'exemption, ou rétabliroient suffisamment une possession contraire.

Ce fut en conséquence de ces dispositions que par un arrêt du conseil du 15 août 1670, il fut ordonné que tous ceux qui prétendroient que leurs bois étoient exempts du droit de tiers & Danger, & ceux qui se croiroient fondés à jouir de ce droit sur leurs vassaux, même ceux qui prétendroient jouir de ce droit à titre d'engagement, seroient tenus de représenter, dans un



mois pour tout délai , devant le commissaire départi & grand-mâitre au département de Normandie , les titres sur lesquels ils se fondoient , sinon qu'à défaut de satisfaire à cet arrêt dans le délai qui avoit été fixé , ces bois seroient assujettis au droit de tiers & Danger , & qu'il en seroit fait des arpentages & levé des plans sur lesquels il seroit procédé par les commissaires au jugement définitif.

Mais l'état des choses changea à cet égard en 1673.

Par un édit du mois d'avril de cette année , le roi , sur ce qui lui fut représenté que la recherche du droit de tiers & Danger entraîneroit la ruine de plusieurs familles , & que d'ailleurs le recouvrement ne pourroit en être fait qu'avec les plus grandes dépenses , déclara que ce droit n'étoit ni royal , ni universel ; mais qu'il lui appartenoit comme faisant partie de ses domaines : en conséquence , ce droit fut éteint & supprimé à perpétuité sur tous les bois de la province de Normandie indistinctement. Sa majesté se chargea de rembourser ou d'indemniser ceux qui en jouissoient à titre d'apanage , engagement , même par échange , le tout néanmoins sans préjudicier aux droits & redevances que les seigneurs particuliers des fiefs pouvoient avoir à exercer sur les bois de leurs vassaux à cause de ces fiefs.

Enfin par cet édit , le roi , pour tenir lieu du droit de tiers & Danger , ordonna que tous ceux qui possédoient des bois dans la province de Normandie seroient tenus de payer les sommes qui seroient réglées , dont il seroit arrêté des rôles au conseil ; & en cas d'opposition à

l'exécution de ces rôles, la connoissance en fût renvoyée à la chambre de la réformation.

L'exécution de cet édit donna lieu à des difficultés, les unes de la part des propriétaires des bois qui étoient assujettis aux droits de tiers & Danger envers des seigneurs particuliers qui continuoient à en exiger le paiement, les autres sur le fondement que c'étoit au procureur général de la chambre ou à ses substitués à établir que les bois étoient sujets au droit de tiers & Danger.

Il fut donné le 7 novembre 1674 une déclaration portant, 1°. que les extraits qui seroient tirés de la chambre, & par lesquels il seroit constaté que le droit de tiers & Danger avoit été payé, seroient suffisans pour établir la sujétion à ce droit, & que la chambre de la réformation seroit tenue de prononcer en conformité de ces extraits; 2°. que les propriétaires des bois qui payoient les droits de tiers & Danger à des seigneurs particuliers, en seroient affranchis à perpétuité, sauf à ces seigneurs à se retirer par devers le roi pour être pourvu à leur indemnité, s'il y avoit lieu.

Le parlement de Rouen adressa des remontrances par lesquelles il exposa que cette déclaration, en supprimant le droit de tiers & Danger, même sur les bois qui en étoient tenus envers les seigneurs particuliers, étoit contraire à l'édit du mois d'avril 1673, qui réservait à ces seigneurs ce droit sur les bois de leurs vassaux : mais par un arrêt qui fut revêtu de lettres-patentes, le 15 janvier 1675, le roi, sans s'arrêter à ces remontrances, ordonna l'exécution

tion de la déclaration, & permit aux seigneurs particuliers qui prétendoient avoir les droits de tiers & Danger sur les bois de leurs vassaux à cause de leurs fiefs, de faire régler & fixer par-devant la chambre de la réformation, ce qui pouvoit leur être dû. Le même arrêt régla que ces vassaux seroient tenus de payer chaque année les sommes auxquelles le droit de tiers & Danger auroit été fixé, & de les comprendre dans les aveux & reconnoissances, comme les autres redevances de leurs fiefs.

Ainsi, au moyen des arrêt & lettres-patentes que l'on vient de rappeler, les seigneurs particuliers ont cessé de pouvoir exiger les droits de tiers & Danger de leurs vassaux, & il ne leur est resté que la faculté d'en faire liquider le montant, & d'en exiger le paiement chaque année.

L'article 8 du titre cité de l'ordonnance des eaux & forêts est ainsi conçu : « les droits de » propriété par indivis avec autres seigneurs, » & ceux de gruerie, grairie, tiers & Danger, » ne pourront être donnés, vendus ni aliénés en » tout ou partie, ni même donnés à ferme, pour » quelque cause & prétexte que ce soit, renou- » velant en tant que besoin seroit, la prohibi- » tion contenue à cet effet au dixième article de » l'ordonnance de Moulins; sans même qu'à l'a- » venir tels droits puissent être engagés ou affer- » més; mais leur produit ordinaire sera donné » en recouvrement aux receveurs des bois ou » domaine, dont ils compteront ainsi que des » deniers provenans des ventes de nos forêts ».

Suivant l'article 9, les grands maîtres & les officiers des maîtrises particulières doivent con-

noître de tous les délits , abus & malversations commis dans les bois de la qualité dont il s'agit, non partagés , tant pour la police , vente & conservation , que pour la justice & pour la chasse.

Mais si ces bois étoient partagés , ces officiers n'exerceroient leur juridiction que sur la partie qui seroit dans le partage du roi.

Voyez *le traité du tiers & Danger* , par Berrault ; *les ordonnances du Louvre* ; Terrier , *sur l'ancienne coutume de Normandie* ; la *bibliothèque de Bouchel* ; Bacquet , *des droits de justice* ; les *mémoires sur le domaine* ; *l'ordonnance des eaux & forêts du mois d'août 1669* ; *l'édit du mois d'avril 1673* ; *la déclaration du 7 novembre 1674* ; *les lettres-patentes du 15 janvier 1675* , &c.

DANSE. C'est un exercice du corps composé de mouvemens réglés & de pas mesurés , faits au son des instrumens ou de la voix.

Nous ne parlerons de cet art que sous les rapports qu'il peut avoir par son origine & par ses effets avec la jurisprudence.

La Danse sacrée est de toutes les Danses la plus ancienne. On peut même la regarder comme la source de toutes les autres.

Les juifs faisoient usage de la Danse dans les fêtes solennelles établies par la loi , & dans des occasions de réjouissances publiques pour rendre grâce à Dieu.

Les Egyptiens, les grecs & les romains avoient institué des danses à l'honneur de leurs faux dieux qu'on exécutoit ou dans les temples , comme les Danses *des sacrifices* , *des mystères de Cérès* , &c. ou dans les places publiques , comme les *bachanales* , ou enfin dans les bois , comme les *danfes rustiques*.

Les peuples modernes ont eu leurs Danſes ſacrées. Dans les commencemens de l'églife on mêloit la Danſe aux fêtes ſolemnelles. La fête des *agapes* ou *feſtins de charité* inſtituée dans la primitive églife en mémoire de la ſcène de Jeſus-Chriſt, avoit ſes Danſes. Cette fête avoit été établie afin de cimenter entre les chrétiens qui avoient abandonné le judaïſme & le paganisme une eſpèce d'alliance. L'églife affoibliſſoit ainſi d'une manière ſenſible l'éloignement qu'ils avoient les uns pour les autres, en les réunifiant par des feſtins ſolemnels dans un même eſprit de paix & de charité.

Malgré les abus qui s'étoient gliffés dans cette fête du temps de ſaint Paul, elle ſubſiſtoit encore lors du concile de Gangres tenu en l'année 320, où on tâcha de les réformer. Elle fut enſuite totalement abolie par le concile de Carthage tenu en 397 ſous le pontificat de Grégoire-le-Grand.

Ainſi la Danſe admife dans les cérémonies de la primitive églife, ſuſceptible comme les meilleures inſtitutions des abus qui naiſſent toujours de la foibleſſe & de la biſarrerie des hommes, dégénéra après les premiers temps de zèle, en des pratiques dangereuſes qui allarmèrent la piété des papes & des évêques; de-là les conſtitutions & les décrets qui ont été faits contre la Danſe.

Quoique la Danſe ſacrée ait été ſucceſſivement retranchée des cérémonies de l'églife, on en fait encore uſage dans quelques pays catholiques. En Portugal, en Eſpagne & dans le Rouſſillon, on exécute des Danſes ſolemnelles. Toutes les fêtes de la Vierge les jeunes filles ſ'aſſemblent devant

la porte des églises qui lui sont consacrées & passent la nuit à danser en rond & à chanter des hymnes & des cantiques à son honneur. Le cardinal de Ximenès rétablit de son temps dans la cathédrale de Tolède l'ancien usage des messes *mosarabes*, pendant lesquelles on danse dans le chœur & dans la nef avec autant d'ordre que de dévotion.

En France même on voyoit vers le milieu du dernier siècle, les prêtres & tout le peuple de Limoges danser en rond dans le chœur de saint Léonard en chantant. Le père Menétrier rapporte *qu'il avoit encore vu les chanoines de quelques églises, qui le jour de Pâques prenoient par la main les enfans de chœur & dansoient dans le chœur en chantant des hymnes de réjouissance.*

C'étoit un usage reçu autrefois, que les prêtres devoient danser le jour qu'ils avoient célébré leur première messe. Cette coutume fut abolie par un arrêt du parlement rendu en 1547. Elle a subsisté dans l'Albigeois jusqu'en l'année 1704 que M. d'Olbene la réforma dans son diocèse.

Suivant le concile de Trente, la Danse est défendue aux clercs; ils ne peuvent pas même assister aux Danses qui se font les jours de nocés.

Plusieurs conciles, entr'autres ceux de Reims, de Tours, de Bourges, d'Aix, d'Aquilée, de Milan, de Bordeaux, défendent la Danse à tous les fidèles les jours de fêtes & de dimanches.

Nos rois ont également défendu les Danses publiques les jours de dimanches & de fêtes.

Ces défenses sont faites par l'ordonnance d'Orléans article 23 , & par l'ordonnance de Blois article 38. Elles ont été renouvelées par l'édit de 1698 ; mais suivant les auteurs , ces lois ne sont exécutées à la rigueur que lorsqu'on danse pendant le service divin.

Les fêtes baladoires ou Danfes publiques ont été supprimées par un arrêt de règlement rendu aux grands jours de Clermont le 14 décembre 1665 , & par un autre arrêt de règlement du 3 septembre 1667.

Il n'est point permis aux maîtres de Danse de tenir des assemblées les jours de fêtes & de dimanche. Plusieurs sentences de police , entr'autres deux des 11 mars 1727 , & 10 janvier 1744 , ont prononcé des amendes contre les contrevenans.

Par arrêt du 2 août 1674 , le parlement de Besançon a fait défenses de faire aucune Danse , aucun jeu & aucune assemblée publique les jours de fêtes des patrons des paroisses.

La Danse est défendue dans tous les temps dans les cimetières.

Voyez le père Menétrier dans son traité des ballets ; le dictionnaire des arrêts ; le dictionnaire canonique ; le dictionnaire des cas de conscience de Me. Jean Pontas ; la Rocheflavin ; les arrêts de Boniface ; les mémoires du clergé ; le recueil des arrêts du parlement de Besançon ; le journal des audiences , &c. Voyez aussi les articles ASSEMBLÉES , DIMANCHES , FÊTES , FOIRES , SPECTACLES , &c. ( Cet article est de M. DESESSARTS , avocat au parlement ).

DATAIRE. Voyez DATE ET DATERIE.

DATE. C'est l'indication que l'on fait du temps & du lieu où un acte a été passé.

Cette formalité est nécessaire à la perfection des actes, soit judiciaires, soit extrajudiciaires : outre qu'elle peut servir à éclaircir des faits importants & prévenir bien des fraudes & des suppositions, la priorité de temps est souvent un titre, suivant la règle *qui prior tempore potior est jure*.

Ce principe a lieu tant en matière civile qu'en matière bénéficiaire, & c'est sous ce double rapport que nous allons considérer la Date.

*De la Date en matière civile.* Les contradictions apparentes qui se trouvent entre les Dates des anciennes chartes, viennent des divers temps auxquels on commençoit l'année autrefois. Les difficultés qu'elles occasionnent ont donné lieu à l'art de vérifier les Dates, sur lequel un bénédictin a fait un ouvrage savant & curieux. Les règles qu'il indique sont propres à concilier les Dates des titres dressés avant l'ordonnance de Rouffillon, par laquelle Charles IX a voulu que l'on datât l'année à commencer du premier janvier dans tous les actes, registres, contrats, ordonnances, édits, lettres patentes & en toute écriture privée.

Quant au jour civil, il commençoit à minuit chez les romains, & cet usage est encore observé aujourd'hui en France : tous les actes dressés dans les vingt-quatre heures qui s'écoulent depuis minuit jusqu'au minuit suivant, sont censés avoir été faits dans le jour suivant la loi *more 8, ff. de feriis*.

On Date communément de l'année, du mois



& du jour : mais quelques ordonnances exigent plus de précision.

Celle de Blois veut, article 167, que les notaires déclarent dans les contrats, testamens & autres actes, si c'est avant ou après midi qu'ils les ont passés.

Suivant l'article 173 de la même ordonnance, les huissiers ou sergens doivent aussi énoncer dans les exploits de saisies, exécutions ou arrêts le jour, & si c'est avant ou après midi qu'il les ont faits, sous peine d'amende & de suspension de leurs offices.

Cette disposition a été renouvelée par l'article 15 du titre 19, & par l'article 4 du titre 33 de l'ordonnance de 1667.

La même ordonnance veut, article 8 du titre 26, que les sentences, jugemens & arrêts soient datés du jour qu'ils ont été rendus, & que cette Date soit écrite de la main du rapporteur, ensuite du *dictum* ou dispositif avant de la mettre au greffe, à peine des dépens, dommages & intérêts des parties.

La déclaration du 14 juillet 1699, & l'arrêt du conseil du 15 septembre 1719, l'un & l'autre concernant les droits de contrôle, ordonnent aux notaires de dater les actes qu'ils rapportent avant de les faire signer par les parties & avant de les signer eux-mêmes, à peine de deux cens livres d'amende & d'être procédé contre eux extraordinairement.

Enfin l'article 20 de l'ordonnance du mois d'août 1735, porte que les testamens, codiciles & autres dernières dispositions olographes seront entièrement écrits, datés & signés de la main de celui ou de celle qui les aura faits.

D'après ces dispositions, on ne peut douter que les actes judiciaires ou extrajudiciaires ne doivent être datés : mais comment doivent-ils l'être ? & quels effets peuvent résulter d'une Date défectueuse , d'une erreur ou d'un défaut absolu de Date ?

Nous observerons sur la première question , que la priorité de temps a lieu en matière civile non-seulement pour le jour & le demi-jour , mais encore pour l'heure , suivant presque tous les jurisconsultes ; d'où il suit qu'un contrat hypothécaire passé avant midi seroit préféré à un titre de même nature qui seroit seulement daté du jour , & qu'un acte qui porteroit la Date de onze heures du matin , auroit la préférence sur le contrat qui porteroit celle d'avant midi.

Ainsi les officiers publics ne devroient pas seulement marquer comme ils le font souvent , l'année , le mois & le jour qu'ils ont rapporté un acte ; il seroit aussi à désirer qu'ils indiquassent l'heure de la passation , ou du moins si elle s'est faite avant ou après midi.

De Ferrière dans son dictionnaire de droit , pense que cette dernière énonciation suffit , & que l'expression de l'heure est inutile , attendu que l'ordonnance de Blois ne l'exige pas.

Il est certain qu'un acte qui ne seroit pas daté de l'heure n'en seroit pas moins authentique , & si de Ferrière s'étoit borné à cette induction , son sentiment n'auroit rien que de juste ; mais il prétend qu'un contrat daté de dix ou onze heures du matin n'auroit aucune préférence sur un titre qui porteroit la date d'avant midi , & c'est en quoi il paroît s'être trompé ; du moins son opinion est-elle contraire non-seulement à

celle de M. Boucher d'Argis dans l'encyclopédie, mais encore au sentiment de tous les anciens jurisconsultes, tels que Charondas, Mor-nac, Papon, Louet, &c. Elle n'est pas moins opposée au droit romain (\*) que ces jurisconsultes ont pris pour règle, & même à l'esprit des ordonnances du royaume, qui ont eu constamment pour objet de favoriser le créancier le plus diligent en matière de saisies & d'hypothèques.

Au reste l'omission de l'heure ne nuit point à l'authenticité d'un acte passé devant notaires ; elle peut seulement porter préjudice à un créancier par rapport à la priorité d'hypothèque dans le cas où un autre créancier produit un titre daté d'avant midi.

L'ordonnance de Blois porte des peines contre les huissiers qui négligent de marquer dans leurs exploits de saisies & arrêts s'ils ont été faits avant ou après midi : mais l'omission qu'on en auroit faite ne rendroit pas non plus ces actes nuls suivant M. Jousse dans son commentaire sur l'ordonnance de 1667, quoique l'article 19 du titre 33 semble annoncer le contraire. Ce jurisconsulte pense avec raison que l'article 4 du même titre 33, ainsi que l'article 15 du titre 19, n'ont pour objet que d'empêcher la concurrence entre deux créanciers saisissants, dont l'un seroit plus diligent que l'autre ; d'où il résulte que si l'un avoit fait saisir avant midi & l'autre après,

---

(\*) Voici comme s'exprime la loi 3 ff. de minoribus prioritatis temporis intelligitur non solum de prioritare diei, sed etiam horæ, cum à momento in momentum tempus spectatum, si de horâ constet :

leurs exploits seroient valides quoiqu'ils ne fussent datés que du jour : mais il y auroit contribution entre les saisissans.

La doctrine de M. Jousse n'a rien de contraire à celle de M. Boucher d'Argis, puisque celui-ci se contente d'observer que les saisies & exécutions des huissiers sont des exploits de rigueur où ces officiers sont tenus de déclarer s'ils les ont faits avant ou après midi, conformément à l'ordonnance de 1667 qui l'ordonne expressément.

On a vu ci-devant que l'ordonnance de Blois s'exprime en termes plus formels encore, puisqu'elle prononce des peines d'amende & de suspension d'office contre les huissiers ou sergens qui n'ont pas observé la formalité dont il s'agit.

Il semble que MM. Boucher d'Argis & Jousse auroient pu ajouter à ce qu'ils ont dit concernant les huissiers, que si ces officiers datoient du jour seulement des exploits de saisie faits avant midi, & occasionnoient par-là une contribution entre un créancier qui les auroit commis & un autre créancier moins diligent, ils devroient être tenus des dépens & dommages-intérêts de la partie à qui ils auroient porté préjudice en manquant à un devoir essentiel de leur profession ; ce qui paroît d'autant plus juste que cette peine a été prononcée, comme on l'a déjà observé, contre les juges & rapporteurs qui ont négligé de dater les sentences & arrêts du jour que ces jugemens ont été arrêtés ou prononcés.

A l'égard des testamens passés devant notaires, ils doivent être datés non-seulement de

l'année, du mois & du jour, mais il faut encore y déclarer s'ils ont été faits avant ou après midi. Il est vrai que M. Lenain avocat général, portant la parole le 31 août 1707 dans la cause de M. de Saintot, observa que toutes les lois supposoient la nécessité de la Date dans les testamens devant notaires, mais qu'aucune n'en prononçoit la nullité en cas d'omission : effectivement, l'article 167 de l'ordonnance de Blois porte seulement que les notaires énonceront dans les testamens s'ils ont été faits avant ou après midi ; d'où l'on doit inférer *à fortiori*, que ces actes doivent être datés de l'année, du mois & du jour, mais non pas qu'ils seroient nuls si cette formalité n'avoit pas été remplie.

Basnage a aussi remarqué sur l'article 422 de la coutume de Normandie, que la Date n'étoit pas nécessaire pour la validité des testamens, lorsque le testateur ne donnoit que les choses dont il pouvoit disposer dans tous les momens de sa vie & sans aucune limitation de temps ; mais que lorsqu'il s'agissoit d'une donation d'acquêts qui ne pouvoit valoir si le testateur n'avoit pas survécu le temps fixé par la coutume, le défaut de Date rendoit la donation nulle, & le donataire n'étoit pas recevable à prouver autrement que par écrit que le testateur avoit fait son testament trois mois avant sa mort, comme l'exige la coutume de Normandie.

Basnage rapporte sur l'article cité un arrêt du mois de mars 1666, par lequel le parlement de Rouen a confirmé un testament olographe sans Date au préjudice d'un testament devant notaires daté. Le motif de ce jugement est,

suivant ce jurisconsulte , que d'après l'énoncé du testament olographe , on ne pouvoit douter qu'il ne fût postérieur au testament devant notaire. Cependant cet arrêt paroissoit d'autant plus remarquable à M. l'avocat général Lenain , que suivant l'esprit de la coutume de Normandie , les testamens olographes doivent être datés , surtout lorsqu'ils contiennent une donation d'acquêts. Ce magistrat observoit que le parlement de Rouen n'avoit vraisemblablement jugé de la manière qu'on vient de le rapporter , que parce qu'il avoit statué sur un testament fait à Paris.

En effet , l'article 96 de la coutume de Paris exige seulement que les testamens olographes soient écrits & signés de la main du testateur ; d'où l'on inféroit que la Date n'étoit pas nécessaire , & c'est ce qui a été décidé en différentes occasions : mais on ne laissoit pas , suivant le témoignage de M. l'avocat général le Nain , de déclarer nuls les testamens olographes non datés lorsqu'il y avoit lieu de présumer qu'ils avoient été faits avant la majorité du testateur ou après sa profession religieuse.

Il est aisé de juger que le silence de la coutume au sujet de la Date des testamens olographes occasionnoit bien des contestations ; & c'est à quoi il étoit nécessaire de remédier , comme on l'a fait par l'article 20 de l'ordonnance de 1735. Mais si cette disposition veut à peine de nullité que ces testamens soient datés de la main du testateur , elle n'exige pas qu'il y soit énoncé s'ils ont été faits avant ou après midi. En effet , cette précision seroit d'autant plus inutile dans les testamens olographes , que l'on peut y ap-

poser la Date que l'on veut : on peut même les antidater , pourvu que ce soit sans fraude. Il a été jugé dans la cause de M. de Saintot , que l'antidate ne rendoit pas nul un testament olographe lorsqu'elle n'avoit pas pour objet de prévenir les exceptions que l'on pourroit tirer de l'incapacité du testateur ou des suggestions par lesquelles on l'auroit engagé à tester.

Mais il paroît que la Date postérieure au décès du testateur occasionneroit la nullité d'un testament olographe , à moins qu'il n'y eût erreur. Dumoulin consulté sur la question de savoir si M. Gilbert , conseiller au parlement , étant mort dans le mois d'août , le testament qu'il avoit daté du mois d'octobre suivant étoit valable , ce jurisconsulte déclara que cet acte étoit nul , parce que la Date étant écrite tout au long , il n'étoit pas à présumer qu'il y eût erreur , & que M. Gilbert étant connu pour un homme savant , il y avoit lieu de croire qu'en datant son testament du mois d'octobre , son intention étoit que cet acte n'eût son exécution qu'autant qu'il vivroit jusqu'à cette époque.

Il paroît résulter de l'observation de Dumoulin , qu'une erreur de Date ne vicieroit pas un testament. C'est aussi le sentiment de Guypape , de Chopin & de plusieurs autres jurisconsultes , quand même cet acte auroit été passé devant notaires. Mais il est nécessaire que l'erreur provienne du fait du notaire & non de la fraude du testateur. Elle peut en ce cas être corrigée sur la déposition de deux témoins. Brillon fait mention d'un procès dans lequel il s'agissoit de deux testamens , dont l'un étoit daté du 6 juin , & l'autre devoit l'être du 6 juillet , quoiqu'il portât une autre Date.

Cette erreur fut vérifiée par la déposition de neuf témoins, & ratifiée par arrêt du parlement de Grenoble de l'an 1457. Brillon observe que deux témoins auroient suffi pour faire la preuve requise, attendu que l'erreur ne pouvoit être imputée qu'au notaire.

La dame de Goësbriant avoit fait un testament daté *du mardi 9 mai 1736*, & étoit décédée *le mardi 8 mai* de la même année. Le parlement de Paris ne laissa pas de déclarer ce testament valable par arrêt de grand'chambre du 19 mai 1738. Le motif de l'arrêt fut que la dame de Goësbriant avoit signé son testament, & que le notaire ayant mis *mardi 9 mai* au lieu de *mardi 8 mai*, cette erreur ne devoit pas porter atteinte à la validité de l'acte.

Par arrêt du 11 mars 1675, rapporté dans le journal des audiences, le même parlement décida qu'en matière de substitution un testament sans Date devoit être censé daté du jour du décès du testateur. M. l'avocat général Talon, dont la cour suivit les conclusions, observa que les testamens différoient des contrats, en ce que ceux-ci étoient parfaits le jour même qu'ils avoient été passés, tandis que les testamens ne pouvoient acquérir leur perfection que par la mort du testateur. En effet, disoit-il, si le testateur survit au premier substitué, on ne commence pas à compter les degrés de la substitution par le dernier, mais par celui auquel la substitution doit passer après sa mort.

Mais la Date est-elle dans les contrats une formalité de rigueur comme dans les testamens ? Belordeau, Ricard & de Ferrière pensent que des actes devant notaires ne produiroient aucun



effet pour ceux en faveur de qui ils auroient été passés s'ils n'étoient pas datés. On allégué pour raison qu'un acte sans Date est présumé avoir été fait précipitamment, sans délibération ou par violence. De Ferrière qui fait cette observation, ne laisse pas d'ajouter que cette omission de Date ne pourroit être opposée que par un tiers, & qu'elle n'empêcheroit pas que le contrat n'eût son exécution contre celui qui l'auroit passé ; mais il est plus simple de dire avec l'auteur de la science parfaite des notaires, qu'un acte de l'espèce dont il s'agit n'auroit aucune authenticité, & cependant qu'il faudroit le considérer comme écriture privée, sur-tout s'il n'y avoit aucun soupçon de fraude ou de violence.

On fait que les écritures privées n'ont pas besoin de Dates pour être valables. Les billets sous feing privé sont même censés n'en avoir une que du jour qu'ils ont été reconnus en justice.

Mais on doit remarquer que les actes sous feing privé sans Date, ne peuvent être valables qu'autant qu'il est certain qu'ils ont été faits dans un temps où les parties étoient capables de contracter. On trouve dans le journal du parlement de Rennes, un arrêt du 27 mars 1738, conforme à cette jurisprudence.

Il en est des lettres de change comme des simples billets : il n'est pas absolument nécessaire qu'elles soient datées ; & quand il y auroit erreur dans la Date, ceux à qui elles seroient adressées ne pourroient pas sous ce prétexte, en refuser l'acceptation & le paiement.

Mais les signatures au dos des lettres de change ne peuvent servir que d'endossements & non d'ordres, si elles n'ont point de Dates. C'est la

disposition formelle de l'article 23 du titre 5 de l'édit de 1673. D'où l'on peut inférer qu'un ordre qui ne seroit pas daté ne tiendrait lieu que d'une simple procuration pour recevoir le contenu du billet & en rendre compte à celui qui en seroit le propriétaire. C'est ce qui a été décidé par un arrêt du parlement de Paris rendu le 2 mars 1681. La cour ordonna que cet arrêt seroit affiché à la porte du change & publié aux audiences du châtelet & des juges & consuls de Paris. Si l'on en croit Bornier, le motif qui déterminait le parlement en cette occasion est fondé sur la facilité que procureroient le défaut de Date & l'incertitude du temps où l'ordre auroit été passé, pour frauder les créanciers en cas de faillite.

Nous n'avons considéré la Date des actes que par rapport au temps où ils sont passés ; mais l'énonciation du lieu n'est pas moins essentielle, du moins pour les actes publics. Ils doivent être datés du lieu particulier où ils ont été rédigés : ainsi il ne suffiroit pas de dire *fait & passé dans la ville de Paris* ; il faut encore spécifier si c'est dans l'étude de l'un des notaires ou dans la maison de l'un des contractans, ou si c'est dans quelque autre endroit. Tel est le sentiment de l'auteur de la science parfaite des notaires.

Cependant Chopin sur la coutume de Paris, pense livre 2, titre 4, nombre 5, que l'expression du lieu dans une Date n'est pas nécessaire pour la validité d'un acte, & qu'il est seulement utile de l'énoncer pour éviter toute contestation.

Mais il paroît que ce jurisconsulte se trompe :  
il

il est plus raisonnable de dire avec Rebuffe sur les ordonnances royales en sa préface, nombre 95, que le lieu doit être énoncé dans la Date des actes publics, non-seulement parce que cette précaution peut obvier à bien des fraudes & des suppositions, mais encore parce qu'un notaire ne pouvant exercer son office que dans les lieux où il est immatriculé, il importe de savoir si un acte a été rédigé par un notaire compétent.

Coquille dans ses notes sur les ordonnances de Néron, est du même sentiment que Rebuffe; & pour ne laisser aucun doute sur le point dont il s'agit, on doit observer que l'ordonnance de Blois porte en termes formels, article 167, que les notaires seront tenus de déclarer dans les testamens, contrats & autres actes, la maison où ils les ont rapportés: rien n'est plus positif; mais comme cette ordonnance ne fait pas mention des écritures privées, on peut croire que l'énonciation du lieu n'y est pas nécessaire pour les rendre valables.

*De la Date en matière bénéficiale.* Elle ne diffère en rien dans les actes que l'on expédie en France, de celle qui a lieu en matière civile; mais il n'en est pas de même des expéditions de cour de Rome; les jours y sont marqués suivant la manière de compter des anciens romains; c'est-à-dire par nones, ides & kalendes. Voici comme elle est conçue: *Datum Romæ apud sanctam Mariam majorem, non. junii, anno decimo septimo.*

Comme dans les années bissextiles on compte deux fois le 24 février, la manière de distinguer ces deux jours dans les Dates des bulles, provisions ou signatures, est de marquer quand elle

est du 24, *primo sexto kalendas martii*; & quand elle est du jour ajouté à l'année bissextile, *secundo sexto kalendas martii*.

La maxime *qui prior tempore potior est jure*, est surtout d'usage en matière bénéficiale : en effet, l'antériorité de Date est presque toujours ce qui rend le titre valable ; mais lorsque des provisions sont du même jour, elles se détruisent mutuellement, suivant la règle *mutuo concursu sese impediunt*.

On doit pourtant excepter de cette règle les provisions que le roi accorde en régale ; le concours des Dates ne les anéantit pas, puisque celui qui peut prouver que les siennes ont été délivrées les premières est préféré : tel est du moins le sentiment de Brodeau, lettre M, n°. 10.

Il en est de même des provisions que l'on obtient en cour de Rome sur différens genres de vacances ; si l'un des deux compétiteurs a été pourvu par mort & l'autre par résignation, leurs provisions ne sont pas anéanties par la conformité de la Date ; & l'on doit juger du droit des parties par les principes de la matière.

Le concours des actes ne détruit pas non plus les provisions qui peuvent être accordées par le roi & par d'autres collateurs, ou bien par des ecclésiastiques de différentes dignités. La collation du supérieur est valable, *propter conferentis amplio rem dignitatem*, quoique la provision qu'il a octroyée porte la même Date que celle de ses inférieurs.

On distingue plusieurs sortes de Dates, savoir, les *courantes* qui ont lieu pour les bulles des bénéfices consistoriaux, des bénéfices de Bretagne

& des autres pays d'obédience , & même pour les bénéfices des autres provinces du royaume , lorsqu'on les demande sur démission pure & simple , ou bien quand l'impétrant a besoin de dispense. Dans tous ces cas les expéditions ne sont datées que du jour que le pape accorde la grâce. Les *grandes Dates* ou *Dates étendues* qui sont celles que l'on met au bas des provisions que le pape donne pour les bénéfices dont la collation est forcée : elles sont du jour de l'arrivée du courrier que l'on a envoyé à Rome pour demander le bénéfice. Et les *Dates en abrégé* ou *petites Dates* , qui sont celles que le correspondant du banquier expéditionnaire retient à la daterie de Rome le jour de l'arrivée du courrier pour constater les diligences de l'impétrant.

On dit *Date retenue grâce accordée* , & cette maxime est fondée sur l'article 47 des libertés de l'église gallicane , qui est conçu en ces termes : « Quand un françois demande au pape un » bénéfice assis en France vacant par quelque » sorte de vacation que ce soit , le pape est tenu » lui en faire expédier la signature au jour que » la réquisition & supplication lui en est faite ; » sauf à disputer par après de la validité ou invalidité pardevant les juges du roi auxquels la » connoissance en appartient ; & en cas de refus » fait en cour de Rome , peut celui qui y prend » intérêt présenter sa requête à la cour , laquelle » ordonne que l'évêque diocésain ou autre don- » nera sa provision pour être de même effet » qu'eût été la Date prise en cour de Rome , si » elle n'eût été lors refusée.

Il résulte de cette disposition plusieurs conséquences :

1°. La Date forme tellement un droit acquis en faveur de celui qui l'a retenue , qu'il peut résigner sans avoir fait expédier de provisions. Il peut même sur une simple Date , former complainte , intervenir dans un procès , obtenir la maintenue , & se faire autoriser à prendre possession ; s'il décède , le bénéfice vaque par mort.

2°. La Date retenue opère la prévention en faveur du pape contre les collateurs ordinaires : elle donne cours à la règle des vingt jours qui subsiste en faveur des cardinaux ; ce qui suppose l'admission de la résignation. Il en est de même pour la règle *de publicandis*, puisque les six mois donnés au résignataire courent du jour de la Date.

3°. Enfin une Date qui n'a été que retenue fait concours avec une autre qui a été poussée au registre ou sur laquelle le pape a accordé des provisions ou signatures. C'est ce qui a été jugé par arrêt du grand conseil rendu au rapport de M. Breget le 7 décembre 1726 en faveur du sieur Truquet , pourvu sur résignation de la cure de Saint-Cyr de Sarge.

La jurisprudence du parlement de Paris est la même comme il paroît par deux arrêts rendus les 29 janvier & 20 mai 1745 sur les conclusions de M. Gilbert de Voisins.

Ce magistrat réfuta lors du premier arrêt , l'opinion de d'Héricourt , qui prétendoit qu'une Date retenue & non expédiée ne faisoit pas concours avec une provision.

Dans l'espèce du second arrêt , il s'agissoit de la prévôté de Saint - Justin qui est la première

dignité de l'église métropolitaine d'Auch. Ce bénéfice ayant vaqué au mois de mars 1742, l'abbé Palerue s'en fit pourvoir en cour de Rome le 27 mai; d'un autre côté, M. l'archevêque d'Auch le conféra à l'abbé de Castellane qui étoit chanoine & théologal dans la même église : ses provisions étant du 31 mai, étoient postérieures de quatre jours aux bulles de cour de Rome.

La Date seule de ces deux titres auroit suffi pour opérer la prévention en faveur du pape, si l'abbé de Castellane n'eût été en état de justifier qu'un autre ecclésiastique nommé l'abbé d'Orvalle ayant retenu Date pour le même bénéfice le 27 mai, jour des provisions de l'abbé Palerue, elles formoient un concours qui faisoit valoir les provisions de l'ordinaire.

Il étoit constant entre les parties que l'abbé d'Orvalle avoit donné commission de retenir pour lui trente-deux Dates, mais qu'il n'en avoit fait aucun usage : l'abbé Palerue rapportoit un *perquiratur* qui prouvoit que les registres de la daterie ne contenoient point d'autre supplique que la sienne : on trouvoit même sur les registres du sieur Boismêlé, banquier, qui avoit été chargé de l'envoi de l'abbé d'Orvalle, *datæ super quibus nullam petii expeditionem*.

Les commissions qu'on donne aux banquiers expéditionnaires, disoit l'abbé Palerue, ont pour objet ou de retenir des Dates simplement, ou de les pousser aux registres, ou de faire expédier les provisions. Dans le premier degré, il n'y a qu'une simple Date qui ne donne que le droit de faire dater du même jour sa supplique lorsqu'on la présente : jusqu'alors on n'a rien de

mandé au supérieur. Dans le second degré, la demande est faite ; & comme la collation est nécessaire, cette demande vaut provision, puisqu'il n'y manque que la forme ; il en est de même, à plus forte raison, dans le troisième temps lorsque les provisions sont expédiées.

L'abbé Palerue concluoit de-là que la Date de l'abbé d'Orvalle qui n'avoit eu aucune suite, ne pouvoit entrer en comparaison avec la sienne qui avoit été expédiée ; qu'il n'y avoit aucune parité entre une simple prétention & un droit formé, & qu'ainsi il n'y avoit point de concours.

Ce système ne fut point accueilli. Le parlement jugea d'après les termes & l'esprit de l'article 47 des libertés, qu'une simple Date retenue emportoit avec elle la demande du bénéfice, & par conséquent la commission de la grâce : ainsi les provisions de l'abbé Palerue étant anéanties par leur concours avec la Date de l'abbé d'Orvalle, l'abbé de Castellane ne pouvoit manquer d'être maintenu dans la possession du bénéfice contentieux.

Le concours de Dates ou de provisions en Cour de Rome étant favorable à la collation de l'ordinaire, il étoit naturel que l'on décidât en France qu'une Date formeroit concours non-seulement lorsqu'elle n'auroit pas été poussée au registre, mais encore lorsqu'elle seroit nulle par l'incapacité de l'impétrant. M. Piales rapporte à ce sujet dans son traité de la prévention, un arrêt rendu par le parlement de Paris le 29 janvier 1745.

La contestation étoit entre dom Joseph de Gueroust de la Terrière, dom Pierre Moreau



de Marny, & dom Martin l'Allier, tous les trois religieux de l'ordre de saint Benoît de l'ancienne observance. Le prieuré de Sixtê , diocèse de Sens, en étoit l'objet. Le premier qui avoit plus de Dates y fut maintenu , parce que les Dates ou provisions des deux autres se détruisoient mutuellement par le concours , quoique les Dates de l'un d'eux fussent absolument nulles à cause de son incapacité personnelle.

On ne doit pas être surpris que les Dates retenues par un séculier & suivies d'une provision en commende fassent concours avec les Dates retenues par un régulier , comme il paroît avoir été jugé par un arrêt du grand conseil dont voici l'espèce :

Il s'agissoit du prieuré régulier de Charlotte-la-Petite , situé dans le diocèse de Sens , & dépendant de l'abbaye de Bonneval , possédée en commende par l'archevêque d'Arles. Ce prieuré ayant vaqué en règle en 1749 par la mort du titulaire , le collateur ordinaire le conféra le 22 juillet de la même année à un chanoine de Vannes. La collation étoit radicalement nulle en vertu de la règle *regularia, regularibus*. Trois jours après le grand vicaire du collateur disposa du même bénéfice en faveur de dom le Prévôt : cette seconde provision étoit encore nulle non par l'incapacité du pourvu comme la première, mais parce que le grand vicaire ne pouvoit point réformer le collateur. Ainsi ni l'une ni l'autre ne pouvoient empêcher la prévention du pape ; ce qui détermina dom le Prévôt à envoyer en Cour de Rome pour obtenir Date : mais d'autres avoient été plus diligens que lui ; le sieur Marion, séculier, avoit fait retenir trois

cens soixante-douze Dates , demandant le bénéfice avec l'alternative , soit en commende , soit en titre , avec la clause *cum voto profutendi*. Le sieur Chaumont en avoit aussi retenu cent cinquante qui concouroient avec les cent cinquante premières du sieur Marion ; mais craignant de ne pas réussir s'il intentoit complainte contre ses compétiteurs , il abandonna son droit quoiqu'il eût obtenu une provision sur la première Date : ainsi le bénéfice ne fut un objet de contestation que pour dom le Prévôt & le sieur Marion.

Quoique celui-ci n'eût fait pousser au registre que cent quarante Dates , & que le pape ne lui eût accordé des provisions en commende que sur la première , il soutenoit que la grâce devoit être censée accordée pour les trois cens soixante-douze Dates qu'il avoit retenues.

Mais on lui répliquoit que n'y ayant eu que cent quarante de ses Dates qui eussent été poussées au registre , elles étoient les seules dont le pape eût eu connoissance , & qu'ainsi il étoit censé n'avoir voulu accorder que cent quarante provisions. Or , disoit-on , ces cent quarante Dates sont annullées par le concours avec les cent quarante premières du sieur de Chaumont. Quant au surplus des Dates du sieur Marion , elles doivent , ajoutoit-on , être censées non avenues. La raison en est qu'un séculier qui demande d'être pourvu en commende d'un bénéfice qui a vaqué en titre , n'acquiert par la simple Date aucun droit , puisqu'il a besoin d'une dispense & que la collation du pape est volontaire.

Ces moyens sur lesquels insista principalement

M. l'avocat général de Tourny, le déterminèrent à conclure en faveur de dom le Prévôt qui fut maintenu par arrêt du 7 août 1751.

Le parlement de Paris avoit aussi jugé en 1691 par arrêt du 19 février, que des provisions données par le pape à un régulier ne méritoient aucune préférence sur des provisions en commende données à un séculier le même jour ; & par conséquent, qu'une provision en commende en détruit une en règle de même Date par l'effet du concours. Cet arrêt qui se trouve à la fin du traité de la *capacité* de Duperray, a maintenu en conséquence Louis Esmelin dans la possession du prieuré régulier de Condé, diocèse de Chartres.

On a demandé si des Dates retenues par celui qui a recélé le corps mort du titulaire peuvent faire concours avec des Dates retenues par d'autres impétrans : cette question s'est présentée au grand conseil dans l'espèce suivante.

Le sieur de Bouge, prieur commandataire du prieuré de Saint-Symphorien du Mans, étoit mort le 8 janvier 1750 & avoit été inhumé le 11 du même mois.

Le 9 janvier, le sieur Bernard prêtre fit courir le bénéfice en cour de Rome. Il le requit en commende & comme vacant par la mort du sieur de Bouge. Il avoit fait retenir par deux envois quarante-cinq dates, & avoit obtenu des provisions sur la première, le 20 janvier 1750.

Le sieur Correard demanda aussi le même bénéfice en commende & leva des provisions le 26 du même mois.

Comme son titre étoit postérieur de six jours à celui de son compétiteur, il fit assigner au grand

conseil le sieur Bernard en complainte, & rendit en même temps plainte contre lui en recelé de corps.

Le sieur Bernard s'étant désisté de tout droit au bénéfice, intervint arrêt contradictoire le premier octobre 1750, qui donna acte du désistement & maintint le sieur Correard.

Celui-ci se croyoit possesseur tranquille du prieuré de Sain-Symphorien lorsque le 3 février 1752 il fut assigné en complainte par le sieur Gobier.

Ce dernier avoit demandé au pape le bénéfice comme vacant par la mort du dernier titulaire, & s'étoit fait pourvoir sur une date retenue le 5 mai 1750.

Son système étoit bien simple. Le sieur Bernard, disoit-il, qui a recelé le corps du sieur de Bouge est déchu de tout droit au bénéfice, puisque l'ordonnance de 1739 a prononcé contre lui la privation de tout droit possessoire qu'il eût pu y prétendre; & à l'égard du sieur Correard, sa provision est anéantie par son concours avec les Dates du sieur Bernard.

M. l'avocat général de Tourny qui porta la parole dans cette cause, observa que l'effet du concours étant avantageux aux collateurs ordinaires & propre à empêcher les pactions illicites que pourroient faire entre eux plusieurs concurrents, on devoit chercher à l'étendre autant qu'il étoit possible; mais que ce seroit peut-être passer les bornes dans lesquelles il doit être renfermé, si l'on attribuoit aux provisions obtenues ou aux Dates retenues par un homme coupable du crime de recelé de corps, l'effet d'anéantir d'autres provisions ou d'autres Dates du même jour.

L'intérêt du public, disoit-il, paroît s'y opposer ; il exige, que tous les coupables du crime de recélé de corps soient découverts, poursuivis & punis : mais s'il n'y a point de partie civile, s'il n'y a point d'accusateur pour les dénoncer à la justice & pour fournir les preuves nécessaires, ces crimes demeureront presque toujours impunis, parce que personne n'osera entreprendre un procès toujours pénible & dispendieux, si par l'effet du concours celui qui le poursuit peut être privé de la seule récompense qui engage à l'entreprendre & qui encourage à le soutenir.

L'intérêt du public demande donc que quand le crime est prouvé, on considère l'envoi du coupable comme n'ayant pas été fait, & les provisions obtenues ou Dates retenues comme non avenues.

Telles sont en substance les réflexions que proposoit M. de Tourny : mais ce magistrat discuta dans la même cause une question d'une autre espèce ; voici à quel sujet.

Le 2 mars 1751, le sieur Gobier, pour acquérir la preuve du concours qu'il objectoit à son compétiteur, fit compulser contradictoirement les registres du banquier du sieur Bernard. Il résulta de ce compulsoire, 1°. que ce dernier avoit donné commission à son banquier de faire retenir trente Dates & ensuite quinze ; 2°. que la première de ces Dates avoit été retenue le 20 janvier 1750 ; 3°. que sur cette Date il y avoit eu une provision expédiée.

Ainsi il étoit question d'examiner si la commission donnée à un banquier de retenir un certain nombre de Dates & couchées sur son registre formoit une preuve suffisante que les Dates

avoient été réellement retenues , ou si pour la preuve il étoit nécessaire qu'il fût fait mention expresse sur le registre , que suivant les avis reçus par le banquier de la part de son correspondant à Rome , les Dates avoient été effectivement retenues.

Cette question n'étoit pas nouvelle : la négligence des banquiers expéditionnaires avoit souvent causé de l'embarras aux pourvus , soit de cour de Rome , soit des ordinaires. Pour justifier que les titres de leurs compétiteurs étoient anéantis par le concours , ils avoient été souvent obligés d'avoir recours à un *perquiratur* dans les registres de la daterie , ou de faire lever des provisions sur des Dates retenues par un tiers : c'est ce qu'on voit par deux arrêts du parlement de Paris des 21 août 1713 & 11 juillet 1721. On avoit eu recours à un autre moyen dans une instance pendante au grand conseil en 1726. L'une des parties avoit produit la consultation d'un banquier qui jouissoit d'une grande réputation. Il estimoit que l'on ne pouvoit s'assurer si des Dates avoient été effectivement retenues ; que les registres d'un banquier prouvoient bien sa commission , mais non pas l'exécution de cette commission. En effet , disoit-il , ne pouvoit-il pas être arrivé des accidens à son courier ? ne pouvoit-il pas avoir perdu sa malle ? le correspondant ne pouvoit-il pas avoir manqué d'envoyer à la daterie ? celui qui étoit chargé de porter le mémorial à la Daterie ne pouvoit-il pas l'avoir oublié ou n'y être arrivé qu'après minuit ? Voilà , concluoit-il , ce qu'il étoit impossible de prouver par le registre du banquier.

Ce raisonnement ne pouvoit avoir d'appli-

cation qu'au cas où il n'auroit pas été fait mention dans le registre du banquier chargé de la commission, que le courier étoit arrivé à Rome tel jour, & que les Dates avoient été retenues conformément à l'envoi. Aussi M. de Tourny, en discutant la difficulté qui s'étoit élevée entre les sieurs Correard & Gobier, observa-t-il que les registres d'un banquier pouvoient fournir des preuves justificatives de la retention des Dates.

C'est d'après cette règle que le grand conseil avoit débouté par arrêt de 1741 un pourvu par l'ordinaire, quoiqu'il fût dans des circonstances plus favorables que celles dans lesquelles se présentait le sieur Gobier. En effet le premier avoit obtenu ses provisions dans le mois de janvier 1741. Il prouvoit que les deux préventionnaires ses compétiteurs avoient retenu chacun un très-grand nombre de Dates depuis le mois de juin 1739 jusqu'au mois de janvier 1740; qu'il y avoit concours entre ces préventionnaires au commencement & à la fin, & presque pendant tout le temps intermédiaire: mais comme il se trouva dans cet intervalle quelques jours où il n'étoit pas justifié par les registres du banquier qu'il y eût eu des Dates retenues par les deux impétrans, quoique les circonstances le fissent présumer, on jugea que le concours des Dates n'étoit pas prouvé, & l'un des deux préventionnaires fut maintenu.

C'étoit aussi en conséquence de la règle que faisoit valoir M. de Tourny, que le grand conseil avoit rendu un arrêt en forme de règlement le 13 mars 1726, par lequel il étoit enjoint aux banquiers expéditionnaires en cour de Rome d'inscrire sur leurs registres, conformément à

l'article de l'édit du contrôle de 1637, les réponses & avis qu'ils auroient reçus de leurs correspondans sur la retention des dates & l'expédition des provisions.

L'exécution de ce règlement fut derechef ordonné sur le requisitoire de M. le procureur général, par l'arrêt que le grand conseil rendit le premier juin 1752 sur la contestation qui subsistoit entre les sieurs Gobier & Correard. Celui-ci fut maintenu parce que l'autre n'avoit pu prouver par le registre du banquier expéditionnaire que le 26 janvier 1750, jour des provisions du sieur Correard, il eût été retenu une Date pour le sieur Bernard.

Quant à la question relative au recelé de corps dont celui-ci s'étoit rendu coupable, le grand conseil la laissa indécise, de sorte qu'il est encore incertain aujourd'hui si une Date retenue par quelqu'un qui seroit coupable de ce crime, forme une exception à la règle suivant laquelle toute Date opère le concours avec une autre Date & même avec des provisions du même jour, quelque nulle ou caduque que puisse être la première.

Quoi qu'il en soit, c'est un principe général que toute Date nulle ou caduque peut être utile à un tiers, puisqu'elle favorise la collation de l'ordinaire. Mais une Date qui n'auroit pas été poussée au registre dans l'année de sa retention, seroit-elle périe pour celui qui l'auroit retenue?

Rebuffe en sa pratique bénéficiale rapporte un décret donné par Paul III en 1554, par lequel il est défendu d'étendre les Dates de France après l'année de leur retention; & l'usage actuel de la cour de Rome est de faire brûler, lorsque ce



temps est passé, tous les mémoriaux des impétrans; mais ce n'est que pour les obliger à faire pousser au registre les Dates qu'ils ont retenues, & procurer de l'argent aux officiers de la daterie. On fait que ces derniers ont la complaisance d'expédier des provisions après l'année révolue de la retention de la Date. Le sieur le Cardonet en obtint en pareille circonstance, en 1754, pour la cure d'Ingrövile, diocèse de Courances: ainsi il paroît que M. Gilbert de Voisins, avocat général, observoit avec raison, dans l'affaire de dom de la Ferrière, qu'on étoit sûr d'avoir des provisions sur les Dates retenues, en envoyant de l'argent à Rome; il soutenoit même qu'on avoit trente ans pour les faire expédier.

Cependant la question s'étant présentée en 1754, au sujet du prieuré d'Eurville, entre le sieur de Chaumont, dom Vitécoq & quelques autres impétrans, le grand conseil jugea par arrêt du 26 janvier, sur les conclusions de M. l'avocat général de Tourny, que les Dates retenues par le sieur de Chaumont, & qu'il avoit négligé de pousser au registre dans l'année de leur retention, n'étoient point un titre.

Cet arrêt est d'autant plus remarquable qu'il est le premier qui ait décidé formellement la question. Le droit du sieur de Chaumont auroit été indubitable s'il eût eu l'attention de faire pousser ses Dates au registre, puisque c'étoit l'unique défaut qu'on relevât & qu'on pût relever dans ses titres. Il paroissoit même y avoir d'autant moins de difficulté à le maintenir que les provisions de dom Vitécoq son compéteur n'étoient pas sans reproches.

Mais M. Piales observe que M. de Tourny,

après avoir établi la maxime constante que des Dates qui n'ont pas été poussées au registre dans l'année forment concours, avoit montré que si elles formoient titre au profit de celui qui les auroit retenues, il en résulteroit beaucoup d'inconvéniens.

Quoi qu'il en soit, il est certain que quelque effet que la collation nécessaire du pape ait fait attribuer à une simple Date, celle-ci ne dispense point de lever des provisions. La jurisprudence du grand conseil étoit formelle sur ce point dès 1717. L'auteur du recueil de jurisprudence canonique rapporte ( verb. *Date* ) un arrêt du 28 juin de la même année, qui maintint sur une simple Date retenue, le frère Ancelin, religieux de Sainte-Croix dans la possession du prieuré de Saint-Lo, à la charge de prendre des provisions dans trois mois.

Mais si la provision ou la signature accordée à un impétrant étoit nulle à cause du concours, il ne feroit pas obligé d'en lever une nouvelle : c'est ce qui résulte d'un arrêt rendu par la grand'-chambre du parlement de Paris le premier septembre 1747, en faveur du sieur de Chaumont pourvu du prieuré de Moutier-en-l'île

Il en est de même de la prise de possession ; elle ne se réitère pas, suivant M. Gilbert de Voisins, qui dans l'affaire de dom de la Ferrière, en 1745, remarqua que la prise de possession faite par ce titulaire sur une Date nulle devoit s'appliquer à quelqu'une de ses Dates valables.

La jurisprudence que l'on vient d'exposer s'applique principalement aux Dates retenues sur vacance par mort & par dévolur. Voici celle qui  
concerne

concerne particulièrement les provisions sur résignation.

Il s'étoit introduit autrefois un grand abus en ce que les impétrans retenoient des Dates sans envoyer la procuration pour résigner. Un titulaire qui vouloit assurer à quelqu'un son bénéfice après sa mort seulement, passoit une procuration pour résigner en faveur, mais il la gardoit, & sur cette résignation feinte le résignataire faisoit retenir à Rome une Date tous les six mois. Si le résignant décédoit dans cet espace de temps, on envoyoit à Rome la procuration pour résigner, sur laquelle on obtenoit des provisions sous la Date retenue; & le résignataire ayant la faculté de prendre possession, soit avant ou après le décès du résignant, parvenoit ainsi à s'assurer la possession du bénéfice. Mais si le résignant ne venoit à mourir qu'au bout d'une ou de plusieurs années, en ce cas le résignataire abandonnoit les premières Dates, se servoit de la dernière & par ce moyen se trouvoit toujours ainsi dans les six mois.

Cet abus étoit aussi contraire au bien de l'église qu'au droit des collateurs. Pour l'arrêter, Henri II donna en 1550 son édit appelé communément *l'édit des petites Dates*, par lequel il ordonna que les banquiers ne pourroient écrire à Rome pour y faire expédier des provisions sur résignation, à moins que par le même courier ils n'envoyassent les procurations pour résigner : il ordonna en même temps que les provisions expédiées sur procurations surannées seroient nulles.

Cet édit ne remédia pas entièrement au mal; car en multipliant les procurations & en les envoyant à Rome tous les six mois, on se servoit

de la dernière lorsque le résignant venoit à décéder.

Le pape, pour faire cesser totalement ce désordre, fit en 1634 une règle de chancellerie, par laquelle il déclara que dans le cas où les procurations pour résigner n'auroient pas été mises dans les vingt jours, entre les mains du notaire de la chancellerie pour apposer le *consens* au dos des provisions, les signatures ne seroient datées que du jour qu'elles seroient expédiées. Il ordonna aussi qu'à la fin de toutes les signatures sur résignation on mettroit cette clause : *Et dummodò super resignationem talis beneficii antea data capta, & consensus extensus non fuerit, aliàs præsens gratia nulla sit eo ipso.*

Cette règle ayant pourvu aux inconvéniens qui n'avoient pas été prévus par l'édit des petites Dates, Louis XIV a ordonné par la déclaration du mois d'octobre 1646, qu'elle seroit reçue & observée dans le royaume, de même que les règles de *publicandis resig.* & de *infirmis resig.* au moyen de quoi l'on ne peut plus retenir de petites Dates sur une résignation, mais seulement pour les autres vacances par mort ou par dévolut.

On doit remarquer que la déclaration de 1646 porte que les banquiers pourront exercer leur office, ainsi qu'ils pouvoient le faire avant l'édit du contrôle. Comme elle n'avoit rapport qu'aux expéditions de la daterie de Rome, on en avoit inféré que dans tous les tribunaux où elle avoit été enregistrée & dans lesquels l'édit du contrôle ne l'avoit pas été, on n'étoit point assujetti en jugeant les contestations qui s'élevoient touchant les expéditions de la légation d'Avignon, à suivre d'autres règles que celles qui étoient en vigueur

avant l'édit du contrôle. Les parlemens de Provence & de Dauphiné avoient autorisé en conséquence par différens arrêts, un usage singulier qui s'étoit introduit dans la vice-légation : au lieu que suivant le style de la cour de Rome on ne connoît d'autre Date que celle du jour, il y avoit un registre à la daterie d'Avignon, dans lequel on marquoit l'heure & même l'instant où une Date avoit été retenue, & l'extrait qu'on en délivroit s'appeloit pour cette raison *instrumentum de horâ*. Il résulta de-là que le concours entre les impétrans n'avoit jamais lieu. S'il en survenoit un entre le premier d'entre eux & quelque pourvu par l'ordinaire, la collation de celui-ci, qui n'étoit datée que du jour, cédoit à la prévention du pape marquée de l'heure ; ce qui causoit d'autant plus de préjudice au droit des collateurs du Dauphiné & de la Provence, que la proximité des lieux mettoit les impétrans à portée d'obtenir à Avignon, presque sur le champ, des provisions sur des démissions ou des permutations faites à l'extrémité de la vie.

D'un autre côté, les procurations *ad resignandum* que l'on envoyoit à la daterie d'Avignon n'étoient point insinuées avant l'envoi ; & l'on avoit souvent agité au grand conseil la question de savoir si les expéditions de la vice-légation étoient sujettes à l'édit des insinuations ecclésiastiques de 1691. Ce tribunal avoit même arrêté en 1723 que le roi seroit très-humblement supplié d'expliquer ses intentions à ce sujet ; mais l'exécution de cet arrêté avoit été négligée jusqu'en 1745 que le clergé assemblé fit à cet effet des représentations au roi, tant sur l'article 13 de l'édit de 1601 que sur l'*instrumentum de horâ*.

Sur quoi le roi rendit le 10 novembre 1748 une déclaration qui a été enregistrée au grand conseil ainsi qu'aux parlemens de Paris & de Provence.

Sa majesté, après avoir déclaré que les expéditions émanées de la vice-légation d'Avignon seront sujettes à l'insinuation portée par l'article 13 de l'édit du mois de décembre 1691, veut que la seule Date du jour puisse être utile en toutes provisions bénéficiales, sans que dans le cas de concurrence entre deux provisions données le même jour, soit par le vice-légat d'Avignon, soit par d'autres collateurs, la Date de l'heure marquée dans l'une puisse lui faire donner la préférence sur celle qui ne contiendrait que la Date du jour.

Brodeau sur Louet rapporte un arrêt du mois de mars 1622, au sujet de deux provisions données le même jour pour la chapelle de Saint-Blaise, l'une par le roi & l'autre par le trésorier de la Sainte-chapelle. Quoique les provisions du dernier portassent qu'elles avoient été accordées *à l'instant de la mort*, loin de s'arrêter à cette clause, les juges lui défendirent de l'insérer à l'avenir dans les provisions qu'il octroyeroit, avec injonction de les dater seulement du jour, mois & an.

Ainsi la date de l'heure & de l'instant est proscrite par des dispositions formelles en matière bénéficiale.

Voyez *l'édit des petites dates avec le commentaire de Dumoulin*; la déclaration du mois d'octobre de 1646; l'édit du mois de décembre 1691; la déclaration du 10 novembre 1748; les lois ecclésiastiques de d'Héricourt; le traité de la prévention de M. Piales; l'encyclopédie; le traité de la capacité de

*Duperray ; celui de Perard-Castel sur la pratique de cour de Rome ; le recueil de jurisprudence canonique ; le dictionnaire de droit canonique ; la collection de jurisprudence ; le dictionnaire de droit de Ferrière ; le traité des obligations de Pothier ; le commentaire de M. Jousse sur l'ordonnance de 1667 ; celui de Bornier sur l'édit de 1673 ; Rebuffe & Coquille sur les ordonnances royaux ; Chopin sur la coutume de Paris ; Basnage sur la coutume de Normandie ; le recueil des arrêts de Louet ; la science parfaite des notaires ; l'institution au droit françois d'Argou ; le journal des audiences & celui du Palais. Voyez aussi les articles DATERIE, PROVISIONS, BULLE, CONSENS & SUPPLIQUE. ( Article de M. GILBERT DE MARETTE, avocat au Parlement de Bretagne. )*

**DATERIE.** C'est une espèce de bureau ou de tribunal où l'on expédie au nom du pape toutes les graces relatives aux bénéfices , & même les dispenses de mariage.

Les réserves & les autres droits que les papes se sont attribués sur les bénéfices dans le quatorzième siècle ont donné lieu à cet établissement ; il est ainsi appelé des dates des provisions que le pape confère sur des suppliques hors du consistoire.

Il n'y a que deux Dateries l'une à Rome & l'autre à Avignon. Les officiers de la première sont , outre le dataire qui en est le chef , le préfet de la signature de grace , celui de la signature de justice , le sousdataire , & plusieurs autres qu'on indiquera dans un moment.

Lorsque le dataire est un cardinal , il ne prend que le titre de prodataire , de même que le chancelier-cardinal ne prend que celui de vice-

chancelier. Les cardinaux en usent ainsi, dit-on; parce qu'ils regardent ces offices au-dessous de leur dignité.

Le *dataire* représente le pape dans la distribution de toutes les graces bénéficiales; avant de lui porter les suppliques, il a le droit de les examiner; il peut y ajouter ou diminuer ce que bon lui semble, & même les déchirer s'il ne les trouve pas convenables. Lorsqu'elles ont été signées par le pape, il y fait l'extension des dates, ou, ce qui est la même chose, il y appose la grande date ou la date étendue. C'est lui qui fait la distinction des différentes demandes, & qui lorsque sa sainteté n'en connoît pas personnellement, les renvoie à la signature de justice ou à quelques congrégations, telles que celles des réguliers, des rites ou des évêques.

Le *dataire* ne prend point connoissance des abbayes consistoriales, à moins qu'on ne les expédie par Daterie ou par chambre, & bien moins encore des évêchés auxquels le pape nomme de vive voix en plein consistoire.

Le *sousdataire*, quoique subordonné au *dataire*, n'en est pas dépendant, puisqu'ils tiennent l'un & l'autre leur commission du pape.

Sa principale fonction est d'extraire le sommaire du contenu aux suppliques importantes: ordinairement c'est le banquier même ou son commis qui écrivent ce sommaire au bas de la supplique, & le *sousdataire* ou son substitut l'enregistrent, surtout lorsque la supplique contient quelque absolution, dispense ou autre grâce qu'il faut obtenir du pape.

Le *sousdataire* marque au bas des suppliques les difficultés que le pape y a trouvées; lorsqu'i



y écrit ces mots *cum sanctissimo* , cela signifie qu'il en faut conférer avec sa sainteté. Et quand les demandes sont de nature à être renvoyées à quelque congrégation que le pape a coutume de consulter avant d'accorder la grâce , le sousdataire met au bas de la supplique *ad congregationem regularium* ou de *ritibus* , &c. Lorsque l'affaire a été examinée, le billet contenant la réponse de la congrégation est rapporté ainsi que la supplique au sousdataire pour la faire signer au pape. Si sa sainteté refuse la grâce , le sousdataire répond au bas de la supplique *nihil* , ou bien *non placet sanctissimo*.

Il y a dans son office un livre que le public peut consulter , où son substitut marque toutes les signatures qui ont été données par le pape.

Au surplus, il accompagne ordinairement le dataire lorsque celui-ci porte les suppliques au pape pour les signer.

*Le préfet de la signature de grâce* est un prélat député par le pape pour présider à l'assemblée où sont proposées devant sa sainteté toutes les matières de grâce , du nombre desquelles sont principalement les bénéficiales : cet officier signe toutes celles qui sont *ad ordinarium*.

*Le préfet de la signature de justice* est le prélat qui préside aussi en présence du pape aux assemblées où l'on décide les affaires des juridictions contentieuses.

*Le régent de la chancellerie* est un officier en titre qui connoît des résignations & des cessions ; il est aussi chargé de corriger les erreurs qui peuvent être dans les bulles expédiées & plombées.

*Le distributeur des signatures* est en même-

temps secrétaire des prélats de la chancellerie : sa principale fonction est , comme l'indique son nom , de retirer du registre les signatures & de les distribuer aux prélats chargés de dresser les minutes des bulles qui ne contiennent aucune clause extraordinaire , & d'examiner si celles qui ont été expédiées sont dans la forme prescrite par la chancellerie , ou si elles peuvent être envoyées au plomb.

*Le dataire ou reviseur per obitum* est commis pour tout ce qui a rapport aux vacances par mort dans les pays d'obédience dont les bénéfices ne sont pas donnés au premier impétrant. C'est à cet officier que l'on porte les suppliques qui les concernent ; il connoît aussi des pensions imposées sur des bénéfices vacans en faveur des ministres & autres prélats du palais apostolique.

*Le dataire ou réviseur des matrimoniales* est chargé de revoir les suppliques des dispenses matrimoniales avant & après qu'elles ont été signées , d'en examiner les clauses , & d'y faire les augmentations & restrictions qu'il juge à propos ; c'est lui qui fait signer au pape ces dispenses & qui y fait mettre la date par le dataire général lorsque les suppliques sont conformes au style de la Daterie.

*L'officier des petites dates , ou le préfet des dates* est à la nomination du dataire général ; c'est chez lui que les banquiers de Rome portent les mémoires sur lesquels ils ont ordre de prendre date : sa principale fonction est de conférer la date appotée par son substitut au bas des suppliques avec celle qu'il a mise lui-même au bas des mémoires des impétrans le jour de l'arrivée du

courier : & lorsque les signatures sont expédiées *in formâ gratiosâ*, c'est lui qui examine les attestations de vie & mœurs.

*Le substitut du préfet des dates* est commis par le dataire pour aider le premier de ces officiers dans l'expédition des affaires dont il est chargé, & surtout pour mettre au bas de la supplique la date, qui doit être étendue par le dataire ou le souldataire.

*Les reviseurs* sont deux personnes d'une expérience consommée que le dataire nomme pour rectifier les suppliques & les rendre conformes au style de la Daterie & à l'intention du pape. Ils mettent au bas de ces suppliques *expediantur litteræ* lorsque les bulles ou signatures doivent être expédiées, & un grand C quand il s'agit de matières sujettes à componende.

*Le trésorier des componendes* reçoit ce qui est dû pour les grâces ou dispenses sujettes à composition.

*Les notaires de la chambre* sont au nombre de douze ; ils reçoivent les actes de consens, & en font l'extension au dos des signatures. Ils datent leurs expéditions *ab anno nativitatis*.

*Le notaire de la chancellerie* date les siennes *ab anno incarnationis* ; d'ailleurs, ses fonctions sont les mêmes que celles des notaires de la chambre, & les banquiers peuvent s'adresser aux uns ou aux autres indifféremment.

*L'officier de MISSIS* s'appelle ainsi, parce que les suppliques sont envoyées de son bureau au registre par une petite note qui tient lieu du *missa* ; il retient celles pour lesquelles il y a des bulles à expédier, & il ne les rend que lorsqu'on leur présente la bulle écrite. Les ordres

du pape qui doivent être expédiés *gratis* sont enregistrés dans l'office de *missis* : on y conserve un registre pour les suppliques qui doivent être expédiées par voie secrète ; aussi ne peut-il être communiqué que par l'ordre du dataire.

*Les clerks du registre* sont en titre d'office au nombre de six : ils exercent deux ensemble chaque mois alternativement , & leur fonction consiste à distribuer également les signatures à chacun des registrateurs.

*Les registrateurs* sont également en titre au nombre de vingt : ils n'ont d'autres fonctions que de transcrire les suppliques.

*Les maîtres des registres* sont quatre officiers en titre chargés de collationner le registre avec les suppliques : ce sont eux qui font les secondes expéditions des signatures lorsque les premières sont perdues ou qu'elles sont inscrites de faux sur les lieux.

Enfin le *custos registri* est , comme l'indique son nom , un officier chargé de la garde d'un registre.

Il y a quatre registres à la Daterie , sçavoir , deux dont l'un est public & l'autre secret , où sont enregistrées les suppliques apostoliques , tant celles qui sont signées par *fiat* que celles qui le sont par *concessum*. Le troisième est pour les bulles que l'on expédie en chancellerie , & le quatrième pour les expéditions de la Daterie.

On doit observer qu'il y a trois manières d'expédier en cour de Rome ; sçavoir , par la voie secrète , par le consistoire ou la chancellerie , & par la chambre ou la Daterie.

Les expéditions par voie secrète sont rares ;

on ne les accorde qu'aux princes ou autres personnes d'autorité, & lorsqu'on les donne *gratis*.

On expédie en consistoire ou chancellerie les évêchés & les abbayes consistoriaux, ainsi que les autres provisions qui ne contiennent aucune clause douteuse ou extraordinaire. En effet, la chancellerie n'admet point d'alternatives ni de narrations conditionnelles, & pour passer par cette voie, il faut avoir toutes les qualités requises.

Toutes les provisions qui ne peuvent être accordées sans dispense sont émanées de la chambre ou de la Daterie: ce n'est pas qu'on ne puisse prendre cette voie pour tout ce qu'on expédie en chancellerie; mais la taxe est d'un tiers plus forte.

Le style de la Daterie est uniforme, du moins s'y est-il introduit peu de changement. Amideinius, avocat consistorial, dit que ce style a force de loi: ce qu'il y a de certain, c'est qu'il sert de règle en France pour juger de l'authenticité des expéditions de cour de Rome.

Celles qui ont lieu pour les bénéfices non consistoriaux situés en France sont faites par simples signatures, & non par bulles scellées en plomb. Un autre privilège dont jouissent les français, c'est que les provisions qu'on leur accorde sont datées du jour de l'arrivée du courrier à Rome.

De-là la distinction des grandes & des petites dates.

Comme les correspondans des banquiers de France ne peuvent dresser leurs suppliques, les faire signer & revoir par les officiers de la Daterie à l'instant de l'arrivée du courrier, ils re-

tiennent seulement de petites dates ou des dates en abrégé, pour assurer le droit de l'impétrant.

Autrefois le dataire ou le soufdataire prenoient eux-mêmes le soin de mettre cette petite date au bas des mémoires ; mais à présent c'est l'officier ou préfet des dates qui la met, & l'on s'en rapporte à cet égard entièrement à lui.

Quand le mémoire a été envoyé par un courrier extraordinaire, la signature n'est datée que du jour qu'il a été remis à l'officier des petites dates : c'est pour faciliter cette remise, qu'il y a à la porte de sa maison une boîte ouverte dans laquelle le correspondant du banquier jette le mémoire. S'il y est mis avant minuit, il est daté du jour de l'arrivée du courrier ; mais s'il n'est mis qu'après, la date n'est que du lendemain.

Les correspondans pouvoient autrefois retenir les dates sur les mémoires des impétrans ou de leurs amis sans l'entremise des banquiers ; mais cette voie n'est plus permise depuis la création de ces officiers en titre ; il faut nécessairement se servir de leur ministère, à peine de nullité des expéditions, suivant l'édit du mois de mars 1673, la déclaration du roi du 20 février 1675 & plusieurs arrêts du conseil rendus en conséquence.

Cependant un impétrant qui est à Rome ou dans la ville d'Avignon, peut obtenir, suivant l'article 3 de la déclaration du 3 août 1718, toutes bulles, rescrits & autres grâces sujettes à fulmination ; mais il est nécessaire de les faire vérifier & certifier véritables par deux banquiers expéditionnaires avant de les faire fulminer.

Et l'article 4 de la même déclaration défend à peine de nullité aux parties résidentes à Rome ou en la légation , de faire expédier sur vacances par mort aucune provision en leur faveur des bénéfices situés dans les provinces du royaume sujettes à la prévention du pape , à moins qu'il ne soit constaté par le registre d'un banquier qu'elles ont reçu avis de la vacance du bénéfice.

Dans les vacances par mort & par dévolut , l'impétrant qui veut empêcher le concours retient plusieurs dates ; on a vu des ecclésiastiques en retenir jusqu'à quinze cens , dans l'espérance de rencontrer un jour où ils seroient seuls requérans.

Ces dates sont secrettes , & jusqu'à ce qu'elles aient été expédiées , les officiers de la Daterie n'en donnent point de certificat : mais lorsqu'on veut sçavoir si l'un des impétrans a fait retenir des dates du vivant du bénéficié , ce qui s'appelle une course ambitieuse prohibée par la règle *de non impetrando beneficia viventium* , on peut compulser le registre du banquier expéditionnaire qui a été chargé de la retenir. Comme il est obligé par les ordonnances d'enregistrer tous les avis qu'il reçoit du correspondant qu'il a à Rome , son registre fait foi pour tout ce qui a rapport à la rétention des dates.

On ne retient point de date quand le saint siège est vacant , parce que tout cessant à la Daterie , on ne peut feindre que les signatures soient expédiées du jour de l'arrivée du courier ; mais on les date du jour de l'élection du nouveau pape.

Quelqu'un prétendit en 1672 , que les signa-

tures devoient être datées en pareil cas du jour du couronnement : mais le parlement de Paris décida le contraire par arrêt du 16 Juillet de la même année. M. l'avocat général Talon qui porta la parole en cette cause, fit voir que le pape n'ayant point de supérieur dont il reçoive la confirmation, étoit revêtu de la plénitude de sa puissance par la seule élection.

Mais si la date avoit été retenue avant la vacance du saint siége, elle ne seroit pas éteinte par la mort du pape. Les souverains pontifes ne manquent jamais après leur couronnemens de renouveler les grâces qui ont été accordées par leurs prédécesseurs.

On sçait que la collation du pape étant forcée, les dates retenues sont censées grâces accordées.

Il en coûte peu pour faire retenir ces dates ; mais il y a des droits à payer dès qu'on veut les faire pousser au registre.

Cette opération se fait en inscrivant sur le grand registre des dates le mémorial qui a été remis à la Daterie par le correspondant du banquier. Pour obliger les impétrans de pousser au registre toutes les dates qu'ils ont retenues, les officiers de la Daterie sont dans l'usage depuis longtemps d'enfiler ensemble tous les mémoires à mesure qu'ils leur sont envoyés, & de les jeter au feu après l'année expirée, afin qu'il n'en reste plus de mémoire. Ils refusent en conséquence des provisions sur des dates qui n'ont pas été poussées au registre dans l'année ; mais les impétrans ne donnent pas toujours ordre de remplir cette formalité, ou ne le donnent que pour un certain nombre de dates : de-là la



différence des dates qui ont été poussées au registre, & de celles qui n'y ont pas été poussées.

Lorsqu'une date a été retenue & poussée au registre, le correspondant du banquier dresse la supplique qui doit être présentée au pape ou au préfet de la signature, suivant la nature de la grâce qui est demandée.

Si ce sont des dispenses considérables, des provisions pour des dignités d'églises cathédrales, collégiales, ou pour des prieurés conventuels, le pape signe la supplique & la répond par ces mots, *fiat ut petitur*, en y ajoutant la première lettre du nom qu'il portoit avant son élection.

Le préfet de la signature de grâce signe toutes expéditions moins importantes en se servant de cette formule, *concessum ut petitur in præsentia D. N. P. P.* avec son nom en entier : vis-à-vis des clauses qui contiennent les absolutions & les dispenses, il met encore en marge le mot *concessum* avec son nom.

Au moyen de cette formalité, l'acte quitte son nom de supplique pour prendre celui de signature.

Celle-ci passe des mains du pape ou du préfet dans celles du premier reviseur, qui réduit la supplique & les clauses qu'elle contient aux termes de la chancellerie & des usages de la cour de Rome. C'est ce qui fait qu'on trouve très-souvent des ratures dans des signatures qui pour cela ne doivent pas être suspectes de falsification. Pour marquer que la signature a été visée, le reviseur met au bas la première lettre de son nom.

Il arrive quelquefois que la rature tombe sur quelques clauses que l'impétrant avoit fait infé-

rer dans la supplique comme essentielle à la conservation de ses droits : si la clause étoit juste en elle-même , & qu'elle n'eût été rayée que parce qu'elle étoit contraire aux usages de la chancellerie , celui qui a obtenu la signature tire un certificat du banquier qui a sollicité l'expédition , portant qu'il n'a pu obtenir la grâce autrement , & la signature a en France le même effet que si la clause n'avoit point été rayée.

Le reviseur communique la signature au banquier , qui pour soulager le préfet des dates , met au bas en petits caractères la date qui a été retenue à l'arrivée du courrier.

La signature est rapportée ensuite au préfet des dates , & s'il s'agit de résignation & de permutation , le correspondant du banquier y joint la procuration pour résigner & pour permuter.

Ces deux pièces ayant été remises à l'un des notaires de la chambre ou de la chancellerie , l'un de ces officiers appose à droite au *verso* de la signature le consens qu'il a dressé : il marque au-dessous que cet acte est dans la chancellerie apostolique , & plus bas il écrit son nom. C'est ce qu'on appelle l'extension du consens.

Le substitut du préfet des dates met ensuite la petite date au-dessus des clauses de dispense , laissant un espace en blanc pour la grande date. Le préfet confère la petite date avec celle qui a été retenue le jour de l'arrivée du courrier ; & pour marquer cette collation , il met *R.ta* au bas de la signature.

Le second reviseur la lit & la corrige , s'il le juge à propos , & met la première lettre de son nom auprès de celle du premier reviseur.

Enfin

Enfin le Dataire met la grande date au-dessous de la signature du pape ou de celle du préfet.

Les bulles pour dispenses de mariage & pour les provisions de bénéfices, sont seulement datées des nones, ides & kalendes, & du mois; *idibus, nonis, kalendis januarii ou februaryi*, sans exprimer le jour qui les précède: mais cette expression a lieu en toutes lettres dans la grande date des signatures. On y écrit *quinto kalendas, tertio nonas*, le mot *anti* étant sous-entendu.

On y ajoute seulement l'année du pontificat, de sorte qu'il est souvent impossible de sçavoir en quelle année & sous quel pape une signature a été expédiée. Lorsqu'elle porte un consensus endossé, comme il est daté de l'incarnation ou de la nativité, sa date fait connoître l'année de l'expédition; & si elle a été signée par le pape, la première lettre qu'il portoit avant son élection est indicative du pontificat; mais il n'y a aucun indice à cet égard non plus que sur l'année, si la signature ne porte point de consensus & qu'elle soit émanée du préfet.

Après que la grande date a été étendue, le souldataire y met la première lettre de son nom au côté droit de la signature, & vis-à-vis de la dernière ligne des clauses de dispenses ou d'absolution; & pour marquer que l'expédition a été faite, il écrit le mot *expedita* sur le mémoire de la petite date.

Toutes les signatures datées sont remises à l'audience du dataire entre les mains de l'officier de *missis* qui les envoie au registre.

Il s'éleva dans le dernier siècle une contestation au sujet du *missa*. Le sieur Rafflé pourvu par M. l'archevêque de Paris d'une prébende

de saint Honoré, prétendoit que la signature obtenue pour ce bénéfice par le sieur Bonichon sur une résignation faite en sa faveur étoit nulle, parce qu'il s'étoit écoulé six mois entre la date retenue & l'envoi au registre.

On disoit qu'un aussi long intervalle de temps faisoit présumer de la fraude ; que c'étoit le cas des petites dates ; que suivant l'édit du contrôle, on devoit expédier les provisions dans six mois, à compter du jour de l'envoi de la procuration, & que la déclaration de 1646 ne donnoit que vingt jours pour obtenir des provisions conformément au décret d'Urbain VIII.

Le sieur Bonichon répondoit que l'édit de 1550 ne condamne comme petites dates que celles qui ont été retenues sans qu'on ait envoyé la procuration *ad resignandum* ; que l'édit du contrôle n'a point été enregistré au parlement, qu'il n'a point eu d'exécution au grand conseil, & que l'expédition de la signature ne dépend point du résignataire, mais des officiers de la cour de Rome.

D'après ces moyens, & surtout le dernier qui étoit péremptoire, le résignataire Bonichon fut maintenu en possession du bénéfice par arrêt du parlement de Paris du 4 avril 1675.

Lorsque la signature a été enregistrée, on la fait passer à la chancellerie où le régent met au-dessus de la grande date son nom avec sa qualité : il la distribue ensuite à l'un des prélats dont le nom est marqué ainsi ; *K. D. M. . . . pro reverendis. D. Vice cancellario*. Enfin lorsqu'elle est scellée, l'expéditionnaire la retire en payant les droits de sceau & autres au secrétaire.

Les banquiers de France qui ont reçu les signatures & les autres expéditions de cour de Rome, doivent avant de les délivrer aux parties, écrire au dos leur nom & leur demeure, le temps du renvoi, le nom de leur correspondant, le jour qu'ils les ont délivrées, & signer le certificat avec un autre banquier : il est défendu par les édits & ordonnances, d'avoir aucun égard aux expéditions de cour de Rome qui ne sont pas vérifiées & certifiées.

Les bulles sont écrites sur du parchemin & scellées avec du plomb, & les simples signatures sont sur du papier sans être scellées.

Les bénéfices des trois évêchés sont expédiés par bulles, & l'on en paye les droits même pour les nouvelles provisions qu'on obtient sur celles que le roi accorde en vertu de l'indult du pape.

Lorsqu'une signature est perdue, on en lève une seconde expédition qui a la même date & le même effet que la première.

Si l'on doute de la validité d'une provision, on en obtient une seconde sans renoncer au droit qui étoit acquis par la première : mais si quelqu'un avoit un droit acquis avant la date de cette nouvelle signature, elle ne pourroit lui faire de préjudice : cette clause est toujours sous-entendue dans les signatures de cette espèce, & elle est inférée dans les bulles quand on est obligé d'en prendre.

On peut obtenir un *perinde valere* pour réformer les erreurs ou les nullités qui se rencontrent dans les provisions ; par exemple, lorsque la grâce est nulle par obreption ou par subreption. Le nom de *perinde valere* vient de ce que

l'impétrant demande par sa supplique que les premières lettres qui ont été expédiées valent de même que si les défauts qui les rendent nulles ne s'y trouvoient pas : il en est du *perinde valere* comme des secondes provisions que l'on obtient lorsque la validité des premières est douteuse : il ne peut nuire au droit d'un tiers acquis entre les premières & les secondes lettres. Comme le pape ne peut révoquer les grâces qu'il a accordées pour des bénéfices de France , le *perinde etiam valere* par lequel il confirme une grâce qu'il a révoquée , n'a pas lieu dans le royaume.

S'il y a dans une première signature un défaut d'expression , ou qu'on ait omis quelque clause dont l'expression n'auroit pu empêcher ni rendre plus difficile l'expédition de la grâce , on renvoie la signature à l'expéditionnaire qui insère dans une copie ce qui avoit été omis ou mal exprimé. Le sous-dataire , à qui on remet l'une & l'autre , écrit au bas : *cui prius , adverte ad datam*. Le dataire y met la première date : ensuite la nouvelle signature passe par les mains des autres officiers qui déchirent la première. La seconde expédition s'appelle *cui prius* ; comme on n'y fait aucune mention de la précédente , & qu'elle porte la même date , elle est de même valeur que celle qui avoit été d'abord expédiée.

On peut faire des perquisitions à la Daterie pour savoir si quelqu'un ne s'est pas fait pourvoir d'un bénéfice : on s'adresse pour cet effet à l'officier des petites dates ou à son substitut , qui sont chargés de l'expédition du *perquiratur* ; mais comme cet acte n'est qu'une écriture pri-

vée, & qui n'est même signée d'aucun officier, elle ne fait point foi en justice.

Il n'en est pas de même des certificats des banquiers expéditionnaires : ils sont obligés de les donner lorsque la cour de Rome refuse d'accorder des provisions, ou même lorsqu'elle diffère de les expédier, surtout si ce délai peut causer quelque préjudice à la partie, afin que celle-ci ne puisse appeler comme d'abus à la juridiction séculière.

Il est aisé de juger que si un ecclésiastique se démettoit entre les mains du pape d'un bénéfice qu'il auroit obtenu par simonie ou par confiance, & que le pape lui accordât de nouvelles provisions, les officiers de la Daterie ne pourroient pas composer avec lui pour les fruits qu'il auroit perçus, les lui remettre en tout ou en partie, ni en disposer au préjudice des églises auxquelles ils appartiennent. Telle est la disposition de l'article 51 des libertés.

La règle *date retenue*, *grâce accordée*, n'a pas lieu dans les pays d'obédience, & notamment en Bretagne. On ne retient point de dates pour les bénéfices qui y sont situés, à cause de la réserve des mois du pape : mais aussitôt que le courrier est arrivé à Rome, l'expéditionnaire porte la supplique au sous-dataire, s'il s'agit d'une résignation, & à l'officier *per obitum*, si c'est une vacance par mort. On y met au bas, *præsentata tali die* ; & la signature qui est expédiée en conséquence est datée du jour qu'il plaît au pape.

Du Noyer dans ses notes sur la pratique de cour de Rome de Perard Castel, observe que depuis le rétablissement de la liberté des ordi-

dinaires en Provence, la rétention des dates a été permise en cette province, quoique pays d'obédience. Il y avoit pour cet effet à la Daterie d'Avignon un registre dans lequel on marquoit l'heure & même l'instant auquel la Date étoit retenue : mais l'auteur du dictionnaire de droit canonique observe que la déclaration du 10 novembre 1748 qui a aboli l'*instrumentum de horâ*, a fait grand tort à la Daterie du vice-légat. Cependant on y retient toujours des Dates ; & même, comme le dit l'auteur cité, sans le ministère des banquiers. Le ressort de cette Daterie étant très-borné, il faut moins de temps aux impétrans pour se rendre à Avignon qu'il ne leur en faudroit pour aller à Aix ou à Grenoble où résident les banquiers : mais après qu'ils ont retenu eux-mêmes leurs Dates, ils ne manquent pas d'en charger le registre de l'un de ces officiers : ce qui peut se faire aisément à cause de la proximité des lieux, sans contrevenir à la règle *de verisimili notitiâ*.

Pour savoir si elle a été observée, on peut consulter le registre de la Daterie où l'on marque toujours l'heure de la rétention de la date, malgré la déclaration de 1748.

On peut aussi en la vice-légation retenir des Dates sur une feuille volante que le dataire remet à la partie après y avoir attesté la rétention.

La date qui est retenue ainsi est secrète, & par conséquent l'impétrant a beaucoup d'avantage sur celui qui a retenu la sienne dans le registre public.

Au surplus, la Daterie d'Avignon est composée d'un dataire, d'un secrétaire, d'un garde



des sceaux , d'un registrateur & d'un correcteur des bulles.

Son ressort ne s'étend en France que sur quatre provinces ecclésiastiques ; savoir , Arles , Aix , Vienne & Embrun.

Si les provisions que l'on y lève ont été expédiées avant que les facultés du vice - légat aient été vérifiées au parlement , elles sont nulles.

Voyez *les mémoires du clergé ; le traité de la pratique & des usages de la cour de Rome par Perard Castel ; l'encyclopédie ; le recueil de jurisprudence canonique ; le dictionnaire de droit canonique , &c.* Voyez aussi les articles DATE , PROVISION , SUPPLIQUE , DISPENSE , COLLATION , PRÉVENTION , &c. ( *Article de M. GILBERT DE MARETTE , avocat au parlement de Bretagne* ).

DATION. C'est l'acte par lequel on donne quelque chose. La Dation diffère de la donation en ce que celle-ci est gratuite & que l'autre ne l'est pas.

Il y a la *Dation en paiement* , qu'on appeloit chez les romains *datio in solutum* , & la *Dation de tuteur*.

La Dation en paiement est en général un contrat qui est l'équivalent d'une véritable vente , suivant la loi 4 , *cod. de evictionibus* : en effet , tout ce qui est essentiel à une vente s'y rencontre ; le consentement , la chose & le prix. Aussi la Dation d'un héritage en paiement produit des lods & ventes.

Cependant l'abandonnement de biens qu'un débiteur fait à ses créanciers ne produit point de droits seigneuriaux : la raison en est que les

créanciers ne font dans ce cas que les mandataires du débiteur pour vendre, & que celui-ci reste propriétaire jusqu'à la vente. C'est ce que nous avons expliqué à l'article ABANDONNEMENT.

Si l'on donne à la femme en payement de ses emplois des propres du mari, comme elle est étrangère à ces biens, c'est une vente dont elle doit les droits seigneuriaux ; mais si on lui donne des conquêts, comme elle y avoit un droit habituel, elle n'en doit point de droits, quand même elle auroit renoncé à la communauté.

Le propre du mari donné à la femme pour son douaire préfix, est une vente à son égard.

Si le père ou la mère survivant après le partage de la communauté, donne des conquêts qui lui appartiennent pour payer aux enfans le reliquat du compte de communauté ou de tutelle, il est dû des lods & ventes. Le parlement de Paris l'a ainsi jugé par arrêt du 5 mai 1744. Quant au centième denier, il est dû pour tous les biens que le père & la mère donnent en payement de reliquat de compte dû à leurs enfans. C'est ce qui résulte de deux décisions du conseil des 28 juillet 1722, & 17 janvier 1739.

La *Dation de tuteur ou de curateur* est l'acte par lequel le juge nomme un tuteur ou un curateur.

Voyez les articles ABANDONNEMENT, LÉGITIME, EMPLOI, DOUAIRE, LODS ET VENTES, TUTEUR, CURATEUR, &c.

DAUPHIN. C'est aujourd'hui le titre distinctif du fils aîné de France, héritier présomptif de la couronne. Il appartenoit autrefois aux an-

ciens souverains du Dauphiné. Guigues IV, comte d'Albon, l'un de ces princes porta le premier le nom de Dauphin qu'il avoit reçu au baptême l'an 1130; d'un nom de baptême il s'en fit un nom de maison, suivant l'observation de M. Salvaing de Boissieu dans son traité de l'usage des fiefs; & d'un nom de maison, un titre de dignité que tous ses successeurs retinrent après lui. C'est de-là que les terres de leur obéissance furent dès-lors désignées, & particulièrement connues sous le nom de Dauphiné.

Depuis la réunion de ce pays au royaume, le titre de Dauphin a toujours été affecté aux fils aînés de France successeurs à la couronne. Mais ce n'a pas été cependant comme quelques-uns l'ont cru sans fondement, en vertu d'une condition mise par le Dauphin Humbert II, dernier souverain de ce pays, à la cession qu'il fit de ses états au roi de France.

Ce prince, en effet, avoit si peu exigé que nos rois fissent porter à l'avenir le nom de Dauphin à leurs fils aînés, héritiers présomptifs du trône, que par l'acte de cette cession il laissa au choix de Philippe-de-Valois, roi de France, ou de son fils Jean, alors duc de Normandie, de nommer un des fils de ce duc pour être mis en possession du Dauphiné. Humbert II voulut seulement que celui des princes de la maison de France qui auroit en partage les états qu'il cédoit, fût à l'avenir nommé Dauphin & portât les armes de Dauphiné écartelées avec celles de France; ce qui a toujours été constamment observé depuis.

Ainsi c'est à nos rois seuls souverains du Dauphiné, qu'appartient proprement le titre de

Dauphin comme titre de souveraineté. Aussi le prennent-ils aujourd'hui. C'est sans doute dans ce sens qu'il faut entendre ce que dit Guypape jurisconsulte dauphinois, lorsqu'il assure que la dignité de Dauphin surpasse celle de duc & d'archiduc, & que dans une assemblée de rois le Dauphin précéderoit celui des romains & les autres rois. On doit convenir que cette prééminence est moins due au titre de Dauphin en lui-même qu'à la personne du monarque qui le porte. Comment, en effet, les anciens Dauphins, dont la domination si récente & si foible n'étoit d'ailleurs qu'une usurpation faite sur nos rois, & qui ne s'y maintenoient que sous la protection des empereurs dont ils se reconnoissoient feudataires, auroient-ils pu prétendre l'emporter sur des têtes couronnées dont ils avoient ou à redouter la puissance ou à rechercher la faveur, & imprimer un tel caractère de supériorité au titre de souverain qu'ils portoient ?

Dans les lois & réglemens que nos rois font pour la province de Dauphiné, ils s'y intitulent, suivant le style consacré par l'usage en pareil cas : *Louis par la grace de Dieu, roi de France & de Navarre, Dauphin de Viennois, &c.*

A l'égard des fils aînés de France, le nom de Dauphin particulièrement affecté à leur personne, n'est qu'un titre d'honneur & de distinction qu'ils portent de la même manière & dans le même sens que les princes leurs frères portent ceux de duc de Bretagne, de Bourgogne, de Normandie & autres titres semblables qui ne leur transmettent pas pour cela la souveraineté des provinces dont ils portent le nom.

Le Dauphin considéré comme fils aîné de France & héritier présomptif de la couronne , peut suivant les lois constitutives & fondamentales de la monarchie , se faire sacrer roi & gouverner le royaume aussitôt après la mort du roi son père sans limitation d'âge , mais avec le conseil des princes de son sang si son avènement au trône devance l'âge & la maturité qu'exige l'art de régner. Il y en a une loi expresse de l'année 1407 , qui dans des circonstances semblables , a toujours été inviolablement observée. Nous croirions superflu d'en rapporter des exemples.

On donne au Dauphin de France la qualité de *Monseigneur*. Louis XIV l'ordonna expressément , & voulut que le premier président du parlement de Paris qualifiât ainsi le fils aîné de France , lorsque cette compagnie alla suivant l'usage , rendre hommage à ce prince peu après sa naissance. ( *Article de M. ROUBAUD , avocat au parlement* ).

DAUPHINÉ. C'est une province de France dont Grenoble est la capitale.

Le dauphin Humbert II se trouvant sans postérité , fit solennellement cession de ses états le 23 avril 1343 à Philippe , fils puîné de Philippe-de-Valois roi de France , en présence du pape Clément VI, qui la confirma par une bulle donnée à Avignon. L'acte en fut ensuite ratifié par Philippe-de-Valois & par son fils Jean duc de Normandie , suivant une déclaration donnée à Sainte Colombe au mois de juillet de la même année , qui contient en même-temps règlement pour les privilèges des habitans du Dauphiné.

Humbert de son côté fit approuver la cession

qu'il faisoit de ses états par les prélats & la noblesse du pays , & fit jurer tous les gouverneurs des villes & châteaux de son obéissance , d'observer religieusement le traité fait entre Philippe-de-Valois & lui , & d'être fidèles à ce monarque leur nouveau souverain.

Il paroît cependant que le dauphin Humbert conserva encore l'administration & l'usufruit de ses états jusqu'en 1349 , époque à laquelle par un nouvel acte fait à Romans le 30 mars de cette année , il ratifia en faveur de Charles , petit-fils de Philippe-de-Valois , suivant l'intention de ce monarque , la cession qu'il avoit précédemment faite à Philippe-de-France second fils du roi , & mit en conséquence le jeune prince en possession de ses états , en lui donnant au rapport des historiens , l'épée ancienne du Dauphiné , la bannière de saint Georges , enseigne des dauphins , avec un sceptre & un anneau.

Il a été jugé par arrêt du conseil du 7 mai 1748 , que les anciens dauphins avoient pu , avant la cession faite par Humbert II , aliéner valablement les domaines qu'ils possédoient. En conséquence , le sieur de Champrenard a été reçu opposant à un arrêt du 3 octobre 1747 , qui avoit ordonné la revente de la terre de Saint-Maurice en Trieves , que Guigues , dauphin , avoit aliénée le 5 mai 1330 au profit de Guy de Morges , & il a été déclaré qu'il n'y avoit pas lieu à cette revente.

Le contrôle des actes fut supprimé en Dauphiné par une déclaration donnée à Marly au mois d'août 1696 , suivant laquelle sa majesté avoit ordonné que les contrats & autres actes seroient reçus dans cette province par les no-

raires & autres personnes publiques, avec la même liberté & suivant le même usage qui se pratiquoit avant l'édit du mois de mars 1693, moyennant qu'il seroit payé une finance de trois cens mille livres & les deux sous pour livre, dont la levée seroit faite en partie sur les notaires, & le surplus sur tous les sujets du roi en Dauphiné. Cette exemption avoit même été confirmée à cette province par un autre édit du mois de janvier 1698 & par une déclaration du 14 juillet 1699, qui ordonnoient que les actes passés en Dauphiné ne pourroient être mis à exécution dans les autres provinces où le contrôle étoit établi, sans avoir été auparavant contrôlés.

Mais par édit du mois d'août 1706, le contrôle des actes a été rétabli dans le Dauphiné ainsi que dans la généralité de Tours & dans la ville de Tours, où il avoit été pareillement supprimé.

Les habitans du Dauphiné ne peuvent être tirés hors de leur ressort & de leur province devant d'autres juges au préjudice de la juridiction de leurs juges naturels, pour quelque cause que ce puisse être, excepté pour le cas de crime de lèse-majesté. Ce privilège leur avoit été accordé par le dauphin Humbert II, & François premier les y confirma par ses lettres-patentes du 7 mars 1543, registrées à la chambre des comptes de Grenoble le 23 avril suivant. Elles sont citées par Chorier dans sa jurisprudence de Guypape.

Un autre privilège dont jouissent les dauphinois, est que la confiscation n'y a pas lieu au

profit du roi , si ce n'est toutefois en deux cas , qui sont ceux du crime de lèse-majesté & du crime d'hérésie , suivant que l'atteste Guypape dans les questions 143 , 413 & 437 , où il traite de la confiscation. Une déclaration du 10 août 1539 , enregistrée à la chambre des comptes de Grenoble le premier septembre suivant , leur accorde la confirmation de ce privilège , qui a lieu même dans le cas du crime de duel , suivant que l'atteste Basset. Cet auteur ajoute qu'il en fut fait une clause expresse de modification par le parlement de Grenoble dans son arrêt d'enregistrement de l'édit des duels , & c'est la jurisprudence constamment suivie par cette cour , suivant qu'il résulte d'un arrêt du 26 avril 1646 , cité par le même Basset. Ce parlement avoit déjà précédemment jugé par un autre arrêt du 21 juillet 1621 , conformément au privilège des dauphinois , que les descendans qui ont quelque droit à prétendre sur les biens du condamné , doivent y être conservés , & que la confiscation n'en peut empêcher l'ouverture à leur préjudice. Basset remarque cependant qu'il est d'usage en pareil cas d'adjuger une amende du quart des biens au profit des hôpitaux. On a même porté cette amende aux deux tiers des biens dans un arrêt du 16 Septembre 1769 , qui a condamné à mort pour crime de duel , le sieur du Chelas conseiller au parlement de Grenoble.

Nous pouvons mettre au nombre des privilèges dont jouit cette province , l'exemption du droit de bâtardise qui n'y a point lieu au profit du roi. Chorier dans sa jurisprudence de Guypape , observe à ce sujet qu'un édit du mois de



mars 1565 avoit établi le droit de bâtardise en Dauphiné, mais que Bonneton, procureur-syndic des trois états de ce pays, s'opposa à la vérification de cette loi & en empêcha l'effet. Il est en conséquence de maxime dans cette province, que la mère & le bâtard recueillent la succession l'un de l'autre. C'est conformément à cette maxime que le parlement de Dauphiné en procédant à la vérification de l'édit de création du bureau des trésoriers de France de cette province du mois de décembre 1627, déclara par arrêt du 15 septembre 1628, que le droit commun de tout temps suivi en Dauphiné à l'égard de la succession des bâtards seroit observé. Basset & Brillon dans son dictionnaire, font mention de cet arrêt.

Quoique le Dauphiné ne soit point pays d'aides, on y perçoit cependant les droits d'inspecteurs aux boucheries. Grenoble est une des trente-une villes désignées par l'édit du mois de février 1704, portant création & fixation de ces droits. Ils s'y perçoivent en conséquence sur le pied de trois livres par bœuf ou vache, de douze sous par veau ou genisse, & de quatre sous par mouton, brebis ou chèvre.

Il y avoit anciennement en Dauphiné un tribunal connus sous le nom de conseil delphinal avec la qualité de cour souveraine, suivant des lettres de Charles VI de 1422. Il avoit été créé par édit du dauphin Humbert II le 22 février 1337 dans la ville de Saint-Marcellin; ce prince voulut depuis que ce conseil résidât à Beauvoir dans le Royans; & enfin par lettres-patentes de 1340, il le transféra à Grenoble.

Louis XI n'étant encore que dauphin, érigea

ce conseil en parlement au mois de juin 1453, & cette érection fut depuis confirmée par Charles VII dans les états généraux tenus à Vienne en 1456, quatre ans avant l'établissement du parlement de Bordeaux par ce même prince. Ainsi ce parlement est le troisième : il suit ceux de Paris & de Toulouse, & la préséance ne lui est point disputée par les autres.

Les officiers de cette cour trouvèrent à propos en 1715 de représenter à sa majesté le préjudice que leur cauçoit la diminution de leur ressort beaucoup plus étendu dans l'origine qu'il ne l'est actuellement. Cette diminution, suivant qu'ils l'exposèrent au roi, provenoit en premier lieu de la cession qui avoit été faite en 1601 au duc de Savoie du marquisat de Saluces, en échange des pays de Bresse, Bugey, Valromey & Gex, dont le ressort du parlement de Bourgogne avoit profité à leur préjudice ; en second lieu, par la cession de Pignerolles & de ses dépendances qui avoient été démembres du Dauphiné, & par le retranchement du fauxbourg de la Guillotière de Lyon donné au parlement de Paris, & enfin par la cession faite en vertu du traité d'Utrecht au roi de Sicile, de quatre grandes vallées du Briançonnois, tout autant de pertes pour le parlement de Dauphiné, qui n'avoit pas d'ailleurs reçu par la réunion de la principauté d'Orange à son ressort, un dédommagement proportionné à ce qui lui avoit été ôté.

Sur ce fondement, les officiers du parlement de Grenoble demandèrent différentes attributions & privilèges pour leur tenir lieu d'indemnité ; entr'autres l'exemption des droits de lods &

& ventes, tant en vendant qu'en achetant, comme en jouissent les officiers du parlement de Paris.

Le roi eut égard à ces représentations. Par arrêt du conseil & lettres-patentes des 23 & 29 avril 1715, registrées à la chambre des comptes de Dauphiné le 31 mai de la même année, & au bureau des finances de cette province le 4 juin suivant, il fut accordé aux officiers du parlement de Grenoble deux mille livres par an, à prendre sur les revenus & deniers communs & d'octrois de cette ville.

Sa majesté ordonna en outre par le même arrêt, que les officiers de ce parlement & leurs successeurs, ensemble leurs veuves demeurant en viduité, jouiroient à l'avenir de l'exemption de tous droits de lods & ventes, quints, requints, reliefs & autres droits seigneuriaux & féodaux pour les fiefs & terres nobles ou roturières qu'ils acquerroient dans la mouvance du domaine du roi, même pour les fiefs & terres qu'ils vendroient dans les pays & lieux où ces sortes de droits sont dus par les vendeurs, suivant les dispositions de la coutume ou du droit.

Cette franchise néanmoins souffre une exception ; car si l'officier du parlement vend à quelqu'un qui n'est pas privilégié, un bien situé, par exemple, à Grenoble, où les droits sont dus par l'acquéreur ; dans ce cas le fermier du domaine est fondé à les exiger.

Le Dauphiné est un pays de franc-aleu. Guy-pape dans sa jurisprudence, & M. Salvaing dans son traité de l'usage des fiefs, établissent d'une manière sans réplique cette allodialité. En con-

séquence , les fonds y sont exempts de lods & autres devoirs & servitudes , s'il n'y a un titre formel qui les y assujettisse , ou une possession qui ait force de titre ; de sorte qu'il n'est point dû de lods au roi , même dans les terres domaniales qu'il possède comme dauphin , si ce n'est pour les fonds chargés envers lui de quelques cens ou rentes. C'est ce qu'a jugé le parlement de Dauphiné par un arrêt portant règlement général à ce sujet , & qui a été rendu de l'avis des chambres le 16 décembre 1649.

Cette même cour a déclaré depuis par un autre arrêt du 31 juillet 1652 , que le roi dauphin , seigneur en cette qualité de la terre de Moras , avoit le droit de directe universelle sur tous les fonds situés au mandement de Moras ; excepté sur ceux , porte cet arrêt , qui sont dépendans des fiefs & des directes , tant des nobles que des ecclésiastiques qui sont dans la mouvance & relèvent de la seigneurie de Moras , le tout conformément à d'anciennes reconnoissances des années 1263 & 1559. Mais les consuls & communauté de Moras ayant formé opposition à cet arrêt , ont donné lieu à un second qui est intervenu sur leur opposition le 12 août 1666 , par lequel le parlement a jugé que les fonds & héritages allodiaux qui ne sont assujettis à aucun cens ou redevance & qui sont situés dans le mandement de Moras , étoient exempts des droits de lods pour les ventes & aliénations de ces héritages.

Par une suite nécessaire de cette allodialité , la maxime *nulle terre sans seigneur* , suivant laquelle tous les fonds sont assujettis aux seigneurs juridictionnels n'a pas lieu en Dauphiné , non-

seulement pour la juridiction , mais même à l'égard des cens & rentes.

Cette franchise , au reste , & cette liberté naturelle ont été conservées de siècle en siècle avec tant de soin dans le Dauphiné , qu'aux états de Blois lorsque la noblesse par le cahier des articles qu'elle présenta au roi le 30 janvier 1577 , demanda suivant l'article 58 , que toutes les terres du royaume fussent déclarées féodales ou censuelles , l'ordonnance qui intervint en conséquence & qui fut insérée dans le corps de celles de France , excepta nommément de cette féodalité les provinces de Languedoc & de Dauphiné , où les héritages sont réputés francs & libres de tous hommages , droits de lods & autres servitudes & devoirs seigneuriaux , s'il n'y a titre ou possession contraire qui les y assujettisse.

Nous trouvons une nouvelle preuve qui vient à l'appui de l'allodialité des fonds du Dauphiné dans l'enregistrement que fit le parlement de cette province d'un édit du mois de janvier 1629. Louis XIII avoit ordonné par l'article 383 de cet édit , que tous les héritages relevant de la couronne soit en pays coutumier, soit en pays de droit écrit , seroient sujets aux droits de lods , ventes , quints , requints & autres droits ordinaires selon la nature des héritages & les coutumes particulières des lieux où ils étoient situés. Le même édit portoit que tous les héritages ne relevant d'aucun seigneur particulier , seroient censés relever de sa majesté elle-même , à moins que les possesseurs de ces héritages ne fussent en état de justifier du contraire par titres. Mais le parlement de Grenoble

en vérifiant cet édit , mit cette modification sur le trois cens quatre-vingt-cinquième article ; que le franc-aleu ayant lieu en Dauphiné & y étant fondé tant sur une possession immémoriale que sur les libertés de la province , il en feroit usé selon l'ancien usage & conformément à l'ordonnance du 15 janvier 1555 , relative à cet objet.

Voyez le *traité des droits du roi de Dupuy ; le dictionnaire des arrêts de Brillon ; le dictionnaire raisonné des domaines ; le traité des droits d'aides de Lefèvre de la Bellande ; Chorier sur Guypape ; l'histoire du Dauphiné & l'état politique de cette province par le même ; le traité de l'usage des fiefs de M. Salvaing de Boissieu , &c.* Voyez aussi les articles FIEF, PRESCRIPTION, DROIT, TAILLE, GABELLES , &c. ( *Article de M. ROUBAUD , avocat au parlement* ).

**DÉBATS DE COMPTE.** On appelle ainsi les contestations que l'oyant forme contre les articles du compte , tant en recette que dépense ou reprise.

On entend aussi par le terme de *Débats de compte* , des écritures qui renferment les contestations dont on vient de parler (\*).

(\*) *Formule de Débats de compte.*

Débats de compte que met & produit par devant vous M. le prévôt de Paris , M. le lieutenant civil , & MM. les gens tenant le siège au châtelet de Paris.

Le fleur....

Contre demoiselle....

Suivant & pour satisfaire à la sentence de cette cour du.... laquelle pour être fait droit aux parties à...

( *On rapporte ici le dispositif de l'appointement.* )

Sur ( tel ) article du premier chapitre de recette contenant ,

Lorsqu'à l'examen d'un compte les parties ne s'accordent pas sur certains articles, le commissaire les renvoie à se pourvoir à l'audience des juges qui ont ordonné le compte ; & si ceux-ci voient que les difficultés sont susceptibles d'être jugées à l'audience , ils les jugent & renvoient ensuite pardevant le commissaire pour régler & clore le compte : mais si le nombre des articles contestés est considérable , ils doivent appointer les parties à fournir Débats & soutenemens conformément à l'article 13 du titre 29 de l'ordonnance du mois d'avril 1667 (\*).

Ces sortes d'écritures peuvent être faites par les avocats ou par les procureurs indistinctement, suivant le règlement du 17 juillet 1693.

Les délais sont d'abord de huitaine , à compter du jour de la signification de l'appointement , pour fournir des Débats de la part des oyans ; d'une autre huitaine , à compter de la signification des Débats, pour fournir par le rendant ses soutenemens ; d'une troisième huitaine , à com-

*on énonce le contenu en l'article , afin d'exposer clairement l'objet débattu ; mais on ne doit énoncer que ce qui est nécessaire.*

L'article étant énoncé , on détaille les raisons de débattre , & l'on suit ainsi le compte article par article.

(\*) *Formule du jugement qui appointe les parties à fournir Débats & soutenemens.*

Nous appointons les parties à fournir , savoir , par l'oyant ses Débats contre *tels articles* du compte dont il s'agit dans huitaine , & par le rendant , ses soutenemens au contraire huitaine après ; écrire & produire dans une autre huitaine , & contredire dans la huitaine suivante , dépens réservés.

pter du jour de la signification des soutenemens ; pour produire de part & d'autre ; & enfin d'une quatrième & dernière huitaine , à compter du jour de chaque production , pour contredire ; en sorte que si l'ordonnance étoit observée exactement & à la lettre , il ne faudroit qu'un mois pour instruire entièrement une instance de compte , à partir de l'appointement.

Autrefois l'instruction des comptes , c'est-à-dire les Débats & soutenemens se faisoient par procès-verbaux en présence du juge ou du commissaire avec le ministère des procureurs des parties & ordinairement en leur présence , en mettant par apostille en marge de chaque article , les Débats & les soutenemens , comme cela se pratique encore actuellement dans les redditions de compte au châtelet , en conséquence de l'exception insérée dans l'ordonnance en faveur des commissaires de ce tribunal.

Mais cet usage est aboli partout ailleurs par bien des motifs ; 1°. dans ces Débats & ces soutenemens fournis précipitamment & dans l'instant même , il peut aisément s'échapper des moyens décisifs qu'une défense mûre & réfléchie ne manque pas de faire appercevoir. 2°. L'expérience de ce qui se passe au châtelet apprend que cette forme de reddition de compte qui paroît au premier abord être plus courte & plus abrégée , consomme autant & souvent plus de temps que l'instruction prescrite par l'ordonnance. 3°. Et enfin elle n'est pas moins dispendieuse pour les parties , par rapport aux vacations qu'il faut payer & que l'on multiplie le plus qu'il est possible , soit en employant mal le temps , soit en faisant des observations inutiles.



C'est donc avec raison que les articles 14 & 15 du titre cité ont abrogé cette sorte de procédure.

« Si les oyans, dit l'article 16, ne fournissent  
» leurs consentemens ou débats dans la huitaine  
» portée par le règlement, il sera permis au  
» rendant, après qu'elle sera passée, de pro-  
» duire au greffe son compte avec les pièces  
» justificatives, pour être distribué en la manière  
» accoutumée ; & s'ils les ont fournis, ils pour-  
» ront en même-temps donner leurs productions,  
» sans que pour mettre l'instance en état il soit  
» besoin que d'un simple acte de commandement  
» de satisfaire au règlement, & en conséquence  
» passé outre au jugement ».

Cet article semble exiger qu'on laisse aux oyans la huitaine, à compter de la signification de l'appointement, pour fournir leurs Débats avant que le rendant puisse produire & poursuivre la distribution. Cependant dans l'usage du palais, le rendant produit dès le lendemain de cette signification s'il le juge à propos, & fait distribuer l'instance. Il ne peut en résulter aucun inconvénient. Au contraire, les oyans se trouvent par-là en état de prendre l'instance en communication & de contredire la production du rendant en débattant son compte par une seule & même pièce d'écriture. Faute par les oyans de le faire dans les délais ci-devant expliqués, l'acte de produit du rendant portant sommation de faire le semblable, met suivant l'ordonnance l'instance en état d'être jugée par forclusion. Toutefois on exige pour cela que cette sommation soit accompagnée de deux autres, réitérées de huitaine en huitaine.

## 88 DEBENTUR, DÉBET, DÉBITEUR.

Voyez l'ordonnance civile du mois d'avril 1667, & les commentateurs ; le praticien du châtelet ; le règlement du 17 juillet 1693 ; l'encyclopédie, &c. Voyez aussi les articles COMPTE, TUTELLE, COMMUNAUTÉ, PARTAGE, RELIQUAT, SOUTÈNEMENT, &c.

**DEBENTUR.** Mot latin qui étoit autrefois usité à la chambre des comptes pour exprimer le certificat que chaque officier des cours souveraines donnoit au payeur des gages de la compagnie pour toucher ceux qui lui étoient dus. Ce certificat étoit ainsi appelé parce qu'il commençoit par ces mots, *Debentur mihi*, &c.

**DÉBET.** Terme emprunté du latin pour signifier ce qu'un comptable doit après l'arrêté de son compte. Voyez RELIQUAT.

On dit de quelqu'un, *qu'il a payé sa charge en Débets*, pour dire qu'il l'a payée en se chargeant d'acquitter les dettes de celui qui la lui a vendue.

*Débet de clair*, se dit en style de la chambre des comptes, du Débet d'une somme liquide.

*Débet de quittance*, se dit aussi en style de la chambre des comptes, de l'obligation où est un comptable de rapporter une quittance.

*Débet*, se dit encore en style de payeurs des rentes sur la ville & autres payeurs publics, des anciens arrérages de rentes qui sont dus outre le payement courant.

**DÉBITEUR.** C'est celui qui doit une somme ou une chose quelconque.

Les différentes lois des nations envers les Débiteurs ont été plus ou moins dures selon les temps & le caractère plus ou moins humain des peuples & des législateurs.

Chez les juifs , le créancier pouvoit , faute de paiement , faire emprisonner son débiteur & même le faire vendre , lui , sa femme & ses enfans.

La loi des douze tables étoit barbare : car elle permettoit de déchirer en pièces le Débiteur & d'en distribuer les membres aux créanciers par forme de contribution au fou la livre. Les créanciers avoient aussi par cette loi le choix d'envoyer vendre leurs Débiteurs comme esclaves hors du pays , & d'en partager le prix.

Les lois cruelles contre les Débiteurs mirent bien des fois en danger la république romaine. Un homme couvert de plaies s'échappa de la maison de son créancier & parut dans la place. Le peuple s'émut à ce spectacle. D'autres citoyens que leurs créanciers n'osoient plus retenir , sortirent de leurs cachots. On leur fit des promesses ; on y manqua. Le peuple se retira sur le mont Sacré. Il n'obtint pas l'abrogation de ces lois , mais un magistrat pour le défendre. Manlius pour se rendre populaire , alloit retirer des mains des créanciers les citoyens qu'ils avoient réduits en esclavage. On prévint les desseins de Manlius , mais le mal restoit toujours. Des lois particulières donnèrent aux Débiteurs des facilités de payer ; & l'an de Rome 428 , les consuls portèrent une loi qui ôta aux créanciers le droit de tenir les Débiteurs en servitude dans leurs maisons. Enfin Jules-César touché de commiseration pour les Débiteurs malheureux , leur accorda le bénéfice de cession afin qu'ils pussent se tirer de la prison publique où les créanciers avoient encore le pouvoir de

les retenir jusqu'à ce qu'ils eussent payé. La peine de mort & la servitude ayant ainsi été abolies, il ne resta plus contre le Débiteur que la contrainte par corps dans les cas où l'on pouvoit en user.

La contrainte par corps avoit lieu chez les romains contre le Débiteur lorsqu'il s'y étoit soumis. En France, le Débiteur ne peut pas s'obliger par corps, & l'on ne peut prononcer contre lui cette sorte de contrainte, que dans le cas où cela est autorisé par les ordonnances. Du reste, le créancier peut procéder contre le Débiteur par saisie-arrêt, saisie-exécution & saisie réelle, pourvu qu'il s'agisse au moins de deux cens livres.

Le principal Débiteur doit être discuté avant ses cautions, à moins qu'ils ne soient tous solidaires.

Le Débiteur peut se libérer non-seulement par un paiement effectif, ou par des offres réelles suivies de consignation, mais encore par le moyen de la compensation, laquelle équivaut à un paiement.

Le Débiteur peut de même être libéré par la perte de l'objet dû, lorsqu'il consistoit dans un corps certain, & que cette perte n'a point été occasionnée par la faute du Débiteur. Tel seroit le cas où des voleurs auroient brisé les portes de ma maison & en auroient enlevé l'équipage que vous m'aurez loué.

La prescription est aussi un moyen par lequel le Débiteur peut se libérer. Il en est de même de la cession de biens, &c.

Observez néanmoins que la cession de biens ne libère pas absolument le Débiteur : ses

créanciers peuvent saisir les biens qu'il a acquis depuis la cession , & les faire vendre jusqu'à concurrence de ce qui leur reste dû.

Celui qui est Débiteur de plusieurs sommes principales envers la même personne & qui lui fait quelque paiement , peut l'imputer sur telle somme que bon lui semble , pourvu que ce soit à l'instant du paiement.

Si le Débiteur ne fait pas sur le champ l'imputation, le créancier peut la faire , mais il faut que ce soit sur la dette la plus onéreuse au Débiteur.

Lorsque le créancier n'a point de titre , on défère ordinairement l'affirmation au Débiteur : mais cette règle souffre plusieurs exceptions que nous avons rapportées à l'article AFFIRMATION.

La réunion des qualités de créancier & de Débiteur opère une confusion d'actions qui éteint l'une & l'autre qualité.

Un Débiteur hors d'état de payer pouvoit chez les romains obtenir pour se libérer différens délais assez longs ; car on lui accordoit quelquefois cinq années. Parmi nous , les juges ne sont autorisés par aucune loi à accorder des délais aux Débiteurs pour payer : cependant ils accordent quelquefois trois mois , six mois , un an , &c. Il n'y a point de règle certaine là-dessus ; cela dépend de la prudence des juges & des circonstances.

Il n'est pas permis au Débiteur de renoncer en fraude de ses créanciers , aux droits qui lui sont acquis ; du moins les créanciers peuvent exercer ces droits à leurs risques.

*Voyez les lois civiles ; l'ordonnance de 1667 ;*

*les questions alphabétiques de Bretonnier , &c.*  
 Voyez aussi les articles OBLIGATION, PRESCRIPTION, COMPENSATION, CONTRAINTE PAR CORPS , &c.

**DEBITIS.** On donne ce nom à des lettres qui contiennent un mandement au premier huissier de contraindre le débiteur de l'impétrant au paiement des sommes dues , suivant des actes qui , quoiqu'authentiques , n'ont pas une exécution parée.

Anciennement on avoit le choix d'obtenir les Débitis en chancellerie , ou du juge royal ; & l'archevêque de Reims en qualité de premier pair de France , fut maintenu par arrêt du 6 avril 1418 dans le droit de faire expédier des Débitis généraux d'autorité royale ; mais en 1540 il fut jugé que le roi auroit seul pouvoir d'accorder des lettres de Débitis.

Quand il y avoit appel des Débitis , il ressortissoit au parlement & non devant le juge royal.

Présentement ces sortes de lettres ne sont plus en usage , si ce n'est en Franche-comté , comme il paroît par l'arrêt de règlement du parlement de Besançon , rendu le 19 novembre 1700. Cet arrêt fait défenses à tous créanciers de se pourvoir pour obtenir permission de faire contraindre leurs débiteurs en vertu de contrats obligatoires , & leur enjoint de laisser au greffe du bailliage royal un mandement de Débitis à peine de nullité.

Voyez le *glossaire de Laurière* ; l'*ordonnance de Louis XII de l'an 1512* ; la *pratique de Masuer* ; l'*ordonnance d'Orléans* , &c.

## DEBOUTER, DÉCALOGUE. 93

**DEBOUTER.** Terme de palais, qui signifie déclarer par sentence ou par arrêt, que quelqu'un est déchu de la demande qu'il avoit formée en justice. Les arrêts portent, *la cour a débouté & déboute* ; & lorsque les jugemens se rendoient en latin on disoit en langage barbare, *debotavit & debotat* ; ce qui donna lieu à la plaisanterie d'un gentilhomme qui étant interrogé par François I, sur le succès d'un procès pour lequel il étoit venu en poste à Paris, répondit qu'immédiatement après son arrivée *la cour l'avoit débotté*, faisant allusion au *debotat & debotavit* de l'arrêt : le roi, surpris d'une manière de s'exprimer si étrange, voulut que, dans la suite, les contrats, les testamens & les actes judiciaires se rédigeassent en langue françoise.

On appelle *débouté fatal*, un jugement par défaut qui déboute quelqu'un d'une demande ou d'une opposition, & qui n'est pas susceptible d'opposition. Dans la plupart des tribunaux le premier débouté d'opposition est fatal : dans quelques autres, comme aux requêtes du palais, il n'y a que le second débouté d'opposition qui produise cet effet.

Autrefois on appeloit *débouté de défenses*, un jugement qui se rendoit contre le débiteur lorsqu'ayant comparu sur l'assignation, il n'avoit pas fourni ses défenses dans le temps prescrit. Les déboutés de défenses ont été abrogés par l'article 2 du titre 5 de l'ordonnance civile du mois d'avril 1667.

**DÉCALOGUE.** C'est le nom que portent les dix commandemens de Dieu qui furent gravés sur deux tables de pierre, & donnés à Moïse

sur le Mont-Sinaï , quinze cens ans avant l'ère chrétienne.

Ces dix commandemens sont un abrégé de tous les préceptes de la loi naturelle. Les trois premiers ont rapport à l'être suprême & les sept autres au prochain. Il ne faut point confondre le Décalogue avec les autres lois qui furent données aux juifs par Moïse : ces autres lois avoient pour objet le culte extérieur de la divinité & le gouvernement temporel de la nation : elles ne devoient durer qu'un temps , au lieu que le Décalogue est fait pour subsister éternellement , parce qu'il n'est qu'un résumé de la loi naturelle qui par elle-même est immuable. C'est cette loi que JESUS-CHRIST a dit qu'il n'étoit point venu pour abroger mais pour accomplir. Le Décalogue est la règle de tous les actes humains : cette règle commande toutes les vertus , défend tous les vices , & tous les hommes sont obligés de s'y conformer.

L'église a ajouté au Décalogue quelques préceptes particuliers qui ne sont pas moins obligatoires que le Décalogue. Ces préceptes qu'on appelle *les commandemens de l'église* , ont pour objet la sanctification des fêtes & des dimanches ; la confession annuelle ; la communion pascale ; l'observation du carême , des jeûnes particuliers , de l'abstinence de la chair certains jours de la semaine & de la célébration des noces aux temps défendus. Dans quelques diocèses , on a ajouté aux préceptes de l'église celui de payer exactement la dixme aux ministres des autels. ( *Article de M. DAREAU , avocat , &c.* )

D É C A P I T E R. C'est trancher la tête à quel-



qu'un qui a été condamné par arrêt ou par jugement en dernier ressort à subir cette peine (\*).

Ce genre de supplice est fort ancien , il est aujourd'hui particulièrement réservé aux gentilshommes qui ont commis quelques uns de ces délits pour lesquels on n'inflige point aux roturiers de supplice plus rigoureux que celui de la potence. Nous disons *aujourd'hui* , parce que la Roque en son traité *de la noblesse* , nous fait observer qu'il y a eu en France des roturiers condamnés à perdre la tête ; cet auteur en a même inféré , qu'un jugement qui condamnoit à être décollé , n'étoit point une preuve de noblesse ; mais observez que cet auteur écrivoit en 1678 , & que depuis ce temps-là on auroit de la peine à trouver des exemples que d'autres que des gentilshommes eussent été condamnés en France (\*\*) à être décapités.

Lorsque le crime est bas & avilissant tel que le vol avec effraction , l'assassinat , le poison , &c. les gentilshommes sont condamnés à la potence ou à la roue comme le seroient de simples roturiers.

---

(\*) *Formule d'un jugement qui condamne à avoir la tête tranchée.*

« Nous avons déclaré ledit N. . . dûment atteint & convaincu du crime de rapt mentionné au procès , pour réparation de quoi , le condamnons d'avoir la tête tranchée sur un échafaud , qui pour cet effet sera dressé en la place de . . . Déclarons tous ses biens situés en pays de confiscation , &c. »

(\*\*) Nous disons *en France* pour en excepter les Provinces qui s'y trouvent actuellement réunies , telles que l'Alsace où l'on décapite comme en Allemagne , indifféremment les roturiers & les nobles. .

Dénisart observe que la peine d'être Décapité n'emporte aucune note d'infamie contre les parens de ceux qui l'ont subie : pour parler plus exactement il auroit dû dire que le préjugé qui fait réjaillir sur la famille du condamné l'infamie attachée à la potence , ne s'étend point à la famille de ceux qui pour le même crime ont été décapités ; car soit que ce crime ait été puni par le fer ou par la corde , dans le fait & dans le droit il n'en résulte aucune infamie réelle contre ceux à qui le condamné appartenait ; le fils ou le frère d'un malheureux attaché au gibet ne conserve pas moins dans la société ses prérogatives & ses droits de citoyen que le fils ou le frère d'un gentil-homme qui au lieu d'être pendu a été décapité. Il est vrai que le vulgaire a une façon de penser différente ; mais c'est un préjugé qui n'a de consistance que parmi le peuple , préjugé qui subsiste depuis long-temps & dont nous aurons occasion de parler plus particulièrement à l'article INFAMIE. (*Article de M. DAREAU, avocat, &c.*)

**DÉCEPTION.** C'est un terme employé au palais pour signifier fraude , tromperie , séduction.

Il y a cette différence entre la Déception & la lésion , que la Déception est l'ouvrage de celui qui trompe , & la lésion est le tort qu'éprouve celui qui est trompé.

La bonne foi qui doit régner dans toutes les conventions , défend d'user d'aucun artifice pour engager qui que ce soit à faire un marché contraire à ses intérêts. Cet artifice ne se présume point ; mais quand il est prouvé & démontré tel qu'il est évident que celui qui s'en plaint n'eut  
point

point accepté la convention s'il eût connu les choses comme il les connoît , il est certain qu'une Déception pareille peut donner lieu à la résolution du contrat & à des dommages intérêts suivant le préjudice qui en résulte pour celui qui est trompé ; autrement l'autre partie tireroit avantage de sa mauvaise foi ce qui seroit contre toute justice. Observez même qu'à la rigueur il ne faudroit point de lettres de rescision à cet effet , par la raison qu'elles ne sont nécessaires que pour rompre un engagement bien & valablement contracté ; & que dans l'espèce où une partie n'a contracté qu'au moyen de la Déception, on ne peut pas dire qu'il y ait eu un contrat réel ; parce que pour qu'il y eût eu un contrat, il faudroit qu'il y eût eu un consentement , & que l'on ne peut pas dire que celui qui est trompé en choses essentielles , ait donné à cet égard aucun consentement (\*) Nous disons en choses essentielles, parce qu'une Déception qui ne porte que sur quelques parties accidentelles du contrat ne sauroit servir de motif à le faire rescoudre. On n'y auroit de même point d'égard dans les choses qui ne portent que sur une ignorance de droit, parce que personne n'est recevable à alléguer qu'il ignoroit ce qu'il devoit savoir.

---

(\*) Si la Déception ne s'opposoit que par la voie de l'exception , on pense qu'il ne faudroit pas de lettres pour faire annuler le contrat ; mais on les croit nécessaires quand on veut préparer une action pour attaquer ce même contrat : il faut même que ces lettres aient été obtenues & signifiées dans les dix ans , à compter du jour que la Déception a été découverte.

La lésion peut se trouver quelquefois dans un contrat sans qu'il y ait Déception de la part d'aucune des parties. En achetant de moi un héritage trop cher, vous pouvez avoir été trompé sans qu'il y ait de ma part aucune mauvaise foi : j'ai cru qu'il valoit ce que je vous l'ai vendu, tout comme vous avez cru qu'il valoit ce que vous l'avez acheté. C'est ce qui fait aussi qu'en matière de vente pour cause de lésion qui peut se supposer sans Déception, il faut recourir à l'autorité du prince pour faire rescinder le contrat lorsque cette lésion est telle que les lois l'exigent pour y donner atteinte. La raison de cette nécessité est que le contrat est valable par lui-même, parce qu'il est vrai que l'une & l'autre des parties sont présumées avoir contracté de bonne foi, & que ce contrat doit subsister à moins qu'il ne plaise au prince de le reformer. Observez même qu'en pareil cas la partie qui a intérêt que le contrat subsiste, peut empêcher qu'il ne soit rescindé, en suppléant ce qui manque au juste prix.

On verra aux articles DOL & RESTITUTION tout ce que la matière fournira encore de relatif à la Déception. (*Article de M. DAREAU avocat, &c.*)

DECEMVIR. Magistrat des romains, qui fut créé avec autorité souveraine, pour faire des lois dans l'état.

Dans le feu des disputes entre les Patriciens & les Plébéiens, ceux-ci demandèrent que l'on établît des lois fixes & écrites, afin que les jugemens ne fussent plus l'effet d'une volonté capricieuse, ou d'un pouvoir arbitraire. Le sénat ayant été obligé d'acquiescer à cette demande, on nomma pour composer ces lois, des Décem-

viros qui entrèrent en exercice l'an 302 de Rome. On leur attribua l'autorité de tous les autres magistrats, dont les fonctions furent suspendues, & ils furent élus seuls administrateurs de la république.

Ils furent d'abord modérés dans leurs fonctions : ils rendoient la justice avec exactitude & chacun sortoit satisfait de leur tribunal : mais ils abusèrent étrangement dans la suite de leur autorité ; & ils convinrent bientôt d'employer tous les moyens possibles , pour conserver pendant toute leur vie une puissance qui ne devoit être que momentanée. Ce fut pour réussir dans ces vues , qu'ils prononcèrent , par la loi des douze tables , une peine capitale contre les auteurs des libelles , & les poëtes. Cela n'est guères , remarque M. de Montesquieu , du génie de la république , où le peuple aime à voir les grands humiliés : mais des gens qui vouloient renverser la liberté craignoient des écrits qui pouvoient rappeler l'esprit de la liberté.

Cependant Appius chef des Décemvirs , ayant voulu , par des moyens infâmes , ravir l'honneur de Virginie , l'an 304 de Rome , & le père de cette fille l'ayant immolée à la pudeur & à la liberté , le spectacle de cette mort fit évanouir la puissance des Décemvirs. Chacun se trouva libre , parce que chacun fut offensé : tout le monde devint citoyen , parce que tout le monde se trouva père. Le sénat & le peuple rentrèrent dans une liberté qui avoit été confiée à des tyrans , dont les uns se donnèrent la mort , & les autres prirent la fuite pour se dérober à l'infamie d'un supplice public ; leurs biens furent confisqués & vendus au profit de la république.

DÉCÈS, terme particulièrement usité au palais, pour signifier la mort naturelle d'une personne.

Le Décès d'une personne se prouve par l'extract mortuaire des registres qui se tiennent à cet effet dans les paroisses, dans les communautés ecclésiastiques & dans les hôpitaux.

Lorsque ces registres sont perdus ou qu'il n'y en a jamais eu, la preuve du Décès se reçoit par témoins.

L'article 10 de la déclaration du 9 avril 1736 porte que dans les actes de sépulture il sera fait mention du jour du Décès, ainsi que du nom & de la qualité de la personne décédée; que la même chose sera observée à l'égard des enfans, de quelque âge qu'ils soient, & que l'acte de sépulture sera signé par celui qui l'aura fait & par deux des plus proches parens ou amis qui y auront assisté, s'il y en a qui sachent & qui puissent signer, si non qu'il sera fait mention de ce qu'ils auront déclaré à cet égard. *Voyez l'article* REGISTRE.

Il est défendu de cacher le Décès des ecclésiastiques bénéficiers. *Voyez l'article* CADAVRE.

Après le Décès de quelqu'un, son héritier a trois mois pour faire inventaire & quarante jours pour délibérer s'il acceptera ou non la succession: c'est ce que porte l'article premier du titre 7 de l'ordonnance de 1667.

Dans les affaires indécises, lorsque l'une des parties ou son procureur vient à décéder, les procédures & les jugemens intervenus depuis, avant qu'il y ait eu une reprise ou une constitution de nouveau procureur, sont nuls, aux termes de l'article 2 du titre 26 de l'ordonnance

citée. Observez que ceci n'a lieu que lorsque l'affaire n'étoit pas en état d'être jugée ; car lorsqu'elle se trouve pleinement instruite , elle peut se décider indépendamment du Décès de l'une des parties ou de son procureur : c'est ce que porte l'article antérieur.

L'article 3 du même titre veut que le procureur qui aura le Décès de sa partie , soit tenu de le signifier à l'autre partie , & il est dit que les poursuites seront valables jusqu'au jour de la signification du Décès.

Si celui à qui la signification du Décès a été faite , ajoute l'article suivant , soutient que la partie n'est point décédée , il peut continuer sa procédure ; mais si le Décès se trouve véritable , tout ce qui aura été fait depuis la signification sera nul & de nul effet , sans que les frais puissent entrer en taxe , ni même être employés par le procureur dans son mémoire de frais contre sa partie , à moins qu'il n'ait reçu d'elle un pouvoir par écrit de continuer la procédure , nonobstant la signification du Décès.

Lorsqu'il s'agit d'une matière bénéficiaire , si durant le cours de la procédure celui qui avoit la possession actuelle du bénéfice , soit par récréance ou autrement , vient à décéder , l'état & la main-levée des fruits doivent être donnés à l'autre partie sur une simple requête ou demande judiciairement faite à l'audience ; on n'exige d'autre chose à cet effet que le rapport de l'extrait mortuaire & des pièces justificatives de la litispendance , & cela sans autre procédure. C'est ce que porte l'article 11 du titre 15 de l'ordonnance de 1667.

Le Décès d'un officier fait cesser l'évocation

qui étoit demandée de son chef, pourvu que la preuve en soit rapportée avant le jugement. On peut voir à ce sujet l'article 14 du titre premier de l'ordonnance de 1669, & l'article 18 du titre premier de celle du mois d'août 1737.

Les compromis donnés à des arbitres demeurent comme non avenus lorsque l'un d'eux vient à décéder sans en avoir fait usage. C'est ce qui a été jugé le 19 janvier 1638, par un arrêt que rapporte Bardet.

Les juges qui ont nommé des arbitres peuvent en substituer d'autres, lorsque ces arbitres viennent à décéder sans avoir opéré; mais ils ne le peuvent pas de même lorsque ces arbitres ont été choisis par les parties.

Le Décès du criminel éteint le crime, mais il n'en efface pas toujours les suites. Les dommages & intérêts & les réparations civiles peuvent se demander contre ses héritiers, si mieux ils n'aiment justifier sa mémoire.

Il faut encore distinguer le cas où le Décès est arrivé avant une condamnation irrévocable, de celui où il n'est arrivé qu'après. Au premier cas, le Décès a été celui d'un homme libre, & le fisc n'a acquis contre lui aucune confiscation. Toutes les poursuites pour la peine publique ont dû être arrêtées dès ce moment, à moins qu'il ne fût question d'un crime du nombre de ceux dont on peut poursuivre la vengeance contre la mémoire ou le cadavre du défunt: mais lorsque le Décès n'est arrivé qu'après une condamnation irrévocable, il est question encore de savoir si elle a été exécutée ou non, sur quoi l'on peut voir ce qui a été dit à ce sujet à l'article CONDAMNÉ. Voyez MORT. (*Article de M. DAREAU, avocat au parlement.*)



## DÉCHARGE, DÉCHÉANCE. 103

**DÉCHARGE.** C'est l'acte par lequel on décharge quelqu'un d'une obligation, d'une redevance, d'une chose dont il étoit chargé.

On donne à un procureur, à un homme d'affaires une Décharge par laquelle on reconnoît qu'il a remis les deniers & papiers dont il étoit chargé.

L'article 47 du tarif du 29 septembre 1722 fixe à dix sous le droit de contrôle d'une Décharge de papiers donnée à un procureur par ses parties, lorsqu'elle ne contient point d'obligation ni d'autre disposition que celle qui convient à une simple Décharge.

Le conseil a décidé, le 13 juin 1723, que le droit de contrôle d'une Décharge de plusieurs contrats & effets visés donnée à un notaire à qui ces effets avoient été confiés, n'étoit dû que sur le pied d'une Décharge & acte simple.

Le conseil a pareillement décidé, le 3 septembre 1746, que la Décharge donnée à un procureur fondé au sujet des sommes qu'il avoit reçues pour le constituant, & dont il avoit donné quittance par-devant notaires, n'étoit sujette au droit de contrôle que sur le pied d'un acte simple.

Les Décharges ou quittances mises au bas des sentences ou jugemens doivent être contrôlées : c'est ce qui résulte d'une décision du conseil du premier juin 1723.

**DÉCHÉANCE.** Peine qui consiste à être privé de l'exercice d'un droit que l'on avoit.

Il y a des droits que l'on est obligé d'exercer dans un certain temps & avec de certaines formalités, sans quoi l'on est déchu de l'exercice qu'on pouvoit en faire. La déchéance est quel-

quefois de rigueur & de fait, quelquefois aussi elle n'est que comminatoire.

La Déchéance est de rigueur dans les matières de droit étroit, comme celles qui concernent les retraits, les prescriptions & autres. Si dans le temps déterminé par la loi je n'ai point exercé le droit de retrait qui m'étoit ouvert, ou que j'aie manqué d'apporter à cet exercice les formalités que la loi prescrit, je suis déchu sans retour de la faculté que j'avois. Il en est de même d'une inscription de faux contre les procès-verbaux des employés des fermes du roi : si je ne l'ai point formée & suivie avec les formalités requises dans le temps porté par l'ordonnance, je ne suis plus recevable à l'exercer.

Il y a nombre d'autres matières sur lesquelles on s'expose à la Déchéance de la faculté qu'on avoit d'agir, d'exciper ou de contester, lorsqu'on ne le fait pas dans le temps déterminé par la loi ; & cette Déchéance est presque toujours irréparable. Nous disons *presque toujours*, parce qu'il y a des cas, mais en petit nombre, où l'on peut se faire relever de cette Déchéance, en obtenant ce qu'on appelle des lettres de relief de laps de temps. On en obtient, par exemple, lorsqu'on a laissé passer le temps de dix années de majorité sans se pourvoir contre un acte que l'on avoit intérêt de faire rescinder : mais pour obtenir ces sortes de lettres, il faut des motifs dont il sera parlé à l'article LETTRES.

La Déchéance simplement comminatoire est celle qui ne s'opère point de plein droit. La faculté qu'on avoit de faire telle ou telle chose dans tel temps, subsiste même après ce temps-là (en matière ordinaire), jusqu'à ce qu'on en soit déchu en vertu d'un jugement. Mais pour ne

point ufer de redites à ce sujet, nous renvoyons à l'article COMMUNICATOIRE.

Observez que lorsqu'un appelant laisse prendre congé sur l'appel par l'intimé, on ne dit pas que l'appelant est *débouté*, mais qu'il est *déchu* de son appel; c'est l'expression reçue au palais. (*Article de M. DAREAU, avocat au parlement.*)

DÉCIMATEUR. C'est celui qui a droit de percevoir une dixme, soit ecclésiastique, soit inféodée.

On appelle *gros Décimateurs*, ceux qui perçoivent les grosses dixmes : les curés n'ont dans ce cas que les menues & vertes dixmes & les noales.

On distingue aussi les Décimateurs en *Décimateurs ecclésiastiques* & en *Décimateurs laïques*. Les premiers sont ceux qui à cause de leurs bénéfices ont droit de dixme : le *Décimateur laïque* est un seigneur direct qui tient en fief d'un autre seigneur des dixmes inféodées.

Quand les revenus d'une cure sont insuffisans pour la subsistance du curé, les gros Décimateurs sont tenus de lui payer une portion congrue.

Cette décision s'applique même à l'évêque, lorsqu'il se trouve gros Décimateur d'une paroisse de son diocèse. C'est ce qui résulte des déclarations des 29 janvier 1686 & 30 juin 1690, qui ne font aucune distinction entre l'évêque & les autres Décimateurs ecclésiastiques.

C'est aussi ce qui a été jugé contre l'évêque de Pamiers, comme le prouve le rapport fait en 1715 à l'assemblée du clergé par les agens généraux.

On lit dans ce rapport que l'évêché de Pamiers ne consiste qu'en dixmes que M. l'évêque de

Pamiers partage avec les curés de son diocèse : qu'entre les cures de ce diocèse il y en a trois dont l'une est unie au corps du chapitre de l'église cathédrale, une autre à l'archidiaconé & la troisième à la sacristie : que le chapitre, l'archidiaque & le sacristain avoient toujours payé la portion congrue des prêtres qui desservoient ces cures ; mais qu'ayant pensé que la déclaration de 1686 assujettissoit M. l'évêque de Pamiers à contribuer au payement des portions congrues proportionnellement aux dixmes qu'il percevoit dans les paroisses dont ces cures étoient composées, ils avoient agi contre lui pour l'y faire contraindre, & avoient obtenu en 1712, du parlement de Toulouse, un arrêt conforme à leurs conclusions : que M. l'évêque de Pamiers s'étant pourvu au conseil contre cet arrêt, il avoit été débouté de sa demande en cassation, par arrêt du 29 mars 1713.

Le moyen sur lequel se fondeoit M. l'évêque de Pamiers, étoit que la partie de dixmes qui appartenoit à l'évêque devoit être libre de toute charge & ne pouvoit être assujettie au payement de la portion congrue, lorsque la partie des dixmes dont il ne jouissoit pas étoit suffisante pour acquitter cette charge : il prétendoit en conséquence que les déclarations de 1686 & de 1690 n'avoient eu pour objet que de fixer la somme qui devoit être payée pour la portion congrue, & non d'assujettir au payement des portions congrues ceux qui en étoient exempts. Mais il étoit évident que le législateur avoit voulu que les dixmes ecclésiastiques, en quelques mains qu'elles fussent, contribuassent à cette sorte de charge.

Les gros Décimateurs sont pareillement tenus par la déclaration de 1686, de payer la portion congrue de chaque vicaire : mais il ne dépend pas du curé d'augmenter le nombre de ses vicaires, pour obliger les gros Décimateurs à payer des sommes plus fortes que celles qui doivent naturellement être à leur charge : aussi la loi qu'on vient de citer veut-elle que le nombre des vicaires que les curés doivent avoir soit réglé par l'évêque ; il est juge souverain dans cette partie.

C'est d'après cette jurisprudence que par arrêt du 30 juillet 1688, rendu sur une demande formée par le curé de Ranchy, pour faire payer la portion congrue d'un vicaire au gros Décimateur de sa paroisse, le parlement de Normandie renvoya les parties devant l'évêque de Bayeux, afin qu'il jugeât s'il étoit nécessaire de mettre un vicaire dans la paroisse de Ranchy.

Le parlement de Paris rendit un arrêt semblable en 1692, sur la demande du sieur Charlier, curé de Saint-Maurice de Reims, contre les Jésuites, gros Décimateurs de cette paroisse. Il condamna les Jésuites à payer la portion congrue du curé ; & sur l'objet concernant la portion congrue du vicaire, il renvoya les parties devant l'archevêque de Reims.

Par un autre arrêt du 30 juin 1742, rendu entre le curé de Cuillac & les gros Décimateurs de sa paroisse, le grand conseil a pareillement ordonné que les parties se retireroient devant l'évêque diocésain, afin qu'il décidât s'il étoit nécessaire d'établir un vicaire dans cette paroisse.

Observez que la portion congrue des vicaires doit leur être payée directement par les gros

Décimateurs ; & même la quittance que ceux-ci prendroient du curé ne fuffiroit pas pour les décharger de leur obligation. C'est ce qui résulte de l'article 3 de la déclaration du 22 février 1724 (\*).

Les autres charges des gros Décimateurs sont rappelées dans l'article 21 de l'édit du mois d'avril 1695 (\*\*).

(\*) *Cet article est ainsi conçu.*

Les vicaires ou secondaires dont les portions congrues ou autres retributions sont à prendre sur les gros Décimateurs, autres que les curés, en seront directement payés par ceux qui en sont tenus, sans que le paiement en puisse être fait aux curés : voulons que nonobstant les quittances que lesdits gros Décimateurs, ou autres tenus desdites portions congrues & retributions pourroient avoir prises desdits curés, ils soient contrains sur la simple requête desdits vicaires ou secondaires à leur payer les sommes qui leur seront dues.

(\*\*) *Voici ce qu'il porte.*

Les ecclésiastiques qui jouissent des dixmes dépendantes des bénéfices dont ils sont pourvus, & subsidiairement ceux qui possèdent des dixmes inféodées, seront tenus de réparer & entretenir en état le chœur des églises paroissiales, dans l'étendue desquelles ils lèvent lesdites dixmes, & d'y fournir les calices, ornemens & livres nécessaires, si les revenus des fabriques ne suffisent pas pour cet effet. Enjoignons à nos baillis & sénéchaux leurs lieutenans généraux, & autres nos juges ressortissant nuement en nos cours de parlement, dans le ressort desquelles lesdites églises sont situées, d'y pourvoir soigneusement, d'exécuter par toutes voies, même par saisie & adjudication desdites dixmes, à la diligence de nos procureurs, les ordonnances que lesdits archevêques ou évêques pourront rendre pour les réparations desdites églises & achats desdits ornemens, dans le cours de leurs visites, & sur les procès-verbaux de leurs archidiacres ; & qui leur seront envoyés par lesdits archevêques ou évêques, & à nos procureurs généraux en

Suivant cette loi, les gros Décimateurs ecclésiastiques & subsidiairement les propriétaires des dixmes inféodées sont tenus de l'entretien & des réparations qui sont à faire au chœur & au cancel des églises paroissiales, même d'y fournir les calices, les livres nécessaires & ornemens pour le service divin, quand les revenus des fabriques ne suffisent pas pour ces dépenses. Les ordonnances que les évêques rendent sur ce sujet dans le cours de leurs visites, & sur les procès-verbaux des archidiacres, quand ces derniers ne sont pas en possession de faire eux-mêmes les ordonnances, sont remises entre les mains des juges royaux qui les font exécuter par saisie & adjudication des dixmes. Les sentences qu'ils rendent sur cette matière sont exécutées par provision, & les gros Décimateurs ecclésiastiques y sont contraints solidairement, quand il y en a plusieurs. Il en est de même des propriétaires des dixmes inféodées, lorsqu'il n'y a point de Décimateurs ecclésiastiques.

Il s'est présenté au parlement de Paris, sur l'article cité, la question suivante que nous allons rapporter d'après d'Héricourt. Le chapitre de l'église cathédrale de Saint-Etienne de Châlons, gros Décimateur de la paroisse de Saint-Loup

---

nos cours de parlement, dans le ressort desquelles lesdites églises se trouveront situées, auxquels nous enjoignons pareillement d'y tenir la main. Voulons que lesdits Décimateurs, dans les lieux où il y en a plusieurs, puissent y être contraints solidairement, sauf le recours des uns contre les autres, & que les ordonnances qui seront rendues par nos juges, sur ce sujet, soient exécutées nonobstant toutes oppositions ou appellations quelconques & sans y préjudicier.

de la ville de Châlons , prétendoit n'être point tenu des réparations du chœur & cancel de cette église paroissiale , auxquelles il avoit été condamné par une sentence des requêtes du palais du 8 juillet 1719. Il disoit pour moyens d'appel , 1°. que cette église ayant été bâtie en 1245 , aux dépens des paroissiens & pour leur commodité , on ne devoit point charger les gros Décimateurs des réparations ; 2°. que les Décimateurs ne sont point tenus de cette charge pour les églises paroissiales des villes dont les fabriques sont toujours assez riches pour faire cette dépense ; 3°. qu'aux termes de l'article 21 de l'édit de 1695 , les Décimateurs ne sont obligés à ces réparations que subsidiairement , & au cas que les revenus des fabriques ne soient point suffisans pour y contribuer.

Le défenseur des marguilliers & des paroissiens de Saint-Loup répondit au premier moyen , que toutes les nouvelles paroisses sont érigées pour la commodité des paroissiens , que cette commodité rend l'érection nécessaire , & qu'elle oblige les gros Décimateurs à acquitter les charges ordinaires. Il fit voir contre le second moyen , que les canons & les ordonnances qui chargent les gros Décimateurs des réparations du chœur & du cancel , ne font aucune distinction entre les paroisses des villes & de la campagne ; & il cita deux arrêts , l'un du 30 juillet 1599 , rapporté par M. le Prestre , centurie première , chapitre 91 , pour l'église paroissiale de Saint-Pierre de Tonnerre ; l'autre du 21 mai 1679 , contre le chapitre de Langres , gros Décimateur de la paroisse de Saint-Paul de la même ville. Il observa contre le troisième moyen , que l'édit



de 1695 n'affujettit les gros Décimateurs à fournir les calices, les ornemens & les livres nécessaires, que quand les revenus des fabriques ne fussent point pour cet effet ; mais que cette restriction ne doit point s'appliquer aux réparations. Pour confirmer cette interprétation de l'édit, il cita deux arrêts rapportés dans les additions de la bibliothèque canonique ; l'un du 14 mars 1673, l'autre rendu aux grands jours de Clermont le 30 octobre 1695. Ces arrêts portent que les réparations du chœur seront faites par les gros Décimateurs, & que ces derniers fourniront les calices, les livres & les ornemens nécessaires, si la fabrique n'a point de revenu suffisant pour ces dépenses. Il n'y a point d'apparence que par l'édit de 1695 on ait voulu déroger à cet ancien usage, pour favoriser les gros Décimateurs au préjudice des fabriques. On ajoutoit pour moyen subsidiaire que les revenus de la fabrique de Saint-Loup suffisoient à peine pour acquitter les charges ordinaires. La sentence des requêtes du palais fut confirmée par arrêt du 10 mars 1721.

Les anciennes ordonnances renouvelées par les dispositions de l'article 21 de l'édit d'avril 1695 ont donné lieu à une autre question qui est de savoir si toutes les dixmes d'une année ou de plusieurs doivent répondre des obligations imposées aux Décimateurs relativement aux réparations du chœur & à la fourniture des livres, ornemens, &c. dont ils sont chargés.

La jurisprudence des arrêts paroît avoir fixé au tiers des dixmes de chaque année la contribution dont les gros Décimateurs sont tenus pour ces objets. On peut citer à cet égard un arrêt du

12 décembre 1623, rendu contre le chapitre de Ligny en Barrois, & un autre du 9 mai 1665, rendu contre le chapitre de Saint-Firmin & les Jésuites d'Amiens. Ils sont tous deux rapportés au journal des audiences. Les mémoires du clergé font mention de trois autres conformes à la même doctrine, & qui ont été rendus en 1631, 1632 & 1642.

On a même quelquefois obligé les gros Décimateurs à employer aux réparations qui sont à leur charge, la moitié de leurs dixmes. C'est à quoi le parlement de Paris condamna le chapitre de la cathédrale de Reims, par arrêt du premier avril 1670 rapporté au journal des audiences.

Il faudroit particulièrement suivre cette règle si les réparations étoient devenues plus considérables, parce que les Décimateurs auroient négligé d'y travailler, quoiqu'ils eussent été sommés ou avertis de le faire. On pourroit même en cas pareil saisir leurs biens patrimoniaux, du moins après leur mort.

Quant aux Décimateurs qui ne possèdent que des dixmes inféodées, il paroît qu'ils doivent contribuer pour le total de leurs dixmes, si cela est nécessaire, aux réparations dont ils sont tenus. La raison en est qu'il n'y a point de réserve à faire à leur égard comme à l'égard des ministres de l'église pour la subsistance desquels les dixmes sont établies.

\* Les charges des Décimateurs ne sont pas les mêmes dans les pays-bas françois que dans l'intérieur du royaume. Les différentes lois qui régissent ces provinces sur cet objet méritent une attention particulière.

En Artois l'édit de 1695 a souffert une sur-  
séance

féance qui n'est point encore levée ; néanmoins les articles 21 & 22 en font exécutés. Dès le tems du concile de Trente , le conseil d'Artois observa dans son avis du 18 juillet 1564 sur le chapitre 7 de la session 21 *de reformatione* , que la distinction de la nef & du chœur étoit admise dans cette province , & qu'elle servoit de règle aux obligations respectives des Décimateurs & des paroissiens. » Quant à la réédification des » églises paroissiales ruinées dont est fait mention » audit chapitre , *porte cet avis* , on a averti sa » majesté de l'usage observé de tout temps audit » pays que les paroissiens de quelques églises » ruinées font volontairement réédifier la nef » d'icelles à leurs coûts & dépens , & le chœur » ou cancel doit être réédifié par les collateurs » ou patrons ecclésiastiques qui prennent & recueillent les dixmes de ladite église , & en » reçoivent les oblations , ou portions d'icelles. » Attendu le quel usage invéré , l'on feroit grand » grief auxdits paroissiens , si suivant ledit chapitre on les contraignoit de réédifier lesdits » chœurs & chanceaux de leurs églises ; du » côté desquels il n'y a plainte ni procès mû » pour la réédification des nefs , combien que » souvent par les guerres , les églises de ce » pays aient été détruites. »

Marguerite duchesse de Parme , gouvernante des pays-bas , approuva les modifications contenues dans cet avis , par ses lettres-patentes du 24 juillet 1565.

La jurisprudence du Hainaut approche assez de celle de l'Artois & de la France. On a vu au mot CHŒUR que l'article 1 du chapitre 7 des chartes générales oblige les patrons à réparer &

entretenir le chœur & les chanceaux , sauf leur recours contre ceux qui levent la dîme dans la paroisse. Les articles 2 & 3 chargent les paroissiens de fournir les vases & ornemens sacrés , de réparer & entretenir la nef , le clocher , les murailles du cimetière , *sauf le fait spécial au contraire*. Mais ce sont les Décimateurs qui sont obligés de fournir le logement du curé & celui des vicaires , à moins que les revenus de la cure ne soient suffisans pour remplir cet objet : divers arrêts du parlement de Flandres l'ont ainsi jugé.

La coutume du Cambresis ne contient aucune disposition sur les obligations des Décimateurs : mais l'usage y a suppléé en les assujettissant à l'entretien du chœur , la nef étant à la charge des paroissiens. C'est ce qu'attestent Zypæus , Christin , Van-Espen , & c'est ce qui se pratique communément en cette province. Le concile de Cambrai tenu en 1565 sous Maximilien de Bergues , en fait une loi expresse , qui sans doute n'a pas peu contribué à y établir l'usage qui y regne encore , & qui fut confirmé par un arrêt du parlement de Flandres rendu en la grand-chambre , au rapport de M. de Mullet , entre l'abbaye de saint-Aubert , & le village d'Aubencheul-au-bac.

Le logement du curé est en Cambresis , comme en Hainaut , à la charge des Décimateurs. Un arrêt du 31 octobre 1696 l'a ainsi jugé. Il est rapporté par M. Desjaunaux.

Quant à la Flandres , cette province n'a point de lois plus célèbres sur cette matière que les placards de 1611 & 1613. Voici ce qui y donna lieu. Il y avoit alors dans le diocèse d'Anvers

& dans celui de Malines qui dépend en partie de la province de Flandres, une si grande diversité d'usages, & même une si grande confusion de principes & de notions par rapport à l'obligation de reconstruire & de réparer les églises paroissiales, que presque tout, à cet égard, étoit devenu arbitraire. La guerre avoit dévasté ces contrées, & la plupart des églises étoient ruinées ou détruites : la paix ayant été rétablie, il fallut remédier à tant de maux ; ce fut une source de procès. Pour les assoupir, les archiducs Albert & Isabelle rendirent le 28 mars 1611 une ordonnance qui après avoir retracé dans le préambule quelques-uns des motifs qui viennent d'être rappelés, porte par forme de règlement provisoire, que lorsqu'il n'y a point d'usages ou de titres particuliers, & quand les fonds des fabriques sont épuisés, la charge des réparations & reconstructions des églises doit se partager entre les Décimateurs & les paroissiens, à raison du revenu de deux années sur six, pour les Décimateurs ; & du surplus pour les paroissiens.

Ce fut sur les remontrances du clergé d'Anvers que cette première ordonnance fut rendue tant pour le diocèse d'Anvers que pour la partie de celui de Malines qui est comprise dans le Brabant. Mais comme il n'avoit point été envoyé au conseil de Flandres, on refusa de s'y conformer dans les diocèses de cette province qui sont sous la métropole de Malines. C'est ce qui engagea les Archiducs à porter un nouveau placard daté du 2 octobre 1613 (\*) qui ordonne

---

(\*) *Voici ce placard.*

Albert & Isabelle Clara Eugenia, infante d'Espagne, &c.

l'exécution de celui de 1611 dans tous les col-

---

à tous ceux qui ces présentes verront , salut : de la part des RR. PP. vénérables , nos bien amés les abbés & son coadjuteur du monastère de saint Pierre lez notre ville & cité de Gand & autres ecclésiastiques de notre pays & comté de Flandres , nous a été remontré , comme dès la dernière assemblée du Synode provincial de Malines , & ensuite de la résolution que y a été prise par le clergé d'icelle province , titre 33 , *de reparatione ecclesiarum* : ledit clergé s'étant doli vers nous de la désolation & ruine en laquelle se trouvent les églises de ladite province , par les guerres & les troubles passés , ensemble par un monde de procès sur ce meus , en divers lieux & endroits avec grands frais & despens , & avec peu d'avancement de la due & requise réparation ou restauration desdites églises , après certaines communications tenues & quelques points conçeus en ce regard entre le conseiller à ce commis de nostre part , & les députés dudit clergé , il nous auroit plen faisant ouverture dudit besoigné , & y apportans le remede que l'on a trouvé le plus propre pour l'avancement du service de Dieu , & le retranchement de plusieurs coustageux procès , statuer le décret ou règlement du 28 de mars 1611 sur ce exhibé par copie ; & comme nonobstant ce , lesdits remontrans se trouvent encore présentement inquiétez , & enveloppez de plusieurs desdits procès , mesmes au regard des églises assises ou situées ès diocèses de Gand , Bruges & Ypres , respectivement en & sous ladite province de Malines , à cause que ledict décret ou règlement n'auroit par nous esté envoyé aux juges ou justiciers de notredit pays & comté de Flandres , & qu'il n'auroit esté publié celle part ; par où l'on craint qu'iceux juges & justiciers de Flandres ne s'y voudront arrester en jugeant , combien qu'il touche autant lesdits remontrans estans de ladite province de Malines , que ceux de Brabant estant en & sous icelle province , ne soit qu'il nous plaise y pourvoir par l'envoi dudit décret ou règlement auxdits juges & justiciers de Flandres , ou du moins à ceux de ladite province de Malines , afin d'y estre receu & publié ,

*lèges ecclésiastiques & tous autres étant sous ladite province de Malines.*

---

Savoir faisons, que les choses susdites considérées & après avoir eu relation dudit besoin, ensemble de l'avis rendu en ce regard par nos amés & féaulx les président & gens de nostre conseil provincial de Flandres, voulans apporter le remède que l'on a trouvé le plus propre pour l'avancement du service de Dieu & le retranchement de plusieurs coustageux procès, avons par forme de provision ordonné & statué, ordonnons & statuons par ces présentes, les points & articles qui en suivent :

Premièrement, que au regard de l'entretienement ou réparation ordinaire des églises, l'on se réglera & conduira selon le pied anciennement observé & les concordats particuliers ou aucuns se trouvent, & à faute de ce, l'on emploiera tant esdites réparations que restaurations ou nouveaux bâtimens, soit du chœur ou de la nef le revenu de la fabrique, & pour mélioration ou accrue duquel nous entendons aussi dorenavant, signament es églises assises es villages, que sous la messe ou sermon, l'on cueillera les aumônes des bonnes gens que les pasteurs recommanderont, aussi se dressera quelque lieu dedans l'église propre à recevoir des entrants ou des sortants ce que Dieu leur inspirera donner pour ladite réfection ou restauration, & où le revenu avec l'accrûe susdite ne seroit suffisant pour ladite réfection ou restauration, on aura recours aux dixmes ecclésiastiques, de quelle nature ou qualité qu'elles soient, féodales ou autres, possédées par mains mortes, ou bien par des gens laïes, quand elles se vérifieront acquises depuis le premier concile de Latran tenu l'an 1179, sous le Pape Alexandre III, ensuite du placard de feu très-haute mémoire le roi Philippe II de ce nom, nostre très-honoré seigneur & pere, que Dieu ait en gloire, du premier de juin 1587, émané sur l'exécution des décrets du Synode provincial de Cambrai, pour le cas le requérant y être par eux employé le revenu de deux années à payer en six années par esgale portion, à sçavoir a chacune desdites six années un tiers du revenu annuel, bien entendu toutefois que les

Ce placard n'étoit porté que pour les diocèses

margliseurs ou autres, ne commenceront le ouvrage sans le sceu & participation desdits interressez, sans le consentement desquels on ne pourra aussi excéder ou changer la forme première ou ancienne, ains leur sera permis d'adviser & délibérer avec les maîtres maçons ou charpentiers sur le pied qu'on trouvera plus convenable & moins coustagieux; leur accordans aussi d'avoir accèz quand ils le desiereront, aux comptes qui se rendront annuellement du revenu & entrée de la fabrique. A l'effet desdits ouvraiges, contribueront aussi ceux qui obtiendront quelques bénéfices esdites églises en conformité du droit escript; & où le secours à recevoir desdits trois moyens ne se trouveroit bastant, l'on procédera à la collecte & confiscation des paroichiens recevant illecq la nourriture spirituelle & la parole de Dieu moyennant octroi qu'ils devront sur ce obtenir de nous; & en cas de difficulté non prévue ou décidée cy-dessus, l'on s'adressera à nous ou ausdits de nostre conseil, en Flandres pour la vider en amiable si faire se peut, ou bien sommairement & sans figure de procès.

Si donnons en mandement a nos très chers & féaulx les gens présidens, & gens de nos privé & grand conseil; ausdits de nostre conseil en Flandres, & à tous autres nos justiciers, officiers & sujets qui ce regardera que ceste nostre présente ordonnance & statut, ils gardent & entretiennent, fassent garder & entretenir selon la forme & teneur, sans faire, mettre ou donner, ni souffrir estre fait, mis ou donné aucun trouble, destourber, ou empeschement au contraire; & afin qu'il n'y ait faulte, lesdits de nostre conseil de Flandres enverront copies authentiques de ces présentes en tous lieux où il appartiendra, afin que les collèges ecclésiastiques & tous autres estans sous ladite province de Malines, aient à se régler selon ce, comme aussi nous leurs ordonnons de faire sans difficulté; car ainsi nous plaist il: en rémoing de ce, nous avons fait mettre notre scel à celdites présentes, données en nostre ville de Bruxelles, le deuxième jour du mois d'octobre, l'an de grace mil six cens & treize. Paraphé, G. V. & souffigné par les archiducqs; & plus bas, Verreyken.



de la Flandre suffragans de celui de Malines : c'est ce qui engagea les Décimateurs des autres diocèses de la même province suffragans de Cambrai , à soutenir qu'ils n'étoient pas obligés à contribuer de deux années sur six , mais simplement à réparer le chœur , suivant l'usage observé en Cambresis & la disposition du concile tenu à Cambrai en 1565. Néanmoins l'usage l'emporta sur leurs prétentions , & le placard de 1613 fut observé dans toute la Flandre sans distinction de diocèse. M. de Baralle rapporte un arrêt du 27 juin 1690 par lequel le chapitre de saint-Omer fut condamné à contribuer conformément au placard , à la réparation de l'église de Brocquerque , châellenie de Bergues-saint-Winock , diocèse de saint-Omer suffragant de Cambrai. La même chose avoit été jugée peu de temps auparavant entre la communauté de Morseele , village du diocèse de Tournai qui est également de la province de Cambrai , & les prévôt & chanoines de la collégiale d'Harlebecque.

Le placard de 1613 n'étoit que provisionnel , & par conséquent sujet à être révoqué par le changement des circonstances qui y avoient donné lieu : il ne laissa pas cependant d'être exécuté comme une loi définitive & perpétuelle , même depuis la réunion d'une partie de la Flandre à la couronne.

L'édit de 1695 n'apporta aucun changement à cette jurisprudence : le parlement de Flandres enregistra à la vérité cet édit par arrêt du 21 janvier 1696 , mais en se réservant de faire ses représentations pour supplier le roi de le retirer.

Un des motifs de cette cour étoit que les obligations des Décimateurs & des paroissiens se trouvoient réglées pour la Flandre par le placard de 1613, ce qui rendoit inutile les articles 21 & 22 du nouvel édit : les représentations furent écoutées, & par arrêt du 23 août 1698 rendu contradictoirement entre les communautés & les Décimateurs de la Flandre, le roi ordonna qu'il fût sursis par provision à l'exécution de l'édit de 1695 dans tout le ressort du parlement de Flandre. Le placard de 1613 est visé dans le préambule de cet arrêt.

Cette confirmation provisionnelle des lois Beligiques fut rendue définitive en 1754. Voici comment.

Il s'étoit élevé au conseil du roi en 1680 un grand procès, dit *le procès des cinq points*, entre les états de la Flandre & les Décimateurs de cette province. Les réparations des églises & des presbytères, la fourniture des ornemens & des autres choses nécessaires à la célébration du service divin étoient du nombre de ces points contentieux. Les Décimateurs soutenoient que tous ces objets devoient être réglés sur les lois générales du royaume ; la promulgation & l'enregistrement de l'édit de 1695 formoit un nouveau moyen pour eux. Les états de la province réclamoient de leur côté les dispositions des placards de 1611 & 1613. Après deux arrêts interlocutoires des 2 mai 1696 & 17 août 1729 qui avant faire droit ordonnoient aux parties intéressées de produire leurs titres & pièces pour justifier le véritable usage du pays, on vit paroître les lettres-patentes du

26 octobre 1754 (\*), registrées au parlement

---

(\*) *Voici ces lettres-patentes.*

Louis, par la grace de Dieu, roi de France & de navarre à tous ceux qui ces présentes lettres verront, salut. La fixation des portions congrues des curés, l'entretien des vicaires & des coudres ou serviteurs des églises paroissiales, l'entretien desdites églises, ornemens & autres choses nécessaires au service divin, celui des maisons presbytérales, & enfin la perception des dîmes sur les colats & autres fruits dont la culture n'avoit point été en usage de tous temps, ayant excité, dès le règne du feu roi notre très-honoré seigneur & bisaïeul, des difficultés & des contestations entre les Décimateurs des Pays-bas du ressort de notre cour de parlement de Flandre, les états, villes & communautés de cette province, & les curés dudit pays, il auroit jugé à propos en l'année 1684 de renvoyer les parties devant le commissaire départi en ladite province, pour s'informer de l'usage, tant auparavant que la Flandre ait été réduite en notre obéissance, que depuis, entendre les parties, dresser procès-verbal de leurs prétentions, & donner son avis; pour le tout vû & rapporté, être fait droit sur ladite requête ainsi que de raison. Mais le cours de cette affaire ayant été depuis interrompu & retardé, & divers événemens étant survenus entre'autres la publication de l'édit du mois d'avril 1695, sur les matières ecclésiastiques, dont quelques articles donnerent lieu à des représentations de la part desdits états, villes & communautés; nous avons ordonné que lesdites contestations seroient instruites par simples mémoires, pour y être par nous pourvu de tel règlement qu'il appartiendrait; & nous en étant fait rendre compte en dernier lieu, nous avons reconnu qu'il a été suffisamment pourvu sur ce qui regarde les portions congrues des curés & l'entretien de leurs vicaires, par une déclaration du 26 de juin 1686, donnée expressément & en particulier pour le ressort de notre dite cour de parlement de Flandres; que sur l'entretien des églises paroissiales, l'usage qui s'est établi dans ces provinces, par la longue habitude de se conformer à une ordonnance ou placart donné provisoirement en 1613,

de Flandres le 22 novembre de la même année , par lesquelles le roi ordonna que les objets rappelés ci-dessus continueroient d'être réglées

---

ne trouve d'obstacle que dans quelques dispositions dudit édit de 1695 , sur lesquelles il y a lieu de faire attention aux représentations desdits états , villes & communautés ; & qu'au surplus , en ce qui concerne l'entretien des maisons presbytérales , les dîmes & les charges à supporter par les Décimateurs , lesdites provinces ont aussi une jurisprudence & des usages auxquels il ne nous a pas paru qu'il y eût de changement à apporter par notre autorité. A ces causes , de l'avis de notre conseil & de notre certaine science pleine puissance & autorité royale , nous avons ordonné , & par ces présentes signées de notre main , ordonnons que la déclaration du vingt-six juin mil six cent quatre vingt-six donnée pour le ressort de notre cour de parlement de Flandre , au sujet des portions congrues des curés de ladite province & des vicaires chargés de les seconder dans leurs fonctions curiales , sera exécutée selon sa forme & teneur ; en ce qui concerne les réparations & entretiens des églises paroissiales & des presbytères , la perception des dîmes , les fruits sur lesquels elles doivent être perçues , & les charges dont les Décimateurs peuvent être tenus , voulons que les contestations nées & à naître à ce sujet , continuent d'être jugées , soit en première instance , soit en cause d'appel , suivant les lois & réglemens particuliers de notredite province & les usages observés en icelle , & ce nonobstant les dispositions portées par les articles XXI & XXII , dudit édit du mois d'avril 1695 , qui n'auront effet en ladite province ; sauf à notredite cour de parlement de Flandre , à nous proposer tel règlement qu'elle avisera bon être sur lesdites matières , ou sur aucun desdits objets dans le cas où elle jugeroit nécessaire qu'il y soit pourvu par notre autorité ; si donnons en mandement à nos amés & féaux conseillers , les gens tenans notre cour de parlement de Flandre. Données à Fontainebleau , le vingt-sixième jour du mois d'octobre , l'an de grace 1754 , & de notre règne le quarantième. *Signé* , Louis. & plus bas , *Signé* , C. R. de Voyer.

suivant les lois & les usages particuliers des provinces du ressort de ce parlement.

Ces lettres-patentes , quant à ce qui concerne les réparations d'églises & de presbytères furent révoquées par d'autres données à Versailles le 13 avril 1773 à la demande des états de la Flandre maritime (\*).

(\*) *En voici la teneur :*

Louis , par la grâce de Dieu , roi de France &c. le droit public observé jusqu'au dix-septième siècle dans notre province de Flandres , conforme en ce point aux anciens canons de l'église imposoit aux seuls possesseurs des dîmes ecclésiastiques , l'obligation de réparer , entretenir & reconstruire les églises paroissiales & les presbytères du plat-pays. Les guerres de religion survenues à cette époque ayant occasionné la ruine presque entière de ces édifices , les archiducs , sur les instantes prières du clergé , ordonnèrent par des placards des 28 mars 1611 & 2 octobre 1613 , que l'on épuiserait d'abord , pour leur reconstruction , les revenus des fabriques ; les Décimateurs devoient contribuer à cette dépense , à raison de deux années de six du produit de leurs dîmes , & le produit de ces deux années devoit être payé en six portions égales ; le surplus de la dépense retomboit , en ce cas , sur les habitans des lieux ; cette loi ne devoit durer qu'autant que les circonstances malheureuses qui l'avoient nécessitée subsisteroient elles-mêmes ; l'impératrice reine l'a abrogée , par une ordonnance du 25 septembre 1769 ; elle a fait revivre le droit ancien , & a fait retomber sur les possesseurs de dîmes ecclésiastiques une charge inhérente à la possession de ces fruits. Animé comme elle du désir de rendre justice aux habitans de la Flandre maritime qui sont restés sous notre domination , & dont les lois ont toujours été communes avec ceux du pays rétrocédé , nous avons jugé qu'il étoit nécessaire d'expliquer nos intentions à cet égard , & de remédier aux inconvéniens qui résulteroient nécessairement de la diversité des principes en cette matière. A ces causes ,

Cette nouvelle loi excita les réclamations de

---

& autres à ce nous mouvant ; de l'avis de notre conseil , & de notre certaine science , pleine puissance & autorité royale , nous avons ordonné & ordonnons ce qui suit :

#### A R T I C L E P R E M I E R .

Nous avons révoqué & révoquons les ordonnances des 28 mars 1611 & 2 octobre 1613, lesquelles seront regardés comme nulles , & non avenues.

II. L'obligation de pourvoir aux réparations , réédifications & entretiens des églises paroissiales & des presbytères , dans le plat-pays , sera à l'avenir une charge inhérente à la possession des dîmes ecclésiastiques , de quelque nature ou qualité quelles puissent être , même dans le cas où elles seroient possédées par des personnes laïques , lorsqu'on pourra constater , conformément à l'ordonnance du roi Philippe II du premier juin 1587 , concernant l'exécution du synode de Cambrai , que les laïcs les ont acquises de personnes ecclésiastiques , depuis le concile de Latran , tenu en 1179.

III. Voullons néanmoins que les frais de réparations , reconstructions & entretiens ne soient à la charge dedsdits Décimateurs , qu'après avoir prélevé & appliqué à cette destination , le restant net des revenus des fabriques & autres biens de l'église , destinés à cet objet.

IV. Ceux qui possèdent quelque bénéfice dans une église paroissiale , seront tenus de contribuer à cette dépense dans la proportion des fruits des biens de cette église dont ils jouissent.

V. En cas d'insuffisance des dîmes ecclésiastiques & autres biens de l'église & des fabriques , il sera supplée à cette dépense par les possesseurs des biens fonds , situés dans l'étendue des paroisses , de quelque nature que soient ces fonds , & de quelques qualité qu'en soient les possesseurs

VI. Faute par les co Décimateurs dans une seule & même paroisse de s'accorder sur la quotité de leur contribution respective à la dépense dedsdites réparations , reconstructions & entretiens , ils seront tenus par provision

tous les Décimateurs de la Flandre maritime ; ils se réunirent & présentèrent des remontrances pour en obtenir le rapport , mais inutilement.

Comme le placard de 1613 n'a été abrogé que pour la Flandre maritime , il fait encore loi dans la Flandre Wallone. C'est pourquoi il ne sera pas inutile de discuter ici les principales questions qui y sont relatives.

Une des plus importantes est de savoir si l'obligation qu'impose ce placard aux Décimateurs de contribuer de deux années sur six aux réparations des églises est bornée au chœur seule-

& contraints solidairement à fournir les fonds nécessaires ; sauf ensuite à discuter entre eux , & à faire régler la part & portion dont chacun d'eux devra contribuer à la totalité de cette dépense.

VII. Déclarons nulles & de nul effet toutes transactions ou conventions qui pourroient être faites par la suite , & qui seroient contraires aux présentes dispositions ; à moins que lesdites conventions & transactions n'aient été préalablement homologuées en notre conseil , & revêtues de nos lettres nécessaires à cet effet.

VIII. Ordonnons pareillement aux Décimateurs , qui se croiroient dans le cas , pour se soustraire à ces charges , d'opposer des accords ou transactions antérieures à nos présentes dispositions , de représenter dans le délai de trois mois , à compter du jour de la publication des présentes , lesdits actes au sieur commissaire départi pour l'exécution de nos ordres dans la généralité de Flandres & d'Artois , lequel appellera devant lui les parties intéressées , & dressera procès-verbal des dires & raisons respectives ; pour ledit procès-verbal , avec lesdits actes , & son avis à nous envoyés , être par nous & notre conseil statué ce qu'il appartiendra : & après ce délai expiré , lesdits Décimateurs ne seront plus admis à représenter lesdits actes , qui demeureront nuls , & de nul effet. Si donnons en mandement , &c.

ment , ou si elle comprend aussi la nef & le clocher.

Quelques-uns ont voulu soutenir le premier membre de cette alternative : leur raison étoit que le placard ne déroge pas expressément à l'usage général suivant lequel le chœur seul est à la charge des Décimateurs ; qu'ainsi il faut entendre le placard conformément à cet usage.

Mais le placard ne distingue point entre la nef & le chœur , il emploie le mot ÉGLISE qui comprend tout. Dulauri rapporte trois sentences du conseil provincial de Gand , par lesquelles il fut jugé que les Décimateurs devoient contribuer de deux années sur six , aux réparations des églises entières , quoiqu'ils prétendissent ne devoir réparer que le chœur. La première de ces sentences est du 15 mai 1618 , & elle fut confirmée au grand conseil de Malines par arrêt du 15 juin 1630 : la seconde est du 13 décembre 1636 , & la troisième du 9 septembre 1673. M. de Blye rapporte un arrêt du parlement de Flandres qui a décidé la même chose : il fut rendu l'an 1686 en la Grand'chambre au rapport de M. Cordouan , entre la communauté de Wevelghem & le chapitre d'Harlebecque.

Lorsque les Décimateurs abandonnent deux ans de fix de leurs dîmes , ils doivent y comprendre les pots de vin des baux. Le parlement de Flandres l'a jugé ainsi par deux arrêts , le premier du 10 février 1688 , entre le chapitre de saint-Omer & le village de Bisseghem : le second du 31 janvier 1693 , entre le chapitre de Notre-Dame à Cassel & le village de Noordpeene.

Les Décimateurs en abandonnant deux ans de



fix , peuvent obliger les paroissiens de faire toutes les réparations convenables , comme l'a décidé un arrêt du 16 février 1691 entre l'abbaye de Bergues-saint-Winock , & le village de Bissereele ; même de couvrir l'église d'un toit dur , si elle étoit couverte de paille , suivant un arrêt rendu le 12 février 1694 entre le chapitre de Notre-Dame à Cassel & le village de Noordpeene.

Les Décimateurs en faisant cet abandon ne sont pas fondés à demander la distraction de ce qu'ils payent au curé pour sa portion congrue ; c'est ce qu'a jugé l'arrêt qu'on vient de citer , conforme à un autre du 31 janvier 1693 rendu entre les mêmes parties , après que toutes les chambres eurent été consultées. Dulauri , arrêt 40 , rapporte deux sentences du conseil de Gand qui ont jugé le contraire : l'une est du 9 février 1647 , l'autre du 9 septembre 1673. Cette dernière opinion ne paroît pas juste ; la distraction de la portion congrue n'est pas autorisée par le placard de 1613 ; c'est donc aller contre la lettre & l'esprit de cette loi , que de l'admettre.

Les Décimateurs ont prétendu n'être obligés que de contribuer une seule fois de manière que si l'église venoit à tomber en ruine 40 ou 50 ans après , les paroissiens seroient seuls chargés de la reconstruction. Cette prétention étoit trop générale pour être juste : quand la nouvelle ruine est arrivée par la faute des paroissiens qui dans le temps de l'abandon des deux années n'ont pas contribué de leur côté à mettre l'église dans un état convenable , il est clair qu'ils ne peuvent dans la suite obliger les Décimateurs à leur abandonner deux années de

leur revenus pour des réparations qu'ils étoient obligés de faire eux-même. Un arrêt du grand conseil de Malines du 23 février 1685 l'a ainsi jugé. Mais lorsqu'ils se sont mis en règle , & que l'église vient ensuite à tomber , soit par vétusté , soit par toute autre cause , les Décimateurs ne peuvent se dispenser de contribuer de nouveau. Ainsi l'ont décidé trois sentences rendues au conseil de Gand les 9 février 1647 , 31 juillet 1653 , & 9 septembre 1673. Tous ces jugemens sont rapportés par Dulauri , à l'endroit cité. C'est aussi ce qu'a jugé le parlement de Flandres par arrêt du 11 octobre 1708 entre l'abbaye de Bergues & le village d'Ochsecheele. L'arrêt du 12 février 1694 rapporté ci-dessus a décidé le contraire , mais il se trouvoit des circonstances particulières dans l'espèce sur laquelle il a été rendu : on peut les voir dans M. Pollet , & dans M. Waimel du Parc.

Mais à qui est-ce à prouver que le besoin de nouvelles réparations où se trouve l'église , provient d'une nouvelle cause survenue depuis l'abandon de deux années de la dîme , ou du défaut des paroissiens de l'avoir mise en bon état lors de cet abandon ? le parlement de Flandres a jugé par arrêt du 10 mai 1689 que des paroissiens n'étoient pas recevables à demander un nouvel abandon faute d'avoir justifié que lors du dernier fait depuis 27 ans , ils avoient mis leur église en état & qu'ils l'avoient représentée telle aux Décimateurs. Cet arrêt se trouve au greffe de ce parlement en forme libellée ; il fut rendu entre les bailli & échevins de la Virschaere de Steenvoort , & du marquisat de la Viefville,

Viefville, d'une part, & les abbayes de Claire-Marais & de Voestine, d'autre part.

S'il y avoit un temps plus considérable 50 ans par exemple depuis le dernier abandon jusqu'à la demande d'un nouveau, la preuve retomberoit sur les Décimateurs, parce que l'on doit présumer après tant d'années, que l'église a été mise en bon état par les paroissiens & que les nouvelles réparations qui y sont nécessaires proviennent de la vétusté.

On a dit ci-dessus que les contributions auxquelles le placard de 1613 oblige les Décimateurs, embrassent tout le corps de l'église : le clocher même y est compris, comme un accessoire nécessaire : le parlement de Flandres l'a ainsi jugé par arrêt du 13 mars 1697, entre la communauté de Warhem & l'abbaye de Bergues-saint-Winock.

Suivant la jurisprudence du parlement de Flandres, la portion de dîmes du curé primitif doit être épuisée, avant que les décimateurs puissent être tenus de contribuer à la portion congrue & au logement du vicaire perpétuel. Il n'en est pas de même en fait de réparations d'églises : tous les co-Décimateurs y doivent contribuer proportionnellement à leur part dans les dixmes, sans avoir égard à qui d'entre eux est curé primitif. C'est ce qu'a jugé un arrêt du 27 juillet 1726, confirmatif d'une sentence de la gouvernance de Lille du 27 juillet 1715, entre l'évêque & le chapitre de Tournai.

Les maisons pastorales sont entièrement à la charge des Décimateurs : ils ne peuvent se dispenser de les réparer ou reconstruire par l'abandon de deux années des revenus de leurs

dîmes , parce que le placard de 1613 ne parle que des églises. C'est ce qu'a jugé un arrêt du 2 juillet 1697 rapporté par M. Desjaunaux , & un autre du 16 janvier 1745 rendu au rapport de M. de Séricourt. Cette décision est conforme au placard porté par le comte de Monterey dans le mois de septembre 1672 , lequel fait défenses aux communautés « de payer quelque » loyer , ou de donner aucune habitation aux » curés , de faire aucune réparation aux maisons » pastorales ou églises , comme étant chose à » la charge des Décimateurs ou curés ». Ce placard rendu pour la partie de la Flandre qui étoit encore soumise à l'Espagne , ne fut point exécuté en ce qui concerne les églises ( celui de 1613 continua de l'être jusqu'en 1773 , ) mais il le fut en ce qui concerne les presbytères , & il l'est encore aujourd'hui ; néanmoins la possession de ne pas contribuer à cet objet sert aux Décimateurs contre les communautés : les registres du parlement de Flandres sont remplis d'arrêts qui l'ont ainsi jugé. Celui du 27 novembre 1734 rendu contre la communauté de Steenwerck est un des plus récents.

Il nous reste à parler des dîmes inféodées. L'article 2 des lettres-patentes de 1773 oblige les laïcs qui en sont possesseurs de contribuer conjointement avec les Décimateurs ecclésiastiques , aux charges auxquelles les dixmes sont assujetties en général , pourvu qu'elles soient hors des mains de l'église depuis un temps antérieur au premier concile de Latran. Cette disposition pour être bien entendue , doit être rapprochée de l'article 12 du placard du 1 juin 1587 , il est conçu en ces termes :

» Pareillement comme journellement se re-  
 » présentent aussi grandes difficultés touchant la  
 » provision desdits curés , ou bien la réparation  
 » des églises , par la voie d'assignation des dîmes,  
 » quand icelles se trouvent être occupées ou  
 » possédées par gens laïcs , soit en fief ou autre-  
 » ment , nous déclarons notre intention être  
 » que à la portion canonique & réparation des-  
 » dites églises devront contribuer les dîmes  
 » ayant autrefois été laïcales, lesquelles présen-  
 » tement seroient retournées ès mains des gens  
 » d'église , de quelle nature qu'elles soient ,  
 » fiefs ou autres , pour être retournées à leur  
 » première nature , ensemble celles que l'on  
 » pourra vérifier avoir été achetées , ou autre-  
 » ment acquises par gens laïcs des ecclésiastiques,  
 » depuis le premier concile de Latran qui fut  
 » l'an 1170, sous Alexandre III. »

Le placad de 1613 ajoute un nouveau jour à cet article. Il porte qu'après avoir épuisé la fabrique, *on aura recours aux dîmes ecclésiastiques, de quelle nature ou qualité qu'ell s soient , féodales ou autres , possédées par main-mortes , ou bien par gens laïcs , quand elles se vérifieront acquises depuis le premier concile de Latran... ensuite du placard... du 1 juin 1587.*

A suivre l'esprit de ces deux ordonnances & à raisonner à *contrario* d'après la disposition qu'elles renferment , on dira que si les dîmes possédées par des laïcs n'ont jamais appartenu à des gens d'église depuis 1179 , elles ne doivent supporter aucune charge , pas même subsidiairement , & c'est ce qui a été jugé au conseil de Flandres par sentence du 11 juillet 1656 , & au grand conseil de Malines par

arrêt du 18 juillet 1714 ; on peut voir ces décisions dans Dulauri.

Mais il y a dans les Pays-bas françois une autre loi postérieure à celles qu'on vient de citer & qui ne permet pas de se conformer tout-à-fait à la jurisprudence qu'elles ont établie. C'est la déclaration du 29 janvier 1686 qui charge les dîmes inféodées de contribuer aux portions congrues, en cas d'insuffisance des dîmes purement ecclésiastiques, sans distinguer si l'inféodation est antérieure ou postérieure au premier concile de Latran. Ainsi pour concilier cette nouvelle loi avec les anciennes, & laisser à chacune leur effet, il faut dire que les dîmes inféodées sont soumises subsidiairement aux charges lorsqu'elles sont possédées par des laïcs, sans l'avoir été par l'église depuis 1179 ; & que lorsque l'acquisition que les laïcs en ont faite est postérieure à cette époque, elles doivent supporter les charges concurremment avec les dîmes purement ecclésiastiques.

Quant aux dîmes inféodées qui sont possédées par des ecclésiastiques, le placard de 1567 les soumet indistinctement aux charges des réparations & des portions congrues avec les autres dîmes, soit que l'inféodation soit antérieure ou postérieure au concile de Latran.

Quoique les placards de 1587 & 1613 portent clairement que les dîmes inféodées acquises par des laïcs depuis 1129, & par des ecclésiastiques avant ou depuis cette époque, supporteront les mêmes contributions que les autres, on a cependant soutenu plusieurs fois que les dîmes inféodées retournées à l'église avec leur qualité de fiefs, n'étoient soumises aux charges

que subsidiairement. Ce systême est vrai dans le droit général de la France , mais il est faux dans le droit particulier des Pays-bas ; aussi a-t-il été pros crit par tous les arrêts qui sont intervenus sur cette matière , tel que celui du parlement de Paris rendu dans la coutume d'Artois le 31 janvier 1708 sur les conclusions de M. le Nain , & celui du parlement de Flandres du 27 juillet 1726 entre l'évêque & le chapitre de Tournai. Cette dernière cour en a encore rendu un dans le mois de juin 1759 , dont les circonstances sont remarquables.

La dîme de quienville , chatellenie de Cassel , appartient en partie aux chapitres de Boulogne & de Cassel , & en partie aux héritiers du sieur Baudens. Ceux-ci ayant négligé les devoirs de vassalité , l'abbaye de Marquette comme dame de Winck dont relevoit cette dîme , la fit déclarer réunie au gros de son fief. En conséquence elle fut saisie le 13 mai 1715 , & fut 40 ans sans contribuer aux charges des dixmes. Les chapitres de Boulogne & de Cassel se pourvurent au bailliage de Flandres , séant à Bailleul , pour la faire déclarer sujette à ces charges concurremment avec celle qu'ils possédoient , & condamner l'abbaye de Marquette à leur restituer ce qu'ils avoient payé au-dessus de leur portion depuis 40 ans. Cela leur fut adjugé par sentence du 19 mars 1758 , excepté que la restitution de ce qu'ils avoient payé de trop ne leur fût accordée que pour les 29 dernières années. Sur l'appel interjeté par l'abbaye de Marquette la sentence a été confirmée par l'arrêt cité , au rapport de M. Gouillart de la Feuillie , après partage.

Comme cette jurisprudence est contraire au droit commun , & que le placard de 1584 sur lequel elle est fondée , n'a été porté que pour les diocèses suffragans de Cambrai , on a demandé si elle devoit être suivie dans les diocèses de la Flandres qui relevent de Malines. M. Desjaunaux rapporte un arrêt du 27 juillet 1699 rendu après que toutes les chambres eurent été consultées , qui a décidé pour l'affirmative. M. de Baralle qui le rapporte aussi nous apprend qu'il y eut onze voix pour la négative , ce qui est assez étonnant : sans doute que l'on ne fit pas attention que le placard de 1613 qui renouvelle & confirme l'article 12 de celui de 1587, fut rendu spécialement pour la province de Malines.

Voyez *Zypæus en ses consultations canoniques & en son traité de jure pontificio* ; *Wames en ses consultations* ; les ouvrages du président *Everard* ; de *Méan ad jus civile Leodiensium* ; *Deghewiet en ses institutions au droit Belgique* ; les arrêts de MM. *Desjaunaux*, *Pollet*, de *Baralle*, d'*Hermanville*, *Dulauri*, &c. \*

Un arrêt du conseil du 29 janvier 1776 (\*),

(\*) *Voici cet arrêt.*

Vu par le roi , étant en son conseil , le mémoire que le clergé de France a présenté à sa majesté lors de sa dernière assemblée , contenant : que les transactions sur les novales & autres dixmes entre les différens Décimateurs , sont considérées comme étant assujetties au droit d'amortissement ou à celui de nouvel acquêt lorsque les dixmes sont cédées aux gros Décimateurs ou curés primitifs , sous prétexte que l'article XIV du règlement du 13 avril 1751 , paroît n'avoir affranchi de l'amortissement les dixmes dépendantes des paroisses , que dans le cas seulement où elles sont acquises par les curés au profit de leurs cures. Le clergé ayant



rendu sur le mémoire du clergé de France, a

---

déjà fait des représentations sur cet objet lors de son assemblée tenue en 1760, le feu roi répondit qu'il ne pouvoit étendre aux gros Décimateurs ou curés primitifs, la faveur accordée aux curés ou vicaires perpétuels, relativement aux dixmes qui leur étoient abandonnées : cependant le droit d'amortissement n'est dû que quand des biens temporels sortent du commerce pour entrer dans la possession des gens de main-morte, & les dixmes (autres que celles inféodées) ne sont point de cette espèce ; elles n'ont jamais circulé dans le commerce ; elles forment un bien purement ecclésiastique, affecté de tout temps au clergé, ainsi elles sont inamortissables de leur nature : le droit d'amortissement consiste dans une finance qui est payée par les gens de main-morte pour avoir la permission d'acquérir ; c'est un dédommagement de la perte que le roi souffre lorsque des biens sortent du commerce pour être possédés par les gens de main-morte, & cela n'est point applicable aux dixmes ecclésiastiques, qui n'ayant jamais été dans le commerce, n'ont pas été dans le cas d'en sortir : le clergé, dont elles forment le patrimoine, n'a jamais eu besoin de permission ni de lettres d'amortissement pour les posséder ; conséquemment les concordats que les gros Décimateurs & les curés passent entr'eux au sujet des dixmes des paroisses ; ne peuvent jamais engendrer ni droit d'amortissement ni droit de nouvel acquêt, soit que les dixmes soient cédées par les gros Décimateurs au curé, ou par le curé aux gros Décimateurs, & il est de toute justice d'étendre à ceux-ci la décharge prononcée en faveur des curés. Vu pareillement l'article XIV du règlement du 13 avril 1751, concernant le recouvrement des droits d'amortissement & franc-fiefs, par lequel dans la vue de faciliter le retour & la rentrée des dixmes dans les mains des curés des paroisses, il auroit été ordonné qu'il ne seroit payé aucun droit d'amortissement pour raison des transactions, concordats ou acquisitions que les curés pourroient faire au profit de leurs cures avec les gros Décimateurs ou autres ecclésiastiques ou laïques, au sujet des dixmes de leurs paroisses, soit qu'elles fussent ecclésiastiques ou inféodées, la réponse

ordonné que les échanges , concordats , transac-

---

faite au cahier présenté par le clergé en l'année 1760 , par laquelle , en confirmant l'exemption des droits d'amortissement & de centième denier en faveur des curés ou vicaires perpétuels auxquels la dixme seroit abandonnée par des concordats faits entr'eux & les gros Décimateurs ou curés primitifs , le feu roi auroit déclaré ne pouvoir étendre cette faveur aux abandons à perpétuité que feroient les curés ou vicaires perpétuels , soit de leurs dixmes , soit des fonds & domaines de leurs cures aux gros Décimateurs ou curés primitifs ; ensemble l'arrêt du conseil du 24 novembre 1774 , par lequel sa majesté auroit ordonné que les actes qui seroient faits pendant l'espace de deux années , à compter du premier janvier 1775 , par lesquels les gros Décimateurs ou curés primitifs abandonneroient , soit en totalité , soit en partie , aux curés ou vicaires perpétuels qui n'auroient point fait l'option de la portion congrue en conformité de l'édit du mois de mai 1768 , les dixmes anciennes ou novales qui leur appartiendroient dans des cantons déterminés de chaque paroisse , & par lesquels les curés ou vicaires perpétuels céderoient en même-temps leurs dixmes novales , dispersées dans leurs paroisses , aux gros Décimateurs ou curés primitifs , sans qu'il fût payé de part ni d'autre aucuns deniers à titre de soulte ou autrement , seroient & demeureroient , par grâce , déchargés de tout droit d'amortissement ; sa majesté auroit reconnu qu'il seroit utile au bien des paroisses , non-seulement que les échanges , mais encore que tous autres actes , concordats , transactions & autres arrangements relatifs à la propriété des dixmes , fussent affranchies pour toujours du droit d'amortissement , tant dans le cas où les dixmes seront abandonnées par les gros Décimateurs ou curés primitifs aux curés ou vicaires perpétuels , que dans celui où elles seront cédées par les curés ou vicaires perpétuels aux gros Décimateurs ou curés primitifs. A quoi désirant pourvoir : où le rapport du sieur Turgot , conseiller ordinaire au conseil royal , contrôleur général des finances ; le roi étant en son conseil , a ordonné & ordonne que les dixmes qui seront acquises par les curés des paroisses , continueront de jouir de l'exemption de tous

tions & autres actes par lesquels les curés ou vicaires perpétuels céderoient des dixmes aux gros Décimateurs ou curés primitifs, feroient à l'avenir affranchis de tout droit d'amortissement & de nouvel acquêt.

L'article 14 du reglement du 13 avril 1751 avoit déjà établi la même exemption relativement aux dixmes acquises par les curés des paroisses au profit de leurs cures.

*Voyez les déclarations des 29 juin 1686 & 30 juin 1690 ; l'édit du mois d'avril 1695 ; les mémoires du clergé ; les lois ecclésiastique de France ; le recueil de jurisprudence canonique ; le journal des audiences ; le dictionnaire de droit canonique ; l'édit du mois de mai 1768 , &c. Voyez aussi les articles DIXME, PORTION CONGRUE, VICAIRE, CHŒUR, RÉPARATIONS , &c. ( Ce qui est entre deux asterisques dans cet article , appartient à M. MERLIN , avocat au parlement. )*

**DÉCIMES.** On appelle ainsi les subventions annuelles qui se lèvent pour le roi sur ce qui appartient au clergé. Cet article sera divisé en

droits d'amortissement & de nouvel acquêt , conformément à l'article XIV du règlement du 13 avril 1751 : ordonne en outre sa majesté, que tous échanges , concordats , transactions & autres actes par lesquels les curés ou vicaires perpétuels céderont des dixmes aux gros Décimateurs ou curés primitifs, seront & demeureront patteillement affranchis de tous droits d'amortissement & de nouvel acquêt ; n'entendant néanmoins que les gros Décimateurs ou curés primitifs puissent répéter aucuns droits de ce genre qui auroient été payés avant le présent arrêt. Fait au conseil d'état du roi , sa majesté y étant , tenu à Versailles le vingt-neuvième janvier mil sept cent soixante-seize. *Signé de Lamoignon.*

deux parties. Dans la première, nous examinerons s'il est juste que l'église subviene aux besoins de l'état, & nous verrons de quelle manière elle y est subvenue en différens temps, jusqu'au seizième siècle. Dans la seconde, nous ferons voir quelle forme depuis cette époque ont prise les subventions que l'église accorde aujourd'hui au roi pour l'état ; comment s'en fait la répartition, & de quelle manière doit s'en faire le payement.

### P R E M I E R E P A R T I E.

*Où l'on examine s'il est juste que l'église subviene aux besoins de l'état, & où l'on fait voir de quelle manière elle y est subvenue jusqu'au seizième siècle.*

La question qui fait le sujet de l'examen préliminaire que nous proposons ici, n'est sans doute pas difficile à résoudre pour ceux qui sont imbus des vrais principes de la religion, & qui connoissent les premiers temps de l'histoire de l'église.

JESUS-CHRIST en jetant les fondemens de sa religion, dit à ses apôtres que son règne ne s'étendoit point sur les choses temporelles de ce monde, & leur déclara même qu'il ne leur laisseroit après lui pour héritage, que la pauvreté, l'humiliation & les souffrances ; mais il leur laissa l'exemple de ses vertus & un évangile de paix & de charité à prêcher par toute la terre. Ce furent les leçons de cette charité chrétienne, qui ranimant dans les cœurs l'amour du prochain, portèrent les premiers fidèles à vivre entr'eux comme des frères, & à se faire

un patrimoine commun de leurs richesses sous l'administration de ceux qui avoient en même-temps en dépôt les trésors de la foi & de la morale évangélique. Dans les premiers temps du christianisme, les biens des fidèles, & ceux des ministres de l'église étoient donc en commun. Mais cette communauté ne pouvoit pas toujours subsister : le nombre des fidèles augmentant, & celui des clercs à proportion, il fallut se séparer ; séparation qui ne se fit qu'en laissant à ces clercs de quoi pourvoir à leurs besoins & à ceux des malheureux.

La portion réservée au clergé & aux pauvres ne se soutenoit qu'à la faveur des oblations de choses mobilières que leur faisoient les autres fidèles ; car dans ces premiers temps l'église persécutée ne pouvoit posséder aucune terre en propriété ; ce ne fut que lorsqu'elle eut obtenu des empereurs la faculté d'en acquérir, qu'elle commença à montrer une certaine opulence qui a toujours été en augmentant jusqu'à nos jours.

Ceux qui entroient dans l'église en qualité de ministres n'y entroient donc point pour s'enrichir, mais pour y travailler à la vigne du seigneur : ils n'usoient des biens qu'on leur offroit que suivant ce qui leur étoit nécessaire pour leur subsistance. Ils savoient parfaitement que les fidèles de qui ils les tenoient n'en pouvoient disposer contre le gré des souverains à la volonté desquels rien ne pouvoit les dispenser d'obéir ; & qu'en acceptant ces biens, ils n'en étoient pas moins obligés qu'eux de donner l'exemple de la plus parfaite soumission ; autrement ils auroient blessé un des préceptes les plus formels

de leur divin instituteur , si en prêchant que les fidèles devoient contribuer aux charges de l'état , ils s'y fussent eux-mêmes refusés. Cette obligation se trouvoit encore bien plus indispensable pour eux lorsque les empereurs leur eurent donné la liberté d'acquérir : plus ils devenoient riches , plus ils diminueoient les facultés des autres sujets , plus ils avoient besoin d'être protégés , & par conséquent ils étoient obligés de contribuer aux charges nécessaires pour défendre leurs biens ainsi que ceux des autres citoyens.

Ainsi en partant des vrais principes de la religion & du contrat social , ce n'est point une injustice d'exiger que le clergé d'aujourd'hui , qui représente le corps des premiers ministres de la religion , & qui ne tient le bien qu'il possède que de la libéralité des fidèles ou des princes chrétiens , se prête comme les autres corps de l'état aux secours qu'exige l'intérêt commun de la société dont il fait partie.

Si nous considérons les faits des premiers temps de l'histoire de l'église , nous voyons bien que les empereurs accordoient aux clercs l'exemption des charges publiques personnelles , telles que celles de travailler à la construction des ponts & des chemins : mais c'étoit parce que cette exemption honoroit leur ministère ; & encore cette faveur n'avoit-elle d'étendue qu'autant que les circonstances le permettoient ; car le prince favoit la resserrer suivant les besoins de l'état. Quant aux biens temporels de l'église , elle payoit exactement aux empereurs une imposition sur ses fonds comme les particuliers la payoient sur les leurs. Justinien par sa

novelle 37 de l'an 535, en permettant aux évêques d'Afrique de rentrer dans les biens dont les Ariens s'étoient emparés, ne le fit qu'à condition que l'on payeroit les charges ordinaires dont ces biens étoient tenus. Il y avoit plusieurs boutiques à Constantinople dont les revenus étoient destinés pour les frais de sépulture ; cet empereur ne voulut exempter qu'une partie de ces boutiques, de peur qu'une exemption trop étendue ne devînt préjudiciable au public. Les fonds appartenans à l'église de Rome n'étoient pas plus privilégiés que les autres biens ecclésiastiques, comme on le voit par une lettre de saint Grégoire, qui recommandoit aux défenseurs de Sicile de faire cultiver avec soin les terres de ce pays qui appartennoient au saint siège, afin qu'on pût payer plus facilement les impositions dont elles étoient chargées.

Les clercs de ce temps-là étoient bien éloignés de regarder comme une injustice la demande qu'on leur faisoit des impositions auxquelles leurs biens étoient assujettis ; on peut en juger par ces paroles de saint Ambroise (\*) :

« Lorsque l'empereur demande le tribut, nous  
» ne le refusons pas ; les fonds de l'église payent  
» le tribut ; si l'empereur revendique ces fonds,  
» il en est le maître ; c'est ce que nous ne saurions lui disputer.

» C'est donc un enseignement grand & spirituel tout à la fois, que celui qui apprend aux hommes chrétiens toute la soumission qu'ils doivent aux puissances les plus élevées, de

---

(\*) Elles ont servi à former les canons 27 & 28 de la cause 11, quest. 1, du décret de Gratien.

» crainte que personne ne songe à se soustraire  
» à la loi du prince de la terre ; car si le fils de  
» Dieu a payé le cens , quel personnage si dis-  
» tingué êtes-vous donc pour vous croire dis-  
» pensé de le payer » ?

On trouve aussi dans saint Augustin nombre de passages très-propres à convaincre que les premiers ministres de l'évangile n'ont jamais douté que les princes n'eussent autant d'autorité sur les biens de l'église que sur ceux des particuliers.

Il faut pourtant avouer que les clercs ne voyoient pas tous avec les yeux de la raison & de l'équité les impositions auxquelles on assujettissoit leurs biens. Ces biens consacrés à Dieu sont, disoient-ils, *les vœux des fidèles, le prix des péchés & le patrimoine des pauvres*. Si celui qui en retient une partie mérite le même châtiment qu'Ananie & Zaphira , quelle punition ne doit pas mériter celui qui a la témérité de s'en emparer ? On peut retrouver ce langage dans quelques-uns des anciens canons inférés dans les capitulaires de nos rois ; mais observez qu'on n'avoit alors en vue par ces sortes d'exclamations , que l'injustice des usurpateurs & des tyrans ; ce qui est bien loin de notre cas , où il s'agit seulement de savoir si le prince est fondé à retirer des biens ecclésiastiques les secours nécessaires ; & nous venons de voir qu'il n'est pas jusqu'aux fonds de l'église de Rome qui ne fussent assujettis à une contribution générale , sans que personne en murmurât.

Si des faits puisés dans l'histoire de l'église nous passons à nos faits historiques , nous verrons que dans les cinquième & sixième siècles ,



les françois s'étant rendus maîtres des Gaules , y suivirent ce que l'on avoit pratiqué pendant que ce pays avoit été sous la domination des empereurs chrétiens , c'est-à-dire que nos rois exemptèrent les clercs des charges ou corvées personnelles ; mais ils voulurent que les terres de l'église restassent assujetties aux charges ordinaires , & les charges ordinaires n'étoient pas simplement le payement de quelques rentes ou redevances en argent ; elles consistoient encore dans des droits particuliers qu'on pouvoit appeler droits seigneuriaux , tels que le droit de gîte & le service militaire , sans parler des dons gratuits que les ecclésiastiques faisoient comme les autres sujets dans les assemblées de la nation.

Toutes les églises séculières & régulières indistinctement , étoient assujetties à ce droit de gîte , qui consistoit à loger & nourrir le roi & ceux de sa suite quand il passoit dans les villes où ces églises étoient situées. Elles devoient recevoir aussi les officiers que le roi envoyoit dans les provinces ; lorsqu'elles y manquoient , on décernoit de grosses amendes contre ceux qui en percevoient les revenus ; c'est ce que fit Charlemagne en 802 , contre les évêques qui avoient manqué à recevoir les ambassadeurs que lui envoyoit le roi de Perse. Il n'y avoit d'exemption à cet égard que pour les églises qui en jouissoient par un privilège particulier (\*) ;

---

(\*) Tel étoit le monastère de saint Corneille de Compiègne qui en avoit été affranchi par Charles le Chauve comme on peut le voir par le spicilège ou le recueil de Dom Luc d'Achery.

mais le plus souvent on permettoit d'acquitter ce droit en argent afin de ne pas troubler les évêques dans leurs fonctions, ou les religieux dans leur retraite.

A l'égard du service militaire, on peut voir à l'article BAN ET ARRIÈRE-BAN, que les ecclésiastiques n'en étoient pas plus exempts que les autres sujets du roi. Dès qu'il avoit une guerre à soutenir, les églises qui possédoient quelque fonds considérable, étoient obligées d'envoyer à l'armée un certain nombre de personnes, & de les y entretenir à leurs dépens. L'évêque ou l'abbé devoit être à la tête de ses vassaux. Hincmar, archevêque de Reims, écrivant au pape Nicolas, lui mande qu'il doit bientôt partir, malgré ses infirmités, pour aller à l'armée avec ses vassaux contre les Bretons & les Normands. Il ajoute que les autres évêques sont obligés d'y aller comme lui suivant *la dure coutume du pays*. « Si les évêques, dit ailleurs » ce prélat, tiennent des biens considérables du » roi & de l'état, peuvent ils se dispenser de » rendre à l'état les services que leurs prédé- » cesseurs lui ont toujours rendus » ?

Le droit de gîte & de service militaire dont nous parlons, ont continué bien avant sous la troisième race de nos rois. Les ecclésiastiques ne font plus aujourd'hui ce service militaire, parce qu'ils payent pour en tenir lieu.

Outre le droit de gîte & le service militaire, les ecclésiastiques accordoient encore, comme nous l'avons dit, des dons gratuits; c'est ce que nous apprend la chronique de saint Arnoult de Metz, où l'on voit que Lothaire tint son parlement à Compiègne l'an 833, & qu'il y reçut  
les

les présens que lui faisoient *tous les ans* les évêques, les abbés, les comtes & le peuple. Ces dons, comme l'observe Fauchet, étoient proportionnés aux biens que chaque sujet possédoit.

Quelque légitime que fût cette contribution, le clergé chercha à peu près dans le même temps à s'y soustraire. Il prétendit que les biens de l'église devoient être, ainsi que ses ministres, exempts de toute charge publique. Hincmar, cet archevêque de Reims dont nous venons de faire voir la soumission aux ordres du prince lorsqu'il étoit question du service militaire, fut un de ceux qui cherchèrent le plus vivement à défendre l'immunité des biens ecclésiastiques. L'esprit saint, disoit-il dans une lettre à Louis III, nous a enseigné que les biens de l'église sont appelés *oblation* parce qu'ils sont offerts & consacrés à Dieu. Ces biens sont les vœux des fidèles, le prix des péchés, &c., & il en concluoit qu'il étoit défendu d'y toucher, à moins qu'on ne voulût encourir le même châtimement que celui de Saphire & d'Ananie. Plusieurs autres prélats allèrent jusqu'à soutenir que l'exemption dont il s'agissoit, concernant les biens & la personne des ecclésiastiques, étoit de droit divin; & soit que cette opinion se fût accréditée, soit que le gouvernement se sentît trop foible dans ce temps-là pour vaincre la résistance du clergé, les ecclésiastiques trouvèrent le secret de s'exempter du don annuel que chacun d'eux avoit coutume de faire au roi ainsi que les autres sujets.

Cependant les guerres d'outre-mer ayant

exigé des subventions extraordinaires , le clergé n'osa point s'y soustraire , attendu que ces guerres intéressoient la religion , & il entra par politique ou par contrainte dans les dépenses qu'elles exigeoient. Louis-le-Jeune , qui se croisa l'an 1146 , fit une levée de deniers sur les biens ecclésiastiques ( \* ). Philippe - Auguste s'étant croisé en 1188 avec l'empereur & Richard roi d'Angleterre , pour reprendre Jérusalem sous Saladin , soudan d'Egypte , les états s'assemblèrent , & on ordonna que chaque particulier qui ne passeroit point en Palestine , fut-il ecclésiastique , payeroit la dixième partie de ses biens (\*\*).

Le concile de Latran tenu l'an 1215 sous Innocent III , se plaignit amèrement de ce qu'on mettoit ainsi les églises à contribution. « C'est » pourquoi , est-il dit au chapitre 4 *des immunités des églises* , nous défendons sous peine d'anathème , d'en agir de cette manière , à moins » que l'évêque & le clergé ne jugent la chose » indispensable dans un cas de si grande nécessité que les facultés des laïcs ne puissent y » suffire. Si les consuls & tous ceux qui mettent

(\*) Cette levée se constate 1°. par un compte que rendit un religieux de saint-Benoît sur Loire , chargé de l'administration du temporel de son abbaye ; 2°. par une lettre de l'abbé de Ferrières qui pour se mettre en état de payer sa taxe , demande du temps à Suger regent du royaume ; 3°. par une requête du chapitre de Brioude au roi Louis le Jeune. Ces trois pièces sont rapportées dans Duchesne.

(\*\*) Cette première dîme fut appelée *la dixme saladin* du nom de Saladin ; & c'est de cette imposition qu'est venu le nom de *Décimes* , donné depuis aux subventions qu'ont payées les ecclésiastiques.

» ces impôts ne veulent point , après avoir été  
 » avertis , changer de façon d'agir , qu'ils ap-  
 » prennent qu'ils encourent l'excommunication ,  
 » & qu'ils n'en doivent être relevés qu'après  
 » une satisfaction compétente. . . . . Qu'au  
 » surplus les laïcs sachent que si lorsque leurs  
 » facultés manquent , l'église daigne y suppléer  
 » par ses subsides , ils doivent lui en savoir beau-  
 » coup de gré & recevoir ses secours avec dé-  
 » votion & humilité ».

Cependant le concile ne laissa pas d'ordonner que tous les clercs payeroient la vingtième partie de trois années de leurs revenus pour le secours de la Terre-Sainte.

Ces levées , tantôt à une plus forte , tantôt à une moindre quotité , devinrent très-fréquentes dans le treizième siècle ; il y en eut treize sous saint Louis , & vingt-une sous Philippe-le-Bel (\*). Les deniers n'en étoient pas toujours

(\*) L'histoire nous apprend que les ecclésiastiques murmurèrent de ces subsides sous le règne de Philippe-le-bel , & en portèrent leurs plaintes à Boniface VIII qui occupoit pour lors le saint siège. Ce pontife impérieux donna en conséquence la fameuse bulle *clericis laicos* , où il défendit à tout clerc , prélat , religieux , de payer aux laïques quelque espèce de taxe que ce fût sous les noms d'aide , de prêt , de don gratuit , de subvention , &c. sans la permission du saint siège ; déclarant que ceux qui fourniroient ainsi de l'argent & ceux qui en recevroient , princes , rois ou empereurs , encourroient l'excommunication.

Philippe le bel comprenant parfaitement qu'il étoit le principal objet de cette bulle , usa de représailles ; & sans faire mention de Rome , défendit de transporter hors du royaume argent , joyaux , armes , vivres , &c. sans une permission signée de sa main.

Le pape au lieu de dissimuler que cette défense le re-

destinés aux guerres contre les mahométans , car l'usage s'étant introduit de faire des croisades contre les hérétiques & contre les excommuniés , on leva des Décimes pour soutenir ces guerres. Les papes eurent eurent eux-mêmes recours à ce moyen dans leurs guerres contre les princes chrétiens qu'ils faisoient passer pour ennemis de l'église. Les souverains qui en partageoient avec eux le profit , consentoient à ces impositions levées par des officiers de la cour de Rome. Il y eut aussi en différens temps des bulles par lesquelles les papes approuvèrent les Décimes que nos rois exigeoient dans les besoins pressans de l'état & sans aucun prétexte de religion. C'est ainsi que Clément VI approuva en 1348 les deux Décimes que demandoit Phi-

gardât , envoya au roi une autre bulle toute propre à aigrir le mal « Si l'intention de ceux qui ont fait cette décision , dit-il , a été de l'étendre à nous , aux prélats & » aux ecclésiastiques , elle est non seulement imprudente » mais insensée , puisque ni vous ni les autres princes séculiers n'avez *aucune puissance sur eux*. Cette seule prétention suffiroit pour vous soumettre aux censures portées » contre ceux qui violent la liberté de l'église. »

Le roi répondit dans un manifeste plein de vigueur que les ecclésiastiques étoient membres de l'état comme les autres , par conséquent obligés de contribuer à sa conservation ; qu'il craignoit Dieu , qu'il honoroit les ministres de l'église ; mais qu'ayant la justice de son côté , il ne redoutoit point d'injustes menaces.

Boniface s'adoucit ; & en donnant des explications de sa bulle , il se réduisit à dire que dans les nécessités urgentes , *les rois de France* peuvent recevoir des subsides du clergé sans la permission de Rome , & qu'il n'avoit point prétendu donner atteinte aux libertés , franchises & coutumes du royaume.

lippe-de-Valois. Nos rois n'avoient certainement pas besoin des bulles du pape à cet effet, mais elles pouvoient empêcher le clergé de murmurer.

Les Décimes en faveur des souverains pontifes se multiplièrent pendant le schisme d'Avignon, où chacun des papes traitoit de guerre sainte celle qu'il faisoit à ceux de l'autre obédience ; mais alors on s'y opposa fortement en France ainsi qu'à toutes les autres exactions des officiers de la cour de Rome. Depuis l'extinction du schisme & le concile de Basse, les Décimes furent plus rares, & il y eut de la part des papes plusieurs tentatives sans effet.

Nous venons de voir qu'il est juste que les ecclésiastiques contribuent aux besoins de l'état comme les autres sujets du prince, & de quelle manière ils y ont contribué jusqu'au seizième siècle, voyons maintenant comment ils y contribuent depuis cette époque.

## S E C O N D E P A R T I E.

*De la forme qu'ont prise depuis le seizième siècle les subventions que le clergé paye à l'état, & de la manière dont s'en font la répartition & le payement.*

En 1516 le roi François I<sup>er</sup> ayant eu à soutenir une guerre contre les turcs, Léon X donna une bulle par laquelle il accorda au prince une Décime pour un an sur le clergé de France, à condition néanmoins qu'elle ne seroit point employée à d'autre usage qu'à la guerre projetée.

On dressa pour lors une taxe de chaque bé-

néfice en particulier , taxe qui étoit de beaucoup au-deffous de la dixième partie du revenu. La répartition qui s'en fit est connue par les comptes qu'en rendirent les collecteurs à la chambre des comptes.

La taxe que cette répartition avoit pour objet ne devoit durer qu'un an ; cependant elle fut réitérée plusieurs fois sous le nom de don *gratuit* ou de don *charitatif équipollent à Décime* ; & en 1557, elle étoit devenue annuelle & ordinaire.

Lors de la tenue des états d'Orléans en 1560, le clergé craignant pour son temporel non-seulement de la part des hérétiques, mais encore de la part des catholiques, profita de l'assemblée des prélats à Poissy en 1561, au sujet du fameux colloque qui se tenoit avec les ministres de la religion prétendue réformée pour passer un contrat avec le roi : dans cet acte il s'engagea à payer pour les besoins de l'état, seize cens mille livres par an pendant six années, avec promesse de racheter dans dix ans six cens trente mille livres de rente au principal de sept millions cinq cens soixante mille livres dont l'hôtel-de-ville de Paris étoit chargé envers différens particuliers qui avoient prêté leur argent au roi.

En 1562 & pendant les années suivantes, Charles IX emprunta des sommes considérables dont il assigna les rentes sur les seize cens mille livres du clergé, comme si ce don avoit dû être perpétuel.

Lorsque le terme fixé par le contrat de Poissy fut près d'expirer, le même prince ordonna que le contrat seroit continué pour six autres années. Cependant l'assemblée de 1567 obtint la révo-



cation de cette ordonnance & la décharge de toutes les rentes assignées sur le clergé depuis 1561, à condition d'exécuter ce qui étoit prescrit par le contrat de Poissy.

Le clergé assemblé à Melun en 1570, prétendit qu'il avoit satisfait à toutes les clauses du contrat fait à Poissy; & que par le moyen des impositions fixées en 1567, il avoit fourni l'argent nécessaire pour le remboursement de toutes les rentes créées avant 1561. Il y eut à ce sujet des contestations avec les officiers de l'hôtel-de-ville, mais le clergé passa un contrat avec le roi Henri III au mois de février 1580, par lequel ce prince déclara qu'il ne jugeoit pas à propos de faire décider la question de la validité des contrats faits en 1567; il se contenta de demander les mêmes secours que ceux qu'on avoit accordés à ses prédécesseurs. Le clergé de son côté ayant protesté contre les contrats en vertu desquels on prétendoit l'obliger, consentit de payer pendant six ans une somme pour la décharge de l'état, sans que cette concession pût préjudicier aux moyens de défenses qu'il avoit proposés & aux répétitions de deniers qu'il entendoit exercer (\*).

En 1586 le clergé fit avec le roi un contrat pareil au précédent, & ce contrat se renouvelle par toutes les grandes assemblées que le clergé tient de dix en dix ans. Mais observez que la somme de treize cens mille livres qui faisoit le montant du contrat de 1580, a été réduite en différentes époques à mesure que les diocèses

---

(\*) Cette somme accordée au roi pour six années seulement fut de treize cent mille livres chaque année.

particuliers ont remboursé différentes parties de rentes dont le clergé étoit chargé ; elle n'étoit plus en 1726 , que de quatre cens quarante-deux mille six cens quarante-fix livres ; & cette subvention qui , comme nous l'avons dit , se renouvelle tous les dix ans , s'appelle *Décime ordinaire*. Les deniers qui en proviennent sont destinés à payer les rentes de l'hôtel-de-ville assignées sur cette subvention , & à acquitter les gages des officiers des Décimes.

Comme ces deniers n'entrent point dans les coffres de nos rois , ils ont demandé de temps en temps au clergé des secours extraordinaires sous le titre de *don gratuit*. Ces secours n'ont d'abord été accordés que pour des occasions pressantes. Telle fut celle de la guerre de 1621 contre les prétendus réformés ; du siège de la Rochelle en 1628 ; de la guerre contre l'Espagne en 1636 (\*). Ensuite il ne s'est pas tenu d'assemblée du clergé soit ordinaire , soit extraordinaire , sans que les besoins de l'état n'aient engagé à demander une subvention particulière.

#### *Répartition des Décimes.*

La première répartition des Décimes se fait sur chaque diocèse dans l'assemblée générale du clergé , & cette répartition s'appelle *département*. Ensuite dans chaque diocèse le bureau des Décimes (\*\*) distribue sur chaque bénéficiaire de

---

(\*) On en accorderoit aussi pour des cérémonies extraordinaires comme celles du sacre & du mariage des rois.

(\*\*) Voyez à l'article BUREAU ce qui concerne les *bureaux des Décimes* , & observez qu'avant l'établissement de ces bureaux , les officiers des élections repartissoient les Décimes comme les autres impositions.

son district la somme pour laquelle le diocèse est compris dans le département, & cette distribution s'appelle *répartition*.

Le plus ancien département dont il nous reste une trace marquée, est celui qui eut lieu en 1516 sous François 1<sup>er</sup>. , & dont nous avons parlé. Quoique ce département dût servir de règle pour les années suivantes, on ne laissa pas de s'en écarter en bien des occasions jusqu'à l'édit du mois de janvier 1599 ; mais pour faire cesser tous les différends qui naissoient à chaque imposition sur l'égalité des taxes, il fut ordonné par l'article 2 de cette loi, « que l'ordre & » département de la Décime accordée en ce » royaume en l'année 1516. . . . , ne pourroit » être changé sous quelque prétexte que ce » fût ».

Malgré cet édit, il paroît qu'on n'a pas toujours été exact à se conformer au département dont il s'agit, comme on en peut juger par les procès verbaux de plusieurs assemblées, & cela parce qu'on n'a jamais pu regarder ce département comme conforme à l'état actuel des bénéfices. Le clergé n'a pas néanmoins osé le réformer de son autorité ; il a cru avec fondement qu'il lui falloit des lettres-patentes à cet effet. Il est pourtant vrai de dire qu'on n'a point recours à ce département pour savoir quelle somme un bénéficiaire ou une communauté doit porter des Décimes, quand il y a eu une cottisation pendant trente années, à une somme différente de celle à laquelle étoit l'imposition par le premier département, ou quand il y a eu des transactions ou des arrêts qui en ont fixé autrement le taux : c'est ce qui résulte d'un édit de 1606

en vertu duquel plusieurs bénéfices qu'on avoit omis par inadvertance de comprendre dans le département de 1516, ou qui avoient été établis depuis le règne de François premier, ont été imposés aux Décimes. On a ordonné la même chose en 1635 pour les monastères de nouvelle fondation. Mais observez que la part des Décimes qu'ont portée ceux qui ont été imposés en vertu de ces réglemens, a dû tourner au profit des curés dont le revenu est peu considérable, & que nos rois ont voulu qu'on déchargeât d'une partie de leurs Décimes ordinaires.

Le département de 1516 n'ayant donc point paru dans la suite une règle assez juste pour s'y conformer sans réserve, l'assemblée du clergé en 1641, arrêta qu'on députeroit des commissaires des provinces de deçà & de delà la Loire pour procéder à un nouveau département. Mais dans ce département on ne comprit point tous les bénéfices de chaque diocèse; on n'y imposa pas non plus toutes les sommes qui devoient être levées; on en laissa à imposer par les évêques & par les députés aux bureaux des diocèses sur les bénéfices non compris dans leurs départemens. On se contenta de taxer les bénéfices dont on crut suffisamment connoître le revenu, & on renvoya aux évêques & aux députés des diocèses à faire le réglement des autres bénéfices sur trois pieds différens; savoir, 1°. du tiers du revenu pour les abbayes, prieurés simples & conventuels, chapelles & autres bénéfices simples, 2°. de la sixième partie pour les cures; 3°. de la dixième pour les chapitres & les communautés.

Ce département n'étant point propre à répondre au vœu du clergé pour une contribution plus égale & moins arbitraire , on a souvent cherché à le rectifier. Les dernières opérations à cet égard , & qui ont réussi , sont celles qui furent confiées en 1755 à M. de la Rochefoucault archevêque de Rouen ; le département qui en est résulté , & auquel on a mis la dernière main en 1765 , est celui auquel on se conforme aujourd'hui : les contribuables ne peuvent point le rejeter , du moins en ce qui concerne les subventions extraordinaires , parce que les lettres-patentes qui s'expédient sur les contrats des Décimes & autres subventions , portent presque toujours qu'elles se percevront suivant le rôle qui sera fait dans chaque diocèse , en exécution des départemens de l'assemblée , par les évêques ou leurs vicaires généraux , les syndics & députés de chaque diocèse , suivant la qualité & le revenu des bénéfices.

L'imposition que fait le clergé pour les dons gratuits n'a lieu que sur les pays sujets aux Décimes. Il y a même dans ces pays des provinces qui sont abonnées à une somme fixe tant pour les Décimes ordinaires que pour les subventions extraordinaires ; & la règle générale est que le clergé ne puisse les charger au delà , à moins que le roi ne permette de déroger à ces abonnemens , comme cela est arrivé en 1760 & 1762.

Les chevaliers de Malte ont aussi une espèce d'abonnement avec le clergé par une transaction du 10 avril 1606 , qu'on nomme *la composition des rhodiens* , du nom de l'île qu'ils habitoient avant qu'ils fussent à Malte. Ces chevaliers se

prétendoient exempts des Décimes lorsqu'ils y furent assujettis par le clergé lors du contrat de Poissy pour une somme de trente-sept mille huit cens cinquante-sept livres. Ils obtinrent même un arrêt du conseil de l'année 1568, qui modéra cette taxe à vingt-six mille quatre cens vingt-huit livres; mais ils furent remis à la première imposition en 1573; ce qui donna lieu à un procès entr'eux & le clergé terminé par la transaction dont nous venons de parler, suivant laquelle ils se soumirent à une contribution annuelle de la somme de vingt-huit mille livres. Les contrats que le roi passe avec le clergé tous les dix ans, font mention de cette contribution des chevaliers de Malte : elle se paye entre les mains du receveur général du clergé, où l'on rapporte quittance de pareille somme du receveur des prévôts des marchands & échevins de la ville de Paris (\*).

---

(\*) La composition dont il s'agit ne s'entend que pour la Décime ordinaire; car le clergé a droit d'exiger que l'ordre de malte contribue aux subventions extraordinaires comme tous les autres corps & communautés du royaume. Le roi ne l'y comprend pas ordinairement; mais voici comment sa majesté s'explique sur cet article par l'arrêt du conseil du 24 mai 1760, revêtu de lettres patentes : » ne » seront compris dans les départemens (à faire pour l'im- » position de seize millions de don gratuit accordé par dé- » libération du clergé du 30 avril précédent) les grands » prieurés & commanderies de l'ordre de malte, en con- » sidération des dépenses que les chevaliers ou commandeurs » sont obligés de faire pour la défense de la chrétienté, » sans préjudice toutefois de les imposer lorsque le clergé le » jugera à propos, suivant le traité fait avec eux ».

Le clergé se fit une pareille réserve à leur égard lors du contrat de subvention extraordinaire de 1700. Dans les

Pour acquitter les subventions extraordinaires, on a pris quelquefois le parti de permettre l'aliénation des biens ecclésiastiques, mais ce moyen qui auroit dans la suite des temps dépouillé l'église d'une partie considérable de son temporel n'est plus en usage. A présent on se renferme dans deux moyens : le premier, de partager le don gratuit en plusieurs années, & de faire payer chaque année aux bénéficiers une partie des fonds. Le second moyen qu'on emploie quand le roi desire d'être secouru sur le champ, ou quand la somme est si considérable qu'on ne pourroit la lever sur les bénéficiers sans les incommoder, est de faire un emprunt au nom du clergé, de la somme qu'on remet dans les coffres du roi, & de constituer des rentes en faveur de ceux qui ont prêté leur argent. On impose ensuite sur les bénéficiers une somme plus forte que celle qui est nécessaire pour acquitter les arrérages de la rente, afin d'employer le surplus à rembourser une partie

---

contrats suivans pour la subvention tenant lieu de capitation & de dixième ; & dans celui de 1715, les chevaliers de malthe furent compris au nombre de ceux qui devoient porter leur part des impositions.

On a gardé dans le clergé trois formes différentes d'imposer les prieurs & les commandeurs de l'ordre. Quelquefois les rois ont bien voulu régler la somme qu'ils seroient obligés de donner à la décharge du clergé. Dans d'autres occasions les prieurs & les commandeurs, pour éviter toute difficulté, sont convenus d'une certaine somme pour la part que leurs prieurés & leurs commanderies devoient porter. La troisième forme qu'on a gardée a été de les comprendre à proportion de leurs revenus, dans les rôles des diocèses où leurs commanderies sont situées. C'est ce que nous apprennent les mémoires du clergé.

du principal. Par ce moyen on empêche que les subventions ne deviennent des charges perpétuelles pour les bénéfices (\*).

---

(\*) Les lettres-patentes qui permettent l'emprunt, portent ordinairement que les étrangers pourront acquérir les rentes que le clergé constituera à ceux qui lui prêteront leurs deniers, sans que ces rentes ni les capitaux soient sujets au droit d'aubaine par rapport à eux ; de manière que ces étrangers peuvent en disposer même par testament, que leurs héritiers non-regnicoles y succèdent, & que ces mêmes rentes ne sont dans le cas ni de la confiscation ni de la représaille, lors même que ceux qui s'en rendent acquéreurs se trouvent les sujets d'un prince qui fait la guerre à la France ; elles ne sont pas sujettes non plus à être saisies par les créanciers, soit regnicoles, soit étrangers, de ceux en faveur de qui elles sont constituées. Elles ont même une hypothèque solidaire sur tous les biens du clergé : les intérêts s'en payent de six en six mois au bureau de la recette générale du clergé. Ces rentes ne peuvent être retardées, retranchées ni réduites pour quelque cause que ce soit.

Si quelque'un des rentiers a besoin de son argent, le clergé a le pouvoir d'emprunter au denier vingt la même somme que celle qui compose le capital de ce rentier, & de subroger le nouveau créancier à l'ancien. en marquant dans le nouveau contrat que l'emprunt a été fait pour payer un créancier du clergé, & déclarant dans la quittance que les deniers ont été empruntés de celui en faveur duquel a été passé le nouveau contrat.

C'est ordinairement le président de l'assemblée, qui avec un prélat & les deux agens ont pouvoir du clergé d'emprunter. Quelquefois on permet à quelques-uns des commissaires de passer seuls les contrats en l'absence des autres.

Observez que les emprunts que feroient des corps particuliers ou des communautés ecclésiastiques pour le paiement de leurs Décimes ne feroient point valables, parce que ces sortes de charges ainsi que toutes celles qui sont attachées à la jouissance des biens d'église doivent se prendre sur les fruits mêmes, sans quoi les bénéficiers pour se soulager dé-



Quand une fois le montant des subventions est arrêté , la répartition peut s'en faire « sur » tous les bénéfices & sur toutes les communautés séculières & régulières de l'un & de l'autre sexe, même des religieux & religieuses hospitaliers qui ont l'administration de leurs revenus, & qui ont d'autres biens que ceux destinés par fondation à l'entretien des pauvres.

» Sur les collèges, séminaires nouvellement établis, menſes conventuelles, ſoit qu'elles ſoient composées de fonds ou ſeulement payées en pension d'argent, ou autrement, offices clauſtraux, dignités dans les églises, chapelles, preſtmonies, obits en quelques églises, paroisses & chapelles qu'ils ſoient fondés, maladreries non réunies à des hôpitaux, fabriques, confréries même de pénitens; fondations rurales payant ou non payant taille, & généralement ſur tous les poſſédans & jouiſſans des biens eccléſiaſtiques, de quelque qualité qu'ils ſoient, payant ou non payant Décimes; ſur tous les emplois eccléſiaſtiques & honoraires, pensions, même ſur les gages des chantres & autres du bas chœur, &c. »

Il faut voir à ce ſujet les lettres-patentes des 9 juillet 1715, 14 août 1740, 24 mai 1760.

D'après des diſpoſitions ſi générales, il eſt

---

fruiroient les bénéfices. Ainſi les ſucceſſeurs en ce cas ſont déchargés envers les créanciers, ſauf à ceux-ci à ſe pourvoir perſonnellement contre les emprunteurs ou contre leurs héritiers, lorſque les membres de ces corps ou de ces communautés ſont des eccléſiaſtiques ſéculiers.

aisé de voir que tous ceux qui participent aux biens du clergé sont aussi dans le cas de participer aux charges qu'on lui impose. Ceux qui possèdent des pensions sur les bénéfices n'en sont pas plus exempts que les titulaires eux-mêmes. Les taxes qu'ils ont payées n'ont cependant pas toujours été sur le même pied : elles ont quelquefois été du douzième de la pension par chaque année, quelquefois du tiers en trois ans, d'autrefois du quart, & il y a eu des contrats où elles ont été réglées au sixième (\*). Ils doivent payer leur cote-part nonobstant toute convention dérogatoire ; il n'y a d'exception qu'à l'égard des curés qui ont résigné pour cause de maladie ou après un service de quinze ans. C'est ce qui résulte des lettres-patentes du 9 juillet 1715 (\*\*).

Les curés à portion congrue qu'on peut regarder comme des pensionnaires, avoient été fixés à une taxe de cinquante livres par la déclaration du roi de 1690 ; mais par les lettres-patentes du 9 juillet 1715, il fut permis de les augmenter de dix livres pour leur tenir lieu de capitation & de dixième ; ce qui fait en total soixante livres. Cette taxe déjà assez forte pour ces ecclésiastiques qui supportent le poids du

---

(\*) La délibération de l'assemblée du clergé de 1760, fixe la contribution des pensionnaires aux trois dixièmes de leur pension.

(\*\*) C'est une question qui n'est pas encore décidée si dans le cas où la somme à laquelle les pensionnaires sont cotisés excède l'imposition du titulaire, celui-ci doit profiter du surplus de ce que le pensionnaire est obligé de fournir, ou si le pensionnaire peut se borner à acquitter la taxe du titulaire, *Voyez les mémoires du clergé.*

ministère , peut néanmoins être augmentée suivant le contrat passé avec le clergé le 27 mai 1742 , à l'égard de ceux qui ont des casuels considérables , des noales ou vertes dîmes , & cela sans aucun recours contre les décimateurs. L'édit du mois de mai 1768 en augmentant la portion congrue de ces curés , ordonne par l'article 9 qu'ils continueront de payer les Décimes en proportion du revenu de leurs bénéfices (\*).

---

(\*) Sur la question de savoir si les cures & les bénéfices dont le patronage dépend de l'ordre de Malte doivent contribuer aux Décimes , on trouve divers préjugés pour l'affirmative dans les rapports de l'Agence en 1740 , 1745 & 1750. Les chevaliers de Malte ont cherché à soutenir l'exemption de ces bénéfices sous prétexte de la taxe que l'ordre paye pour ses biens , ils se sont même souvent pourvus au grand conseil pour la défendre ; mais le conseil du roi a toujours jugé que ce tribunal étoit incompétent pour connoître des impositions du clergé , & sa majesté sans rien décider au fond , a toujours ordonné que les rôles du diocèse dans lequel se trouvoient compris les bénéficiers de l'ordre , ainsi que les fabriques qui dépendoient de leurs bénéfices seroient exécutés par provision : le dernier arrêt rendu à ce sujet est du 19 juin 1745.

On peut conclure de là qu'on ne doit point s'arrêter à la note qui se trouve sur l'article *Décime* dans Denisart , où il est dit qu'un arrêt du grand conseil du 19 février 1725 a jugé que les cures & autres bénéfices de l'ordre de Malte n'étoient point sujets aux Décimes & autres impositions du clergé. Il est vrai que le grand conseil étoit originairement fondé à connoître des Décimes par l'article 2 de l'édit de Henri II de 1552 , mais cette attribution ne subsiste plus depuis l'établissement des chambres ecclésiastiques. C'est ce que prouve un arrêt du conseil privé du 10 juillet 1643 , qui renvoie à la chambre ecclésiastique de Reims le procès d'entre les religieux Bénédictins de la congrégation de S. Maur & les receveurs des Décimes du diocèse , nonob-

Le payement des Décimes a souvent donné lieu à des contestations entre les religieux en conventualité & leurs abbés depuis le partage des biens des monastères. L'usage à cet égard n'est pas uniforme. Il y a des monastères dont l'abbaye est seule comprise dans la cote de l'imposition ; alors l'abbé la paye entièrement , & l'on présume que la menſe conventuelle n'ayant pas été ſéparée de la menſe abbatiale , elle n'a pas été comprise dans l'imposition. Mais dans les abbayes où l'abbé & les religieux ont des menſes ſéparées , c'eſt une obligation des religieux de payer la taxe de leur imposition ſans pouvoir la répéter à l'abbé qui jouit du lot des charges ou du tiers-lot , quand même ce tiers-lot ne ſeroit point épuisé.

Par un arrêt du parlement de Paris du 8 avril 1702 , cité dans le rapport des agens du clergé de 1705 , & rendu entre l'abbé & les religieux du Gard , diocèſe d'Amiens , il a été ordonné que l'abbé ſeroit tenu d'acquitter les Décimes ordinaires & extraordinaires , dons gratuits &

ſtant l'évocation générale au grand conſeil de toutes les cauſes de cette congrégation alors unie à l'ordre de Cluni.

Au reſte on trouve dans Papon & dans Tournet un arrêt de la cour des aides du 21 juin 1559 , qui a jugé exemptes des Décimes , pluſieurs cures dépendantes ou étant à la préſentation des grands-prieurs & chevaliers de Saint-Jean de Jérusalem. On trouve auſſi dans la bibliothèque de Bouchel au mot *taxes* , un autre arrêt du conſeil privé tenu à Paris le 13 février 1600 , par lequel les curés de la commanderie de la chapelle Vahours ont été déchargés du payement des Décimes & ſubventions envers le clergé du diocèſe de Cahors , avec déſenſes aux ſyndic & députés de ce diocèſe de les comprendre dans les rôles ſuſſéquens.

autres taxes qui ne sont point imposés sur la menſe conventuelle, & que les religieux demeureroient chargés de leur part des rentes nouvelles, dons gratuits & ſubventions extraordinaires du clergé qui ſeroient imposés sur la menſe conventuelle conformément aux contrats du clergé, lettres-patentes & déclarations données en conſéquence. Cet arrêt confirme la règle générale, qui veut que les anciennes Décimes ſoient à la charge du tiers-lot, & par conſéquent de l'abbé commendataire ; & que les nouvelles imposées sur la menſe conventuelle ſoient à la charge des religieux ſans aucun recours contre le tiers-lot ou l'abbé qui en jouit. C'eſt auffi ce que portent les lettres-patentes de 1758, 1760 & 1762.

Avant les ſecours tenant lieu de capitation & de dixième, les eccléſiaſtiques n'étoient imposés à aucune ſubvention pour leur bien patrimonial ; de ſorte qu'ils ne payoient rien au roi quand ils ne poſſédoient aucun bénéfice. On a dérogé à cette règle pour les ſubventions extraordinaires de 1710 & 1711, & pour celle de 1715 qui ſe paye par des états de diſtraction ſur le produit des impositions précédentes à cauſe de la réduction des rentes. C'eſt pourquoi on fait porter une partie de la taxe à tous les eccléſiaſtiques à proportion des biens laïcs qu'ils poſſèdent, même du titre ſacerdotal ſur lequel ils ont été ordonnés (\*).

---

(\*) Sur la queſtion ſi les biens d'églife qui ſont ſoumis à la taille, dans les pays où elle eſt réelle, doivent ſupporter encore la charge des Décimes, Deſpeiffes en ſon *traité des tailles* ne met aucun doute à la négative : cepen-

Les bénéficiers , outre la taxe de leurs bénéfices , portent encore une partie de l'imposition pour leur patrimoine ; & les particuliers qui sont taxés en corps avec une communauté , le sont encore séparément pour leur patrimoine lorsqu'ils en ont. Chacun doit être taxé dans le lieu de sa résidence ordinaire pour cette part personnelle de l'imposition qui est dépendante du bénéfice.

Quand il y a des annexes qui dépendent d'un bénéfice , le titulaire doit être taxé au chef-lieu de ce bénéfice. Il en est de même des bénéfices unis aux communautés. N'importe que ces annexes soient d'un autre diocèse ou qu'elles soient situées dans un pays exempt de Décimes. Il n'y a d'exception que pour les bénéfices unis à d'autres bénéfices ou à des communautés imposées séparément aux Décimes en 1516 , ou aux subventions extraordinaires par le département de 1641.

Le chapitre de Notre-Dame d'Autun avoit été imposé à la subvention tenant lieu de capitation , tant pour les biens qu'il avoit dans le pays sujet aux Décimes , que dans le comté de Bourgogne qui en est exempt. Le clergé du comté de Bourgogne ayant fait un don au roi de quarante-cinq mille livres au lieu de capitation , on imposa le chapitre de Notre - Dame d'Autun pour les fonds qu'il possédoit dans cette

---

dant son opinion n'a point été encore admise absolument dans les assemblées du clergé ; mais on peut dire que cette considération est toujours un motif sinon de décharge absolue , du moins de diminution sur la cote des contribuables dans les bureaux diocésains.

province. Le chapitre se plaignit de cette imposition & fit voir qu'il ne devoit point être imposé deux fois à cette subvention pour le même bien. Sur ses plaintes il intervint un arrêt au conseil du roi le 2 octobre 1702, qui déchargea le chapitre de la taxe qu'on avoit imposée sur ses biens de Franche-Comté, & qui ordonna la restitution des sommes payées.

Un arrêt du conseil d'état du 21 mars 1702, contient plusieurs réglemens pour procurer des facilités à la contribution des secours extraordinaires tenant lieu de capitation pour les clercs qui sont enfans mineurs, pour les aumôniers, les précepteurs & autres ecclésiastiques.

D'Héricourt en ses *lois ecclésiastiques* (\*), dit que les hôpitaux, les maladreries, les fabriques, les communautés de mendiants, & quelques communautés établies en France depuis peu de temps, ne sont point compris dans les rôles des Décimes; mais par les lettres-patentes de 1715, de 1760 & 1762 que nous avons rapportées ci-dessus, il n'y a plus d'exemption aujourd'hui que pour les vrais hôpitaux.

A l'égard des collèges, il faut distinguer ceux qui sont sous la direction des communautés des villes où ils sont établis, de ceux dont les revenus sont donnés à une communauté ecclésiastique à la charge d'enseigner : les premiers ne sont point dans le cas d'être compris aux Décimes; mais pour les autres, ils sont regardés comme biens ecclésiastiques, & en cette qualité sujets à l'imposition.

Les cardinaux étoient autrefois exempts des

---

(\*) Chapitre des *Décimes*, n. 4.

Décimes dans le temps qu'elles se levoient en vertu des bulles des papes qui les en exemptoient en termes exprès. Ils ont joui de ce privilège jusqu'à ce que les Décimes aient été payées en vertu de contrats passés entre le roi & le clergé; mais sa majesté pour les indemniser, leur a accordé une somme à-peu-près pareille à celle de leurs Décimes, à prendre sur le receveur-général. Cette somme fut fixée en 1636 à trente-six mille livres, dont les six plus anciens cardinaux profitent également.

Les mémoires du clergé nous apprennent que l'exemption des Décimes a été quelquefois accordée aux fils des chanceliers de France. Le premier exemple de cette exemption qui ne dura que deux ans, fut en faveur de l'abbé de Saint - Evroult, fils du chancelier d'Aligre, à qui l'assemblée de 1625 accorda la décharge des Décimes pour les bénéfices qu'il possédoit. On trouve deux exemples pareils en 1675 & en 1680.

Quand un bénéficiaire, un corps ou une communauté a été mis hors d'état de payer sa taxe par des événemens extraordinaires & non prévus par les contrats, tels que seroit une incursion de troupes ennemies, un campement des armées du roi, la décharge qui en résulte demeure pour le compte de sa majesté. Il n'en est pas de même des autres accidens particuliers qui ont pour cause des grêles, des incendies, des inondations; les décharges qui en résultent n'occupent point les assemblées générales; elles se traitent dans les bureaux particuliers des diocèses. Mais pour empêcher qu'il ne soit extorqué de ces décharges sous des prétextes spécieux, on exige



que la preuve des faits qui peuvent y donner lieu se fasse devant les trésoriers de France ou devant le plus prochain juge royal ressortissant nûment au parlement. Ce juge accorde une surséance de trois mois au diocèse ou au receveur, & il donne son avis sur la diminution qu'il croit devoir être accordée. On envoie les procès-verbaux & l'avis aux agens généraux du clergé, qui du consentement du syndic & des députés du bureau du diocèse, sollicitent au conseil l'arrêt de décharge en faveur des bénéficiers ou des receveurs. Le roi alors remplace à l'hôtel-de-ville les sommes dont les diocèses, les bénéficiers & les receveurs ont été ainsi déchargés.

Les Décimes ont lieu dans toutes les provinces du royaume, même dans celles qui ont été réunies à la couronne depuis le département de 1516, excepté dans les évêchés de Metz, Toul, Verdun & leurs dépendances ; dans l'Artois, la Flandres françoise, la Franche-Comté, l'Alsace & le Roussillon, à quoi l'on peut ajouter la principauté d'Orange (\*).

Entre les pays qui ne sont pas sujets aux Décimes, il y en a quelques-uns qui se prétendent exempts de toute imposition ; il y en a d'autres qui payent quelques droits. En Artois, par exemple, l'imposition est du centième qui fut établi sur les fonds par les espagnols en 1569.

---

(\*) Les bénéficiers de la Navarre ont réclamé en 1671 l'exemption des Décimes, mais ils ont été déboutés de leur demande par un arrêt du conseil d'état du 9 août 1672.

Dans les cas de nécessité on double & l'on triple ce centième.

Dans le Hainaut les ecclésiastiques sont sujets à tous les droits qu'on lève sur les fonds, sur les bestiaux & les denrées.

Dans la province de Lille, qui est un pays d'états, le peuple fait tous les ans un don au roi; ensuite l'intendant assemble le clergé & la noblesse, qui accordent ordinairement le vingtième & demi des biens qu'ils font valoir par leurs mains (\*).

On assimile aux pays exempts les diocèses abonnés dont nous avons parlé; mais il y a à cet égard, comme on le sent parfaitement, une grande différence: rien ne change pour les pays exempts; au lieu que pour les pays abonnés, l'abonnement peut cesser dans un temps ou dans un autre.

#### *Du payement des Décimes.*

La part que doit porter chaque bénéficiaire & chaque communauté des pays de Décimes pour les subventions ordinaires ou extraordinaires, est fixée par le bureau des Décimes établi dans cha-

---

(\*) Observez à l'égard de la taxe pour les oblats, que les abbayes & les prieurés qui sont à la nomination du roi dans les pays conquis, doivent supporter cette imposition, de même que les bénéfices des provinces assujettis aux Décimes, parce que la nomination des oblats est un ancien droit de la couronne qui doit avoir lieu dans toutes les provinces qui en dépendent.

Comme il n'y a point dans ces pays de receveurs des Décimes, les pensions des oblats y sont perçues par des commis préposés à cet effet par le roi; & s'il survient à ce sujet quelque contestation elle doit être portée au grand conseil auquel sa majesté en a attribué la connoissance.

que diocèse. Voyez à l'article BUREAU (*des Décimes*) comment ce bureau est composé ; quelles sont les contestations qu'on y décide ; quels sont les privilèges des syndics & des députés qui y assistent ; comment on se pourvoit contre une taxe dont on a lieu de se plaindre. Vous y verrez en même-temps ce que sont les bureaux généraux établis pour décider les affaires en dernier ressort ; quels sont les députés à ces bureaux & leurs privilèges ; comment se règlent les cas où il survient des contestations entre deux bureaux ; si ces bureaux peuvent donner des défenses d'exécuter les jugemens qui ordonnent de payer ; comment ils jugent les procès pendans devant eux ; si l'on peut y faire usage des requêtes civiles , & où l'on se pourvoit en cassation des jugemens qui en émanent.

Quand les taxes des bénéficiers ont été arrêtées, on doit signifier à chacun d'eux un extrait du rôle pour lui faire connoître sa cote-part de l'imposition , & il n'est rien dû pour cette première signification , autrement on contreviendrait aux édits de décembre 1582 , & janvier 1599.

Les mois de février & d'octobre sont les deux époques où le paiement des Décimes est échu. Après ces deux mois on fait une liste des contribuables qui n'ont pas payé. Le receveur la remet à l'évêque , à ses grands-vicaires & aux députés de la chambre ecclésiastique du diocèse ; & sur cette liste on règle le nombre de sergens que le receveur pourra employer pour faire les commandemens & les saisies. Ces sergens, dont les salaires sont fixés pour chaque jour, font des procès verbaux , des exploits , des saisies ,

des exécutions ; mais ils sont obligés de faire mention de celles qui sont faites le même jour , & de déclarer ce qu'ils ont reçu ; ils peuvent recevoir les taxes des bénéficiers , & le receveur est obligé de passer en compte les quittances qu'ils en donnent. Toutes ces précautions ont paru nécessaires pour empêcher de vexer les ecclésiastiques & de multiplier les frais sans sujet.

Les fermiers qui ont un bail général de tous les revenus d'un bénéfice, peuvent être contraints par corps au paiement de toutes les taxes que le titulaire doit acquitter , & le fermier particulier peut l'être aussi jusqu'à concurrence du prix de sa ferme ; ce qui doit être exécuté sans avoir égard au paiement que les fermiers pourroient avoir fait par avance aux titulaires , contre lesquels on leur réserve leur recours (\*).

Pour prévenir les fraudes qu'on pourroit faire en passant des baux à vil prix dont on auroit des contre-lettres , on a permis aux receveurs des Décimes de faire procéder à un nouveau bail qui doit être adjugé au plus offrant & dernier enchérisseur.

Quand les fruits du bénéfice se trouvent affermés, le sergent oblige le fermier de lui donner copie de son bail ; il l'établit commissaire & lui fait défenses de vider ses mains de ce qu'il doit & de ce qu'il pourra devoir dans la suite , jus-

---

(\*) Les économes qui administrent les biens des bénéfices électifs pendant la vacance , peuvent aussi être contraints par corps au paiement des décimes sans pouvoir s'en dispenser sous prétexte des frais de leur économat.

qu'à ce que les sommes pour lesquelles la saisie est faite soient payées ; ensuite il lui donne assignation pour se voir condamner à payer les Décimes & les subventions pendant le reste du bail, quoiqu'il ne s'y soit pas obligé en se rendant fermier.

Lorsque les fruits du bénéfice ne sont point affermés, le sergent après avoir fait la saisie, publie que l'adjudication des fruits du bénéfice se fera tel jour & par-devant les juges qui en doivent connoître, au plus offrant & dernier enchérisseur. Il met des affiches pour cette adjudication aux lieux où les biens sont situés ; il laisse copie de son procès verbal au bénéficiaire ou à celui qui demeure au chef-lieu du bénéfice, & au receveur des Décimes afin qu'il fasse procéder au bail.

S'il ne se présente personne pour enchérir, ou que les enchères ne montent pas assez haut, les commissaires qu'on établit doivent percevoir les fruits, & pour cet effet l'on contraint le bénéficiaire & les anciens fermiers à donner des déclarations de tous les droits qui appartiennent au bénéfice. Le receveur fait rendre compte aux commissaires ; le reliquat de leur compte demeure entre ses mains jusqu'à concurrence des sommes pour lesquelles la saisie a été faite ; ensuite on juge les contestations sur le compte, s'il y en a, & on règle contre qui le commissaire doit se pourvoir pour les frais & les dommages-intérêts.

Lorsque le revenu du bénéfice ne consiste qu'en un gros payable en grains ou en une pension en argent, le receveur peut faire saisir le gros ou la pension, même la portion congrue des

curés. A l'égard des curés de ville qui n'ont d'autre revenu que leur casuel, on établit pour commissaire le vicaire ou un autre ecclésiastique capable de faire les fonctions curiales, qui les exerce & qui perçoit les fruits jusqu'à ce qu'il ait reçu de quoi payer les Décimes & les frais de la saisie.

Les saisies pour les Décimes sont privilégiées; & dans la distribution des deniers, le receveur est préféré à tous les opposans ou saisissans, excepté pour ce qui concerne le service divin.

Ceux des contribuables qui ont manqué à acquitter leur part de la taxe pour certaines subventions, sont obligés de payer, outre les frais des poursuites & des saisies, l'intérêt au denier seize (\*) de la somme à laquelle ils étoient imposés, à compter du jour que le terme est échu; parce que le receveur particulier est lui-même obligé de payer cet intérêt au receveur général en cas de délai de sa part d'acquitter au terme marqué ce que doit tout le diocèse pour cette subvention extraordinaire.

Quand le receveur a donné à un bénéficiaire ou à une communauté des quittances sans aucune réserve pendant trois années consécutives, tant pour les Décimes ordinaires que pour les subventions extraordinaires, les années précédentes sont présumées acquittées. L'édit du mois de janvier 1599 déclare les receveurs non-recevables à exiger des arrérages antérieurs. La

---

(\*) Cet intérêt se payoit ci-devant au denier douze. Voyez le mémoire sur les *Décimes* inséré dans l'*encyclopédie*.

même loi porte qu'ils n'en pourront demander aux successeurs aux bénéfices pourvus par le décès du dernier titulaire plus de deux années ; & à ceux qui seront pourvus par résignation , plus de trois , en justifiant néanmoins des poursuites faites contre le prédécesseur. Observez que le nouveau possesseur qui paye des arrérages antérieurs à sa prise de possession , conserve son recours contre l'ancien titulaire ou contre ses héritiers (\*).

Lorsqu'il n'y a point trois années consécutives de quittances , ou que ces quittances contiennent quelque réserve , on peut demander jusqu'à trente années de Décimes ordinaires ou extraordinaires à celui qui a possédé le bénéfice pendant ces années , ou à ses héritiers , parce que cette dette donne au receveur une action personnelle qui ne se prescrit que par trente ans.

L'édit que nous venons de citer exige que les receveurs fassent mention dans les quittances qu'ils donnent de ce qui a été payé pour chaque espèce d'imposition , tant par rapport aux Décimes ordinaires que pour les subventions extraordinaires , pour les pensions des oblates & les autres taxes. Ils doivent même expliquer le titre en vertu duquel se fait l'imposition des deniers extraordinaires , pour quelle année & pour quel terme le payement a été fait.

---

(\*) Un arrêt du conseil d'état du 10 août 1641 , maintient les archidiacres & doyens ruraux de Normandie , dans la possession d'apposer le scellé , & d'user de saisie sur les biens des curés nouvellement décédés pour sûreté des Décimes qu'ils pourront devoir lors de leur décès.

Par la même raison que les diocèses , comme nous l'avons dit , ne sont point solidaires entr'eux pour les Décimes , les particuliers ne le sont pas non plus : on rejette les non-valeurs sur tout le diocèse , ainsi que les diminutions qu'un bénéficiaire a obtenues , jusqu'à concurrence de ce qu'il a payé de son imposition au-delà de la taxe qu'il devoit porter.

Lorsque les non-valeurs procèdent d'un événement extraordinaire , & que le produit des impositions doit être porté au trésor royal à mesure qu'il se lève (\*), ces non-valeurs sont alors sur le compte du roi comme nous l'avons déjà fait remarquer.

Quant à ce qui concerne les receveurs des Décimes , leur établissement , leurs prérogatives , leurs fonctions , leurs devoirs , &c. Tout ceci sera expliqué à l'article RECEVEUR (*des Décimes*).

#### O B S E R V A T I O N S.

On ne peut faire aucune imposition sur les ecclésiastiques du royaume sous quelque titre & sous quelque prétexte que ce soit , si ce n'est en vertu de lettres-patentes enregistrées dans les cours souveraines : l'édit du mois de janvier 1599 contient à cet égard des défenses positives. Mais lorsqu'une fois le roi a donné des lettres-patentes , il n'est pas nécessaire d'autre approbation ; l'autorité du pape est absolument inutile

---

(\*) Il n'en est pas de même des dons gratuits pour lesquels le clergé fait un emprunt dont il paie la rente ; les non-valeurs que surviennent sont autant de rejets qui se font sur le diocèse où elles se présentent.



parce qu'il n'a aucun empire sur le temporel des biens de l'église gallicane.

On n'accorde des subventions extraordinaires au roi que dans les assemblées générales du clergé ordinaires ou extraordinaires. Il faut pour que le droit soit accordé valablement, qu'il y ait plus des deux tiers des provinces qui aient été d'avis de le faire ; de sorte que si le tiers des provinces étoit d'avis de ne point donner ou de donner moins, la délibération seroit dressée suivant cet avis. C'est la règle que le clergé s'est proposé de suivre par le règlement du 4 juillet 1646, arrêté dans une assemblée générale.

Nos rois ont toujours observé de ne demander les dons ecclésiastiques dans les pays de Décimes, qu'aux assemblées générales du clergé. Dans les besoins pressans, ils le font assembler extraordinairement à ce sujet.

Un arrêt du conseil d'état du 7 décembre 1657, défend aux réguliers de faire aucune assemblée sur le fait des Décimes & taxe du clergé autrement qu'en la forme & manière qui s'est toujours pratiquée, & avec la permission de l'évêque diocésain.

Voyez les édits de janvier 1599, de décembre 1606, de mai 1768 ; les déclarations de 1582, de 1690, & 2 avril 1768 ; les lettres-patentes du 9 juillet 1715, du 14 août 1740, du 24 mai 1760 ; les arrêts du conseil du 7 décembre 1655, du 10 août 1641, du 9 août 1672, du 21 mars 1702 ; les traités latins des Décimes per Andream Hispanum, per Petrum de Ravenna, per Joan. Franc. Pavinum, & per Petrum Rebuffum ; la bibliothèque canonique ; les œuvres de Pinson au titre

DE ONERIBUS ECCLESiarum ; le Bret en son traité de la souveraineté ; les œuvres diverses de Patru ; Despeiffes , Dumoulin , Papon , Tournet , Charondas & Filleau sur les Décimes ; Chopin en son traité de sacrâ politiâ ; Chorier en sa jurisprudence de Guypape ; Thomassin en son traité de la discipline ecclésiastique ; le spicilège de don Luc d'Achery ; la chronique de Saint - Arnoult de Metz ; les anciens & les nouveaux mémoires du clergé ; le dictionnaire des arrêts ; celui des sciences ; celui du droit canonique ; les lois ecclésiastiques de France ; la collection de jurisprudence, &c. Voyez aussi les articles ASSEMBLÉE ( du clergé ) ; BUREAU ( des Décimes ) ; DON GRATUIT ; RECEVEUR ( des Décimes ) ; SUBVENTION ; TAXE. ( Article de M. D A R E A U , avocat au parlement , &c. )

D É C I M E R. C'est punir un soldat indiqué par le fort entre dix qui se sont rendus coupables de délits militaires.

On en agit ainsi à l'exemple des romains , dans le cas d'un grand nombre de soldats qui ont commis des exactions dans un village , & parmi lesquels on ne peut distinguer les plus coupables. On trouve néanmoins des exemples où un grand nombre d'accusés ont tous été condamnés à mort par le même jugement ; il y en a un du 27 avril 1622 , rendu par le prévôt général de la connétablie de France , assisté des officiers du présidial de Nantes , contre cinq cens quatre-vingt soldats pris à la défaite de l'armée de Soubise dans l'Isle-de-Ré (\*). Ce n'est qu'avec hor-

---

(\*) Voici le dispositif de ce jugement , extrait du tome 8 du mercure françois , page 561.

reur que nous rappelons à nos contemporains le souvenir de cette exécution barbare sur un si grand nombre de victimes sacrifiées pour apaiser les maux cruels des guerres de religion.

La garnison de Trèves pour avoir capitulé & s'être rendue en 1675 contre les ordres du maréchal de Créquy, fut décimée en punition de son infidélité, ou du moins de son manque de soumission. (*Article de M. DAREAU, avocat au parlement, &c.*)

DÉCISION. Jugement, résolution prise sur quelque objet. Il se dit également des personnes qui décident & des matières qui sont décidées.

Les arbitres donnent des Décisions qui ont l'autorité des jugemens. Les avocats consultants donnent des Décisions sur les questions qui leur sont proposées, mais elles n'ont d'autre autorité que celle d'un avis. Plusieurs auteurs ont donné des précis d'arrêts sous le titre de *Décisions no-*

» Nous disons conformément à l'avis desdits juges prési-  
 » diaux, que les defendants sont & les avons déclarés dû-  
 » ment atteints & convaincus du crime de leze-majesté au  
 » premier chef, pour avoir, &c. Pour réparation publique  
 » desquels crimes avons condamné & condamnons lesdits....  
 » à être pendus & étrianglés à des potences qui seront dres-  
 » sées en la place publique de cette ville de Nantes, pour  
 » y demeurer tant que mort s'ensuive, & delà portés &  
 » attachés à des arbres sur les grands chemins & avenues  
 » de cette ville par l'exécuteur de la haute-justice, &c.  
 » Donné en la chambre-criminelle du siège présidial de  
 » Nantes, par nous prévôt-général susdit, & prononcé  
 » auxdits accusés le 27 avril 1622. Signé, FRANÇOIS  
 » LHUILLIER. «

Voyez l'histoire des guerres civiles pour fait de religion sous le règne de Louis XIII.

*tables , Décisions du palais , Décisions sommaires , &c. .*

DÉCISIONS DU CONSEIL, se dit des résolutions prises au conseil des finances sur les requêtes , mémoires & placets qui y sont présentés. Ces Décisions sont des arrêts sommaires qui se mettent au bas du mémoire ou placet , sans rendre de jugement en forme.

La multiplicité des affaires portées au conseil des finances détermine souvent à ne donner qu'une Décision , afin d'éviter aux parties qui succombent , les frais du coût & de l'expédition d'un arrêt , & de la commission du grand sceau. C'est pour cela qu'au conseil des finances , on juge plus d'affaires par des Décisions que par des arrêts.

Il faut néanmoins observer que les Décisions ne sont pas exécutoires comme les arrêts : c'est pourquoi l'on ne doit point exercer de poursuites telles que des saisies de meubles ou de fruits en vertu d'une simple Décision.

Ainsi lorsque le fermier des droits du roi muni d'une Décision du conseil contre une partie , ne peut pas obtenir à l'amiable le payement de ce que cette partie lui doit , il faut qu'avant toute autre poursuite il décerne une contrainte dans la forme ordinaire , qu'il y fasse mention de la Décision , & qu'il fasse signifier le tout , afin de pouvoir ensuite agir valablement par saisie & exécution en vertu de la contrainte. Il peut aussi s'adresser au conseil pour demander un arrêt ; & dans ce cas , le débiteur est ordinairement condamné au coût de l'arrêt qu'il a occasionné par sa résistance.

On appelle *Décisions de Justinien* , les cin-

quante ordonnances que cet empereur fit après la publication de son premier code , afin de décider les grandes questions qui partageoient les jurisconsultes.

**D É C I S O I R E.** Terme qui s'applique à un fait qu'on regarde comme devant seul servir à la Décision d'un procès. Il a à-peu-près la même signification que *décisif*, mais il ne s'emploie ordinairement qu'en parlant du serment d'une partie litigante par lequel se décide la contestation dont il s'agit ; & c'est ce serment qu'on appelle *serment Décisoire* , pour le distinguer des autres sermens qu'on prête en justice , sans que pour cela la contestation soit encore terminée. (*Article de M. D A R E A U , avocat au parlement , &c.*)

**D É C L A R A T I O N.** C'est en général l'action par laquelle on déclare , on fait connoître.

On distingue en jurisprudence plusieurs sortes de Déclarations dont nous allons parler successivement , après avoir observé que quand on emploie le mot *Déclaration* , sans y ajouter d'autre signification , il signifie ordinairement ce qui est déclaré par quelqu'un dans un acte , soit judiciaire ou extrajudiciaire. On demande acte ou lettres de la Déclaration qu'a faite une partie ou son procureur , & le juge en donne acte : quand cela est fait , la Déclaration ne peut plus être révoquée.

*-Des Déclarations au profit d'un tiers.*

On appelle ainsi l'acte par lequel un particulier déclare que le bien acquis en son nom , ou que la constitution faite à son profit , ou que l'obligation qu'il a acceptée ne lui appartiennent pas,

mais à un autre auquel il a seulement prêté son nom.

Suivant l'article 39 du tarif du 29 septembre 1722, il n'est point dû de droit de contrôle pour une Déclaration concernant le tout ou partie du contenu d'un contrat d'acquisition, constitution, obligation ou autre acte, lorsqu'elle est renfermée dans le même contrat ou acte. Cette disposition est conforme à l'article premier de la Déclaration du roi du 14 juillet 1699, & aux arrêts du conseil des 9 novembre 1700, & 26 juillet 1707.

Mais si la Déclaration se fait par un acte particulier, le droit de contrôle doit en être payé sur le pied du tarif cité, comme pour le contrat ou acte à l'occasion duquel elle est faite & à proportion de la somme qu'elle contient.

Cette disposition doit avoir lieu quand même il seroit stipulé que l'acquisition a été faite pour un ami à élire, & que la Déclaration ne seroit que l'élection de cet ami. Il faudroit payer dans ce cas le droit de contrôle de la Déclaration, comme pour l'acte au sujet duquel elle auroit été faite : & cette règle doit être observée toutes les fois que la Déclaration est séparée de l'acte principal, quand même elle seroit datée du même jour que cet acte.

C'est d'après cette jurisprudence que par décision du 20 septembre 1731, le conseil a jugé que le droit de contrôle étoit dû sur tout l'objet d'une Déclaration, portant que l'on ne prétendoit rien dans une quittance de finance expédiée au trésor royal, attendu que la somme y contenue appartenoit à un tiers.

Par une autre décision du 20 juillet 1735,

le conseil a jugé que le droit de contrôle d'une Déclaration portant qu'un billet ou mandement n'avoit été accepté que pour faire plaisir au tireur, étoit dû sur la somme portée au mandement.

Par une autre décision du 25 novembre 1735, le conseil a jugé que le droit de contrôle étoit dû selon l'article 39 du tarif, au sujet d'une Déclaration, par laquelle le nommé Durand, adjudicataire d'une terre décrétée, avoit reconnu qu'il n'avoit agi que pour le sieur de Lauffel, conseiller à la cour des comptes de Montpellier, que tous les payemens avoient été faits de ses deniers, & qu'il consentoit qu'il prît possession de la terre.

Par une autre décision du 25 juillet 1750, le conseil a jugé que le droit de contrôle devoit être perçu sur l'objet entier d'une Déclaration faite par le sieur Gelin, de ne rien prétendre à la propriété d'un office dont il étoit pourvu sur la procuration *ad resignandum* de la veuve du sieur des Bumaïs précédent titulaire, laquelle disoit avoir été obligée de donner un homme au roi pour éviter la perte de l'office.

Par une autre décision du 8 février 1753, le conseil a jugé que pour une Déclaration faite le jour même de l'acquisition d'une terre par le sieur Gavarret en faveur de la demoiselle Recordère, mais par un acte séparé du contrat, le droit de contrôle devoit être perçu comme pour le contrat même.

Et par arrêt du 5 mars 1754, le conseil sans s'arrêter à une ordonnance de l'intendant de Languedoc, a jugé que le droit de contrôle devoit être payé conformément à l'article 39

du tarif du mois de septembre 1722 , au sujet de la Déclaration que le sieur Daumas avoit faite le 30 septembre 1752 , que l'acquisition qu'il avoit faite le 25 du même mois avoit été au profit des sieurs Melié & Fontannes.

Dans cette espèce, Daumas avoit acquis pour un ami élu ou à élire : sa Déclaration & l'acte d'acquisition avoient été portés en même-temps au contrôle , & l'intendant avoit jugé que la Déclaration avoit dû être contrôlée pour dix sous , comme acte simple.

Il faut remarquer que les Déclarations que font les procureurs *ad lites* , qui en leur qualité se rendent adjudicataires en justice , sont exemptes du contrôle quand elles sont faites au greffe dans la huitaine. La raison en est que ces Déclarations sont alors réputées judiciaires comme les adjudications.

La même règle a lieu à l'égard des Déclarations faites dans la huitaine aux greffes des maîtrises par les adjudicataires des bois du roi , pour nommer leurs associés. Elles sont aussi considérées comme des actes judiciaires , & par cette raison exemptes de contrôle. C'est ce qui résulte d'une décision du conseil du 28 janvier 1730.

Nous allons maintenant examiner en quels cas les Déclarations faites au profit d'un tiers donnent ouverture au droit de centième denier & même aux lods & ventes.

Lorsque la Déclaration est relative à une acquisition volontaire , on doit considérer si le contrat est pur & simple , c'est-à-dire , si l'acquéreur a acquis en son nom seul sans se réserver la faculté de désigner un autre acquéreur : dans



ce cas , la Déclaration doit être faite pardevant notaires le jour même du contrat d'acquêt ou dans les vingt-quatre heures , sinon elle est censée être une seconde vente qui produit des droits seigneuriaux & celui de centième denier. C'est ce qui résulte de plusieurs décisions du conseil. L'une du 16 novembre 1727, a condamné le sieur Colleville à payer le droit de centième denier pour une Déclaration faite en sa faveur un mois après le contrat , par celui au nom duquel l'acquisition avoit été faite. Une autre a prononcé de même le 19 août 1730 contre le sieur Fredeau de Jumeauville, quoique la Déclaration faite en sa faveur ne fût que de deux jours postérieure au contrat d'acquisition.

Mais par une autre décision du 10 avril 1736, rendue en faveur de François Berger , le conseil a jugé qu'il n'étoit point dû de droit de centième denier pour une Déclaration faite devant notaires dans les vingt-quatre heures du contrat d'acquisition. Et il a confirmé cette jurisprudence par une décision du 15 avril 1747, portant que faute de faire Déclaration dans les vingt-quatre heures de la passation du contrat , il étoit dû pour la Déclaration un second droit de centième denier.

Cependant par arrêt du 27 septembre 1755 , le conseil a confirmé une ordonnance du lieutenant du bailliage d'Orléans , par laquelle le sieur Jaupitre avoit été condamné au paiement du droit de centième denier , pour une Déclaration passée en sa faveur devant notaires , le jour même de l'acquisition faite purement & simplement au nom du sieur Effette. Les motifs

de cette décision ont été que la Déclaration étoit restée secrète , & que l'acquéreur avoit continué d'agir en son nom ; qu'il avoit payé les lods & ventes , qu'il avoit fait des emprunts personnels pour suivre le décret , & qu'il l'avoit fait faire en son nom.

Quand on fait une acquisition pour soi ou pour un ami qui sera nommé , ou bien pour soi & pour un ami à élire , l'acquéreur se réserve par-là le droit de conserver les biens en tout ou en partie , ou de les faire passer à celui qu'il nommera : mais il faut pour cela que sa Déclaration ait lieu avant qu'il ait fait aucun acte de propriété personnelle & dans le temps fixé par les coutumes qui régissent les biens ; sans qu'oi cette Déclaration seroit regardée comme une seconde vente.

Lorsque les coutumes ne s'expliquent pas sur cette manière d'acquérir & qu'elles ne la défendent pas , la Déclaration doit être faite avant la prise de possession dans le terme commun pour venir à la foi , qui est de quarante jours , ou au plus tard dans deux mois. Telle est l'opinion de Carondas , & c'est ce qui a été jugé par un arrêt du 20 décembre 1600 que Brillon a rapporté dans son dictionnaire.

Mais si avant ce temps , l'acquéreur avoit rendu foi & hommage , payé les lods & ventes , ou pris possession des héritages acquis , il auroit consommé son droit & se seroit reconnu seul pour acquéreur. Ainsi la Déclaration qu'il seroit après un acte personnel de cette sorte , seroit considérée comme une seconde vente.

Cette doctrine adoptée par Brodeau , Brillon , Henrys , Guyot & Poquet de Livonière , a été

confirmée par un arrêt du parlement de Paris du 26 mars 1620, rendu dans l'espece suivante : Un particulier avoit acquis une terre pour lui & pour celui de ses amis qu'il nommeroit dans un an : au bout de deux mois il paya les droits seigneuriaux en son nom & se fit investir seul : quinze jours après il fit une Déclaration au profit d'un tiers. On demanda en conséquence de nouveaux droits pour cette Déclaration, & le sénéchal d'Anjou dont l'arrêt cité confirma la sentence, jugea que ces droits étoient dûs (\*).

C'est aussi d'après les mêmes principes que par arrêt du 10 septembre 1754, le conseil a réformé une ordonnance de l'intendant d'Amiens & jugé qu'il étoit dû un droit de centième denier pour une Déclaration faite dans les quarante jours du contrat en faveur du sieur Desjardins, par le sieur Belloy, qui avoit acquis pour lui ou pour l'ami qu'il s'étoit obligé de nommer dans le temps de la coutume : la raison de cette décision a été que le sieur Belloy avoit pris faisine en son nom & payé les droits seigneuriaux avant de faire sa Déclaration, & que par-là il avoit consommé la faculté qu'il s'étoit réservée par le contrat.

Remarquez aussi que la Déclaration seroit regardée comme une nouvelle vente si celui

---

(\*) Observez à ce sujet que par une décision du 5 décembre 1739, le conseil a déchargé le sieur Salmon du droit de centième denier qu'on lui demandoit au sujet d'une déclaration faite en sa faveur par le sieur Darfy, dans l'an du contrat, en conséquence de la faculté réservée par le contrat suivant la coutume d'Anjou ; quoique dans l'intervalle le sieur Darfy eût payé les lods & ventes, mais il n'avoit fait aucun autre acte de propriété personnelle.

qui y est nommé n'avoit point eu la faculté d'acquiescer lors du contrat. La raison en est qu'une Déclaration faite dans le temps utile n'est exempte de droits seigneuriaux qu'à cause que la vente est censée faite à la personne nommée dès l'instant du contrat même : ainsi il faut qu'elle ait pu acquiescer dans cet instant.

Il faut encore pour qu'une Déclaration ne soit pas regardée comme une seconde vente , qu'elle soit pure & simple & qu'elle ne diffère aucunement des clauses du contrat : s'il y avoit quelque changement , la vente ne seroit plus censée faite directement à la personne désignée dans la Déclaration , & par conséquent cette Déclaration seroit considérée comme une nouvelle vente.

En conformité de ce principe , le conseil a réformé le 9 mars 1748 deux ordonnances de l'intendant de Tours , & jugé que le droit de centième denier étoit dû pour deux Déclarations faites avec des conditions différentes de celles des contrats d'acquisition. Ces deux Déclarations , dont l'une étoit au profit du sieur Guy de Leyrat des Briotiers , & l'autre au profit du sieur Bouteiller , ont été regardées comme de nouvelles ventes.

Lorsqu'il est dit dans le contrat que l'acquisition est faite pour la personne qui sera déclarée dans un temps , celui qui est dénommé dans le contrat n'est proprement que mandataire : c'est pourquoi il peut faire les premiers actes tendant à faire courir le temps du retrait , en y déclarant expressément qu'il n'agit que pour la personne qu'il désignera. Mais en faisant sa Déclaration dans le temps , & avant de consommer le der-

nier acte de propriété , le mandataire doit justifier d'un mandement exprès , de date antérieure au contrat & en forme probante , sinon la Déclaration doit être considérée comme une seconde vente.

Quand la Déclaration est faite sur une adjudication par décret , elle doit avoir lieu avant la consignation des deniers , parce que l'on considère que c'est cette consignation qui transfère la propriété à l'adjudicataire ; ou du moins celui-ci doit déclarer en consignait , que c'est pour lui ou pour un ami qu'il nommera , attendu qu'il est nécessaire qu'il manifeste son intention de ne pas rester adjudicataire ; ensuite il doit nommer cet ami dans quarante jours , & avant la possession ou l'exécution du décret. Telle est la doctrine publiée par Guyot & par Pocquet de Livonière dans leurs traités des fiefs.

Le dernier commentateur de la coutume de la Rochelle dit sur l'article 3 , que si l'adjudicataire est présent il doit déclarer à l'instant qu'il a enchéri pour une personne qu'il nommera , & il est tenu de faire cette nomination dans la huitaine : s'il n'est pas présent à l'adjudication , il faut que dans le même délai de huitaine , il déclare s'il a enchéri pour lui ou pour autrui.

En Normandie , l'adjudicataire est obligé de consigner après l'adjudication finale : aux prochains plaids ou assises , on doit tenir l'état ou l'ordre des créanciers , & procéder à la distribution des deniers. Et comme à la première séance de l'état on envoie l'adjudicataire en possession sur le vu de la quittance de consignation , il faut que la Déclaration soit faite avant cette première séance , ou elle donneroit lieu à de

nouveaux droits , à moins que l'adjudicataire qui auroit dit en consignat qu'il le faisoit pour un ami à élire , ne rapportât à cet égard un mandement en forme. Bafnage rapporte un arrêt du 9 février 1665 , par lequel il fut jugé qu'il étoit dû de doubles droits dans une affaire où l'adjudicataire après avoir consigné & possédé pendant une année , avoit ensuite fait une Déclaration en faveur du sieur Cleronde , qui s'étoit obligé de faire tenir l'ordre en son lieu & place.

Comme les adjudications ne se font en justice qu'aux procureurs des parties pour lesquelles ils enchérissent , ces adjudications sont censées faites aux parties mêmes : c'est pourquoi la Déclaration du procureur adjudicataire ne donne pas lieu à de nouveaux droits : il est en sa qualité dispensé de représenter un mandement dont on suppose toujours l'existence par l'acceptation & la ratification de la partie. Cette Déclaration faite en justice ou au greffe n'est pas même sujette au contrôle comme nous l'avons observé précédemment , mais elle doit être faite dans la huitaine conformément à l'arrêt de règlement du parlement de Paris du 26 août 1678 , à peine contre le procureur d'en répondre en son propre & privé nom.

Cependant par décision du 10 août 1727 , le conseil a jugé qu'il n'étoit point dû de centième denier pour la Déclaration d'un procureur en charge , faite plusieurs mois après l'adjudication , mais sans qu'il eût fait aucun acte de propriété.

Dans une autre espèce , le sieur Gillet procureur au parlement , s'étant , en cette qualité

## D É C L A R A T I O N. 189

rendu en 1752, adjudicataire de biens décrétés, fut poursuivi en 1753, pour payer le droit de centième denier de l'adjudication : il opposa qu'il s'étoit pourvu au parlement afin d'obtenir un délai pour faire sa Déclaration en faveur du véritable adjudicataire ; & par une décision du 24 mai 1753, le conseil ordonna qu'il feroit sa Déclaration dans la huitaine, sinon qu'il seroit contraint au payement du droit.

Et par arrêt du 29 août 1758, le conseil a condamné Jean Grenier à payer le droit de centième denier de biens saisis réellement & adjugés au sieur Cornuau procureur au châtelet, qui n'avoit fait sa Déclaration au profit de Grenier que plus d'un an après : celui-ci disoit pour défense contre la demande du fermier, qu'il avoit donné pouvoir au procureur d'enchérir ; que ce procureur étoit resté adjudicataire le 29 décembre 1756, & avoit fait sa Déclaration le 19 janvier 1758 ; qu'en conséquence de cette Déclaration faite à son profit par le procureur, il avoit levé la sentence d'adjudication dont il avoit payé le droit de centième denier ; qu'ainsi il n'en pouvoit pas devoir un second pour la Déclaration qui n'avoit été retardée que par des considérations particulières. Le fermier soutenoit de son côté que les procureurs n'avoient qu'un délai de huitaine pour faire leur Déclaration, à peine d'en répondre en leur propre & privé nom ; qu'à défaut de Déclaration dans ce délai, ils étoient réputés propriétaires & pouvoient être contraints au payement du prix ; qu'ainsi la Déclaration faite au profit de Grenier après plus d'un an, ne pouvoit être considérée que comme une nouvelle vente.

## 190 D É C L A R A T I O N.

Suivant l'usage du châtelet de Paris, la Déclaration doit être faite dans la huitaine après le décret levé & scellé.

Le parlement a jugé par deux arrêts des 5 août & 10 décembre 1600, qu'une Déclaration faite deux mois après l'adjudication, devoit être considérée comme un nouveau contrat dans les coutumes qui n'avoient aucune disposition à cet égard.

Guyot dit dans son traité des fiefs, que quand celui qui paroît adjudicataire par la Déclaration du procureur *ad lites*, a un pouvoir par écrit d'un autre, il n'y a point de mutation en quelque temps qu'il fasse la Déclaration, si le pouvoir est spécial; mais que si le pouvoir est général, on doit distinguer si celui qui paroît adjudicataire s'est mis en possession, s'il a fait la foi, s'il a pris saisine en son nom, & avoir égard à l'intervalle; & que dans tous les cas il faut que le prix soit le même, sans quoi la Déclaration doit être réputée une seconde vente: enfin cet auteur dit que sans mandement, il faut un bref intervalle de quinzaine au plus, & que l'adjudicataire n'ait fait aucun acte personnel de propriété.

Lorsque l'adjudicataire n'a pas signé la Déclaration faite à son profit par le procureur *ad lites*, la consignation est le premier acte qu'il fait où il prend l'adjudication sur son compte: il suffit alors de déclarer que c'est pour lui ou pour un ami qu'il nommera.

Le conseil a rendu le 21 août 1736, une décision conforme à cette règle, en faveur de René-Jean de la Planche, au sujet d'une Déclaration faite en son nom le 16 décembre 1721,



## D É C L A R A T I O N. 191

par un adjudicataire d'héritages saisis réellement & vendus judiciairement en la juridiction de la comté pairie de Laval le 25 octobre de la même année, attendu que cet adjudicataire s'étoit réservé la faculté de nommer un ou plusieurs amis dans l'an.

Au mois de mai 1755, il fut fait au parlement de Paris une adjudication de dix maisons au sieur Sénéchal, procureur, qui déclara les avoir acquises pour le nommé Bariec : celui-ci fit le même jour pardevant notaires, une Déclaration portant que de ces maisons il y en avoit deux pour Hialard, duquel il reconnut avoir reçu une somme tant pour principal que pour sa part des lods & du droit de centième denier de l'adjudication. Sur la demande faite à Hialard du droit de centième denier de ces deux maisons, il répondit qu'il ne s'agissoit que d'un partage de biens acquis par des associés sous le nom de l'un d'eux, & que le droit ayant été payé pour l'adjudication, il n'en pouvoit être dû un second pour la Déclaration faite le jour même que le procureur adjudicataire avoit fait la sienne en faveur de Bariec. Le fermier soutint au contraire qu'il s'agissoit d'une revente; que le prix de l'adjudication étoit de six mille quatre cents livres; que Bariec avoit reçu quatre mille six cents vingt livres de Hialard pour deux maisons, & trois mille cinq cents livres d'un autre particulier pour deux autres maisons; ensorte qu'il lui restoit six maisons qui ne lui coûtoient rien; & que si dans l'acte en forme de Déclaration il avoit spécifié qu'il avoit reçu trois mille deux cents livres de Hialard pour sa part des frais, ce n'avoit été que pour déguiser le prix de la re-

vente , puisque la totalité des frais ne montoit qu'à sept cent soixante-dix-huit livres. Sur cette contestation , le conseil décida le 18 novembre 1756 , que le droit de centième denier étoit dû par Hialard.

Pocquet de Livonière dit dans son traité des fiefs , que quand l'adjudication est faite à un autre qu'à un procureur en charge , on doit examiner si l'adjudicataire est chargé d'un mandement par écrit , auquel cas on doit le regarder comme mandataire ; & que s'il ne représente point de mandement & qu'il fasse sa Déclaration peu de temps après l'adjudication , comme dans deux mois , sans être entré en possession , on doit supposer un ordre verbal ; mais que si la Déclaration est faite après un long intervalle , sans qu'il paroisse de mandement , ou après la possession de l'adjudicataire ou quelque autre acte de propriété , les seigneurs peuvent exiger de doubles droits. Pocquet de Livonière cite à l'appui de cette décision , Ricard , Chopin , la Rocheslavin & Dumoulin.

*Des Déclarations pures & simples.*

La Déclaration pure & simple est celle que donne une personne intéressée dans le fait dont il est question , lorsque cette Déclaration n'est translatrice ni attributive d'aucun droit à un tiers.

Une Déclaration pure & simple qui n'a rapport à aucun contrat ou acte , celle d'appel de jugement des juges inférieurs , ou pour quelque autre cause que ce puisse être , sont assujetties par l'article 40 du tarif du 29 septembre 1722 , à payer seize sous pour droit de contrôle.

Suivant

## D É C L A R A T I O N. 193

Suivant l'article 8 du règlement du 19 mars 1743, les Déclarations annuelles que les usagers fournissent aux greffes des maîtrises des seigneurs, contenant le nombre de leurs bestiaux, doivent être préalablement contrôlées, & le droit payé à raison de seize sous pour la Déclaration de chaque paroisse ou hameau usager.

Le conseil a décidé le 15 juillet 1730, que le droit de contrôle ne devoit être perçu que sur le pied d'acte simple pour la Déclaration faite par un particulier, que les biens d'une autre personne étoient francs & quittes de toutes dettes & hypothèques envers lui.

Par une autre décision du 12 septembre 1733, le conseil a jugé que les Déclarations fournies par des seigneurs particuliers, en vertu d'arrêt de la chambre des comptes, de ce qu'ils possédoient dans la mouvance du roi, pour parvenir à la liquidation de biens échangés avec sa majesté, devoient être contrôlées comme Déclarations pures & simples, à raison de seize sous.

Suivant l'article 8 de la Déclaration du roi du 29 août 1724, concernant les regrats, les Déclarations que les chefs de famille sont obligés de fournir aux asséeurs, collecteurs, maires, échevins & syndics, tant des paroisses de vente volontaire de sel, que de celles qui ne sont pas sujettes à l'impôt, du nombre des personnes dont la famille est composée, ainsi que de leurs domestiques, ne sont assujetties au droit de contrôle que sur le pied de deux sous pour chaque Déclaration.

Le conseil a jugé le 2 octobre 1734, que les Déclarations que font les particuliers qui possèdent des biens dans différentes paroisses

& qu'ils font signifier aux habitans tant des paroisses où ils veulent être imposés à la taille pour le tout, qu'à ceux des paroisses où sont situés leurs héritages, n'étoient pas sujettes au contrôle, parce qu'elles ne pouvoient être faites qu'aux greffes des élections; & que comme telles, elles étoient réputées actes judiciaires.

Comme la coutume de Normandie défend au mari d'avantager sa femme directement ni indirectement, on a prétendu qu'on devoit regarder comme une Déclaration pure & simple celle qu'un homme marié dans cette province avoit faite, qu'il étoit échu des successions mobilières à son épouse dont il n'avoit point fait de remplacement, parce qu'il les avoit employées à son commerce: mais sans considérer cet acte comme un avantage, il est évident qu'il fournit à la femme une action pour répéter les choses qui sont échues: il faut donc en tirer la conséquence que le droit de contrôle est exigible sur le pied de la valeur de ces choses. L'intendant de Rouen a décidé en conformité de cette règle le 23 mars 1743, contre Nicolas Auvray.

*Des Déclarations à fournir par les nouveaux possesseurs de biens immeubles.*

L'article 25 de l'édit du mois de décembre 1703, a ordonné que les nouveaux possesseurs de biens immeubles échus par succession collatérale & tenus en fief ou en censive, du roi ou des seigneurs particuliers, seroient obligés d'en faire leurs Déclarations aux greffes des insinuations laïques dans six mois, à compter du jour de l'ouverture de chaque succession, & d'en

payer le droit de centième denier. Et l'article 26 a prononcé la peine du triple droit contre ceux qui négligeroient de faire ces Déclarations.

L'article 16 de la Déclaration du 19 juillet 1704 a ordonné que tous les biens, même ceux qui étoient tenus en franc-aleu, franc-bourgage & franche-bourgeoisie, ou qui suivant les coutumes & usages n'étoient sujets à aucun droit lors des mutations, seroient compris dans les Déclarations dont il s'agit & assujettis au droit de centième denier.

L'article 10 de la Déclaration du 20 mars 1708 a ordonné que les nouveaux possesseurs de biens immeubles, soit que la nouvelle possession leur fût acquise par donation testamentaire ou autre titre, soit qu'elle leur fût échue par succession collatérale, & qu'ils fussent héritiers purs & simples ou bénéficiaires, seroient tenus de faire leurs Déclarations & de payer les droits dans les délais & sous les peines portées par l'édit de 1703.

Et un arrêt du conseil rendu en règlement le 15 septembre 1722, a ordonné que les héritiers en ligne collatérale, donataires, légataires, institués, substitués & autres nouveaux possesseurs de biens immeubles sujets au droit de centième denier, seroient tenus dans les délais prescrits par les précédens réglemens, de faire dans le bureau le plus prochain de la situation des biens, une Déclaration exacte de la consistance & valeur des mêmes biens, & d'en représenter les titres de propriété & les derniers baux à ferme, pour être procédé à la liquidation du droit de centième denier.

Les Déclarations dont il s'agit doivent suivre le même arrêt , être signées des nouveaux possesseurs & certifiées véritables , avec affirmation qu'il n'y a été omis aucun bien sujet au droit de centième denier , & que la valeur qui a été déclarée est la juste valeur.

Cette loi veut d'ailleurs qu'en cas d'omission ou de fausse Déclaration , ceux qui les auront faites encourent une amende de trois cens livres & soient condamnés à payer le triple droit , sans que ces peines puissent être remises , modérées ni réputées comminatoires sous quelque prétexte que ce soit.

Enfin l'arrêt permet au fermier & à ses commis ou préposés , de faire procéder si bon leur semble , par experts convenus ou nommés d'office , à l'estimation de la valeur des biens mentionnés dans les Déclarations. Les frais de ces estimations doivent être supportés par les redevables indépendamment de l'amende & du triple droit lorsque les biens se trouvent être de plus grande valeur qu'ils n'ont été déclarés.

L'exécution de ces réglemens a été ordonnée toutes les fois qu'il s'est élevé des contestations pour en éluder les dispositions. C'est ainsi que par arrêt du 2 octobre 1714 , rendu contre l'évêque de Metz , héritier bénéficiaire du duc de Coaslin son frère , le conseil a ordonné qu'il feroit une Déclaration de tous les biens de la succession & qu'il en représenteroit les titres.

Par un autre arrêt du 20 juin 1721 , le conseil sans s'arrêter aux offres faites d'une somme par le duc de Luynes , sans Déclaration détaillée , a ordonné qu'il fourniroit une Déclaration détaillée des biens qui lui étoient échus

par la succession de la duchesse de Nemours, & qu'il en payeroit le centième denier.

Le conseil a aussi décidé le 6 mai 1730 contre les héritiers du sieur Hérault, que les Déclarations devoient être faites & les droits payés dans les bureaux où les biens étoient situés.

Et par deux autres décisions des 6 septembre 1733, & 22 mars 1749, rendus contre le marquis de Beaupreau & contre le sieur Rigault, le conseil a jugé que l'héritier devoit nécessairement faire sa Déclaration & rapporter les titres.

*Des Déclarations au papier terrier.*

Une Déclaration de cette sorte est un acte par lequel un censitaire fournit au seigneur une énumération détaillée des héritages qu'il possède dans sa censive, & des redevances auxquelles ces biens sont sujets.

Cette Déclaration se nomme aussi *Déclaration censuelle*, & *Déclaration d'héritages*.

Quand le seigneur a obtenu des lettres de terrier, le censitaire doit passer sa Déclaration au terrier, auquel cas il est dû au notaire par le censitaire, cinq sous pour le premier article, & six blancs pour chacun des articles suivans.

Le seigneur qui n'a point obtenu de lettres de terrier, peut néanmoins obliger chaque censitaire à lui passer Déclaration tous les vingt-neuf ans, pour la conservation de la quotité du cens & des autres droits : toute la différence est que dans ce cas, le censitaire peut passer sa Déclaration devant tel notaire qu'il juge à propos.

Les Déclarations dont il s'agit qui sont au-dessous de dix articles, ne doivent que cinq sous de droit de contrôle ; mais lorsqu'elles sont de

## 198 D É C L A R A T I O N.

dix articles & au-dessus, elles doivent dix sous. C'est ce qui résulte de l'article 41 du tarif du 29 septembre 1722.

Par arrêt du 30 avril 1718, le conseil a déclaré nulle une Déclaration judiciaire reçue aux assises de la commanderie de Saint-Remy d'Angers, faute d'avoir été contrôlée, & a prononcé l'amende de deux cens livres contre chacun des contrevenans.

Les reconnoissances ou Déclarations des rentes seigneuriales qui se font aux tenues des gages - pleiges en Normandie, sont des actes nécessairement judiciaires, & par conséquent exempts de contrôle. Cela a été ainsi jugé par arrêt du 3 juillet 1731. Au reste, ces actes n'empêchent pas les seigneurs de faire des terriers & de faire fournir des Déclarations ainsi que des aveux & dénombremens lors des mutations.

Il suffit pour la validité des Déclarations au papier terrier, qu'elles soient contrôlées dans les trois mois de la date, lorsqu'elles ont été reçues par l'officier chargé de toutes celles qui se font au terrier. C'est ce que le conseil a décidé par arrêt du 25 juillet 1724.

Il n'est dû qu'un seul droit de contrôle pour une Déclaration passée au papier terrier par plusieurs tenanciers solidaires. C'est ce qui résulte d'une décision du conseil rendue le 15 juillet 1730 en faveur du duc de la Force.

Mais si les tenanciers ne sont pas solidaires, il est dû autant de droits qu'il y a de tenanciers différens. Le conseil l'a ainsi décidé le 15 mai 1734 sur un mémoire du comte de la Roque.

*Des Déclarations en matière de traites.*



Une Déclaration de cette espèce est un état ou facture circonstanciée de ce qui est contenu dans les balles & ballots, ou caisses que les voituriers conduisent dans les bureaux d'entrée ou de sortie.

Quoique les dispositions de l'ordonnance de 1687 parussent prévenir toutes les contestations entre les marchands & les commis des bureaux, l'expérience ayant appris qu'elles n'étoient encore que trop fréquentes, le roi fit dresser au conseil en 1723, un règlement composé de neuf articles, qui expliquent, modifient ou confirment l'ordonnance de 1687, & dont il est d'autant plus à propos de donner ici la substance, que la matière des Déclarations des marchandises, est une des plus importantes du commerce.

« Article I. Les Déclarations contiendront la  
 » quantité, le poids, le nombre & la mesure  
 » des marchandises, le nom du marchand ou du  
 » facteur qui les envoie, de celui à qui elles sont  
 » adressées, le lieu du chargement & celui de  
 » la destination, & les marques & numéros  
 » des ballots seront mis en marge des Déclara-  
 » tions.

« II. Les Déclarations seront faites relative-  
 » ment au tarif, c'est-à-dire que le capitaine  
 » du vaisseau, le marchand & le voiturier se-  
 » ront tenus de déclarer au poids les marchan-  
 » dises dont les droits doivent être payés au  
 » poids; à la mesure, celles qui doivent se payer  
 » à la mesure; & au nombre, celles qui doivent  
 » se payer au nombre.

« III. Les Déclarations seront réputées en-  
 » tières par rapport aux marchandises dont les

## 200 D É C L A R A T I O N.

» droits se payent au poids, lorsque le poids de  
 » ces marchandises n'excédera que du dixième  
 » celui qui aura été déclaré, en payant les droits  
 » de cet excédent, qui ne pourra être sujet ni  
 » à saisie ni à confiscation ; mais lorsque l'excé-  
 » dent sera au-dessus du dixième, tout ce qui  
 » sera au-dessus du poids déclaré fera acquis &  
 » confisqué au profit du fermier, avec amende  
 » de trois cens livres pour chaque contraven-  
 » tion.

» IV. Dans la disposition du précédent article,  
 » ne seront point compris les fers, les cuivres,  
 » les plombs & les étains, dont l'excédent ne  
 » pourra être au-dessus du vingtième du poids  
 » qui aura été déclaré, en payant les droits  
 » dudit excédent, lequel ne pourra être saisi ni  
 » confisqué qu'en cas qu'il se trouvât au-dessus  
 » dudit vingtième, ainsi qu'il est dit à l'article  
 » précédent & sous la même peine.

» V. Les Déclarations de toutes les marchan-  
 » dises dont les droits se payent au nombre,  
 » seront aussi réputées entières lorsqu'elles ne  
 » se trouveront excéder que du dixième le  
 » nombre déclaré, en payant les droits de  
 » l'excédent, qui ne pourra être saisi ni con-  
 » fisqué qu'en cas qu'il se trouve au-dessus dudit  
 » dixième, & ce sous les peines portées par  
 » l'article 3.

» VI. A l'égard des sucres bruts, des syrops,  
 » huiles & beurres qui sont marchandises su-  
 » jettes à déchet & à coulage, les droits n'en  
 » seront payés que sur le pied du poids effectif,  
 » sans que les marchands soient sujets à en dé-  
 » clarer le poids, mais seulement à rapporter  
 » les Déclarations du poids faites au lieu du

» chargement , & de représenter les mêmes  
 » quantités de pipes , barriques & autres futailles  
 » & vaisseaux en bon état.

» VII. Les voituriers & conducteurs des  
 » marchandises , soit par eau ou par terre , qui  
 » n'auront pas en main leurs factures ou Dé-  
 » clarations à leur arrivée , seront tenus de faire  
 » leurs Déclarations sur le registre , du nombre  
 » de leurs ballots , & des marques & numéros qui  
 » y seront , à la charge de faire ou de rapporter  
 » dans quinzaine si c'est par terre , & dans six  
 » semaines si c'est par eau , une Déclaration des  
 » marchandises en détail , & cependant ils lais-  
 » seront leurs ballots dans le bureau ; & ce  
 » temps passé sans avoir fait ou rapporté une  
 » Déclaration en détail , les marchandises seront  
 » confisquées , & les voituriers - conducteurs  
 » condamnés à trois cens livres d'amende.

» VIII. Lorsque les marchandises auront été  
 » mouillées pendant le voyage , & que le poids  
 » en sera augmenté au-delà de cinq pour cent ,  
 » il sera fait réfaction du poids dont elles au-  
 » ront augmenté au - delà de celui qu'elles  
 » auroient dû naturellement peser si elles n'a-  
 » voient pas été mouillées ; & pour vérifier le  
 » poids juste & faire ladite réfaction , le mar-  
 » chand sera tenu de représenter sa facture ; &  
 » si l'augmentation du poids ne va qu'à cinq  
 » pour cent & au-dessous , le fermier ne sera  
 » point tenu d'en faire réfaction.

» IX. Seront au surplus les autres articles du  
 » titre 2 de l'ordonnance de 1687 , exécutés  
 » selon leur forme & teneur , en ce qui n'y est  
 » point dérogé par le présent règlement ».

Observez sur l'article 5 du règlement que nous

venons de rapporter, que plusieurs marchands ayant voulu lui donner de l'extension en prétendant que les vins, eau-de-vie & autres liqueurs devoient être compris dans la disposition qu'il renferme, & par conséquent qu'un tonneau de vin d'excédent sur une Déclaration de dix tonneaux ne pouvoit être saisi, attendu qu'un tel excédent n'étoit point au-dessus du dixième de la quantité des tonneaux déclarés, le conseil rendit le 4 avril 1724, un arrêt portant que tout excédent des Déclarations qui se trouveroit sur le nombre des tonneaux, barriques, futailles ou autres vaisseaux de vin, eau-de-vie ou liqueur, quand même il seroit au-dessous du dixième de la totalité de la Déclaration, seroit sujet à confiscation comme marchandise non déclarée, avec amende de trois cens livres.

Le maître des ports de la ville de Rouen ayant par deux sentences des 7 & 18 décembre 1723, ordonné la confiscation d'excédens trouvés sur des Déclarations faites par deux négocians de cette ville, & prononcé seulement cinquante livres d'amende au-lieu des trois cens portées par l'arrêt & les lettres-patentes de 1723, le conseil par arrêt du 8 février suivant, cassa ces sentences, condamna ces négocians à l'amende de trois cens livres, & fit défenses au maître des ports de modérer à l'avenir les amendes encourues pour excédent de Déclarations, sous quelque prétexte que ce fût.

Le nommé Rottureau de la Melinière ayant fait une fausse Déclaration au bureau de Saint-Elier, ses marchandises furent saisies par procès verbal du 20 mars 1723. Ce particulier pour éviter la confiscation qui devoit être prononcée

## D É C L A R A T I O N. 203

en vertu de l'article 13 du titre 2 de l'ordonnance du mois de février 1687, offrit de prouver qu'il avoit fait une Déclaration entière des marchandises dont il s'agissoit : le juge des traites de Laval l'admit par sentence du 16 avril suivant à faire cette preuve, sauf au fermier à faire preuve du contraire : quelques témoins ayant déposé en faveur de Rottureau de la Melinière, le même juge rendit le 21 juin une sentence définitive par laquelle il accorda la main-levée des marchandises saisies en payant les droits, & condamna le fermier aux dépens. Mais comme cette procédure étoit contraire aux dispositions de l'ordonnance & des réglemens concernant les fermes, le conseil rendit un arrêt le 14 décembre 1723, par lequel il cassa les sentences du juge de Laval, prononça la confiscation des marchandises saisies, avec amende de trois cens livres, & fit défense aux juges des traites & à tout autre juge des fermes, tant de première instance que d'appel, d'admettre aucune preuve testimoniale tendante à détruire les Déclarations, soumissions & autres engagemens des redevables des droits, à peine d'interdiction, de cassation de procédure, & de tous dépens, dommages & intérêts. Il fut en même-temps ordonné que cet arrêt seroit publié & enregistré dans tous les greffes des élections, traites & greniers à sel.

### *Des Déclarations en matière de droits d'aides.*

Suivant l'ordonnance des aides de 1680, il est défendu à quelque personne que ce soit, de faire entrer dans Paris aucune boisson avant d'en avoir fait la Déclaration, à peine de confiscation & de cent livres d'amende, que la Décla-

## 204 D É C L A R A T I O N.

ration du roi du 17 février 1688 a permis aux juges de modérer à vingt-cinq livres & non au-dessous.

Les Déclarations de vin amené, soit par eau, soit par terre, doivent être faites sous les mêmes peines, à l'instant de l'arrivée aux bureaux des barrières, des portes & des ports; & tout ce qui est trouvé sans Déclaration au-delà du bureau où l'on a dû en faire une, est dans le cas de la confiscation.

Les Déclarations ne doivent être faites que par les voituriers, marchands ou leurs facteurs, ou par les propriétaires qui conduisent leur vin en personne, & non par d'autres. Il est même défendu à tout particulier d'aller sous la qualité de déchargeur de vin, au-devant des voituriers qui le conduisent, pour retirer leurs lettres de voiture, se charger de faire les Déclarations aux entrées, & même de s'introduire dans les bureaux pour cet effet, à peine du fouët, du bannissement & de cent livres d'amende pour la première fois, & des galères pour trois ans en cas de récidive.

Avant cette disposition de l'ordonnance, il arrivoit que de prétendus déchargeurs de concert avec les voituriers, faisoient de fausses Déclarations, qui lorsqu'elles venoient ensuite à être découvertes, étoient désavouées par les voituriers, ce qui donnoit occasion à la fraude ou du moins à des contestations. Or comme les droits se perçoivent sur les Déclarations, il faut qu'elles soient certaines & invariables, & par conséquent elles ne doivent être faites que par ceux qui sont obligés d'en répondre.

Les Déclarations doivent contenir la quantité

du vin , les noms , surnoms , qualités & demeures de ceux à qui il appartient , le lieu du crû , le lieu où il a été chargé & celui où il doit être encavé : il faut aussi que ces Déclarations soient signées par le propriétaire ou conducteur s'ils savent signer , sinon il doit en être fait mention sur le registre ; le tout à peine de confiscation & de cent livres d'amende que les juges ont la liberté de modérer à vingt cinq livres.

Suivant un arrêt du conseil du 7 octobre 1755 , les Déclarations portées sur les registres du fermier doivent faire foi en justice.

Le vin qui se trouve excéder la quantité portée par les Déclarations doit être confisqué , ainsi que celui qui n'a pas été déclaré , quand même il seroit en évidence. C'est ce qui résulte de l'article 2 du titre 7 de l'ordonnance de 1680.

Cette disposition ne décidoit pas si une Déclaration fautive par rapport à la contenance des vaisseaux où étoient les boissons , emportoit la confiscation du total des vaisseaux faussement déclarés , ou si l'on ne devoit comprendre dans la confiscation que la quantité trouvée effective au-delà de la Déclaration : mais le conseil a jugé cette question par deux arrêts des 5 janvier & 12 février 1723 , qui ont prononcé la confiscation en entier de neuf demi-queues de vin , déclarées demi-muids à l'entrée de Paris , & de vingt-six bottes de cidre déclarés à l'entrée de Rouen au-dessous de leur contenance. Le conseil a jugé de même par un autre arrêt du 4 avril 1724 , rendu au sujet de la subvention par doublement. Et cette jurisprudence a été suivie par la cour des aides dans deux arrêts qu'elle a

rendus , l'un le 13 mai 1749 , & l'autre le 21 janvier 1750 , contre deux marchands de la ville d'Orléans. Ces arrêts ont jugé que les Déclarations faites dans les bureaux devoient être vraies dans tout ce qu'elles contenoient , ce qui est conforme à l'article 24 du titre commun de l'ordonnance de juillet 1681.

Dans tous les lieux où les droits d'aides ont cours , il est défendu à tout particulier , même à ceux qui sont exempts des droits d'aides , d'enlever aucun vin de leurs caves , celliers ou autres lieux pour le conduire ailleurs , sans en faire Déclaration au bureau du fermier. Cette Déclaration doit contenir la quantité des boissons , le lieu où on les charge , celui où on les conduit avec les noms , surnoms & demeures , tant des propriétaires que des particuliers à qui elles sont adressées. Et en même-temps il faut prendre dans ce bureau un congé de remuage conforme à la Déclaration , ou si c'est dans un pays d'aides où le gros n'ait pas cours , un acquit des droits de courtiers jaugeurs ; le tout à peine de confiscation des boissons & équipages servant à les conduire , & d'une amende de cent livres que les juges peuvent modérer au quart & non au-dessous.

Pour recevoir les Déclarations dont il s'agit , les commis sont obligés de se trouver au bureau depuis cinq heures du matin jusqu'à midi , & depuis deux heures après midi jusqu'à huit heures du soir , dans les mois d'avril , mai , juin , juillet , août & septembre ; & dans les autres mois , depuis sept heures du matin jusqu'à midi , & depuis deux heures jusqu'à cinq du soir , à peine



de tous dépens , dommages & intérêts dont le fermier est déclaré responsable.

Lorsque le fermier trouve des obstacles qui l'empêchent d'établir des buralistes dans des lieux où ils sont nécessaires, il peut obliger les habitans de nommer un des plus solvables d'entr'eux pour recevoir les Déclarations & les droits, moyennant un salaire de six deniers pour livre du montant de la recette.

Les particuliers qui veulent vendre des boissons en détail, sont obligés avant de commencer leur débit, de déclarer non-seulement les boissons qu'ils ont dessein de vendre , mais encore toutes celles qu'ils ont en leur possession, dans une ou plusieurs caves. Cette Déclaration doit être faite aux bureaux de recette des lieux où il y en a d'établis , & aux commis aux exercices dans les lieux où il n'y a point de bureau. Il doit y être fait mention du lieu où ils entendent faire la vente de leurs boissons , si c'est à pot ou à assiette (\*), & si elles sont de leur crû ou d'achat : il faut qu'ils retirent un acte de cette Déclaration, que les commis sont obligés de leur délivrer sans frais ; le tout à peine de confiscation des boissons saisies & d'une amende de

---

(\*) Cette distinction n'est pas prescrite par l'ordonnance des aides de Rouen , attendu que la Normandie est sujette au quatrième , & que dans les lieux où ce droit a cours , il n'y a point de différence entre la vente à pot & la vente à assiette.

Lorsque dans les pays de huitième on déclare vendu à pot ce qui est vendu à assiette , l'amende est de trois cens livres , au lieu qu'elle n'est que de cent livres pour défaut de Déclaration , parce que la peine de la fausse Déclaration doit être plus forte que celle de l'omission.

cent livres , qui selon la Déclaration du 4 septembre 1708 , ne peut être modérée de plus d'un quart , au payement de laquelle non-seulement les débitans qui sont surpris à vendre sans Déclaration , mais encore les acheteurs ou auteurs de la fraude , doivent être solidairement contraints comme pour les propres deniers & affaires du roi (\*).

Ceux qui veulent vendre des boissons en détail , doivent après leur Déclaration faite , mettre bouchon ou enseigne à la porte du lieu où ils prétendent faire leur débit , sous pareille peine de confiscation , & de cent livres d'amende.

Cette règle a été établie afin que les commis ne pussent point se méprendre & qu'ils connussent parfaitement les lieux indiqués par les Déclarations.

Dans les pays de quatrième , les particuliers qui vendent en détail sont obligés de déclarer aux commis toutes les fois qu'ils en sont requis , le prix de leur vin , tant de celui qu'ils ont vendu que celui qui est en perce , & de signer leur Déclaration sur le registre des commis , s'ils savent signer ; ou pour tenir lieu de signature , de déclarer qu'ils ne savent signer ; & en cas de refus de leur part , après l'interpellation des commis , dont il doit être fait mention sur le

---

(\*) Les Déclarations dont il s'agit sont la base du travail des commis. On exige dans les pays de huitième qu'elles contiennent si la vente est à pot ou à assiette à cause de la différence des droits , & si les boissons sont du crû ou d'achat , à cause de l'annuel que ne doivent pas ceux qui ne vendent que le vin de leur crû lorsqu'ils ne tiennent pas cabaret.

registre de ces derniers , les droits doivent être payés à raison du prix écrit par eux sur ce même registre.

Observez toutefois que quand les débitans n'ont pas signé sur le registre des commis , il leur est permis de faire preuve par témoins qu'ils ont vendu à un prix moindre que celui qui est porté au registre : mais ils sont tenus de payer par provision.

Le fermier est aussi autorisé de son côté à prouver par témoins la fausseté de la Déclaration du prix faite & signée par les débitans sur les registres des commis.

Lorsque cette preuve est acquise , le vin dont le prix se trouve avoir été faussement déclaré doit être confisqué ou sa juste valeur , & le contrevenant condamné à dix livres d'amende. Au surplus , ceux qui vendent en détail sont civilement responsables des Déclarations & du fait des personnes préposées au débit de leurs boissons.

Il faut remarquer que le fermier a la liberté de prendre à son profit les boissons pour le prix auquel les débitans les ont déclarées , déduction faite des droits de détail , & cela sans préjudice de la preuve de la fausse Déclaration qu'il est toujours en droit de faire.

Les bouchers , marchands forains ou autres qui conduisent du bétail vivant ou de la viande pour être consommés dans les lieux où il y a des bureaux établis aux entrées pour les aides ou pour les octrois , doivent déclarer sans fraude dans ces bureaux la qualité & l'âge des bestiaux & en payer les droits à l'instant de l'arrivée , à peine de trois cens livres d'amende & de con-

fiscation des bestiaux & de la viande non déclarés, même des chevaux & équipages qui auront servi à la fraude.

Dans les autres lieux sujets aux droits, & où il n'y a ni barrières ni bureaux établis aux portes, les bouchers, marchands ou autres sont obligés de faire leur Déclaration au bureau du fermier établi dans le lieu, & d'y payer les droits à l'instant de l'arrivée avant de pouvoir conduire leurs bestiaux dans leurs maisons ou aillieurs. C'est ce qui résulte de différentes lois citées par M. Lefevre de la Bellande.

*Des Déclarations des coupes de bois.*

Aux termes de l'article 3 du titre 26 de l'ordonnance des eaux & forêts, & de plusieurs arrêts du conseil rendus en conséquence, les particuliers n'étoient obligés à faire une Déclaration des bois qu'ils vouloient faire abattre, qu'autant qu'ils étoient situés à une certaine distance de la mer & des rivières navigables: mais par un arrêt de règlement du premier mars 1757, le conseil a ordonné que tous les propriétaires de bois de futaie, arbres épars, ou baliveaux sur taillis, dans quelque lieu qu'ils fussent situés, & à quelque distance que ce fût de la mer ou des rivières navigables, seroient tenus six mois avant de les couper, d'en faire leur Déclaration au greffe de la maîtrise particulière des lieux où les bois seroient situés, à peine de trois mille livres d'amende & de confiscation des bois coupés (\*).

(\*) *Voici cette loi :*

Le roi s'étant fait représenter en son conseil l'ordonnance du mois d'août 1669, titre des bois à bâtir appartenans tant aux ecclésiastiques, gens de main-morte, com-

## La Déclaration dont il s'agit doit contenir la

munauté & habitans des paroisses, qu'aux particuliers, l'arrêt du conseil du 21 septembre 1700, servant de règlement pour les bois propres au service de la marine, celui du 23 juillet 1748 qui fait défenses aux communautés ecclésiastiques, séculières, laïques & même aux particuliers propriétaires des bois, de quelque qualité & condition qu'ils soient, de faire abattre aucun arbre futaie ou épais ou baliveau sur taillis qui auroient été marqués du marteau de la marine, sa majesté auroit reconnu que si les précautions prises par l'arrêt du 21 septembre 1700, pour mettre les commissaires de la marine à portée de reconnoître les bois qui pourroient être propres pour ce service, ont paru suffisantes, c'est qu'alors la difficulté du transport qui s'opposoit à l'usage que l'on pouvoit faire de ces bois, rendoit les recherches au-delà de la distance fixée par ce règlement, totalement inutiles; & que d'ailleurs les ressources étoient beaucoup plus abondantes; mais la rareté des bois de construction qui augmente de plus en plus, & les facilités que procurent aujourd'hui les grands chemins, au défaut de rivières navigables, ont déterminé sa majesté à autoriser la recherche de ces bois partout où il s'en pourroit trouver, sans considérer les distances de la mer ou des rivières, en obligeant tous les propriétaires qui voudront faire couper leurs bois de futaie, à en faire leur Déclaration six mois auparavant, aux greffes des maîtrises particulières des lieux, à quoi sa majesté desirant pourvoir, ordonne le rapport, &c.

Le roi étant en son conseil, a ordonné & ordonne que les articles contenus sous les titres des bois à bâtir pour les maisons royales & bâtimens de mer, des bois appartenans aux ecclésiastiques & gens de mains morte, communautés & habitans des paroisses & celui des bois appartenans aux particuliers, de l'ordonnance des eaux & forêts du mois d'août 1669, ensemble l'arrêt du conseil du 21 septembre 1700, seront exécutés selon leur forme & teneur; & iceux interprétant en tant que besoin est ou seroit, ordonne & ordonne que tous propriétaires de bois de futaie, arbres épars, ou baliveaux sur taillis dans quelques lieux & endroits qu'ils soient situés, & à quelque distance que ce soit

quantité, la qualité, l'essence, l'âge & la situa-

de la mer ou des rivières navigables, seront tenus six mois avant de les couper d'en faire leur Déclaration au greffe de la maîtrise particulière des eaux & forêts des lieux & faire mention de la quantité, qualité, essence, âge & situation desdits bois, à peine de 3000 livres d'amende & de confiscations des bois coupés, sans que ces Déclarations puissent être faites ailleurs qu'aux greffes des maîtrises royales dans l'étendue desquelles les bois seront situés. Fait en conséquence sa majesté très-expresses inhibitions & défenses à tous greffiers des justices seigneuriales, sous quelques titres & qualifications qu'elles soient connues, de recevoir ces Déclarations à peine de nullité & de 500 livres d'amende qui ne pourra être réputée comminatoire; enjoint sa majesté aux greffiers des maîtrises de se conformer au surplus à ce qui est prescrit par l'article 5 de l'arrêt du conseil du 21 septembre 1700; ordonne pareillement sa majesté que l'arrêt du conseil du 23 juillet 1748, sera exécuté selon sa forme & teneur; en conséquence fait sa majesté très-expresses inhibitions & défenses aux communautés ecclésiastiques, séculières, régulières & laïques, même aux particuliers propriétaires des bois de quelque qualité & condition qu'ils soient de faire abattre à l'avenir, sous quelque prétexte que ce soit, les arbres futaie ou épars, baliveaux sur taillis qui auront été marqués du marteau de la marine pour le service, soit présent, soit à venir de ladite marine, à peine de confiscation desdits arbres & baliveaux, & de 3000 livres d'amende pour la première contravention, qui ne pourra être réputée comminatoire, & de plus grande peine en cas de récidive; enjoint sa majesté aux sieurs grands maîtres des eaux & forêts, & aux officiers des maîtrises particulières de rechercher ceux qui contreviendront au présent arrêt & tant aux grands-maîtres qu'aux officiers desdites maîtrises de tenir chacun en droit soi, la main à l'exécution d'icelui; ordonne qu'à la diligence des procureurs de sa majesté dans les maîtrises, il sera lu, publié, affiché & signifié partout & à qui il appartiendra, & exécuté nonobstant oppositions ou autres empêchemens généralement quelconques, pour lesquels ne sera différé, & dont si aucuns interviennent, sa

tion des bois à couper ; & elle ne peut être faite ailleurs qu'au greffe de la maîtrise dans l'étendue de laquelle ces bois sont situés ; le tout à peine de nullité.

Les Déclarations faites en la forme prescrite , aux greffes des maîtrises , & même les permissions que les particuliers obtiennent du roi pour la coupe de leurs bois , ne peuvent servir que pour un an : c'est pourquoi ceux qui ont négligé d'en faire usage dans ce temps , sont obligés de faire une nouvelle Déclaration ou d'obtenir une nouvelle permission. C'est ce qui résulte d'une décision énoncée dans une lettre écrite à toutes les maîtrises du royaume le 24 novembre 1744 (\*).

Suivant un arrêt du conseil du 2 décembre 1738 , il n'est dû pour l'enregistrement & l'expédition de chaque Déclaration que dix sous.

majesté s'en est , & à son conseil , réservée la connoissance & icelle interdit à toutes ses cours & autres juges. Fait au conseil d'état du roi , tenu pour la finance , à Versailles , le premier mars mil sept cent cinquante-sept. *Signé*, BERGERT.

(\*) *Voici cette lettre.*

M. le contrôleur général est informé , Messieurs , que plusieurs particuliers font couper journellement de leurs bois , sous prétexte qu'ils ont obtenu la permission du conseil d'en disposer , ou qu'ils en ont fait leur Déclaration au greffe de la maîtrise particulière des eaux & forêts du ressort quelques années auparavant ; & d'autant que l'intention du roi est que ces sortes de permissions ou Déclarations ne subsistent que pendant un an , à compter du jour de leurs dates , M. le contrôleur général me charge de vous mander de n'avoir dorénavant aucun égard aux permissions du conseil qui auront été enregistrées au greffe de votre maîtrise , ni aux Déclarations qui auront été faites pour coupe de bois , lorsqu'elles se trouveront surannées. Ayez soin de vous conformer au présent ordre , & de m'en accuser la réception. Je suis , Messieurs , entièrement à vous. *Signé* , DE BAUDRY.

## 214 D É C L A R A T I O N.

Il est défendu aux juges des seigneurs de donner des permissions de couper des bois, & à leurs greffiers de recevoir à ce sujet aucune Déclaration, sous peine de mille livres d'amende contre les juges, & de cinquante livres contre les greffiers.

Il est pareillement défendu à tout particulier de se servir de pareilles permissions ou Déclarations, sous peine de cent livres d'amende & de confiscation des bois qui auroient pu être abattus en conséquence. Toutes ces dispositions sont fondées sur divers arrêts du conseil des 21 septembre 1700, 6 septembre 1723, 10 mai 1735, 26 décembre 1741, 7 décembre 1751 & premier mars 1757.

Les particuliers qui ont des bois taillis joignant les forêts du roi sont tenus de déclarer au greffe de la maîtrise du ressort, la qualité & la quantité qu'ils veulent en vendre chaque année, à peine d'amende arbitraire & de confiscation. C'est ce que porte l'article 4 du titre 26 de l'ordonnance des eaux & forêts.

### *Des Déclarations d'hypothèque.*

La Déclaration d'hypothèque est ce qui tend à déclarer un héritage affecté & hypothéqué à quelque créance. On forme une demande en Déclaration d'hypothèque, quand on a un droit acquis & exigible sur l'héritage; au lieu que quand on n'a qu'un droit éventuel, on forme seulement une demande en interruption de prescription. La demande en Déclaration d'hypothèque doit être formée avant que la prescription ne soit acquise (\*).

---

(\*) *Formule d'une demande en Déclaration d'hypothèque.* L'an, &c. A la requête du sieur Paul, &c. Je...



huissier soussigné, certifie avoir donné assignation au sieur Pierre, à comparoir, &c.... pour répondre sur ce que par sentence du châtelet de Paris du.... le sieur Jean, lors propriétaire d'une maison sise à.... depuis acquise de lui par ledit sieur Pierre, a été condamné à payer au demandeur la somme de 500 livres pour les causes y énoncées, intérêts & frais; en conséquence le demandeur concit à ce que ladite maison soit déclarée, affectée & hypothéquée au paiement de ladite somme, intérêts & frais; & que ledit sieur Pierre soit condamné comme propriétaire d'icelle, à payer au demandeur ladite somme de 500 livres, ensemble les intérêts échus & à écheoir jusqu'à l'actuel paiement, suivant l'ordonnance, si mieux il n'aime délaisser en justice ladite maison pour être vendue par décret au plus offrant & dernier enchérisseur, en la manière ordinaire & accoutumée sur le curateur qui sera créé au délaissement, pour, sur le prix de ladite vente être le demandeur payé sur & en déduction de son dû, tant en principal, intérêts que frais, & pour en outre répondre, &c. & ai signifié que Me. A.... &c.

*Si la demande en Déclaration d'hypothèque étoit formée en conséquence d'un contrat de constitution, comme on ne pourroit exiger le remboursement du principal, parce qu'il est aliéné, il faut demander la continuation du paiement de la rente, & par conséquent un titre nouvel. Voici la forme :*

L'an, &c. à la requête du sieur Paul, &c. Je.... huissier soussigné certifie avoir donné assignation au sieur Pierre, propriétaire d'une maison sise à.... &c. pour répondre sur ce que par contrat passé devant Me.... & son confrere, notaires à Paris, le.... le sieur Jean, lors propriétaire de ladite maison, lui a constitué 200 livres de rente, au principal de 4000 livres au paiement de laquelle il a hypothéqué ladite maison; en conséquence voir dire, ledit sieur Pierre, que ladite maison sera & demeurera hypothéquée au paiement de ladite rente, tant qu'elle aura cours, & se voir condamner, comme propriétaire d'icelle, à la payer & continuer audit sieur Paul, lui en passer titre nouvel & reconnoissance devant notaires, &c. ( *Le surplus comme ci-dessus* ).

thèque doit pour son intérêt appeler son vendeur en garantie avant contestation en cause pour être déchargé des arrérages de la rente, s'il s'agit d'un tel objet ; sinon il peut se trouver dans le cas de payer les arrérages échus de son temps, suivant l'article 102 de la coutume de Paris.

Lorsque le garant ne fournit point de moyen suffisant pour repousser la demande en Déclaration d'hypothèque, le propriétaire doit abandonner l'héritage avant la contestation en cause, pour les raisons qu'on a dites.

Comme la coutume citée n'exige pas que l'abandon se fasse en jugement, on peut le faire au greffe par un acte (\*).

*Des Déclarations de dépens.*

Une Déclaration de dépens est un état des dépens dus par celui qui y a été condamné (\*\*).

(\*) *Formule de cet acte :*

Aujourd'hui est comparu au greffe le sieur Pierre, assisté de Me. B. . . son procureur, lequel pour éviter les poursuites de la demande contre lui formée par le sieur Paul, en Déclaration d'hypothèque sur la maison ci-après désignée, & en conséquence de l'option à lui déférée par la coutume, a déclaré qu'aux risques, périls & fortune du sieur Jean, il délaisse en justice une maison sise à . . . qu'il a acquise dudit sieur Jean, contre lequel il se réserve tous ses droits & actions résultans de l'éviction de ladite propriété de maison, ainsi que l'hypothèque & privilège qu'il a sur icelle, dont & de tout ce que dessus, il a requis acte à lui accordé ledit jour & an, & a signé au registre.

(\*\*) *Formule d'une Déclaration de dépens.*

Déclaration de dépens auxquels le sieur. . . a été condamné envers. . . par sentence rendue au châtelet de Paris, le. . .

Premièrement pour contrôle du billet, *suivant le reçu du contrôleur.*

Le demandeur en taxe doit signifier la Déclaration de dépens au défendeur & lui en donner copie. C'est une disposition de l'article 5 du titre 31 de l'ordonnance de 1667. Cette loi a fixé la jurisprudence qui n'avoit rien d'uniforme sur ce point auparavant. Au parlement on ne signifioit point la Déclaration, on la mettoit seule-

---

Pour le conseil avant la requête, trente sous.

Pour la requête du... afin de permission de saisir, vingt-un sous.

Pour l'exploit de saisie & arrêt du... papier, contrôle & droit de l'huiſſier, trente sous.

Pour la présentation, contrôle & journée, dix sous.

Pour le défaut concluant & journée, sept sous six deniers.

Pour l'exploit de dénonciation du... trente sous.

Pour la présentation, dix sous.

Pour le défaut & journée, sept sous six deniers.

Pour le conseil sur une requête verbal, trente sous.

Pour la plaidoirie de l'avocat, trois livres.

Pour la journée de la sentence ci-après, cinq sous.

Pour la minute d'icelle, douze sous six deniers.

Pour le coût de ladite sentence du... copie, signification & contrôle....

Pour la copie, signification & sommation pour parvenir à la taxe....

Pour le contrôle des dépens....

Pour les assistances....

Pour les commissaires....

Pour les tiers....

Pour le syndic....

Pour l'exécutoire, signature & ſcel....

Pour le premier commandement.

*Ce modèle ſuffit pour donner une idée générale. On conçoit bien que les Déclarations de dépens doivent varier à l'infini, ſuivant les différentes eſpèces de demandes & les incidens qui peuvent naître dans le cours des conteſtations.*

ment en original entre les mains du procureur du défendeur, avec les pièces justificatives. Aux requêtes du palais on mettoit bien le *signifié & baillé copie* sur la Déclaration, mais cette copie ne se donnoit jamais; il n'y avoit qu'aux requêtes de l'hôtel au souverain où l'on signifioit & donnoit copie de la Déclaration de dépens.

Aujourd'hui cette obligation est imposée à tous les tribunaux du royaume : mais il arrive souvent qu'il y a plusieurs condamnés aux dépens par un seul & même jugement. Doit-on en ce cas multiplier la signification de la Déclaration, autant de fois qu'il y a de personnes condamnées ? Comme ces sortes de significations se font au domicile des procureurs, il est certain qu'on ne doit faire qu'une signification de la Déclaration de dépens, lorsque les condamnés sont défendus par un seul & même procureur. Mais lorsqu'ils s'étoient servis dans la contestation du ministère de différens procureurs, c'étoit-là véritablement le point de la difficulté. Cependant on en trouve une solution bien nette & bien précise dans l'arrêt de règlement du 17 janvier 1661. Pour cela la cour a distingué deux cas ; 1°. celui où les condamnés pour lesquels différens procureurs occuperoient, auroient un seul & même intérêt ; 2°. celui où ils auroient des intérêts différens. *Lorsqu'il y aura plusieurs condamnés qui occuperont par différens procureurs, & que les articles les concerneront conjointement, la copie de la Déclaration (porte le règlement) ne sera donnée qu'à l'ancien procureur, en le déclarant néanmoins aux autres procureurs par un simple acte ; & en cas que l'intérêt des condamnés soit distinct & séparé, ne leur sera donné à chacun copie que des articles qui les regardent.*

Comme les droits d'assistance des procureurs dans les Déclarations & taxes de dépens sont proportionnés à la quotité des articles, on a craint que dans la vue de multiplier leurs émolumens, ces officiers ne cherchassent à augmenter le nombre des articles, en employant, par exemple, dans l'une une pièce pour l'avoir dressée; dans un suivant, l'expédition de cette même pièce; dans un autre article, la copie & signification: pratique qui avoit lieu avant l'ordonnance, d'après le règlement même de 1665, & qui contribuoit à augmenter de beaucoup les frais de taxe déjà assez considérables par eux-mêmes: c'est pourquoi l'ordonnance voulant les restreindre dans de justes bornes, autant qu'il est possible, veut par l'article 7 du titre cité, qu'on ne compose qu'un seul & même article de tout ce qui a rapport à une même pièce, & qu'on cumule dans cet article le coût de la pièce en général, tant pour l'avoir dressée, que pour son expédition, copie & signification, & autres droits qui peuvent la concerner. Pour retenir à cet égard les procureurs dans l'exacte observation de la loi, par la considération de leurs propres intérêts, l'ordonnance veut non-seulement qu'on raye les articles qui seroient en contravention, mais encore qu'on déduise au procureur contrevenant ses droits sur autant de bons articles qu'il en aura inféré de mauvais & de sujets à être rayés dans sa Déclaration: mais cette dernière peine a rarement lieu; on se contente de rayer les articles contraires à l'ordonnance, & le surplus de ce qu'elle prescrit n'est regardé dans l'usage que comme comminatoire.

Après que le demandeur a fait signifier sa Déclaration de dépens au procureur adverse, celui-ci en prend communication, s'il le juge à propos, ainsi que des pièces justificatives, examine & marque par un signe les articles qu'il juge ne devoir pas passer en taxe, ou les réduit s'il les trouve trop forts. *Voyez aussi les articles TAXE & DÉPENS.*

*Des Déclarations de dommages & intérêts.*

Une Déclaration de dommages & intérêts est l'état qu'une partie fait signifier à l'autre, des dommages & intérêts qui lui ont été adjugés, lorsque le jugement ne les a pas fixés à une somme certaine, mais a seulement condamné une partie aux dommages & intérêts de l'autre, à donner par Déclaration (\*).

L'article premier du titre 32 de l'ordonnance du mois d'avril 1667 contient à cet égard deux dispositions principales. D'abord celui qui poursuit la liquidation des dommages & intérêts à

(\*) *Formule d'une Déclaration de dommages & intérêts.*

Déclaration des dommages & intérêts auxquels par sentence du châtelet de Paris, du. . . le sieur Pierre a été condamné envers le sieur Paul, & dont la teneur suit :

Pour la valeur de trente bottes de luzerne détruite par le passage des chevaux dudit sieur Pierre, sur une partie d'une pièce de luzerne appartenante audit sieur Paul, évaluées à neuf livres, sur le pied de six sous la botte, ci. . 9 livres.

Pour perte de récolte desdites bottes de luzerne, jusqu'à ce que la pièce de luzerne soit dans l'état où elle étoit au jour du passage des chevaux, évaluées à deux années, à neuf livres pour chaque année, sur le même pied de six sous la botte, fait dix-huit livres, ci. . . . . 18 livres.

Total, vingt-sept livres, ci. . . . . 27 livres.

*On exprime ainsi tous les articles dont on fait résulter des torts ; & lorsqu'ils sont justifiés par des pièces, on ajoute, ainsi qu'il est justifié par (cette pièce) &c.*

lui adjugés, est astreint à donner copie au défendeur de la Déclaration de ses dommages & intérêts, en même temps que du jugement qui les lui adjuge, afin que le défendeur connoisse & la quotité de ces dommages & intérêts, & le titre en vertu duquel ils sont exigés, & qu'il puisse prendre ses mesures en conséquence, pour aller au devant des frais de taxe.

Mais comme la Déclaration seroit par elle-même insuffisante pour instruire le défendeur de la légitimité des différens articles qui la composent, si l'on ne lui donnoit en même temps connoissance des pièces justificatives, l'ordonnance par la seconde partie de sa disposition impose à celui qui poursuit la liquidation, l'obligation indispensable de communiquer au défendeur ces pièces justificatives en originaux, sous le récépissé de son procureur, afin qu'il puisse les examiner à loisir & en faire lui-même l'application à chacun des articles de la Déclaration auxquels elles sont relatives. Mais pour prévenir en même temps l'abus que le défendeur pourroit faire de cette facilité, en retenant trop long-temps ces pièces pour retarder la liquidation, le législateur a fixé pour cette communication un délai de quinzaine. Lorsque cette quinzaine est expirée, le procureur qui s'est chargé des pièces sous son récépissé peut être contraint par corps à les rendre & à payer une amende de soixante livres, outre les dommages & intérêts des parties résultans du séjour & d'autres causes, de quoi il est responsable en son pur & privé nom, sans qu'aucune de ces peines puisse être remise ni modérée, sous quelque prétexte que ce soit.

*Des lettres de Déclaration.*

On appelle ainsi des lettres-patentes accordées à ceux qui après avoir été long-temps absens hors du royaume, & avoir en quelque sorte abdiqué leur patrie, reviennent en France. Comme ils ne sont pas étrangers, ils n'ont pas besoin de lettres de naturalité, mais de lettres de Déclaration pour purger le vice de la longue absence.

*Des Déclarations de guerre.*

Chez les Romains une Déclaration de guerre étoit un acte public fait par les hérauts ou féciaux qui signifioient aux ennemis les griefs qu'on avoit contre eux, & qu'on les exhortoit d'abord à réparer, sans quoi on leur déclaroit la guerre. Si au bout de trente-trois jours l'offenseur ne donnoit pas satisfaction à l'offensé, le héraut retournoit déclarer qu'on alloit délibérer à Rome sur les moyens de se faire rendre la satisfaction refusée; & dès que la guerre avoit été résolue dans le sénat, le héraut retournoit pour la troisième fois sur les frontières du pays ennemi, & là, en présence au moins de trois personnes, il prononçoit la formule de la Déclaration de guerre, après quoi il lançoit sur les terres de ce peuple une javeline, ce qui étoit regardé comme le premier acte d'hostilité.

Aujourd'hui une Déclaration de guerre consiste dans un manifeste par lequel un prince déclare la guerre à un autre prince.

*Des Déclarations du roi.*

Une Déclaration de cette sorte est une loi par laquelle le roi explique, réforme ou révoque un édit, une ordonnance.

Les Déclarations du roi sont des lettres-patentes de la grande chancellerie, scellées du



grand sceau de cire jaune, sur une double queue de parchemin, & qui commencent par ces mots: *A tous ceux qui ces présentes lettres verront.* Elles sont datées du jour, du mois & de l'année; en quoi elles diffèrent des édits & ordonnances qui ne sont datés que du mois & de l'année, & commencent par ces mots: *A tous présents & à venir.* Les Déclarations doivent être enregistrées dans les cours, & publiées par leur autorité, pour avoir force de loi.

Voyez le tarif du 29 septembre 1722; la Déclaration du 14 juillet 1699; les arrêts du conseil des 9 novembre 1700 & 26 juillet 1707; le traité des fiefs de Guyot, & celui de Pocquet de Livonière; les arrêtés de Lamoignon; Carondas en ses réponses; le dictionnaire des arrêts; Brodeau sur Louet; les œuvres de Henrys; Ricard, Chopin & Dumoulin sur Paris; la Rocheflavin; des droits seigneuriaux; la déclaration du 29 août 1724; l'édit du mois de décembre 1703; les déclarations des 19 juillet 1704 & 20 mars 1708; l'arrêt de règlement du conseil du 15 septembre 1722; l'ordonnance des fermes du mois de février 1687; le règlement du conseil du mois d'août 1723; l'arrêt du conseil du 14 décembre 1723; l'ordonnance des aides de juin 1680 & celle de juillet 1681; la déclaration du 17 février 1688; le traité général des droits d'aides; l'ordonnance du mois d'avril 1667, & les commentateurs; le praticien du châtelet; le dictionnaire raisonné des domaines; l'encyclopédie, &c. Voyez aussi les articles CONTRÔLE, CENTIÈME DENIER, SUCCESSION, FRANC-FIEF, ADJUDICATION, VENTE, TERRIER, VIN, EAU-DE-VIE, VENTE, DÉTAIL, QUATRIÈME, HUITIÈME, TAXE, DÉPENS, DOMMAGES ET INTÉRÊTS, DROITS RÉSERVÉS, &c.

DÉCLINATOIRE. C'est la requisiſtion par laquelle une partie traduite devant un juge, demande qu'on la renvoie devant un autre juge qu'elle prétend être ſeul en droit de connoître de l'affaire pour laquelle le Déclinatoire eſt propoſé.

Le Déclinatoire peut avoir lieu à raiſon de la qualité de la perſonne qui le propoſe, ou de la nature de l'affaire pour laquelle il eſt propoſé. *Voyez à ce ſujet l'article* COMPÉTENCE.

On peut décliner une juridiction en matière civile & en matière criminelle.

*En matière civile*, lorſque le Déclinatoire ne peut avoir lieu que par des conſidérations tirées de la qualité des perſonnes; par exemple, à raiſon de ce qu'on a un privilège pour n'être traduit que devant certains juges, ou à raiſon de ce qu'on n'eſt point domicilié dans la juridiction du juge devant lequel on eſt traduit, ce Déclinatoire doit être propoſé avant que les défenſes ſur le fond aient été fournies; car après s'être défendu, après avoir contéſté devant le juge, c'eſt lui avoir accordé toute compétence, & l'on n'eſt plus recevable à décliner ſa juridiction (\*). Obſervez néanmoins qu'en ce cas le

(\*) *Formule d'un Déclinatoire en matière civile.*

A Monſieur, &c.

Remontre humblement Jacques, &c.

Diſant qu'il a été aſſigné devant vous par exploit de... à la requête de Pierre, &c.... aux fins de ſe voir condamner au payement, &c.... mais comme il n'eſt point domicilié dans le détroit de votre juridiction, & que dans les affaires perſonnelles ſon véritable juge eſt celui de la juſtice de... où il a ſa réſidence de fait & de droit depuis  
juge

juge du domicile du défendeur ne devant point souffrir de la négligence ou de l'indifférence de son justiciable à demander son renvoi, peut revendiquer la cause dans l'état où elle se trouve, jusqu'au moment même où elle est en état de recevoir sa décision. Mais le simple juge de privilège ne le peut point, parce qu'on ne peut forcer personne à user de son privilège malgré soi.

Quand le Déclinatoire est motivé sur la nature de l'affaire en elle-même, & que cette affaire

---

nombre d'années, malgré toute l'idée avantageuse qu'il a de votre justice & de votre équité, ses intérêts domestiques ne lui permettent pas d'entrer en contestation avec sa partie adverse dans un tribunal trop éloigné de sa demeure, & prend la liberté de vous donner la présente requête pour être renvoyé devant son juge naturel.

A ces causes, il vous plaise, Monsieur, ordonner qu'on en viendra à votre prochaine audience, pour voir dire que la cause dont il s'agit & les parties seront renvoyées devant le juge de.... pour y être procédé en la manière accoutumée, & que ledit Pierre sera condamné aux dépens sur le présent Déclinatoire. Permettre au surplus de faire signifier la présente requête à Me.... procureur constitué dudit sieur Pierre.... à l'effet des conclusions ci dessus, & vous ferez justice.

*Ordonnance.* Soit signifié & viennent, fait à.... le....

*On fait donner copie de la requête & de l'ordonnance ci-dessus, & la signification s'en fait en ces termes :*

Le 7 janvier 1788, signifié à Me.... procureur, à domicile, parlant à (son clerc).

*Lorsqu'on ne veut point employer la forme de la requête, on peut se servir de celle d'un simple acte ordinaire de procédure : on peut même se contenter d'une requisition verbale à l'audience : on suit en pareil cas l'usage introduit dans chaque siège.*

n'est nullement de la compétence du juge devant lequel elle est portée, comme lorsque s'agissant d'une demande en retrait lignager, elle est intentée devant des élus ou des juges d'eaux & forêts, au lieu d'être portée devant les juges ordinaires, ce Déclinatoire peut être proposé en tout état de cause; le demandeur lui-même peut le proposer, parce que l'article premier du titre 6 de l'ordonnance de 1667 déclare nuls les jugemens rendus par des juges dont l'incompétence est absolue. Il est même enjoint à ces juges de renvoyer d'office ces sortes d'affaires, sous peine d'être pris à partie. Voyez ce qui est dit à ce sujet au commencement de l'article CAUSE.

Le juge devant lequel on est traduit, est compétent pour décider s'il y a lieu à accorder ou à refuser le renvoi qui fait le sujet du Déclinatoire; il est pour cette partie juge en quelque façon dans sa propre cause, & en cela peut-être y a-t-il un certain inconvénient, parce que les juges ont pour l'ordinaire plus de penchant à retenir les causes qu'à les renvoyer: mais cet inconvénient est très-léger, attendu qu'on a la voie de l'appel comme de deni de renvoi, & même de la prise à partie si le juge retient indûment l'affaire.

Un Déclinatoire proposé doit faire surseoir à toute poursuite (\*) jusqu'à ce qu'il ait été statué

---

(\*) Il faudroit qu'il fût question d'un cas bien pressant pour procéder & pour statuer sur quelque chef provisoire nonobstant un Déclinatoire, mais il est des cas où la nécessité contraint la loi. Au surplus les actes purement conservatoires ne doivent point souffrir de difficulté.

sur cette exception , parce qu'avant de procéder devant un juge , il est naturel qu'on sache si la connoissance de l'affaire doit lui rester ou non. Mais afin qu'une partie n'abuse point de cette voie pour retarder contr'elle une juste condamnation , il est enjoint à tous les juges , par l'article 3 du titre 6 de l'ordonnance citée , « de » juger sommairement à l'audience les renvois , » incompétences & Déclinatoires qui seront » requis & proposés sous prétexte de litispendance , connexité ou autrement , sans appointer » les parties lors même qu'il en sera délibéré sur » le registre , ni réserver & joindre au principal » pour y être préalablement ou autrement fait » droit. »

Il peut arriver cependant que les faits qui servent de fondement à un Déclinatoire , ne soient pas suffisamment éclaircis pour y statuer sur le champ. Un cas pareil peut se rencontrer , par exemple , lorsque les parties ne sont point d'accord sur le véritable domicile de celui qui demande d'être renvoyé devant son juge , sous prétexte qu'il n'est point justiciable du tribunal devant lequel il a été traduit. Rien n'empêche alors d'ordonner qu'avant faire droit , les parties feront respectivement preuve par titres ou par témoins , des faits par elles articulés ; mais cette preuve doit se faire dans un court délai , parce que , d'après le texte de l'ordonnance , tout ce qui concerne un Déclinatoire doit être traité sommairement : on peut tout au plus ordonner un délibéré , & ce délibéré dans tous les cas doit se juger sans épices.

Observez que dans les matières consulaires , lorsqu'il n'y a pas lieu au Déclinatoire proposé ,

les juges peuvent par la même sentence qui déboute le défendeur de sa demande en renvoi, statuer sur le fond de l'action. Ils y sont autorisés par l'article 13 du titre 12 de l'ordonnance de 1673. Il y a même à ce sujet un arrêt du conseil du 22 janvier 1718, revêtu de lettres-patentes du 7 mars de la même année, enregistrées au parlement de Toulouse le 2 avril suivant, en faveur des juges-consuls de Montpellier.

Lorsqu'on s'est laissé condamner par défaut, & que l'on comparoît ensuite pour proposer son Déclinatoire, on n'en doit pas moins les frais de contumace, parce que bien ou mal assigné on devoit comparoître.

Quels sont les cas où un Déclinatoire peut être proposé avec fondement ? c'est ce qu'on apprendra aux articles COMPÉTENCE & INCOMPÉTENCE.

Lorsqu'il a été statué sur un Déclinatoire, celui qui a lieu de se plaindre de ce qu'il a été accordé ou de ce qu'il a été refusé, peut interjeter appel du jugement qui prononce sur ce Déclinatoire ; & lorsqu'il n'émane point d'un tribunal qui juge en dernier ressort, on peut se pourvoir à la cour supérieure où ressortit ce tribunal.

Lorsqu'un jugement émanoit d'un présidial, il falloit ci-devant se pourvoir au grand conseil, parce que ce tribunal étoit préposé pour régler la compétence entre les présidiaux & les parlemens ; mais depuis l'édit du mois d'août 1777 c'est au parquet des gens du roi de la cour de parlement dans le ressort de laquelle se trouve le présidial, qu'il faut avoir recours.

Dans le cas où l'on s'est pourvu par la voie de

l'appel devant la cour où ressortit le tribunal d'où est émané le jugement qui prononce sur le Déclinatoire proposé pour être renvoyé dans une juridiction étrangère à cette cour, comme lorsqu'il s'agit d'être renvoyé d'un bailliage dans une élection, on ne laisse pas d'être en droit de se pourvoir au conseil, quand même sur cet appel le jugement auroit été confirmé par arrêt; l'article 20 du titre 2 de l'ordonnance de 1737 concernant les réglemens de juges, le porte formellement. Mais lorsque le Déclinatoire n'avoit pour objet que d'être renvoyé dans une autre juridiction dépendante de la même cour que celle d'où dépend la juridiction que l'on a déclinée, l'arrêt qui statue sur l'appel concernant ce Déclinatoire, fait une loi irrévocable entre les parties.

Lorsque la contestation sur un Déclinatoire est pour raison de deux justices ressortissantes à un même bailliage, il paroît plus conforme à l'ordre des juridictions de porter dans le bailliage l'appel de déni de renvoi. M. Jousse semble ne le penser ainsi que pour les appels d'incompétence; mais si ces sortes d'appels peuvent y être portés, nous ne voyons aucune raison pour en écarter ceux qui n'ont pour objet qu'un déni de renvoi. Il est vrai que l'article 4 du titre 6 de l'ordonnance de 1667 dit que les appellations de déni de renvoi & d'incompétence se videront sans retard par l'avis des avocats & des procureurs généraux, ce qui porte à penser que ces sortes d'appels sont dans le cas d'être relevés directement aux cours souveraines : mais cet article ne doit sans doute être entendu que des cas où la juridiction dans laquelle

## 230 D É C L I N A T O I R E.

on veut être renvoyé est d'un bailliage différent de celui d'où dépend la juridiction où le renvoi est demandé, autrement l'article cité mettant l'appel d'incompétence sur la même ligne que l'appel de deni de renvoi, M. Jousse n'auroit point été fondé à établir une distinction entre ces deux sortes d'appels pour dire que le premier peut se porter au bailliage, & que l'autre doit se relever directement dans les cours.

Au surplus, ces sortes d'appels, dit le même auteur, n'empêchent nullement tout ce qui est d'instruction jusqu'au jugement définitif exclusivement. Mais si par l'arrêt rendu sur le Déclinatoire le juge est déclaré incompétent, cette instruction est dans le cas d'être déclarée nulle. C'est ce qui résulte d'un arrêt du 6 février 1703 rapporté au journal des audiences.

Les appels dont il s'agit ne sont donc suspensifs que pour le jugement définitif; mais dans le cas où l'appelant ne se met pas en état de faire juger son appel, le juge à qui le renvoi a été demandé peut à la réquisition de l'autre partie déterminer un délai raisonnable dans lequel l'appelant sera tenu de le faire juger, en ajoutant que faute de l'avoir fait dans ce temps-là, il sera prononcé sur le principal; & en effet, après ce délai écoulé, on peut passer au jugement du fond; sans quoi nombre de plaideurs abuseroient de la voie d'un appel de cette sorte pour éluder ou pour retarder une juste condamnation.

*En matière criminelle*, l'accusé peut pour plusieurs cas proposer son Déclinatoire, & demander son renvoi. Il le peut, 1°. lorsqu'étant privilégié, il est poursuivi à la requête d'une partie privée; il est alors fondé à demander



d'être renvoyé devant le juge de son privilège.  
 2°. Lorsque le juge devant lequel il est accusé est incompetent pour connoître de l'accusation.  
 3°. Lorsqu'il est poursuivi dans deux tribunaux différens pour le même fait, ou lorsque ce fait dépend d'une première accusation dont un autre juge est déjà saisi.

M. Jousse regarde comme un autre moyen de Déclinatoire celui où l'accusé est poursuivi par droit de prévention devant le juge supérieur, avant l'échéance du délai après lequel seulement ce juge peut s'emparer de la connoissance du délit.

L'accusé peut jusqu'à la confrontation proposer son Déclinatoire ; mais il ne le peut plus après qu'il a entendu la lecture d'une déposition. C'est ce que porte l'article 3 du titre 1 de l'ordonnance de 1670 (\*). Observez néanmoins que lorsque le juge est incompetent par la nature de l'accusation, comme le silence de l'accusé ne sauroit lui donner une compétence qu'il n'avoit pas, il n'en est pas moins obligé de renvoyer de lui-même l'affaire devant le juge à qui la connoissance en appartient ; & l'accusé en tout état de cause est fondé à proposer son Déclinatoire, lorsque le juge manque à faire d'office ce que les règles exigent en pareil cas : l'accusé peut aussi dans le même cas, au lieu de

---

(\*) On fait à ce sujet une exception pour les ecclésiastiques : on prétend que lors même du dernier interrogatoire sur la sellette ils peuvent proposer leur Déclinatoire. C'est une observation de M. Jousse d'après plusieurs autorités, mais antérieures à l'ordonnance de 1670 qui ne fait aucune distinction.

demander son renvoi, appeler de tout ce qui a été fait par le juge comme de juge incompetent.

Quand un accusé a proposé son Déclinatoire, il faut avant de passer outre, qu'il y soit statué par le tribunal entier dans les trois jours après qu'il en a été requis, à peine de nullité des procédures qui auroient été faites depuis la réquisition, des dommages-intérêts des parties, & même d'interdiction contre les juges.

Le Déclinatoire peut être proposé, ou par une requête (\*), ou par un acte signifié au greffe, ou verbalement lors de l'interrogatoire. Quand il est proposé lors de l'interrogatoire, le juge ne doit point exiger que l'accusé réponde avant qu'il ait été décidé si ce Déclinatoire est fondé ou non: il doit se borner à dresser procès-verbal de la réquisition de l'accusé, & à ordonner que ce procès-verbal sera communiqué au ministère

(\*) *Formule d'un déclinatoire en matière criminelle.*

On peut présenter une requête à-peu-près dans le style de celle dont nous avons donné la formule pour les matières civiles: toute la méthode consiste à développer les moyens pour lesquels on décline la juridiction & on la termine de cette façon.

» A ces causes, il vous plaise, Monsieur, renvoyer le  
 » suppliant & les pièces de l'accusation contre lui intentée  
 » devant, &c. . . . pour y être procédé ainsi qu'il appar-  
 » tiendra, sous la réserve de tous ses moyens de fait & de  
 » droit, & vous rendrez justice ».

*Ordonnance.* » Soit communiqué au procureur du roi &  
 » à partie civile (s'il y en a), fait &c. ».

On prend d'abord la réponse de la partie civile, ensuite le procureur du roi donne ses conclusions, après quoi l'affaire se porte à la chambre, & l'on statue sur le déclinatoire.

public & à la partie civile s'il y en a, pour en suite y être statué ainsi qu'il appartiendra ; mais si après que ce Déclinatoire a été rejeté, l'accusé refusoit de répondre, on pourroit lui faire son procès comme à un muet volontaire.

Le Déclinatoire qui a été proposé devant les officiers d'un présidial ou d'une maréchaussée doit se décider par le jugement de compétence.

Lorsqu'un accusé a contesté qu'il fut dans le cas d'être jugé présidiallement ou prévotalement, & qu'il a été débouté de son exception, il est autorisé à se pourvoir contre le jugement de compétence. L'article 3 du titre 3 de l'ordonnance de 1737 concernant les réglemens de juges en matière criminelle, commence par dire que lorsque les accusés auront été déboutés des Déclinatoires par eux proposés, ils ne pourront se pourvoir en réglemant de juges, si ce n'est qu'il ait été informé & décrété pour le même fait par une autre cour ou juridiction d'un autre ressort ; mais il ajoute : « Le tout sans préjudice » auxdits accusés de se pourvoir par les voies » de droit contre les arrêts ou jugemens en dernier ressort qui les auront déboutés de leur » Déclinatoire ; ce qu'ils pourront faire lors » même qu'aucune autre juridiction n'aura informé & décrété contr'eux pour le même » fait ».

Quand l'article que nous venons de citer dit que les accusés qui auront été déboutés des Déclinatoires par eux proposés ne pourront se pourvoir en réglemant de juges, si ce n'est qu'il ait été informé & décrété pour le même fait par une autre cour ou juridiction d'un autre ressort, ceci doit s'entendre à peu près suivant

l'explication que nous avons donnée pour les Déclinatoires en matière civile , c'est-à-dire qu'il faut commencer par se pourvoir par appel à la cour dont dépend la juridiction qui a refusé le renvoi , à moins qu'il n'ait été informé & décrété pour le même fait dans la juridiction d'un autre ressort , auquel cas on peut se pourvoir en règlement de juges.

Lorsqu'un accusé traduit devant un juge subalterne demande son renvoi devant un autre juge subalterne , & que la juridiction de chacun de ces juges relève d'un même bailliage ou d'une même sénéchaussée , rien n'empêche qu'on n'y puisse porter l'appel d'un déni de renvoi en matière criminelle (\*).

Le Déclinatoire proposé arrête bien , comme nous l'avons dit , toute procédure jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande en renvoi ; mais lorsqu'une fois il a été prononcé sur ce Déclinatoire , aucune appellation , pas même de juge incompetent , ne peut plus arrêter ni l'exécution des décrets , ni l'instruction , ni même le jugement du fond. C'est ce que porte textuellement l'article 3 du titre 26 de l'ordonnance de 1670 ; & cela de crainte que les preuves ne périssent , & que les accusés n'abusent de cette voie pour échapper aux condamnations dont ils se sentent menacés : mais observez que si au fond le juge se trouve absolument incompetent par la nature de l'accusation , tout ce qu'il aura fait n'en fera pas moins dans le cas d'être déclaré nul

---

(\*) Voyez ce que nous venons de dire à ce sujet en matière civile.

avec dommages-intérêts, &c. parce que cette incompétence ne se couvre jamais.

Lorsque l'accusé est décrété, il ne paroît pas nécessaire qu'il comparoisse en personne pour demander son renvoi : n'étant pas obligé de répondre jusqu'à ce qu'il ait été statué sur son Déclinatoire (\*), il peut le proposer, comme nous l'avons dit, ou par un acte signifié au greffe, ou par une requête avec le ministère d'un procureur.

Un accusateur n'a pas le même avantage qu'un accusé pour demander le renvoi de la connoissance de l'affaire devant un autre juge que celui auquel il a eu recours en premier lieu, quand même celui devant lequel il voudroit porter l'affaire seroit le juge de l'endroit où le délit a été commis. C'est ce que décide formellement l'article 2 du titre 1 de l'ordonnance de 1670. Au reste, cela ne doit pas s'entendre du cas où des circonstances pressantes ont obligé de recourir au juge le plus prochain. Un conseiller au parlement avoit rendu plainte dans le cas d'un flagrant-délit devant un commissaire du châtelet de Paris : cette plainte ne fut point pour lui un obstacle à faire renvoyer l'affaire au parlement où elle fut jugée conformément aux privilèges des officiers de cette cour.

Ce que porte l'article cité ne doit pas s'en-

---

(\*) Il y a une ancienne ordonnance du roi Jean de l'année 1355, qui porte (art. 1) que celui qui est cité en jugement devant un juge incompétent n'est pas obligé de répondre : *qui vocatur in judicia apud judicem incompetentem, non tenetur respondere.*

## 236 D É C L I N A T O I R E.

tendre non plus du cas où le juge auquel on s'est d'abord adressé est absolument incompetent pour connoître de l'affaire : l'accusateur peut se désister de sa première plainte, comme ayant été donnée par erreur devant un juge qui n'étoit point compétent, & la porter de nouveau devant celui qui est en droit d'en connoître.

Remarquez qu'en fait de Déclinatoire soit au criminel, soit au civil, rien n'empêche que le renvoi qu'on n'a point accordé à la partie qui le demandoit, ne puisse l'être à un tiers qui a intérêt que l'affaire soit renvoyée dans une autre juridiction : ainsi le procureur du roi d'une prévôté royale, ou le seigneur d'une justice subalterne peuvent demander ce renvoi en tout état de cause lorsque l'affaire appartient réellement à leur juridiction ; mais ce n'est plus ce qu'on appelle un Déclinatoire, c'est une revendication de leur part.

Remarquez encore que ceux qui proposent un Déclinatoire sous prétexte de privilège, ne sont point dans le cas d'obtenir leur renvoi, lorsque le fait pour lequel ils sont traduits en justice emporte une dérogation à leur privilège ou une privation de leurs immunités. Ainsi un ecclésiastique qui est traduit devant des juges de gabelle pour fauxfaunage, ne peut point demander d'être renvoyé devant son official ; un gentilhomme qui tire des lettres de change devient justiciable des juges consuls, &c.

Un privilégié qui se rend cessionnaire d'une affaire contestée ne peut pas non plus exciper de son privilège après que son cédant a laissé passer le temps où il pouvoit former son Déclinatoire sans l'avoir fait. On trouve à ce sujet

dans Papon un arrêt du 16 mars 1575, qui l'a ainsi jugé, & cela avec fondement, de crainte qu'un plaideur pour fatiguer sa partie, n'agisse sous le nom interposé d'un cessionnaire privilégié. On peut voir au surplus à ce sujet l'article 21 du titre 4 de l'ordonnance de 1669. L'article 32 du même titre porte que « si celui qui » n'est point privilégié fait assigner ou renvoyer » une cause pardevant des juges de privilège, » il sera condamné par le jugement ou arrêt qui » interviendra sur le Déclinatoire, en soixante- » quinze livres d'amende, applicable moitié au » roi, moitié à la partie, qui sera acquise de » plein droit, dont il sera délivré exécutoire au » greffe, encore que par omission ou autrement » elle n'eût point été adjugée par le jugement » ou arrêt ».

A l'égard des autres Déclinatoires proposés autrement que pour cause de privilège & dans lesquels on succombe, il n'y a point d'amende. On est même assez dans l'usage de réserver les dépens pour y statuer en jugeant le principal. On peut cependant, & même on doit les prononcer tout de suite en prononçant sur le Déclinatoire, lorsqu'il est évident que la contestation est dénuée de toute apparence de fondement.

Voyez les ordonnances de 1667, de 1669, de 1670 & de 1737; le journal des audiences; M. Jousse en ses matières civiles & criminelles, &c. Voyez aussi les articles COMPÉTENCE, COMMITTIMUS, INCOMPÉTENCE, PRIVILÉGIÉ, RENVOI, REVENDICATION, &c. (*Article de M. DAREAU, avocat, &c.*)

DÉCONFITURE. C'est l'insolvabilité d'un débiteur dont les biens sont insuffisans pour payer tous ses créanciers.

Dans le cas de Déconfiture , les deniers provenans de la vente des meubles du débiteur doivent être distribués aux créanciers par contribution au sou la livre , sans qu'il y ait aucune préférence pour le premier saisissant. C'est ce qui résulte de l'article 179 de la coutume de Paris (\*).

Suivant l'article 180, la Déconfiture a lieu lorsque les biens du débiteur tant meubles qu'immeubles ne suffisent pas pour payer les créanciers apparens.

Si pour empêcher la contribution il s'élevoit un différent entre les créanciers sur la suffisance ou insuffisance des biens dont il s'agit , les premiers en diligence pourroient prendre les deniers des meubles qu'ils auroient fait saisir, mais ils seroient tenus de donner caution de les rapporter pour être mis en contribution , dans le cas où le surplus ne suffiroit pas pour payer les autres créanciers. Cela est ainsi décidé par l'article qu'on vient de citer.

Ces dispositions de la coutume de Paris forment le droit commun du royaume ; mais en Normandie on n'a point d'égard à la Déconfiture , & le prix des biens tant meubles qu'im-

(\*) *Cet article est ainsi conçu :*

Toutefois en cas de Déconfiture , chacun créancier vient à contribution au sol la livre , sur les biens meubles du débiteur , & n'y a point de préférence ou prérogative pour quelque cause que ce soit , encore qu'aucun des créanciers eût fait premier saisir.



meubles , se distribue toujours par ordre d'hypothèque , quand il y a des créanciers hypothécaires.

**DÉCRET.** Ce mot signifie en général ordre , ordonnance , jugement.

Il y a plusieurs collections d'anciens canons auxquelles on a donné le nom de Décret. Il y a le recueil ou le Décret de Bouchard de Wormes , celui d'Yves de Chartres & celui de Gratien.

La collection de Bouchard est très-défectueuse , parce que l'auteur n'a pas consulté les originaux des pièces dont il l'a composée , & qu'il s'est fié aux compilations antérieures. Il lui est même quelquefois arrivé de n'avoir point compris le sens des pièces qu'il a consultées. Yves de Chartres n'est pas un guide plus sûr , puisqu'il a emprunté beaucoup de choses de Bouchard de Wormes , & qu'il se contente souvent de le copier mot à mot.

Le Décret de Gratien mérite la préférence sur les autres compilations précédentes , par l'étendue des matières & par l'ordre qui y règne. Gratien , moine bénédictin , fit son recueil en 1154 , sous le pontificat d'Eugène III ; il l'intitula *concordia discordantium canonum* , parce que l'Auteur s'applique en effet à concilier les canons qui semblent se contredire. Quoique cette collection soit la meilleure , elle est cependant remplie de beaucoup de fautes. On en fit au quinzième siècle une correction qui a été achevée en 1580 , mais où il y a encore bien des choses à désirer. Quelques canonistes prétendent que ce Décret a été approuvé & confirmé par Eugène III ; mais les plus célèbres interprètes

sont d'un avis contraire. Toutes les décisions qu'il contient n'ont qu'une autorité doctrinale & ne sont pas loi. Les canons dont il est composé tirent leur force de leur source & non de la collection : il est composé de trois parties. La première renferme deux objets principaux ; les principes du droit & les personnes. La seconde partie traite des jugemens. La troisième, qui est intitulée *de consecratione*, traite des choses sacrées. Les meilleurs Auteurs que l'on puisse consulter sur le Décret de Gratien sont Antoine Augustin, *de emendatione Gratiani*, avec les notes de Baluze ; Vanespen, nouvelle édition de Louvain, 1753, qui non seulement a fait sur le Décret de Gratien un commentaire abrégé très-estimé, mais encore des remarques utiles sur les canons des anciens conciles : enfin Dactis, qui a commenté assez au long tout le Décret.

*Décrets des conciles*, se dit des décisions des conciles, soit généraux, nationaux ou provinciaux. Ces décisions sont ainsi appelées, parce que le concile prononce ordinairement en ces termes : *decrevit sancta synodus*. Toutes les décisions, tant celles qui regardent le dogme & la foi, que celles qui concernent la discipline ecclésiastique, sont comprises sous le nom de Décrets. On donne cependant plus ordinairement le nom de canon à ce qui concerne le dogme & la foi, & le nom de Décret aux réglemens qui ne touchent que la discipline.

*Décrets des facultés*, se dit des délibérations & décisions formées dans l'assemblée d'une faculté pour régler quelque point de discipline.

*Décrets de Sorbone*, se dit d'une décision de la faculté

faculté de théologie de Paris, dont les assemblées se font en la maison de Sorbone.

*Décret irritant*, se dit de la disposition d'une loi ou d'un jugement qui déclare nul de plein droit tout ce qui pourroit être fait au contraire de ce qu'elle ordonne par une disposition précédente : on l'appelle aussi *clause irritante*. En matière de bulle & en matière de commende, on regarde comme Décret irritant le Décret qui ordonne le retour en règle.

DÉCRET, se dit en matière criminelle d'un jugement rendu contre un accusé pour l'obliger à prêter son interrogatoire sur l'accusation intentée contre lui, & quelquefois pour s'assurer de sa personne.

On distingue trois sortes de Decrets, le Décret d'assigné pour être oui, le Décret d'ajournement personnel & le Décret de prise de corps.

Voyez à cet égard les articles ASSIGNÉ POUR ÊTRE OUI, AJOURNEMENT PERSONNEL & PRISE DE CORPS.

DÉCRET D'IMMEUBLES. On distingue deux sortes de Décrets d'immeubles ; savoir, le Décret volontaire & le Décret forcé.

Le Décret volontaire étoit celui qu'un acquéreur faisoit faire afin de purger les hypothèques, droits réels ou servitudes que l'on pouvoit avoir sur les biens par lui acquis.

Lorsqu'un acquéreur craignoit de n'avoir pas ses sûretés, il stipuloit ordinairement qu'il pourroit faire un Décret volontaire, & qu'il ne seroit tenu de payer le prix de son acquisition qu'après que le Décret auroit été scellé sans aucune opposition subsistante.

Pour parvenir à ce Décret volontaire, on passoit une obligation en brevet d'une somme exigible au profit d'un tiers, qui en donnoit à l'instant une contre-lettre, & en vertu de cette obligation, celui qui en paroissoit créancier faisoit saisir réellement le bien dont il s'agissoit, & en poursuivoit la vente par Décret.

Les formalités de ce Décret étoient les mêmes que celles du Décret forcé, si ce n'est que quand le Décret volontaire se poursuivoit sur l'acquéreur, on devoit marquer dans la procédure quel étoit le vendeur, afin que ses créanciers fussent avertis de former leur opposition.

L'adjudication par Décret volontaire ne faisoit par rapport au vendeur & à l'acquéreur qu'un même titre qui ne leur donnoit pas plus de droits qu'ils n'en avoient en vertu du contrat. Ainsi quand l'adjudication étoit faite à un prix plus haut que celui du contrat, le vendeur ne pouvoit pas pour cela exiger plus que le prix porté par le contrat; mais les créanciers opposans pouvoient obliger l'adjudicataire de payer le prix suivant l'adjudication, parce que le contrat ne faisoit point leur loi.

Si l'acquéreur avoit payé quelques créanciers délégués ou non par le contrat, & qu'ils n'eussent pas été privilégiés ou les plus anciens, il étoit obligé de payer une seconde fois les mêmes sommes aux créanciers opposans, s'il y en avoit; & si le Décret volontaire devenoit forcé, ce qui arrivoit lorsqu'il y avoit des oppositions subsistantes au Décret qui n'étoient point converties en saisies & arrêts sur le prix, en ce cas l'acquéreur devoit lui-même former opposition au Décret, afin d'être colloqué en son rang pour les sommes qu'il avoit payées.

L'adjudication par Décret volontaire ne produisoit point de nouveaux droits au profit du seigneur ; mais si le prix de l'adjudication étoit plus fort que le prix porté par le contrat , il étoit au choix du seigneur de prendre ses droits sur le pied du contrat ou de l'adjudication.

Le vendeur qui étoit lésé d'outre moitié pouvoit revenir dans les dix ans du contrat , nonobstant qu'il y eût eu un Décret volontaire.

Cette sorte de Décret n'ayant paru au législateur qu'une formalité longue & simulée qu'on n'avoit introduite que pour suppléer au défaut d'une loi qui fixât d'une manière invariable l'ordre & la stabilité des hypothèques , & qui traçât une route sûre & facile pour les conserver , en sorte que d'un côté les acquéreurs pussent traiter avec solidité & se libérer valablement , & que d'un autre côté les vendeurs pussent recevoir le prix de leur bien , le feu roi se proposa de remplir cet objet par son édit du mois de juin 1771.

Cette loi a substitué à la formalité des Décrets volontaires celle des lettres de ratification que les acquéreurs peuvent prendre dans les chancelleries établies à ce sujet pour purger les hypothèques & privilèges. Voyez *les articles* HYPOTHEQUE & RATIFICATION.

L'article 37 de l'édit cité a en conséquence abrogé l'usage des Décrets volontaires , sans que pour aucune cause ni sous aucun prétexte on put en faire à l'avenir , à peine de nullité.

Le *Décret forcé* est celui par le moyen duquel les créanciers qui ont fait saisir réellement les biens de leur débiteur les font vendre judiciairement au plus offrant & dernier enchérisseur.

La vente par Décret s'appelle dans quelques

provinces *subhastation*, & elle a beaucoup de rapport à la *subhastation* que les Romains pratiquoient à l'égard des immeubles des débiteurs qui ne payoient point ce qu'ils devoient à leurs créanciers. En effet, la *subhastation* ne se faisoit à Rome qu'en vertu d'une ordonnance du préteur, après différentes proclamations par les officiers publics, & l'adjudication des biens se faisoit au plus offrant & dernier enchérisseur sur la place publique, auprès d'une pique que l'on mettoit en terre pour marque de l'autorité en vertu de laquelle la vente se faisoit.

Il y avoit des cas, suivant le droit romain, dans lesquels il étoit permis au créancier de vendre lui-même le bien qui lui avoit été affecté & hypothéqué, & qui servoit d'assurance de la dette; mais il falloit pour cela que ce fût le premier créancier sur le bien qui le vendît, & qu'il eût fait faire des sommations au débiteur.

Ces deux espèces de vente forcée, l'une faite par le créancier, l'autre par la justice, ont encore été en usage en France sous la troisième race de nos rois; car les établissemens de saint Louis portent que le créancier ayant fait sommer son débiteur de vendre son bien pour acquitter la dette, peut quarante jours après vendre lui-même le bien. Beaumanoir nous apprend d'un autre côté que dans le Beauvoisis, quarante jours après que le débiteur avoit été sommé de vendre son bien, le seigneur haut-justicier le faisoit vendre & en distribuoit le prix aux créanciers. Depuis ce temps-là l'usage de faire vendre en justice les biens d'un débiteur dont on ne peut être payé, est devenu universel; mais les formalités qu'il a été nécessaire

d'établir, soit en faveur des créanciers pour qu'ils pussent veiller à la conservation de leurs droits, soit en faveur des débiteurs pour que les biens ne fussent point adjugés à trop vil prix, ont été différentes, suivant les coutumes; il y avoit même plusieurs coutumes qui gardoient le silence sur des points essentiels dans une manière si importante; d'autres n'en parloient point du tout: dans cet embarras, il y avoit sur la même question des usages différens dans les tribunaux; ces usages étoient même toujours incertains, & un créancier qui avoit fait de grands frais pour être payé de ce qui lui étoit dû, se voyoit souvent condamné aux dépens pour des défauts de procédure qu'il lui étoit presque impossible d'éviter.

Il étoit de l'intérêt de l'état d'apporter quelque remède à ce désordre. François premier commença cette réformation par quelques dispositions de ses ordonnances, sur-tout de celle de 1539; mais le règlement le plus important sur cette matière est celui du roi Henri II de l'an 1551, dont nous avons parlé à l'article CRIÉE.

Il faut joindre à cet édit par rapport aux juridictions qui sont du ressort du parlement de Paris, les édits & les Déclarations postérieurs sur la vente par Décret des offices, sur les fonctions des commissaires aux saisies réelles & sur quelques autres sujets. Quant aux dispositions des coutumes sur les saisies réelles & sur les Décrets, elles ne doivent point être suivies quand elles sont contraires aux dispositions de l'édit de 1551 & des ordonnances postérieures, parce que toute ordonnance déroge tacitement

à toute coutume contraire ; mais si la coutume oblige à certaines formalités qui peuvent se concilier avec celles que prescrivent l'édit de 1551 & les ordonnances postérieures , il faut les observer exactement , parce que l'édit de Henri II & les ordonnances postérieures n'abrogent pas les lois , les styles & les usages différens , comme le fait l'ordonnance de 1667 pour la procédure. Outre les ordonnances & la coutume , on doit encore suivre dans le ressort du parlement de Paris les arrêts de règlement de ce parlement , rendus en différentes occasions sur des questions qui ont rapport à cette matière.

On excepte de ces règles générales pour le ressort du parlement de Paris , le comté d'Artois , parce que François premier ayant cédé par le traité de Madrid , à l'empereur Charles V , la souveraineté de ce comté , il resta sous la domination de la maison d'Autriche jusqu'à ce que le roi Louis XIV ayant pris les villes d'Arras , d'Hesdin , de Lens & de Bapaume , rentra dans tous les droits de souveraineté qui lui furent conservés par le traité des Pyrénées du 7 novembre 1659 ; c'est pourquoi l'édit de 1551 n'a point été publié en Artois : au-lieu de cet édit on y suit les placards ou ordonnances qui ont été publiés en différens temps sur la matière des Décrets par les princes de la maison d'Autriche , & les ordonnances générales de France enregistrées au conseil d'Artois depuis 1659.

Il en est de même des villes & des seigneuries qui composent à présent le ressort du parlement de Flandres (\*) : on y suit pour les Dé-

---

(\*) On a vu à l'article CLAIN , que l'effet de la fausse-



## crets les dispositions des coutumes des lieux ,

réelle se borne en Hainaut à la régie des immeubles saisis , sans qu'on puisse jamais en faire décréter la propriété , à moins que le débiteur ne s'en deshérite. Ce qui s'observe sur ce point dans la châtellenie de Lille n'est pas moins remarquable. Voici ce que porte l'article 30 du titre premier de la coutume.

» Lesdits hauts-justiciers ou vicomtiers par leurs loix & » justices peuvent faire vendre , crier & subhaster par Dé- » cret & exécution de justice , les profits & revenus de cent » ans & un jour , des fiefs & héritages tenus d'eux & dépen- » dans , en y gardant & observant les devoirs en tels cas re- » quis ; & ne peuvent vendre le fond & propriété d'iceux » fiefs & héritages , n'est qu'à cette fin ils soient par exprès » rapportés & hostigiés ».

Ce qu'il y a de singulier dans cet article , c'est qu'il n'est observé qu'au bailliage de la salle de Lille , & aux sièges seigneuriaux subalternes : à la gouvernance , on peut en vertu d'un titre exécutoire faire décréter les immeubles , quoique le débiteur ne s'en soit pas deshérité ; mais il ne faut pas croire qu'un créancier puisse se pourvoir au bailliage ou à la gouvernance à son choix. La compétence de ces deux sièges est réglée exactement. Voyez l'article GOUVERNANCE.

On a cependant cherché à éluder ces réglemens , & voici comme on s'y prenoit. On obtenoit au bailliage une sentence qu'on laissoit suranner : on assignoit le condamné à la gouvernance pour la lui faire reconnoître , & ensuite on se servoit de sa reconnoissance comme d'un titre exécutoire émané de la gouvernance , pour faire décréter la propriété de ses biens. Mais il est évident que cette pratique étoit abusive : la reconnoissance n'étoit qu'un accessoire de la sentence , elle étoit donc de même nature & ne pouvoit par conséquent produire plus d'effet.

On n'entrera point ici dans le détail des formalités qui doivent précéder & accompagner la vente judiciaire des revenus de cent ans & un jour , on peut les voir dans les articles 20 & suivans du titre 23. Il suffit de remarquer trois choses relatives à cette matière.

## &amp; les placards des princes de la maison d'Au-

1°. Cette jouissance de cent ans & un jour étoit une source de procès qui s'élevoient à la fin du terme entre les héritiers des propriétaires, & ceux des adjudicataires. Ce fut pour y remédier qu'un placard du 19 Décembre 1618, ordonna qu'à l'avenir on ne pourroit plus décréter que les revenus de vingt-neuf ans & un jour, ce qui s'observe encore aujourd'hui.

2°. Si l'adjudicataire vend la propriété de l'immeuble, quoiqu'il n'en ait que la jouissance pour un tems, l'acheteur ne pourra prescrire contre le propriétaire ou ses héritiers, parce que ceux-ci ne peuvent agir avant que le terme de l'adjudication ne soit expiré. Or, il est de principe que la prescription ne court pas contre celui qui est dans l'impuissance d'agir. Le parlement de Flandres l'a ainsi jugé par arrêt du 13 janvier 1700. Cette question ne peut plus se présenter depuis que le placard de 1618 a limité à 29 ans la faculté de décréter les revenus des immeubles d'un débiteur, parce que dans cette coutume on ne peut prescrire que par le laps de 30 ans.

3°. Cette vente ne donne point ouverture aux droits seigneuriaux; l'article 52 du titre premier de la même coutume le décide ainsi.

Le style du parlement de Flandre, les coutumes du Cambrésis, de la châtellenie de Lille, & plusieurs autres ordonnent qu'au moment indiqué pour l'adjudication on allume une chandelle, qu'on reçoive les enchères tandis qu'elle brûle, & que celui qui sera dernier enchérisseur lorsqu'elle s'éteindra reste adjudicataire. Cette disposition a été imaginée pour prévenir les fraudes que pourroit commettre l'huissier en adjugeant avec précipitation l'héritage à un de ses amis. Mais en évitant cet abus, on en a fait naître d'autres: la formalité de vendre à l'extinction de la chandelle est sujette à deux désordres: premierement elle favorise les monopoles; on voit souvent les acheteurs garder le silence & laisser languir les enchères jusqu'à ce que la chandelle soit fort diminuée, & comme alors il y a trop peu de temps pour enchérir, le bien ne peut être vendu sa valeur. En second lieu, il peut arriver dans le temps où il ne reste plus de la

triche, pourvu qu'il n'y ait point été dérogé par

chandelle qu'une flamme foible & incertaine, que ceux qui se trouvent auprès en accélèrent l'extinction par une toux affectée. Ces inconvéniens ont été cause qu'on s'est relâché en plusieurs endroits sur cette formalité : cet usage quoique contraire aux lois municipales, n'a rien que de juste, & l'on doit le maintenir partout où il est établi.

On a demandé si le Décret emporte deshéritance & adhéritance, de manière que l'adjudicataire acquière sans œuvre de loi, la propriété & la possession de l'héritage décrété. Plusieurs coutumes de Flandres, citées par Vandenhane dans la table générale, au mot DÉCRET, ont décidé pour l'affirmative. Il en est de même en Hainaut, parce qu'en cette province le Décret est la suite de la deshéritance du débiteur, & que l'adjudication ne se fait que par l'autorité des mêmes juges qui reçoivent les œuvres de loi, c'est-à-dire des baillis & hommes de fiefs, s'il s'agit d'un fief; des alloëriers, s'il s'agit d'un franc-aleu; & des échevins, s'il s'agit d'un main-firme. Mathieu, auteur Flamand, soutient que cette opinion doit être reçue partout où il n'y a point de loi contraire : il se fonde sur le paragraphe dernier du titre *de officio judicis* dans les institutes, portant que l'adjudication faite par un juge transfère la propriété sans tradition. On peut encore appuyer ce système de l'article 37 de l'édit perpétuel de 1611, qui semble donner aux Décrets la même force qu'aux œuvres de loi, en ce qu'il décide que l'an du retrait court du jour de l'adhéritance dans les ventes volontaires, & du jour du Décret dans les ventes judiciaires. On trouve dans Christin & dans Cuvelier deux arrêts du grand conseil de Malines conformes à ce sentiment. L'un est du 29 janvier 1594, l'autre de 1599.

L'opinion contraire paroît cependant plus analogue aux principes reçus dans les pays de nantissement, & sur-tout dans les pays-bas. Toutes les traditions feintes autorisées par le droit romain sont abrogées dans ces provinces, tant par le placard de Charles-Quint, du 10 mai 1529, que par l'article 24 de l'édit perpétuel de 1611. Si l'article 37 de cette dernière loi fait courir l'an du retrait du jour du Décret, ce n'est point parce que le Décret adhère, c'est parce que les

formalités qui précèdent & accompagnent l'adjudication la font assez connoître pour que la publicité de l'aliénation ne dépende pas des œuvres de loi. Un arrêté du conseil de Brabant du 8 juillet 1619, a fait de cette opinion une loi pour tout le ressort de cette cour, & elle s'y est conformée par arrêt du 6 avril 1650, comme nous l'apprend Stockmans. Le grand conseil de Malines l'a même ainsi décidé par arrêt du 24 janvier 1694, rapporté dans le recueil de Cuvelier. Le style du conseil souverain de Hollande porte, article 191, que la possession doit être donnée à l'adjudicataire par celui qui en a le pouvoir, c'est-à-dire par le juge du lieu où l'immeuble est situé. L'article 108 du style du parlement de Flandres, décide également que dans les ventes par Décret, il faut deshéritance & adhéritance, de manière cependant que l'huissier après avoir pratiqué la saisie peut faire la deshéritance au nom du débiteur : cette disposition doit servir de règle dans toutes les adjudications qui se font par l'autorité de ce tribunal, à moins que la coutume du lieu n'y soit contraire, comme celle que l'on a citées ci-dessus.

La coutume de la châtellenie de Lille, titre 23, article 13, & celle de la gouvernance de Douai, chapitre 19, article 7, attribuent au Décret la force de deshériter le débiteur, sans qu'il soit nécessaire que l'huissier fasse la deshéritance en son nom : mais elles ne lui attribuent pas celle d'adhérer l'adjudicataire : car l'article 14 de l'une, & l'article 8 de l'autre ajoutent : « Par l'adjudication de Décret, » l'acheteur ou dernier enchérisseur n'est réputé saisi ni héritier des fiefs, maisons & héritages, tant & jusques à ce » que la possession lui ait été baillée par la loi & justice du » seigneur dont ils sont tenus ». Cuvelier rapporte un arrêt rendu par le grand conseil de Malines, le 15 avril 1594, qui l'a ainsi jugé pour la terre de Bouvignies, régie par la coutume de la gouvernance de Douai.

Ainsi il y a une différence dans la châtellenie de Lille entre le Décret qui tombe sur la propriété, & celui qui ne tombe que sur la jouissance de vingt-neuf ans & un jour ; car dans ce dernier, l'adjudicataire *n'est tenu soi faire réaliser par adhéritement, ou autrement esdits fiefs, maisons & héritages.* Ce sont les termes de l'article 26 du titre 23.

lement de Flandres depuis la réunion de ces pays à la couronne.

Une différence bien plus remarquable est celle que met la coutume de Douai entre les Décrets & les ventes volontaires. L'article 4 du chapitre 13 porte que *le décret passé & adjugé, en doit être baillé la possession & saisine réelle, foncière & propriétaire au dernier enchérisseur, par rame & bâton, par la justice de la prévôté, ou de Saint-Albin, si l'héritage y est situé, en présence desdits échevins en nombre de sept pour le moins : au lieu que suivant l'article 2 du chapitre 3, toutes ventes & dons entre vifs d'héritages passés & reconnus pardevant échevins de ladite ville en nombre de deux du moins. . . engendrent saisine & droit réel & de propriété, en possession foncière desdits héritages vendus ou donnés, au profit des acheteurs ou donataires, sans être requis faire autres solemnités ou devoirs de justice par rame ou bâton.*

Suivant la jurisprudence du parlement de Flandre, le Décret ne purge point la propriété, à moins que les poursuites n'aient été signifiées spécialement au propriétaire. M. de Flines rapporte un arrêt qui l'a ainsi décidé, entre la veuve Fontaine & Martin de Bray. De Ghewiet en rapporte un autre du 18 mai 1703. Il en est de même des fidéicommiss ; de sorte que le Décret ne purge que les hypothèques & les autres charges *superficielles*. Telle est la règle que suit ce tribunal dans les coutumes qui sont muettes sur cet objet.

Celle de la châtellenie de Lille semble aller plus loin encore : elle décide généralement, titre 23, article 13, qu'un Décret *ne peut préjudicier au fond à ceux non y ayans été spécialement ajournés*. Mais cette disposition n'a rien que de conforme à la jurisprudence du parlement de Flandres : par ces mots, *ne peut préjudicier au fond*, la coutume veut seulement dire qu'un Décret ne purge pas les charges foncières. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il purge les hypothèques, comme il résulte de l'article 5 du titre suivant & d'une enquête par turbes, tenue à Lille, dans laquelle tous les praticiens ont déposé qu'un créancier hypothécaire qui n'a pas été colloqué dans la sentence d'ordre, peut s'en relever par le moyen d'une requête civile ou relief précis ;

Le parlement de Normandie n'a jamais suivi l'édit de 1551, sous prétexte que les Normands avoient pour les Décrets des formalités particulières prescrites par l'ordonnance de l'échiquier de l'an 1462, qui avoit été inférée dans la nouvelle rédaction de leur coutume ; c'est pourquoi quand le parlement de Rouen procéda à l'enregistrement de l'article 49 de l'ordonnance de Moulins, qui prescrit l'exécution de l'édit de 1551, il ajouta par l'arrêt du 31 août 1568, que l'usage jusqu'alors observé dans la Normandie pour les Décrets, seroit exactement suivi. S'étant présentée au parlement de Paris la question de savoir si un Décret fait en Normandie suivant le règlement de 1462 étoit valable, la cause fut appointée au conseil le 8

---

*mais qu'il peut seulement s'adresser sur les deniers ou sur ceux qui les ont reçus.*

A Tournai le Décret ne purge pas non plus les charges foncières, suivant l'article premier du titre *des ventes nécessaires* de la coutume de cette ville.

Il en est autrement dans celle de Douai. L'article 5 du chapitre 13, porte qu'après l'adjudication & la distribution des deniers, l'héritage est déchargé de toutes les prétentions que d'autres pourroient y avoir, *soit en propriété, sûreté & hypothèque ou autrement.*

Dumées dit qu'en Haynaut le Décret purge la propriété, les substitutions & le douaire.

Voyez les lois & les coutumes citées dans cette note ; Deghewiet, en ses institutions au droit belgique ; les arrêts de Pollet, de Desjaunaux, de Flines, de Cuvelier ; les décisions de Christin ; Mathæus de auctionibus ; Asande de effusticatione, Vandenhane, sur les coutumes de Flandres, &c. Voyez aussi les articles DEVOIRS DE LOI, CLAIN, CRIÉES, &c. (Note de M. MERLIN, avocat au parlement).

août. Mais depuis ce temps-là , le roi Henri IV ayant donné des lettres-patentes pour faire réformer le titre des Décrets du parlement de Rouen , sans assujettir cette province à l'édit de 1551 , les différentes dispositions de ce titre sont exactement suivies au parlement de Rouen , & les Décrets des biens faits en Normandie suivant les formalités prescrites par la coutume & par l'arrêt de règlement du parlement de Rouen de l'année 1666 , ne peuvent être contestés dans un autre parlement sous prétexte que l'on n'a point suivi l'édit de 1551.

Hevin dit avoir vu agiter la question de savoir si en Bretagne l'édit de 1551 devoit être suivi : la raison qui en faisoit douter étoit que le parlement de cette province n'avoit été établi qu'en 1553 : mais cette difficulté se trouve levée par la vérification que cette cour a faite le 30 octobre 1566, de l'ordonnance de Moulins , dont l'article 49 porte que l'édit des criées de 1551 sera exactement observé. D'ailleurs le même parlement a révoqué par l'arrêt d'enregistrement le règlement provisionnel fait sur cette matière en 1543. Ainsi tout Décret fait en Bretagne sans les formalités prescrites par l'édit de 1551 , seroit absolument nul.

On a été long-temps avant que l'édit de 1551 s'observât dans les ressorts des parlemens de Toulouse & de Bordeaux ; mais cette loi y est aujourd'hui suivie : on y a néanmoins conservé quelques usages , sur-tout au parlement de Toulouse , qui sur quelques points des Décrets en rendent la jurisprudence différente de celle du parlement de Paris.

C'est pour fixer sur ces articles la jurispru-

dence du parlement de Toulouse, & pour la rendre uniforme avec celle de la chambre des comptes de Montpellier, que le roi a donné une déclaration le 16 janvier 1736, portant règlement pour les adjudications par Décret en Languedoc.

Par rapport au parlement de Dauphiné, il faut observer que l'article 49 de l'ordonnance de Moulins n'y a été enregistré qu'avec la modification que les créanciers qui voudroient se faire payer de ce qui leur seroit dû, pourroient se pourvoir sur les immeubles de leurs débiteurs, suivant la forme prescrite par l'ordonnance de 1551, ou par la voie de la simple subhastation, en suivant le règlement de Dauphiné fait en 1547; mais dans la suite on a trouvé plus d'avantage à faire vendre les biens suivant les formalités prescrites par l'édit de Henri II, que suivant le règlement de Dauphiné, parce que les acquéreurs sont bien aises de se mettre à couvert des actions hypothécaires qui ne sont point éteintes par la simple subhastation.

L'édit de 1551 n'est pareillement pas suivi en Provence, comme on a pu le remarquer à l'article COLLOCATION.

Cette loi n'est pas connue non plus en Lorraine : on y suit en matière de Décrets d'immeubles les dispositions de l'ordonnance du duc Léopold du mois de novembre 1707.

Mais devant quel juge le Dectet d'un immeuble doit-il être poursuivi ? Pour résoudre cette question, il faut d'abord examiner le titre en vertu duquel on veut poursuivre : si c'est une obligation passée par-devant notaires, le



Décret doit se faire par-devant le juge à qui la connoissance de l'obligation même est attribuée : c'est-à-dire que si le scel sous lequel l'obligation a été passée est attributif de juridiction, il faut faire le Décret dans le tribunal sous le scel duquel l'acte a été passé. Si le scel de l'obligation n'est point attributif de juridiction, on peut procéder au Décret devant le juge du domicile du débiteur, ou devant le juge du lieu où les biens sont situés, attendu que l'action pour se faire payer d'une dette par la saisie réelle, est une action mixte pour laquelle on doit suivre le tribunal du défendeur ou celui de la situation du fonds. Si l'on a saisi réellement en vertu d'une sentence d'un juge subalterne, royal ou seigneurial, qui n'ait point le privilège de connoître de ce qui concerne l'exécution de ses jugemens, on poursuit le Décret devant le juge ordinaire de la partie. Mais si l'on a saisi en vertu d'un arrêt, faut-il porter le Décret devant les juges qui ont rendu cet arrêt, ou faut-il ne le regarder que comme on regarderoit tout autre titre, & procéder devant le juge du défendeur ?

Sur cette question, on peut dire en faveur des premiers juges, qu'un arrêt de cour souveraine est, par rapport à celui qui l'a obtenu, un titre qui n'est point différent, quant à l'effet, d'une obligation que son débiteur auroit volontairement passée par-devant notaire, & par conséquent que la saisie réelle faite en exécution de l'arrêt, doit être portée devant le juge naturel des parties. Dès que le juge supérieur a prononcé sur l'appel, il a rempli son ministère, il a consommé son droit ; c'est pourquoi l'ordonnance de Blois défend aux présidiaux & aux

cours souveraines de se retenir l'exécution de leurs arrêts & jugemens , & qu'elle leur enjoint de renvoyer cette exécution au juge dont est appel s'il a bien jugé, ou au juge qui tient le siège immédiatement après lui , au cas que la sentence ait été infirmée. L'ordonnance de 1629 veut aussi que les exécutions d'arrêts des cours souveraines intervenus sur les sentences définitives des juges subalternes , soient faites par les juges des lieux du domicile des parties , ou de la situation des biens dont il est question , ou par le plus prochain en cas de récusation , sans que les parties puissent être obligées de procéder au parlement sur l'exécution des arrêts , à moins qu'il n'y soit question de les interpréter.

Ceux qui soutiennent que les juges supérieurs doivent demeurer juges des Décrets faits en vertu de leurs jugemens , disent que de droit commun, tout juge a le pouvoir de faire mettre son jugement à exécution ; c'est pourquoi Louis XI a voulu que les arrêts , condamnations & appointemens du parlement de Paris , & les sentences des requêtes du palais , circonstances & dépendances , fussent exécutés en tout lieu contre toutes sortes de personnes , sans qu'aucun autre juge dans le ressort de qui on voudroit les faire exécuter , pût en retenir cour , juridiction , ni connoissance en aucune manière , à peine de nullité de tout ce qui pourroit être fait.

Si l'on objecte contre ce dernier sentiment , qu'il est de l'intérêt des parties que le Décret se fasse devant les premiers juges afin que les frais soient moins considérables , on répond de la part de ceux qui croient qu'en ce cas il faut procéder au parlement , que cette augmentation de

de dépense se trouve bien compensée par l'avantage qu'ont les parties d'éviter la multiplicité des degrés de juridiction, qui consomment souvent en frais la portion la plus considérable du prix des biens décrétés.

Dans cette diversité de raisons, & même de dispositions d'ordonnances, il faut suivre l'usage du plus grand nombre des tribunaux du royaume, où l'on tenoit pour maxime avant l'ordonnance de Blois, que les Décrets devoient être portés devant les juges supérieurs quand le bien avoit été saisi en vertu de leurs jugemens. L'ordonnance de Blois qui a été si ponctuellement exécutée en d'autres articles, n'ayant pu faire changer cette ancienne maxime, il n'est point surprenant que l'ordonnance de 1629 qui avoit été enregistrée en un lit de justice, sans observer les formalités qui étoient alors en usage, n'ait point été suivie en cette disposition non plus qu'en plusieurs autres.

Il faut donc regarder à présent comme un principe de droit commun, sur-tout pour le parlement de Paris, ce que porte l'article premier de l'arrêt de règlement de ce parlement, publié en jugement le 23 novembre 1598 : que *les adjudications par Décret des immeubles mis en criées en exécution d'arrêts & exécutoires de la cour, seront faites en icelle. . . . . & ce qui sera mis en criées par vertu d'obligations & contrats, pardevant les juges auxquels l'exécution d'iceux appartient.* Messieurs des requêtes de l'hôtel & du palais sont aussi en possession, comme étant du corps du parlement, de connoître des Décrets qui se poursuivent en exécution de leurs jugemens.

La déclaration du roi du 21 août 1732 , portant règlement entre le parlement de Bretagne, les requêtes du palais & les préfidiaux de cette province , décide expressement que les officiers des requêtes du palais du parlement de Bretagne , *connoîtront des saisies réelles , baux judiciaires , ventes & adjudications d'immeubles , ordre & distribution des Décrets qui se feront en exécution des jugemens par eux rendus.*

Ces règles générales sur la compétence des juges en matière de Décret , souffrent plusieurs exceptions : 1°. par rapport aux juges , entre lesquels il y en a plusieurs qui ne peuvent connoître des Décrets : 2°. par rapport à plusieurs espèces d'immeubles , dont le Décret ne doit être fait que devant les juges auxquels la connoissance en est particulièrement attribuée : 3°. par rapport à la situation des biens dans des pays d'où les Décrets ne peuvent être évoqués , ou dans des coutumes où ils sont tellement regardés comme réels , qu'il n'est pas permis de les faire devant d'autres juges que celui dans le territoire duquel le bien est situé.

Entre les juges devant lesquels les Décrets ne peuvent être portés , il faut d'abord mettre ceux des officialités ecclésiastiques ; car nos rois n'ont donné & conservé à l'église la juridiction contentieuse , qu'à condition qu'elle ne connoîtroit , entre quelques personnes que ce fût , d'aucune action réelle ou mixte ; c'est-à-dire , de celles où la réalité est mêlée avec quelque droit personnel ; d'où vient que , suivant l'article 92 de l'ordonnance de 1559 , le juge d'église n'est point compétent pour prononcer sur la reconnaissance d'une obligation , quand cette recon-

noissance doit emporter hypothèque sur les biens du clerc qui a passé l'obligation. La poursuite d'un Décret est une action mixte, mais dans laquelle il y a encore plus de réalité que dans une simple reconnoissance de billets.

Ainsi quand le bien d'un clerc est saisi réellement en vertu d'une obligation qu'il a passée pardevant notaire, ou en exécution d'une sentence du juge d'église, suivie d'un paréatis du juge laïc, il faut porter la saisie réelle & le Décret devant le juge laïc qui en connoîtroit entre des laïcs.

Il en est de même des juges-consuls établis pour décider tous les différends entre marchands au sujet de leur commerce ; car quoique les saisies & les ventes des biens puissent être faites en vertu des sentences des juridictions consulaires, s'il faut passer outre, les criées & l'interposition des Décrets se font par l'autorité des juges des lieux, auxquels le roi enjoint expressément de tenir la main à la perfection des criées & à l'adjudication des héritages saisis. C'est la disposition de l'article 12 de l'édit du mois de novembre 1563, portant établissement d'une juridiction consulaire dans la ville de Paris ; les autres juridictions consulaires du royaume ont été établies à l'exemple de celles de Paris, avec les mêmes droits & les mêmes restrictions.

Il faut excepter de cette règle la conservation de Lyon, qui quoique justice consulaire, a le droit de connoître des Décrets poursuivis en vertu des jugemens qu'elle a rendus. C'est ce qui résulte de l'article 4 de l'édit du mois de juillet 1660.

Mais cette exemption ne s'étend pas aux prieurs & consuls des bourses de Rouen, de Bordeaux & de Toulouse, quoiqu'ils aient été créés à l'instar de la conservation de Lyon. Ces juges ne connoissent point des Décrets faits en vertu de leurs jugemens, parce qu'il n'a pas été dérogé en leur faveur à l'article 12 de l'édit du mois de novembre 1563. Le parlement de Toulouse l'a ainsi jugé par arrêt du premier mai 1647 contre un marchand de Carcassonne.

On a aussi jugé au conseil privé du roi au profit du présidial de Rennes, que le prévôt de cette ville ne pouvoit connoître des Décrets, parce que cet officier n'avoit été établi en 1456, que pour décider les causes mobilières des habitans de Rennes.

Il en est de même des lieutenans criminels, qui ne sont établis que pour instruire le procès aux accusés & pour punir les coupables. S'il y a quelque saisie réelle à faire en exécution de leurs jugemens, même pour une condamnation prononcée contre un criminel, la poursuite s'en doit faire devant un autre juge. C'est sur ce principe qu'est intervenu un arrêt célèbre rendu en la quatrième chambre des enquêtes, au mois de février 1578, par lequel une adjudication par Décret a été cassée sur le seul motif que l'adjudication & la procédure pour y parvenir, avoient été faites devant le lieutenant criminel d'Angers.

Les prévôts des maréchaux & plusieurs autres juges ne peuvent connoître des Décrets. En général les criées ne peuvent être portées devant les juges dont la juridiction est restreinte à certaines espèces d'affaires particulières, à moins

que les ordonnances ou un usage constant ne leur donnent cette prérogative.

A l'égard des présidiaux, les Décrets peuvent être portés devant eux, mais ils ne doivent point en connoître en dernier ressort; car pour que les présidiaux jugent une affaire sans appel, il faut que tout ce que l'on demande au défendeur soit limité à somme de deux mille livres ou de huit cens livres de rente, conformément à l'édit du mois de novembre 1774, & que les juges déclarent par le premier appointment qu'ils prétendent en connoître sans appel; ce qui ne peut se faire en matière de Décret, attendu qu'il n'est pas possible de fixer à quoi sera porté l'héritage décrété, & à quelle somme monteront les oppositions que l'on pourra former au Décret. Cette doctrine est d'ailleurs fondée sur un arrêt du premier juillet 1602, par lequel le parlement de Paris a fait défense au présidial du Mans de prononcer en dernier ressort dans le cas d'adjudication par Décret.

Les Décrets peuvent aussi être portés devant les juges des seigneurs haut-justiciers, quoique plusieurs auteurs aient prétendu que cette règle ne devoit avoir lieu qu'à l'égard des justices seigneuriales dont les appellations se portoient directement au parlement. Ces auteurs se sont à la vérité fondés sur deux arrêts de règlement, dont l'un rendu aux grands jours tenus à Clermont le 30 janvier 1666, porte que les Décrets ne peuvent être faits que devant les juges royaux ou dans les justices des duchés pairies qui ressortissent au parlement. Le second, qui est du 31 mai 1683, renvoie à la prévôté du Mans un Décret commencé devant le juge de

Tours , puis il ajoute que les arrêts & réglemens qui portent que les Décrets ne pourront être poursuivis que dans les juridictions royales ou dans les justices des pairies nuement ressortissantes en la cour seront exécutés , & que l'arrêt sera lu & publié , l'audience tenant , en la sénéchaussée & prévôté du Mans.

Mais malgré ces autorités , les auteurs les mieux instruits de nos usages ont toujours pensé que les Décrets pouvoient se poursuivre devant les juges des seigneurs haut-justiciers. En effet , le roi ayant donné le droit de haute justice à un très-grand nombre de seigneurs , los officiers de ces seigneurs peuvent connoître de toutes les affaires dont le roi n'a pas réservé la connoissance à ses officiers par ses ordonnances , ou qu'un usage constant & immémorial n'a point mises au nombre des cas royaux : or , le Décret des biens d'un particulier n'est pas regardé comme un cas royal , & on ne l'a point jugé tel , lorsque les arrêts de 1666 & de 1683 ont été rendus , puisqu'on en a conservé la connoissance aux juges des pairies. Il n'y a point non plus d'ordonnance qui attribue les Décrets aux juges royaux , à l'exclusion de ceux des seigneurs haut-justiciers ; si ces officiers manquoient à observer les formalités prescrites pour cette procédure par les ordonnances ou par les coutumes , on interjeteroit appel de leurs sentences comme on le pourroit faire de celles des juges royaux qui n'auroient point observé ces lois. Le poursuivant & les créanciers , qui ont intérêt que le bien décrété soit porté par les enchères à son juste prix , doivent avoir soin de faire trouver un nombre suffisant d'enchérisseurs avant l'adjudication.



Le lieutenant général de Noyon ayant fait défenses au juge de Magny , & à tout autre juge haut-justicier , de faire aucune adjudication par Décret , la dame de Magny interjeta appel de ce règlement. M. Talon , avocat général , qui porta la parole en cette affaire , dit qu'il n'y avoit point de doute que les seigneurs haut-justiciers ne pussent valablement connoître des Décrets concernant les héritages situés dans l'étendue de leur juridiction. L'arrêt intervenu sur cette contestation le 18 décembre 1629 , renvoya le Décret dont il s'agissoit devant le juge de Magny pour procéder à l'adjudication.

La Thaumassière sur l'article 58 du titre 9 de la coutume de Berry , rapporte un arrêt du 2 septembre 1675 , qui a renvoyé les saisies réelles & les criées de la terre d'Esjoint , pardevant le juge de Gràçay , & qui a fait défense aux officiers du bailliage d'Issoudun , d'évoquer les Décrets pendans en la justice seigneuriale de Gràçay. Il y a eu un arrêt pareil au précédent , rendu en faveur du bailli de l'évêché d'Amiens : celui qui a été rendu le 24 mars 1688 en faveur du chapitre de Brioude contre les officiers de la sénéchaussée de Riom , mérite une attention particulière ; car après avoir fait des défenses aux officiers de la sénéchaussée de connoître en première instance des criées & des adjudications par Décret des immeubles saisis dans l'étendue de la justice de Brioude , on a ordonné que l'arrêt seroit lu en la sénéchaussée & siége présidial de Riom.

Enfin le parlement de Paris rendit un arrêt célèbre le 7 août 1690 , par lequel en infirmant une sentence du juge de Bellême , il renvoya les

procédures d'une saisie réelle pardevant le juge de Nogent-le-Rotrou.

Ainsi le règlement des grands jours de Clermont , & celui de 1683 , qui étoient contraires à l'ancienne jurisprudence , ont été abrogés par d'autres réglemens plus conformes aux véritables principes.

On a jugé au parlement de Metz le 14 novembre 1639 , en faveur des officiers de Vappy , que les juges des seigneurs haut-justiciers sont compétens pour faire les Décrets des biens situés dans leurs seigneuries , à la charge de mettre des pannonceaux aux armes du roi.

Il faut cependant observer que dans les lieux où les juges royaux ont un droit de prévention en toutes sortes de matières sur ceux des seigneurs , ils peuvent user de ce droit pour les Décrets comme pour les autres affaires.

L'édit du mois d'août 1669 & la déclaration du 21 janvier 1685 , attribuent aux cours des aides le Décret , l'adjudication , l'ordre & la distribution du prix des offices & des autres biens immeubles des comptables qui sont redevables , tant pour reste de leurs comptes & manîment , que pour toute autre somme due au roi , soit par des rôles arrêtés au conseil , soit par des arrêts du conseil ou des chambres des comptes.

Lorsque la saisie réelle des immeubles des officiers comptables est faite pour le roi à la requête des procureurs généraux de la cour des aides , on la porte directement à ce tribunal ; mais lorsque la saisie réelle a été commencée à la requête des créanciers particuliers des comptables , les saisissans peuvent poursuivre devant

les juges ordinaires. La déclaration du 21 janvier 1685, les a même dispensés de la formalité à laquelle les assujettissoit l'article 8 de l'édit de 1669, de faire signifier la saisie au procureur général de la cour des aides, & de retirer son consentement par écrit, à peine de nullité de l'adjudication. C'est aux procureurs généraux des cours des aides à veiller à ce que les biens des comptables qui se trouvent redevables envers le roi ne soient point décrétés en d'autres tribunaux, & à en faire évoquer les saisies réelles. Lorsqu'ils présentent leur requête à l'effet de l'évocation des criées, des Décrets ou des ordres, ils doivent y attacher des extraits en bonne forme, des jugemens de clôture des comptes contenant les Décrets & charges, ou les arrêts de condamnation rendus contre les comptables; si l'on n'avoit point satisfait à ces formalités, les cours des aides ne pourroient évoquer les Décrets. L'arrêt qui contient l'évocation doit subroger le procureur général à la poursuite du Décret.

C'est la cour des aides dans le ressort de laquelle la partie saisie a exercé son office de comptable, qui a droit d'évoquer le Décret; car le roi a dérogé par la déclaration de 1585, à l'article 6 de l'édit de 1669, qui attribuoit les Décrets des biens des comptables aux cours des aides séantes dans les villes où les chambres des comptes sont établies.

Il n'y a que les immeubles ou les biens réputés immeubles qui puissent être vendus par Décret. Par exemple, les ustensiles mis dans une maison par le propriétaire pour perpétuelle demeure, & qu'on ne peut transporter sans frac-

tion & sans détérioration, ou sans en désassembler les parties, tels qu'un pressoir, sont regardés comme ne faisant qu'un tout avec la maison. & peuvent être vendus par Décret avec elle. Plusieurs jurisconsultes ont étendu cette règle, conformément aux coutumes de Nivernois & de Reims, à l'artillerie destinée pour la défense d'un château & aux ornemens qui servent à la chapelle.

Il n'en est pas de même des effets mobiliers qui sont réputés immeubles par fiction, sans faire partie du fonds. Ainsi, quelque stipulation qu'on ait faite dans un contrat de mariage pour rendre propre une somme mobilière à une femme, à ses enfans & à ses parens collatéraux, les créanciers de la femme ne peuvent jamais faire saisir cette somme réellement, parce que la fiction qui n'a été faite que pour empêcher que cette somme ne tombât dans la communauté, ou que le mari n'en profitât dans la succession de ses enfans, n'a pu rendre cet effet immeuble hors du cas de la fiction. On doit décider par la même raison, qu'une somme qui provient du remboursement d'une rente propre à un mineur, ne peut être saisie réellement; car le principe du droit coutumier, qui fait regarder cette somme comme un immeuble, même comme un propre, ne regarde que la succession du mineur.

Mais pour qu'un fonds puisse être vendu par Décret, il faut qu'il soit dans le commerce. Ainsi le Décret d'une église ou d'un monastère ne peut avoir lieu pour la dette d'une communauté religieuse, parce que ces biens étant consacrés à Dieu sont hors du commerce conformé-

mément aux principes du droit romain & du droit canonique.

Observez toutefois que si le fonds sur lequel on a construit une maison religieuse n'étoit point payé, ou que le prix des bâtimens fût dû aux ouvriers, elle pourroit être saisie réellement par le propriétaire du fonds ou par les ouvriers. C'est ce que le parlement a jugé par arrêt du 15 février 1650, contre les religieuses de l'Annonciade des dix Vertus établies à Paris dans le fauxbourg Saint-Germain.

On ne permet pas non plus de décréter les biens appartenans aux communautés tant qu'on peut faire payer les créanciers par des impositions sur les particuliers : la raison en est qu'on ne doit point aliéner ces biens sans nécessité, surtout quand ils sont destinés pour la nourriture des troupeaux. C'est sur ce principe que par un arrêt du 23 avril 1651, la cour des aides de Paris donna main-levée aux habitans de Saint-Souplet de la saisie réelle de leurs communes. On ordonna par le même arrêt, que l'on imposeroit la somme de cinq cens livres sur les habitans de la paroisse pour acquitter la dette qui avoit donné lieu à la saisie réelle.

Il est de principe qu'un immeuble ne peut être décrété que sur celui qui en est propriétaire : mais cette règle exige l'explication suivante :

Lorsque l'immeuble a été saisi réellement sur celui qui n'en étoit pas propriétaire, & que celui à qui il appartenoit en est resté paisible possesseur jusqu'à l'adjudication, la saisie réelle, les criées & l'adjudication ne peuvent faire aucun préjudice au véritable propriétaire : car pour qu'un bien puisse être valablement adjugé

par Décret , il faut qu'il soit devenu le gage de la justice & des créanciers de la partie saisie ; ce qui ne peut se faire que quand le commissaire se met en possession par le fermier judiciaire , tant pour la justice que pour les créanciers.

Mais si le propriétaire avoit été dépossédé par le fermier judiciaire , & qu'on eût procédé à l'adjudication , il ne pourroit la faire rétracter & rentrer en possession de son bien. Il ne lui resteroit en ce cas qu'un recours de garantie à exercer sur la personne & sur les autres biens de la partie saisie. La raison de cet usage est que celui qui sachant que son propre bien est saisi réellement sur un tiers , & qui en étant instruit par la voie que la loi prescrit , c'est-à-dire , par la possession du fermier judiciaire , ne s'y est point opposé , est censé avoir consenti au Décret ; c'est du moins de sa part une très-grande négligence , une faute grave qui le rend inexcusable. Il n'y a point en ce cas plus d'injustice de priver le propriétaire de son bien que de le lui faire perdre , quand il en a laissé un tiers en possession pendant le temps marqué par les lois , pour acquérir la prescription.

Quoiqu'une vente par Décret soit une aliénation nécessaire faite sans le consentement du propriétaire , il est de droit commun que les lods & ventes en sont dus , parce qu'il y a une mutation effective moyennant un certain prix.

Cependant en Beaujolois & dans la coutume de Saint-Sever , cette sorte d'aliénation ne produit point de lods.

Puisque l'adjudication par Décret opère une véritable mutation de propriété , il faut en con-

clure qu'elle donne ouverture au droit de centième denier. C'est ce qui est formellement décidé par l'article 24 de l'édit du mois de décembre 1703 & par l'article 16 de la déclaration du 19 juillet 1704.

Voyez *les lois ecclésiastiques de France ; le dictionnaire de droit canonique ; la bibliothèque canonique ; Antoine Augustin , de Emendatione Gratiani , avec les notes de Baluze ; Wan-Espen , édition de Louvain , 1753 ; le recueil de jurisprudence canonique ; l'ordonnance du mois d'août 1670 ; le traité de la justice criminelle ; l'édit du mois de juin 1771 ; le traité de la vente des immeubles par Décret ; l'ordonnance de Moulins ; Chopin , sur la coutume d'Anjou ; Brodeau sur Louet ; l'ordonnance de Blois ; la déclaration du 21 août 1732 ; l'édit du mois de novembre 1563 ; les œuvres de Henrys ; Hévin sur Frain ; les arrêts de Mornac ; le recueil de Bardet ; le journal des audiences ; l'édit du mois d'août 1669 ; la déclaration du 21 janvier 1685 ; Pelcus , en ses questions illustres , &c. ; le traité des fiefs de Livonière , & celui de Guyot ; l'édit du mois de décembre 1703 ; la déclaration du 19 juillet 1704 , &c.* Voyez aussi les articles DROIT CANONIQUE , CONCILE , BULLE , COMMENDE , ASSIGNÉ POUR ÊTRE OUI , AJOURNEMENT PERSONNEL , PRISE DE CORPS , AFFICHE , ADJUDICATION , BAIL JUDICIAIRE , CRIÉE , CERTIFICATION , COMMISSAIRE AUX SAISIES RÉELLES , CONSIGNATION , OPPOSITION , ÉVOCATION , SAISIE RÉELLE , DISCUSSION , ENCHÈRE , RENTE , VAISSEAU , OFFICE , SUBSTITUTION , MINEUR , ÉTRANGER , SUCCESSION VACANTE , &c.

DÉCRÉTALES. On appelle ainsi les épîtres & lettres écrites par d'anciens papes pour faire quelque règlement.

Ces réponses décident des points de doctrine ; c'est pourquoi on leur a donné le nom de Décrétales. Depuis Gratien jusqu'à Grégoire IX , c'est-à-dire , pendant soixante-dix ans , il avoit déjà paru huit compilations différentes de Décrétales. Grégoire IX , pour former un code pontifical à l'instar du code de Justinien , fit de cinq de ces compilations , une seule qui porte aujourd'hui son nom. Cette compilation est appelée *extra* , parce qu'elle est séparée du Décret de Gratien , qui seul composoit auparavant le corps des canons : elle est divisée en cinq livres ; chaque livre est divisé en titres , & chaque titre en capitules.

Le droit canonique romain des Décrétales n'a point en France force de loi. Quelques cours ecclésiastiques du royaume ayant voulu introduire la procédure des Décrétales pour régler des formes judiciaires dans les officialités , on regarda leur dessein comme une entreprise sur l'autorité du roi , & leurs sentences furent déclarées abusives.

On a appelé *fausses Décrétales* , celles qui se trouvent rassemblées dans la collection qui porte le nom d'Isidore Mercator.

On ignore cependant l'époque précise de cette collection & quel en est le véritable auteur. Le cardinal d'Aguirre croit que les fausses Décrétales ont été composées par Isidore évêque de Séville , qu'on a depuis canonisé , & qui tient un rang distingué parmi les docteurs de l'église. Mais cette opinion paroît d'autant moins



fondée, que la collection dont il s'agit renferme plusieurs monumens qui n'ont vu le jour qu'après la mort d'Isidore arrivée en 636. Tels sont les canons du fixième concile général tenu en 680 ; ceux des conciles de Tolède, depuis le fixième, qui est de 638, jusqu'au dix-septième, &c.

DÉCRI. Cri public par lequel on défend de faire usage dans le commerce de certaines monnoies d'or, d'argent, &c. Voyez MONNOIE.

DÉDICACE. On donne ce nom à la cérémonie qu'on fait pour consacrer une église ou un autel.

L'usage des Dédicaces est très-ancien. Les hébreux appeloient cette cérémonie, *hhanuchach*, qui signifie imitation, ou suivant les septante, renouvellement.

On trouve dans l'écriture sainte des Dédicaces du tabernacle, des autels, du premier & du second temple, & même des maisons des particuliers. On y voit encore des Dédicaces des vases, des ornemens, des prêtres & des lévites. Dans la religion chrétienne, on nomme ces sortes de cérémonies, *consécérations*, *bénédictions*, *ordinations*, & non *Dédicace* ; parce que ce terme n'est employé que lorsqu'il s'agit de la consécration d'un lieu spécialement destiné au service divin.

La fête de la Dédicace dans l'église romaine est l'anniversaire du jour où une église a été consacrée. Ce fut sous le règne de Constantin, & lorsque la paix fut rendue à l'église, qu'on commença à faire la cérémonie de la Dédicace des églises avec solennité. Avant cette époque, les Dédicaces se faisoient sans aucun appareil.

Constantin ordonna que ces cérémonies fussent faites avec la plus grande pompe & le plus grand éclat. On assembloit plusieurs évêques pour célébrer cette fête qui duroit plusieurs jours, pendant lesquels ces prélats faisoient le service divin & prononçoient des discours *sur le but & la fin de cette cérémonie*. Eusèbe nous a conservé la description des Dédicaces des églises de Tyr & de Jérusalem. On jugea depuis cette consécration si nécessaire, qu'il n'étoit pas permis de célébrer dans une église qui n'étoit pas dédiée. Aussi les ennemis de saint Athanase lui firent un crime d'avoir assemblé le peuple dans une église qui n'avoit point été consacrée.

Depuis le neuvième siècle on a observé différentes cérémonies pour la Dédicace des églises ; mais elle a toujours été une des fonctions épiscopales. Elle est ordinairement accompagnée d'une octave solennelle. Chaque jour l'évêque officie, si c'est dans une grande ville ; & un prêtre par lui délégué, si c'est dans une petite ville ou dans la campagne : pendant l'octave, il y a tous les jours un sermon sur l'objet de la cérémonie.

Comme les Dédicaces exigent une grande pompe, il y a beaucoup d'églises, surtout dans les campagnes, qui sont seulement bénites ; alors elles prennent la Dédicace de la cathédrale ou de la métropole dont elles dépendent.

On faisoit aussi autrefois la Dédicace des fonts baptismaux. Nous trouvons une preuve de cet usage dans *le sacramentaire* du pape Gelase.

Quand une église est construite, elle doit être consacrée. On attribue le rit de cette consécration au pape Silvestre, parce que, suivant  
les

les historiens, c'est le premier pape qui ait fait cette cérémonie. Il la fit pour l'église du sauveur, bâtie par Constantin dans son palais de Latran, & qui fut dédiée à saint Pierre & à saint Paul.

Il est défendu par les conciles de Carthage, de Paris sous Louis-le-Débonnaire, de Mayence, d'Agde & d'Epaone, de consacrer le pain de l'eucharistie & d'exposer le saint sacrement dans les églises & sur les autels qui n'ont pas été consacrés par les évêques.

Suivant la disposition du chapitre *nemo de consecr. dist. 1.* du concile d'Orléans, l'évêque a seul droit de consacrer une église.

Nous regardons comme une maxime qui fait partie des libertés de l'église gallicane, que le pape n'a point droit de déléguer un commissaire pour consacrer une église au préjudice de l'évêque diocésain.

Voyez *la discipline de l'église par le père Thomassin ; les mémoires du clergé ; le dictionnaire canonique*, &c. Voyez aussi les articles AUTEL, ÉGLISE, ÉVÊQUE, BÉNÉDICTION, CONSÉCRATION, &c. (*Cet article est de M. DESES-SARTS, avocat au parlement*).

DÉDICACE (LIBRAIRIE). On donne le nom de Dédicace à une épître qu'un auteur adresse à une personne à laquelle il fait hommage de son livre.

Nous avons peu d'épîtres dédicatoires qui méritent d'être lues. La plupart renferment des éloges bas & rampans qui deshonnorent l'homme de lettres. Comme c'étoit un usage autrefois de dédier presque tous les ouvrages, & que sou-

vent on imprimoit des épîtres dédicatoires qui n'avoient été ni lues ni approuvées par ceux auxquels elles étoient adressées ; pour remédier à cet abus , on a défendu aux imprimeurs d'imprimer aucune épître dédicatoire , à moins que l'auteur ne leur ait remis l'agrément par écrit de la personne à laquelle il a dédié son livre.

Par cette précaution sage , les personnes distinguées ne sont plus exposées à recevoir des éloges insipides sans leur aveu.

Voyez *le manuel du libraire & de l'auteur*. Voyez aussi les articles LIBRAIRE , LIVRE , IMPRIMEUR. (*Cet article est de M. DESESSARTS , avocat au parlement* ).

**DÉDOMMAGEMENT.** C'est l'indemnité qu'exige un dommage causé à quelqu'un dans ses biens , dans son honneur ou dans sa personne.

Il est dans les principes de l'équité naturelle que celui qui fait du tort à autrui le répare dans toute l'étendue qu'il est possible de le réparer. Mais c'est ce qui sera plus particulièrement expliqué aux articles INDEMNITÉ , DOMMAGE , DOMMAGES-INTÉRÊTS , RÉPARATION , &c. (*Article de M. DAREAU , &c.* )

**DÉDUCTION.** Ce terme se dit d'une somme ou d'une dépense que l'on est en droit de précompter sur la créance dont on est débiteur.

On est en droit , par exemple , de déduire sur des fermages les vingtièmes , les décimes & même quelquefois les rentes qu'on a été obligé de payer à l'acquit du bailleur , lorsqu'on n'est point convenu qu'on supporteroit ces charges sans Déduction. On déduit de même les dépenses inopinées qu'on a été dans le cas de faire

pour empêcher un bâtiment de tomber en ruine ; ou pour toute autre cause nécessaire. On déduit aussi dans un compte de tutelle les frais & les avances légitimes qu'on a été obligé de faire pour des mineurs , soit pour leur entretien , soit pour la régie de leurs biens ou pour le payement de leurs dettes . en un mot, Déduction & compensation sont à peu près la même chose ; il y a seulement cette différence , qu'on se sert du terme de *Déduction* quand on précompte sur une créance la partie qui en a été acquittée , & de *compensation* quand on oppose à cette même créance une autre créance d'un genre différent. Voyez l'article COMPENSATION. Les principes qui y sont développés s'appliquent à tout ce que nous pourrions dire ici de la Déduction. (*Article de M. DAREAU, avocat, &c.*)

DÉFAILLANT. C'est celui qui ne comparoît pas, qui ne se trouve pas à l'assignation donnée en justice. Voyez DÉFAUT.

DÉFAUT. C'est le jugement rendu sur la demande de l'une des parties , sans que l'autre ait été ouïe.

Il y a deux sortes de Défauts & congés principaux ; savoir , les Défauts faute de comparoir & les Défauts faute de défendre.

Il y a en outre ce qu'on appelle les petits Défauts , qui sont les Défauts faute de plaider & faute de conclure.

Le Défaut faute de comparoir s'obtient contre le défendeur quand il ne se présente point dans les délais de l'ordonnance , sur l'assignation qui lui a été donnée.

Le Défaut faute de défendre s'accorde lorsque le défendeur , après s'être présenté , ne signifie

point ses moyens de défense contre la demande.

Le Défaut faute de plaider a lieu lorsqu'après les défenses fournies, le demandeur ou le défendeur ne paroissent point à l'audience pour y plaider ou faire plaider leur cause.

Quant au Défaut faute de produire, on l'appelle plus communément forclusion; ainsi voyez cet article.

Les Défauts faute de comparoir ou de défendre ne s'obtiennent jamais que contre le défendeur, parce qu'il n'y a que lui qui puisse être en demeure de comparoir ou de défendre; mais le Défaut faute de plaider peut s'obtenir tant par le défendeur que par le demandeur, attendu que l'un ou l'autre peut être en demeure de paroître à l'audience pour plaider.

Avant l'ordonnance de 1667, rien n'étoit plus compliqué que la procédure usitée pour obtenir un Défaut faute de comparoir.

On distinguoit alors deux sortes d'ajournemens; savoir, l'ajournement avec intimation & l'ajournement simple.

Si l'ajournement étoit avec intimation, le Défaut qui intervenoit en conséquence adjugeoit à l'instant le profit. Cet ajournement n'étoit autorisé que dans les matières sommaires & privilégiées, qui requéroient célérité, & pour raison desquelles il y auroit eu péril dans la demeure.

Sur l'ajournement simple, au contraire, qui seul avoit lieu dans les matières ordinaires, on obtenoit un premier Défaut, après quoi on réajournoit le défendeur avec intimation, & on levoit un second Défaut sur ce réajournement: ensuite le demandeur produisoit les deux ajour-

nemens & les deux Défauts, & le tout vu, le juge déclaroit les Défauts bien & duement obtenus, débouroit le défaillant de toute exception & défense, & admettoit le demandeur à vérifier sa demande. En vertu de ce jugement de débouté de défenses, on ajournoit encore de nouveau le défaillant, pour *voir produire titres & exploits*, & ce n'étoit qu'après toute cette procédure préparatoire qu'intervenoit la sentence définitive qui faisoit droit sur le fond de la demande.

Le législateur n'ayant vu dans cette multiplicité de procédures qu'un circuit inutile à l'instruction des juges, & ruineux pour les parties, a abrogé par l'article 2 du titre 5 de l'ordonnance citée les réajournemens & les déboutés de défense. Il a d'ailleurs réduit la procédure nécessaire à l'obtention des Défauts, soit faute de comparoir, soit faute de défendre, à quelque chose d'extrêmement simple; car si dans les délais prescrits par l'article 5 du titre 3 le défendeur ne se présente point ou ne fournit point de défense, il n'est pas nécessaire de le constituer davantage en demeure par aucun acte ni aucune sommation: l'expiration des délais suffit au demandeur pour pouvoir obtenir son Défaut & en faire juger le profit.

Le délai que l'ordonnance accorde au défendeur pour constituer procureur & pour fournir des défenses est de huitaine après l'échéance de l'assignation: lorsque cette huitaine est écoulée, le demandeur est en droit de lever un Défaut au greffe; mais il ne peut le faire juger sans laisser encore écouler un nouveau délai, qui est de

huitaine pour les personnes qu'on a assignées à huitaine ou à quinzaine, & de la moitié du premier délai pour celles qu'on a ajournées à plus long terme. Ainsi un défendeur assigné à six semaines a d'abord huitaine en sus pour constituer procureur & fournir des défenses; il a ensuite la moitié du premier délai, qui est de trois semaines; en sorte qu'avant qu'on puisse faire juger un défaut contre lui, il faut qu'il se soit écoulé dix semaines.

Lorsque le défendeur avoit constitué procureur sans fournir des défenses, le demandeur étoit autorisé par l'article 3 du titre 5 à prendre Défaut à l'audience; mais aujourd'hui tous les Défauts doivent être pris, en quelque juridiction que ce soit, au greffe des présentations, à l'exception seulement du Défaut faute de plaider qui se donne à l'audience. C'est ce qui résulte de l'article 6 de la déclaration du roi du 12 juillet 1695. Cette loi a ordonné que les greffiers des présentations expédieroient & délivreroient les Défauts & congés faute de comparoître, faute de défendre & de conclure, & généralement tous les Défauts qu'il convenoit d'expédier & de délivrer dans le cours de la procédure, & que le profit de ces Défauts ne pourroit être adjugé qu'ils n'eussent été levés au greffe des présentations, à peine de nullité (\*).

---

(\*) *Formule d'un défaut faute de comparoître ou faute de défendre aux requêtes de l'hôtel ou du palais.*

Extrait des registres des requêtes du palais (ou de l'hôtel) du. . .

Défaut à. . . demandeur aux fins de son exploit. . . comparant par Me. . . son procureur.

Contre, . . . défendeur & défaillant: à faute de compa-



Si dans l'espace de temps qui s'écoule entre

---

roir ( *ou défendre* ) après que les délais de l'ordonnance sont expirés, délivré le....

*Formule de sentence sur le profit du Défaut.*

Vu par la cour le Défaut faute de comparoir ( *ou de défendre* ) obtenu au greffe des présentations d'icelle par.... demandeur aux fins de son exploit en date du.... tendant à ce que.... comparant par Me.... son procureur. Contre... défendeur & défaillant, faute de comparoir ( *ou de défendre* ) Vu aussi la demande sur le profit dudit Défaut & titres & pièces. Tout considéré, dit a été que la cour déclare le Défaut bien & dument obtenu, & adjugeant le profit d'icelui, condamne le défaillant.... & aux dépens dudit Défaut & de tout ce qui a suivi....

*Pour lever un Défaut au greffe du châtelet, le procureur du demandeur remet après les délais, son exploit au greffier qui écrit sur le registre qu'il tient des Défauts, ces mots : Défaut à Me.... procureur du sieur.... demandeur, contre le sieur.... défendeur. Ensuite il met sur l'exploit, 1°. le nom de l'huissier qui l'a fait avec la date : 2°. l'échéance du délai de l'assignation : 3°. celle du délai donné au défendeur pour constituer procureur & se défendre.*

*Le procureur du demandeur dresse ensuite la minute du Défaut, la signe, & le greffier l'expédie de la manière suivante :*

Vu le Défaut faute de comparoir obtenu au greffe du châtelet, le.... par Me.... procureur de.... demandeur aux fins de l'exploit fait à sa requête, le.... par.... huissier en cette cour, contrôlé à Paris le.... & présenté, tendant à ce que le défendeur ci-après nommé soit condamné à lui payer la somme de.... contenue en son billet qu'il seroit tenu de venir reconnoître avec intérêts & dépens. Contre.... défendeur & défaillant. Vu le billet & exploit de demande susdatés; ouï le rapport de M.... Conseiller en cette cour. Nous disons que ledit Défaut est bon, bien & dument obtenu; & pour le profit condamnons le défaillant à payer au demandeur la somme de.... contenue en son billet

le Défaut pris & le jugement du Défaut, le défendeur constitue procureur, fournit ses défenses & en communique les pièces justificatives, le demandeur ne peut pas faire juger son Défaut, mais il peut en demander les dépens.

Lorsqu'une des parties ou son procureur ne comparoît point à l'audience, il faut distinguer si c'est le demandeur ou le défendeur : si c'est le demandeur, le juge doit accorder au défendeur comparant un Défaut qu'on appelle *congé*, & pour le profit, le décharger de la demande : si c'est le défendeur qui ne comparoît pas, le demandeur obtient Défaut, & pour le profit, le juge lui accorde ses conclusions, si elles se trouvent justes & bien vérifiées. C'est ce que prescrit l'article 4 du titre 14 de l'ordonnance de 1667.

Observez néanmoins que si la partie contre laquelle il a été obtenu un Défaut se présente à la même audience, & demande que ce Défaut soit rabattu, le juge peut l'ordonner, auquel cas le Défaut ne produit aucun effet : c'est ce qui résulte de l'article 5 du titre qu'on vient de citer.

Ceux contre qui il a été rendu des jugemens par Défaut, soit faute de comparoir, soit faute de plaider, peuvent les attaquer par la voie de l'opposition (\*), dans la huitaine du jour qu'ils

---

susdaté que nous avons tenu pour reconnu, aux intérêts de ladite somme, suivant l'ordonnance & aux dépens; ce qui sera exécuté sans préjudice de l'appel, & soit signifié.

(\*) *Requête d'opposition aux requêtes de l'hôtel ou du palais.*

Extrait des registres des requêtes du palais (ou de l'hôtel) du....

ont été signifiées : surquoi il faut observer qu'au

Sur ce que Me.... procureur de.... a requis qu'il plût à la cour recevoir ledit.... opposant à la sentence par Défaut, faute de comparoir (*ou de défendre*) surprise par.... le.... & signifiée le.... faisant droit sur ladite opposition, déclarer la procédure sur laquelle ladite sentence a été obtenue, nulle; au principal, ordonner que les parties en viendront au premier jour, & condamner ledit.... aux dépens.

*Ordonnance.* La cour ordonne que les parties en viendront au premier jour, & soit signifié.

*Sentence sur l'opposition.*

La cour du consentement du défendeur reçoit le défaillant opposant à la sentence par défaut, & faute de comparoir (*ou de défendre*) en refundant néanmoins les dépens du contumace, & fournissant de défenses dans trois jours; sinon & à faute de ce faire, ordonne que lesdits frais seront taxés en la manière accoutumée, condamne en outre ledit... aux dépens de l'incident.

*Requête d'opposition formée au châtelet dans la huitaine.*

Au premier jour à venir plaider à l'audience du parc civil du châtelet de Paris par Me.... procureur de.... sur la requête de Me.... procureur de.... à ce qu'il soit dit qu'il sera reçu opposant à l'exécution de la sentence surprise contre ledit.... par Défaut le... signifié le.... laquelle sera déclarée nulle; que ledit.... sera déchargé des condamnations contre lui prononcées par ladite sentence avec dépens, & aller en avant. Fait au châtelet le....

*Requête d'opposition formée après la huitaine.*

Au premier jour à venir plaider à l'audience du parc civil du châtelet de Paris par Me.... procureur de.... sur la requête de.... procureur de.... à ce qu'il soit dit que ledit... aura lettres de ce qu'il interjette appel de la sentence contre lui surprise par Défaut le.... signifié le.... & de la conversion qu'il fait de son appel en opposition à ladite sentence, laquelle sera déclarée nulle, & en conséquence ledit.... déchargé des condamnations contre lui prononcées avec dépens, & aller en avant. Fait au châtelet, le....

palais on reçoit les oppositions aux jugemens par Défaut faute de se présenter, même après la huitaine, en refundant les dépens de contumace : mais cette indulgence n'a pas lieu pour les Défauts faute de plaider. On ne reçoit point non plus d'opposition, même dans la huitaine, contre les arrêts rendus à tour de rôle, attendu que la publication du rôle rend inexcusable la négligence des parties qui ne se présentent pas pour plaider. Remarquez au surplus qu'au grand conseil on ne connoît point à l'égard de l'opposition après la huitaine, la distinction admise au palais entre les arrêts faute de se présenter & les arrêts faute de plaider : ce tribunal se renfermant dans l'observation stricte de l'article 3 du titre 35 de l'ordonnance, proscriit indistinctement toute opposition formée après la huitaine contre les uns ou les autres.

Au parlement de Rouen on peut encore le neuvième jour donner des requêtes d'opposition contre les arrêts rendus par Défaut. C'est ce qui résulte de divers arrêts rendus par cette cour.

Le même parlement a rendu un arrêt de règlement le 18 novembre 1722, par lequel il a fait défense aux procureurs de présenter aucune requête en opposition contre l'exécution des arrêts rendus par Défaut à l'audience, qu'ils n'aient auparavant consulté un avocat qui se soit chargé de soutenir l'opposition, & dont le nom soit déclaré par la requête, à peine de tous dépens, dommages & intérêts envers le défendeur, à quoi tout procureur qui signe de pareilles requêtes doit être personnellement condamné dans le cas de désaveu de l'avocat par lui nommé.

On admettoit autrefois successivement aux requêtes du palais des oppositions aux deux premières sentences par Défaut, & la troisième seule étoit réputée contradictoire, & ne pouvoit être attaquée que par la voie de l'appel : mais cette jurisprudence a été changée par l'article 3 des lettres-patentes du 24 mai 1770, qui s'exprime ainsi :

« Toute sentence intervenue sur opposition  
» à une première sentence faite de défendre  
» ne pourra être attaquée que par la voie de  
» l'appel ..

Cette règle s'observe au parlement & dans les autres cours souveraines : le second Défaut y est fatal, & l'on n'a que les voies de cassation ou de requête civile pour en faire anéantir l'effet.

Au châtelet, lorsque la sentence par Défaut n'a point été rendue préjudicialement, on admet l'opposition, même après la huitaine de la signification, sans distinguer, comme au parlement, si le Défaut a été prononcé faute de comparoir ou faute de plaider ; mais s'il s'agit d'une sentence par Défaut rendue préjudicialement, & qu'on ait laissé écouler la huitaine depuis la signification de cette sentence, elle est réputée contradictoire, & l'on ne peut réclamer contre que par la voie de la requête civile.

Divers arrêts ont jugé que les sentences ou arrêts rendus par défaut & susceptibles d'opposition, ne pouvoient être mis à exécution qu'après la huitaine, pendant laquelle on a le droit d'y former opposition.

Le parlement de Rennes a jugé par arrêt du

10 décembre 1710, que les premiers arrêts par Défaut ne devoient être délivrés qu'aux procureurs, & que ceux-ci ne pouvoient les remettre à leurs parties qu'après l'expiration de la huitaine, pendant laquelle on a la liberté de former opposition.

Observez cependant que cette règle ne s'étend pas aux sentences des juridictions consulaires : ces sentences peuvent être mises à exécution aussitôt qu'elles ont été signifiées.

Les Défauts & congés ne pouvant, selon la déclaration du roi du 12 juillet 1695, être expédiés & délivrés que par les greffiers des présentations, il faut en conclure que les droits de ces Défauts doivent être perçus dans tous les sièges où la perception des droits de présentation a été ordonnée.

Les droits principaux des Défauts & congés ont été fixés par la déclaration qu'on vient de citer. Suivant cette loi, il est dû dans les cours supérieures, deux livres douze sous pour les Défauts faute de comparoir, & quinze sous pour tout autre Défaut : aux requêtes de l'hôtel & du palais, trente-deux sous pour les Défauts faute de comparoir, & dix sous pour les autres : dans les présidiaux, vingt sous pour les Défauts faute de comparoir, & sept sous six deniers pour les autres ; & dans les autres sièges ordinaires ou extraordinaires, quinze sous pour les Défauts faute de comparoir, & cinq sous pour les autres.

Ces droits ne sont pas les mêmes en Provence : il est dû au parlement d'Aix six sous huit deniers pour les Défauts faute de comparoir, & deux sous huit deniers pour les autres ; à la

chambre des comptes, cinq sous pour les uns & pour les autres ; & dans les sièges royaux inférieurs de cette province , treize sous quatre deniers pour les Défauts faute de comparoir , & cinq sous quatre deniers pour les autres. C'est ce qui résulte de la déclaration du roi du 13 mars 1696.

Outre les droits principaux dont on vient de parler , il est dû celui de contrôle de chaque Défaut ou congé , à raison de deux sous dans les sièges où le droit de présentation a été réduit à cinq sous par l'arrêt du conseil du 24 janvier 1696 , & de trois sous dans les cours & autres sièges.

On a vu précédemment que la déclaration du 12 juillet 1695 avoit défendu, sous peine de nullité , d'adjuger le profit des Défauts, à moins qu'ils n'eussent été levés au greffe des présentations : mais comme cette peine de nullité n'intéressoit pas les procureurs , & qu'ainsi elle étoit insuffisante pour les obliger à se conformer à la loi , il est intervenu plusieurs réglemens postérieurs qui ont prononcé des amendes contre les contrevenans : nous allons en rendre compte.

Par arrêt du 8 novembre 1701 , le conseil a ordonné l'exécution de la déclaration de 1695 , & y ajoutant , a fait défense aux procureurs de poursuivre & de faire juger le profit des Défauts & congés , à moins qu'ils n'eussent été levés au greffe des présentations , à peine contre chaque contrevant d'une amende de trois cens livres , qui ne pourroit être remise ni modérée sous quelque prétexte que ce fût.

Le subdélégué de l'intendance de Champagne à Châlons , n'ayant prononcé qu'une amende

de trois livres contre Plouvié , procureur , & le Lorrain , greffier au présidial de Châlons , pour avoir poursuivi & expédié une sentence qui adjugeoit le profit d'un Défaut avant qu'il eût été levé au greffe des présentations , le conseil par arrêt du 4 août 1722 , cassa cette ordonnance , & prononça l'amende de trois cens livres contre chacun des contrevenans , avec défense aux juges , sous peine d'interdiction , d'adjuger le profit d'aucun Défaut ou congé avant qu'il leur eût été justifié de l'expédition levée au greffe des présentations.

Comme on étoit dans l'usage en Normandie de prendre les Défauts à l'audience , le conseil rendit le 15 septembre 1719 , un arrêt par lequel il fit défense aux procureurs , tant du parlement que des juridictions royales du ressort , de poursuivre & faire juger le profit d'aucun Défaut , & aux greffiers d'expédier aucun arrêt ou jugement adjugeant le profit d'un Défaut , à moins que ce Défaut n'eût été levé au greffe des présentations , à peine contre chaque contrevenant , d'une amende de cinq cens livres qui demeureroit encourue en vertu du même arrêt & sans qu'il en fût besoin d'autre.

Les procureurs du bailliage de Rouen ont depuis cette loi , prétendu que lorsqu'ils avoient pris un Défaut faute de comparoir , si le défendeur se présentoit dans le délai fixé pour en faire juger le profit & ne fournissoit pas ses défenses , ils n'étoient pas obligés de lever au greffe des présentations le Défaut faute de défendre , & qu'il suffisoit qu'ils le prissent à l'audience ; mais cette prétention a été proscrite par une ordonnance de l'intendant de Rouen fondée tant



sur l'article 6 de la déclaration de 1695, que sur l'arrêt du conseil du 14 juin 1749.

L'édit du mois de décembre 1707 qui a fixé le droit de contrôle des présentations, Défauts & congés, a défendu aux greffiers d'expédier ces Défauts, aux procureurs de s'en servir, & aux huissiers de les signifier, à moins qu'ils n'eussent été préalablement contrôlés, & cela à peine de nullité, & de cinq cens livres d'amende pour chaque contravention.

Un arrêt du conseil du 24 juillet 1717, rendu au sujet des élections, a pareillement défendu aux greffiers d'expédier aucune sentence d'audience, ou autre que le Défaut faute de comparoir, de défendre ou autre, n'eut été levé au greffe, & les droits ainsi que ceux de contrôle payés; à l'effet de quoi ces officiers sont tenus de dater les Défauts dans les sentences; le tout à peine de trois cens livres d'amende pour chaque contravention.

Par un autre arrêt du 23 décembre 1721, le conseil a défendu aux greffiers des juridictions consulaires de Châlons, Reims & Troyes, de délivrer aucune sentence ou jugement, que les droits des Défauts & ceux de contrôle de ces Défauts n'eussent été payés, à peine contre ces officiers, d'en répondre en leur propre & privé nom, & de trois cens livres d'amende.

Par un autre arrêt du 14 juillet 1722, le conseil a condamné le sieur Bigot, greffier de la juridiction consulaire du Mans, à tenir compte au fermier des greffes, des droits de Défauts & congés, avec défense au même greffier de s'immiscer à l'avenir dans la perception de ces droits, & a ordonné qu'ils seroient perçus à raison de

dix-sept sous chacun , y compris le contrôle ; conformément à la déclaration du 12 juillet 1695 , & à l'édit du mois de décembre 1707.

Par un autre arrêt du 24 juillet 1725 , le conseil a ordonné que Bassiet, chargé de la régie des greffes , jouiroit dans les juridictions consulaires de Riom , Clermont , Bittoin , Thiers , Montferrand & Brioude , des droits de Défauts & congés fixés à quinze sous par la déclaration de 1695 , & du contrôle des mêmes actes , à raison de deux sous , suivant l'édit du mois de décembre 1707 , & a défendu aux greffiers de ces juridictions de troubler Bassiet dans la perception de ces droits , & de delivrer aucun jugement qu'ils n'aient été payés , à peine d'en répondre en leur propre & privé nom , & de trois cens livres d'amende pour chaque contravention.

Enfin par un autre arrêt du 11 décembre 1725 , le conseil a ordonné que les édits, déclarations , réglemens & arrêts concernant les présentations, Défauts & congés , & le contrôle de ces actes , feroient exécutés selon leur forme & teneur , dans les bourfes ou consulats des villes de Toulouse & de Montpellier , à la diligence de Bassiet, chargé de la régie des fermes ; & il a été fait défense aux juges & syndics de ces juridictions , de troubler le même Bassiet ou ses commis , dans la perception des droits dont il s'agit.

Remarquez que ce dernier arrêt a été rendu contradictoirement avec les syndics des bourfes ou consulats dont on vient de parler ; lesquels soutenoient que l'introduction des présentations & Défauts étoit inutile dans les juridictions consulaires ,

consulaires , dont l'objet étoit d'accélérer les affaires du commerce ; que le Défaut emportant profit se donnoit à l'audience , & que deux arrêts des 5 janvier 1701 , & 12 décembre 1702 , avoient décidé que les droits dont il est question n'auroient point lieu dans les mêmes bourfes ou consulats.

Tout ce que nous avons dit jusqu'ici ne peut s'appliquer ni au parlement de Lorraine , ni aux juridictions de son ressort : on suit dans cette province pour l'instruction de la procédure , les formes prescrites par l'ordonnance du duc Léopold du mois de novembre 1707.

Ainsi lorsqu'au jour de l'assignation le demandeur , l'appelant ou l'opposant ne comparoissent pas à l'audience , le juge doit donner Défaut congé au défendeur ou à l'intimé ; & pour le profit , débouter le demandeur de sa demande , l'opposant de son opposition , ou déclarer l'appelant déchu de son appel. C'est ce qui résulte de l'article 5 du titre 2 de l'ordonnance citée.

Si c'est le défendeur qui ne comparoisse pas , l'article 6 veut que le juge donne Défaut , ordonne que le défaillant sera réassigné , & le condamne aux dépens préjudiciaux qui doivent être taxés sur le champ sans pouvoir être remis en définitive , si la procédure est valable. Les délais pour la réassignation doivent être les mêmes que pour l'assignation.

Lorsque le défendeur ne comparoît pas sur la réassignation , le juge donne un second Défaut ; & pour le profit , il adjuge au demandeur ses conclusions , s'il les trouve bien justifiées ; à l'effet de quoi les pièces doivent être vues ,

si cela est nécessaire. Telles sont les dispositions de l'article 7.

Observez néanmoins qu'en matière de reconnaissance de promesse, ou sur une demande tendante à faire déclarer une obligation, un contrat ou autre titre exécutoire contre un héritier, comme il l'étoit contre la personne à laquelle il a succédé, ou sur une action en reprise d'instance, & constitution de nouveau procureur, ou pour faire taxer des dépens; ou pour voir accepter la charge de commissaire, gardien ou sequestre; ou pour faire accorder une provision d'alimens, & sur d'autres actions de pareille nature, on doit adjuger au demandeur ses conclusions pour le profit du premier Défaut. C'est ce que prescrit l'article 8.

« Pour empêcher la multiplication des frais  
» au jugement des Défauts, porte l'article 9,  
» voulons qu'ils soient jugés à l'audience, à  
» moins qu'il n'y ait plus de trois chefs de de-  
» mandes; auquel cas les juges pourront ordon-  
» ner que pour adjuger le profit du Défaut,  
» les pièces seront vues, sans néanmoins qu'en  
» ce cas ils puissent prendre d'autres droits que  
» celui qui aura été assigné pour l'audience,  
» & sans rien innover au jugement des Défauts  
» obtenus à la barre de notre cour souveraine,  
» dont les commissaires pourront ordonner, en  
» cas de difficulté, que le demandeur donnera  
» sa demande, qui sera pareillement jugée sur  
» pièces vues, & sans autres frais que d'un droit  
» d'audience »,

Celui qui a été condamné par Défaut doit former son opposition dans la quinzaine du jour de la signification faite à partie ou domicile, s'il

s'agit d'une sentence ; & dans le mois , s'il est question d'un arrêt : après ce délai on ne peut se pourvoir que par appel contre les sentences , & par requête civile ou demande en cassation , contre les arrêts.

Si le Défaut a été valablement obtenu , le défaillant n'y peut être reçu opposant qu'en refondant les dépens préjudiciaux qui ne peuvent être remis en définitive. Mais si le Défaut a été mal obtenu , on peut y être reçu opposant sans refusion de dépens. Tout ce qu'on vient de dire est fondé sur l'article 6 du titre 12.

Lorsque le Défaut est un premier Défaut qui emporte pour le profit une réassignation , on peut y former opposition incidente sur le barreau , quand la cause est portée à l'audience sur la réassignation , & il doit y être fait droit sans autre formalité.

Si au contraire le Défaut emporte pour le profit un jugement sur le principal , on ne peut y être reçu opposant que par requête (\*).

(\*) *Voici la forme de procédure qu'on observe en cas pareil.*

*Requête en opposition à un jugement par Défaut.*

Supplie humblement H. . . .

Difant qu'il a été assigné à la requête de N. . . . à comparoir à l'audience du. . . . pour se voir condamner à.... (Il faut exprimer la cause de la demande) comme le délai n'a pas été compétent , ou que , &c. (Il faut aussi dire pourquoi on n'a pu comparoir). Le suppliant est obligé de se pourvoir contre ledit jugement pour le faire rapporter sans refusion de dépens.

Ce considéré , Messieurs , il vous plaise recevoir le suppliant opposant à ladite sentence ou jugement du. . . . ayant égard à son opposition & y faisant droit , ordonner que ladite sentence sera rapportée sans refusion de dépens , ou en

\* L'article COMPARUTION renferme à-peu-près toutes les règles observées au parlement de Flandres par rapport aux Défauts. Il ne nous reste que quelques observations à faire sur ce sujet.

C'est un principe constant dans la jurisprudence belge, que l'on ne peut appeler des jugemens rendus par Défaut. L'axiome *contumax non appellat*, est en pleine vigueur dans ces provinces. Le condamné n'est cependant pas sans ressource ; il peut lever en chancellerie des lettres de commutation d'appel en opposition, & faire instruire la cause contradictoirement par le même juge.

La défense d'appeler des jugemens rendus par Défaut n'a pas lieu quand le Défaut n'a pas été valablement encouru ; en ce cas on peut appeler non pas à la vérité pour faire juger le fond de la cause par le juge d'appel ; mais pour faire déclarer nul & irrégulier le décretement du Défaut, & faire ordonner que la cause s'inf-

*refondant les dépens*, & au principal renvoyer le suppliant de la demande formée contre lui avec dépens, & pour procéder sur ladite opposition, ordonner que les parties aient audience au premier jour, & ferez bien.

*Décret.* Reçu opposant & pour procéder sur l'opposition, viennent les parties à l'audience du. . .

*Jugement sur cette opposition.*

Entre M. . . opposant d'une part, & N. . . défendeur d'autre.

Nous avons reçu la partie de Me. opposante à la sentence du. . . sans résiliation de dépens, ou en *refondant les dépens*, & au principal, (*on prononce condamnation contre le défendeur, si la demande est bien fondée, ou on le renvoie de la même demande, si la matière s'y trouve disposée.*)

truira de nouveau , comme s'il n'étoit intervenu aucun jugement. C'est ce qu'a jugé le parlement de Flandres par un arrêt du 13 janvier 1777 , dont voici l'espèce.

Le sieur Canone d'Hereque s'étant pourvu en complainte contre le sieur Douay , l'huissier instruisit la cause , entendit les témoins , & assigna les parties à l'audience des conseillers-commissaires , suivant la pratique du parlement de Flandres. Le jour de l'assignation venu , les procureurs respectifs des deux parties convinrent de ne pas se présenter , parce qu'ils n'avoient pas les instructions nécessaires. Celui du sieur Douay se présenta à l'audience suivante sans avertir l'autre , demanda Défaut ; & pour le profit , conclut à ce que le sieur Canone fût déclaré déchu de sa complainte , conformément à l'article 5 du chapitre 4 du style. Les commissaires lui adjugèrent ses conclusions. Le sieur Canone après la signification de ce jugement , en appela en pleine cour. On lui opposa la maxime *contumax non appellat* : il répondit que son appel n'ayant pas le fond de la cause pour objet , mais seulement l'obtention & le décretement du Défaut , on ne pouvoit faire valoir cet axiome contre lui. L'arrêt cité , rendu à l'audience de la première chambre , reçut l'appel sans égard à la fin de non-recevoir , infirma le jugement des commissaires , & renvoya les parties à l'audience des mêmes juges pour y plaider sur la complainte.

On a demandé si l'héritier doit être assigné en reprise pour faire adjuger le profit d'un Défaut obtenu contre le défunt. Le parlement de Flandres a jugé pour la négative , par

un arrêt rendu en faveur de Jean Becquet. C'est le quarante-quatrième du recueil de M. d'Hermanville.

Voyez les articles *COMPARUIT*, *COMPARUTION*, *CONSEILLERS - COMMISSAIRES AUX AUDIENCES*, *COMPLAINTÉ*, *DOUAI*, *APPEL*, &c. \*.

L'article premier du titre 2 de la seconde partie du règlement du conseil du 28 juin 1738, porte que quand le défendeur ou l'intimé assigné au conseil ne se fera pas présenté dans les délais marqués au titre précédent, ou qu'il n'aura pas fait signifier son acte de présentation conformément à ce qui est ordonné par l'article 14 du même titre, le demandeur pourra, huitaine après l'échéance de l'assignation, lever un Défaut au greffe.

Lorsqu'il y a plusieurs parties assignées en vertu des mêmes lettres à différens délais, l'avocat du demandeur ou de l'appelant ne peut prendre un Défaut contre aucune des parties avant l'échéance de toutes les assignations & l'expiration du temps prescrit pour lever le Défaut. Telles sont les dispositions de l'article deux.

L'article 3 porte que l'avocat du demandeur qui voudra lever un Défaut, sera tenu d'y comprendre toutes les parties qui n'auront pas comparu, sinon les parties qui se feront présentées pourront obtenir un arrêt portant permission de lever ce Défaut, le tout aux frais du demandeur, & sauf à être prononcé contre lui ou contre son avocat, s'il y échet, telle condamnation de dommages & intérêts qu'il appartiendra.

Si le demandeur a laissé passer une année en-



tière depuis l'assignation donnée, sans faire aucune poursuite, il ne peut point lever de Défaut sur cette assignation, sous peine de nullité, à moins toutefois que l'un des défendeurs ne se soit présenté : dans ce cas il peut être pris, même après l'année de l'assignation, un Défaut contre les autres défendeurs défailans. C'est ce qui résulte de l'article 4.

Suivant l'article 5, lorsque le Défaut a été levé, il doit être remis à un maître des requêtes avec une requête pour en demander le profit. Il faut que les pièces justificatives de la demande soient jointes à cette requête qui ne doit pas excéder quatre rôles.

Le Défaut doit être jugé sans aucune autre formalité ni procédure, après qu'il en a été communiqué à l'assemblée des maîtres des requêtes étant en quartier au conseil; & cependant l'arrêt ne peut être rendu que trois jours après la date du Défaut. Cela est ainsi réglé par l'article 6.

Le Défaut sur une assignation en reprise d'instance ou en constitution de nouvel avocat, & tout autre Défaut levé contre des parties défailantes lorsque d'autres parties ont comparu, demeure joint de droit au principal, & doit être jugé avec l'instance par un seul & même arrêt. Ce sont les dispositions de l'article 7.

Les parties défailantes ne peuvent être restituées contre les arrêts par Défaut, que par lettres du grand sceau ou par arrêt du conseil. Et la partie qui veut se pourvoir par cette voie, doit avant toute chose offrir à l'avocat qui a obtenu l'arrêt par Défaut, la somme de cent livres pour la réfaction des frais jusqu'au jour des

offres. Cela est ainsi prescrit par les articles 9 & 10.

L'article 11 veut qu'en rapportant la quittance de l'avocat ou l'acte des offres portant consignation des cent livres dont il s'agit entre les mains de l'huissier, la partie soit restituée par lettres ou par arrêt qu'elle est obligée de faire signifier à l'avocat de la partie adverse dans les délais prescrits. Ces délais qui se comptent du jour de la signification de l'arrêt par Défaut faite à la personne ou domicile du défaillant, sont de trois mois, quand l'assignation a été donnée à deux mois; de deux mois, quand elle a été donnée à un mois, & d'un mois quand elle a été donnée à quinzaine; le tout suivant la distinction portée par l'article 3 du titre des assignations: & à l'égard des parties domiciliées dans les ressorts des conseils supérieurs mentionnés dans l'article suivant, outre les délais des assignations dont il y est fait mention, il doit être accordé six mois de plus pour obtenir & faire signifier l'arrêt de restitution.

Après les délais dont on vient de parler, le défaillant ne peut plus être reçu à se pourvoir par aucune autre voie que celle de la demande en cassation; & l'avocat de la partie qui a obtenu l'arrêt par Défaut, peut rendre les pièces que cette partie lui avoit remises. C'est ce que porte l'article 12.

Suivant l'article 13, la voie de restitution contre les arrêts rendus par Défaut en matière d'évocation & de règlement de juges, ne peut point être admise ou ne doit produire aucun effet, si après la signification de ces arrêts & avant celle des lettres ou arrêts de restitution,

il est intervenu sentence ou arrêt définitif sur la contestation principale dans le tribunal où l'affaire a été renvoyée.

Et l'article 14 veut qu'il ne soit pareillement accordé aucune restitution contre les arrêts donnés par Défaut à l'égard de quelques-unes des parties de l'instance, lorsqu'ils ont été rendus contradictoirement avec d'autres parties qui avoient le même intérêt que les parties défaillantes. De tels arrêts ne peuvent être attaqués que par la voie de la demande en cassation.

Les sommes payées pour la réfaction des dépens, & les frais faits à l'occasion de la restitution demandée, ne peuvent être répétés par le demandeur en restitution, lors même qu'on lui a adjugé des dépens; si ce n'est toutefois que la procédure sur laquelle le Défaut a été obtenu, n'ait été déclarée nulle. C'est ce qui résulte de l'article 15.

L'article 16 veut que les dispositions que nous venons de rapporter à l'égard des restitutions contre les arrêts par Défaut, soient pareillement observées au sujet des arrêts rendus faute d'avoir répondu aux requêtes insérées dans les arrêts de soit communiqué dûment signifiés.

*Voyez l'ordonnance du mois d'avril 1667, & les commentateurs; le traité de l'administration de la justice civile; le praticien du châtelet; les déclarations des 12 juillet 1695, & 13 mars 1696; l'édit du mois de décembre 1707; les arrêts du conseil des 8 novembre 1701, 24 juillet 1717, 15 septembre 1719, 23 décembre 1721, 14 juillet & 4 août 1722, 24 juillet, & 11 décembre 1725; l'ordonnance du duc Léopold de Lorraine, du mois*

de novembre 1707 ; le règlement du conseil , du 28 juin 1738 , &c. Voyez aussi les articles AJOURNEMENT , DÉLAI , REQUÊTE CIVILE , CASSATION , EXCEPTION , PRÉSENTATION , &c. ( Ce qui est dans cet article entre deux astérisques appartient à M. MERLIN , avocat , &c. )

DÉFENDEUR. C'est celui à qui l'on fait une demande en justice.

On doit laisser au Défendeur copie de l'exploit & des pièces justificatives de la demande.

Si le Défendeur ne se présente pas à l'échéance de l'assignation , le Demandeur peut obtenir défaut contre lui : & si le demandeur ne comparoît pas , le Défendeur demande congé contre lui , & pour le profit d'être renvoyé de la demande avec dépens.

Quand il y a du doute sur la demande , on incline plutôt pour le Défendeur que pour le demandeur.

On appelle *Défendeur au fond* , ou *Défendeur au principal* , celui qui est en même-temps demandeur relativement à quelque incident sur la forme. Et *Défendeur en la forme* , celui qui défend à un incident de cette sorte.

On appelle *Défendeur originaire* en matière de garantie , celui contre lequel on a formé quelque demande , pour laquelle il prétend avoir un garant auquel il a dénoncé la demande.

Si le Défendeur originaire qui a un recours de garantie formelle à exercer , défend de son chef sur la demande contre lui intentée , faite par le garant de vouloir prendre son fait & cause ; & que ce Défendeur originaire obtienne gain de cause sur la demande principale , le

demandeur originaire doit être condamné aux dépens envers lui. A l'égard des dépens faits entre le garant & le Défendeur originaire, il est constant que si la garantie est bien fondée, c'est au garant à supporter les dépens, mais si cette garantie étoit mal fondée, ce seroit au Défendeur originaire à les payer.

Dans le cas où la demande originaire est sans fondement, & où la demande en garantie est bien dirigée, on pourroit douter si le demandeur originaire doit indemniser le garant des dépens auxquels il est condamné envers le Défendeur originaire ; mais il faut dire que non : car ou le garant sur la demande en sommation conteste la garantie, ou il ne la conteste point. Dans le premier cas, s'il la conteste sans fondement, les frais de contestation doivent tomber sur lui sans espérance de recours ; mais s'il ne la conteste pas, alors il n'y a plus de dépens. Il faut cependant en excepter les frais de la demande en sommation, & ceux des significations nécessaires faites au garant ; lesquels devant être supportés par le garant, il est juste qu'il en soit indemnisé par le demandeur originaire, puisque c'est lui qui a occasionné mal-à-propos ces dépens. On a coutume dans ces cas, pour éviter le circuit d'action, de condamner par un seul jugement le demandeur originaire tant aux dépens faits entre lui & le Défendeur, qu'à ceux que le Défendeur a été obligé de faire contre son garant, autres que ceux de contestation ; & pour cela on compense les dépens entre le Défendeur originaire & le garant, & l'on ordonne que ces dépens seront supportés par le demandeur originaire.

Si la garantie étoit mal fondée, quoique le Défendeur en garantie ne la contestât point, ce seroit au Défendeur originaire à payer les dépens, tant de la demande en sommation, que des autres significations faites au garant, parce que ce Défendeur originaire auroit fait ces frais mal-à-propos & sans fondement; & dans ce cas, le garant pourroit exercer les droits du Défendeur originaire, si ce Défendeur obtenoit gain de cause au fond contre le demandeur originaire.

Voyez l'ordonnance de 1667 & les commentateurs; Voyez aussi les articles GARANT, DEMANDE, ACTION, &c.

DÉFENDS. Terme de coutume & de la juridiction des eaux & forêts qui signifie une chose dont l'usage est actuellement défendu.

L'article 13 du titre 25 de l'ordonnance des eaux & forêts veut que les bois abroutis soient récépés aux frais des communautés & tenus en Défends comme tous les autres taillis jusqu'à ce que le rejet soit au moins de six ans.

La coutume de Normandie contient un titre de *banon* & *Défends*; *banon* signifie ce qui est permis, & *Défends* est opposé à *banon*.

Dans cette coutume le terme de Défends se prend aussi pour le temps pendant lequel les terres sont en défense.

Les dispositions de ce titre sont que toutes les terres cultivées & enssemencées, sont en Défends en tout temps, jusqu'à ce que les fruits soient recueillis.

Que les près, terres vides & non cultivées sont en Défends depuis la mi-mars jusqu'à la sainte croix en septembre, & qu'en autre tems

elles sont communes , si elles ne sont closes ou défendues d'ancienneté.

Que les chevres , porcs & autres bêtes malfaisantes , sont en tout temps en Défends.

Enfin que les bois sont toujours en Défends à la réserve de ceux qui ont droit de coutume & usage , lesquels en peuvent user suivant l'ordonnance.

Voyez *l'ordonnance du mois d'août 1669* , & les articles 81 , 82 , 83 , 84 & 85 de la coutume de Normandie.

**DÉFENSABLE.** L'ordonnance des eaux & forêts appelle *lieux Défensables* , les endroits des forêts où le bois est assez fort pour être à l'abri de l'attaque des bestiaux & qu'ils ne puissent y causer aucun dommage.

L'âge auquel les taillis doivent être déclarés Défensables varie selon les différens pays. L'ordonnance n'a point fixé ce temps : elle s'en rapporte sur ce point à la prudence des grands maîtres & des officiers des maîtrises , comme il paroît par les articles 1 & 3 du titre 19.

Un règlement de la maîtrise des eaux & forêts d'Orléans , du 20 janvier 1720 , fixe ce temps à cinq ans pour les bêtes amailles , & à trois ans pour les chevaux.

Les endroits où il y a eu délivrance de charbis , ou d'autre arbres , doivent être exceptés des lieux Défensables , à cause des rejetons qui naissent sur les fouches.

De même quand il arrive quelque incendie dans une forêt , les usagers ne doivent pas y mener paître leurs bestiaux , si ce n'est après un certain temps. C'est ce qui résulte d'un arrêt

du conseil du 29 juin 1728 lequel après un incendie considérable arrivé dans la forêt de Fontainebleau fit défense aux usagers d'y mener avant quatre ou cinq ans , paître leurs bestiaux dans les endroits incendiés.

Quelques coutumes emploient le terme *Défensable* , pour désigner les héritages qui ne sont jamais sujets au pâturage de la communauté ou qui n'y sont assujettis que pendant une certaine partie de l'année.

Voyez *l'ordonnance des eaux & forêts* , &c. Voyez aussi les articles TAILLIS , USAGE , PÂTURAGE , &c.

DÉFENSE. Action par laquelle on repousse une attaque , un outrage , ou par laquelle on y résiste.

La Défense est naturelle à l'homme ; elle lui est permise toutes les fois qu'il peut en user d'une manière irréprochable. Si injustement attaqué on ne peut conserver sa vie qu'aux dépens de celle de son agresseur , on est excusable de lui avoir donné la mort , quel que soit cet agresseur.

Remarquez que nous parlons d'une attaque injuste & d'une Défense irréprochable. Ainsi un homme qui surpris en adultère par le mari de sa femme , & qui pour se soustraire à la fureur de ce mari se saisiroit de son épée & la lui passeroit au travers du corps ne pourroit pas être regardé comme ayant repoussé une attaque injuste , parce qu'il seroit le seul coupable de s'être mis dans le cas d'exciter par un crime la fureur du mari. C'est aussi sur ce fondement qu'un homme adultère fut condamné à mort au



parlement de Bordeaux en 1620 , pour avoir tué un mari au moment où il alloit éprouver tous les effets de sa colère.

On ne pourroit pas dire non plus avoir repoussé une attaque injuste en repoussant des ministres de justice qui viendroient exécuter un décret de prise de corps , quand même on auroit eu à craindre une condamnation capitale ; parce que toute Défense contre l'autorité publique est déjà un crime par elle-même , crime encore bien plus grave lorsqu'il a été suivi d'un homicide.

On ne peut pas dire non plus que la Défense est irréprochable lorsqu'elle excède les bornes de la modération dans laquelle on devoit se renfermer. Ainsi ce n'est point se défendre légitimement d'une attaque indiscrete que de porter des mains meurtrières sur celui qui en est l'auteur , lorsqu'on pouvoit y parer avec plus de modération.

On doit être aussi plus modéré dans la Défense de son bien que dans celle de sa personne : parce que vous voyez entrer quelqu'un dans votre héritage à mauvaise intention , vous n'êtes pas autorisé pour cela à lui tirer un coup de fusil ; par la même raison lorsqu'un voleur se jette sur vous pour vous ravir votre bourse , vous n'êtes excusable de la défendre en le tuant , qu'autant que vous avez lieu de craindre qu'il n'en veuille en même-temps à votre vie.

On a mis en question si une femme pour la Défense de son honneur pouvoit tuer légitimement celui qui vouloit abuser d'elle par violence lorsqu'elle ne pouvoit se garantir autrement de l'injure qu'on lui faisoit ; & il a été décidé

qu'une Défense pareille étoit plus digne d'éloge que de blâme.

On est autorisé à user d'une Défense légitime non seulement pour soi , mais encore pour autrui ; il y a même des cas où l'on est obligé de le faire. Si je vois un malheureux en proie aux mauvais traitemens d'un injuste aggresseur , je puis légitimement venir à sa Défense , je puis de même le protéger dans ses biens contre la rapine & l'usurpation. Un fils est obligé de défendre son pere , un mari sa femme , un serviteur son maître ; les citoyens sont obligés de venir au secours de leurs officiers municipaux , de leurs magistrats & de tous ceux qui les gouvernent tant au spirituel qu'au temporel : cette obligation se tire des principes de la loi naturelle.

Observez qu'une défense n'est légitime que dans le moment de l'attaque : c'est dans ce seul moment qu'il est permis de se faire justice , parce qu'on risqueroit des inconvéniens irréparables d'attendre le secours de l'autorité publique. Lorsque le moment de l'attaque est passé , on ne peut plus légitimement rechercher son adversaire pour se faire justice à soi même des griefs qu'on peut avoir contre lui : ce ne seroit plus une Défense , ce seroit une vengeance impardonnable , parce que la vengeance n'est permise à personne. La seule voie qu'on puisse alors employer pour raison du tort dont on peut se plaindre , est de recourir à l'autorité du magistrat.

Lorsque dans une Défense on a eu le malheur de tuer son adversaire , & que cette Défense est sans reproche , on accorde facilement la rémission d'un pareil homicide. Les lettres nécessaires

nécessaires en pareil cas , s'obtiennent dans les chancelleries des cours de parlement, ainsi qu'il résulte de l'article 5 du titre 16 de l'ordonnance de 1670 , & d'une déclaration du 22 novembre 1683.

Mais il ne suffit pas d'alléguer qu'on a porté le coup mortel , à son corps défendant , il faut que cette vérité se manifeste ou du moins puisse suffisamment se présumer des circonstances. Il s'est trouvé des cas où pour colorer un assassinat prémédité on a commencé par attaquer son adversaire par des propos , pour avoir ensuite droit de le tuer sous prétexte d'une querelle , d'une dispute , &c. on ne peut point dire qu'en pareil cas on a repoussé une attaque injuste dès qu'on est coupable de l'avoir provoquée.

Lorsqu'on a excédé les bornes d'une juste modération , & qu'on pouvoit se défendre de l'attaque d'un adversaire autrement qu'en lui donnant la mort , si néanmoins cette attaque se trouve injuste dans son principe , on ne laisse pas de trouver grâce aux yeux du souverain de la peine attachée à l'homicide , parce qu'on sait que l'homme n'est souvent pas assez maître de lui pour se contenir : mais il est toujours réservé aux cours en entérinant les lettres de grâce ou de pardon qu'on leur présente , de punir ce défaut de juste modération , suivant qu'il paroît par les circonstances qu'on devoit être plus ou moins modéré. C'est ce qui fait aussi que nonobstant ces lettres de grâce , on ordonne souvent que le coupable s'abstiendra pendant un certain temps , & quelquefois pendant toute sa vie de reparoître dans les lieux où le défunt

avoit sa demeure , ou dans ceux où l'homicide a été commis , soit pour donner à la famille la satisfaction de n'avoir point sous ses yeux le meurtrier d'un de ses parens , ou au public celle d'être délivré de la présence d'un homme contre lequel on n'a pu s'empêcher de concevoir une certaine indignation.

Observez qu'en fait de modération on en exige encore davantage dans la Défense d'un citoyen envers un magistrat , d'un fils envers son père , d'un serviteur envers son maître , que d'un particulier envers d'autres particuliers auxquels il n'est point subordonné. Mais ces considérations & nombre d'autres dépendent entièrement de la sagesse & des lumières des magistrats. *Voyez les articles HOMICIDE , INJURE , ( Article de M. DAREAU , avocat , &c. )*

DÉFENSES. Ce sont les moyens de fait ou de droit que l'on emploie au palais en matière civile & en matière criminelle contre une action ou contre une accusation.

On appelle aussi *Défenses* , les jugemens qu'on obtient d'un tribunal supérieur pour empêcher de mettre à exécution ce qui a été prononcé par des juges inférieurs.

*En matière civile* , dans toutes les causes principales qui sont poursuivies aux requêtes de l'hôtel ou du palais , dans les cours des monnoies , dans les sièges des grands-maîtres des eaux & forêts , dans les sièges présidiaux , dans les bailliages & les sénéchaussées , dans les sièges des conservations des privilèges des universités , dans les prévotés & les châtelainies royales , le défendeur est tenu aux termes de l'article 1 du titre 5 de l'ordonnance de 1667 , de faire signi-

fier ses Défenses dans les délais à lui accordés selon la distance des lieux après le jour de l'assignation échue (\*) & d'y joindre copie des pièces justificatives sur lesquelles les Défenses sont établies ; & il est dit par l'article 3 du même titre que si ces Défenses ne sont point fournies dans le temps marqué , le demandeur prendra son défaut pour en faire adjuger le profit sur le champ à l'audience , si la demande se trouve juste & bien vérifiée. Les articles 2 & 4 du titre II de la même ordonnance concernant la procédure qu'on doit tenir dans les cours de parlement , au grand-conseil & dans les cours des aides , exigent aussi que dans ces tribunaux après le délai des assignations échu , on fournisse ses défenses.

Avant de défendre au fond , on doit commencer par proposer les exceptions déclinatoires , les exceptions dilatoires , les fins de non recevoir , les nullités & les autres exceptions qui peuvent se présenter pour y être préalablement fait droit , parce que quand une fois on a discuté le fond sans avoir proposé ces exceptions préliminaires , on n'est plus recevable à les faire valoir. Voyez l'article EXCEPTIONS.

Rien n'empêche cependant que la même pièce d'écritures qui contient les Défenses , ne renferme aussi les exceptions peremptoires : » dans » les Défenses , dit l'article 5 du titre 5 de l'ordonnance citée , seront employées les fins de » non-recevoir , nullité des exploits , ou autres

---

(\*) Voyez sur ces délais le titre 3 de la même ordonnance.

» exceptions peremptoires, si aucunes y a, pour  
 » y être préalablement fait droit. » Observez  
 que l'ordonnance ne parle que des exceptions  
 péremptoires; car lorsqu'il s'agit d'un déclinatoire  
 qui est la première des exceptions à proposer,  
 comme cette exception n'est point peremptoire  
 on doit d'abord la faire valoir séparément: outre  
 qu'il seroit inutile d'entrer dans les Défenses au  
 fond avant qu'il fût statué sur cette exception;  
 c'est qu'on risqueroit par là de se faire déclarer  
 non recevable dans l'appel de deni du renvoi  
 qu'on voudroit interjeter en conséquence du  
 déclinatoire refusé.

Il en est de même des exceptions dilatoires:  
 un particulier qui est assigné en qualité d'héri-  
 tier, ou qu'on poursuit avant l'expiration des  
 délais que lui accorde l'ordonnance pour faire  
 inventaire & pour délibérer s'il acceptera la suc-  
 cession, doit aussi commencer par demander sé-  
 parément que le délai que lui donne la loi, lui  
 soit entièrement accordé avant d'être obligé  
 de s'expliquer sur la demande formée contre  
 lui. Il seroit pareillement inutile & même dan-  
 gereux de proposer par anticipation des Défenses  
 au fond par le même acte qu'on proposeroit ses  
 exceptions dilatoires. Il n'y a donc que les  
 moyens de nullité, les fins de non-recevoir &  
 les exceptions peremptoires qui puissent être  
 employées en même-temps que les Défenses au  
 fond.

L'ordonnance veut que les Défenses que l'on  
 fournit soient signées du procureur; ce qui est  
 sagement ordonné afin d'ôter tout prétexte de  
 retracter les aveux d'où le demandeur pourroit  
 tirer des inductions pour sa cause. Mais il est

quelque fois à propos que ces Défenses soient signées aussi de la partie , afin que le procureur ne soit point exposé à être désavoué dans ce qu'il accorde ou dans ce qu'il dénie au nom de cette partie ; si la partie ne signe point ou ne peut signer , le procureur doit être muni de pouvoirs suffisans pour n'être point compromis. Voyez à ce sujet l'article DÉSAVEU.

Dans les justices seigneuriales , dans les officialités , dans les élections , dans les greniers à sel , dans les juridictions consulaires , dans les matières sommaires & provisoires & dans les causes incidentes , quel que soit le tribunal où pend l'affaire principale à laquelle elles se rapportent , on n'est point obligé de fournir de Défenses par écrit , le défendeur ou en personne (\*) ou par le ministère de son procureur peut proposer verbalement ses moyens à l'audience.

*En matiere criminelle* , l'accusé propose ses Défenses par ses reponses aux interrogatoires qu'on lui fait subir : il peut dire dans ce moment tout ce qu'il fait pour sa justification.

Lorsque l'affaire est renvoyée à l'audience , il n'est point obligé , de faire signifier de Défenses ; il peut se contenter de faire plaider les moyens qui se présentent en sa faveur.

Lorsqu'au lieu d'être renvoyée à l'audience l'affaire a été réglée à l'extraordinaire , il peut après le récolement & la confrontation proposer ses faits justificatifs. Voyez cet article.

*Défenses d'exécuter un jugement ou une ordon-*

---

(\*) Dans les juridictions bien entendu où les parties sont reçues à plaider en personne.

*nance.* Ces Défenses émanent du juge supérieur auprès duquel on s'est pourvu par la voie de l'appel pour faire surseoir l'exécution de ce qui est ordonné par un juge inférieur.

Ces Défenses peuvent avoir lieu en matière civile & en matière criminelle.

Elles ont lieu en matière civile, lorsque la condamnation n'est fondée sur aucun titre ou que l'objet n'en est ni sommaire ni provisoire, & que le juge a mal à propos ordonné l'exécution provisoire de sa sentence. Dans ce cas on peut obtenir dans le siege supérieur où l'appel de la condamnation doit être porté, ou dans les cours si cet appel doit y ressortir immédiatement, des Défenses de la mettre à exécution.

Mais dans les cas où les sentences des premiers juges doivent s'exécuter par provision (\*) l'article 16 du titre 17 de l'ordonnance de 1667 défend expressément aux cours & à tous les autres juges d'accorder des Défenses ou des surséances » & si aucunes étoient obtenues nous » les avons dès-à-présent, *dit le législateur*, déclarées nulles ; & voulons que sans y avoir » égard, & sans qu'il soit besoin d'en demander » main-levée, les sentences soient exécutées, » nonobstant tous jugemens, ordonnances ou » arrêts contraires, & que les parties qui auront » présenté les requêtes à fin de Défenses ou de » surséances, & les procureurs qui les auront » signées, ou qui en auront fait demande en l'audi- » ence ou autrement, soient condamnés cha- » cun en cent livres d'amende, applicable moitié

---

(\*) Ces cas sont déterminés par les articles 12, 13, 14 & 15 du titre 17 de l'ordonnance de 1667.



» à la partie , & l'autre moitié aux pauvres , les-  
» quelles amendes ne pourront être remises ni  
» modérées. «

Rien de plus précis , comme on le voit , que cet article , & rien cependant de plus mal exécuté ; car sous pretexte d'être en droit d'examiner si l'exécution provisoire d'une sentence a été régulièrement prononcée ou non , les cours & les autres juges ne refusent presque jamais des Défenses ou des surseances dans les cas même les plus provisoires : abus qu'on peut dire porté à l'excès : quoique ces Défenses ou surseances soient déclarées nulles par l'ordonnance , on ne laisse pourtant pas d'y déférer , & l'usage est tel aujourd'hui qu'il faut nécessairement y former opposition & les faire lever.

Observez néanmoins que ces Défenses ne doivent jamais être prises à la rigueur , & au point d'empêcher les actes conservatoires dans les cas où il y auroit du péril dans la demeure.

On obtient aussi des défenses en matière criminelle comme en matière civile. On en obtient.

1°. Contre les sentences de provision ; mais il faut pour cela qu'on ait vu les charges & informations , le rapport des médecins & des chirurgiens & que le tout ait été communiqué au ministère public ; & encore ces Défenses ne doivent-elles avoir d'effet à l'égard de la provision qu'autant que cela est expressément ordonné. Telles sont les dispositions de l'article 8 du titre 12 de l'ordonnance de 1670.

2°. Contre la continuation de l'instruction des procès criminels ; mais il faut pour cela le vû des charges & informations & les conclusions du ministère public , à moins qu'il n'y ait

simplement qu'un décret d'ajournement personnel ; dans ce cas lorsque le titre d'accusation ne peut tendre à aucune peine afflictive ou infamante , on accorde aisément des Défenses de le mettre à exécution , même sans avoir vu les charges & informations ; mais si les décrets ont été décernés par des juges ecclésiastiques ou par des juges séculiers contre des officiers pour malversation dans leurs fonctions , ou qu'il y ait des co-accusés décrétés de prise de corps , il ne peut point être accordé de Défenses que les charges & informations n'aient été vues (\*).

Il a été question en 1730 de savoir si lorsque l'official & le juge séculier instruisoient conjointement contre un ecclésiastique, le métropolitain pouvoit donner des Défenses d'exécuter une sentence rendue par cet official. La sentence dont il s'agissoit , émanoit de l'official de Limoges séant à Guéret , dans le temps qu'il instruisoit contre un ecclésiastique conjointement avec le lieutenant criminel de Dorat ; & par l'arrêt intervenu sur cette question au parlement de Paris le 12 janvier 1731 , il a été décidé que le métropolitain avoit pu valablement accorder des Défenses , parce que l'autorité de la cour étoit suffisante pour empêcher le juge ecclésiast-

---

(\*) C'est ce qui résulte d'une déclaration de 1680 & de l'article 40 de l'édit de 1695 , concernant la discipline ecclésiastique. Il y a même à ce sujet un arrêt du parlement de Paris du 17 janvier 1728 , concernant l'official métropolitain de Bordeaux, séant à Poitiers , par lequel il lui fut enjoint d'observer les ordonnances , notamment la déclaration dont il s'agit & l'article 40 de l'édit de 1695 , avec prohibition d'accorder à l'avenir des défenses d'exécuter des décrets d'ajournement personnel , sans avoir vu les charges & informations.

tique de rien faire contre l'intérêt public , dans le cas où il excéderoit les bornes de son ministère.

Observez au surplus qu'un simple arrêt de Défenses contre l'exécution d'un décret , ne relève pas de plein droit un ecclésiastique ni un officier de l'interdiction qu'emporte par elle même la seule signification de ce décret , si l'arrêt ne l'en relève en même-temps expressément.

Les cas où l'on ne peut accorder des Défenses en matière criminelle sont ceux où il s'agit de l'exécution d'un jugement qui déboute de l'opposition formée à la publication d'un monitoire ; & de l'exécution provisoire d'une sentence qui ne porte que des condamnations pécuniaires , lorsque dit l'ordonnance » outre les dépens dans » les justices des seigneurs elles n'excèdent pas » la somme de quarante livres envers la partie » & de vingt livres envers le seigneur. Dans » les juridictions royales qui ne ressortissent » nûment au parlement , si elles n'excèdent cin- » quante livres envers la partie & vingt cinq » livres envers (le roi) , & dans les bailliages & » sénéchaussées où il y a présidial , sièges des » duchés & pairies , & autres ressortissans nû- » ment aux cours de parlement , cent livres en- » vers la partie & cinquante livres envers ( le » roi ) » ; dans ces deux cas l'ordonnance déclare nulles de plein droit les Défenses qui pourroient être obtenues au préjudice de ce qu'elle contient à cet égard , comme on peut s'en convaincre par l'article 9 du titre 7 & par les articles 6 & 8 du titre 25. Mais on ne laisse pas d'obtenir de ces Défenses ; & quelque abusives qu'elles

soient en pareil cas , comme nous l'avons observé en parlant des Défenses en matière civile , on ne s'en croit pas moins obligé d'y déférer.

Remarquez au surplus que pour obtenir des Défenses soit au civil soit au criminel , il faut que copie de la pièce dont on veut faire arrêter l'exécution soit jointe à la requête que l'on donne à cet effet. Voyez l'article ARRÊT de Défenses.

*Défenses au contraire* : c'est une disposition insérée dans un jugement pour dire qu'on laisse la liberté à l'une des parties de répondre par écrit à ce qui a pu être dit à son préjudice. Cette disposition comme étant de droit , est presque toujours réputée sous-entendue quand elle a été omise.

*Défenses par atténuation* , se dit des exceptions que pouvoit autrefois proposer un accusé pour détruire les preuves & moyens employés contre lui. Ces sortes de Défenses ont été abrogées par l'ordonnance criminelle ; mais l'accusé peut répondre par requête signifiée en donnant copie de ses pièces justificatives , sans néanmoins que le défaut de présenter cette requête puisse retarder le jugement du procès.

*Défenses générales* , se dit des lettres de chancellerie , ou d'un jugement obtenu par un débiteur contre ses créanciers , pour faire homologuer le contrat qu'il a fait avec la plus grande partie d'entr'eux , ou pour faire entériner les lettres de répi qui lui ont été accordées. Remarquez que ceux qui ont obtenu de ces sortes de Défenses & qui en ont fait usage , ne peuvent plus parvenir à aucune charge municipale ou fonction publique qu'ils n'aient obtenu des lettres de réhabilitation , & prouvé qu'ils ont

depuis entièrement payé leurs créanciers. Voyez sur ces Défenses générales le titre 9 de l'ordonnance de 1673, le titre 6 des répis de l'ordonnance du mois d'août 1669 & l'article 14 de la déclaration du 23 décembre 1699. Tous ces réglemens seront développés à l'article RÉPI.

Voyez les ordonnances de 1667, 1670, & 1673 ; la déclaration de 1680 ; l'édit de 1695, &c. Voyez aussi les articles ARRÊT (*de Défenses*) EXCEPTIONS, &c. (*Article de M. DAREAU, avocat, &c.*)

DÉFENSEUR. C'est celui qui est chargé de la défense d'un client.

Ce titre de *Défenseur* appartient principalement à l'avocat & subsidiairement au procureur, dans le moment où l'un d'eux plaide la cause de sa partie à l'audience. Mais hors de la plaidoirie on ne se sert plus du terme de *Défenseur*, si ce n'est dans les écritures & dans les mémoires.

Un Défenseur, quel qu'il soit, ne doit employer que des moyens honnêtes pour le soutien de la cause de son client : il doit s'abstenir de tout ce qui est injurieux & étranger à la défense dont il est chargé. Autant il mérite la protection de la justice quand il se renferme dans les bornes de son ministère, autant il peut en exciter l'indignation lorsqu'il s'écarte de son devoir pour servir la passion de son client & se rendre l'organe de l'imposture & de la calomnie. Voyez ce que nous avons dit à ce sujet à l'article AVOCAT, & ce que nous aurons encore occasion de dire à l'article MÉMOIRE.

*Défenseur*, a été autrefois le titre attaché à un office connu dans l'église & dans l'empire. Cet officier qui étoit au rang des dignitaires,

### 314 DÉFICIT, DÉFINITEUR.

étoit chargé par état de veiller au bien public ; de protéger les pauvres & les malheureux , & de défendre les intérêts des églises & des monastères.

On appelloit aussi *Défenseur*, du temps de Justinien, un homme préposé pour tenir registre des différens actes concernant l'église. Souvent ce Défenseur étoit un simple laïque. ( *Article de M. DAREAU, avocat, &c.* )

**DÉFICIT.** Terme latin usité au palais pour exprimer quelque chose qui manque. On dit par exemple, que *telle & telle pièce d'une production sont en Déficit*. On dit pareillement qu'*une somme est en Déficit*, dans la caisse d'un trésorier ou receveur public. Voyez PRODUCTION, RECEVEUR, &c.

**DÉFINITEUR.** C'est le titre qu'on donne dans certains ordres religieux à ceux qui sont choisis parmi les supérieurs & religieux du même ordre, assemblés pour le chapitre général ou provincial, à l'effet de régler les affaires de l'ordre ou de la province ou congrégation. Pendant la tenue du chapitre, toute l'autorité est commise aux Définiteurs pour faire les réglemens, définitions, statuts, décrets qu'ils jugent convenables au bien du corps. Ce sont eux aussi qui font les élections des supérieurs pour les maisons de leur ordre.

Le lieu où s'assemblent les Définiteurs s'appelle le définitoire. On donne aussi quelquefois ce nom à l'assemblée des Définiteurs ; c'est proprement le tribunal de l'ordre par lequel toutes les affaires purement régulières sont jugées.

Il y a deux sortes de Définiteurs ; savoir, les Définiteurs généraux & les Définiteurs parti-

culiers. Les Définites généraux sont ceux que chaque chapitre provincial députe au chapitre général pour régler les affaires de tout l'ordre. L'assemblée de ces Définites s'appelle le définitoire général. Les Définites particuliers sont ceux que chaque monastère députe au chapitre provincial, pour y tenir le définitoire dans lequel se règlent les affaires de la province.

L'usage des différens ordres religieux n'est pas uniforme pour l'élection, ni pour le nombre & les prérogatives des Définites.

Dans plusieurs ordres & congrégations, les Définites sont ordinairement choisis en nombre impair, de sept, neuf, quinze, ou plus : dans l'ordre de Cîteaux, il y en a vingt-cinq ; dans celui de Cluni, quinze ; dans la congrégation de Saint-Maur, neuf ; dans celui de Saint-Vanne, il n'y en a que sept.

Dans cette dernière congrégation, ils sont choisis par tous ceux qui composent le chapitre, soit supérieurs, soit députés des communautés ; mais ces derniers ne peuvent être Définites ; ils n'ont que voix active.

L'élection des Définites dans la congrégation de Saint-Maur, se fait par les seuls supérieurs qui sont députés au chapitre général en des assemblées particulières tenues avant celle du chapitre, & qu'on appelle diètes.

Dans l'ordre de Cluni, ils sont choisis par ceux qui étoient Définites au chapitre précédent, & ainsi successivement d'un chapitre à l'autre ; en sorte que ceux qui étoient Définites au chapitre précédent, n'ont plus au chapitre suivant que voix active, & ne peuvent être choisis pour être de nouveau Définites.

Comme il y a deux observances dans l'ordre de Cluni, des quinze Définites, huit sont de l'ancienne observance, & sept de l'étroite; ils s'unissent tous pour connoître des affaires communes à l'ordre, & se séparent pour connoître de ce qui regarde chaque observance : tous les réglemens, statuts, &c. sont rapportés ensuite dans un seul corps au définitoire commun, & sont signés de tous les Définites. Dans l'intervalle d'un chapitre à l'autre, il n'y a ni droit ni prérogative attachés au titre de Définites, si ce n'est celui d'assister au chapitre suivant.

Les chanoines réguliers de la congrégation de France s'assemblent tous les trois ans par députés dans l'abbaye de sainte Geneviève, pour y faire l'élection d'un abbé général. Ce chapitre composé de dix-huit députés, est partagé en trois chambres.

La première & principale qu'on appelle le définitoire, & à laquelle préside l'abbé, est composée de dix Définites choisis par suffrages secrets entre les députés. Ils sont ainsi appelés, parce qu'ils mettent la dernière main aux réglemens qui doivent être observés dans cette congrégation; ils nomment les supérieurs des maisons; leur fonction ne dure de même que dans les autres ordres dont on a parlé, que pendant la tenue du chapitre, qui est ordinairement d'environ douze ou quinze jours.

La seconde chambre appelée des décrets, est celle où l'on forme d'abord les réglemens, qui sont ensuite portés au définitoire, lequel les adopte ou rejette, & y met la dernière main.

La troisième chambre enfin, qu'on appelle chambre des comptes, est celle où l'on examine



les comptes des maisons. Les députés qui composent cette chambre , après un examen des comptes , en font le rapport au définitoire , c'est-à-dire en la chambre des Définitours , lesquels règlent ces comptes.

Pour être Définitour dans cette congrégation , il faut avoir été prieur au moins neuf années. Les Définitours ont la préséance sur les autres députés pendant la tenue du chapitre.

Suivant les constitutions de l'étroite observance pour les réformés de l'ordre des Carmes , approuvées & confirmées par Urbain VIII, avec les articles ajoutés par Innocent X , & publiées par décret du chapitre général tenu à Rome en 1645 , dont la troisième partie traite du chapitre provincial , voici ce qui s'observe par rapport aux Définitours , suivant le chapitre 3 , intitulé *de electione Definitorum*.

Il est dit que l'on élira pour Définitours ceux qui seront les plus recommandables par leur prudence , expérience , doctrine & sainteté ; qu'ils seront les aides du provincial , lequel sera tenu de se servir de leur secours & de leur conseil pour le gouvernement de la province ; de manière qu'il ne pourra point sans raison , s'écarter de leur avis ; que cette élection sera faite par tous ceux qui sont *de gremio* ; que les suffrages seront secrets , & que l'on choisira quatre des religieux aussi du même ordre , qui n'aient point été Définitours au dernier chapitre ; que celui qui aura le plus de voix sera le premier ; celui qui en aura ensuite le plus sera le second , & ainsi des autres ; que si plu-

sieurs se trouvent avoir égalité de suffrages , le plus ancien en profession sera Définitéur.

L'élection étant faite , elle doit être publiée par le président du chapitre , lequel déclare que les Définitéurs élus ont autorité de décider toutes les affaires qui se présenteront pendant la tenue du chapitre ; en sorte que ces Définitéurs ainsi élus ont tout pouvoir de la part du chapitre , excepté lorsqu'il s'agit de faire des réglemens qui concernent toute la province ; car en ces matières , tous ceux qui sont du chapitre ont droit de suffrage , & l'on y doit même procéder par suffrages secrets si cela paroît plus convenable.

Les Définitéurs ainsi élus & annoncés commencent aussitôt à être comme assistans auprès du provincial & du président. On publie aussi les noms de ceux qui ont eu après eux le plus de suffrages , & on les inscrit dans le livre de la province , selon le nombre des suffrages que chacun d'eux a eus , afin que l'on puisse en prendre parmi eux pour suppléer le nombre des Définitéurs , si quelqu'un d'eux venoit à être élu provincial ou à décéder , ou se trouvoit absent par quelque autre empêchement.

Aucun ne peut être élu Définitéur qu'il ne soit prêtre , qu'il n'ait cinq années accomplies de profession , & qu'il ne soit âgé de trente ans au moins.

Pendant le chapitre & les congrégations ou assemblées annuelles , les Définitéurs tiennent le premier rang après le provincial ; hors le chapitre , ils ont rang après le prier , le sous-prier & le maître des novices ; dans leurs couvens ,  
ils

ils sont néanmoins soumis en tout , & doivent recevoir de leurs prieurs les monitions & corrections , comme les autres religieux auxquels ils doivent l'exemple. Les constitutions ne veulent pas qu'on les appelle Définiteurs dans le couvent ; mais ce dernier article ne s'observe pas.

Ceux qui ont eu voix dans l'élection du discret ou religieux qui accompagne le prier ou vicaire au chapitre provincial , ne peuvent avoir voix dans le chapitre pour l'élection des Définiteurs , excepté le président & son assistant , qu'il choisit lui-même selon sa conscience , pourvu qu'il soit de la province & du nombre de ceux qui observent les statuts.

Telles sont les règles prescrites pour les Définiteurs par les constitutions dont on vient de parler.

Il seroit superflu d'entrer dans le détail de ce qui se pratique à cet égard dans les autres ordres ; ce qu'on vient de dire suffit pour en donner une idée.

DÉFINITIF. C'est ce qui décide , ce qui termine une contestation. Un arrêt définitif , une sentence définitive sont opposés aux arrêts ou sentences interlocutoires qui ordonnent quelque chose pour l'instruction ou en attendant le jugement du fond des contestations.

On dit *en définitive* , pour dire , par jugement Définitif.

DÉFLORATION. C'est l'action par laquelle on ravit à une fille sa virginité.

Un fait pareil est regardé parmi nous comme un crime capital dans deux cas : le premier , lorsqu'on attente à la pudicité d'une personne du

sexe malgré elle , & c'est ce qu'on appelle exactement un viol ; le second , lorsque sans user de violence , on fait des entreprises contre la virginité d'une jeune personne qui n'est point encore nubile.

La Défloration avec violence est mise avec raison au rang des crimes capitaux : outre qu'on offense singulièrement les mœurs , c'est qu'on fait une plus grande injure à une personne de lui ravir ainsi son honneur , qu'on ne lui en feroit en lui ravissant à force ouverte sa fortune ; & comme le vol à force ouverte est dans le cas d'être puni d'une peine capitale , le crime dont il s'agit ne mérite sans doute pas plus d'indulgence.

C'est aussi avec fondement qu'on punit du dernier supplice l'attentat commis à la pudicité d'une jeune personne qui n'est point encore nubile , quand même elle se seroit prêtée à la turpitude de celui qui a cherché à la déflorer. Les bonnes mœurs , la sûreté publique & l'honneur des familles sont singulièrement intéressés à ce que l'on sévisse contre les coupables avec la dernière sévérité. En 1775 , un particulier a été pendu par arrêt du parlement , en la justice de Montmartre près Paris , pour avoir défloré une jeune fille d'environ neuf ans.

Lorsque la Défloration s'exerce envers une fille formée & sans violence , c'est alors ce qu'on appelle fornication ; crime contre les mœurs , plus ou moins sévèrement punissable , suivant la qualité des parties & les suites qu'il a eues. La punition s'en borne ordinairement à une aumône & à des dommages-intérêts , à moins que par le mariage on ne répare le tort fait à la fille. II

entraîne aussi quelquefois des peines extraordinaires & même capitales suivant les circonstances. Un valet, par exemple, qui séduit la fille de son maître dans un temps où cette jeune personne n'a encore aucune expérience, peut être puni de mort; c'est ce qui résulte de l'article 3 d'une déclaration du 22 novembre 1730. Voyez à ce sujet les articles FORNICATION, SÉDUCTION, &c. (*Article de M. DAREAU, avocat au parlement, &c.*).

**DÉFRICHEMENT.** Action d'arracher les broussailles, les épines, &c. d'une terre inculte pour la mettre en valeur.

L'agriculture ayant dans tous les temps mérité l'attention du gouvernement, nous voyons que des lois anciennes ont attribué aux particuliers qui entreprenoient de défricher des terres incultes, plusieurs exemptions ou privilèges proportionnés à l'utilité de leurs travaux : on peut citer à ce sujet l'édit de Henri IV du 8 avril 1599, enregistré au parlement le 15 novembre suivant; un autre édit de Louis XIII enregistré le 25 août 1613; deux déclarations des 4 mai 1641 & 20 juillet 1643; une autre déclaration donnée par le feu roi le 14 juin 1764, & enfin la déclaration du 13 août 1766, qui forme le dernier état de la jurisprudence sur la matière dont il s'agit, & que nous allons analyser :

Par l'article premier de cette dernière loi, les terres, de quelque qualité & espèce qu'elles soient, qui depuis quarante ans n'ont donné, selon la notoriété publique des lieux, aucune récolte, sont réputées terres incultes.

Ceux qui veulent entreprendre de défricher

ces terres & de les mettre en valeur, sont tenus pour jouir des privilèges attachés à ce genre de travail, de déclarer au greffe de la justice royale des lieux, & à celui de l'élection, la quantité de terres qu'ils prétendent défricher, & d'en indiquer les tenans & les aboutissans; à l'effet de quoi ils doivent payer dix sous à chaque greffier pour l'enregistrement de leur déclaration. Il faut d'ailleurs qu'ils fassent afficher une copie de cette déclaration à la principale porte de l'église paroissiale, à l'issue de la messe de paroisse, un jour de dimanche ou de fête par un huissier, sergent ou autre officier public requis à cet effet, dont il doit être dressé procès-verbal.

Ces formalités prescrites par les articles 2 & 3, ont particulièrement pour objet de mettre les décimateurs, les curés & les habitans en état de vérifier les déclarations dont il s'agit & de se pourvoir le cas échéant, savoir, les décimateurs & les curés pour raison de la dixme, devant les juges ordinaires; & les habitans pour raison de la taille, devant les élus (\*).

L'article 4 veut que les entrepreneurs des Défrichemens, les décimateurs, les curés & les habitans puissent se faire délivrer lorsqu'ils le jugent à propos, des copies de ces déclara-

---

(\*) Observez que par une déclaration du 7 novembre 1775, le roi a fixé à six mois le délai pendant lequel les décimateurs, les curés & les communautés d'habitans, pourroient être admis à contredire les déclarations de Défrichemens. Ce délai court du jour du procès-verbal d'affiche de chaque déclaration. Après ce temps les entrepreneurs des Défrichemens ne peuvent plus être inquiétés au sujet de la dixme, ni pour raison de la taille.

tions, en payant au greffier deux sous six deniers par rôle ordinaire.

Ceux qui ont défriché des terres incultes & qui ont observé les formalités dont on a parlé, doivent jouir pour raison de ces terres, de l'exemption des dixmes, de la taille & de toute autre imposition, même des vingtièmes, pendant l'espace de quinze années, à compter du mois d'octobre qui a suivi la déclaration qu'ils ont faite des terres qu'ils prétendoient défricher.

Observez toutefois que ces privilèges n'auroient pas lieu à l'égard de ceux qui étant propriétaires, usufruitiers, ou fermiers de terres actuellement en valeur, en auroient abandonné la culture pour entreprendre des Défrichemens. C'est ce qui résulte de l'article 5, par lequel le roi s'est d'ailleurs réservé de proroger la durée des exemptions, si après avoir entendu les décimateurs, les curés & les habitans, la nature & l'importance des Défrichemens paroissoient l'exiger.

Observez aussi que l'exemption des dixmes ne peut avoir lieu plus long-temps que celle de la taille, des vingtièmes & des autres impositions. C'est ce que porte l'article 6.

Suivant l'article 7, les propriétaires des terrains à défricher, ainsi que leurs cessionnaires ou fermiers, ne doivent aucun droit d'insinuation ni de centième ou demi-centième denier pour les baux par eux faits relativement à l'exploitation de ces terrains, quoiqu'ils soient pour un terme au-dessus de neuf années jusqu'à vingt-sept, & même vingt-neuf ans.

Les dispositions qu'on vient de rapporter ne

### 324 DÉFRICHEMENT.

doivent point s'appliquer aux Défrichemens des montagnes, ni des landes & bruyères, ou places vaines & vagues qui sont aux rives des bois & des forêts : l'article 8 veut qu'à cet égard l'ordonnance du mois d'août 1669, & les autres arrêts & réglemens qui ont rapport à cette matière, continuent d'être exécutés selon leur forme & teneur.

Les étrangers occupés aux Défrichemens dont il s'agit, ou qui se rendent en France pour y travailler, soit comme entrepreneurs, soit en qualité de fermiers ou de simples journaliers, sont réputés regnicoles, & comme tels ils doivent jouir de tous les avantages dont jouissent les propres sujets du roi. Il faut néanmoins que pour cet effet ces étrangers aient élu leur domicile ordinaire sur les lieux où se font les Défrichemens, & qu'ils aient déclaré devant les juges royaux du ressort, qu'ils entendent y résider au moins pendant six années. Ils sont d'ailleurs tenus après ce temps, de justifier aux mêmes juges par un certificat en bonne forme, qui doit être déposé au greffe, & signé du curé & de deux des syndics ou collecteurs, qu'ils ont été employés sans discontinuation aux travaux dont il s'agit ; de quoi les juges sont obligés de leur donner acte sans frais, à l'exception de ceux du greffe, qui sont fixés à trois livres. C'est ce qui résulte des articles neuf & dix.

L'article onze porte que si quelques-uns de ces étrangers viennent à décéder dans le cours de six années, à compter du jour qu'ils auront fait aux juges royaux la déclaration dont on a parlé, leur succession sera délivrée à leurs en-



fans ou parens domiciliés en France , & même à l'égard du mobilier seulement , à ceux qui sont domiciliés en pays étranger (\*).

---

(\*) *Il a été rendu le 2 octobre 1766 , un arrêt du conseil en interprétation de la déclaration dont il s'agit : voici ce qu'il porte :*

Sur ce qu'il a été représenté au roi , étant en son conseil , qu'entre autres dispositions , la déclaration du 13 août 1766 , porte que ceux qui défricheront des terres incultes , jouiront , pour raison de ces terrains , pendant l'espace de quinze années , de l'exemption des dixmes , tailles & autres impositions généralement quelconques , même des vingtièmes , tant qu'ils auront cours : que les propriétaires des terrains incultes , leurs cessionnaires ou fermiers , ont été dispensés encore de payer les droits d'insinuation , centième denier , pour les lieux par eux faits relativement à l'exploitation de ces terrains , quoiqu'ils soient pour un terme au-dessus de neuf années jusqu'à vingt-sept , & même vingt-neuf ans , mais que ces baux ne sont pas les seuls actes que les Défrichemens donneront lieu de passer : qu'un particulier qui aura entrepris de mettre en valeur une certaine quantité de terres , ne pourra le plus souvent y parvenir , qu'en concédant une partie de ces terres à d'autres personnes , ou en les associant à son exploitation : que les traités qui seront faits en conséquence , les ventes , cessions & transports , subrogations , & autres actes semblables , paroissent mériter autant de faveur que les baux de vingt-neuf années & au-dessus ; qu'ainsi ces différens actes devroient jouir de la même exemption : que cependant cette exemption est bornée aux baux uniquement , & qu'elle n'a même pour objet que les droits de centième & demi-centième denier , en sorte que ceux de contrôle des baux & autres actes continueront à être perçus sur le pied réglé par le tarif du 20 septembre 1772 , si sa majesté ne se portoit pas à les affranchir : qu'indépendamment du contrôle & du centième denier , il se présentera quelquefois des cas où les actes relatifs aux Défrichemens , donneront ouverture aux droits de franc-fiefs & amortissemens , ce qui pourroit , ( si l'exemption de ces droits n'étoit pas pro-

Cette loi a été enregistrée au parlement de

---

noncée également , ) arrêter les entrepreneurs dans leur opérations , & les rendre plus difficiles : qu'enfin les colon & autres particuliers employés aux Défrichemens , seront tenus de payer la capitation , parce que cette imposition est personnelle ; mais qu'il paroîtroit à propos de la fixer modérément , afin d'encourager de plus en plus les exploitations. Sur quoi sa majesté voulant faire connoître ses intentions & donner de nouvelles marques de sa protection à ceux qui entreprendront le Défrichement des terres incultes. Vû la déclaration du 13 août 1766 : où le rapport du sieur de l'Averdy , conseiller ordinaire , au conseil royal , contrôleur général des finances , le roi étant en son conseil , a ordonné & ordonne ce qui suit :

#### A R T I C L E P R E M I E R.

Les propriétaires des terres incultes , qui entreprendront de les mettre en valeur , leurs cessionnaires , successeurs ou ayant cause , jouiront , pendant le temps porté par la déclaration du 13 août 1766 , de tous les privilèges & exemptions qui leur ont été accordés , en remplissant les formalités ordonnées par les articles II & III de cette déclaration.

II. Jouiront aussi les étrangers qui seront employés aux Défrichemens , des privilèges particuliers qui leur ont été prescrits par la même déclaration.

III. Les cessionnaires ou ayant causes des entrepreneurs des Défrichemens , qui ne seront pas nobles , jouiront en outre pendant quarante années , d'exemption des droits de francs-fiefs pour tous les terrains défrichés ; & s'il est établi dans l'étendue desdits Défrichemens , des églises paroissiales ou des chapelles succursales , il ne sera payé aucun droit d'amortissement pour raison de ces établissemens.

IV. Tous les actes qui seront passés pendant le même espace de quarante années , par les propriétaires des terres incultes , leurs successeurs , cessionnaires ou ayant cause , soit entr'eux ou avec d'autres particuliers , pour raison des Défrichemens , seront contrôlés , sans qu'il puisse être exigé

Paris le 22 août 1766, « à la charge , porte  
 » l'arrêt d'enregistrement , qu'il ne pourra être  
 » entrepris aucun Défrichement que du gré ,  
 » consentement ou concession des propriétaires  
 » des terrains incultes , ou des seigneurs , à  
 » l'égard des terres abandonnées ; & sans que  
 » la qualification de terres incultes , donnée par  
 » l'article premier à celles qui depuis quarante  
 » ans n'auroient produit aucune récolte , il puisse  
 » être tiré aucune conséquence relativement aux  
 » contestations sur la nature & qualité des dix-  
 » mes , qui pourront s'élever après l'expiration  
 » de l'exemption de dixmes , ordonnée par la  
 » déclaration dont il s'agit ».

Par des lettres-patentes du 30 mai 1767 , il a  
 aussi été accordé des encouragemens tels à-peu-  
 près que ceux dont on vient de parler , à ceux

autres ni plus grands droits de contrôle que dix sous pour  
 chacun acte , de quelque nature ou espèce qu'il soit.

V. Et dans le cas où quelques-uns des actes mentionnés  
 en l'article précédent , donneront ouverture aux droits d'in-  
 sinuation , centième & demi-centième denier ; ces droits  
 ne seront payés que sur le pied seulement d'un denier par  
 arpent , sans néanmoins qu'ils puissent être perçus pour les  
 baux de vingt-neuf ans & au-dessous , conformément à  
 l'article VII de la déclaration du 13 août 1766.

VII. Les colons & autres personnes employées aux  
 Défrichemens , seront taxés à la capitation par les sieurs  
 intendans & commissaires départis dans les provinces &  
 généralités du royaume , à raison de vingt-sous seulement  
 pour chacun. Enjoint sa majesté auxdits sieurs intendans  
 & commissaires départis , de tenir la main à l'exécution  
 du présent arrêt , qui sera imprimé , publié & affiché par-  
 tout où besoin sera. Fait au conseil d'état du roi , sa  
 majesté y étant , tenu à Versailles le deuxième jour d'oc-  
 tobre mil sept cent soixante-six. *Signé* , Phélypeaux.

### 328 DÉFRICHEMENT.

qui entreprennent des Défrichemens ou desséchemens dans la province d'Artois (\*).

---

(\*) *Voici ces lettres-patentes.*

Louis, &c. Salut. Par arrêt rendu en notre conseil le 20 févri<sup>r</sup> dernier, nous avons accordé à ceux qui, dans la province d'Artois, entreprendront des desséchemens, ou des Défrichemens, & aux étrangers qui viendront dans cette province pour s'occuper de ces travaux, les différens avantages dont jouissent dans le surplus de notre royaume, ceux qui se livrent à ce genre d'entreprises; & par autre arrêt de notre conseil du 17 du présent mois, nous avons ordonné que toutes lettres-patentes nécessaires, pour l'exécution dudit arrêt du 20 février, seroient expédiées. A ces causes, après avoir fait voir en notre conseil ledit arrêt du 20 février, ci-attaché sous le contre-scel de notre chancellerie, nous avons, par ces présentes, signées de notre main, ordonné & ordonnons, voulons & nous plaît ce qui suit :

#### A R T I C L E P R E M I E R.

Il sera libre à tous propriétaires de marais, palus & terres inondées, ainsi qu'à ceux qui ont pris ou prendront de ces terrains par baux emphytéotiques, à temps ou à perpétuité, à droit de cens ou de champart, de faire le desséchement de ces marais, palus & terres inondées, vérification préalablement faite de l'état & consistance de ces terrains par un procès-verbal, qui en sera dressé par notre plus prochain juge, en présence de toutes les parties intéressées, ou elles dûment appelées.

II. En observant ces formalités, lesdits propriétaires ou emphytéotes jouiront, eux, leurs fermiers ou métayers pendant vingt années, de l'exemption de toutes impositions, dixmes & faux-frais de paroisses pour raison desdits terrains seulement, laquelle dixme après ledit temps, soit qu'elle appartienne au clergé ou à des seigneurs séculiers, ne sera payée qu'à raison de cinquante gerbes l'une.

III. Les terres, de quelque qualité & espèce qu'elles soient, qui, depuis quarante ans, suivant la notoriété publique des lieux, n'auront donné aucune récolte, seront réputées terres incultes.

Le roi a pareillement accordé pour la Bre-

IV. Tous ceux qui voudront défricher ou faire défricher des terres incultes, & les mettre en valeur, de quelque manière que ce soit, seront tenus, pour jouir des privilèges ci-après énoncés, de déclarer au greffe de notre justice, dont dépendent lesdits terrains, la quantité desdites terres, avec leurs tenans & aboutissans. Permettons à ceux qui auroient entrepris lesdits Défrichemens depuis le premier janvier 1762, de faire les mêmes déclarations, à compter de la publication des présentes, & il sera par eux payé dix sous au Greffier pour l'enregistrement & expédition de leur déclaration.

V. Pour mettre les décimateurs, curés & habitans à portée de connoître & vérifier lesdites déclarations, & se pourvoir s'il y a lieu, ceux qui voudront entreprendre des Défrichemens ou ceux qui en auroient entrepris à compter du premier janvier 1762, seront tenus de faire afficher une copie de leur déclaration à la principale porte de l'église paroissiale, à l'issue de la messe de paroisse, un jour de dimanche ou fête, par un huissier, sergent ou autre officier public requis à cet effet, dont il sera dressé procès verbal.

VI. Les entrepreneurs des Défrichemens, les décimateurs, curés & habitans, pourront se faire délivrer toutes les fois qu'ils le jugeront à propos des copies de ces déclarations, en payant au Greffier qui les délivrera deux sous six deniers par rôle ordinaire : défendons au greffier de percevoir autres & plus grands droits pour raison de l'enregistrement & expédition desdites déclarations, sous quelque prétexte que ce puisse être, à peine de concussion.

VII. Voulons qu'en observant les formalités prescrites par les articles 4 & 5, ceux qui défricheront lesdites terres incultes, jouissent pour raison de ces terrains seulement, pendant l'espace de quinze années, de l'exemption des dixmes & autres impositions généralement quelconques, même des vingtièmes, tant qu'ils auront cours, & ce à compter du mois d'octobre qui suivra la déclaration faite en exécution de l'article 4 ci dessus. Voulons en conséquence que les chevaux, domestiques & ouvriers employés seulement auxdits desséchemens ou Défrichemens, ne puissent être cotisés dans aucune assiette de faux-frais de paroisses, sous quelque prétexte que ce soit.

tagne par une déclaration du 6 juin 1768, des

---

VIII. L'exemption de dixmes & faux-frais de paroisses pour les défrichemens ne pourra avoir lieu plus long-temps que celle des impositions qui se lèvent à notre profit, de sorte qu'après l'expiration de quinze années les terres nouvellement défrichées seront assujetties au payement, tant desdites dixmes, que des autres impositions, suivant le taux & en la manière qui sera par nous ordonnée, nous réservant au surplus de proroger lesdites exemptions au-delà dudit terme, si après avoir entendu les décimateurs, curés & habitans, la nature & l'importance desdits Défrichemens paroissent l'exiger.

IX. Les propriétaires de ces terrains, de même que de ceux à dessécher, leurs cessionnaires ou fermiers, ne seront tenus de payer aucun droit d'insinuation, centième ni demi-centième denier, pour les baux par eux faits relativement à l'exploitation de ces terrains quoiqu'ils soient pour un terme au-dessus de neuf années jusqu'à vingt-sept & même vingt-neuf ans.

X. N'entendons néanmoins rien innover aux dispositions de l'ordonnance du mois d'août 1669, ni déroger aux arrêts & réglemens précédemment rendus sur les Défrichemens des montagnes, landes & bruyeres, places vaines & vagues aux rives des bois & forêts, lesquels continueront d'être exécutés selon leur forme & teneur.

XI. Les étrangers actuellement occupés auxdits Défrichemens ou desséchemens, ou qui se rendront en France pour se livrer à ces travaux, soit qu'ils y soient employés comme entrepreneurs, soit en qualité de fermiers ou de simples journaliers, seront réputés regnicoles, & comme tels, jouiront de tous les avantages dont jouissent nos propres sujets: ordonnons qu'ils puissent disposer de leurs biens, tant par donation entrevifs, que par testament, codicile & tous autres actes de dernière volonté, en faveur de leurs enfans, parens & autres domiciliés en France, même à l'égard du mobilier seulement en faveur de leurs enfans, parens & autres domiciliés en pays étrangers, en se conformant cependant aux lois & coutumes des lieux de leur domicile, ou à celles qui se trouveront régir les lieux où les

privilèges semblables à ceux dont jouissent dans le reste du royaume ceux qui défrichent & mettent en valeur des terres incultes ou inondées.

S'étant élevé des contestations sur l'exécution de cette déclaration, les députés & le procureur général syndic des états de la province de Bretagne, présentèrent en 1774 un mémoire au roi, contenant,

Que sans avoir égard à la déclaration du 6 juin 1768, concernant les dessèchemens & les Défrichemens, l'adjudicataire des fermes fai-

biens immeubles seront situés, renonçant tant pour nous que pour nos successeurs, à tous droits d'aubaine, deshérence & à tous autres à nous appartenans sur la succession des étrangers qui décèdent dans notre royaume.

XII. Les étrangers ne seront néanmoins tenus pour re-gnicoles, que lorsqu'ils auront élu leur domicile ordinaire sur les lieux, où il sera fait des Défrichemens ou des dessèchemens, & qu'ils auront déclaré devant nos juges du ressort, qu'ils entendent y fixer leur domicile pour l'espace au moins de six années, & lorsqu'ils auront justifié après ledit temps auxdits juges par un certificat en bonne forme, qui sera déposé au greffe, signé du curé & de deux des syndics ou collecteurs, qu'ils ont été employés sans discontinuation auxdits travaux, dont il leur sera donné acte par lesdits juges sans frais excepté ceux du greffe, que nous avons fixés à trois livres.

XIII. Si quelqu'un desdits étrangers venoit à décéder dans le cours desdites six années, à compter du jour qu'ils auront fait leur déclaration devant lesdits juges, les enfans, parens ou autres domiciliés en France, appelés à recueillir leur succession, & même à l'égard du mobilier seulement, ceux domiciliés en pays étrangers en auront délivrance, en justifiant par un certificat en la forme prescrite par l'article précédent, que lesdits étrangers étoient employés auxdits Défrichemens ou dessèchemens. Si vous mandons, &c.

soit percevoir des droits de contrôle & de centième denier, des contrats & actes qui avoient pour objet des terres incultes ou inondées, sur le capital au denier vingt des rentes, & sur les deniers d'entrée, toutes les fois qu'il n'étoit pas littéralement exprimé dans les actes de concession, que les terres étoient vaines & vagues, ou qu'il n'étoit pas justifié par la notoriété publique, que ces terres n'avoient rapporté aucune récolte depuis quarante ans; qu'il n'y avoit pas eu de déclarations passées aux greffes, de la quantité & qualité des terres, & que ces déclarations n'avoient pas été affichées; qu'une pareille perception n'étoit propre qu'à mettre des obstacles aux avantages dont le feu roi avoit bien voulu, à la sollicitation des états, faire jouir les entrepreneurs des Défrichemens & desséchemens; que le bien de l'agriculture exigeoit qu'il fût ordonné que les modérations accordées par la déclaration de 1768, auroient lieu généralement pour tout acte d'afféagement qui auroit pour objet un terrain inculte ou inondé; que vouloir qu'il fût justifié par la notoriété publique, que les terrains n'avoient rien produit depuis quarante ans, c'étoit se préparer un motif pour percevoir des droits qui ne seroient pas dûs; que les préposés de la ferme supposeroient toujours que suivant la notoriété publique, les terrains auroient rapporté des récoltes depuis quarante années; qu'il résulteroit de-là une infinité de contestations & de procès qu'il étoit certainement dans l'intention de sa majesté de prévenir, & que les articles de la déclaration de 1768 concernant les formalités à observer postérieurement aux actes de conces-



sion, n'intéressoient en aucune manière les droits de contrôle & de centième denier, qui étant fixés par l'article 11 de cette déclaration, pour tous les actes sans exception, de quelque nature & espèce qu'ils fussent, ne pourroient être perçus d'une manière différente sans nuire à l'agriculture, dont les avantages étoient infiniment supérieurs & préférables.

Ce mémoire ayant été communiqué à l'adjudicataire des fermes générales unies, il a répondu, que l'article premier de la déclaration du 6 juin 1768 réputoit incultes les terres, de quelque qualité & espèce qu'elles fussent, qui depuis quarante ans n'avoient donné aucune récolte, suivant la notoriété publique des lieux; que les articles 3 & 4 ordonnoient que tous les entrepreneurs de Défrichemens ou desséchemens quelconques, qui voudroient jouir des privilèges accordés par la même déclaration, (lesquels consistoient dans l'exemption des dixmes, fouages, vingtièmes & autres taxes & impositions, ensemble dans la réduction des droits de contrôle & de centième denier), seroient tenus de déclarer au greffe de la justice royale des lieux, la quantité, & autant qu'il seroit possible, l'état actuel & la qualité des terres qu'ils desireroient mettre en valeur, avec les tenans & aboutissans; de faire afficher une copie de cette déclaration à la principale porte de l'église paroissiale, & d'en faire dresser un procès verbal par un officier public, afin de mettre les décimateurs, curés, habitans & autres intéressés, à portée de la vérifier; que l'article 11 s'expliquoit en ces termes: «Tous les » actes qui seront passés pendant l'espace de

» quarante années par les propriétaires des terres  
 » incultes ou inondées, leurs successeurs, ces-  
 » sionnaires ou ayans cause, soit entr'eux ou  
 » avec des particuliers, pour raison des Défri-  
 » chemens ou desséchemens, seront contrôlés,  
 » sans qu'il puisse être exigé autre ni plus grand  
 » droit de contrôle que dix sous pour chaque  
 » acte, de quelque nature ou espèce qu'il soit ;  
 » dans le cas où quelques-uns de ces actes don-  
 » neroient ouverture aux droits d'insinuation,  
 » centième & demi-centième denier, ces droits  
 » ne seront payés que sur le pied d'un denier par  
 » chaque journal de quatre-vingt cordes » ; que  
 cette déclaration étoit claire & précise ; qu'il  
 en résultoit absolument que pour jouir des pri-  
 vilèges qu'elle accordoit, & par conséquent de  
 la réduction des droits de contrôle & de cen-  
 tième denier, qui faisoit partie de ces privilè-  
 ges, il ne suffisoit pas qu'un acte annonçât que  
 les terrains à l'occasion desquels il étoit passé  
 étoient incultes ; qu'il falloit justifier que l'on  
 avoit fait faire les déclarations & publications  
 ordonnées pour constater la nature & la véri-  
 table qualité des héritages de ce genre ; que la  
 loi ne faisant aucune distinction entre les droits  
 de sa majesté & les autres exemptions qu'elle  
 prononçoit, la nécessité de remplir les forma-  
 lités qu'elle prescrivoit, ne portoit pas moins  
 sur les droits de contrôle & de centième de-  
 nier, que sur toute autre taxe & imposition ;  
 que la conservation de ces droits exigeoit que  
 la non-culture des terres fût réelle ; que la mo-  
 dération n'avoit été accordée qu'à cette con-  
 dition ; qu'elle ne pouvoit dès-lors avoir lieu  
 qu'autant que l'on avoit passé les déclarations  
 qui

qui seules pouvoient conduire à s'assurer s'il s'agissoit effectivement de terres incultes ; que sans cela , il arriveroit que les droits des particuliers seroient seuls conservés , tandis que ceux de sa majesté qui étoient d'une nature plus privilégiée , pourroient être anéantis par la simple énonciation de terres incultes qui seroit insérée dans les actes , quoique dans le fait il y eût moins de quarante ans qu'elles fussent sans culture , & que ce ne soit cependant que dans le cas seulement où les terres n'ont rien produit pendant quarante années , qu'elles sont réputées terres incultes , d'après la disposition bien expresse de l'article premier de la déclaration de 1768 ; que rien n'empêchoit un acquéreur de faire faire les publications prescrites par cette déclaration , soit avant de contracter , soit même dans la quinzaine fixée pour le contrôle de son contrat ; que d'ailleurs s'il ne passoit sa déclaration qu'après que son titre de propriété seroit contrôlé , il pourroit demander que les droits perçus fussent réduits ; mais qu'il devoit commencer par acquitter ces droits dans leur intégrité , si au moment du contrôle la déclaration n'étoit point passée , non-seulement parce que ce n'étoit qu'à cette formalité que la faveur étoit attachée , mais encore parce que la provision étoit toujours dûe à sa majesté ; qu'il impliqueroit même contradiction qu'un terrain fût assujetti , faute de déclaration , à la dixième , au fouage , aux vingtièmes , même aux franc-fiefs , & qu'il ne fût pas sujet en même-temps aux droits de contrôle & de centième denier , sur le pied fixé par les réglemens.

Sur cette contestation est intervenu au conseil

d'état du roi un arrêt le 27 octobre 1776, par lequel il a été ordonné que les acquéreurs des terres incultes ou inondées, qui lors de leurs acquisitions n'auroient pas rempli les formalités prescrites par la déclaration du 6 juin 1768 (\*), feroient tenus de payer provisoirement les droits de contrôle & de centième denier des contrats & actes passés en leur faveur, à raison des sommes qui en formeroient le prix; sauf à eux à rapporter dans la première année de leur possession, les déclarations & publications ordonnées pour jouir des privilèges accordés aux entrepreneurs de Défrichemens ou desséchemens; auquel cas le droit de contrôle seroit réduit à dix sous pour chaque acte; celui de centième denier, à un denier par journal de terre, & ce qui auroit été perçu au-delà seroit restitué.

L'article 23 du titre 23 de l'ordonnance des eaux & forêts, défend aux propriétaires des bois sujets aux droits de grurie, grairie, tiers & danger, de défricher aucune partie de leurs bois sans une permission expresse du roi, sous les peines portées par les ordonnances.

Ces ordonnances sont celles de janvier 1518, & avril 1588. Elles veulent que ceux qui ont défriché des bois appartenant nûment au roi, ou dans lesquels sa majesté a intérêt, soient privés de tout droit dans ces bois, & condamnés à une amende arbitraire, à tenir prison, à rétablir à leurs frais les lieux dans leur premier

---

(\*) Ces formalités sont les mêmes que celles qui sont spécifiées dans la déclaration du 13 août 1766 & dans les lettres-patentes données pour l'Artois le 30 mai 1767.

état, & à tous les dépens, dommege & intérêts du roi.

L'article 18 du titre 3 de l'ordonnance du mois d'août 1669, défend aux grands maîtres de permettre qu'il soit fait aucun Défrichement dans les forêts du roi, sous peine d'amende arbitraire, & de tous dépens, dommages & intérêts.

Comme il n'y a dans cette ordonnance aucune disposition formelle qui défende aux ecclésiastiques & aux particuliers de défricher leurs bois, il y a été pourvu par différens arrêts du conseil, & particulièrement par ceux des 28 juin 1701, 9 novembre 1703, 7 novembre 1713, 16 mai 1724, & 22 juin 1729. Ce dernier arrêt a fait défense aux bénéficiers, aux communautés, aux économes, recteurs, administrateurs & principaux des collèges, hôpitaux & maladreries, aux commandeurs & procureurs de l'ordre de Malte & à tout autre, de défricher aucun bois, soit futaie ou taillis, sans une permission du roi, à peine de trois mille livres d'amende pour chaque arpent de futaie, de trois cens livres pour chaque arpent de taillis, & d'être obligés de rétablir les lieux en bois à leurs frais.

Un autre arrêt du 29 mars 1735 a ordonné expressement l'exécution du précédent, & défendu à toute personne indistinctement de défricher, faire défricher, ou souffrir qu'il soit défriché aucun bois ni pâtis appartenant aux communautés de paroisse, à peine de mille livres d'amende, de confiscation des terres défrichées, & de prison contre les habitans, outre l'obligation de rétablir les lieux à leurs frais.

### 338 DÉFRICHEMENT.

Par un autre arrêt du 25 février 1749, il a été défendu aux officiers de la maîtrise de Metz de permettre, sous quelque prétexte que ce fût, aucun Défrichement de bois appartenant aux communautés soit ecclésiastiques, soit laïques, ou aux particuliers, à peine d'interdiction, & d'une amende de trois mille livres.

Enfin par un autre arrêt du 12 octobre 1756, rendu sur les représentations du syndic général de la province de Languedoc, il a été défendu de défricher dans cette province aucune terre plantée en bois sur les montagnes ou dans la plaine, pour quelque cause que ce fût, sous peine de cinquante livres d'amende pour chaque arpent de Défrichement, & d'être la terre défrichée remise en bois aux frais de ceux qui auroient fait faire le Défrichement.

Cet arrêt a aussi fait défense sous les mêmes peines, de faire aucun Défrichement de landes, bruyères, garrigues & autres terrains situés sur le penchant des montagnes ou collines, & de les cultiver. Il a en même-temps ordonné que les terres de cette qualité situées dans les plaines, & toutes les autres dont les communautés avoient la propriété ou l'usage pour nourrir leurs bestiaux, ne pourroient être défrichées, sinon en vertu d'une permission expresse du roi.

Suivant le même arrêt, les contrevenans doivent être poursuivis à la requête des consuls des communautés & des syndics des diocèses, par-devant les officiers des maîtrises particulières des lieux; & en cas de négligence de ces consuls & syndics, à la requête des procureurs du roi dans ces sièges : il doit être statué sommairement sur

ces contraventions à la première assignation, & elles sont censées suffisamment constatées au moyen des procès-verbaux dressés, soit par un officier des maîtrises, soit par les maire & consuls, soit par les experts jurés des villes, ou par toute autre personne commise à cet effet : les amendes doivent appartenir au roi, & les dommages & intérêts aux communautés : au reste, il est permis à tout particulier intéressé à la conservation des pâturages communs, de poursuivre en son nom ceux qui contreviennent aux dispositions qu'on vient de rapporter ; & dans ce cas, on doit adjuger au poursuivant à titre de dédommagement, le tiers des dommages & intérêts.

Voyez les *lois citées*, & les articles PATURAGE, USAGE, BOIS, MARAIS, DESSÈCHEMENT, &c.

D É G A T. C'est le ravage que commettent les bestiaux de quelqu'un dans les héritages d'autrui.

Plusieurs coutumes ont des dispositions particulières à ce sujet. Suivant le chapitre 29 de celle de la Marche, celui qui trouve des bêtes faisant du Dégât dans son héritage, peut les prendre & les garder vingt-quatre heures pour être payé de la *méfaite coutumière* (\*), ou du dommage causé, à son choix. Il en est cru à son serment sur le temps où il les a trouvées, & sur le fait qu'il les a trouvées lui causant du dommage. La prise des bestiaux est déjà par

---

(\*) Cette *méfaite coutumière* est une estimation que fait la coutume elle-même du dommage relativement à l'espèce de la bête qui l'a causé.

elle-même un fait qui autorise à s'en rapporter à sa déclaration.

Si le propriétaire des bêtes les réclame dans les vingt-quatre heures, on est obligé de les lui remettre, à la charge par lui de donner un gage ou une caution du payement du dommage. Quand les bêtes ne sont point réclamées, on doit dix heures après les vingt-quatre, les dénoncer à la justice ; & si enfin personne ne les revendique, elles appartiennent au seigneur haut-justicier, en payant le dommage causé & les frais de pâture.

Lorsqu'on n'a pu saisir les bestiaux trouvés en *méfaite*, on n'en est pas moins cru à son serment de les avoir trouvés faisant du dommage & de n'avoir pu les emmener.

On n'en est pas cru de même sur l'étendue du dommage : lorsqu'on ne veut pas s'en tenir à la *méfaite coutumière*, il faut que ce dommage soit estimé ; & si l'on passe quatre jours sans avoir fait faire cette estimation (\*), on est obligé de se contenter de l'estimation coutumière.

Le reste du chapitre de cette même coutume parle des amendes qui sont dues en pareil cas à la justice, & met une différence entre les champs

---

(\*) Cette estimation se fait d'une manière très-sommaire : il suffit d'une simple sommation au propriétaire des bestiaux, de convenir d'un expert pour procéder à cette même estimation, conjointement avec celui que nomme de son côté le particulier qui prétend au dédommagement. Le bref délai accordé par la coutume ne permet pas de recourir à une ordonnance de justice pour cette opération, & ce délai ne sauroit être fort long, parce qu'après ce temps-là il seroit difficile de reconnoître le dommage dont on se plaint.



qui sont défensables & ceux qui ne le sont pas : elle distingue encore le dommage causé à garde faite de celui qui l'est par des animaux échappés. Le dommage causé de nuit est aussi traité différemment de celui qui est causé de jour.

L'ordonnance des eaux & forêts a des dispositions particulières au sujet des Dégâts commis par les bestiaux dans les forêts du roi. Voyez ce qui a été dit à ce sujet à l'article BESTIAUX. (*Article de M. D A R E A U , avocat au parlement , &c. )*

**DÉGRADATION.** Ce terme a plusieurs acceptions. En matière criminelle, on entend par Dégredation, une destitution ignominieuse d'un ordre, d'une qualité ou d'une dignité.

En matière civile, il signifie le dommage & la détérioration qu'on a faits à des héritages ou à des maisons.

En matière criminelle, il y a la Dégredation des ecclésiastiques, la Dégredation des officiers & la Dégredation de noblesse.

La Dégredation d'un ecclésiastique a lieu lorsqu'il est condamné pour crime à la mort, ou à une peine corporelle, afflictive & infamante. La forme de la Dégredation consiste à dépouiller le coupable de toutes les marques extérieures de son caractère.

La Dégredation des personnes consacrées au culte divin a été en usage chez presque tous les peuples & dans les temps les plus reculés. A Rome, les vestales ne pouvoient être exécutées à mort qu'après avoir été dégradées par les pontifes.

La Dégredation étoit aussi en usage chez les

juifs. On en trouve plusieurs exemples dans l'écriture sainte.

Les romains & les juifs avoient encore admis une autre espèce de Dégradation , dont l'effet étoit seulement de renvoyer la personne dégradée à un grade plus éloigné sans la priver en entier de son état.

Saint Gerôme cite un exemple de cette Dégradation. Il dit qu'Héraclius , évêque , fut destitué de l'épiscopat & réduit à la simple prêtrise.

Quant à la Dégradation dans l'acception que nous donnons à ce terme , on regardoit dans la primitive église cette formalité comme indispensable ; parce qu'on pensoit alors que la justice ne pouvoit mettre la main sur une personne qui avoit reçu l'onction sacrée.

La nouvelle 83 de Justinien veut que les clercs seroient dégradés par l'évêque avant d'être exécutés.

En France , les prêtres & autres promus aux ordres sacrés , ne pouvoient pas non plus autrefois être exécutés à mort sans avoir été dégradés auparavant. L'ordonnance de 1571 contient à cet égard une disposition formelle.

Les historiens nous ont conservé les formalités qui étoient observées dans cette cérémonie. L'évêque ôtoit en public au criminel les habits & ornemens ecclésiastiques , & lui reprochoit son indignité.

Juvenal des Ursins rapporte l'exemple de la Dégradation de deux Augustins qui avoient trompé Charles VI sous prétexte de le guérir. Ces religieux furent condamnés à mort en 1398 , & dégradés avant l'exécution de la manière sui-

vante : l'évêque de Paris en habits pontificaux , se transporta à la place de Grève , où l'on avoit dressé des échaffauds en face de l'hôtel-de-ville & de l'église du Saint-Esprit. On avoit construit un pont de planches qui conduisoit d'une des fenêtres de la salle du Saint-Esprit sur les échaffauds. Les deux Augustins sortirent par cette fenêtre qui servoit de porte , & furent conduits sur les échaffauds , habillés comme s'ils alloient dire la messe. L'évêque de Paris leur fit d'abord une exhortation ; ensuite il leur ôta la chasuble , l'étole , le manipule , l'aube , & on leur rasa leurs couronnes en sa présence. Après cette cérémonie , les ministres de la juridiction séculière les dépouillèrent & ne leur laissèrent que leur chemise & une petite *jacquette* par-dessus. On les conduisit en cet état aux halles où ils furent décapités.

M. Leprêtre soutient qu'un ecclésiastique condamné à mort pour un crime atroce , ne peut être exécuté sans Dégradation préalable ; mais les obstacles que les évêques apportoitent à l'exécution des ecclésiastiques condamnés à mort , ont fait abolir l'usage de la Dégradation. Les prélats différoient souvent cette cérémonie & suspendoient ainsi le supplice des criminels. On a regardé qu'il pouvoit résulter de très-grands abus de l'ancien usage de la Dégradation préalable , & ce motif en a déterminé l'abolition. Ainsi aujourd'hui on ne dégrade point les ecclésiastiques avant de les livrer au bourreau , & leur exécution n'éprouve pas plus de retardement que celle des autres criminels.

D É G R A D A T I O N D'UN OFFICIER.  
Elle consiste à dépouiller avec ignominie une

personne de l'office ou de la dignité dont elle est revêtue, & à la priver de tous les privilèges & de toutes les prérogatives qui y sont attachés.

Cette peine a lieu lorsque l'officier a commis quelque délit qui blesse l'honneur de sa place, ou quelque prévarication dans ses fonctions, ou enfin quelque action contraire aux règles de la délicatesse & de l'honnêteté que sa charge exige.

L'usage de cette espèce de Dégradation est fort ancien. On en trouve une foule d'exemples dans l'antiquité : cependant il est bien important d'observer que les anciens n'attachoient pas la même idée que nous au mot *Dégradation*.

Par exemple, il y avoit chez les romains trois sortes de Dégradations pour les soldats ; savoir, *militiæ mutatio*, *de gradu dejectio seu regradatio*, & *ignominiosa missio*. La première de ces peines consistoit dans la translation d'un soldat d'un corps dans un autre ; la seconde consistoit dans la privation du grade militaire ; & la troisième étoit une expulsion ignominieuse. Telles étoient les différentes espèces de Dégradations militaires parmi les romains.

Les offices civils étoient soumis aux mêmes règles ; c'est-à-dire qu'on dégradait publiquement les officiers qui s'étoient rendus indignes de leurs charges.

Plutarque rapporte que le préteur Lentulus, complice de la conjuration de Catilina, fut dégradé de son office, & contraint d'ôter en plein sénat sa robe de pourpre & d'en prendre une noire.

Les lois romaines, & surtout la loi *judicis*

au code de *dignit.*, ordonnent que les juges convaincus de crimes soient privés des honneurs dont ils jouissoient, & qu'ils soient mis au rang des plébéiens.

Nous suivons, à peu de chose près, les mêmes principes en France.

Lorsque des officiers militaires ou des soldats ont fait quelque action contraire à l'honneur, ils sont cassés à la tête de leur corps, & dépouillés des marques distinctives dont ils jouissoient. Cette espèce de Dégradation, quoiqu'infamante dans l'opinion publique, ne dépouille point la personne ainsi dégradée de la noblesse, à moins qu'un jugement n'ait formellement prononcé qu'elle demeurera déchue & privée des prérogatives de la noblesse.

Lorsqu'une personne constituée en dignité est condamnée à mort ou à quelque peine infamante, on lui ôte, avant l'exécution, les marques d'honneur dont elle est revêtue. Ce fut ainsi qu'avant l'exécution du maréchal de Biron, M. le chancelier lui ôta le collier de l'ordre du Saint-Esprit. Il lui demanda aussi son bâton de maréchal de France, mais il lui répondit qu'il n'en avoit jamais porté.

On dégrade également les officiers de justice lorsqu'ils ont commis des crimes qui deshonnorent leur caractère.

Loiseau dans son traité des offices, rapporte qu'un conseiller au parlement convaincu d'avoir falsifié une enquête, fut privé de sa charge, qu'il fut dépouillé en l'audience publique du parlement, de sa robe rouge, & condamné à faire amende honorable au parquet & à la table de marbre.

Le même auteur cite un second exemple de Dégradation d'un conseiller-clerc au parlement, qui fut dépouillé en 1528 en présence de toutes les chambres, de sa robe rouge, & renvoyé au juge d'église.

Nous trouvons encore un exemple plus récent de Dégradation d'un magistrat. Le 15 avril 1693, un conseiller au parlement fut dégradé publiquement pour les cas résultans du procès. Il fut amené de la conciergerie où il étoit prisonnier, à la grand'chambre sur les neuf heures; toutes les chambres du parlement étoient assemblées & les portes étoient ouvertes: il étoit revêtu de sa robe rouge, & il avoit son bonnet quarré à la main. Il entendit debout la lecture de son arrêt qui le bannissoit à perpétuité, ordonnoit que sa robe & autres marques de magistrature lui feroient ôtées par les huissiers de service, & le condamnoit à une amende envers le roi & à une réparation envers la partie. Après la lecture de l'arrêt, il remit son bonnet entre les mains d'un huissier & laissa tomber sa robe. Il sortit ensuite de la grand'chambre par le parquet des huissiers, descendit par le grand escalier & rentra dans la conciergerie.

Lorsque les tribunaux veulent imprimer une plus grande flétrissure à un juge qu'ils condamnent à être dégradé, ils ordonnent que sa robe & sa soutane seront déchirées par la main du bourreau.

Loiseau en parlant de la Dégradation qui étoit en usage chez les romains, la distingue en deux espèces: il appelle l'une *verbale* & l'autre *réelle & actuelle*.

Il entend par Dégradation *verbale* la simple

déposition d'un officier , sans cause ni note d'infamie. Nous ne donnons point le nom de Dégradation à cette espèce de déposition , & en cela notre usage est différent de celui des romains.

La Dégradation réelle qui emporte ignominie & qui est une véritable peine , est la seule que nous connoissons.

D É G R A D A T I O N D E N O B L E S S E. C'est la privation de la qualité de noble & des prérogatives qui y sont attachées.

Cette Dégradation a lieu de plein droit contre ceux qui sont condamnés à mort , soit naturelle ou civile. Il n'y a d'exception à cette règle que pour les personnes qui sont condamnées à être décapitées , ou à mort , pour un simple délit militaire , par jugement d'un conseil de guerre qui n'emporte point infamie. Cette peine a aussi lieu toutes les fois que le jugement de condamnation déclare le criminel déchu de la qualité de noble & des privilèges de la noblesse.

D É G R A D A T I O N D ' U N B I E N. On entend par cette espèce de Dégradation la détérioration d'un héritage , d'une maison ou de tout autre immeuble. Les Dégradations commises donnent ouverture à une action en réparation. Par exemple , si l'on néglige de cultiver des héritages , si l'on abbat des bois , si l'on manque d'entretenir des bâtimens , les propriétaires peuvent poursuivre ceux qui jouissent de ces objets , & les faire condamner à des dommages-intérêts envers eux. Pour fixer la valeur de la réparation , & estimer le tort que les Dégradations ont occasionné , les juges ordonnent la visite des lieux par experts , & sur les procès

verbaux d'estimation qui sont rapportés, ils se déterminent à prononcer des condamnations plus ou moins fortes contre les auteurs des Degrations.

Voyez d'Héricourt dans ses lois ecclésiastiques ; Thomassin, dans son traité de la discipline de l'église ; Rousseau de la Combe, dans son recueil de jurisprudence canonique ; Brillou, dans son dictionnaire des arrêts ; l'encyclopédie ; les mémoires du clergé, &c. Voyez aussi les articles DÉPOSITION, DESTITUTION, DOMMAGES, RÉPARATION, &c. (*Cet article est de M. DESSARTS, avocat au parlement*).

D E G R É. Ce terme se dit des rangs qu'on obtient dans une université.

En France on distingue quatre sortes de Degrés : celui de maître-ès-arts, celui de bachelier, celui de licencié & celui de docteur. La pragmatique & le concordat ont déterminé un temps précis d'étude pour chaque Degré. Aucun gradué ne peut faire usage de ses Degrés à l'effet de requérir des bénéfices, s'il n'a étudié pendant cinq ans dans une université.

Pour obtenir des grades dans l'université de Paris, il faut avoir étudié deux ans en philosophie, trois ans dans une faculté supérieure ; avoir copié les cahiers que les professeurs dictent pendant ce temps, & avoir obtenu le Degré de maître-ès-arts. On n'est dispensé d'écrire les cahiers, qu'en présentant un certificat de médecin, qui atteste que l'exercice de l'écriture est nuisible à la santé ; & celui qui a cette dispense doit présenter les cahiers de ses professeurs écrits d'une autre main.

On peut prendre le Degré de maître ou de



docteur - ès - arts , après deux ans de philosophie.

Les séculiers ne parviennent au baccalauréat en théologie , qu'après cinq ans d'étude , tant en philosophie qu'en théologie , & après avoir eu le Degré de maître-ès-arts. Il faut pour cela une attestation de vie & mœurs , des lettres de tonsure , l'extrait-baptistaire , être né en légitime mariage , & avoir atteint l'âge de vingt-deux ans. On supplie alors *pro primo cursu* : c'est le premier examen. Le second doit être sur cinq traités de théologie. On n'obtient le Degré de bachelier qu'après avoir soutenu dans la même année , une thèse de cinq heures , appelée *tentative*.

Les réguliers qui aspirent au baccalauréat , doivent produire des attestations de trois ans d'étude. Les prémontrés & les mendiants sont obligés de prouver qu'ils ont fait deux ans de philosophie à Paris sous un professeur de leur ordre , bachelier de Paris. Ils sont reconnus maîtres-ès-arts quand ils ont subi les examens convenables devant les docteurs de leur ordre , que la faculté de théologie a chargés de ce soin. Les Jacobins sont reçus maîtres -ès- arts dans leur couvent de la rue Saint-Jacques , par la faculté de Roberus , qui n'est composée que de jeunes étudiants en théologie dans ce collège , à l'exclusion des prêtres.

Un bachelier n'est admis à la licence qu'au bout de dix-huit mois , à compter du jour où il a reçu le baccalauréat , & il subit deux examens. La faculté de théologie n'admet dans un cours que cinq Jacobins , quatre cordeliers , trois Carmes & trois Augustins. La licence dure

deux ans. On est obligé de payer une amende quand on n'assiste pas aux thèses ; une absence de deux mois fait renvoyer à la licence suivante. On soutient trois thèses pendant ce cours ; la première dure cinq heures , on la nomme *minor ordinaria* ; elle roule sur la controverse. La seconde , *major ordinaria* , dure dix heures ; elle doit avoir trois colonnes sur l'écriture sainte , trois sur les conciles , & trois sur l'histoire ecclésiastique. La sorbonnique dure douze heures sans interruption ; on y traite de la théologie scholastique , des matières de la grâce , de l'incarnation & des actes humains. Elle n'a lieu que depuis Maironis cordelier provençal , qui ayant été refusé en 1515 , demanda à donner des preuves de sa capacité , en soutenant thèse pendant douze heures , seul & sans président. La faculté en a fait une loi formelle par sa conclusion du 4 septembre 1688.

Les deux ans de licence révolus , les bacheliers obtiennent *missionem à schola* ; & dans une seconde assemblée , ils signent & jurent d'observer les articles de la faculté sur la foi.

Il étoit d'usage autrefois de faire des paronymes ; mais les abus qui s'y glissoient y ont fait substituer des discours latins.

Le licencié qui veut être reçu docteur , fait un acte de *vespéries* , qui n'est que de pure cérémonie. Sa thèse a six colonnes : deux sur l'écriture sainte , deux sur l'histoire ecclésiastique , & deux sur la morale. Le lendemain à dix heures , il reçoit le bonnet de docteur dans une salle de l'archevêché , par les mains du chancelier ou sous-chancelier de Notre-Dame. Il soutient une thèse aulique sous la présidence de ce chancelier ,  
ensuite

ensuite il va jurer à l'autel des martyrs de l'église métropolitaine , qu'il défendra la foi jusqu'à l'effusion de son sang.

Un docteur n'a droit d'assister aux assemblées de la faculté , qu'après avoir soutenu une thèse de cinq heures , qu'on nomme *resumptio*. Il faut , pour la soutenir , être docteur depuis cinq ans. Cette thèse en six colonnes , roule sur les points les plus difficiles de l'écriture sainte & les plus contestés par les hérétiques. Les évêques en sont dispensés.

Le plus ancien des docteurs préside dans les assemblées de la faculté , & chacun y est assis selon son rang de réception. Parmi les réguliers , deux seulement dans chaque famille opinent *ex capite*. On ne compte point les suffrages de ceux qui arrivent lorsque la séance est ouverte , ou qui sortent avant qu'elle soit terminée.

On fait jurer aux augmentans & aux répondans , qu'ils ne se communiqueront point les difficultés & les réponses. Les trois docteurs qui signent les thèses avant qu'on les imprime , sont responsables de ce qu'elles pourroient contenir de reprochable.

Outre ces assemblées générales , la faculté tient tous les lundis libres des assemblées particulières.

A l'égard de la faculté de droit , on a réduit à quinze mois le temps d'étude nécessaire pour parvenir aux Degrés de cette faculté ; à la fin de la première année , l'étudiant subit un examen sur les institutes de Justinien. Il soutient sa thèse , *pro baccalaureatu* , dans le premier trimestre de la seconde année ; & à la fin de la

troisième, il est admis au Degré de licencié. Les actes probatoires sont un examen sur les institutes de Justinien, sur quelques livres du digeste & sur les élémens du droit canonique, & une thèse de trois heures. On tire au sort la matière de la thèse. C'est d'un côté, un titre des décrétales de Grégoire IX ; & de l'autre, un titre du droit civil. Il y a encore un examen en forme de thèse sur le droit françois.

On peut prendre ses Degrés de bachelier & de licencié en droit canon ou en droit civil seulement ; mais la dépense étant égale, on les prend *in utroque jure* ; on les obtient, *jure communi*, ou *beneficio atatis*. Il ne faut que six mois d'étude pour les avoir par bénéfice d'âge ; les actes probatoires sont les mêmes, excepté l'examen sur le droit françois, dont les bénéficiers d'âge sont dispensés. Ils peuvent commencer leur étude de six mois, en tel trimestre de l'année qu'ils jugent à propos ; il est nécessaire qu'ils aient au moins vingt-quatre ans accomplis. Ceux qui étudient *jure communi*, perdent l'année s'ils négligent de s'inscrire au trimestre qui commence le jour de la saint Remi.

Un licencié en droit par bénéfice d'âge, n'est point reçu par la faculté des arts comme suppôt de cette faculté, à moins qu'il ne soit maître-ès-arts, & de la nation de France, de Picardie ou de Normandie. La faculté de droit prétend que les licenciés *jure communi*, doivent être immatriculés à l'université : la faculté des arts refuse de les admettre.

Ceux qui veulent être agrégés à la faculté, ou qui aspirent à l'une des douze places des docteurs, supplient *pro doctoratu* ; & après l'an-

née révolue du jour de la supplication, ils soutiennent une thèse & reçoivent le bonnet de docteur. Il y a un stage ou noviciat d'une année, qui consiste à assister aux thèses pendant ce temps & à y argumenter.

On a appelé *lettres de Degrés d'étude*, celles qui attestent les Degrés que l'on a obtenus dans une université. Ces lettres sont nécessaires pour jouir du privilège des gradués, soit à l'effet de requérir les bénéfices, soit à l'effet de les posséder. On en distingue de trois sortes : les lettres de Degrés, les lettres de *quinquennium*, & les lettres de nomination. Il y a autant de lettres de Degrés, qu'il y a eu de Degrés différens. La facilité avec laquelle on accordoit des Degrés dans plusieurs universités, sans faire observer le temps d'étude prescrit par les ordonnances, a donné lieu à une déclaration du 6 septembre 1636, par laquelle le roi a ordonné que les gradués rempliroient dans les universités du royaume le temps prescrit par le concordat, par les statuts & les réglemens particuliers de chaque université, à peine de nullité des titres, & en outre de déchéance des dignités. Il n'y a d'excepté que ceux qui, en vertu de ces lettres, ont acquis la paisible possession de trois années.

Les Degrés obtenus dans une faculté de droit par bénéfice d'âge, donnent la capacité requise pour posséder les dignités des églises cathédrales & les premières des collégiales ; & même quand le pourvu d'une dignité n'auroit obtenu le Degré requis que postérieurement à sa prise de possession, il seroit préféré à un dévolutaire,

pourvu qu'il eût obtenu ce Degré avant d'être assigné en complainte.

Les Degrés d'étude servent à requérir & à posséder certains bénéfices. Ils n'étoient pas nécessaires autrefois ; les collateurs se chargeoient du choix des meilleurs sujets. Depuis l'établissement des universités, il n'y a que des gradués qui puissent posséder les archevêchés, les évêchés, les dignités des cathédrales, les prébendes théologiques, les pénitenceries, les écolatrerries, les dignités principales des collégiales, & les cures dans les villes murées & les lieux considérables.

Suivant le concordat, ceux que le roi présente au pape pour les évêchés, doivent être docteurs ou licenciés en théologie ou en droit : on en excepte ceux qui ont l'honneur d'être parens du roi, les religieux qui ont renoncé aux Degrés, & ceux qui sont élevés en dignité.

Si cependant un évêché étoit déferé à un non gradué, les expectans n'auroient aucun droit de se plaindre & de le requérir.

Le concile de Trente engage à ne conférer qu'à des gradués les dignités, & au moins la moitié des canonicats des églises cathédrales & collégiales. Notre pragmatique fait la même exhortation. Le clergé de Paris en obtint la confirmation par édit de 1606. Cet édit a été enregistré au parlement de Paris : mais plusieurs parlemens du royaume & le grand conseil, ne l'ont pas enregistré.

Il arrive assez ordinairement que l'on confond les deux manières de parler : *avoir des grades*, & *avoir des Degrés* : cependant elles signifient des choses très-différentes. *Avoir des grades*,

c'est, en France, avoir droit à certains bénéfices en vertu du temps des études faites dans une université où l'on a reçu le titre de maître-ès-arts ; & avoir des Degrés, c'est être outre cela bachelier, ou licencié, ou docteur. On peut avoir des Degrés & n'être point gradué, avec prétention aux bénéfices, comme font les avocats qui ont les Degrés de bacheliers, de licencié en droit, sans être maître-ès-arts dans la faculté de droit ; néanmoins homme gradué & homme qui a des Degrés, sont des termes synonymes.

La faculté de médecine a comme la faculté de droit, ses Degrés de baccalauréat, de licence & de doctorat.

La faculté des arts ne reconnoît que deux Degrés, celui de bachelier ès arts, & celui de maître-ès-arts.

Voyez le recueil de jurisprudence canonique ; le journal des audiences ; les lettres-patentes du mois d'avril 1698 ; Rebuffe, sur le concordat ; les mémoires du clergé ; les statuts de l'université de Paris ; le dictionnaire de droit canonique ; les lois ecclésiastiques de France ; la déclaration du 6 septembre 1736, &c. Voyez aussi les articles PRAGMATIQUE, CONCORDAT, CURÉ, GRADUÉ, MOIS, &c.

DEGRÉS DE PARENTÉ. On appelle ainsi la distance qu'il y a entre ceux qui sont unis par les liens du sang.

Les successions étant ordinairement déférées aux parens les plus proches, il est important de connoître parfaitement les Degrés de parenté, pour savoir à qui l'on doit adjuger une succes-

sion lorsqu'elle est contestée entre plusieurs parens.

Cette connoissance est aussi nécessaire pour les mariages qui sont défendus aux parens de certains Degrés & permis aux autres.

Il y a deux manières de compter les Degrés de parenté : celle du droit romain & celle du droit canon ; elles sont toutes deux importantes à connoître ; car nous admettons en France celle du droit romain à l'égard des successions , & celle du droit canon à l'égard des mariages.

Dans l'un & l'autre droit , la parenté est composée de deux lignes , qui sont la directe & la collatérale.

La ligne directe comprend tous les ascendans & tous les descendans.

Les Degrés en sont faciles à compter. Car elle dépend d'une seule règle, qui est de compter autant de Degrés qu'il y a de personnes, en comptant celles qui sont entre deux , & retranchant néanmoins toujours une personne ; ainsi le père & le fils sont au premier Degré, parce qu'il n'y a que deux personnes, dont une doit être retranchée ; l'aïeul & le petit-fils au second Degré, parce qu'il y a trois personnes ; savoir , l'aïeul , le petit-fils, & le père qui est entre deux. Le bifaïeul & l'arrière-petit-fils sont au troisième Degré, & ainsi du reste. Cela s'appelle proprement compter les Degrés par génération ; & en effet , chaque génération fait un Degré.

Il n'y a aucune différence entre le droit civil & le droit canon , en ce qui concerne la ligne directe.



La ligne collatérale est composée de tous les parens qui ne sont ni ascendans ni descendans , comme les frères & les sœurs , les oncles & les tantes , les cousins & les cousines.

Pour compter les Degrés en ligne collatérale suivant le droit civil , il faut toujours remonter de part & d'autre , à la souche commune de laquelle les parens dont on veut trouver le Degré sont descendus , & compter autant de Degrés qu'il y a de personnes , à l'exception de celui qui fait la souche commune , lequel ne se compte jamais ; & delà vient que dans le droit civil il n'y a point de premier Degré en ligne collatérale : car pour connoître en quel Degré sont deux frères entr'eux , on trouve trois personnes ; savoir , celles des deux frères , qui se trouvant deux , composent le second Degré , & celle du père qui est la souche commune , que l'on ne compte point. Si l'on veut savoir le Degré de l'oncle & du neveu , il faut remonter jusqu'à l'aïeul du neveu , qui est le père de l'oncle & la souche commune , & l'on trouvera trois personnes , sans compter cette commune souche ; par conséquent l'oncle & le neveu sont au troisième Degré.

L'aïeul est aussi la souche commune des cousins germains. Pour remonter à lui des deux côtés , on trouvera quatre Degrés sans le compter ; ce qui fait que les cousins germains sont au quatrième Degré. Ces exemples doivent suffire pour tout le reste.

Pour compter les Degrés en ligne collatérale suivant le droit canon , il y a deux règles à observer. La première est , que si ceux dont on recherche le Degré sont également éloignés de

la souche commune , il faut compter autant de Degrés entr'eux , qu'il y en a de l'un d'eux à la souche commune ; ainsi deux frères sont au premier Degré ; car chacun d'eux n'est éloigné du père commun que d'un Degré ; les cousins germains sont au second Degré , parce que chacun d'eux est éloigné de deux Degrés de l'aïeul , qui est la souche commune.

La seconde règle est que si ceux dont on veut savoir le Degré ne sont pas également éloignés de la souche commune , alors il faut compter les Degrés de celui qui en est le plus éloigné ; ainsi l'oncle & le neveu sont entr'eux au second Degré de parenté collatérale ; parce que le neveu est éloigné de deux Degrés de son aïeul , père de l'oncle , qui n'en est éloigné que d'un Degré. Le petit neveu est éloigné de trois Degrés de son bifaïeul , père du grand oncle , & par conséquent ils sont au troisième Degré , & ainsi du reste.

Néanmoins quand les Degrés sont inégaux , on les compte quelquefois des deux côtés ; pour mieux expliquer la parenté , on dit , par exemple , que l'oncle & le neveu sont du premier au second Degré , & que le petit neveu & le grand oncle sont parens du premier au troisième.

Il eût sans doute été à propos dans notre langue , de donner des noms particuliers à tous les Degrés de parenté ; dans la ligne directe ascendante , on n'en connoît point au-delà de celui de trisaïeul ; & dans la descendante , on ne parle que des arrière-petits enfans. Dans la collatérale , on ne nomme que les frères les oncles , grands oncles , cousins germains ; le

reste ne se connoît que par les Degrés : cousin au quatrième, au cinquième, au sixième Degrés, &c.

Dans quelques coutumes, comme en Normandie, on ne succède que jusqu'au septième Degré inclusivement : mais suivant le droit commun, on succède à l'infini, pourvu que l'on puisse prouver sa parenté.

Les mariages sont défendus entre parens, jusqu'au quatrième Degré inclusivement.

Voyez *Argou dans ses institutions au droit françois ; Pothier, traité du contrat de mariage ; l'encyclopédie ; la collection de jurisprudence, &c.* Voyez aussi les articles PARENTÉ, SUCCESSION, DISPENSE, MARIAGE, &c.

**DEGRÉS D'AFFINITÉ.** C'est la distance qu'il y a entre deux personnes alliées par mariage ou par une conjonction illicite, ou par le sacrement du baptême, qui produit une affinité spirituelle.

Les Degrés de parenté se comptent par générations ; ce qui ne peut avoir lieu entre alliés, attendu que l'affinité ne se forme pas par génération, mais elle suit la parenté pour la computation des Degrés ; de sorte que tous les parens du mari sont tous alliés de la femme au même Degré qu'ils sont parens du mari, & il en est de même des parens de la femme.

L'affinité en ligne collatérale empêche le mariage aux mêmes Degrés que la parenté, mais le pape en peut accorder dispense.

A l'égard de l'affinité qui provient d'une conjonction illicite, elle n'empêche le mariage que jusqu'au second Degré.

Voyez *les lois ecclésiastiques ; le traité du con-*

*trat de mariage par Pothier; l'encyclopédie, &c.*  
Voyez aussi les articles AFFINITÉ, MARIAGE,  
DISPENSE, &c.

**DEGRÉS DE JURIDICTION.** Ce mot se dit pour marquer la supériorité qu'une juridiction a sur une autre.

Il y a trois Degrés de juridiction seigneuriale : la basse, la moyenne & la haute-justice ; mais on n'appelle point de la basse justice à la moyenne : on va droit à la haute. Il y a aussi trois Degrés de juridiction royale.

Le premier est celui des châtelains, prévôts royaux ou viguiers, qui connoissent des appellations interjetées des sentences des hauts-justiciers.

Le second est celui des baillis, sénéchaux & présidiaux, qui connoissent des appellations interjetées des sentences des châtelains & prévôts royaux.

Le troisième est celui des parlemens, qui jugent souverainement & en dernier ressort, les appellations des baillis, sénéchaux & présidiaux.

Il faut néanmoins remarquer que l'on n'observe ces trois degrés de juridiction que dans les appellations interjetées en matière civile ; car en matière criminelle, où il s'agit d'une condamnation à quelque peine afflictive, l'appel des sentences de tout juge ressortit au parlement, *omisso medio*.

Remarquez encore que quoique dans certains cas on puisse se pourvoir au conseil du roi contre les arrêts des cours souveraines, le conseil ne forme pas un quatrième Degré de juridiction, attendu que les requêtes en cassation ne sont point une voie ordinaire.

Dans certaines matières, dont la connoissance est attribuée à des juges particuliers, le nombre des Degrés de juridiction se compte différemment. Par exemple, en matière d'eaux & forêts, le premier Degré est la gruerie; le second est la maîtrise; le troisième est la table de marbre, & le quatrième le parlement.

En matière d'amirauté, il n'y a que trois Degrés; savoir, les amirautés particulières, l'amirauté générale, & le parlement.

En matière de tailles, de gabelles & d'aides, il n'y a que deux Degrés de juridiction; le premier est celui des élections, greniers à sel, juges des traites foraines, juges de la marque des fers, &c.; le second est celui de la cour des aides.

Pour les monnoies, il n'y a pareillement que deux Degrés; savoir, les prévôts des monnoies & les cours des monnoies.

Dans la juridiction ecclésiastique, il y a quatre Degrés: le premier est celui de l'évêque; le second, celui du métropolitain; le troisième, celui du primat; & le quatrième, celui du pape.

Ces Degrés de la juridiction ecclésiastique doivent toujours être gardés; on ne va point même par appel, devant un juge supérieur, *omisso medio*.

Il y a seulement une exception, qui consiste dans les appels comme d'abus, lesquels sont portés directement au parlement.

Quelques évêques & archevêques sont soumis immédiatement au saint siège; ce qui abrège à leur égard le nombre des Degrés de juridiction.

Quand il y a en cour d'église trois sentences définitives conformes les unes aux autres, on ne peut plus appeler; en sorte que si ces sentences sont émanées des trois premiers Degrés de juridiction, on n'est pas obligé d'en essayer un quatrième, qui est celui du pape.

Voyez *l'ordonnance civile de 1667*, & *l'ordonnance criminelle de 1670*; le *traité de la justice civile*, & *celui de la justice criminelle de France*; *l'encyclopédie*; les *arrêts de Brillon*; *l'édit des présidiaux*; les *lois ecclésiastiques de France*; le *dictionnaire de droit canonique*; les *libertés de l'église gallicane*, &c. Voyez aussi les articles PARLEMENT, PRÉSIDIAL, BAILLIAGE, JUGE, JURIDICTION, APPEL, &c.

**DEGRÉS DE SUBSTITUTION.** On appelle ainsi les différentes parties de la durée des substitutions, laquelle se compte par Degrés. Chacun de ceux qui recueillent la substitution, forme ce que l'on appelle un Degré.

Les lois romaines n'avoient point fixé la durée des fidéi-commis, que nous appelons substitutions; ils pouvoient s'étendre à l'infini.

On en ufoit aussi de même autrefois en France; mais l'ordonnance d'Orléans faite en 1560, décida qu'à l'avenir les substitutions n'auroient plus lieu après deux Degrés non compris l'institution.

L'ordonnance de Moulins en 1566, ordonna que les substitutions faites avant l'ordonnance d'Orléans, seroient restreintes au quatrième Degré, outre l'institution & première disposition.

Dans les provinces qui ont été réunies à la

couronne depuis les ordonnances d'Orléans & de Moulins, les substitutions peuvent encore s'étendre à l'infini, comme au parlement de Besançon & dans celui de Pau, ainsi que dans les provinces de Bresse, Bugey, Gex & Valromey.

L'ordonnance de 1629 est la première qui ait déterminé la manière de compter les Degrés de substitution : elle porte, article 124, qu'ils seront comptés par têtes, & non par souches & générations ; en sorte que plusieurs frères qui ont recueilli successivement la substitution, remplissent chacun un Degré.

On observoit néanmoins le contraire au parlement de Toulouse.

La nouvelle ordonnance des substitutions ordonne l'exécution de celle d'Orléans ; & en conséquence, que toute substitution, par quel qu'acte & en quelques termes qu'elle soit, ne pourra s'étendre au-delà de deux Degrés, non compris l'institution ; sans néanmoins déroger à l'article 57 de l'ordonnance de Moulins, par rapport aux substitutions antérieures à cette ordonnance :

Que dans les provinces où les substitutions ont été étendues par l'usage jusqu'à quatre Degrés, outre l'institution, la restriction à deux Degrés n'aura lieu que pour l'avenir, & non pour les substitutions faites entre-vifs avant la publication de cette ordonnance ou par testament, si le testateur est décédé avant cette publication.

Enfin, que c'est sans rien innover, quant à présent, à l'égard des provinces, où les substitutions n'ont pas encore été restreintes à un cer-

tain nombre de Degrés , sa majesté se réservant d'y pourvoir dans la suite.

Voyez *les lois citées* , & les articles SUBSTITUTION , & SUCCESSION.

DÉGRÉS DE NOBLESSE. On appelle ainsi la distance qu'il y a d'une génération à l'autre depuis le premier anobli. Ces Degrés ne se comptent qu'en ligne directe , de manière que l'anobli fait dans sa ligne le premier Degré , ses enfans font le second , les petits enfans le troisième , &c.

Il y a des offices qui transmettent la noblesse au premier Degré , c'est-à-dire , qui communiquent la noblesse aux enfans de l'officier lorsqu'il meurt revêtu de son office ou qu'il a acquis le droit de vétérance. Tels sont les offices de présidens & conseillers des parlemens de Paris , de Dauphiné , de Besançon , &c. Les offices de secrétaire du roi du grand collège ; les offices d'échevins , capitouls & jurats , dans les villes où ils donnent la noblesse. La plupart des autres offices qui anoblissent celui qui en est pourvu , ne transmettent la noblesse aux descendans de l'officier qu'au second Degré , ou comme on dit ordinairement , *patre & avo consulibus* ; c'est-à-dire qu'il faut que le père & le fils aient rempli successivement un office noble chacun pendant vingt ans , ou qu'ils soient décédés revêtus de leur office , pour transmettre la noblesse aux petits enfans du premier qui a été anobli.

Voyez l'article NOBLESSE.

DÉGUERPISSEMENT. C'est l'abandonnement de la possession d'un immeuble fait par le détenteur pour s'exempter de quelque charge réelle.



Celui qui a pris un héritage à la charge d'une rente, peut être reçu au Deguerpissement en payant les arrérages du passé & le terme suivant, & en laissant l'héritage dans l'état où il étoit lorsqu'il l'a pris à rente, quoiqu'il ait hypothéqué tous ses biens à la continuation de la rente, parce que cette promesse de payer la rente n'a d'effet qu'autant qu'il demeure propriétaire de l'héritage (\*).

Un arrêt du conseil privé du 31 mars 1595, a jugé que les habitans du fauxbourg Saint-Germain pouvoient déguerpir les maisons prises à bail à rente, en payant les arrérages échus jusqu'au jour du Dégueerpissement.

Celui qui a pris l'héritage à la charge d'une rente, & qui a promis fournir & faire valoir la

(\*) *Celui qui veut déguerpir peut passer un acte au greffe par lequel il déclare qu'il deguerpit un tel héritage ; mais il faut qu'il constitue procureur pour réitérer cet acte en justice.*

*On peut aussi passer l'acte de déguerpissement pardevant notaires en la forme suivante :*

Aujourd'hui est comparu pardevant les notaires soussignés, Nicolas Delorme, demeurant à ... lequel pour se délibérer de la somme de quatre-vingt livres de rente due sur quatre arpens de terre labourable, sis à... tenant d'une part à... d'autre à... par lui pris à rente par contrat du... passé à... déclare qu'il déguerpit, abandonne lesdits quatre arpens de terre, consentant que le sieur de la Bruyere, ancien propriétaire, rentre en pleine propriété d'iceux, & pour faire signifier le présent déguerpissement audit sieur de la Bruyere, & le réitérer si besoin est, en telle justice & juridiction qu'il conviendra, ledit sieur Delorme a fait & constitué son procureur le porteur des présentes, auquel il donne pouvoir de comparoir devant tous juges, & d'en requérir actes nécessaires; promettant, &c. obligeant, &c. renonçant, &c. Fait & passé, &c.

rente, & a pour cet effet obligé tous ses biens, ne peut plus déguerpir, parce qu'il s'est obligé personnellement à faire en sorte que la rente fût toujours exigible indépendamment de l'héritage qui en a été chargé; c'est ce que signifient ces mots, *fournir & faire valoir*.

Le premier qui a promis de mettre quelque amendement, c'est-à-dire, de faire quelques améliorations à l'héritage chargé de la rente, & qui n'y a pas satisfait, ne peut pas déguerpir, parce qu'il est toujours réputé être de mauvaise foi jusqu'à ce qu'il ait exécuté toutes les clauses & conditions portées par le bail à rente.

Celui qui a acquis l'héritage du preneur de la rente peut déguerpir, quand même il auroit acquis à la charge de la rente, & que son auteur seroit tenu personnellement de la continuation de la rente, à moins qu'il n'ait promis expressement de faire quelques améliorations, de fournir & faire valoir, ou d'acquitter & garantir son vendeur.

Le tiers acquéreur de l'héritage, qui a ignoré la rente dont il étoit chargé, peut déguerpir avant la plaidoirie de la cause, sans payer d'arrérages, pas même ceux de son temps, & sans rendre les fruits qu'il a perçus (\*); mais après

---

(\*) *Formule de Déguerpissement fait par un tiers acquéreur qui a ignoré la rente dont l'héritage étoit chargé.*

Aujourd'hui est comparu pardevant les notaires soussignés. . . lequel pour éviter à contestation & être déchargé de la rente foncière prétendue par. . . sur un tel héritage, déclare qu'il déguerpit & abandonne ledit héritage audit. . . à ce présent & acceptant, demeurant à. . . consentant que ledit. . . ancien propriétaire rentre en pleine propriété d'ice-lui; déclare en outre ledit. . . qu'il fait ledit Déguerpisse-

après la contestation en cause , il ne peut plus déguerpir les héritages qu'en payant les arrérages de son temps , jusqu'à concurrence des fruits par lui perçus , si mieux il n'aime rendre ces mêmes fruits.

Dans les coutumes qui n'ont point de dispositions semblables à celle de Paris , le tiers détenteur qui déguerpit , ne doit les arrérages que depuis la contestation : mais s'il a passé titre nouvel , il ne peut plus déguerpir sans payer tous les arrérages qui sont dûs , tant de son temps que du temps de ses auteurs.

Le tiers acquéreur de l'héritage , qui n'a point acquis à la charge de la rente , n'est pas obligé comme le prêteur originaire , à laisser l'héritage au même état qu'il étoit lors du bail à rente , parce qu'il n'a rien fait contre la bonne foi en laissant dépérir un héritage qu'il croyoit lui appartenir sans aucune charge , à moins qu'il n'ait détérioré l'héritage depuis les poursuites faites contre lui.

Il faut que le Déguerpissement soit fait en jugement , si ce n'est que toutes les parties soient d'accord de la faire par un acte moins solennel.

Après que l'héritage chargé d'une rente fon-

ment aux risques , périls & fortune de *tel* son vendeur , qui ne lui a point déclaré ladite rente foncière , comme aussi sans préjudice audit. . . . des impenſes & améliorations faites audit héritage ; & pour faire signifier la présente déclaration audit. . . . & la réitérer en justice , a fait & constitué son procureur général & spécial maître Antoine , procureur au châtelet , auquel il a donné pouvoir de pour lui & en son nom en faire & requérir acte , même comparoir pardevant M. le lieutenant civil ; & là dire & déclarer qu'il déguerpit & renonce audit héritage. Fait & passé , &c.

cière a été déguerpi, le propriétaire de la rente peut, si bon lui semble, s'en mettre en possession de plein droit; il peut aussi faire créer un curateur à l'héritage déguerpi, & le faire vendre par décret; ce qui n'arrive presque jamais: car comme le propriétaire de la rente est toujours le premier créancier, il n'a rien à craindre en reprenant l'héritage, & il évite les frais d'un décret, qui coûtent quelquefois plus que l'héritage ne vaut. S'il se trouve des créanciers qui prétendent que l'héritage est suffisant pour payer & la rente & leurs créances, ils ont la faculté de le faire vendre: mais aussi pour ne pas exposer le propriétaire de la rente au caprice d'un créancier qui voudroit tout consumer en frais, on a coutume d'ordonner que le propriétaire de la rente rentrera dans l'héritage déguerpi, si mieux n'aiment les autres créanciers se soumettre à porter l'héritage à si haut prix que le propriétaire soit payé de sa rente.

Le Prêtre rapporte un arrêt du 4 décembre 1604, qui l'a ainsi jugé en faveur du sieur le Normand, contre le sieur Meusnier.

Le tiers acquéreur qui est poursuivi pour une rente foncière, & qui n'a point acquis à la charge de la rente, fait ordinairement assigner son vendeur en garantie dès le commencement du procès & avant de déguerpir, afin que le garant n'ait pas à se plaindre, & que le recours ne souffre aucune difficulté.

En général, tout détenteur peut déguerpir; cependant le tuteur ne peut le faire pour son mineur, qu'en conséquence d'un avis de parens homologué en justice.

Le Déguerpissement du bien de la femme ne

peut être fait par le mari qu'elle n'y ait donné son consentement.

Le bénéficié ne peut déguerpir que dans un cas de nécessité dûment vérifié en justice.

L'article 36 du tarif du 29 septembre 1722 fixe le droit de contrôle du Déguerpissement pour être déchargé de la rente ou redevance dont l'héritage est chargé, sur le pied du capital de la rente au denier vingt. Il faut voir cet article au mot CONTRÔLE pour la quotité du droit, qui est moindre que pour les autres actes.

Le conseil a décidé le 15 décembre 1731, que les jugemens rendus à l'audience, qui donnoient acte du Déguerpissement d'un héritage pour être déchargé de la rente sur l'assignation en déclaration d'hypothèque, étoient des actes judiciaires exempts du contrôle lorsque le Déguerpissement étoit pur & simple.

Le conseil exempté le Déguerpissement du droit de centième denier lorsque le preneur déguerpi avant d'avoir joui & d'avoir exécuté le bail à rente; & cette règle doit avoir lieu, soit que le Déguerpissement soit volontaire ou qu'il soit forcé.

Il paroît qu'il en doit être usé de même à l'égard des lods & ventes ou autres droits seigneuriaux.

Voyez le traité du Déguerpissement par Loyseau; la coutume de Paris; la bibliothèque de Bouchel; le dictionnaire des sciences; les arrêts de Lamoignon; Carondas, en ses réponses; les centuries de le Prestre; Brodeau & Duplessis sur Paris; Maillard, sur la coutume d'Artois; le journal du palais; les arrêts de Brillon; les œu-

### 372 DÉGUSTATION, DÉICIDE.

*vres de Henrys ; les institutions au droit françois ; &c.* Voyez aussi les articles HYPOTHÈQUE , RENTE , DÉLAISSEMENT , &c.

**DÉGUSTATION.** Essai qu'on fait des liqueurs en les goûtant.

On est obligé pour faciliter la perception des droits d'aides, de déclarer la nature & la qualité des boissons qui y sont sujettes ; & lorsque les commis préposés à la perception de ces droits ont lieu de soupçonner de la fraude, ils peuvent en venir à la Dégustation pour savoir si on ne leur a pas déclaré du cidre pour du vin, ou du vin pour de l'eau-de-vie, &c. ; & ces commis en font crus dans leurs proces-verbaux sur la nature de ces boissons, à la simple Dégustation qu'ils en ont faite ; ils ont été à cet égard ; déclarés juges dégustateurs, sans être tenus d'appeler pour cette opération, ni juges, ni experts, ni gourmets, ni de déposer au greffe aucun échantillon des boissons *dégustées* (\*). Ils doivent seulement faire cette Dégustation en présence des contrevenans ou eux dûment appelés, & la faire avec eux, en les sommant de goûter pareillement les boissons qui y donnent lieu. Cette sommation est nécessaire, parce que les parties intéressées peuvent, par leurs observations, faire revenir les commis de leur erreur. (*Article de M. DAREAU, avocat au parlement, &c.*)

**DÉICIDE.** C'est le crime de lèse-majesté divine au plus haut degré, dans lequel on est

---

(\*) Il y a à ce sujet un arrêt de la cour des aides du 17 janvier 1695 & un arrêt du conseil du 31 mai de la même année.

regardé comme coupable de celui que commirent les juifs en donnant la mort à Jésus-Christ.

Ce n'est point, qu'à proprement parler, on puisse encore donner la mort à l'homme Dieu comme les juifs la lui donnèrent. La divinité de Jésus-Christ est au-dessus de tous les vains outrages des hommes : mais les sacrilèges, les profanations blessent le respect qu'on lui doit : on trouble le culte public, on scandalise les fidèles, & ce sont ces délits qu'on punit ; punition toujours légitime quand elle n'exécède point le mal que la société peut en souffrir ; car pour la divinité elle-même, il n'appartient pas aux hommes de la venger : il lui est réservé de punir ou de pardonner, suivant l'étendue de ses vengeances ou de ses miséricordes.

Ce seroit donc aujourd'hui une formule ridicule, de déclarer quelqu'un *dûment atteint & convaincu de Déicide* ; mais on peut le déclarer dûment atteint & convaincu d'*impiété, de sacrilège abominable, exécration, &c.*, & le condamner à des peines proportionnées aux faits dont il s'est rendu coupable. Nous nous étendrons plus particulièrement sur ce sujet à l'article LÈSE-MAJESTÉ (*divine.*) (*Article de M. DAREAU, avocat au parlement, &c.*

DÉLAI. C'est un temps accordé par la loi, ou par la coutume, ou par le juge, ou par les parties pour faire quelque chose.

Les ordonnances & les coutumes accordent différens Délais pour les ajournemens ou assignations, pour fournir des défenses, pour prendre un défaut, pour former une opposition, pour interjeter appel, &c.

Les Délais des assignations données dans les prévôtés & châtelles royales à des personnes domiciliées au lieu où est établi le siège de la prévôté & châtelles , doivent être au moins de trois jours & ne peuvent excéder la huitaine.

Mais si le défendeur réside hors de ce lieu , & cependant dans l'étendue du ressort , le Délai de l'assignation doit être au moins de huitaine & il ne peut excéder la quinzaine. C'est ce qui résulte des articles un & deux du titre trois de l'ordonnance du mois d'avril 1667.

A l'égard des présidiaux , des bailliages & des sénéchaussées royales , l'article 3 veut que le Délai des assignations données à ceux qui sont domiciliés où le siège est établi ou dans la distance de dix lieues soit au moins de huitaine sans pouvoir être plus long que de quinzaine. Mais si le défendeur est plus éloigné que de dix lieues , le Délai de l'assignation doit être au moins de quinzaine & au plus de trois semaines.

C'est la proportion de l'étendue de ces juridictions qui a servi de règle au législateur dans la fixation de ces Délais. On fait que la juridiction des prévôtés & châtelles n'a communément que quelques lieues de circonférence ; ainsi il n'étoit pas nécessaire de donner des Délais bien longs à ceux que l'on y assignoit. Le ressort des présidiaux , des bailliages & des sénéchaussées étant formés de l'arrondissement de plusieurs prévôtés & châtelles qui y sont subordonnées , il convenoit que les Délais y fussent plus longs.

L'édit de réunion des prévôtés & châtelles royales aux bailliages donné au mois d'avril



1749 , n'ayant rien déterminé sur la question de savoir si les Délais fixés pour les prévôtés devoient être observés dans les bailliages relativement aux affaires qui se portoient précédemment aux prévôtés , un commentateur de l'ordonnance de 1667 , a pensé que dans ces sortes d'affaires on devoit observer les Délais fixés pour les prévôtés : mais cette opinion nous paroît mal fondée , d'abord parce que la distinction proposée donneroit lieu à beaucoup de difficultés : en second lieu , on peut tirer argument de la déclaration du 20 avril 1750 pour établir que l'intention du législateur a été que l'on ne fît aucune différence entre les affaires que l'on portoit autrefois aux prévôtés & celles qui alloient aux bailliages. En effet , cette loi qui a été publiée à l'occasion de la réunion dont il s'agit , porte que les frais & dépens , droits & vacations des juges & des greffiers , procureurs , huissiers , sergens , receveurs des consignations , commissaires aux saisies réelles , & tous les autres droits sans exception qui se trouveront légitimement dûs dans les affaires qui étoient portées précédemment dans les prévôtés , &c. réunies aux bailliages & sénéchaufées ressortissantes immédiatement aux parlemens , seront réglés , taxés & liquidés sur le même pied & de la même manière que dans les affaires dont la connoissance appartenoit aux bailliages , &c. avant la réunion.

Quoique l'ordonnance n'ait rien dit des Délais qu'on doit observer dans les officialités , l'usage les a néanmoins assimilés à ceux qui avoient été réglés pour les prévôtés royales , attendu que les officialités sont aussi des juridictions

subalternes qui n'ont ni inférieurs , ni ressort d'appel.

Quoique les requêtes de l'hôtel , les requêtes du palais & les sièges des conservations des privilèges des universités ne jugent qu'à la charge de l'appel de même que les bailliages & les sénéchaussées , il a fallu les envisager sous un autre point de vue relativement aux Délais , & apprécier moins les limites de leur pouvoir , que celles de leurs juridictions. En effet , la juridiction des requêtes du palais & de l'hôtel n'est pas seulement circonscrite & limitée dans le ressort du parlement , elle s'étend par tout le royaume , eu égard à ceux qui ont droit de committimus au grand sceau. Il en est de même des juges conservateurs des privilèges des universités. On fait que ceux qui jouissent du privilège de scolarité , peuvent faire assigner devant les juges de leurs privilèges les parties qui habitent en quelque lieu du royaume que ce soit indistinctement.

Ces considérations ont fait admettre pour ces tribunaux une manière différente de fixer les Délais des ajournemens. Ce Délai est de huitaine pour ceux qui demeurent dans la ville ou le siège est établi ; de quinzaine pour ceux qui sont dans les dix lieues ; d'un mois , dans les cinquante lieues , & de six semaines au-delà ; le tout dans le ressort du même parlement. Si l'assignation est donnée hors le ressort du parlement où la juridiction est établie , le Délai est de deux mois indéfiniment. C'est ce qui résulte de l'article 4 du titre cité.

Outre les Délais dont on vient de parler , l'ordonnance accorde par l'article 5 au défen-

deur ; un autre Délai de huitaine tant pour constituer procureur que pour fournir les défenses. Ces Délais étant expirés le demandeur peut bien lever son défaut au greffe , mais il ne sauroit le faire juger sans laisser encore écouler un troisième Délai qui est de huitaine pour ceux qui sont assignés à huitaine ou à quinzaine , & de la moitié du premier Délai pour ceux qui sont ajournés à plus long terme.

M. Jousse a observé sur cet article que les Délais n'étant établis qu'en faveur de la partie assignée , il falloit en conclure qu'elle pouvoit anticiper ces Délais & donner un avenir pour plaider au premier jour sans attendre qu'ils fussent échus. Il a fondé cette opinion sur l'article 16 du titre premier de la seconde partie du règlement du 28 juin 1738 concernant la procédure qu'on doit observer au conseil : mais il ne paroît pas que M. Jousse ait tiré de cette loi une juste conséquence. On doit bien plutôt comme le remarque M. Serpillon , la regarder comme une exception à la règle que prescrit l'ordonnance qui veut formellement qu'on observe à l'égard du demandeur & de l'intimé les mêmes Délais que ceux qu'elle a accordés au défendeur.

Les Délais des assignations & des procédures doivent être francs , c'est-à-dire qu'on ne doit pas comprendre les jours des significations des exploits ou actes , ni les jours de l'échéance des assignations : mais ces Délais courent tous les autres jours , même les dimanches , les fêtes solennelles & durant les vacations. C'est ce qui résulte des articles 6 & 7.

L'article 14 du titre 14 veut que dans les

maîtrises particulières des eaux & forêts , la connétable , les élections , les greniers à sel , les traites foraines , les conservations des privilèges des foires , les hôtels de ville & les autres juridictions inférieures lorsque le défendeur a son domicile dans le lieu où le siège est établi , le Délai des assignations ne puisse être au dessous de vingt-quatre heures , s'il n'y a péril en la demeure , ni excéder trois jours ou huitaine au plus pour ceux qui résident ailleurs dans la distance de dix lieues ; & que si le défendeur réside en un lieu plus éloigné , le Délai soit augmenté à proportion d'un jour pour dix lieues.

Lorsque ces Délais sont écoulés , les parties doivent être entendues à l'audience & jugées sur le champ dans ces juridictions , sans qu'elles soient obligées d'employer le ministère des procureurs. C'est ce qui résulte de l'article 15.

Les Délais des assignations aux pêcheurs pour comparoître aux assises ont été fixés à huitaine par l'article 12 du titre 12 de l'ordonnance du mois d'août 1669.

L'article premier du titre 16 fixe un pareil Délai aux adjudicataires des bois du roi pour convenir du jour des récolemens.

Suivant l'article 19 du titre 15 , le Délai entre les dernières publications des ventes des bois du roi & l'adjudication doit être au moins de dix jours.

L'article 25 du même titre veut que les marchands qui se sont rendus adjudicataires des bois du roi aient de Délai jusqu'au midi du lendemain de l'adjudication pour renoncer à leur enchère & faire signifier leur renonciation.

Le Délai pour fournir caution par l'adjudicataire des bois du roi n'est que de huit jours précis à compter du jour de l'adjudication. Si la caution n'est pas fournie dans ce Délai, le receveur des bois de sa majesté est tenu le jour suivant de faire signifier au pénultième enchérisseur qu'il est substitué au lieu & place de l'adjudicataire qui a manqué de donner caution, & que dès ce moment l'adjudication est à sa charge. Cela est ainsi prescrit par les articles 29 & 30.

Suivant l'article 31, le Délai pour tiercer ou doubler les ventes ne s'étend que jusqu'à midi du lendemain de l'adjudication.

Les Délais pour la vidange des ventes doivent être réglés par les grands-mâîtres, & il est défendu aux officiers des maîtrises d'accorder aucune prorogation de Délai pour coupe & vidange, sous peine d'amende arbitraire & de privation de leurs charges, sauf aux adjudicataires à se pourvoir au conseil pour y obtenir de nouveaux Délais s'il y a lieu, sur les avis des grands maîtres. C'est ce qui résulte des articles 40 & 41.

Le Délai pour relever les appellations des sentences des gruries aux maîtrises a été fixé à quinze jours par l'article 2 du titre 14.

A l'égard des appellations des gruries des seigneurs & des maîtrises particulières, elles doivent être relevées aux sièges des tables de marbre dans le délai d'un mois, à compter du jour de la prononciation ou signification des sentences, & mises en état d'être jugées dans les trois mois à compter du même jour; à l'effet de quoi il est enjoint aux officiers des tables de marbre de faire le rapport de ces sortes d'affaires dans un

mois pour tout Délai , après qu'elles leur auront été distribuées , à peine d'en répondre en leur pur & privé nom. C'est ce que prescrivent les articles 3 & 8 du même titre.

Observez néanmoins que l'article 53 de l'édit de mai 1716 a prolongé jusqu'à quatre mois le Délai pour faire juger à la table de marbre de Paris les appellations des sentences rendues dans les maîtrises situées au-delà de la Loire.

L'article 52 du même édit veut que les appellans tant des sentences des maîtrises que des tables de marbre fassent juger leurs appellations dans les Délais fixés par l'ordonnance de 1669. Et l'article 54 déclare nuls les jugemens qui pourroient être rendus sur ces appellations après les Délais expirés.

L'ordonnance du mois d'avril 1667 a réglé par le titre onze , les Délais des ajournemens pour les cours souveraines , en suivant toujours pour principe le plus ou moins d'éloignement du domicile de ceux que l'on assigne , eu égard au tribunal souverain où ils doivent comparoître. Ainsi selon l'article premier de ce titre , ceux qui demeurent dans la même ville où sont établies les compagnies souveraines , doivent être assignés à huitaine : ceux qui sont domiciliés hors la ville dans la distance de dix lieues , doivent l'être à quinzaine ; le Délai est d'un mois pour ceux qui ont leur domicile au-delà de dix lieues dans la distance de cinquante lieues , le tout dans le ressort de chaque cour : & hors du ressort , le Délai est deux mois indistinctement. Mais à l'égard du grand conseil , dont le ressort n'est point limité , & dont la juridiction s'étend par-tout le royaume , pour les matières

dont la connoissance lui est attribuée , quand le domicile de la partie assignée est au-delà des cinquante lieues , on augmente le Délai à raison d'un jour par dix lieues.

L'article second veut que dans les causes poursuivies en première instance au parlement , au grand conseil & aux cours des aides , le défendeur soit tenu dans les Délais qu'on a spécifiés après l'échéance de l'assignation , de constituer procureur & de fournir ses défenses avec copie des pièces justificatives.

Si dans le Délai après l'échéance de l'assignation le défendeur ne constitue pas procureur , ou qu'après avoir constitué procureur il ne fournisse pas ses défenses dans le même Délai avec copie des pièces justificatives, le demandeur peut prendre son défaut au greffe & huitaine après le donner à juger. C'est ce qui résulte des articles 3 & 4.

Le Délai pour écrire & produire dans un appointement en droit est de huitaine , & il y a un pareil Délai pour contredire quand même cela ne seroit point exprimé dans l'appointement. Mais dans un appointement à mettre le Délai pour produire n'est que de trois jours. Telles sont les dispositions des articles 12 & 13.

Lorsqu'il s'agit d'une appellation d'une sentence rendue sur un appointement en droit ou à mettre , chaque partie est tenue dans la huitaine après l'échéance du Délai de l'assignation de mettre ses productions au greffe de la cour ou du siège où l'appel ressortit , & de le faire signifier au procureur adverse. Cela est ainsi ordonné par l'article 14.

Si dans le Délai de huitaine , l'une des parties est

en demeure de remplir ces obligations, l'article 17 veut que le procès soit jugé sur ce qui se trouve au greffe sans qu'il soit nécessaire de faire aucun commandement, sommation ni autre procédure.

Et l'article 18 porte que dans le même Délai de huitaine après l'échéance de l'assignation pour comparoir, l'intimé sera tenu de mettre au greffe la sentence en forme ou par extrait à son choix, qu'autrement l'appelant pourra sans commandement ni signification préalable lever cette sentence par extrait aux frais de l'intimé.

Suivant l'article 20, les Délais pour fournir griefs & réponses commencent à courir contre l'appelant, dès le jour de la sommation faite à son procureur à cet effet ; & contre l'intimé dès le jour de la signification des griefs de l'appelant. Voyez d'ailleurs ce que nous avons dit à l'article APPOINTEMENT.

Lorsqu'une enquête se fait dans le lieu même où le jugement a été rendu, ou dans la distance de dix lieues, elle doit être commencée dans un Délai de huitaine à compter du jour de la signification du jugement fait à la partie ou à son procureur, & parachevée dans la huitaine suivante : s'il y a une plus grande distance, le Délai doit être augmenté d'un jour par dix lieues. Cela est ainsi réglé par l'article 2 du titre 22 de l'ordonnance de 1667, qui autorise d'ailleurs le juge à donner un autre Délai de huitaine pour la confection de l'enquête si l'affaire le requiert, sans que ce dernier Délai puisse être prorogé.

Observez qu'il est de maxime en pratique que la signification qu'une partie fait du jugement



qui l'admet à la preuve, ne fait pas courir contre elle le Délai de faire enquête, & qu'elle ne le fait courir que contre la partie adverse à qui cette signification est faite : c'est pourquoi si cette partie adverse veut faire courir le Délai contre celle qui lui a fait signifier le jugement, il faut qu'à son tour elle le lui fasse signifier : en effet on ne peut se servir des diligences d'une partie pour établir contre elle une fin de non-recevoir. Il a même été jugé au parlement de Rouen par arrêt du 16 mars 1752, que celui qui a commencé son enquête n'a point de Délai fatal pour la finir tant que le jugement qui admet à la preuve ne lui a point été signifié. L'auteur qui a fait imprimer cet arrêt observe que la partie contre laquelle l'enquête avoit été commencée soutenoit que les termes de l'ordonnance *parachevée dans la huitaine suivante*, tomboient sur le dernier jour de la huitaine où l'enquête avoit été commencée, au lieu que l'autre partie prétendoit que le Délai de faire enquête, ne couroit contre une partie que du jour qu'on lui avoit fait signifier le jugement ; qu'il falloit que le demandeur en forclusion fît ses diligences pour l'obtenir ; parce que nul ne se forclot lui même, & que ces mots *parachevée dans la huitaine suivante*, tomboient sur la signification du jugement, & non sur le commencement de l'enquête.

L'article 31 du même titre 22 veut que quand la partie qui a fait faire une enquête refuse d'en faire donner copie & du procès-verbal, l'autre partie ait un Délai de huitaine pour lever le procès-verbal, & un pareil Délai pour lever l'enquête. La même loi porte que si l'enquête a été faite hors du lieu où le différent est pendant, il sera

donné un autre Délai selon la distance , tant pour le voyage que pour le retour de celui qui sera envoyé pour la lever , à raison d'un jour par dix lieues.

Il faut remarquer que tous les Délais de huitaine dont nous avons fait mention ne sont que pour les cours , les présidiaux & les bailliages ou sénéchaussées royales : si l'on procède dans toute autre juridiction , même devant les juges ecclésiastiques ou des duchés pairies , il n'y a qu'un délai de trois jours pour lever le procès-verbal & un de trois autres jours pour lever l'enquête. C'est ce qui résulte de l'article 32.

Le Délais fixés pour se pourvoir en cassation contre les arrêts des cours & les jugemens rendus en dernier ressort sont fixés par le titre 4 de la première partie du règlement du conseil du 28 juin 1738.

Voyez ce que nous avons dit à cet égard à l'article CASSATION.

Quant aux Délais des assignations & autres actes ou exploits introductifs d'instance au conseil , ils sont réglés par le titre premier de la seconde partie du règlement qu'on vient de citer.

Ces Délais sont de deux mois relativement aux assignations données dans les ressorts des parlemens & autres cours de Languedoc , Guyenne , Grenoble , Aix , Pau , Besançon , Bretagne , Alsace & Roussillon , & d'un mois , dans les ressorts des parlemens & autres cours de Paris , Rouen , Dijon , Metz & Flandres , à l'exception des assignations données dans Paris

&

& a dix lieues à la ronde pour lesquelles les Délais ne doivent être que de quinzaine.

Dans les ressorts des conseils supérieurs des îles de saint Domingue , de la Martinique & de la Guadeloupe , les Délais des assignations doivent être d'un an , & à l'égard des ressorts des conseils supérieurs de l'île royale , de l'île de Bourbon , de l'île de France & de Pondichery , le règlement veut que le Délai de l'assignation soit fixé comme il convient selon les circonstances , par les lettres ou par les arrêts portant permission d'assigner.

Le jour de l'assignation où de la signification & celui de l'échéance ne sont point comptés dans les Délais , & cette règle doit avoir lieu pour tous les Délais dont parle le règlement.

En Lorraine , ou l'ordonnance de 1667 n'est point suivie , les Délais des assignations dans les prévôtés , gruries & justices seigneuriales sont de quatre jours , y compris le jour de l'assignation & celui de l'échéance ; & ils ne peuvent être plus longs que de huitaine , même à l'égard des personnes qui résident hors de l'étendue de ces sièges.

Dans les bailliages & les sièges baillagers les Délais sont de huitaine , y compris pareillement le jour de l'assignation & celui de l'échéance , & ils ne peuvent être plus longs que de quinzaine , même à l'égard des personnes domiciliées hors du ressort de ces juridictions. C'est ce qui résulte des articles 1 & 2 du titre 2 de l'ordonnance civile du duc Léopold du mois de novembre 1707.

L'article 3 autorise néanmoins les juges à ordonner des assignations promptes & à jour

précis dans les affaires provisoires & privilégiées, telles que les actions pour gages, salaires, alimens, médicamens, loyers de maison, mainlevée de saisie, reconnoissance de promesse pour sommes légères, & autres affaires semblables ou dans lesquelles il y auroit du péril en la demeure. En pareil cas, le juge n'accorde qu'un bref Délai tel qu'il le juge à propos.

Il est défendu par l'article 4, à tout huissier ou sergent de donner des assignations ou intimations à longs jours, au-delà des Délais prescrits par l'ordonnance, à peine de nullité de l'exploit & de dix francs d'amende.

Si le défendeur propose une exception de garantie & qu'elle paroisse bien fondée, on doit lui accorder un Délai compétent pour mettre en cause le garant: mais s'il laisse écouler ce Délai sans avoir agi, il doit être procédé au jugement du différent principal, sauf au défendeur à poursuivre la garantie par action séparée. C'est ce qui résulte des articles 12 & 13.

Dans les assignations qui se donnent en certains cas à des créanciers inconnus ou à d'autres personnes, par affiche à la porte de l'auditoire, les Délais doivent être au moins d'un mois, à moins que le juge n'en ait ordonné autrement. Telles sont les dispositions de l'article 19.

A l'égard des assignations données à la cour souveraine qui est aujourd'hui le parlement de Lorraine, le Délai en est fixé par l'article 3 du titre 22 à huit jours pour les personnes domiciliées à Nanci, à quinze jours pour celles qui sont dans la distance de dix lieues, & à trois semaines pour celles qui sont au-delà de dix lieues dans l'étendue du ressort, sans que le Délai

puisse être plus long. La même loi laisse aux chambres des comptes de Lorraine & de Bar la liberté de décerner les assignations à tels Délais qu'elles jugent a propos selon la qualité des affaires.

\* Au parlement de Flandres les Délais des assignations étoient de huitaine pour ceux qui demeuroient dans la ville où siège cette cour : c'est ce que prescrivait l'article 16 de l'arrêt de règlement du 16 septembre 1672. Cet article portoit aussi que le même Délai auroit lieu pour les personnes domiciliées dans la distance de cinq lieues & au-dessous, & qu'à l'égard des personnes domiciliées dans une plus longue distance, le Délai seroit de quinzaine. Mais ces deux points ont été changés par un arrêté du 3 avril 1693, suivant lequel les Délais doivent être de quinzaine pour les personnes domiciliées hors de la ville qui est le siège du parlement, à une distance de dix lieues & au dessous; & de trois semaines pour ceux qui demeurent à une plus grande distance.

Ces dispositions ne regardent que les personnes domiciliées dans le ressort du parlement. A l'égard des autres, les Délais sont arbitraires, le juge doit les régler suivant la distance plus ou moins grande de la demeure de la personne assignée. Tel est l'usage de cette cour fondé sur l'article 55 du chapitre 69 des chartes générales du Hainaut.

Dans les matières sommaires & provisoires, le Délai ordinaire est de trois jours, suivant l'article 1 du chapitre 2 du style du parlement, conforme aux chartes générales du Hainaut, chapitre 44, article 1, & chapitre 78 articles 9 & 10.

Le Délai pour appeler d'une sentence est de dix jours, & pour relever l'appel de trois mois : cela est ainsi réglé par l'article 1 du chapitre 10 du stile : l'article 2 ajoute que si les coutumes des lieux fixent un terme plus bref pour interjeter & relever l'appel, il faut s'y conformer. Dans la coutume de Lille, on est tenu d'appeler sur le champ, si l'on est présent ; si l'on est absent, dans les sept jours de la signification de la sentence ; & le relief de l'appel doit se faire dans les trois mois, à peine de soixante sous parisis d'amende. La coutume de la châtellenie de Lille & celle de la gouvernance de Douai renferment les mêmes dispositions, excepté que le Délai pour relever les appels des sentences rendues par les juges ressortissans à l'une ou à l'autre gouvernance & au bailliage de Lille, n'est que de quarante jours. Dans la coutume de Douai l'appel doit être formé dans les sept jours & relevé dans les quarante. Dans le Cambresis les appels des juges qui ne ressortissent pas nuement au parlement doivent être relevés dans les quarante jours ; mais ceux qui sont portés directement au parlement ne doivent l'être que dans les trois mois. C'est ce qui résulte des articles 1 & 2 du titre 27 de la coutume de cette province. Elle ne fixe point de temps pour interjeter les appels, ainsi il faut suivre à cet égard la règle prescrite par le stile du parlement. En Hainaut, l'appellant doit suivant l'article 4 du chapitre 50 des chartres générales, relever son appel & présenter la cause à la première audience qui se tient après : mais cette disposition ne s'observe pas, & l'on a adopté dans l'usage le Délai ordinaire de trois mois.

Ces Délais que le stile du parlement & les coutumes du ressort ont fixé pour les appels, sont sans doute trop courts : s'il est juste que celui qui a gagné sa cause dans un siège inférieur ait un terme après lequel il n'ait plus d'appel à craindre, il ne l'est pas moins que celui qui a été condamné ait un espace de tems assez long pour pouvoir délibérer mûrement sur le parti qu'il doit prendre. Aussi l'usage a-t-il tempéré la rigueur des lois en accordant la faculté d'appeler en tout tems, pourvu que depuis la sentence il ne se soit point passé un tems suffisant pour la prescription. La seule formalité qu'il faut employer pour écarter la fin de non-recevoir, est de lever en chancellerie des lettres royaux appelées *relief précis* ou *requête civile*. C'est ce qu'a jugé le parlement de Flandres par arrêts des 30 octobre 1692, 14 août & 15 décembre 1693, & 30 juin 1723.

Il est de principe en Flandres, comme en France, que quand on assigne à huitaine, à quinzaine, à un mois, &c. sans désigner précisément le jour de la comparution, on ne comprend point dans ces termes les jours des significations des exploits, ni ceux auxquels étoient les assignations. Le conseil souverain de Tournai l'a ainsi jugé par arrêt du 24 mai 1674. Il y a cependant à cette règle une exception qu'il faut remarquer : lorsque les *conseillers-commissaires* en tenant l'audience des vendredis, ordonnent qu'une partie sera assignée à quinzaine, on peut donner l'assignation le même jour pour le second vendredi suivant ; & le défaut qu'on obtient en conséquence, est valable. Le parlement l'a ainsi jugé par arrêt du 23 janvier 1694 au rapport

de M. Desjaunaux , & par un autre du 12 juillet de la même année , au rapport de M. de la Place.

On a demandé si les vacations devoient être comprises dans les Délais. M. Pollet rapporte un arrêté sans date qui a réglé que le temps prescrit pour relever l'appel couroit pendant les vacations : & c'est ce qu'a jugé un arrêt du 15 octobre 1696 rendu dans la coutume de Douai.

En matière d'ajournement à comparoir à l'audience des conseillers-commissaires, il fut arrêté le 3 avril 1693 dans l'assemblée des trois chambres , qu'on ne déduiroit pas les vacations dans le cas où il n'y auroit pas encore de contestation & que la cause ne seroit pas encore liée de la part du défendeur.

En matière d'enquête , les vacations ne sont point comptées dans les Délais , comme la jugé un arrêt du 27 octobre 1687 , à moins que l'une des parties n'ait obtenu un jugement qui ordonne à l'autre de faire sa preuve dans tel temps , notwithstanding les vacations.

Les dimanches & les fêtes sont comptés dans tous les Délais , excepté dans ceux de trois jours : encore sont-ils comptés dans le terme de trois jours fixé pour l'appel en pleine cour des jugemens rendus par les conseillers-commissaires aux audiences.

Voyez le *style du parlement de Flandres* , le règlement du 16 septembre 1672 ; les chartres générales du *Hainaut* ; les arrêts de MM. Pollet , Desjaunaux , & de Flines ; Deghewiet en ses institutions au droit Belgique ; Dumées en son traité des juridictions , &c. Voyez aussi les articles COMPARTITION , ENQUÊTE. \*



Le débiteur auquel le créancier a accordé pour payer ou pour délivrer des marchandises un terme quelconque tel qu'un an, un mois, &c. ne peut être poursuivi qu'après l'expiration de ce terme, attendu qu'il a pour remplir ses engagements, toute la durée & tous les instans de l'an, du mois, &c. c'est pourquoi l'on dit proverbialement que *qui a terme & Délai ne doit rien.*

L'article 1 du titre 7 de l'ordonnance de 1667 veut que l'héritier ait un Délai de trois mois depuis l'ouverture de la succession pour faire l'inventaire, & quarante jours pour délibérer.

Suivant l'article 2 celui qui a été assigné comme héritier en action nouvelle, ou en reprise, ne peut avoir aucun Délai pour délibérer lorsqu'avant l'échéance de l'assignation il y a plus de quarante jours que l'inventaire a été fait en sa présence ou qu'il y a été dûment appelé.

Si au jour de l'échéance de l'assignation les Délais de trois mois pour faire inventaire & de quarante jours pour délibérer ne sont pas écoulés, l'héritier doit avoir ce qui en reste à écouler soit pour procéder à l'inventaire, soit pour faire sa déclaration. C'est ce qui résulte de l'article 3.

Et si l'héritier justifie que l'inventaire n'a pu être fait dans les trois mois soit parce qu'il a ignoré le décès du défunt, soit à cause des contestations qui sont survenues, &c. l'article 4 veut qu'il lui soit accordé à l'audience un Délai convenable pour faire inventaire & quarante jours pour délibérer, sans que l'affaire puisse être appointée.

La veuve assignée en qualité de commune

doit avoir pour faire inventaire & pour délibérer les mêmes Délais que ceux qui sont accordés à l'héritier & sous les mêmes conditions. Telles sont les dispositions de l'article 5.

Quoique l'acheteur soit convenu avec le vendeur que la vente d'un immeuble ou autre chose sera résolue si le prix n'en est pas payé dans le Délai fixé par la convention, cette peine est d'ordinaire réputée comminatoire, & le juge ne prononce communément la résolution de la vente qu'après avoir accordé à l'acheteur un nouveau Délai pour payer.

Il est de maxime que quand une sentence ou un arrêt accordent un Délai sans spécifier le temps auquel il commencera à courir, il ne court que du jour de la signification de cette sentence ou arrêt.

Les lois ont aussi accordé des Délais pour un grand nombre d'autres cas, tels que pour exercer le retrait lignager, pour contrôler des actes, pour les faire insinuer, pour payer le centième denier, pour faire certaines déclarations, &c. nous parlons de ces différens Délais en traitant les matières auxquelles ils sont appliqués.

On appelle *Délai fatal* ou *péremptoire*, celui qui est accordé sans espérance de prolongation.

Voyez l'ordonnance du mois d'avril 1667 & les commentateurs; l'instruction sur les procédures; le praticien du châtelet; le règlement du 28 juin 1738; l'ordonnance du duc Léopold de Lorraine du mois de novembre 1707, &c. Voyez aussi les articles DÉFAUT, JUGEMENT, SENTENCE, APPEL, APPOINTEMENT, TABLE DE MARBRE, FORCLUSION, ENQUÊTE, BAIL, CONGÉ, PRESCRIPTION, CASSATION, RÈGLEMENT DE

JUGES, RETRAIT, CONTRÔLE, INSINUATION, DONATION, TESTAMENT, EXPLOIT, RENONCIATION, INVENTAIRE, DÉCLARATION, BILLET, CHANGE, GRACE, PROTÊT, &c. ( *Ce qui est dans cet article entre deux astériques appartient à M. MERLIN, avocat, &c.* )

**DÉLAISSEMENT.** C'est en termes de commerce maritime, l'acte par lequel un marchand qui a fait assurer des marchandises sur quelque vaisseau, dénonce la perte de ce vaisseau à l'assureur, & lui abandonne les effets pour lesquels l'assurance a été faite, avec sommation de lui payer la somme assurée.

Voyez ce que nous avons dit sur cette matière à l'article ASSURANCE.

**DÉLAISSEMENT PAR HYPOTHEQUE**, se dit de l'abandonnement d'un immeuble fait par celui qui en est propriétaire, pour se libérer des poursuites d'un créancier auquel cet héritage est hypothéqué (\*).

(\*) *Formule d'un acte de Délaissement.*

Aujourd'hui est comparu pardevant les notaires, &c. Charles. . . demurant. . . lequel déclare que pour éviter les poursuites contre lui faites en déclaration d'hypothèque par N., il a par ces présentes abandonné & renoncé aux risques, péril & fortune de Louis son garant, une maison & héritages sis à. . . qu'il a acquis dudit Louis par contrat du. . . moyennant la somme de. . . le tout sans préjudice audit Charles, de son recours contre ledit Louis, pour la restitution du prix porté par ledit contrat de vente, frais, mises, loyaux coûts, dommages & intérêts, comme aussi sans préjudice audit Charles des impenses & améliorations par lui faites en ladite maison & héritages présentement déguerpis, & pour faire signifier la présente déclaration audit N. & la réitérer en telle justice & juridiction que besoin sera, a fait & constitué son procureur le porteur, auquel il donne pouvoir, &c. Fait & passé, &c.

Il ne faut pas confondre comme font plusieurs praticiens , le Délaiſſement par hypothèque avec le déguerpiſſement. Ils diffèrent d'abord l'un de l'autre , en ce que le Délaiſſement par hypothèque , n'empêche pas que le débiteur ne demeure obligé perſonnellement.

La ſeconde différence eſt que dans le déguerpiſſement , le ſeigneur de la terre à qui le déguerpiſſement a été fait peut de plein droit ſe mettre en poſſeſſion de la choſe déguerpie , au lieu que dans le Délaiſſement par hypothèque il faut néceſſairement faire créer un curateur à la choſe abandonnée , & la faire vendre par décret ſur lui.

Celui qui eſt pourſuivi hypothécairement & qui eſt contraint d'abandonner l'héritage , ne doit jamais payer d'arrérages des rentes ſimplement hypothéquées ſur l'héritage , à moins qu'il n'ait paſſé un titre nouvel ; mais il eſt obligé de rendre les fruits qu'il a perçus depuis la conteſtation en cauſe , parce que depuis ce temps il eſt poſſeſſeur de mauvaiſe foi.

Il n'eſt tenu que d'abandonner l'héritage en l'état où il ſe trouve , & quand il auroit démoli un bâtiment de conſéquence , il ne ſeroit pas obligé de le rétablir , pourvu qu'il n'eut fait aucune dégradation depuis l'action intentée : la raiſon en eſt qu'étant propriétaire , il lui a été permis de faire de ſa choſe ce qu'il a voulu.

Le Délaiſſement par hypothèque doit être fait en juſtice , parce qu'il ne profite pas ſeulement à celui qui a intenté l'action , mais à tous ceux qui ont des hypothèques ſur l'héritage abandonné.

Il eſt encore plus important de ſonner ſon

garant en cas de Délaissement, qu'en cas de déguerpissement, parce que le garant, pour éviter les dommages & intérêts, peut payer les dettes, & faire cesser le trouble qui est fait à l'acquéreur.

Celui qui est contraint d'abandonner un héritage hypothéqué, est préféré à tous les autres créanciers sur le prix de l'héritage, pour les réparations utiles & nécessaires qu'il y a faites.

Le Délaissement opérant une véritable éviction, il est juste que l'acquéreur ait son recours contre son vendeur, tant pour la restitution du prix, que pour ses dommages & intérêts : il a même en ce cas deux avantages ; l'un est que s'il avoit acheté l'héritage trop cher, ou que depuis son acquisition il eût diminué de prix, il ne laisse pas de répéter contre son vendeur le prix entier qu'il lui a payé, quand même l'héritage délaissé seroit moins vendu par décret : l'autre avantage est que si au contraire l'héritage délaissé est vendu par décret à plus haut prix que le détenteur ou ses auteurs ne l'avoient acheté, celui qui a fait le Délaissement est en droit de répéter contre ses garans le prix entier de l'adjudication ; parce que s'il n'eût point été evincé, il auroit pu faire une vente volontaire de l'héritage, dont le prix auroit été au moins égal à celui de l'adjudication.

Le Délaissement par hypothèque n'opère pas seul une mutation de propriétaire & ne produit point de droits seigneuriaux ; mais la vente faite après le Délaissement donne ouverture à ces droits, ainsi qu'au centième denier.

Il y a sur cette matière une erreur dans la collection de jurisprudence : on y lit ce qui suit

» Quoique le Délaissement opère une mutation de propriété , il ne donne ouverture à aucuns droits seigneuriaux ; cependant si la vente qui suit ordinairement le Délaissement étoit portée à un prix plus considérable que celle qui a précédé , le seigneur auroit la faculté d'exiger les droits seigneuriaux sur le pied de la première ou de la seconde vente à son choix.

L'acquéreur d'un héritage doit incontestablement les droits seigneuriaux relatifs à son acquisition : si cet acquéreur poursuivi par les créanciers du vendeur fait ensuite le Délaissement de l'héritage , il n'est point par cet acte , dépouillé de sa propriété & il ne la transmet pas au créancier qui l'a troublé par une demande en déclaration d'hypothèque : jusques là le Délaissement ne produit point de droits seigneuriaux , parce qu'il n'y a encore aucune mutation de propriétaire : mais lorsque l'héritage délaissé vient à être vendu par décret il n'y a point de doute que l'adjudicataire ne soit assujetti comme tout autre acquéreur , à payer les droits seigneuriaux ; en effet la mutation est consommée. Ainsi dans ce cas , le Délaissement par hypothèque est incontestablement sujet aux droits seigneuriaux & même à celui de centième denier.

Voyez le traité du déguerpissement par Loyseau ; les institutions au droit françois ; le dictionnaire des sciences ; la collection de jurisprudence ; le dictionnaire raisonné des domaines ; Brodeau sur la coutume de Paris , &c. Voyez aussi les articles DÉGUERPISEMENT , RENTE , HYPOTHÈQUE , &c.

**DÉLATEUR.** C'est celui qui dénonce à la justice un crime ou délit & qui en désigne l'auteur sans se rendre partie civile.

La qualité de Délateur & celle de dénonciateur représentent la même chose : cependant la qualité de Délateur a quelque chose de plus odieux que celle de dénonciateur.

Les Délateurs furent communs à Rome sous le règne de Tibère & de quelques autres tyrans : quiconque , remarque M. de Montesquieu , avoit bien des vices & bien des talens , une ame bien basse & un esprit ambitieux , cherchoit un criminel , dont la condamnation pût plaire au prince ; c'étoit la voie pour aller aux honneurs & à la fortune. Les Délateurs avoient le quart des biens de ceux qu'ils faisoient condamner comme coupables du crime de leze-majesté.

Sous les bons empereurs , ces hommes funestes furent inconnus ou en horreur. Antonin le Pieux en fit mourir plusieurs ; d'autres furent battus de verges , envoyés en exil , ou mis au rang des esclaves.

Selon les lois du digeste & du code , les Délateurs étoient odieux.

En France , les Délateurs sont proprement ce que nous appelons *dénonciateurs*. Voyez ce mot.

**DÉLÉGATION.** Commission donnée à quelqu'un pour connoître d'une affaire , pour la juger.

A Rome où les magistrats furent en petit nombre , tant que dura le gouvernement populaire , on leur laissa la liberté de commettre d'autres personnes pour les soulager dans leurs fonctions : mais sous les empereurs on reconnut

l'abus de ces Délégations en ce que des magistrats qui avoient été choisis pour leur capacité, commettoient en leur place des personnes privées, qui pouvoient manquer des qualités nécessaires, & que d'ailleurs ceux auxquels l'exercice de l'autorité publique est confié personnellement, ne peuvent pas transférer à d'autres un droit qu'ils n'ont pas de leur chef.

Aussi ne trouve-t-on dans tout le code aucune loi qui autorise les magistrats à faire une Délégation générale & surtout à des personnes privées. On leur permet seulement de renvoyer les causes de peu d'importance devant leurs conseillers ou assesseurs qui étoient des juges en titre d'office ; & l'appel des sentences de ces délégués particuliers se portoit devant le magistrat qui leur avoit renvoyé les affaires à juger.

En France, les ducs & les comtes eurent autrefois comme les proconsuls romains, le gouvernement militaire de leurs provinces & l'administration de la justice qu'ils déléguoient à des lieutenans. Les baillis & les sénéchaux qui succédèrent aux ducs & aux comtes pour l'administration de la justice, eurent bien le pouvoir de commettre des lieutenans de robe longue, mais il ne pouvoient pas leur déléguer toute la juridiction ; ils étoient au contraire obligés de résider & d'exercer en personne. Louis XII leur ôta le pouvoir de destituer leurs lieutenans, & François I leur ôta ensuite le droit de les instituer, au moyen de la vénalité des charges qui fut introduite sous son règne.

Les juges ne peuvent donc plus aujourd'hui faire de Délégation générale de leur juridiction.



A l'égard des Délégations particulières , elles n'ont lieu qu'en certains cas ; savoir 1°. lorsqu'il s'agit de faire quelque expédition de justice dans un endroit éloigné , comme de faire une enquête ou information : en ce cas , le juge pour le soulagement des parties , les renvoie devant le juge royal le plus prochain. 2°. Dans ce qui est d'instruction , comme pour une enquête , un interrogatoire , un procès-verbal de descente , on commet un des officiers du siège qui peut rendre seul des ordonnances sur le fait de la commission. 3°. Le juge renvoie quelquefois les parties devant des experts , mais ceux-ci ne donnent qu'un avis ; il en est de même des renvois de certaines causes légères , faits devant un avocat ou devant un procureur. Les appointemens que donne l'avocat ou le procureur ne sont que des avis à la réception desquels on peut former opposition.

Les procureurs généraux du roi dans les parlemens commettoient autrefois les procureurs du roi dans les bailliages & sénéchaussées ; c'est delà qu'au parlement , on les qualifie encore de substituts du procureur général , quoique présentement ils aient le titre de procureur du roi : les procureurs généraux commettoient aussi leurs substituts au parlement. Les procureurs du roi des bailliages & sénéchaussées commettoient pareillement des substituts pour eux dans les sièges inférieurs ; c'est pourquoi ils prenoient alors le titre de procureurs généraux ; mais depuis 1522, on a érigé des procureurs du roi en titre d'office dans tous les sièges royaux.

Les commissaires départis par le roi dans les provinces sont considérés comme des délégués

généraux , c'est pourquoi ils peuvent faire des subdélégations particulières , comme en effet ils ont coutume d'en faire plusieurs à différentes personnes , qu'on appelle leurs subdélégués.

Les commissions que donnent plusieurs autres officiers , soit de justice ou de finance , sont encore des espèces de Délégations ; mais ceux qui sont ainsi commis pour quelque fonction particulière , n'ont point le caractère ni le pouvoir d'officiers publics , à moins qu'ils n'aient serment en justice , & ne soient institués publiquement pour le fait de la commission qui leur est désignée ; auquel cas , si ce sont des commis pour le fait des finances , ils peuvent faire des procès-verbaux , décerner des contraintes , &c.

Nous connoissons aussi en matière ecclésiastique , les Délégations du pape , pour juger les appellations à Rome , ou pour fulminer certains rescrits.

Dans ce cas , il faut que le juge délégué fasse sa résidence dans le ressort du parlement où l'affaire a été jugée , afin de ne point troubler l'ordre des juridictions.

Les juges délégués doivent être gradués en droit ou en théologie ; il faut qu'ils soient nés , ou naturalisés dans le royaume.

L'appel d'un jugement rendu par un juge délégué se porte à Rome , & le pape commet de nouveaux délégués pour juger sur les lieux jusqu'à trois sentences conformes ; mais la plainte du refus de fulminer un rescrit , ou d'accorder un visa , doit se porter devant le supérieur ecclésiastique immédiat de celui qui a refusé , & non à Rome.

Les commissaires apostoliques rendent leur  
jugement

jugement en françois , & la procédure se fait dans la même langue. Les rescrits délégatoires contiennent ordinairement ces mots , *in omnibus auctoritate apostolicâ procedatis* ; mais quoique cette clause semble distraire les sujets du roi des mains de leurs juges naturels , on la souffre néanmoins , parce que l'on n'exécute les jugemens des délégués que sous l'autorité du souverain.

DÉLÉGATION , se dit aussi d'un acte par lequel un débiteur donne à son créancier un autre débiteur qui se charge de payer la dette.

La Délégation ne peut se faire sans le consentement de trois personnes ; savoir , du débiteur qui délègue un autre débiteur en sa place , du débiteur qui est délégué , & qui s'oblige envers le créancier , & du créancier qui accepte la nouvelle obligation , & c'est en quoi la Délégation est différente de la cession ou transport ; ici le consentement du débiteur n'est point nécessaire.

Quand la Délégation est acceptée purement & simplement par le créancier , le débiteur qui l'a faite , est déchargé de plein droit : de sorte que quand le débiteur qui a été délégué , seroit insolvable , le créancier qui l'a accepté , n'a plus de recours contre son premier débiteur : aussi voit-on rarement parmi nous des Délégations pures & simples ; un créancier se réserve presque toujours un recours à exercer contre le premier débiteur , dans le cas qu'il ne pourroit pas être payé par le second.

Il y a une autre sorte de Délégation imparfaite , qui se fait par le débiteur en l'absence du créancier ; telle est celle qui a lieu dans un contrat

de vente , quand le débiteur délègue à son créancier le prix de l'immeuble vendu. Cette Délégation opère que le prix de la vente ne peut être saisi par aucun créancier au préjudice de celui qui est délégué.

Il est dû deux droits de contrôle pour une Délégation acceptée.

C'est en conséquence de cette règle que par arrêt du 8 mai 1734 , le conseil a débouté le sieur Millet de sa demande en restitution d'un second droit de contrôle perçu pour un mandement donné à son profit par le duc de Boufflers sur le sieur de Lily son receveur qui avoit accepté la Délégation.

Par un autre arrêt du 25 novembre 1747 , rendu contre le nommé le Moine , le conseil a jugé qu'il étoit dû deux droits de contrôle pour une constitution de rente contenant une Délégation acceptée par le fermier de l'emprunteur.

Deux autres arrêts du conseil des 25 mars 1738 , & 12 septembre 1741 ont jugé que pour la quittance donnée à un acquéreur par la personne à laquelle le prix de l'acquisition avoit été délégué à l'acquit du vendeur , il étoit dû deux droits de contrôle ; l'un pour la quittance de la dette du vendeur & l'autre pour celle du prix de l'acquisition.

Ces arrêts sont fondés sur l'article 96 du tarif suivant lequel on doit percevoir autant de droits de contrôle que les actes contiennent de dispositions différentes pour différens faits , & entre différentes parties qui ont des intérêts différens. Or dans l'espèce proposée la quittance dont il s'agit opère deux effets ; savoir , la décharge de l'acquéreur relativement au prix de l'acqui-

tion , & la libération du vendeur qui a fait la Délégation du montant de sa dette : & delà on a tiré la conséquence qu'il étoit dû un droit de contrôle pour chacun de ces objets.

Deux décisions postérieures du conseil ont encore jugé de même : l'une du 31 octobre 1748 a réformé une ordonnance de l'intendant de Châlons en ce qu'il avoit ordonné la restitution d'un second droit de contrôle perçu pour une quittance donnée au sieur Joppé , acquéreur du sieur Passe , par les créanciers délégués dans le contrat.

La seconde , du 12 août 1751 , a débouté le sieur Dantheray de sa demande en restitution de l'un des droits de contrôle perçus sur les quittances que lui avoient données en sa qualité d'acquéreur de la demoiselle Doucet , les créanciers de cette demoiselle Délégués par le contrat.

Mais le 5 septembre 1754 , le conseil a confirmé une ordonnance de l'intendant de Dauphiné par laquelle il avoit été jugé qu'il n'étoit dû qu'un droit de contrôle pour la quittance donnée à la veuve Durand par le sieur Chavarel , créancier délégué par le contrat de vente que les sieurs Treillard avoient passé à cette veuve quelque temps auparavant. Le motif de cette décision a été qu'il n'avoit paru qu'une partie dans la quittance.

Il n'est pas douteux que quand la Délégation n'est point acceptée , la quittance qui est donnée ensuite n'opère deux libérations : c'est par cette quittance que le vendeur , premier débiteur , & l'acquéreur se trouvent libérés , l'un de sa dette , & l'autre du prix de son acquisition. Si

la Délégation faite par le contrat étoit dès-lors acceptée par le créancier du vendeur , il seroit du sans difficulté , deux droits de contrôle pour le contrat , & dans ce cas il n'en seroit dû qu'un pour la quittance , attendu qu'elle ne libéreroit plus que l'acquéreur devenu le débiteur du créancier par l'acceptation de la Délégation.

Mais quoique la quittance opère deux libérations , quand la Délégation n'a pas été acceptée précédemment , ce ne doit pas être une raison suffisante pour assujettir a deux droits de contrôle cette quittance , surtout lorsqu'il n'y a point d'autre partie que le créancier qui reçoit de celui qui se trouve chargé de le payer : la Délégation étant une fois faite peut être acceptée postérieurement par un acte particulier où le débiteur originaire n'est nullement nécessaire : la quittance dans l'espèce dont il s'agit n'est autre chose que l'acceptation & l'exécution de la Délégation ; or ces deux dispositions par un même acte & entre les mêmes parties ne doivent produire qu'un droit conformément à ce que règle l'article 96 du tarif qui s'exprime ainsi à cet égard : « pour les contrats & actes » qui renfermeront différentes dispositions concernant les mêmes parties , il ne sera payé » qu'un droit , qui sera pris sur le pied de l'article le plus fort de tous ceux du tarif auquel » lesdits contrats & actes pourront avoir rapport : » il faut donc conclure que la décision du 5 septembre 1754 , est plus conforme aux vrais principes que les arrêts de 1738 & 1741 , & les décisions de 1748 & 1751 , dont nous avons parlé.

On a agité la question de savoir s'il étoit dû

trois droits de contrôle dans l'espèce suivante : par un contrat de vente l'acquéreur étoit chargé de rembourser en déduction du prix de son acquisition , une rente due par le vendeur , & cette Délégation avoit été acceptée par le créancier de la rente : le fermier prétendoit qu'il étoit dû un droit de contrôle pour la vente , un second , pour l'obligation de l'acquéreur , & un troisième pour la décharge donnée par le créancier au débiteur originaire en acceptant l'acquéreur : mais par décision du 16 mai 1750, le conseil jugea que la demande du second droit n'étoit nullement fondée , attendu que l'obligation de l'acquéreur faisoit partie de son acquisition dont le droit de contrôle avoit été perçu sur la totalité du prix , & par conséquent qu'il n'étoit dû que deux droits , l'un pour l'acquisition , & l'autre , pour l'acceptation faite de la Délégation par le créancier à qui l'acquéreur étoit chargé de rembourser la rente à la décharge du vendeur.

Lorsque dans une vente il y a Délégation du prix en tout ou en partie au profit d'un tiers qui n'est pas présent à l'acte pour accepter , on doit distinguer si le contrat fait connoître qu'il consiste de la dette par un titre en forme , ou s'il n'y a point de titre antérieur de cette dette : dans le premier cas , il n'est dû qu'un droit de contrôle pour la vente ; mais dans le second cas il est dû deux droits : la raison en est que dans ce dernier cas , la Délégation quoique non acceptée , fait un titre & produit une action au créancier pour exiger la somme déléguée. L'acquéreur est tellement obligé envers ce créancier , qu'il ne peut pas payer le prix

au vendeur au préjudice de la Délégation quoique non acceptée. Brillon rapporte un arrêt du 11 juin 1692 qui l'a ainsi jugé en condamnant l'acquéreur à payer une seconde fois.

C'est d'après ce principe qu'est intervenu la décision du conseil du 22 avril 1747, sur la vente que la veuve Barouffel avoit faite aux bénédictins de sainte Livrade qui s'étoient chargés de payer une partie du prix de leur acquisition aux religieuses de l'annonciade de Ville-Neuve d'Agenois pour la dotation d'une fille de la venderesse : il a été jugé qu'il étoit dû un second droit de contrôle pour la Délégation quoique les religieuses ne l'eussent point acceptée.

La Délégation de jouissance de biens immeubles pour un temps indéfini est considérée comme une espèce d'aliénation qui donne ouverture au droit de centième denier.

C'est d'après ce principe, que par arrêt du 29 août 1744, le conseil a confirmé une ordonnance de l'intendant d'Alençon qui avoit condamné le sieur Dubosc à payer le droit de centième denier au sujet de l'acte par lequel le sieur Tourouvre lui avoit délégué les revenus d'une terre pour le payement annuel d'une somme jusqu'au remboursement du capital.

Cette jurisprudence est certaine au conseil qui l'a confirmée par plusieurs autres décisions des 15 avril 1747, 7 septembre 1748, 14 décembre 1752, &c.

*Voyez le digeste & le code ; les œuvres de Despeissès ; les lois civiles de Domat ; le traité de l'administration de la justice civile ; les arrêts de Brillon ; les lois ecclésiastiques de France ; l'ency-*



*clopédie ; le tarif du 29 septembre 1722 ; le dictionnaire raisonné des domaines , &c. Voyez aussi les articles COMMISSAIRE , PAPE ; TRANSPORT , MANDAT , &c.*

DELESTAGE. C'est l'action de délester ou de décharger un navire de son lest.

Comme il est important que le lest des navires soit jeté dans des endroits où il ne puisse causer aucun dommage , ni combler les ports , ni gêner l'entrée des rivières , le Délestage est assujetti en France à des règles dont les capitaines ou maîtres ne peuvent s'écarter sans encourir des peines proportionnées au délit.

L'article premier du titre 4 du livre 4 de l'ordonnance de la marine du mois d'août 1681 veut que tout capitaine ou maître de navire venant de la mer , soit tenu en faisant son rapport aux officiers de l'amirauté , de déclarer la quantité de lest qu'il a dans son bord , à peine de vingt livres d'amende (\*).

En ordonnant cette déclaration on a eu pour objet non seulement de pourvoir au Délestage , mais encore de vérifier par la visite du navire si le maître a accusé juste , & si relativement au port de son bâtiment , il ne devoit pas avoir une plus grande quantité de lest que celle qu'il a déclarée ; attendu qu'en ce cas il seroit en contravention , & réputé avoir jeté frauduleu-

---

(\*) Quoique l'ordonnance ne dise pas précisément en quel temps cette déclaration doit être faite , elle doit néanmoins avoir lieu dans les vingt-quatre heures de l'arrivée , terme dans lequel le rapport dont il s'agit par l'article cité , doit être fait en conformité de l'article 4 du titre 10 du livre premier.

fement une partie de son lest en arrivant dans les rades.

Dans les ports de la marine royale, c'est au capitaine des ports que la déclaration doit être faite. C'est ce qui résulte de l'article 647 de l'ordonnance du 25 mars 1765.

L'article 2 du titre cité de l'ordonnance de 1681, oblige les syndics & échevins des villes ou communautés de désigner & même de fournir s'il en est besoin les lieux ou emplacements nécessaires pour recevoir le lest, de manière qu'il ne puisse être emporté par la mer.

Après le Délestage des bâtimens, les maîtres des bateaux ou gabarres qui y ont été employés, sont tenus, sous peine de trois livres d'amende, de faire leurs déclarations aux officiers de l'amirauté de la quantité de tonneaux de lest qu'ils ont tiré de ces bâtimens. C'est ce que porte l'article 3 (\*).

Il faut observer qu'aucun maître de bateau ou gabarre ne peut travailler au lestage ou Délestage sans une permission par écrit du maître de quai ou de la personne commise à cet effet par l'amiral.

Suivant l'article 4, tout maître de bâtiment embarquant ou déchargeant du lest doit étendre une voile qui tienne d'un côté au bord du bâtiment, & de l'autre au bord du bateau ou de la gabarre pour empêcher le lest de tomber dans l'eau, à peine d'un amende de cinquante livres

---

(\*) L'article 650 de l'ordonnance du 25 mars 1765 contient une pareille disposition à l'égard des ports de la marine du roi; mais la déclaration doit être faite au capitaine de port.

payable par les maîtres des navires & par ceux des bateaux ou gabarres solidairement (\*).

L'article 5 veut que tout marinier puisse être employé au lestage & au Délestage des vaisseaux, avec les gens de l'équipage.

Il est défendu par l'article 6 à tout capitaine ou maître de navire de jeter son lest dans les ports, canaux, bassins & rades, à peine de 500 livres d'amende pour la première fois, & de confiscation de son bâtiment en cas de récidive : la même loi défend aux délesteurs de porter le lest ailleurs que dans les lieux destinés pour cet effet, sous peine de punition corporelle (\*\*).

L'article 7 défend aussi sous les mêmes peines de 500 livres d'amende pour la première fois & de confiscation du bâtiment en cas de récidive, à tout capitaine ou maître de navire de délester son bâtiment, & aux maîtres ou patrons des gabarres ou bateaux lesteurs de travailler au lestage & Délestage d'aucun vaisseau pendant la nuit (\*\*\*).

On conçoit que ces précautions ont pour objet d'empêcher les délesteurs de jeter le lest dans l'eau, comme ils ne manqueroient pas de le faire s'ils n'avoient point de témoins de leur travail, & qu'ils pussent ainsi l'abréger impunément.

---

(\*) L'article 651 de l'ordonnance du 25 mars 1765, contient une disposition semblable pour les ports de la marine royale.

(\*\*) L'article 652 de l'ordonnance du 25 mars 1765, concernant la marine royale, a des dispositions semblables.

(\*\*\*) Ces dispositions sont répétées dans l'ordonnance du 25 mars 1765.

Il est enjoint par l'article 8 au maître de quai de tenir la main à ce que le lestage ou Délestage des vaisseaux se fasse conformément à l'ordonnance , à peine d'en répondre en son nom , & d'amende arbitraire.

Observez toutefois que le soin dont il s'agit ne concerne le maître de quai qu'autant que l'amiral n'a pas commis quelqu'autre personne , comme il en a le droit , pour veiller au lestage & au Délestage. Cependant dans le cas même ou d'autres que le maître de quai sont chargés de ce soin , il n'est pas moins en droit par l'inspection générale que lui donne son emploi sur la police du Havre , du port & de la rade , de dresser procès-verbal des contraventions qui viennent à sa connoissance , & de dénoncer les contrevenans au procureur du roi de l'amirauté , pour qu'il les fasse punir selon les circonstances.

Suivant l'article 546 de l'ordonnance du 25 mars 1765 , les intendans des ports où il y a des établissemens pour les vaisseaux du roi , ont la connoissance du fait du lestage & du Délestage de tous les bâtimens qui mouillent dans ces ports.

Dans les autres ports cette connoissance appartient aux officiers de l'amirauté , à l'exception néanmoins de la ville de Bordeaux où les jurats sont maîtres de quai , & veillent en cette qualité au lestage & Délestage des vaisseaux , sans que l'amirauté ait dans la même ville aucune inspection ni juridiction à cet égard.

Au surplus il faut remarquer qu'il y a une sorte de lest utile au public tel que des pierres ou du sable propres à bâtir , qu'on permet de décharger sur les quais pour être distribué aux personnes qui peuvent en avoir besoin ; mais

## D É L I B É R A T I O N. 411

Popération ne doit se faire que sous les yeux du maître des quais.

Voyez *les ordonnances citées*, & les articles MAÎTRE DE QUAI, INTENDANT, VAISSEAU, PORT, NAVIGATION, &c.

D É L I B É R A T I O N. C'est une résolution prise dans une assemblée.

Pour la validité d'une Délibération, il faut que l'assemblée ait été convoquée dans les règles, que les suffrages aient été libres, & que la Délibération ait été rédigée conformément à ce qui a été arrêté à la pluralité des voix.

Dans les assemblées de créanciers unis en corps de direction, les Délibérations relatives aux affaires communes, doivent être arrêtées à la pluralité des voix; & pour que ces Délibérations servent de règles contre les créanciers absens ou qui ont refusé d'y souscrire, il faut qu'elles soient faites par des créanciers dont les créances forment les trois quarts au total des créances, & qu'elles soient homologuées en justice avec ceux qui refusent d'y acquiescer.

Observez que cette homologation doit nécessairement être précédée du contrôle de la Délibération.

Les Délibérations prises dans les chapitres des chanoines & des communautés séculières ou régulières de l'un ou de l'autre sexe, & celles qui ont lieu dans les bureaux de régie & d'administration des œuvres & fabriques, des hôpitaux, maisons & œuvres de charité, ne sont point assujetties au contrôle lorsqu'il ne s'agit dans ces Délibérations que d'instituer ou destituer des officiers du bas chœur, de régler le service intérieur de l'église, de prononcer quel-

que correction contre des capitulaires , de députer un chanoine pour suivre un procès ou pour veiller à l'administration des biens ruraux , à la réparation des bâtimens , &c. Mais si ces Délibérations étoient produites en justice autrement que par forme d'exception , & qu'elles servissent de fondement à quelque demande , ou d'autorisation pour passer quelques actes , elles seroient dans le cas d'être contrôlées. C'est ce qui résulte de l'article 2 de l'arrêt du conseil du 30 août 1740.

C'est d'après cette règle , que par décision du 3 août 1758 , le conseil a jugé qu'une Délibération passée dans l'assemblée du clergé du diocèse de Rieux , qui autorisoit le syndic à faire un emprunt pour le soulagement des pauvres , auroit dû être contrôlée avant qu'on passât l'acte d'emprunt pardevant notaires ; en conséquence , il a été ordonné que le droit de contrôle seroit payé , & cependant la décharge de l'amende encourue a été accordée par grâce & du consentement du fermier , attendu qu'il s'agissoit du soulagement des pauvres.

Les Délibérations des villes & des communautés laïques , où il n'intervient aucune personne tierce qui ait des intérêts différens des leurs , ne sont point assujetties au contrôle. Et il faut observer la même règle à l'égard des Délibérations concernant la police & l'administration intérieure des affaires de ces villes ou communautés. C'est ce qui résulte des arrêts du conseil des 12 octobre 1697 , 30 décembre 1727 , & 15 octobre 1737.

Si ces Délibérations ont pour objet de nommer quelques députés pour suivre un procès ou

pour vaquer à d'autres affaires , & qu'il faille les signifier ou les déposer au greffe des cours ou juridictions , elles sont dans ce cas seulement sujettes au contrôle. C'est ce qui résulte de l'article 6 de l'arrêt du 15 octobre 1737.

Toutes les autres Délibérations des villes ou communautés laïques dans lesquelles il intervient quelque personne tierce qui a des intérêts différens des leurs , doivent être contrôlées dans la quinzaine , à la diligence des greffiers ou secrétaires des hôtels-de-ville , dans les lieux où il y en a d'établis , & ailleurs , à la diligence des officiers , à peine de nullité & de deux cens livres d'amende. C'est ce qui résulte de l'arrêt du 20 décembre 1727 , & de celui du 15 octobre 1737.

Le 10 mars 1742 , le conseil a réformé une ordonnance de l'intendant de Languedoc , par laquelle il avoit ordonné la restitution d'un droit de contrôle perçu pour une Délibération de communauté faite à l'effet d'emprunter , & a jugé que cette Délibération avoit dû être contrôlée avant l'emprunt comme elle l'avoit été ,

Les Délibérations de parens pour autoriser un tuteur à vendre , à acheter , ou à passer d'autres actes semblables en sa qualité de tuteur , doivent être homologuées en justice avant qu'elles puissent produire aucun effet : c'est pourquoi si les parens délibèrent devant le juge , l'acte est purement judiciaire ; & comme tel , exempt de contrôle ; le conseil l'a ainsi décidé le 19 juin 1745 ; mais si la Délibération est faite autrement que devant le juge , il faut qu'elle soit contrôlée avant l'homologation.

Voyez *les lois citées* , & les articles ACTE ;

#### 414 DÉLIBÉRATIVE, DÉLIBÉRÉ.

CONTRÔLE, GREFFIER, TUTEUR, FABRIQUE, &c.

DÉLIBÉRATIVE. On dit *avoir voix Délibérative*, pour dire avoir voix de suffrage dans les Délibérations d'une compagnie.

Les juges dans les parlemens & autres cours, n'ont pas voix Délibérative avant vingt-cinq ans pour les matières civiles, ni avant vingt-sept ans en matière criminelle, à moins d'une dispense d'âge accordée par le prince.

*Voix Délibérative* est opposée à *voix consultative*. Dans les conciles, les évêques seuls ont voix Délibérative, & les députés du second ordre n'ont que voix consultative.

DÉLIBÉRÉ. On appelle ainsi un jugement rendu après la plaidoirie des parties, par lequel les juges, au lieu de réduire une cause en procès par écrit, ordonnent qu'avant faire droit sur l'affaire qui a été plaidée, il en sera délibéré pour la discuter & examiner plus amplement sur le champ ou dans la chambre du conseil.

Les Délibérés se jugent souvent à l'issue de l'audience; c'est pourquoi on fait ordinairement laisser les pièces sur le bureau.

Quelquefois on remet le jugement de Délibéré à un autre jour, & alors on nomme un rapporteur du Délibéré, devant lequel on joint les pièces de la cause & les mémoires; mais on ne peut ni produire de nouvelles pièces, ni former de nouvelles demandes; c'est la raison pour laquelle on dit que les Délibérés se jugent en l'état qu'ils se trouvent.

Si l'une des parties a quelque nouvelle demande à former depuis le Délibéré, elle doit la porter à l'audience; & si les juges trouvent



qu'il y ait connexité, ils ordonnent sur cette nouvelle demande un *Délibéré*, & joint au premier *Délibéré*.

A la cour des aides, il y a certaines causes légères, comme les appels de furtaux, où il est d'usage d'ordonner des *Délibérés*; & quand cette cour fait écrire le jugement de *Délibéré* sur la feuille du greffier, sans le prononcer à l'audience, on l'appelle un *Délibéré* sur le registre.

Un arrêt de la cour des aides de Paris, du 14 décembre 1683, ordonne que les *Délibérés* sur le registre dans les élections du ressort, seront jugés dans trois jours, & prononcés à l'audience suivante.

**DÉLIBÉRER.** C'est examiner, consulter en soi-même ou avec les autres, pour prendre une résolution, pour se déterminer.

L'ordonnance du mois d'avril 1667 accorde à l'héritier trois mois depuis l'ouverture de la succession pour faire inventaire, & quarante jours pour *Délibérer*, c'est-à-dire, pour se déterminer à accepter la succession ou à y renoncer.

L'ordonnance accorde à la veuve assignée en qualité de commune, les mêmes délais qu'à l'héritier, pour faire inventaire & pour *Délibérer* si elle acceptera la communauté ou si elle y renoncera.

Voyez les articles SUCCESSION, COMMUNAUTÉ, RENONCIATION, DÉLAI, INVENTAIRE, &c.

**DÉLINQUANT.** C'est en général, celui qui s'est rendu coupable de quelque délit. Ce terme est particulièrement usité en matière d'eaux & forêts.

Par sentence de la table de marbre de Paris du 7 septembre 1592, & par arrêt des juges en dernier ressort du 30 juin 1607, il a été jugé que les Délinquans assignés devoient comparoir en personne; sinon qu'ils pouvoient être condamnés par défaut.

Ces décisions sont conformes à l'article 162 de l'ordonnance de 1539, & à l'article 4 du règlement donné pour Villers-Cotterets le 6 octobre 1705. Ces lois sont défense aux juges des eaux & forêts d'admettre les Délinquans assignés sur les rapports des gardes, à répondre par procureur, lorsqu'il s'agit de délits qui peuvent être jugés sur le champ : mais s'il est reconnu après que les parties assignées ont été ouïes en personne, que la cause mérite d'être instruite, on peut leur permettre de se défendre par procureur (\*).

Lorsqu'un Délinquant est surpris sur le fait, coupant du bois, le garde doit désigner la qualité du bois dans son rapport; & si l'instrument du délit est une hache, une serpe, &c. Et si le Délinquant a une voiture, il faut énoncer de combien de chevaux elle est attelée, si elle est chargée de bois, &c.

Il faut aussi que le garde somme le Délinquant de déclarer par quel ordre il abat le bois dont il s'agit, & faire mention de la réponse.

Si le Délinquant a une voiture & des chevaux, & qu'il n'ait point pris la fuite, le garde doit le sommer de conduire sa voiture jusqu'au

---

(\*) On admet aujourd'hui tout Délinquant qui n'est pas poursuivi par la voie criminelle, à se défendre par procureur lorsqu'il le juge à propos.

premier endroit pour la remettre entre les mains d'un gardien. Si le Délinquant obéit, on doit lui donner sur la champ copie du procès-verbal, ainsi qu'au gardien.

Si le Délinquant a pris la fuite aussitôt qu'il a apperçu le garde, celui-ci doit en faire mention dans son procès-verbal, ainsi que de la route que le Délinquant a prise.

S'il arrive que le Délinquant se mette en défense contre le garde, ce dernier doit pareillement en faire mention dans son procès-verbal, & spécifier l'espèce d'arme avec laquelle ce Délinquant s'est mis en défense.

L'article 12 du titre 10 de l'ordonnance des eaux & forêts, défend aux gardes de boire avec les Délinquans qui leur sont connus, à peine de cent livres d'amende pour la première fois, & de plus grande peine avec destitution, en cas de récidive.

Voyez *l'ordonnance des eaux & forêts du mois d'août 1669, ainsi que les commentaires*; & les articles GARDE, RAPPORT, AMENDE, DÉLIT, &c.

**D É L I T.** Terme par lequel on désigne un crime grave ou léger, & même le dommage que quelqu'un cause à autrui, soit volontairement ou par accident, soit qu'il y ait eu dessein de nuire.

Les Délits sont personnels, c'est-à-dire que chacun est tenu de subir la peine & la réparation due pour son Délit, & que le Délit de l'un ne nuit point aux autres.

Cette dernière maxime reçoit néanmoins trois exceptions. La première est que le Délit du défunt nuit à ses héritiers pour les amendes,

la confiscation & les autres peines pécuniaires qui sont à prendre sur ses biens ; la seconde exception , est que les pères sont tenus civilement des Délits commis par leurs enfans étant en bas âge & sous leur puissance. Les maîtres sont pareillement tenus des Délits de leurs domestiques , & du dommage causé par leurs animaux. Un brasieur a été condamné à faire une pension à un homme estropié par la voiture que conduisoit son garçon brasieur ; la troisième exception , est qu'il y a quelques exemples qu'en punissant le père & le fils pour certains crimes graves , comme celui de lèse-majesté au premier chef , on a étendu l'ignominie jusques sur les ascendans & les descendans , dans la vue d'inspirer plus d'horreur de ces sortes de crimes.

Tout Délit est public ou privé ; il est réputé de la dernière espèce , à moins que la loi ne déclare le contraire.

Un particulier ne peut pas poursuivre la peine d'un Délit , mais seulement la réparation civile & pécuniaire.

On dit communément qu'il n'y a point de compensation en matière de Délit ; mais cela ne doit s'entendre que de la peine afflictive qu'exige la vindicte publique , & non des peines pécuniaires qui dérivent du Délit. Il y a même certains Délits privés qui peuvent se compenser : tel est le dol commis réciproquement par des associés. Il faut en dire autant des injures & des autres Délits légers qui ne méritent point de peine afflictive : le juge a coutume de les compenser en mettant les parties hors de cour.

Le terme de Délit s'emploie particulièrement en matière d'eaux & forêts , pour désigner une

contravention aux ordonnances & réglemens.

A l'article AMENDE, nous avons parlé de celles que l'ordonnance du mois d'août 1669 & les réglemens postérieurs ont prononcées au sujet des Délits qui se commettent dans les forêts ou pour faits de chasse & de pêche.

En toute sorte de Délits, les juges doivent condamner les Délinquans à des dommages & intérêts qui doivent être portés au moins à la même somme que l'amende.

Et outre l'amende & les dommages & intérêts, les chevaux & harnois trouvés chargés des bois de Délit, doivent être confisqués au profit du roi. C'est ce qui résulte des articles 8 & 9 du titre 32 de l'ordonnance citée.

L'article 6 du même titre, veut que dans le cas de récidive de Délits commis depuis le coucher jusqu'au lever du soleil, avec feu ou scie, par les officiers des eaux & forêts, les arpenteurs, gardes, usagers, pâtres, marchands ventiers, bucherons, maîtres de forges, charbonniers, tuiliers & autres employés dans l'exploitation des forêts soient privés, savoir, les officiers de leurs charges, les marchands de leurs ventes, & les usagers de leurs droits & coutumes; & que tous soient bannis à perpétuité des forêts, sans pouvoir espérer d'obtenir des lettres de pardon, rétablissement, commutation ou rappel de ban

Les marchands, maîtres de forges, fermiers, usagers, riverains, & les autres particuliers qui occupent des maisons, fermes ou autres héritages dans l'enclos & à deux lieues des forêts du roi, sont déclarés civilement responsables

des Délits commis par leurs facteurs , charretiers , pâtres & domestiques.

Il y a deux arrêts du conseil conformes à cette disposition de l'article 7 : l'un du 30 juin 1750 , a confirmé une sentence de la maîtrise de Moulins , qui avoit condamné le sieur de Tals , curé de Miliers , pour Délits commis par ses domestiques dans la forêt de Messurage appartenante au roi : l'autre du 6 juillet 1756 , a confirmé un jugement rendu par le grand maître des eaux & forêts de Blois contre le sieur Duchesne , trésorier de France , pour Délits commis par ses domestiques dans la forêt de Blois.

La même règle doit s'appliquer aux Délits commis pour fait de chasse : c'est ce qui a été jugé par arrêt du 17 mars 1767 , sur l'appel d'une sentence de la maîtrise d'Abbeville. Cette sentence avoit déclaré la marquise de Reynel non-recevable dans la demande qu'elle avoit formée pour que la veuve Duval , fermière , fût condamnée solidairement à l'amende avec les nommés Poulain & le Comte ses domestiques , qui avoient tendu des collets pour prendre du gibier. En vain cette fermière soutint qu'aussitôt qu'elle avoit eu connoissance du Délit elle avoit renvoyé ses domestiques ; l'arrêt cité infirma la sentence rendue en sa faveur , & la condamna solidairement , avec ses domestiques , à l'amende , avec défenses de récidiver sous plus grande peine.

Les peines prononcées par l'ordonnance au sujet des Délits commis dans les forêts du roi , doivent aussi avoir lieu pour les Délits commis dans les forêts qui appartiennent aux ecclésiastiques.

tiques, aux communautés & aux particuliers. C'est ce qui résulte tant de l'article 11 du titre 24, que de l'article 5 du titre 26.

Il faut remarquer qu'en matière de Délits commis dans les forêts ou pour fait de chasse ou de pêche, la compétence des officiers des maîtrises ne se règle ni par le domicile du défendeur, ni par aucun privilège quel qu'il soit, mais par le lieu du Délit. C'est une disposition de l'article 9 du titre premier.

Les sergens sont tenus des Délits commis dans leurs gardes, lorsqu'ils n'en ont point fait de rapports au greffe de la maîtrise ou grurie, deux jours au plus tard après le Délit commis, ou qu'ils n'ont pas nommé dans leur rapport les Délinquans, ni exprimé les lieux où les bois & arbres de Délit ont été trouvés. C'est ce que porte l'article 9 du titre 10.

Observez néanmoins que la disposition de l'ordonnance qui rend les gardes responsables des Délits lorsqu'ils n'ont pas nommé les Délinquans dans leurs rapports, ne doit pas être prise à la rigueur, à moins qu'il ne soit prouvé que le garde a agi par connivence : on conçoit qu'il y a des cas où il est presque impossible que le garde ait connoissance de l'auteur du Délit, comme quand ce Délit a été commis de nuit ou en l'absence du garde : il suffit alors qu'il paroisse que le garde a fait tout ce qu'il a pu pour connoître le délinquant.

On distingue en matière ecclésiastique, trois sortes de Délits : le Délit ecclésiastique, le Délit commun, & le Délit ou cas privilégié.

Le Délit purement ecclésiastique, est celui qui concerne la discipline ecclésiastique, & pour

la punition duquel on se contente de prononcer des peines canoniques.

Tels sont tous les Délits simples que les ecclésiastiques peuvent commettre dans leurs fonctions, comme la négligence à remplir les devoirs de leur état ; l'indécence dans la manière de célébrer le service divin ; le défaut de résidence dans le lieu du bénéfice ; la débauche ; l'exercice d'un art mécanique, & en général toute contravention aux canons & aux statuts de l'église.

Quoique ces Délits se poursuivent ordinairement d'office à la requête du promoteur de l'officialité, ils peuvent néanmoins être poursuivis sur la plainte des parties privées qui y ont intérêt.

Le Délit commun est celui qui de sa nature, ne mérite pas de plus grandes peines que celles que l'église peut infliger.

Et l'on appelle Délit ou cas privilégié, celui qui outre les peines canoniques, mérite des peines afflictives que le juge d'église ne peut pas prononcer.

Ainsi cette distinction de Délit commun, & de Délit privilégié, a été introduite pour régler la compétence du juge d'église & celle du juge séculier : la connoissance du Délit commun appartient au juge d'église, & celle du Délit privilégié au juge séculier.

Mais pour bien entendre la signification des mots *Délit commun* & *Délit privilégié*, & connoître l'abus qu'on en a fait, il faut savoir que chez les romains on appeloit *Délits communs*, tous ceux dont la punition appartenoit aux juges ordinaires ; & *Délits propres à une certaine pro-*



*feſſion*, les Délits commis contre les devoirs de cette profeſſion. Ainſi lorsqu'un militaire commettoit une faute contre le ſervice militaire, cette faute étoit un *Délit propre* ; mais ſ'il ſ'agiſſoit d'un Délit dont la punition fût réglée par une loi commune à tous les autres citoyens, c'étoit un Délit commun.

Avant Conſtantin, les eccléſiaſtiques n'avoient point de juridiction extérieure contentieufe. Ce prince eſt le premier qui ait fait un règlement entre les eccléſiaſtiques & les ſéculiers. Il ordonna que les cauſes légères ou qui concerneroient la diſcipline eccléſiaſtique, ſeroient traitées dans les aſſemblées ſynodales ; & que l'évêque ſeroit juge des cauſes eccléſiaſtiques, entre eccléſiaſtiques : il ordonna pareillement qu'en fait de crimes ou Délits, l'évêque jugeroit les eccléſiaſtiques, excepté lorsqu'il ſ'agiroit de crimes graves : la connoiſſance de ceux-ci fut réſervée aux juges ſéculiers, même lorsqu'ils auroient été commis par des évêques. On diſtinguoit à leur égard de même que pour les autres eccléſiaſtiques, le Délit civil & commun, d'avec celui qu'on appeloit eccléſiaſtique.

Cette diſtinction des Délits communs d'avec les Délits eccléſiaſtiques, fut obſervée dans le jugement d'Athanàſe, évêque d'Alexandrie : il étoit accusé par deux évêques ariens, d'avoir conſpiré contre l'empereur Conſtantin. Il étoit auſſi accusé d'un homicide, & d'avoir voulu violer ſon hôteſſe : l'empereur le renvoya pour ces crimes devant des juges ſéculiers qui l'interrogèrent. Mais lorsqu'il fut accusé d'avoir rompu des calices, d'avoir malverſé dans la viſite de ſes églifeſ, & d'avoir uſé de violence envers les

prêtres de son diocèse , il fut renvoyé au synode assemblé à Tyr.

Le même ordre fut observé sous les empereurs Constantin & Constantius. En effet Etienne, évêque d'Antioche , qui étoit arien , ayant fait un complot contre les ambassadeurs de Constans, ils demandèrent à l'empereur que le procès fût fait à cet évêque ; & celui-ci ayant demandé son renvoi au synode des évêques, on lui soutint qu'étant accusé de crimes capitaux , il devoit être jugé en cour séculière, ce qui fut ainsi ordonné.

Il est vrai que les mêmes empereurs accordèrent par faveur spéciale aux évêques , de ne pouvoir , pour quelque crime que ce fût , être jugés que par les évêques ; mais cela ne changea rien pour les autres ecclésiastiques ; & dans la suite , les empereurs Valens , Gratien & Valentinien , révoquèrent l'exception qui avoit été faite pour les évêques , & ordonnèrent que les crimes ecclésiastiques , de tous les clercs , soit évêques ou autres seroient jugés dans le synode de leur diocèse ; mais que les crimes communs & civils , qui sont précisément ceux que l'on appelle aujourd'hui improprement *cas privilégiés* , seroient poursuivis devant les juges séculiers.

Les empereurs Honorius & Théodose rétablirent le privilège qui avoit été accordé aux évêques , & l'étendirent même à tous les ecclésiastiques en général , pour quelque Délit que ce fût.

Le tyran nommé Jean , qui essaya d'usurper l'empire d'Occident , révoqua tous les privilèges , & soumit les ecclésiastiques à la justice

féculière, tant pour le civil que pour toutes sortes de crimes indistinctement.

Mais Théodose & Valentinien II qui succédèrent à Honorius, rendirent aux ecclésiastiques le privilège de ne pouvoir être jugés qu'en la juridiction ecclésiastique, tant pour le civil que pour le criminel.

Tel fut l'état de la juridiction ecclésiastique pour les matières criminelles jusqu'au temps de Justinien. Ce prince par sa nouvelle 83, distingue expressément les Délits civils des Délits ecclésiastiques. Par les Délits civils, il entend les Délits communs, c'est-à-dire ceux qui sont commis contre les lois civiles, & dont la punition est réservée aux lois civiles. C'est ce que le docte Cujas a remarqué sur cette nouvelle, où il emploie comme synonymes ces deux mots, *civil* & *commun*, & les oppose au Délit ecclésiastique.

Justinien ordonna donc que si le crime étoit ecclésiastique & sujet à quelqu'une des peines que l'église peut infliger, la connoissance en appartiendroit à l'évêque seul : mais que si au contraire, le crime étoit civil & commun, le président, si c'étoit en province, ou le préfet du prétoire si c'étoit dans la ville, en connoitroient ; & que s'ils jugeoient l'accusé digne de punition, ils le livreroient aux ministres de la justice après qu'il auroit été dégradé de l'état de prêtrise par son évêque.

Peu de temps après, Justinien changea lui-même cet ordre par la nouvelle 123, où il permit à celui qui accuseroit un ecclésiastique, de se pourvoir, pour quelque Délit que ce fût, devant l'évêque. Si le crime se trouvoit ecclé-

siaftique , l'évêque puniffoit le coupable felon les canons ; fi au contraire l'accusé fe trouvoit convaincu d'un crime civil , l'évêque le dégradoit , après quoi le juge laïc faisoit le procès de l'accusé.

L'accusateur pouvoit auffi fe pourvoir devant le juge féculier ; auquel cas , fi le crime civil étoit prouvé avant de juger le procès , on le communiquoit à l'évêque ; & fi celui-ci trouvoit que le Délit fût commun & civil , il dégradoit l'accusé , qui étoit ensuite remis au juge féculier ; mais fi l'évêque ne trouvoit pas le Délit fuffifamment prouvé , ou que la qualité du Délit lui parût équivoque , il fufpendoit la dégradation , & les deux juges s'adreffoient à l'empereur , qui en connoiffance de caufe , ordonnoit ce qu'il croyoit convenable.

En France , fous les deux premières races de nos rois , & même encore affez avant fous la troifième , les eccléfiaftiques qui avoient beaucoup empiété fur la juridiction féculière , ne la reconnoiffoient aucunement pour les matières criminelles , de quelque nature que fût le Délit ; c'eft pourquoi Prétextat , archevêque de Rouen , étant accusé par Chilperic de crime de lèfe-majesté , le roi permit qu'il fût jugé par les évêques & prélats du royaume ; il leur observa néanmoins en même - temps , que les juges royaux auroient pu le condamner pour un tel crime.

Grégoire de Tours rapporte plusieurs exemples femblables ; entr'autres , que Salonius & Sagittarius accusés d'homicide , d'adultère & d'autres crimes énormes , furent renvoyés au jugement des évêques.

On trouve aussi dans Monstrelet qu'en 1415 , 1460 & 1467 , des clercs accusés de crime de lèse-majesté , de forriléges , d'homicides , étoient renvoyés au juge d'église , qui les condamnoit à une prison perpétuelle , & à jeûner au pain & à l'eau.

Les capitulaires de Charlemagne , de Louis-le-Débonnaire , & d'autres princes leurs successeurs , contiennent plusieurs défenses de poursuivre les ecclésiastiques dans les tribunaux séculiers , pour quelque crime que ce soit.

Philippe III ordona en 1274 , qu'on auroit recours au droit écrit pour savoir si un clerc accusé d'homicide seroit poursuivi devant le juge ecclésiastique ou laïc.

De tous ces différens faits , il résulte que l'on n'ignoroit point dès-lors en France la distinction des Délits civils & communs , d'avec les Délits ecclésiastiques , qui se trouve établie par les lois romaines , & notamment par les nouvelles de Justinien , qui forment le dernier état du droit romain sur cette matière ; que si l'on renvoyoit aux évêques la connoissance de tous les Délits commis par les ecclésiastiques , c'étoit par déférence pour les évêques , & par respect pour les anciens décrets des conciles.

Mais bientôt les gens d'église commencèrent à reconnoître l'autorité des juges séculiers pour les Délits graves : on en trouve un exemple sous le règne de Charles V. Pierre d'Estaing , évêque de Saint-Flour , & depuis archevêque de Bourges , & cardinal , ayant fait décider dans un synode qu'il convoqua à Bourges , que les clercs ne pouvoient être poursuivis en

justice séculière pour aucun crime , fut contraint de révoquer ce décret & d'en donner sa déclaration par écrit en 1369 , laquelle fut reçue par Jean duc de Berri , & ensuite acceptée par le roi.

Il paroît donc par-là que les ecclésiastiques se reconnoissoient dès-lors sujets à la justice séculière quant aux crimes graves, qu'ils appelèrent improprement Délits privilégiés ; comme si les juges séculiers n'en connoissoient que par privilège , quoique ce fût tout le contraire , les juges séculiers connoissant par droit commun de tous les Délits , & les juges d'église seulement par privilège , des Délits ecclésiastiques.

L'exercice de la juridiction séculière sur les ecclésiastiques accusés de cas privilégiés , c'est-à-dire de crimes graves , & dont la punition n'appartient qu'à la justice séculière , n'est même point un usage particulier à la France , mais un droit commun à toutes les nations chrétiennes.

En Espagne autrefois , les ecclésiastiques ne pouvoient être poursuivis , pour quelque crime que ce fût , que devant le juge d'église ; mais l'impunité qui résultoit de ce privilège fut cause que les rois d'Espagne le révoquèrent par rapport aux crimes atroces , tels que les assassinats & autres semblables , dont Philippe II , par un édit de 1597 , donna pouvoir à ses juges d'informer contre toutes sortes de personnes sans exception.

La même chose est arrivée en Angleterre , où les ecclésiastiques accusés de crimes étoient aussi exempts de la justice séculière : ce privilège occasionnoit un tel désordre , que sous le

règne de Henri II, il y eut plus de cent assassins commis par des clercs ; ce qui engagea ce prince à donner un édit portant que les clercs accusés de crimes ecclésiastiques répondroient devant les juges d'église à cet égard ; mais qu'ils répondroient devant les juges séculiers , pour les crimes graves & qualifiés ; ce qui fut confirmé par Edouard II.

Damhoudere en sa pratique de Flandres , observe aussi que les ecclésiastiques y sont soumis à la justice séculière pour les crimes graves , tels que l'homicide , l'assassinat , port d'armes & autres semblables.

D'après ces observations , il est évident que l'on auroit dû appeler *Délits* ou *cas privilégiés* , ceux dont le juge d'église a droit de connoître , puisqu'il n'en connoît que par privilège , & que la dénomination de *Délits communs* devoit appartenir aux Délits dont la connoissance est attribuée de droit commun au juge royal & dont il est le juge naturel. Mais l'usage a prévalu au contraire , même dans les tribunaux séculiers.

Ainsi les *Délits privilégiés* sont ceux qui se commettent contre le bien & le repos public , & que le roi a intérêt de faire punir pour l'exemple & la sûreté de ses sujets , comme les crimes de lèse-majesté divine & humaine , l'incendie , la fausse monnoie , l'homicide de guer-à-pens , le vol sur les grands chemins , le vol nocturne , le port d'armes défendues , la force & la violence publique , la contravention aux défenses faites par un juge royal , & autres Délits semblables.

On met dans la classe des Délits communs tous ceux qui ne sont pas privilégiés , tels que

le simple larcin , l'homicide commis sans dessein prémédité , les injures faites à des particuliers , le concubinage , la simonie , &c.

Les officiaux connoissent des Délits communs de même que des Délits ecclésiastiques , dans l'étendue du diocèse où ils sont établis , & entre les ecclésiastiques du même diocèse : mais le juge royal en peut aussi connoître lorsqu'il y a scandale public , & que l'ordre public y est intéressé. Ainsi un ecclésiastique peut être justiciable du juge d'église & du juge royal pour un même fait , lorsqu'il participe tout à la fois du Délit commun & du Délit privilégié.

Il faut d'ailleurs remarquer que la compétence des officiaux ne s'étend pas indistinctement sur tous les ecclésiastiques de leur diocèse , mais seulement sur les prêtres , les diacres , les sous-diacres , & les clercs vivant cléricalement , & servant aux offices ou bénéfices qu'ils possèdent.

Si des religieux viennent à commettre hors du cloître , ou même dans l'intérieur du cloître , quelque Délit qui mérite peine afflictive , les officiaux ont droit d'en connoître. Bardet rapporte un arrêt du 24 mai 1639 qui l'a ainsi jugé. Et par un autre arrêt du 14 juillet 1703 , le parlement a déclaré valable une procédure instruite à l'officialité de Paris contre un Carme , au sujet d'un scandale qu'il avoit commis hors de son cloître , & a refusé le renvoi requis par le provincial des Carmes.

Cette jurisprudence est fondée sur ce que les religieux n'ont dans leur cloître qu'un simple droit de correction , & non une vraie juridiction criminelle. Aussi n'y a-t-il chez eux ni appari-



teurs , ni officiaux pour instruire les procès criminels par les voies que les ordonnances ont introduites.

Il y a néanmoins une exception à faire à l'égard des supérieurs exempts qui jouissent des droits quasi-épiscopaux & qui ont des officiaux : ils ont le droit de connoître des Délits commis par les religieux & les autres ecclésiastiques soumis à leur juridiction. Le grand conseil l'a ainsi jugé par arrêt du 30 avril 1683 , rendu au sujet d'un religieux de l'ordre de Cluni , prévenu de crime : il fut renvoyé aux supérieurs de son ordre , pour son procès lui être fait conjointement avec le lieutenant criminel de Nantes , quant au cas privilégié.

Le parlement de Paris rendit un arrêt semblable en 1694 , en renvoyant un ecclésiastique de la ville d'Aurillac , accusé de trouble public dans l'église , à l'official de l'abbé d'Aurillac , pour son procès lui être fait & parfait par cet official pour le Délit commun , & par le juge royal pour le cas privilégié.

Lorsque le Délit commis par un religieux ne mérite qu'une simple correction , il peut être puni par le supérieur du couvent : mais si celui-ci négligeoit de le faire après avoir été averti , l'évêque pourroit prononcer la correction , même à l'égard des monastères exempts. C'est ce qui résulte de l'article 18 de l'édit du mois d'avril 1695.

On a demandé si le Délit commis par un ecclésiastique dans les fonctions d'un office royal dont il est pourvu , doit être instruit conjointement avec le juge ecclésiastique ?

La raison de douter est fondée sur les termes

des édits de Melun , & de février 1678 , des déclarations de juillet 1684 , & de février 1711 , & de l'article 38 de l'édit d'avril 1695 , qui ne distinguent point & veulent que l'instruction des Délits ou cas privilégiés concernant les ecclésiastiques , soit faite conjointement par les juges d'église & par les juges royaux.

Mais la raison de décider que dans l'espèce proposée , c'est au juge royal à instruire & à juger seul , c'est qu'il est de maxime que nos rois , en accordant aux ecclésiastiques la permission de posséder des charges de judicature , ont conservé le droit de faire punir par les juges royaux , ceux de ces ecclésiastiques qui viendroient à prévariquer dans leurs fonctions.

Cette doctrine est fondée sur plusieurs arrêts : l'un du premier mars 1340 , a jugé qu'un clerc officier étoit punissable par le juge laïc pour avoir abusé de ses fonctions dans l'administration de la justice : un autre rendu en 1496 , a refusé à Claude de Chanvreux , conseiller-clerc au parlement de Paris , poursuivi criminellement en cette cour pour crime de faux , le renvoi qu'il avoit demandé devant le juge d'église à cause de son privilège de cléricature , & a condamné cet officier à l'amende honorable , à la marque & au bannissement.

Julius Clarus , fameux jurisconsulte italien , mort en 1575 , écrivoit que selon l'opinion commune des docteurs , le prince n'avoit pas le droit de punir l'officier clerc qui commettoit un Délit dans les fonctions de son office , mais que cette règle n'avoit pas lieu en France.

Le droit de la France à cet égard a même été reconnu par Clément VII dans la bulle qu'il accorda

accorda à François premier en 1527, laquelle fut revêtue de lettres-patentes en 1530, & enregistrée au parlement le 20 avril 1531.

On lit d'ailleurs dans les libertés de l'église gallicane, que *le roi peut justicier ses officiers clercs pour quelque faute que ce soit, commise en l'exercice de leurs charges, nonobstant le privilège de cléricature.*

Un arrêt du parlement de Paris du 21 août 1708, rapporté dans les mémoires du clergé, a jugé que l'imputation faite à un prêtre, principal d'un collège, de choisir de mauvais sujets pour régens, de prendre de l'argent pour donner les places, & de commettre d'autres semblables prévarications dans ses fonctions de principal, étoit un Délit privilégié pour raison duquel le juge royal avoit pu procéder contre l'accusé par information, récolement & confrontation, & a refusé à l'accusé son renvoi pardevant le juge d'église.

Cet arrêt est d'autant plus important, que l'accusé s'étant pourvu en cassation au conseil, il exposa qu'il étoit contraire à plusieurs ordonnances, & entr'autres, 1<sup>o</sup>. à celle de 1539, article 4; à l'édit d'Amboise, article 2; à l'ordonnance de Roussillon, article 21; à celle de Moulins, article 29; à celle de Blois, article 58; à l'édit de Melun, article 22; à celui du mois de février 1678, qui confirme l'article 22 de l'édit de Melun, & à la déclaration du roi du 24 juillet 1684, qui veulent tous que les juges d'église connoissent des procès criminels des ecclésiastiques, & qu'ils soient renvoyés deyant eux, pour être l'instruction faite conjointement pour les cas privilégiés; tant par les juges

d'église que par les juges royaux ; 2°. à la disposition de l'article premier du titre 6 de l'ordonnance de 1667 ; 3°. à celle de l'article 13 de l'ordonnance de 1670, titre premier ; 4°. à celle de l'article 58 de l'édit de 1595, qui confirme toutes les autres dispositions : cependant par arrêt du conseil d'état du roi, rendu au rapport de M. Chauvelin de Bauféjour, le 27 mai 1709, il fut mis néant sur la requête.

Les juges des seigneurs sont incompétens pour connoître des Délits soit communs, soit privilégiés commis par un ecclésiastique vivant cléricallement, lorsqu'il a demandé son renvoi devant l'official, ou que le promoteur l'a révéndiqué. Dans ce cas, & si le Délit est privilégié, l'instruction doit nécessairement être faite avec un juge royal, mais toute la procédure faite par le haut-justicier jusqu'au renvoi est valable. Le parlement de Paris l'a ainsi jugé par arrêt du 9 juin 1723 dans l'espèce suivante :

Un diacre accusé devant un juge seigneurial d'avoir rendu une fille enceinte, fut décrété par ce juge : le promoteur de l'officialité révéndiqua l'accusé, & le juge seigneurial le lui renvoya : le diacre interjeta de son côté, appel de la procédure faite par le juge seigneurial, comme de juge incompétent : mais M. Gilbert de Voisins, avocat général, observa qu'il n'y avoit point d'incompétence ; que c'étoit une erreur de penser qu'il n'y avoit que les juges royaux qui pussent connoître des Délits commis par les ecclésiastiques ; qu'il étoit vrai que quand il y avoit renvoi requis ou revendication faite de l'ecclésiastique accusé, le juge seigneurial cessoit d'être compétent, parce que le juge d'église n'instrui-

soit jamais qu'avec le juge royal ; mais qu'il ne falloit pas en conclure qu'il n'y avoit que le juge royal qui pût connoître des Délits commis par des ecclésiastiques. En conséquence, l'arrêt cité mit l'appellation au néant, & confirma la procédure faite par le juge seigneurial.

Par un autre arrêt du 16 septembre 1730, le parlement a aussi confirmé une procédure criminelle instruite par un juge seigneurial contre un ecclésiastique, quoique pour un Délit ou cas privilégié. En voici l'espèce : Un ecclésiastique du diocèse de Beauvais, s'étoit rendu appelant d'une procédure instruite contre lui par un juge seigneurial, au sujet d'une jeune fille qui s'étoit dite enceinte des œuvres de cet ecclésiastique. Il paroissoit par les informations, que la jeune fille s'étoit confessée à l'ecclésiastique, & qu'il y avoit eu des breuvages pris & des saignées du pied pour procurer l'avortement. Et comme le juge seigneurial n'avoit prononcé contre l'ecclésiastique qu'un décret léger, le procureur général interjeta appel de ce décret, & conclut à ce que l'ecclésiastique fût décrété de prise-de-corps & renvoyé devant le juge royal. L'arrêt jugea conformément aux conclusions. Ainsi loin que la procédure instruite par le juge seigneurial eût été considérée comme nulle, elle servit au contraire de fondement à l'arrêt qui prononça le décret de prise-de-corps.

Autrefois quand il y avoit Délit commun & Délit privilégié, le juge royal devoit, suivant l'ordonnance de Moulins, faire en premier lieu le procès à l'ecclésiastique pour le cas privilégié, & ensuite le renvoyer au juge d'église pour le Délit commun ; & en attendant le jugement

de l'official, l'accusé devoit tenir prison pour la peine du cas privilégié. Mais par l'article 22 de l'édit de Melun de 1580, il a été ordonné que le procès pour le Délit commun & le Délit privilégié feroit fait par le juge d'église & par le juge royal conjointement.

Lorsqu'un ecclésiastique se trouve accusé devant l'official par une partie civile ou par le promoteur, & que la plainte n'énonce aucun Délit privilégié, l'official doit faire seul l'instruction conformément à l'ordonnance du mois d'août 1670, & procéder aussi seul au jugement définitif, lorsque durant l'instruction il n'est survenu aucune charge qui découvre un Délit privilégié.

Mais quoiqu'il n'y ait aucune preuve de Délit privilégié, si la plainte en énonce un, c'en est assez, aux termes de l'article 38 de l'édit du mois d'avril 1695 (\*), pour obliger l'official d'appeler sur le champ le juge royal. C'est en conséquence de cette règle, que par arrêt du 20 décembre 1710, le parlement de Paris déclara nulle & abusive la procédure, même l'in-

---

(\*) Les procès criminels, (*porte cet article*) qu'il sera nécessaire de faire à tous prêtres, diacres, foudiacres, ou clercs vivant cléricalement, résidant & servant aux offices ou au ministère & bénéfices qu'ils tiennent en l'église, & qui seront accusés des cas que l'on appelle privilégiés, seront instruits conjointement par les juges d'église & par nos baillis & sénéchaux, ou leurs lieutenans, en la forme prescrite par nos ordonnances, & particulièrement par l'article 22 de l'édit de Melun, par celui du mois de février 1678, & par notre déclaration du mois de juillet 1684, lesquels nous voulons être exécutés selon leur forme & teneur.

formation faite par l'official de Chenerailles , diocèse de Limoges , contre un Curé , parce que dans la plainte , il étoit question d'un Délit privilégié.

Lorsque l'accusation n'énonce point de Délit privilégié , mais que dans l'instruction il survient des charges qui tendent à cette sorte de Délit , l'official doit , aux termes de la déclaration en forme d'édit du mois de février 1678 , en avertir incessamment le procureur du roi du ressort où le crime a été commis , à peine contre l'official de tous dépens, dommages & intérêts, & d'être la procédure recommencée à ses frais. Et suivant la déclaration du mois de juillet 1684 , qui explique celle de 1678 (\*), l'official est tenu

(\*) *Voici ces deux lois :*

*Déclaration de février 1678.*

Louis, &c. salut : comme il n'y a rien de plus nécessaire pour maintenir la police des états que d'établir un bon ordre dans l'administration de la justice , & de prescrire ce qui doit être de la connoissance de chacun de ceux qui sont préposés pour la rendre ; nous aurions par nos ordonnances des années 1667 & 1670 , réglé particulièrement la compétence des juges , & par les articles 11 & 12 du titre de la compétence de celle de l'année 1670 , ordonné que nos baillis, sénéchaux, les prévôts, de nos cousins les maréchaux de France, lieutenans-criminels de robe-courte, vice-baillis & vice-sénéchaux, connoîtront des crimes y énoncés, & par l'article 13 de la même ordonnance, nous aurions déclaré que nous n'entendions déroger par lesdits articles 11 & 12 aux privilèges dont lesdits ecclésiastiques auroient accoutumé de jouir, & parce que nous avons été informés que ledit article 13 est diversement interprété & exécuté dans quelques-unes de nos cours de parlement, & par autres nos juges, les uns voulant, en exécution d'icelui, suivre ce qui est porté par l'article 37 de l'ordonnance de

d'avertir le lieutenant criminel du bailli ou sé-

---

Moulins du mois de février 1566, & les autres l'article 22 de l'édit de Melun du mois de février 1580 ; ce qui fait que les ecclésiastiques se trouvent en diverses occasions troublés en la jouissance de leurs privilèges & immunités, & fournit le sujet de plusieurs différends, particulièrement dans les diocèses enclavés dans le ressort de divers parlemens, donne en même-tems à des personnes privilégiées l'occasion de trouver l'impunité de leurs crimes dans ces différentes contestations. A quoi voulant remédier & pourvoir à ces inconvéniens, en établissant sur ce une loi commune générale, & une jurisprudence universelle ; savoir, faisons, que de notre certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous avons dit, statué & ordonné, disons, statuons & ordonnons par ces présentes signées de notre main, voulons & nous plaît, que l'article 22 de l'édit de Melun, concernant les procès criminels qui se font aux ecclésiastiques, soit exécuté selon sa forme & teneur dans tout notre royaume, pays & terres de notre obéissance ; ce faisant que l'instruction desdits procès pour les cas privilégiés, sera faite conjointement, tant par les juges d'église que par nos juges, dans le ressort desquels sont situées les officialités ; & seront tenus pour cet effet nosdits juges d'aller au siège de la juridiction ecclésiastique située dans leur ressort, sans aucune difficulté, pour y étant, faire rédiger les dépositions des témoins, interrogatoires, récollemens & confrontations pour leurs greffiers, en des cahiers séparés de ceux des greffiers des officiaux pour être le procès instruit & jugé par nosdits juges sur les procédures rédigées par leurs greffiers, sans que sous quelque prétexte que ce puisse être, lesdits juges puissent juger lesdits ecclésiastiques sur les procédures faites par les officiaux pour raison du délit commun. N'entendons néanmoins annuler les informations faites par les officiaux avant que nos officiers aient été appelés pour le cas privilégié, lesquelles premières informations subsisteront en leur force & vertu, à la charge de récoler les témoins par nosdits officiers. Voulons pareillement qu'en cas que lesdits ecclésiastiques eussent été accusés devant nos juges, & vinssent à être revendiqués par les



néchal royal dans le ressort duquel le Délit privilégié a été commis.

promoteurs des officialités, ou renvoyés pour le Délit commun; en ce cas les informations & autres procédures faites par nosdits juges, subsisteront selon leur forme & teneur, pour être le procès fait, parachevé & jugé contre lesdits ecclésiastiques pour raison dudit Délit commun, sur ce qui aura été fait par nos juges du renvoi & déclinatoire; & en cas que le procès s'instruise auxdits ecclésiastiques en l'une de nos cours de parlement; voulons que les évêques supérieurs desdits ecclésiastiques soient tenus de donner leur vicariat à l'un des conseillers clercs desdits parlements, pour conjointement avec celui des conseillers laïcs desdites cours qui sera pour cet effet commis, être le procès fait & parfait aux ecclésiastiques accusés; & seront tenus, tant nosdits juges que les Vicaires & officiaux des évêques, observer le contenu en notre présente ordonnance, à peine de nullité des procédures qui seront refaites aux dépens des contrevenans, & de tous dépens, dommages & intérêts. Ordonnons en outre que lorsque dans l'instruction des procès qui se feront aux ecclésiastiques, les officiaux connoîtront que les crimes dont ils seront accusés & prévenus, seront de la nature de ceux pour lesquels il échoit de renvoyer à nos juges pour le cas privilégié, lesdits officiaux seront tenus d'en avertir incessamment les substituts de nos procureurs généraux du ressort où le crime aura été commis, à peine contre lesdits officiaux de tous dépens, dommages & intérêts, même d'être la procédure refaite à leurs dépens. Si donnons en mandement, &c.

*Déclaration de juillet 1684.*

Louis, &c. salut : le soin que nous avons de maintenir la discipline de l'église, & de conserver à ses ministres la juridiction qu'ils exercent sous notre protection, nous ayant obligé d'ordonner entr'autres choses par notre déclaration donnée à S. Germain-en-Laye, au mois de février 1678, que tous nos officiers qui assisteroient à l'instruction des procès criminels des ecclésiastiques accusés des crimes que l'on appelle ordinairement cas privilégiés, garderoient la forme prescrite par l'article 22 de l'édit de Melun. Nous

La même déclaration de 1684, veut que cet

---

avons été informés qu'il s'étoit trouvé de la difficulté entre quelques-uns de nosdits officiers, pour savoir si ce seroit le juge du lieu dans lequel on prétendoit que le crime avoit été commis, ou celui dans le ressort duquel est situé le siège de l'officialité, qui instruiroit lesdits procès & en auroit connoissance; & comme il est nécessaire pour le bien de la justice de prévenir toutes les difficultés qui peuvent retarder l'instruction des procès criminels, & particulièrement de ceux des ecclésiastiques qui scandalisent ainsi par leur dérèglements ceux qu'ils devroient instruire & édifier par leurs bons exemples. A ces causes & autres à ce nous mouvans, de notre propre mouvement, certaine science, pleine puissance & autorité royale, nous avons dit, statué & ordonné, statuons & ordonnons par ces présentes signées de notre main, que notre déclaration du mois de février 1678 sera exécutée selon sa forme & teneur, & qu'à cet effet lorsque nos baillis, sénéchaux, ou leurs lieutenans criminels instruiront le procès criminel à des ecclésiastiques, & qu'ils accorderont leur renvoi pardevant l'official dont ils sont justiciables pour le Délit commun, soit sur la requête des accusés, soit sur celle du promoteur en l'officialité, nos procureurs esdits sièges en donneront avis à l'official, afin qu'il se transporte sur les lieux pour l'instruction du procès, s'il l'estime à propos pour le bien de la justice, & en cas qu'il déclare qu'il entend instruire ledit procès dans le siège de l'officialité; ordonnons que lesdits accusés seront transférés dans les prisons de l'officialité dans huitaine après ladite déclaration, aux frais & à la diligence de la partie civile, s'il y en a, & en cas qu'il n'y en ait pas, à la poursuite de nos procureurs, & aux frais de nos domaines, que le lieutenant criminel, & à son défaut un autre officier dudit siège dans lequel le procès a été commencé, se transporte dans le même temps de huitaine dans le lieu où est le siège de l'officialité, quand même il seroit hors du ressort dudit siège, pour y achever l'instruction dudit procès conjointement avec l'official; attribuant à cet effet à nosdits officiers toute cour, juridiction & connoissance, & sans qu'ils soient obligés de demander ni prendre patéatis des officiers ordi-

avertissement soit fait par une sommation à la requête du promoteur, au lieutenant criminel ; ou en son absence, aux autres officiers du siège,

---

naires des lieux ; & qu'après que le procès instruit pour le Délit commun aura été jugé en ladite officialité, l'accusé sera ramené dans les prisons dudit siège royal où il aura été commencé, pour y être jugé à l'égard du cas privilégié ; & en cas que ledit lieutenant criminel, & à son défaut un autre officier dudit siège royal, ne se rende pas dans ledit délai de huitaine au siège de l'officialité où l'accusé aura été transféré, voulons en ce cas que le procès soit instruit conjointement avec ledit official par le lieutenant criminel, ou en son absence & légitime empêchement, par l'un des officiers du bailliage ou sénéchaussée, suivant l'ordre du tableau, dans le ressort duquel le siège de l'officialité est situé, pour être ensuite jugé au même siège, auquel nous en attribuons toute cour, juridiction & connoissance. Voulons que le même ordre soit observé dans les procès qui auront été commencés dans les officialités, & que les officiaux soient tenus d'en avertir les lieutenans criminels de nos baillis & sénéchaux, dans le ressort desquels les crimes ou cas privilégiés dont lesdits ecclésiastiques seront accusés, auront été commis. Enjoignons auxdits lieutenans criminels, ou en leur absence & légitime empêchement, aux autres officiers desdits sièges, suivant l'ordre du tableau, de se transporter dans les lieux où sont les sièges desdites officialités, dans huitaine après la sommation qui leur en aura été faite à la requête des promoteurs, pour être par eux procédé à l'instruction & jugement desdits procès, pour le cas privilégié, en la forme expliquée ci dessus ; & à faute par lesdits juges de se rendre dans ledit délai dans les lieux où sont lesdites officialités, lesdits procès seront instruits & jugés par les officiers du bailliage ou sénéchaussée dans le ressort duquel est le siège de l'officialité, le tout sans préjudice à nos cours de commettre d'autres de nos officiers pour lesdites instructions, & de renvoyer en d'autres sièges le jugement desdits procès lorsqu'elles l'estimeront à propos, pour des raisons que nous laissons à leur arbitrage. Si donnons en mandement, &c.

suivant l'ordre du tableau. La règle est de faire la sommation au greffe du siège.

Le juge royal doit en conséquence & dans la huitaine qui suit la sommation, se rendre à l'officialité ; sinon le procès doit être instruit & jugé par les officiers du bailliage dans le ressort duquel l'officialité a son siège : au surplus, les cours peuvent commettre d'autres officiers tant pour instruire que pour juger le procès.

Mais si le juge royal du lieu du Délit avoit négligé ou refusé de se rendre à l'officialité, l'official ne seroit pas tenu de demander à la cour qu'elle commît un juge pour instruire la procédure conjointement avec lui ; il pourroit en cette circonstance, s'adresser directement au juge royal du ressort dans lequel seroit le siège de l'officialité. Le parlement l'a ainsi jugé par arrêt du 12 janvier 1742.

Observez d'ailleurs que le refus que feroit le juge royal de se rendre à l'officialité, n'autoriseroit pas l'official à juger seul ; car s'il le faisoit, il y auroit abus, & sa procédure seroit déclarée nulle. C'est ce qui résulte de deux arrêts des 12 janvier 1704, & 4 juin 1707, rapportés au journal des audiences.

De ce que le juge d'église est obligé d'avertir le juge royal lorsqu'il s'agit d'un cas privilégié, on ne doit pas en conclure que quand un ecclésiastique se trouve accusé & traduit devant le juge royal, celui-ci soit obligé d'appeler l'official : il faut pour cela que le renvoi soit requis par l'accusé ou qu'il y ait révéndication de la part du promoteur.

Mais aussitôt que cette réquisition ou révéndication a eu lieu, le procureur du roi doit en

donner avis à l'official, afin qu'il se transporte sur les lieux pour l'instruction du procès, s'il le juge à propos (\*). Si l'official déclare qu'il entend instruire le procès dans le siège de l'officialité (\*\*), le juge royal doit rendre sur le réquisitoire du procureur du roi (\*\*\*), une ordon-

(\*) *Formule de signification pour avertir l'official.*

L'an.... le.... à la requête de M. le procureur du roi au bailliage de.... pour lequel domicile est élu au greffe dudit bailliage à.... j'ai.... soussigné, signifié & déclaré à M. l'official de.... au domicile de Me.... greffier de l'officialité, demeurant à.... en parlant à.... que N.... contre lequel le sieur requérant poursuit un procès criminel sur la plainte qu'il a présentée le.... devant M. le lieutenant criminel de.... ledit.... ayant requis par son interrogatoire du.... sur le décret de prise de corps contre lui donné le.... d'être renvoyé devant mondit sieur l'official, l'instruction conjointe devient nécessaire, à ce que mondit sieur l'official n'en prétende cause d'ignorance, & se transporte, si bon lui semble audit bailliage, ou déclare s'il entend que l'instruction se fasse en l'officialité; & j'ai à mondit sieur l'official, toujours à domicile, & parlant comme dessus, laissé copie de la présente signification.

(\*\*) *Formule de déclaration de l'official :*

L'an.... le.... à la requête de.... promoteur de l'officialité de.... pour lequel domicile est élu au greffe de ladite officialité, j'ai.... soussigné, signifié & déclaré à M. le lieutenant criminel à.... en parlant à.... que M. l'official de.... requiert que l'instruction du procès contre.... soit faite en l'officialité, à ce que mondit sieur le lieutenant criminel n'en ignore; & j'ai, toujours à domicile, & parlant comme dessus laissé copie de la présente déclaration.

(\*\*\*) *Formule du réquisitoire.*

Vu, &c. Je requiers pour le roi, qu'il soit ordonné que dans huitaine N.... sera transféré dans les prisons de l'officialité de.... & que vous vous transporterez dans le siège de ladite officialité, pour continuer & achever l'instruction

nance portant que l'ecclésiastique accusé, s'il est prisonnier, sera transféré dans les prisons de l'officialité dans la huitaine, aux frais de la partie civile, s'il y en a une; sinon à la diligence du procureur du roi & aux frais du domaine; & que dans le même délai de huitaine, il se transportera dans le lieu où est le siège de l'officialité, pour y achever l'instruction du procès conjointement avec l'official.

L'avis donné à l'official, & la déclaration faite par celui-ci, doivent être signifiés respectivement au greffe de l'officialité & du siège royal.

Si le juge royal avoit procédé sans l'official depuis le renvoi requis ou la révendication, tout ce qu'il auroit fait seroit absolument nul: le parlement l'a ainsi jugé par arrêt du 31 janvier 1702.

Lorsque le procès a été commencé par l'official, les informations faites avant que le juge royal ait été appelé pour le Délit privilégié, doivent subsister en leur force & vertu, à la charge du récolement des témoins par le juge royal; ce qui doit avoir lieu quand même l'official auroit procédé aux récolemens & aux confrontations.

du procès dudit. . . . conjointement avec le sieur official.  
A. . . . ce. . . .

*Ordonnance.*

Vu, &c. Nous ordonnons que dans huitaine N. . . . sera transféré dans les prisons de l'officialité de. . . . & que nous nous transporterons dans le siège de ladite officialité pour continuer & achever l'instruction du procès dudit. . . . conjointement avec le sieur official. Fait à, . . . ce. . . .

Si le procès a été commencé devant le juge royal, les informations & les autres procédures faites avant le renvoi requis, ou la révendication, doivent pareillement subsister : c'est pourquoy si les récolemens & les confrontations étoient achevés avant ce renvoi requis ou cette révendication, l'official seroit tenu de rendre sur cette procédure, sa sentence définitive pour le Délit commun.

Au surplus, l'instruction qui reste à faire quand le juge royal se rend à l'officialité, doit être faite conjointement avec l'official.

Cette instruction conjointe exige deux greffiers, & par conséquent un double cahier de la procédure faite en même-temps par l'official & le juge royal. Il faut que l'un des greffiers prenne les conclusions du promoteur, & l'autre celles du procureur du roi. Chaque juge doit rendre sa sentence séparément, mais le juge royal ne doit rendre la sienne sur le Délit privilégié, qu'après que l'official a prononcé sur le Délit commun.

Si après deux sommations de juger faites de huitaine en huitaine à l'official, il négligeoit ou refusoit de rendre sa sentence, on pourroit interjeter appel comme d'abus de ce refus ou négligence, & même intimer & prendre à partie l'official en vertu d'une permission de la cour. C'est ce qui résulte tant d'un arrêt du 27 août 1701, que de l'article 43 de l'édit du mois d'avril 1695.

La déclaration du 4 février 1711 (\*), veut

---

(\*) Cette loi est ainsi conçue :

Louis, &c. salut : Nous avons par nos édits des mois

que dans les procès faits conjointement par le

---

de février 1678, juillet 1684, & avril 1695, ordonné conformément à l'article 22 de l'édit de Melun du mois de février 1580, que quand l'instruction des procès criminels contre les ecclésiastiques se feroit conjointement, tant par les officiaux pour le Délit commun, que par nos juges pour le cas privilégié, nosdits juges seroient tenus de se transporter à cet effet au siège de la juridiction ecclésiastique située dans leur ressort : & comme nous sommes informés que quelques-uns de nosdits juges contestent aux officiaux dans ce cas le droit de prendre le serment des accusés & des témoins, de faire subir l'interrogatoire aux accusés, & de récoiler & confronter les témoins, sous prétexte que ce droit n'est pas expressément attribué aux juges d'église par l'édit de Melun & par les autres édits donnés en conséquence, nous voulons faire cesser tout sujet de contestation entre les officiaux & nos juges à cet égard, & empêcher que rien ne retarde l'instruction & jugement des procès des ecclésiastiques. A ces causes & autres à ce nous mouvant, de notre certaine science, pleine puissance & autorité royale, en interprétant en tant que besoin seroit, l'article 22 de l'édit de Melun, & nos édits des mois de février 1678, juillet 1684 & avril 1695, nous avons par ces présentes signées de notre main, dit, déclaré & ordonné, disons, déclarons & ordonnons, voulons & nous plaît, que dans l'instruction des procès criminels qui se font aux ecclésiastiques, conjointement par les juges d'église pour le Délit commun, & par nos juges pour le cas privilégié, lorsque nos juges se transporteront dans les sièges des officialités pour l'instruction desdits procès, les juges d'église aient la parole; qu'ils prennent le serment des accusés & des témoins; qu'ils fassent en présence de nosdits juges les interrogatoires, les récolemens & confrontations, & toutes les autres procédures qui se font par les deux juges; de sorte néanmoins que nos juges pourront requérir les juges d'église d'interpeller les accusés sur tels faits qu'ils jugeront nécessaires, soit dans les interrogatoires, soit lors de la confrontation & du reste de la procédure, lesquelles interpellations, ensemble les réponses des accusés, seront transcrites par les greffiers, tant des juges d'église que de nos juges dans les cahiers des in-



juge d'église pour le Délit commun, & par le juge royal pour le Délit privilégié, le juge d'église ait la parole, prenne le serment des accusés & des témoins, & fasse en présence du juge royal les interrogatoires, les récolemens & les confrontations : mais le juge royal peut requérir l'official d'interpeller l'accusé sur les faits qu'il juge important d'éclaircir, soit dans les interrogatoires, soit lors de la confrontation, ou de tout autre acte de la procédure ; & ces interpellations, ainsi que les réponses de l'accusé, doivent être transcrites par les greffiers, tant du juge d'église que du juge royal (\*).

---

interrogatoires & des confrontations ; & en cas de refus des juges d'église de faire aux accusés lesdites interpellations, noldits juges pourront les faire eux mêmes directement aux accusés, lesquelles interpellations, ensemble les réponses des accusés, seront transcrites par les greffiers dans les cahiers des interrogatoires & confrontations, & des autres pièces de l'instruction, pour après ladite instruction faite conjointement par les juges d'église & par nos juges, être par eux procédé au jugement définitif desdits ecclésiastiques, conformément à noldits édits des mois de février 1580, février 1678, juillet 1684, & avril 1695, que nous voulons être exécutés selon leur forme & teneur. Si donnons en mandement, &c.

(\*) *Voici les principales formalités à observer dans le cas d'une procédure commencée d'abord par le juge royal contre un ecclésiastique & ensuite renvoyée à l'officialité pour y être instruite conjointement par l'official & par le juge royal.*

*Requisitoire du promoteur.*

A MONSIEUR....

Remontre le promoteur, que par la communication qu'il a prise des procédures tenues au bailliage de... à la requête du procureur du roi, contre Me... accusé,

Si le juge d'église refusoit de faire les inter-

il a remarqué que.... A ces causes, requiert qu'il vous plaise lui donner acte de ce qu'il déclarer se rendre plaignant des faits ci-dessus, circonstances & dépendances, en conséquence, vu les faits résultans des charges & informations faites au bailliage de.... contre Me... qui a ce jourd'hui été transféré dans les prisons de ce siège, ordonner que le décret de prise de corps décerné audit bailliage, le.... contre ledit.... sera exécuté en ce siège, & que ledit.... sera arrêté & recommandé dans les prisons de cedit siège, & oui & interrogé sur les faits résultans desdites charges & informations, circonstances & dépendances, pour ensuite être pris telles conclusions qu'il appartiendra. A.... ce....

*Sentence de l'official.*

Vu, &c.... nous donnons acte au promoteur de la déclaration par lui faite, qu'il se rend plaignant des faits ci-dessus, circonstances & dépendances; en conséquence ordonnons que le décret de prise de corps décerné au bailliage de.... le.... contre ledit.... sera exécuté en ce siège, & que ledit.... sera arrêté & recommandé dans les prisons de cedit siège, & oui & interrogé sur les faits résultans desdites charges & informations, circonstances & dépendances, pour ensuite l'interrogatoire communiqué au promoteur, & à nous rapporté, être par lui requis, & par nous ordonné ce que de raison. Fait & donné en la chambre du conseil de l'officialité à.... ce....

De la sentence rendue par M. l'official de.... le.... signifiée, scellée & en bonne forme, a été extrait le dispositif dont la teneur suit.

Nous, &c....

*Recommandation.*

L'an, &c. à la requête de M. le promoteur de l'officialité de.... pour lequel domicile est élu en son hotel à.... j'ai.... soussigné, signifié & laissé copie par extrait pareil à celui qui est ci-dessus, de la sentence rendue par M. l'official de.... le.... à Me.... prisonnier es prisons de ce siège, en parlant à sa personne, pour ce amené entre les deux guichets desdites prisons, à ce que du contenu  
pellations

pellations dont il s'agit, le juge royal pourroit les faire directement lui-même à l'accusé.

audit extrait de sentence ledit. . . . n'ignore ; & en vertu de la même sentence, j'ai pareillement, à la requête de mondit sieur le promoteur, arrêté & recommandé ledit... sur le registre desdites prisons, à nous représenté par. . . geolier d'icelle, pour être ouï & interrogé sur les faits résultans des charges & informations dont est question en ladite sentence, circonstances & dépendances, pardevant mondit sieur l'official, pour ledit interrogatoire fait & communiqué à mondit sieur promoteur, & vu par M. l'official, être requis & ordonné ce que de raison, à ce que ledit. . . . n'en ignore, & lui ai pareillement, comme dessus, laissé aussi copie du présent, sans alimens, attendu qu'il est en décret. . .

*Interrogatoire devant les deux juges.*

Interrogatoire fait par nous, official de. . . & . . . lieutenant criminel au bailliage de. . . en la présence de. . . greffier de l'officialité de. . . & de. . . greffier du bailliage de. . . en exécution de la sentence rendue par nous official du. . . & du décret de prise de corps décerné par nous lieutenant criminel du. . . à la requête du promoteur & du procureur du roi, demandeurs & accusateurs, contre Me. . . accusé, auquel interrogatoire avons procédé dans le prétoire de ladite officialité à. . .

Du. . .

Après serment fait par ledit Me. . . accusé, lequel a mis la main *ad pectus*, & a juré *in verbo sacerdotis*, de dire & répondre vérité.

Interrogé par nous official, de ses noms, surnoms, âge, qualité & demeure.

A dit. . .

Interrogé. . .

A dit. . .

Lecture faite audit. . . du présent interrogatoire, il a dit qu'il contient vérité, & qu'il persiste dans ses réponses comme véritables, & a signé avec nous official, le lieutenant criminel, & nos greffiers, ainsi qu'au bas de chacune des pages

S'il arrivoit que les deux procédures fussent

d'icelui, qui ont été cotées & paraphées par nous official & lieutenant criminel.

*Lorsque le juge royal requiert l'official de faire des interrogatoires ou interpellations, on l'exprime ainsi dans l'interrogatoire :*

Interpellé à la requisition du juge royal de dire. . . .

Interrogé à la requisition du juge royal. . . .

*Si l'official refuse de faire les interpellations ou interrogations requises, on écrit :*

Interrogé par le juge royal sur le refus du sieur official, si. . . .

*Au bas de la minute de l'interrogatoire qui doit rester au greffe de l'officialité, l'official met son ordonnance de soit communiqué au promoteur & au bas de la minute qui reste au greffe de la juridiction royale, le lieutenant criminel met aussi son ordonnance de soit communiqué au procureur du roi.*

*Conclusions du promoteur pour le récolement des témoins en leurs dépositions, & leur confrontation à l'accusé.*

Vu, &c. Je requiers qu'il soit ordonné que les témoins ouïs en l'information, & autres qui pourront l'être de nouveau, seront récolés en leurs dépositions, & confrontés si besoin est à l'accusé; pour ce fait & à moi communiqué, requérir ce que de raison.

#### *Jugement de l'official.*

Vu, &c. Tout vu & considéré nous ordonnons que les témoins ouïs es informations, & ceux qui pourront l'être de nouveau, seront récolés en leurs dépositions, & si besoin est, confrontés à l'accusé, pour ce fait & communiqué au promoteur, & à nous rapporté, être par lui requis, & par nous ordonné ce que de raison. Fait & donné en la chambre du conseil de l'officialité à. . . . ce. . . .

*Le procureur du roi donne de son côté des conclusions semblables à celles du promoteur, & le juge royal rend une sentence pareille au jugement de l'official.*

*Le promoteur donne ensuite la requête suivante pour de-*

différentes en choses essentielles , il faudroit se

*mander l'indication du jour, à l'effet d'assigner les témoins pour le récolement & la confrontation.*

A M O N S I E U R . . . .

Remontre le promoteur , que. . . . A ces causes , requiert qu'il vous plaise indiquer votre moment , pour faire comparoître devant vous , sur les assignations qui leur seront données, les témoins entendus en l'information faite au bailliage criminel de. . . . le. . . . à la requête du procureur du roi dudit bailliage, contre. . . . à l'effet d'être récolés en leurs dépositions, & si besoin est confrontés à l'accusé, en exécution de votre jugement du. . . .

Présenté le. . . .

*Ordonnance de l'official.*

Permis d'assigner les témoins ouïs en l'information faite au bailliage criminel de. . . . le. . . . contre. . . . à comparoître pardevant vous au prétoire de l'officialité à. . . . le. . . . heure de. . . . & jours suivans à la même heure , pour être récolés en leurs dépositions, & si besoin est confrontés à l'accusé en exécution de notre jugement du. . . . & aux fins de la présente requête. Fait & donné à. . . . ce. . . .

*Le procureur du roi donne aussi une requête aux mêmes fins , & obtient du juge royal une ordonnance telle que celle de l'official.*

*Assignation aux témoins pour le récolement & la confrontation, à la requête du promoteur.*

L'an. . . . le. . . . en exécution du jugement rendu par M. . . . le. . . . & en vertu de son ordonnance du. . . . au bas de la requête à lui présentée le même jour, lesdits jugement & ordonnance dûement signés, scellés & en bonne forme, & à la requête de M. le promoteur en l'officialité de. . . . pour lequel domicile est élu en son hôtel, à. . . . j'ai. . . . soussigné, donné assignation à. . . . en son domicile, en parlant à. . . . & à. . . . en son domicile, en parlant à. . . . à comparoître pardevant M. l'official de. . . . au prétoire de ladite officialité de. . . . le. . . . huit heures du matin , & jours suivans à la même heure , pour être récolés en leurs

pourvoir à la cour pour qu'elle y statuât. On

dépositions en l'information du... & si besoin est confrontés à l'accusé, leur déclarant qu'ils seroient taxés & payés de leurs salaires raisonnables, & que faute de comparoir, ils seroient gagés en l'amende de dix livres chacun, réassignés & contraints par toutes voies dues & raisonnables, & j'ai aux susnommés, à chacun séparément, laissé copie du présent exploit.

*Il se fait un pareil exploit à la requête du procureur du roi : ensuite on procède au récolement & à la confrontation des témoins, en la manière qui suit :*

*Récolement des témoins.*

Récolement fait par nous, official de... & lieutenant criminel audit bailliage de... en la présence de... greffier de l'officialité, & de... greffier dudit bailliage de... en exécution de la sentence de nous official du... & de celle de nous lieutenant criminel du... à la requête du promoteur & du procureur du roi, demandeurs & accusateurs, contre Me... accusé, auquel récolement avons procédé dans le prétoire de ladite officialité à....

Du....

Récolé en sa déposition.... premier témoin de l'information faite devant nous lieutenant criminel le....

Après serment par lui fait de dire vérité.

Lecture à lui faite de sa déposition.

Ledit témoin de ce interpellé, a dit que sa déposition contient vérité, qu'il n'y veut ajouter ni diminuer, & qu'il y persiste.

Lecture faite du présent récolement, ledit témoin y a pareillement persisté comme véritable, & a signé avec nous & nos greffiers, après avoir été taxé sur la requisition qu'il en a faite....

Récolé en sa disposition, &c.

*Confrontation.*

Confrontation faite par nous.... official de.... &.... lieutenant criminel au bailliage de.... en la présence de... greffier de l'officialité, & de.... greffier dudit bailliage de.... en exécution de la sentence de nous official du.... & de celle de nous lieutenant criminel du.... à la requête

trouve au journal des audiences un arrêt du 17

du promoteur & du procureur du roi , accusateur contre Me.... accusé , à laquelle confrontation il a été procédé dans le prétoire de ladite officialité à....

Du.... a été amené devant nous par le geolier desdites prisons, ledit.... accusé , auquel avons confronté.... premier témoin de l'information du.... par nous récolé en sa déposition; & après serment par eux fait en présence l'un de l'autre , les témoins en levant la main , & l'accusé en la mettant *ad pectus*.

Interpellés de dire s'ils se connoissent.

Ont dit....

Lecture faite des premiers articles de la déposition du témoin , contenant ses nom , surnom , âge , qualité & demeure , & sa déclaration qu'il n'est parent , allié , serviteur ni domestique des parties , & interpellé l'accusé de fournir sur le champ ses reproches contre les témoins si aucuns il a , & averti qu'il n'y sera plus reçu , après qu'il aura entendu la lecture des dépositions & récolement dudit témoin.

L'accusé a dit qu'il n'a aucun reproche à fournir contre le témoin , (*ou l'accusé a dit pour reproche que....*)

Le témoin a dit que les reproches sont véritables (*ou qu'ils ne sont pas véritables*).

Ce fait , lecture faite de la déposition & du récolement dudit témoin en présence dudit accusé , avons interpellé ledit témoin de déclarer s'ils contiennent vérité , & si ledit.... accusé est celui dont il a entendu parler dans ses déposition & récolement; ledit témoin a dit que ses déposition & récolement contiennent vérité , & que c'est de l'accusé préseur dont il a entendu parler par seldits déposition & récolement , & y a persisté.

Et l'accusé a dit....

Lecture faite à l'accusé & au témoin de la présente confrontation , ils y ont persisté chacun à leur égard , & ont signé avec nous & nos greffiers.

Avons confronté ledit accusé à....

*Au bas de la confrontation , l'official met l'ordonnance de soit communiqué au promoteur , & le lieutenant criminel celle de soit communiqué au procureur du roi.*

juin 1673, qui en pareil cas, ordonna que les minutes des deux procédures seroient portées par les deux greffiers devant un juge royal nommé par la cour, pour entendre les témoins sur les contrariétés apperçues dans ces procédures.

Si durant l'instruction & avant les sentences définitives, l'official & le juge royal rendoient des jugemens préparatoires différens, il faudroit se pourvoir au parlement pour y faire statuer sur le vu des charges & informations.

*Conclusions du promoteur.*

Vu, &c. Je requiers l'accusé être déclaré atteint & convaincu de.... pour réparation de quoi il soit condamné à... fait.... ce....

*Interrogatoire devant l'official.*

Interrogatoire subi en la chambre du conseil de l'officialité de.... à.... cejourd'hui.... pardevant nous.... official, & Me.... en la présence du greffier de ladite officialité, par.... accusé, qui a prêté serment de dire vérité par l'apposition de la main *ad pectus*.

Interrogé de ses noms, surnoms, âge, qualité & demeure.

A dit qu'il s'appelle, &c.

*Jugement définitif de l'official.*

Vu, &c. Tout vu & considéré : le saint nom de Dieu invoqué, & après avoir pris conseil de.... & de.... nous avons déclaré ledit.... atteint & convaincu de.... pour réparation de quoi, l'avons condamné à.... fait, donné & jugé en la chambre du conseil de l'officialité à.... le....

*Le procureur du roi donne ensuite de son côté des conclusions définitives, & fait transférer l'accusé dans les prisons du bailliage, où il subit le dernier interrogatoire, après quoi les officiers de ce siège rendent une sentence définitive dans laquelle ils doivent faire mention de celle de l'official.*



L'official peut bien se transporter au bailliage royal pour y instruire le procès d'un ecclésiastique conjointement avec le juge royal , mais il est obligé de juger le Délit commun dans le siège de l'officialité , autrement il y auroit abus dans la sentence définitive. S'il arrive que pour des raisons particulières il soit nécessaire que l'official juge le Délit commun dans le siège du bailliage , il doit pour cet effet se faire autoriser par le parlement. C'est ainsi que pour éviter de transférer dans les prisons de l'officialité d'Evreux qui n'étoient point sûres , un ecclésiastique accusé d'avoir assassiné une religieuse , il fut permis par arrêt du parlement de Normandie du 17 décembre 1709 , à l'official , de juger le procès dans la chambre du conseil du bailliage d'Evreux.

Les peines que le juge d'église peut infliger pour le Délit commun , sont la suspension , l'interdit , l'excommunication , les jeûnes , les prières , la privation pour un temps du rang dans l'église , de voix délibérative dans le chapitre , des distributions manuelles ou d'une partie des gros fruits , la privation des bénéfices , la prison pour un temps , & la prison perpétuelle. L'église n'a point de punition qui puisse aller au-delà.

Quant au juge royal , il doit condamner un ecclésiastique comme il condamneroit un séculier.

Lorsqu'un ecclésiastique est jugé par le juge d'église seul , & condamné pour le Délit commun , il peut , quoiqu'il ait satisfait à la condamnation , être encore repris par le juge royal , & puni de nouveau par lui , pour le cas privilégié.

Il en feroit de même si l'ecclésiastique avoit été absous par le juge d'église ; le juge royal pourroit encore lui faire son procès.

Mais si l'ecclésiastique avoit été renvoyé absous par le juge royal , ou qu'il eût obtenu la grâce du roi , & qu'elle eût été entérinée , le juge d'église ne pourroit plus intenter procès à l'accusé pour le Délit commun , & s'il le faisoit il y auroit abus.

L'appel simple de la sentence définitive de l'official n'empêche pas de procéder au parlement sur l'appel simple du juge royal : mais s'il y a appel simple de la sentence du juge royal ; & appel comme d'abus de celle de l'official , il faut d'abord faire juger l'appel comme d'abus à l'audience ; & si la procédure de l'official est déclarée nulle , la nullité s'étend jusques sur la procédure du juge royal. Le parlement de Paris l'a ainsi jugé par arrêt du 31 janvier 1724.

On appelle *Délits militaires* , les Délits commis par les gens de guerre dans les camps & armées , ou à l'occasion des fonctions militaires (\*).

(\*) *Les Délits militaires sont particulièrement spécifiés dans l'ordonnance suivante :*

Sa majesté s'étant fait représenter le trentième article du règlement donné à Poitiers par le feu roi son bisaïeul , le 4 novembre 1651 , par lequel il auroit été ordonné que les anciens réglemens & ordonnances militaires seroient ponctuellement suivies pour toutes les choses concernant la discipline & police des gens de guerre , auxquelles il étoit pourvu par icellés ; & étant informée des embarras qui naissoient journellement dans les conseils de guerre , lorsqu'ils s'agit d'y juger des crimes, Délits ou autres cas intéressant le service , la discipline & la subordination , tant parce que

## Les Délits commis de soldat à soldat ou à

la plupart des officiers qui y sont appelés n'ont pas connoissance des ordonnances de François premier, du 24 juillet 1534, de Henri II, des 20 mars 1550, 23 décembre 1553 & 20 mars 1557, qui ont établi la règle qui doit être suivie en ces matières, que parce que quelques-uns desdits cas n'y sont pas exprimés d'une manière assez précise pour lever toute difficulté : à quoi étant nécessaire de pourvoir, en réunissant & expliquant les dispositions, tant desdites anciennes ordonnances, que de celles du feu roi bisaïeul de sa majesté, relative à cette matière, par une loi générale qui puisse faire connoître aux soldats, cavaliers & dragons l'étendue de leurs devoirs ; & à leurs officiers les peines qu'ils doivent prononcer contre ceux qui y manqueront. Sa majesté, après avoir examiné lesdites ordonnances de François premier & de Henri II, des 22 juillet 1534, 20 mars 1550, 23 décembre 1553, & 22 mars 1557, & autres données en conséquence, a ordonné & ordonne ce qui suit :

## A R T I C L E P R E M I E R.

Tous soldats, cavaliers & dragons seront tenus, sous peine de la vie, d'obéir aux officiers des régimens & compagnies dont ils seront, en tout ce qui leur sera par eux ordonné pour le service de sa majesté, soit dans les armées, en route, dans les quartiers & dans les garnisons.

II. Veut sa majesté qu'ils soient tenus, sous la même peine de la vie, d'obéir à tous autres officiers des autres compagnies ou régimens qui seront dans leur quartier ou dans leur garnison, l'intention de sa majesté étant que vingt-quatre heures après l'arrivée d'un officier dans lesdits quartiers ou garnisons, il soit réputé connu des cavaliers, dragons & soldats qui s'y trouveront.

III. Ordonne sa majesté auxdits officiers de tenir la main à ce que les soldats, cavaliers & dragons obéissent aux maréchaux-des-logis & sergens de leurs compagnies & régimens avec lesquels ils seront en garnison. Voulant sa majesté que ceux qui leur défobéiront en choses concernant son service, soient punis corporellement ou de mort, suivant la nature & la circonstance de leur défobéissance.

l'occasion du service militaire , & dans lesquels

---

IV. Tous cavaliers , dragons & soldats qui mettront l'épée à la main contre des officiers , soit de leur régiment ou des autres troupes de leur quartier ou garnison , qui les frapperont de quelque manière que ce puisse être , ou qui les menaceront , soit en portant la main à la garde de l'épée , ou en faisant mouvement pour mettre leur fusil en joue , quand même ils auroient été frappés & maltraités par lesdits officiers , auront le poing coupé & seront ensuite pendus & étranglés.

V. Le cavalier , dragon ou soldat qui frappera un maréchal-des-logis ou un sergent , tant de son régiment que des autres troupes du quartier ou de la garnison , étant de garde ou de service actuel avec lui , sera puni de mort , & hors le cas du service actuel , celui qui frappera un sergent ou un maréchal-des-logis , soit de son régiment ou de la même garnison que lui , ou qui mettra l'épée à la main , sera condamné aux galères perpétuelles.

VI. Celui qui frappera un caporal ou brigadier , avec lequel il sera de garde , de détachement ou service actuel , soit que ledit brigadier ou caporal soit du même régiment ou d'une autre troupe du quartier ou de la garnison , sera pareillement condamné aux galères perpétuelles.

VII. Tout soldat qui de jour ou de nuit , après avoir été posé en sentinelle , quittera son poste sans avoir été relevé par un sergent , caporal ou anspessade , sera puni de mort.

VIII. Les cavaliers & dragons qui quitteront le lieu où ils auront été mis en vedette , ordonnance ou autre faction , sans avoir été relevés par leurs officiers , seront condamnés à la même peine.

IX. Tout soldat ou cavalier étant en sentinelle ou faction , qui se trouvera endormi pendant la nuit , sera pareillement puni de mort.

X. Lorsque la garde de nuit aura été posée dans une place de guerre , celui qui tirera des armes à feu , qui fera du bruit ou autre chose capable de causer quelqu'allarme dans une place de guerre , sera mis sur le cheval de bois chaque jour pendant un mois , à l'heure de la garde montante.

il n'y a aucun habitant intéressé, sont de la com-

---

XI. Sera condamné à la même peine celui qui s'enivrera le jour qu'il fera de garde.

XII. Quiconque donnera ou fera connoître l'ordre à l'ennemi ou à aucun autre qu'à ceux à qui il doit être donné sera pendu & étranglé.

XIII. Tout soldat, cavalier ou dragon qui mettra l'épée à la main dans un camp ou dans une place de guerre, étant agresseur, sera condamné aux galères perpétuelles : voulant sa majesté que dans le cas où deux soldats, cavaliers ou dragons mettroient l'épée à la main l'un contre l'autre volontairement, & sans que l'un des deux y ait été forcé pour la défense de sa vie, subissent tous deux la même peine des galères perpétuelles.

XIV. Tout cavalier, dragon ou soldat qui aura été offensé par un autre, soit de parole ou de fait, s'adressera à l'officier commandant dans la place ou dans le quartier : lequel après avoir ouï les raisons des parties, fera faire à l'offensé telle réparation qu'il jugera convenable & imposera à l'offenseur le châtement que le cas lui paroîtra mériter.

XV. Lorsque des soldats, cavaliers ou dragons auront l'épée à la main pour se battre, & qu'un de leurs officiers ou autres de la garnison survenant, leur criera de se séparer, ils seront tenus de lui obéir sur le champ sans pouvoir pousser un seul coup, à peine d'être passés par les armes.

XVI. Celui qui insultera ou attaquera un soldat, cavalier ou dragon étant en sentinelle, ordonnance ou faction, soit l'épée à la main, le fusil en joue ou à coups de bâton ou de pierres, sera passé par les armes.

XVII. Tous cavaliers, dragons ou soldats qui exciteront quelque sédition, révolte ou mutinerie, ou qui feront aucune assemblée illicite, pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce puisse être, seront pendus & étranglés.

XVIII. Subiront la même peine ceux qui se trouveront en pareilles assemblées, ou qui auront appelé, excité ou exhorté quelqu'un à s'y trouver.

XIX. Seront pareillement punis de peine corporelle ou de mort, suivant l'exigence des cas, ceux qui auront dit quelques paroles tendantes à sédition, mutinerie ou rebel-

pétence des officiers militaires. C'est une disposition de l'ordonnance du 25 juillet 1665.

---

lion, ou qui les auront entendues sans en avertir sur le champ leurs capitaines ou officiers supérieurs.

XX. Celui qui étant engagé dans quelques querelles, combat ou autre occasion, appellera ceux de sa nation, de son régiment ou de sa compagnie à son secours, ou formera quelque attroupement, sera passé par les armes.

XXI. Ceux qui auront fait quelque entreprise ou conspiration contre le service du roi & la sûreté des villes, places & pays de sa domination, contre les gouverneurs & commandans desdites places ou contre leurs officiers, comme aussi ceux qui y auront consenti, ou qui ayant eu connoissance, n'en auront pas averti leurs capitaines ou mestredes camp, seront rompus vifs.

XXII. Défend sa majesté, sous peine de la vie, à tous soldats, cavaliers & dragons, de voler ou piller les vivandiers ou marchands venant dans les villes ou dans les camps, & de prendre par force & sans payement, soit pain, vin, viande, biere, brandevin, ou autres denrées & marchandises tant dans les marchés des villes & dans les boutiques que dans les camps ou en route.

XXIII. Leur défend pareillement sa majesté, à peine d'être passés par les verges, d'aller hors du camp ou de la garnison, au-devant de ceux qui apportent des vivres pour en acheter, quand même ce seroit de gré à gré & sans aucune violence.

XXIV. Leur défend sa majesté sous peine de la vie, de voler meubles ou ustenciles des maisons où ils seront logés soit en route ou en garnison.

XXV. Tous soldats, cavaliers ou dragons, qui de guet à pens, méchamment & avec avantage, en besslera ou tuera un autre, sera pendu & étranglé.

XXVI. Quiconque aura pillé, volé ou dérobé en tems de paix ou pendant la guerre, soit dans le royaume ou en pays ennemis, calices, ciboires ou autres biens d'église, sera pendu & étranglé; & si par les circonstances du vol il se trouvoit y avoir eu profanation des choses sacrées, il sera condamné au feu.

Il faut néanmoins excepter de cette règle ,

XXVII. Celui qui dérobera les armes de son camarade ou autre soldat , en quelque lieu que ce soit , sera pendu & étranglé ; & celui qui dérobera dans les chambres des cazernes leur linge , habit ou équipage , ainsi que le prêt du pain de ceux de sa chambrée , sera condamné à mort ou aux galères perpétuelles , suivant les circonstances du cas.

XXVIII. Celui qui vendra sa poudre ou son plomb , sera mis pendant quinze jours sur le cheval de bois à l'heure de la garde , s'il est en garnison ; si c'est dans un camp , il sera mis au piquet pendant le même temps.

XXIX. Personne de quelque condition , grade ou caractère que ce soit , ne pourra , sous peine de la vie , avoir correspondance en tems de guerre avec l'ennemi , par aucune voie que ce puisse être , sans la permission du général , si c'est à l'armée , ou du commandant de la province ou de la place , si c'est dans les quartiers ou dans les garnisons.

XXX. Défend sa majesté à toutes personnes que ce puisse être , à peine de punition corporelle ou de la vie , suivant l'exigence des cas , d'attenter ou d'entreprendre rien contre les personnes , villes , bourgs , villages , châteaux , hameaux , ou autres biens & lieux auxquels sa majesté aura accordé sauve-garde.

XXXI. Quiconque sans permission de son commandant , sortira d'une place ou fort assiégé , ou s'écartera au-delà des limites d'un camp , pour quelque prétexte que ce puisse être sera pendu & étranglé.

XXXII. Tout soldat , cavalier ou dragon qui sortira d'un camp retranché , ville de guerre ou fort , ou qui y rentrera par quelque détour , par escalade ou autrement que par les portes & chemins ordinaires , sera pendu & étranglé.

XXXIII. Le cavalier , soldat ou dragon qui étant dans le camp ou dans la garnison , ne suivra pas son drapeau ou son étendard , dans une allarme , champ de bataille ou autre affaire , sera comme déserteur passé par les armes.

XXXIV. Chacun secourra & défendra les drapeaux ou étendards de son régiment , soir de jour ou de nuit , & s'y rendra au premier avis sans les quitter , jusqu'à ce qu'ils soient portés & mis en sureté , sous peine de punition corporelle ou de mort , suivant l'exigence du cas.

## 1°. le crime de duel , dont l'article 19 de l'édit

XXXV. Tous cavaliers , dragons ou soldats en faction , comme aussi les brigadiers commandant la garde des étendards , qui laisseront sauver les prisonniers qui leur seront consignés , & à la garde desquels ils auront été établis , seront condamnés à servir comme forçats sur les galères pendant trois années : enjoignant sa majesté aux officiers de garde , de veiller & tenir la main à l'exécution du présent article , à peine d'en être responsables en leurs propres & privés noms.

XXXVI. Défend sa majesté , en conformité de l'ordonnance du 20 mai 1686 , à tous cavaliers , dragons & soldats , de jurer & blasphémer le saint nom de Dieu , de la sainte Vierge ni des Saints , sous peine à ceux qui tomberont dans ce crime , d'avoir la langue percée d'un fer chaud ; voulant sa majesté que les officiers de la troupe dont ils seront , soient tenus , aussitôt qu'ils en auront connoissance , de les remettre au prévôt étant à la suite d'icelle , ou au major du régiment , pour leur faire subir la peine susdite.

XXXVII. Tout officier qui osera insulter un commissaire des guerres dans ses fonctions , sera sur le champ envoyé en prison par le commandant du corps dont sera ledit officier , ou par ordre du commandant de la place où l'insulte aura été commise , lesquels en informeront sur le champ le secrétaire d'état de la guerre , pour sur le compte qui en sera rendu à sa majesté , être ledit officier puni ainsi qu'il sera par elle ordonné , suivant les circonstances du cas.

XXXVIII. A l'égard des cavaliers , dragons & soldats qui seront assez téméraires pour attenter à la personne desdits commissaires , soit en les frappant , ou se mettant en posture de les frapper , veut sa majesté qu'ils soient jugés par le conseil de guerre , & condamnés à être pendus & étranglés.

XXXIX. Défend très-expressement sa majesté auxdits cavaliers , dragons & soldats de frapper ou insulter les maires , échevins , consuls , juges & autres magistrats des lieux où ils seront en garnison , ou par lesquels ils passeront lorsqu'ils seront en route ; voulant sa majesté que sur la requi-sition desdits magistrats , les accusés soient mis en prison pour être jugés par les prévôts des maréchaux ou par les



du mois d'août 1679 a attribué la connoissance

juges des lieux, suivant la nature & les circonstances du Délit.

XL. Dans le cas où lesdits magistrats ou officiers municipaux auroient été frappés ou insultés par des officiers des troupes de sa majesté, ils en adresseront leurs plaintes & procès-verbaux au secrétaire d'état de la guerre, pour sur le compte qui en sera par lui rendu à sa majesté, y être par elle pourvu selon & ainsi qu'il appartiendra.

XLI. Lorsque les prévôts, archers ou autres préposés par les juges ordinaires, arrêteront prisonniers des soldats ou autres accusés, aucun cavalier, dragon ou soldat ne pourra s'y opposer, les leur ôter de force, ni se mettre en devoir de les leur ôter à peine de la vie.

XLII. Défend sa majesté à tous soldats, cavaliers & dragons d'aller ni envoyer couper, abattre & dégrader aucun bois dans ses forêts, bois, buissons & domaines, ni dans ceux des particuliers; de chasser ni pêcher dans les terres des seigneurs, comme aussi de tirer sur les pigeons, poules, poulers, lapins & autres animaux domestiques, & d'endommager les moulins, viviers & étangs, le tout à peine de punition corporelle.

XLIII. Tout soldat, cavalier ou dragon qui trichera ou pipera au jeu, sera puni corporellement. Veut sa majesté que si dans les camps ou dans les places il s'établissoit des jeux de hazard & capables d'engendrer querelle, les commandans ou gouverneurs fassent rompre les tables, machines & ustenciles servant auxdits jeux, & qu'ils fassent mettre en prison ceux qui tiendront lesdits jeux.

XLIV. Défend sa majesté à tous officiers, cavaliers, dragons, & soldats d'avoir & entretenir à leur suite aucune fille débauchée, à peine auxdits officiers d'être cassés, auxdits soldats, cavaliers & dragons de trois mois de prison, & auxdites filles d'avoir le fouet & d'être chassées des armées ou des places.

XLV. Veut au surplus sa majesté que les ordonnances rendues par le feu roi son bisaïeul, contre les déserteurs, suborneurs & séducteurs, passe-volans, foux-sauniers, contrebandiers, contre ceux qui auront vendu ou acheté des

aux juges royaux concurremment avec les prévôts des maréchaux & les lieutenans criminels de robe courte, à la charge de l'appel au parlement du ressort.

2°. Les Délits qui sont au nombre des cas royaux, & dont l'article 11 du titre premier de l'ordonnance de 1670 a attribué la connoissance aux baillis ou sénéchaux à l'exclusion de tout autre juge.

3°. Les cas prévotaux, même de soldat à soldat, dont la connoissance a été attribuée aux prévôts des maréchaux & aux présidiaux, tant par l'ordonnance de 1670 que par la déclaration du 5 février 1731.

Observez d'ailleurs à l'égard des Délits simples commis de soldat à soldat, que quand un soldat a été emprisonné en vertu d'une ordonnance des

outils, habillemens, armes & chevaux des troupes de sa majesté ou des métaux, poudres pièces & munitions d'artillerie, & généralement toutes autres ordonnances auxquelles il n'est point dérogé par la présente, soient exécutées selon leur forme & teneur.

Mande & ordonne sa majesté aux gouverneurs & ses lieutenans généraux en ses provinces & armées, gouverneurs & commandans particuliers de ses villes & places, chefs & officiers de ses troupes, intendans & commissaires départis dans ses provinces, commissaires des guerres ordonnés à la police desdites troupes, prévôts des maréchaux & autres ses officiers qu'il appartiendra, de tenir la main, chacun en ce qui le concerne, à l'exécution de la présente ordonnance, laquelle sa majesté veut être lue & publiée à la tête desdites troupes, & affichée dans les principaux corps-de-gardes de ses places & autres lieux que besoin sera, à ce qu'aucun n'en puisse prétendre cause d'ignorance. Fait à Versailles le premier juillet mil sept cent vingt-sept.

Signé, LOUIS. Et plus bas, LE BLANC.

juges

juges ordinaires des lieux, les officiers militaires ne peuvent le retirer ni faire retirer des prisons sous prétexte que la connoissance du Délit de l'accusé leur est attribuée : ils doivent en ce cas demander le soldat aux juges qui l'ont fait arrêter ; & si ceux-ci refusent de le rendre, les officiers militaires doivent se pourvoir au roi sur cet objet. Cela est ainsi ordonné par l'article 43 de l'ordonnance du 25 juillet 1665.

Quant aux Délits commis dans les garnisons par les gens de guerre, de quelque nation qu'ils soient ; c'est aux juges ordinaires à en connoître lorsque des habitans des lieux ou quelqu'autre sujet du roi y ont intérêt : mais ces juges ne peuvent procéder ni à l'instruction ni au jugement du procès, sans y appeler le prévôt des bandes ou du régiment s'il y en a un ; & s'il n'y en a point, le major ou l'officier qui commande la troupe dont est l'accusé. C'est ce qui résulte d'une ordonnance du 4 novembre 1651.

Voyez le *journal du palais* ; le *dictionnaire des arrêts* ; l'*ordonnance des eaux & forêts*, & les *commentateurs* ; le *traité de la justice criminelle de France* ; les *lois ecclésiastiques* ; le *dictionnaire de droit canonique* ; l'*ordonnance du mois d'août 1670* ; le *traité des matières criminelles* ; l'*édit du mois d'avril 1695* ; le *dictionnaire des sciences* ; les *arrêts de Bardet* ; le *journal des audiences* ; les *mémoires du clergé* ; le *traité de l'abus*, par Fevret ; Bouchel, *bibliothèque du droit françois* ; les *centuries de le Prêtre* ; le *recueil de jurisprudence canonique* ; le *traité de la manière de poursuivre les crimes* ; l'*ordonnance du 25 juillet 1665* ; la *déclaration du 5 février 1731* ; l'*édit du mois d'août 1679* ; l'*ordonnance du 4 novembre 1651* ;

*le code militaire*, &c. Voyez aussi les articles CRIME, INJURE, IMPUBÈRE, RAPPORT, GARDE, AMENDE, CHASSE, PÊCHE, OFFICIAL, ÉVÊQUE, JUGE, RÉCOLEMENT, CONFRONTATION, INTERROGATOIRE, PEINE, SOLDAT, GARNISON, CONSEIL DE GUERRE, &c.

**DÉLIVRANCE.** Ce mot est pris ici pour signifier la mise en possession d'un droit quelconque ; il a le même sens à peu près que livraison pour exprimer la tradition des choses mobilières.

*Délivrance* a aussi une signification particulière dans les sièges des monnoies & dans les eaux & forêts. Nous expliquerons ce que signifient ces deux espèces de Délivrances.

Dans les matières qui ont rapport aux contrats & aux obligations, on distingue deux sortes de Délivrances ; la Délivrance fictive & la Délivrance réelle. La Délivrance fictive est celle qui a été imaginée pour suppléer à la Délivrance réelle quand celle-ci ne peut pas avoir lieu d'une manière physique. Ainsi lorsqu'il s'agit de délivrer une maison vendue, un champ de terre, un droit incorporel, comme cette Délivrance ne sauroit se faire d'une manière réelle, on y supplée par une Délivrance fictive, en délivrant les clefs de la maison & les titres constitutifs de la propriété des objets vendus. Il y a des choses qui ne peuvent se délivrer par aucun signe sensible : telle est une servitude constituée : la Délivrance s'en fait alors par la faculté qu'on accorde à l'acquéreur d'en user suivant la convention.

La Délivrance réelle est celle qui se fait en délivrant la chose même, comme en délivrant par

exemple un meuble , du vin , du bled , des denrées , des bestiaux & d'autres choses semblables.

Si une même chose mobilière étoit vendue à deux acheteurs , soit par un même , soit par deux différens vendeurs , le premier des deux à qui elle auroit été délivrée & qui s'en trouveroit en possession , seroit préféré , quoique la vente faite à l'autre fût antérieure ; à moins que l'un des vendeurs ne fût pas le maître de la chose vendue & que l'autre le fût , car en ce cas celui qui auroit acheté du maître , seroit préféré à celui à qui la Délivrance auroit été faite ; mais dans tous les cas l'autre acheteur auroit son recours contre son vendeur (\*).

La Délivrance doit être faite au tems & dans le lieu réglé par le contrat : si le contrat ne s'explique point à cet égard , on doit délivrer sans délai & dans le lieu où se trouve la chose vendue. Les frais de la Délivrance sont à la charge du vendeur : s'il s'agit par exemple de droits d'aides pour la Délivrance d'une pièce de vin , c'est au vendeur à les acquitter ; mais les frais de l'enlèvement sont à la charge de l'acheteur.

La chose demeure aux risques du vendeur dès l'instant qu'il est en retard d'en faire la Délivrance. Ce défaut de Délivrance donne lieu à des dommages-intérêts , & quelquefois même

(\*) Il en seroit différemment de la vente d'un fond réel passée par un acte authentique : quoique le dernier acheteur fût en possession de l'immeuble , le premier acquéreur ne seroit pas pour cela exclu de la faculté de revendiquer l'objet à lui vendu , parce que les immeubles ont une suite par hypothèque que les meubles n'ont pas.

à la résolution de la vente. Voyez-en un exemple à l'article COMMUNICATOIRE.

Quand l'acheteur est lui-même en retard de venir enlever la chose vendue, il ne peut pas se plaindre du défaut de Délivrance, & cette Délivrance peut même être justement refusée lorsque l'acheteur ne satisfait pas de son côté aux conditions de la vente.

Observez que quand on auroit le droit le plus marqué de se faire délivrer une chose, on ne peut cependant pas, lorsqu'elle est refusée, s'en emparer par voie de fait, on est obligé alors de recourir à l'autorité de la justice.

Il ne suffit pas non plus d'avoir acquis un legs en vertu d'un testament pour se croire en droit de s'en mettre aussitôt en possession sans en avoir demandé la Délivrance à l'héritier : le legs n'est autre chose, suivant la définition qu'en donne le droit romain, que la donation d'une certaine portion de l'hérédité à fournir, c'est-à-dire à délivrer par l'héritier (\*).

La nécessité de demander cette Délivrance, est introduite dans presque toutes les coutumes notamment dans celle de Paris ; elle est à plus forte raison établie dans les pays de droit écrit. On excepte néanmoins de cette règle le legs fait à un héritier en ligne directe ; mais non point à un héritier en ligne collatérale ; car il a été jugé au parlement de Paris le 15 février 1729, qu'un collatéral qui renonçoit à une succession pour

---

(\*) *Legatum est donatio quædam à defuncto relicta, ab hærede præstanda.* (§. 1, *inst. de legat.*)

s'en tenir à un legs universel , n'avoit de fruits à prétendre que du jour de la demande en Délivrance.

Lorsqu'on est saisi de la chose qui fait l'objet du legs, est-on de même obligé d'en demander la Délivrance ? Si l'on n'est pas obligé de demander cette Délivrance , puisqu'on a la chose même , on est , dit-on , du moins obligé de demander qu'elle demeure à celui qui l'a à titre de propriété en vertu du legs , au lieu de l'avoir simplement à titre de louage ou d'usufruit : mais nous pensons qu'il suffit à celui qui la possède d'exciper de la faveur du legs pour la retenir , & pour retenir en même tems les fruits qui en sont échus à compter du jour que le legs étoit exigible ; car autre chose est d'être obligé de demander pour avoir , & autre chose d'exciper pour retenir. Ce qui doit avoir lieu à plus forte raison en faveur d'un débiteur à qui on lègue ce qu'il doit ou à qui l'on en fait remise. Il lui suffit de demander l'exécution du testament par forme d'exception.

Il n'en est pas de l'héritier institué comme du simple légataire ; lorsque le testament contient une institution d'héritier , ce qui est assez ordinaire en pays de droit écrit , cet héritier testamentaire est comme saisi de droit sans être obligé de former aucune demande en Délivrance. Il y a même à ce sujet un acte de notoriété donné au parquet du parlement d'Aix le 24 juillet 1741 ; mais si parmi les biens de la succession testamentaire il y a des rentes sur la ville de Paris , la propriété n'en est acquise que par la Délivrance. C'est ce qui a été ainsi réglé par la cham-

bre des comptes de Paris le 22 février 1755 (\*).

Dans les pays coutumiers où les héritiers testamentaires ne sont regardés que comme des légataires, tout legs, même universel, est sujet à Délivrance : mais comme cette maxime n'a lieu qu'en faveur des parens héritiers, si le legs universel émanoit d'un bâtard, le légataire pourroit s'en saisir de plein droit : il n'auroit de demande à former à ce sujet, qu'autant que le seigneur se feroit déjà emparé de la succession.

(\*) Voici ce que porte ce règlement : » La chambre....  
 » ordonne que les rentes, intérêts & autres charges affi-  
 » gnées sur les fermes des aides & gabelles, sur celles des  
 » postes, sur les recettes générales des domaines, des finan-  
 » ces, recettes particulières des tailles ou autres revenus du  
 » roi, dont le payement doit être fait à bureau ouvert à  
 » Paris, ou en d'autres villes régies par des coutumes qui  
 » réputent les rentes immeubles, conserveront leur nature  
 » d'immeubles encore bien que les propriétaires des rentes  
 » intérêts & autres charges fussent domiciliés dans les pays  
 » de droit écrit ou pays coutumiers qui réputent les rentes  
 » meubles, & que les institutions d'héritier faites en pays  
 » de droit écrit ne vaudront à l'égard desdites rentes, inté-  
 » rêts & charges, que comme legs universel sujet à déli-  
 » vrance.

» Fait défenses à tous trésoriers, payeurs, receveurs gé-  
 » néraux & particuliers ou autres comptables préposés au  
 » payement desdites rentes, intérêts & autres charges, d'en  
 » faire le payement à ceux qui en prétendent la propriété en  
 » vertu de testamens faits par des testateurs domiciliés en  
 » pays de droit écrit qui les instituent héritiers universels,  
 » qu'en leur remettant des actes de délivrance desdits legs  
 » universels ».

L'objet de ce règlement a été de prévenir les surprises qui pourroient naître des payemens faits en vertu des testamens sans qu'auparavant il ait été jugé si ces testamens sont réguliers ou non, & c'est sur la demande en délivrance que se porte un jugement à cet égard.



C'est pardevant le juge du domicile de l'héritier que doit se former la demande en Délivrance ; & lorsqu'il y a plusieurs héritiers , c'est devant le juge de la situation de la majeure partie des fonds de l'hérédité ou devant le juge du domicile du défunt , lorsqu'elle consiste plus en effets & en mobilier qu'en autre chose.

Le don mutuel dans la coutume de Paris est sujet à Délivrance. C'est ce que porte textuellement l'article 284 de cette coutume ; mais le douaire soit coutumier ou préfix saisi de plein droit sans aucune demande à cet égard. C'est une autre disposition précise de l'article 256 de la même coutume.

*Délivrance , en termes de monnoie* , est la permission accordée par les juges-gardes aux maîtres des monnoies , d'exposer dans le public des espèces d'or , d'argent ou de billon nouvellement fabriquées.

Les juges-gardes sont obligés de faire un acte de cette permission , laquelle doit être signée d'eux , du contre-garde , de l'essayeur qui a fait l'essai & du maître à qui la Délivrance en a été faite.

Avant d'accorder cette permission , les ordonnances de 1549 , 1554 , 1586 & 1590 , veulent que les juges-gardes pèsent les espèces , pièce à pièce au trébuchet pour examiner si elles sont de recours de la pièce au marc , pour rebuter & cisailer toutes celles qu'ils trouvent trop fortes ou trop foibles , ou mal monnoyées , & pour faire refondre les unes & les autres aux dépens des monnoyeurs , & cela à peine contre les juges-gardes de punition , suivant l'exigence des cas , ou par suspension de leurs fonctions , ou par

privation de leur état, ou même par amende & punition corporelle.

Un arrêt de la cour des monnoies du 29 avril 1775 en renouvelant les dispositions des ordonnances que nous venons de citer porte » que les » peuilles (\*) de chacune Délivrance d'or, d'argent & de billon, seront renfermées en un papier » scellé des cachets des juges-gardes, directeurs » & essayeurs de chacune monnoie étiqueté de » la quotité des espèces, de leur poids total, du » titre & de la date de chacune Délivrance & » remis ensuite dans le coffre fermañt à trois » clefs, sans pouvoir par les juges-gardes, sous » peine d'être poursuivis extraordinairement, » s'en défaire ni les remettre au directeur de la » monnoie qu'il ne leur ait apparu du jugement » définitif du travail que chacune desdites peuil- » les représente ».

La manière dont doivent être faites les Délivrances est réglée par un autre arrêt de la cour des monnoies en date du 22 août 1750, dont on trouvera les dispositions à l'article DENIER de boîte.

Les registres des Délivrances doivent être cotés & paraphés par le contrôleur-contre-garde de chaque monnoie où il n'y a point de commissaire de la cour. Le procès-verbal de paragraphe doit faire mention des officiers de la monnoie, de la lettre que doit porter l'empreinte des différens (\*\*) du directeur & du graveur, du

(\*) On entend par *peuilles*, des parties d'espèces coupées soit d'or, d'argent ou de billon, dont on se sert pour faire l'essai.

(\*\*) Les *différens* sont une petite marque que les tail-

jour de la Délivrance, de la quantité, de la qualité, de la valeur & du poids des espèces, &c. (\*)

Les deniers mis en boîte doivent être pris dans

leurs particuliers & les directeurs des monnoies sont obligés de mettre sur chaque espèce, telle qu'un soleil, une étoile, une fleur, un fruit, un animal, &c.

(\*) *Formule de procès-verbal du paraphe des registres des Délivrances suivant qu'elle a été donnée à la suite de l'arrêt du 22 août 1750.*

» Le présent registre contenant.... feuillets, celui-ci  
 » compris, a été coté & paraphé par premier & dernier  
 » par nous.... de la monnoie de.... soussigné pour servir  
 » à Messieurs.... &.... conseillers du roi juges-gardes de  
 » ladite monnoie, à enregistrer toutes les Délivrances d'es-  
 » pèces d'or, d'argent ou de billon qui seront par eux faites  
 » pendant la présente année, à M.... conseiller du roi, di-  
 » recteur & trésorier particulier de ladite monnoie, après  
 » qu'elles auront été essayées par le sieur.... essayeur par-  
 » ticulier d'icelles; lesquelles espèces porteront pour marque  
 » de cette monnoie la lettre.... au bas de la pile ou revers  
 » d'icelle, & pour différent du directeur qui sera placé....  
 » ensemble.... pour.... différent de.... graveur particu-  
 » lier de cette monnoie, conformément & en exécution de  
 » l'arrêt de la cour des monnoies du 22 août 1750. Fait en  
 » l'hôtel de ladite monnoie, ce.... janvier mil sept cent, &c.»

*Modèle de chaque Délivrance à enregistrer.*

» Le.... janvier.... a été délivré par nous.... juges-  
 » gardes de la monnoie de.... à M.... directeur & tréso-  
 » rier particulier de cette monnoie, en présence de.... con-  
 » trôleur-contre-garde de ladite monnoie, la quantité de....  
 » louis d'or à vingt quatre livres pièce fabriquée en exécu-  
 » tion de l'édit du mois de janvier 1726, pesans.... &  
 » valant la somme de.... foibles en trois marcs de.... &  
 » d'aloi à.... suivant le rapport de.... essayeur particulier  
 » de cette monnoie, de laquelle quantité en avons em-  
 » boîté.... &c.»

la masse au hazard & sans choix. Le règlement du 22 août 1750, détermine le nombre de deniers qu'on doit prendre sur chaque Délivrance d'or & d'argent ; mais observez ici que pour le billon il doit être mis en boîte par chaque Délivrance qui n'excède pas cinquante marcs, six pièces de vingt-quatre deniers ou douze pièces de douze deniers ; & ainsi à proportion, si les Délivrances sont plus fortes.

A la fin de l'année le registre doit être clos & arrêté, & il doit en être dressé procès-verbal en présence des officiers qui ont assisté aux Délivrances. Ce procès-verbal doit contenir le nombre total des espèces délivrées ; il doit y être fait mention de leur poids & du nombre des deniers qui ont été emboîtés.

Les doubles ou demi-louis d'or ainsi que les écus, demi-écus, cinquième, dixième & vingtième d'écus, les sous de vingt-quatre & de douze deniers doivent être pareillement enregistrés, en observant d'emboîter de chacune de ces espèces le nombre déterminé par le règlement du 22 août 1750.

*Délivrance en terme d'eaux & forêts*, s'entend du bois que l'on marque & que l'on délivre à des usagers dans les forêts du roi, ainsi qu'aux ecclésiastiques & aux communautés qui ont obtenu permission de faire abattre leurs bois.

Les grands maîtres & les officiers des eaux & forêts sont seuls compétens pour faire ces Délivrances ; mais le grand maître ni aucun officier ne peut les faire seuls s'il n'y est expressément autorisé par le conseil. L'abbé & les religieux de Clairvaux avoient obtenu par un arrêt du conseil du 28 juin 1701, qu'il leur se-

roit marqué & délivré quatre anciens baliveaux par arpent pour leur chauffage, &c. & il étoit dit que cette Délivrance se feroit par le grand-maître, *ou en son absence*, par les officiers de la maîtrise de Chaumont. Les religieux, sous prétexte de l'alternative portée par l'arrêt, vouloient que cette Délivrance se fît par le grand-maître seul, & cela sur le fondement que leurs bois dépendoient en partie de la maîtrise de Châtillon-sur-seine, en partie de celle de Vassé, & en partie de celle de Chaumont, & que les officiers de ces maîtrises prétendant devoir accompagner le grand-maître dans chaque ressort, il en résulteroit des frais considérables; en conséquence ils demandèrent que le grand-maître fût autorisé à leur faire seul la Délivrance dont il s'agissoit; mais ils furent déboutés de leur demande à ce sujet par un autre arrêt du conseil du 12 août 1702.

Il ne peut se faire aucune Délivrance dans les forêts du roi sans un ordre exprès de sa majesté. Sur ce qui fut représenté au roi par les officiers de la maîtrise de Rennes, que pour satisfaire aux ordres du sieur de Marbeuf commandant pour le roi dans la province de Bretagne, portant injonction de délivrer les bois nécessaires pour *baraquer* le régiment de la Marcq, ils avoient été obligés de marquer & de faire abattre dans la forêt de Rennes trois cens pieds d'arbres, mais que ces ordres n'étant pas suffisans pour leur décharge, il étoit nécessaire que ces coupes fussent autorisées par un arrêt du conseil, sa majesté déclara par un arrêt du 14 novembre 1721, qu'elle approuvoit la Délivrance pour cette fois seulement, & sans tirer à conséquence,

avec défenses aux officiers d'en faire à l'avenir aucune dans ses forêts sinon en vertu d'arrêt de son conseil , & de lettres-patentes duement vérifiées , sous les peines portées par les ordonnances.

Les cours de parlement ne sont point compétentes pour autoriser les Délivrances dont il s'agit : les religieuses de Donans avoient remontré par une requête au parlement de Besançon , que leur monastère étoit ancien & caduc , qu'elles songeoient à le rétablir , qu'elles avoient droit de prendre des bois dans la forêt de Chaux comme habitantes de la ville , que cependant le maître particulier ne vouloit leur laisser prendre que quelques arbres qui ne pouvoient point les accommoder ; qu'en conséquence elles requéroient qu'il leur fût permis d'en prendre pour leur bâtiment sur le devis qu'elles produiroient , &c. & le parlement avoit ordonné par un arrêt du 5 août 1698 , au maître particulier de la ville de Dôle de voir la demande de ces religieuses & d'y pourvoir , lui donnant toute autorité nécessaire à cet effet ; mais le procureur du roi de la maîtrise de Dôle ayant fait des représentations au roi sur cet arrêt du parlement , sa majesté par un arrêt de son conseil du 7 juillet 1699 , cassa celui du parlement , avec défenses d'en rendre de pareils à l'avenir , & d'ordonner la Délivrance d'aucun usage , que les prétendants n'eussent représenté les titres & pièces justificatives au grand-maître , & que ces titres n'eussent été confirmés par sa majesté.

*Voyez Bacquet en son traité des droits de justice ; les lois civiles ; la coutume de Paris ; le traité des obligations de M. Pothier ; la collection de jurispru-*

dence ; le traité des monnoies de M. de Basinghen ; le dictionnaire des eaux & forêts, &c. ( Article de M. DAREAU , avocat , &c. )

**DÉLOYAUTÉ.** Insulte grave commise par un seigneur de fief contre son vassal. De même qu'un vassal peut être exclus de son fief pour cause de félonie , de même aussi un seigneur peut être privé de sa mouvance pour crime de Déloyauté ; les devoirs d'amitié , de protection , de justice n'étant pas moins essentiels de la part du seigneur envers son vassal , que ceux du service , du respect , & de la reconnoissance de la part du vassal envers son seigneur.

Pour faire déclarer un seigneur déchu de sa dominance , il faut recourir aux tribunaux ordinaires ; eux seuls peuvent connoître & décider si l'injure est assez grave pour mériter cette peine. Lorsqu'elle est jugée telle , le seigneur est privé , non-seulement de sa dominance , mais de tous ses droits tant utiles qu'honorifiques ; *» privatur directio dominio* , dit Dumoulin , & *» omni jure feudali , & ejus juribus & pertinentiis* « , privation qui comprend & les droits consignés dans la coutume & généralement toutes les clauses particulières de l'inféodation.

Alors la mouvance du fief retourne au seigneur suzerain , qui devient seigneur immédiat ; & le fief demeure absolument affranchi de tous les droits seigneuriaux extraordinaires.

Observons que si le seigneur déloyal n'est seigneur qu'en sa qualité de mari , ou de bénéficiar , la commise cesse après la mort de la femme , ou du bénéficiar , & même après la simple résignation de ce titulaire.

Quels sont les crimes de Déloyauté ? Les

jurisconsultes en citent plusieurs : si le seigneur tuoit le fils de son vassal , s'il deshonorait sa fille , sa femme ou sa mere ; en un mot la plupart des crimes qui constituent la felonie , rendent coupable de Déloyauté. Voyez donc les articles FÉLONIE , DÉSAVEU , COMMISE. ( *Article de M. L'ABBÉ REMY, avocat au parlement.* )

**DEMANDE , DEMANDEUR.** *Demande* se dit d'une action qu'on intente en justice pour obtenir une chose à laquelle on croit avoir droit. *Demandeur* se dit de celui qui forme cette action.

Il y a autant de sortes de Demandes qu'il y a de sortes d'actions , voyez le mot ACTION.

Une Demande pour être régulière doit être exposée par une requête dans les cours souveraines , & par un exploit ou par une requête dans les juridictions inférieures. Toute la méthode à cet égard consiste à déduire d'une manière claire & précise les objets que l'on Demande & les motifs en vertu desquels on les réclame : c'est ce qui s'appelle *libeller* une Demande ; voyez à ce sujet l'article AJOURNEMENT.

Si l'on assigne en vertu d'une commission ou de lettres de chancellerie , cette commission ou ces lettres doivent pareillement contenir le sujet & les motifs pour lesquels on les accorde , parce qu'enfin il faut que celui qu'on appelle en justice sache pourquoi il y est appelé. Il faut aussi que les pièces justificatives , s'il y en a , accompagnent la Demande ; cette Demande doit d'ailleurs être portée devant les juges qui en doivent connoître ; & dans les matières ordinaires , c'est devant le juge de celui à qui l'on



Demande , à moins qu'il ne s'agisse d'une affaire purement civile ; alors on a droit de la porter devant le juge du lieu où la chose est située.

On ne peut régulièrement demander que ce qui est dû ; cependant si l'on demandoit au-delà , la Demande ne laisseroit pas d'être valable pour ce qui seroit dû , & la partie adverse n'en devroit pas moins les dépens de cette Demande jusqu'au jour de ses offres réelles de payer ce qu'elle se trouveroit devoir légitimement : en cela nos usages sont différens de ceux des romains où la *plus-pétition* étoit un vice contre la Demande.

Dans les obligations alternatives lorsqu'il est au choix de l'obligé de donner l'une de deux choses , le Demandeur ne peut pas exiger nommément que l'une lui soit donnée plutôt que l'autre ; il doit en demandant laisser l'alternative au défendeur , autrement il s'expose à perdre les dépens , parce qu'on ne peut pas dire que la chose qui a été demandée soit précisément celle qui étoit due.

Au reste , parmi nous , on peut reformer sa Demande en tout état de cause , & pourvu qu'elle ait été réformée avant les offres faites par le défendeur , celui-ci , comme nous l'avons dit , n'en doit pas moins les dépens.

Quand la Demande est prématurée , c'est-à-dire quand le temps du paiement ou de la chose n'est pas encore échu , le juge déclare le Demandeur *quant à présent* mal fondé dans sa Demande & le condamne aux dépens , sauf à lui à se pourvoir quand la dette sera échue. Il en est de même de celui qui fait la Demande d'une dette conditionnelle avant que la condition soit arrivée.

Toutes les demandes , à quelque titre que ce soit , qui ne peuvent point se justifier par écrit , doivent être formées par un même exploit ou par une même requête ; sans quoi toutes celles qu'on pourroit faire après , lorsqu'elles ne sont point fondées sur des écrits , sont non-recevables dès qu'on pouvoit les former en même temps que les précédentes ; c'est ce qui est ainsi sagement réglé par l'article 6 du titre 20 de l'ordonnance de 1667 pour éviter nombre de procès pour un.

Mais ce n'est point blesser l'ordonnance que d'augmenter les conclusions de sa demande lorsque c'est par oubli qu'on a omis de demander tout ce qu'on avoit à prétendre & que ce que l'on Demande de plus , a une relation sensible à ce qui a déjà été demandé. Si , par exemple , en concluant contre votre partie à ce qu'elle soit condamnée à vous payer le montant d'une créance , vous avez oublié de conclure à ce qu'elle fût aussi condamnée à vous en payer les intérêts jusqu'au remboursement effectif , vous pouvez en tout état de cause augmenter vos conclusions à cet égard.

Un Demandeur ne doit obtenir l'effet de ses conclusions qu'autant que sa Demande se trouve juste & bien vérifiée ; c'est ce qui est repeté en plusieurs endroits de l'ordonnance de 1667. Cette vérification peut toujours se faire par écrit ; mais elle ne doit avoir lieu par témoins , qu'autant que tous les chefs de la Demande réunis , n'excèdent pas la somme de cent livres ; car s'ils excédoient cette somme , quand même les différens objets demandés proviendroient de différentes causes & de différentes époques ,

époques, la preuve testimoniale n'en seroit point recevables, à moins qu'il ne fut question de droits acquis par succession, donation ou autrement de diverses personnes, parce qu'alors chacune de ces personnes n'étant pas créancière au-delà de cent livres, pouvoit prouver par témoins sa créance, & que le changement de personnes ne change point l'ordre des choses.

La défense de prouver par témoins une Demande qui excède cent livres, ne s'étend pas à celles qui ont pour objet la réclamation de dépôts faits en cas de nécessité ou en logeant dans une hôtellerie; mais c'est ce qui sera plus particulièrement expliqué aux articles PREUVE & TÉMOIN où nous développerons plus au long les dispositions que contient à ce sujet le titre 20 de l'ordonnance de 1667.

Comme il y a plusieurs sortes de Demandes, chacune reçoit une dénomination particulière :

*Demande principale*, se dit de celle par laquelle on commence une contestation; on l'appelle aussi quelquefois *Demande originaires*, lorsqu'elle est suivie d'une Demande en garantie. Ces sortes de Demandes se forment à personne ou à domicile par le ministère d'un huissier.

*Demande incidente*, se dit de celle qu'on a formée dans le cours d'une contestation pour obtenir quelque chose qui a rapport à l'objet principal. On l'appelle aussi quelquefois *Demande reconventive*, lorsqu'elle a lieu de la part du défendeur. Elle peut se former par une requête ou par des écritures signifiées de procureur à procureur.

*Demande subsidiaire*, est celle qui tend à obtenir une chose, dans le cas où le juge ou la par-

tie feroient difficulté d'en accorder une autre.

*Demande provisoire*, se dit de celle qui tend à faire ordonner quelque chose par provision en attendant le jugement définitif de la contestation. Lorsqu'une demande provisoire est formée séparément de la Demande principale elle peut être regardée comme une Demande incidente.

*Demande sur le barreau*, est celle que la partie ou son procureur, ou l'avocat assisté de la partie ou du procureur forment judiciairement en plaidant la cause sans qu'elle ait été précédée d'aucune Demande par écrit.

*Demande préparatoire*, est celle qui tend seulement à faire ordonner quelque chose pour l'instruction de la procédure ; par exemple, que les pièces seront communiquées.

*Demande en déclaration d'hypothèque*, se dit de celle que fait un créancier contre l'acquéreur d'un immeuble affecté & hypothéqué à une créance due par le vendeur.

*Demande en intervention*, est celle que forme un tiers sur la contestation pendante entre le Demandeur & le défendeur, soit pour prendre le fait & cause de l'une des parties, soit pour participer aux intérêts qui dérivent de la Demande principale, soit enfin pour se faire adjuger l'objet contesté.

Il y a d'ailleurs des Demandes possessoires, des Demandes petitoires, des Demandes en partage, en retrait, en garantie, en complainte, &c. toutes ces différentes Demandes sont expliquées aux articles auxquels elles se rapportent. Voyez au surplus ce que nous avons dit à l'article CAUSE. ( *Article de M. DAREAU, avocat, &c.* )

DÉMEMBREMENT DE FIEF. Il consiste à faire plusieurs fiefs d'un seul, à en séparer les différentes parties qui en sont *les membres*, de manière qu'elles ne fassent plus un seul corps de fief.

Le Démembrement, le dépié & le jeu de fief sont peut-être les parties les plus épineuses de la jurisprudence féodale. Guyot les appelle *un labyrinthe inextricable, une mer immense qui fait reculer en arrière tous ceux qui s'y veulent embarquer*. L'extrême difficulté de cette matière vient principalement des efforts qu'il a fallu faire pour rendre les fiefs patrimoniaux, sans en altérer la nature, & de ce que l'on a voulu concilier avec la liberté du commerce & nos mœurs actuelles la subordination féodale, & des principes qui tiennent à un gouvernement qui ne subsiste plus.

Pour jeter quelque lumière sur cet objet, je tracerai rapidement l'histoire de l'aliénation des fiefs. Ce sera le sujet d'un premier paragraphe. Dans un second, j'expliquerai l'article 51 de la coutume de Paris. Dans un troisième, j'exposerai le droit du reste de la France sur cette matière. Je finirai par quelques questions particulières sur le Démembrement.

#### §. I. Histoire de l'aliénation des fiefs.

Je ferai marcher ici de front avec nos usages, ceux d'Italie & d'Allemagne, non-seulement parce qu'ils s'éclairent mutuellement, des causes à-peu-près semblables y ayant produit des effets peu différens, mais aussi parce que le livre des fiefs compilé par les deux jurisconsultes de Milan, & le droit féodal d'Allemagne ont autorité

de lois dans quelques provinces de France , (\*) lorsque les coutumes des lieux n'y ont pas dérogé. Je serai forcé de parler de l'ordre des successions , parce que les lois de l'aliénation des fiefs sont presque toujours une suite des règles qu'on y a observées & que le partage des successions mêmes peut opérer une sorte de Démembrement. Dans un sujet qui a exigé des recherches , je citerai mes garants à chaque pas , afin qu'on puisse facilement juger du degré de confiance que méritent les inductions que j'en ai tirées.

Tant que les bénéfices militaires dont nos fiefs tirent leur origine furent des dons annuels ou révocables à volonté , lors même qu'ils furent ensuite concédés au vassal , ou *leude* , pour toute sa vie , s'ils ne furent pas absolument inaliénables , le droit de ceux en faveur de qui le leude en pouvoit disposer , étoit plus précaire encore que le sien. Il étoit à la fois subordonné à la volonté du leude , & aux causes qui pouvoient lui faire enlever à lui-même son bénéfice. *Le roi les ôtoit , lorsqu'il ôtoit le tout , & à la mort du leude , le vassal perdoit aussi son arrière fief ; un*

---

(\*) Guy Pape , question 297 , Dumoulin en sa préface sur le titre des fiefs de la coutume de Paris , n°. 213 , & M. Salvaing d'après eux assurent que les livres des fiefs (*usus feudorum*) tiennent lieu de droit commun au Dauphiné , lorsque l'usage n'y a point dérogé , parce que cette province dépendoit autrefois du royaume d'Arles & reconnoissoit la souveraineté de l'empire. La coutume de Bar , article premier , dit aussi que *les fiefs se gouvernent & règlent selon les lois impériales , ès cas où il n'y a coutume particulière audit bailliage*. L'Alsace a conservé les mêmes droits , lors de sa réunion à la France.

*nouveau bénéficiaire venoit qui établissoit de nouveaux arrière-vassaux. (\*)* De-là vient sans doute l'usage presque général de rendre un nouvel hommage du fief, en cas de mutation même du seigneur dominant.

Plusieurs causes concoururent à rendre ces bénéfices héréditaires & patrimoniaux : les principales furent l'espérance de rendre les vassaux plus affectionnés & plus intrépides à la guerre, quand leur famille ne seroit pas exposée à tomber dans la misère après leur mort ; les dégradations qu'entraînoit une jouissance si précaire ; la transmutation fréquente des aleux en bénéfices, occasionnée par les divers avantages attachés à cette manière de posséder (\*\*) ; l'affermissement des peuples du nord dans les pays qu'ils avoient conquis, & la pente ordinaire des gouvernemens, qui tend à rendre les biens des particuliers de plus en plus disponibles.

Bien des auteurs ont jeté de la confusion sur ce grand changement dans la manière de posséder les bénéfices, en voulant en fixer l'époque précise, tandis qu'il est si naturel de supposer que les révolutions dans les usages se font toujours insensiblement. On trouve quelques exemples de bénéfices héréditaires dès la première race (\*\*\*) & l'on peut démontrer que la plupart

(\*) *Esprit des lois*, livre 31, chap. 26.

(\*\*) *Ibid.* chap. 8 & 21.

(\*\*\*) *Ibid.* chap. 7, observations sur l'histoire de France par Mably, liv. 1, chap. 4; Marculfe lib. 1, form. 14. M. Bignon sur cette formule soutient le contraire, & prétend qu'il faut l'appliquer seulement aux alleux, & non aux bénéfices ; mais elle paroît générale. On voit dans les annales de Fulde qu'un jugement rendu en 883, condamne

de ceux qui étoient tepus de la couronne furent rendus tels par Louis le Débonnaire, Charles le Chauve & par Charlemagne lui-même (\*). quoique Chantereau le Febvre ait prétendu que cela n'avoit eu lieu que sous la troisieme race (\*\*). Cette hérédité des grands bénéfices acheva de devenir générale en France avant l'avènement de Hugues Capet au trône; elle s'établit à-peu-près un demi-siècle plus tard en Allemagne (\*\*\*) sous les empereurs Franconiens & Saxons, & c'est environ dans ce temps-là que l'on commença à se servir du nom de *fief*, pour désigner les bénéfices (\*\*\*\*).

L'hérédité des sous-inféodations s'établit plus tard. On en trouve néanmoins des exemples dès le dixième siècle, ou même avant. (\*\*\*\*) Elle n'eut d'abord lieu qu'en ligne directe; & pour les mâles seulement. L'admission des parens colla-

Guy duc de Spolette, & Albert duc de Toscane à perdre toutes les dignités & fiefs qu'eux, leurs pères, leurs aïeux & leurs bis-aïeux avoient possédés. (Essai sur les causes de la destruction des deux premières races, couronné par l'académie des inscriptions an. 1775).

(\*) Factum de Me. Hufson au journal du palais, sous l'arrêt du 3 septembre 1668, l'esprit des lois liv. 31, chap. 8, 28 & 32; le recueil des historiens de France par dom Bouquet, tome 6, page 646 & suivantes; la quatrième lettre sur les parlemens de France par Boulainvilliers; le droit public de France (par Me. Bouquet) pag. 168 & suivantes.

(\*\*) Liv. 1 de l'origine des fiefs chap. 8 & 21.

(\*\*\*) Histoire d'Allemagne par Pisseff, ans 840, 911; 972 & 1024, &c.

(\*\*\*\*) Du Cange *va. feudum*.

(\*\*\*\*\*) Lettre quatrième de Boulainvilliers sur les parlemens de France, & la fin de la Lettre troisième.



téraux & des filles ne fût dans l'origine qu'une grace ou une composition entre le seigneur & eux. (\*) Aussi dans la plupart des coutumes où l'on ne paye point de rachat dans les successions en ligne directe, il se paye dans tous les degrés des successions collatérales. Il a lieu de même en quelques coutumes (\*\*), quand le fief tombe en main de fille ; & dans celles où il n'avoit pas lieu le droit de mariage autrefois presque universel (\*\*\*) & depuis presque partout aboli, en tenoit lieu.

Enfin la succession collatérale fut généralement admise sur les principes du droit canonique jusqu'au quatrième, puis jusqu'au septième degré, & même jusqu'à l'infini, pourvu que l'on put prouver que l'on descendoit de celui qui avoit reçu la première investiture du fief (\*\*\*\*).

Un principe s'établit alors, qui aida beaucoup à affermir la succession des vassaux du second degré. C'est que le souverain en ne se réservant que la suzeraineté sur les fiefs de ses vassaux leur en avoit transmis la propriété complete & même le domaine direct. (\*\*\*\*\*) En

(\*) *Lib. feudorum tit. 24. si quis sine filio masculino mortuus fuerit & reliquerit filiam, filia non habeat beneficium patris nisi à domino redemerit. Si autem dominus ei dare voluerit propter servitium & amorem patris, non revocetur ab ullo à parentibus suis neque damnetur.*

(\*\*) Poitou art. 150.

(\*\*\*) Atlixes de Jérusalem chap. 245, 246, 247, avec les notes ; le grand coutumier liv. 2, chap. 29 ; du Cange, vo. *Maritagium*, les anciennes lois d'Angleterre & d'Ecosse.

(\*\*\*\*) *Lib. 1, feud. tit. 1. Consilia feudalia variorum doctorum. Francofurti ad moenum 1573, conf. 2 & 8.*

(\*\*\*\*\*) Ibid. consil. 48.

effet ils avoient presque tous les droits régaliens. De-là dériveroit la conséquence que leurs sous-inféodations étoient irrévocables & subsistoient même au préjudice du prince, si leurs fiefs étoient confisqués ou autrement réunis à la couronne.

On ne pouvoit pas étendre cette conséquence aux aliénations de ces arrière-vassaux. Les concessions qu'ils faisoient ne formoient point de véritables fiefs ; mais de simples bénéfices amovibles comme les premiers de tous & incapables de préjudicier aux droits du seigneur suzerain. (\*) Il a fallu beaucoup de siècles, avant que la stabilité des possessions féodales ait pu nous familiariser avec cette idée réellement contradictoire, lorsqu'on l'analyse, qu'un vassal qui a seulement le domaine utile, pût retenir par fiction sur un arrière-vassal le domaine direct, que son seigneur ne lui avoit pas transmis (\*\*). Ces principes subsistoient encore avec quelques restrictions dans l'empire, lorsque les livres des fiefs furent compilés sous le règne de Frédéric premier (\*\*\*).

La succession des grands fiefs prit pour modèle celle de la couronne. L'empire ne se partagea point à la vérité en Allemagne ; mais comme il fut toujours électif & qu'il n'étoit guères qu'un vain titre, l'usage de partager les fiefs se perpétua en Allemagne, parce que l'exemple des maisons régnantes ne put introduire un usage contraire : si la maison de Franconie parut vou-

(\*) Argentæus, §. 344, gloss. 1, n°. 1.

(\*\*) Lib. feud. tit. 1, cap. 5.

(\*\*\*) Pfeffel, histoire d'Allemagne sous l'année 1155.

loir l'établir une ou deux fois, il ne subsista point sous des successeurs que rien n'engageoit à suivre le même plan. La politique de Frédéric premier en attachant la qualité de prince de l'Empire à la mouvance immédiate, & en y donnant de grands avantages; contribua beaucoup à maintenir l'égalité de la succession des fiefs qui subsiste encore aujourd'hui (\*).

Des arrangemens particuliers ou des coutumes locales y ont néanmoins établi dans quelques familles & dans plusieurs états le droit d'aînesse, & alors les cadets n'ont que de simples pensions alimentaires connues sous le nom d'apanages. Ailleurs les cadets tiennent en parage de leur aîné; mais le parage n'y est point borné à un certain nombre de générations, comme dans la plupart des coutumes de France. On trouve même des exemples de partages faits entre les deux aînés à la charge d'apanager leurs puînés (\*\*), & c'est peut-être une suite de l'ancien droit qui subsistoit en Champagne & qui subsiste encore en Normandie & dans quelques coutumes des pays-bas de donner à chacun des enfans, en commençant par l'aîné, un fief entier, jusqu'à ce que l'on ait épuisé tous ceux de la succession (\*\*\*).

Il n'y a rien de fixe à ce sujet en Allemagne.

(\*) Pffeffel, Histoire d'Allemagne ans 913, 973, &c. lib. 1. feud. cap. 1. C'est par erreur qu'on dit dans le journal du palais sous l'arrêt du 3 septembre 1668, que la bulle d'or a établi le droit d'aînesse dans les fiefs; elle fit cette loi seulement pour les électors, & cela même s'est mal observé.

(\*\*) Schilter; *de paragio passim*.

(\*\*\*) Anciennes coutumes de champagne par Pithou, chap. 2, coutume de Normandie, art. 339, Namur, &c.

A défaut de coutume particulière, on partage également suivant le livre des fiefs (\*) qui a reçu force de loi sous l'empereur Charles-Quint. (\*\*) Il a résulté de-là moins de liberté dans l'aliénation des fiefs, parce que plus de gens se sont trouvés intéressés à la restreindre pour conserver l'éclat des familles. La plupart des fiefs y sont encore purement héréditaires, & pour ainsi dire grévés d'une substitution perpétuelle.

En France la succession des fiefs & leur aliénation ont communément suivi d'autres règles. Lorsque les successeurs de Hugues-Capet, instruits par la chute des deux premières races, eurent aboli l'usage de partager la couronne & le domaine royal; l'exemple de la maison régnante, l'usage où étoit l'aîné de porter la foi pour ses frères durant leur minorité, & pour ses sœurs avant leur mariage, fit d'abord introduire le droit d'aînesse, ou même la succession totale en faveur de l'aîné dans quelques coutumes & presque partout dans les grands fiefs, à la charge d'un modique apanage.

Mais cette révolution ne fut pas subite non plus. Il fallut beaucoup de peine & bien des égards pour accoutumer les cadets à ne se croire inférieurs en rien à leur aîné, lorsqu'ils étoient en état de porter les armes. D'abord on imagina de leur donner leur portion en partage. Cette sorte de tenure, dans laquelle suivant la définition de Me. de Laurière (\*\*\*) l'aîné

(\*) Lib. 1, tit. 8, &c.

(\*\*) Pffeffel, histoire d'Allemagne, années 1548 & 1555.

(\*\*\*) Préface du premier tome des ordonnances du Louvre, pag. 20.

garantissoit ses puînés sous son hommage envers le seigneur féodal, pour la part qu'ils avoient dans le fief, & où néanmoins les puînés garantis étoient pairs entr'eux & avec leur aîné, convenoit également au seigneur féodal, qui voyoit multiplier ses vassaux dans une famille qui lui étoit depuis longtemps attachée, au fils aîné qui conservoit sur ses frères une honorable prééminence, & aux puînés mêmes à qui on la déguisoit sous une apparence d'égalité. Elle entretenoit admirablement cette liaison d'intérêts & de devoirs réciproques qui formoit l'essence du système féodal.

Cet état fondé sur la parenté ne duroit pas plus qu'elle. Les lois barbares & canoniques n'y avoient aucun égard, quand on étoit éloigné de sept degrés, ou de quatre seulement, suivant les lieux (\*). Alors l'aîné qui avoit couvert jusquelà tout le fief sous son hommage, se le faisoit rendre par les puînés. Cette prétention commença d'abord par les fiefs de dignité, d'où on l'étendit de degrés en degrés aux moindres fiefs qui venoient du côté du père, & même à tous ceux qui tomboient en ligne directe (\*\*).

Othon de Frisinghen, qui mourut vers le milieu du douzième siècle, assure que cet usage étoit presque général en France de son temps. (\*\*\*) L'article 1 de l'assise du comte Geoffroy

---

(\*) *Cap. ult. extr. de consanguineis caus.* 35. q. 3. cap. 20. & *édic. Rotharis regis longob. tit. 57. leg. longob. lib. 2. tit. 14. §. 1.* Ce droit subsiste encore dans les états du roi de Sardaigne. Voyez-en le code liv. 6. tit. 3. chap. 1. §. 5.

(\*\*) Beaumanoir, chap. 14.

(\*\*\*) Préface du premier volume des ordonnances du Louvre, pag. 20.

pour la Bretagne faite en 1185, porte que *d'ici en avant ne se fera division ni partage de baronies ni fiefs de chevalier, ains obtiendra l'aîné la seigneurie du tout, & pourvoiront les aînés aux puînés & juveigneurs, en sorte qu'ils se puissent honnêtement entretenir & pourvoir à leur nécessité, selon leur puissance (\*)*.

Les anciennes coutumes de Berry (\*\*), l'une des provinces de France où le partage égal s'est le mieux conservé, disent néanmoins *que les barons de Berry par la coutume appanent leurs frères mineurs de la terre du père & aussi veulent faire de la terre de leur mère, & les chastellains se sont mis en saisine de le ainsi faire. Toutes voies veulent dire aucuns, qu'ils n'ont avantages que du maître manoir, du maître fief & du meilleur homme, combien qu'ils dient que cette coustume chiet entre les vavasseurs (\*\*\*)*.

Tant que les seigneurs firent consister leur puissance dans le nombre de leurs vassaux & dans leur affection plus que dans des profits pécuniaires, ils ne critiquèrent point ces arrangemens, & les vassaux de leur côté se contentoient de faire comme eux des sous-inféodations gratuites. L'entière stabilité des possessions féodales, les besoins que firent naître en France les guerres d'Outremer, les jouissances du luxe dont elles donnèrent le premier goût, introduisirent bientôt les aliénations à prix d'argent. Elles bleissoient sensiblement l'institution originaire des fiefs, dont le

(\*) D'Argentré, avis sur le partage des nobles.

(\*\*) Recueillies par la Thaumassière, chap. 50 & 60.

(\*\*\*) Guntherus, mort en 1210, & cité par Ducange, *verbo Feudum minuire*, dit la même chose sur les fiefs de dignité.

prix étoit pour ainsi dire essentiellement l'honneur & l'affection. Il n'étoit pas égal au seigneur d'avoir pour vassal un étranger peut-être l'ennemi de sa famille, ou plus puissant que lui, au lieu de celui que son choix particulier, ou une longue suite d'ancêtres attachés à son service devoit remplir de zèle pour lui. Les héritiers du vassal se regardoient eux-mêmes comme appelés par une sorte de substitution à l'hérédité des fiefs. Le renouvellement des investitures à chaque mutation autorisoit ces idées en leur montrant qu'ils ne tiroient qu'imparfaitement leurs droits du défunt.

Pour concilier tant d'intérêts opposés, le vassal qui vouloit aliéner son fief, prenoit d'abord le consentement de sa famille, dont chaque membre propre à succéder, pouvoit retenir le fief en donnant au vassal l'argent qu'on lui en offroit. Si aucun héritier ne réclamoit le fief, le vassal alloit ensuite à la cour du seigneur, qui étoit le maître aussi de refuser le nouveau vassal, & qui exigeoit du moins le prix de son consentement. Le vendeur se démettoit du fief entre les mains du seigneur, qui en investissoit publiquement l'acquéreur dans sa cour féodale. ( \* ) C'est de-là que dérivent les droits de lods, de quint, de treizième, de retraits lignager & féodal & la préférence presque générale du premier sur le dernier. Le seigneur ne pouvoit rien prétendre au fief servant, tant

---

(\*) Voyez ci-dessous l'article *Démision de foi*. Voyez aussi l'ancienne coutume & le style de Normandie dans Terriers, liv. 8. chap. 26. Beaumanoir, chap. 14. Les assises de Jérusalem, chap. 195, & les établissemens de saint Louis dans les ordonnances du Louvre, chap. 154, note 2.

qu'un des parens capable de succéder le réclamoit.

On doit même observer que ces premières aliénations à prix d'argent ne furent point volontaires ou ne passèrent point pour telles ; on n'admettoit que les aliénations forcées pour dettes. Ce droit subsistoit encore au treizième siècle, suivant les assises de Jérusalem. (\*) Le créancier faisoit reconnoître sa dette au vassal dans la cour du seigneur, & l'on crioit son fief après qu'il avoit *juré sur les évangiles* que ni lui, ni aucun de ses parens pour lui n'avoient de quoi satisfaire autrement le créancier. La coutume d'Artois conserve encore aujourd'hui des dispositions peu différentes. (\*\*)

On ne pouvoit aliéner ainsi que la totalité des fiefs, & non pas une partie séparément. Mais on pouvoit bien en concéder une portion ou plusieurs à la charge du service de fief, c'est-à-dire les sous-inféoder, pourvu qu'il restât au vassal immédiat un revenu suffisant pour faire lui-même le service, & il est bon de remarquer que les assises de Jérusalem appellent cela *démembrer le fief*. (\*\*\*) L'on pouvoit aussi l'échanger en tout ou en partie du consentement du seigneur, qui ne pouvoit le refuser qu'en cas de fraude & d'innégalité (\*\*\*\*) ; mais on ne pouvoit l'aliéner autrement même en faveur de l'église, sous peine de commise (\*\*\*\*\*).

---

(\*) Il est facile de prouver que dans la rédaction postérieure on n'a fait qu'ajouter les derniers chapitres sans altérer les précédens, rédigés vers l'an 1250.

(\*\*) Article 76.

(\*\*\*) Chap. 192. 193. 194.

(\*\*\*\*) Ibid.

(\*\*\*\*\*) Ibid. chap. 193.



La liberté des aliénations à prix d'argent suivit néanmoins de si près les aliénations forcées, qu'elle étoit passée en droit commun du temps de Beaumanoir, où l'on voit que la composition avec le seigneur étoit déjà réglée au quint pour la vente, & au rachat pour les échanges (\*); mais ce droit n'étoit point général, comme il ne l'est point encore. Il y eut beaucoup de différence entre les provinces que nous appelons aujourd'hui pays de droit écrit & les pays coutumiers, *la langue d'oc & la langue d'oïl*. Dans ceux-là les conquêtes successives des Wisigoths & des Arabes, l'usage du droit romain qui s'y conserva, & toutes les autres causes qui y perpétuèrent la franchise d'une grande partie des terres & la liberté des personnes, y laissèrent jeter des racines moins profondes au système féodal, dont on trouve à peine quelques traces en Espagne. (\*\*) Il n'est donc pas extraordinaire que l'aliénation des fiefs y soit devenue presque aussi facile que celle des aleux & qu'elle n'y engendre aucun profit dans beaucoup d'endroits (\*\*\*).

Dans le reste de la France, les entraves mises à la liberté du commerce des fiefs, par les droits exorbitans qu'engendroient les aliénations, firent multiplier les efforts pour s'y soustraire. On accensoit ou l'on sous-inféodoit une portion du fief, puis on l'affranchissoit de tout devoir ou du service féodal. Mais pour arrêter cela, on

(\*) Coutumes de Beauvoisis chap. 27.

(\*\*) Voyez *las leyes de Espana del rey don Philippe II.*

(\*\*\*) Comme en Languedoc, voyez de Espeisses, & dans les deux Bourgognes, le Lionnois, le Forêt, l'Auvergne, l'Armagnac. Voyez Salvaing.

jugea que dans ce cas , la mouvance de la portion du fief ainsi affranchie étoit dévolue au seigneur suzerain , & l'on établit la même maxime pour les serfs que l'on affranchissoit ( \* ).

Les seigneurs ne tardèrent pas à s'apercevoir aussi du tort que leur faisoient les sous-inféodations , soit volontaires , soit par parage en cas de successions. Plusieurs d'entre eux se réunirent à Philippe-Auguste au mois de mars 1209 , & firent avec lui cet établissement célèbre , qui en autorisant toutes les sous-inféodations antérieures , déclare qu'à l'avenir la mouvance des fiefs qui seront divisés *de quelque manière que ce soit* appartiendra toujours au seigneur direct à qui elle avoit appartenu jusques-là ( \*\* ).

Ce règlement qui prohiboit manifestement les parages & les sous-inféodations ne concernoit que les terres du domaine du roi , encore très-borné pour lors , & celles des seigneurs qui y avoient donné leur consentement ( \*\*\* ). Il n'est donc pas surprenant que l'usage de sous-inféoder jusqu'à concurrence de la portion que l'aîné donnoit à ses cadets , se soit conservé dans plusieurs provinces. Il se maintint surtout dans cette vaste partie de la France qui appartenoit alors aux rois d'Angleterre. Mais on le restreignit aux parties seules d'un même fief , ( \*\*\*\* ) au lieu qu'autre-

( \* ) Beaumanoir chap. 45.

( \*\* ) Ordonnance du Louvre tom. 1.

( \*\*\* ) On y énonce le duc de Bourgogne , les comtes de Nevers , de Boulogne & de St. Pol , ( en Artois ) le Seigneur de Dampierre , & *plures alii magnates de regno Franciæ* , qu'on ne nomme point.

( \*\*\*\* ) Arrêt de l'Echiquier en 1213 , dans Terrien , liv. 5. chap. 5.

fois le possesseur de plusieurs terres indépendantes les unes des autres , étoit dans l'usage de retenir la mouvance sur celles qu'il aliénoit , ou qu'il donnoit en parage à ses frères , & c'est ce qui explique comment une terre quelquefois très-éloignée d'une autre & séparée par des provinces entières en relève néanmoins.

Les établissemens de Saint-Louis , si du moins l'on peut compter sur leur authenticité , (\*) prouveroient même que l'établissement de 1209 ne s'est pas observé dans les domaines du roi. Quoiqu'il en soit , le parage qui subsistoit encore du temps de Beaumanoir & de Bouteiller même (\*\*) dans plusieurs provinces où il n'a plus lieu aujourd'hui , y fut aboli peu à peu. La faculté de sous-inféoder , qui en étoit une suite le fut aussi ; dès 1315 , les nobles de Champagne se plainquirent qu'on les en empêchoit ; & une ordonnance de Louis Hutin leur *octrôya* comme un privilège *qu'ils pussent ainsi faire aux personnes nobles tant seulement , mais que le fief ne soit trop amenuisé* (\*\*\*), restriction vague qui donnoit à-peu-près la faculté de critiquer toutes les sous-inféodations.

On voit dans du Cange , au mot *F E U D U M* une charte de Philippe le-Hardi donnée en 1271 , qui suppose que la faculté de sous-inféoder n'appartenoit plus qu'aux fiefs de di-

(\*) Voyez l'esprit des lois , liv. 27. chap. 37 & 38 , & la note de M. de Lauriere sur le titre des établissemens de Saint-Louis.

(\*\*) Somme rural , liv. 2. titre 84.

(\*\*\*) Voyez cette ordonnance dans celles du Louvre & à la suite des anciennes coutumes de Champagne par Pithou.

gnité qui relevoient nuement du roi. *Tenebie & nobis ad feudum honoratum sic quod possit subfeodare.* C'est donc par erreur que Brillon & d'autres auteurs citent le privilège accordé aux nobles de Champagne, comme une loi générale.

Il y avoit plusieurs raisons pour ne pas étendre aux baux à cens, cette prohibition d'aliéner, 1°. Les rentes censuelles représentaient le fonds. Le seigneur y conservoit toujours sa juridiction, & à défaut de paiement durant trois années il rentroit en possession de son domaine, *sans amonition de partie & sans auctorité du juge, quelque dépense qu'on y eût faite.* ( \* ) 2°. Les seigneurs ne s'occupoient guères alors par eux-mêmes de la culture de leurs héritages. Les accensemens, emphytéoses ou arrentemens, car c'est la même chose dans nos anciennes coutumes, étoient regardés comme très-avantageux. *On met sa terre en gaignage, dit Loisel, (\*\*) par baux à rente, cens ou fief.* Les anciennes coutumes de Berry (\*\*\*) disent que c'est saigement arrêté à ceulx qui ainsi le baillent, mais non pas à ceulx qui le prennent en cette manière. Ces baux à rente tenoient donc perpétuellement même au préjudice du seigneur suzerain quand ils étoient faits sans fraude, (\*\*\*\*) & cette jurisprudence subsista jusqu'à ce que l'accroissement du commerce & le haussément des espèces eussent fait appercevoir que les accensemens faits sans fraude pouvoient à la longue réduire presque à rien les droits des seigneurs.

---

( \* ) Anciennes coutumes de Berry par la Thaumassiere, chap. 143.

( \*\* ) Livre 4. titre 1.

( \*\*\* ) Chap. 143.

( \*\*\*\* ) Coquille quest. 35.

Cette ressource ne suffisoit pas pour remplir les vues de bien des seigneurs qui auroient désiré pouvoir se procurer de l'argent comptant sans vendre la totalité de leurs fiefs. La constitution des apanages des cadets, de la dot des filles & du douaire des veuves avoit donné la première idée d'imposer des charges sur les fiefs. Mais comme elles tendoient à en diminuer le revenu, à en empêcher l'aliénation libre, les seigneurs directs exigèrent encore qu'on obtînt leur consentement pour cela. Des lettres-patentes de 1396 rapportées par Salvaing (\*) autorisent un seigneur à assigner ainsi la dot de sa fille. Dans quelques provinces, ces assignats, qu'on regardoit d'un œil aussi favorable que les successions mêmes, furent autorisés par l'usage, sans qu'il fût besoin d'obtenir le consentement du seigneur (\*\*).

Il y a lieu de croire que c'est là l'origine de nos rentes constituées, *Census assignativi*. On sait qu'elles étoient autrefois de véritables engagements, des sortes de vente à faculté de réméré, en vertu desquelles le créancier jouissoit d'une portion des fonds proportionnée à l'intérêt de son argent; il en pretervoit même la propriété au bout de 30 ans (\*\*\*).

Les seigneurs dont relevoient les domaines ainsi engagés, prétendirent encore avec raison que ces conventions ne devoient point leur pré-

(\*) Usage des fiefs pag.

(\*\*) Coutume du comté de Bourgogne réformée en 1459, article 10.

(\*\*\*) Le rachat des rentes constituées est prescriptible encore par 30 ans suivant l'article 33 du titre de la coutume de Bourges, lequel ne s'observe plus.

judicier. Dans plusieurs juridictions on se mit sur le pied de faire approuver le contrat dans la cour du seigneur en lui payant des droits, & c'est à quoi se rapportent les coutumes de nantissement. Dans d'autres coutumes, il dépendit comme autrefois des seigneurs d'inféoder ou de rejeter ces constitutions de rente. D'autres coutumes enfin assujettirent les rentes constituées au payement des droits seigneuriaux, même contre le gré des contractans, soit immédiatement après la constitution, soit au bout d'un petit nombre d'années.

Il paroît qu'autrefois dans la prévôté de Paris, on n'étoit point astreint à faire faire cette inféodation, & qu'il dépendoit aussi du seigneur de la refuser, parce que c'étoit là une sorte de Démembrement de fief; *les choses féodaux*, disent les constitutions du châtelain (\*), *chéent aussi bien en obligation & hypothèque, comme ceux en censive & n'y a point de différence quant à ce, & se aucune différence y avoit si seroit-ce quant au regard du seigneur féodataire, & ou cas où il ne voudroit pas son fief estre DÉMEMBRÉ ne chargé de nouvelles charges.*

Comme on étoit néanmoins dans l'usage de faire inféoder les rentes (\*) afin qu'elles tinssent même au préjudice des seigneurs féodaux, ceux-ci voulurent bien-tôt convertir en droit cette faculté. Lors de la première rédaction de la coutume de Paris, ils firent décider provisoirement que la constitution des rentes produiroit lods & ventes. On fait comment cette disposition fut changée par un arrêt solennel du 10 mars 1557

---

(\*) §. 162. Décisions de Me. Jean des Mares §. 274.

(\*\*) Ibid. §. 222.

rendu pour ainsi dire sur les conclusion de Dumoulin.

C'étoit une conséquence naturelle de la liberté qu'avoit le vassal *de se jouër de son fief jusqu'à démission de foi*. Mais en lui laissant indéfiniment cette faculté, on jugea toujours que tout ce qu'il faisoit ne pouvoit préjudicier au seigneur en cas d'ouverture du fief.

Il restoit encore un grand inconvénient. Plusieurs vassaux accensoient tout leur fief, sans retenir aucun domaine. Pour réprimer cet abus, qui avoit produit beaucoup de fiefs en l'air, & contre lequel Dumoulin réclama encore vivement, on restringnit lors de la seconde réformation de la coutume de Paris, la liberté qu'avoit le vassal de se jouër de son fief, en y retenant la foi, aux deux tiers du domaine qui le composoit & les choses sont restées dans cet état (\*).

## §. II. *Interprétation de l'article 51 de la coutume de Paris.*

L'article 51 de la nouvelle coutume de Paris est ainsi conçu : *Le vassal ne peut démembre son fief au préjudice & sans le consentement de son seigneur. Bien se peut jouër & disposer & faire son profit des héritages, rentes où cens étant dudit fief sans payer profit au seigneur dominant, pourvu que l'aliénation n'excède les deux tiers & qu'il en retienne la foi entière, & quelque droit seigneurial & domanial sur ce qu'il aliène.*

C'est principalement la première partie de

---

(\*) Voyez surtout cela les commentaires de Dumoulin sur l'article 58 de l'ancienne coutume de Paris, de Lauriere sur l'article 83 de la nouvelle, &c.

cet article, qu'on se propose ici d'expliquer. On interprêtera plus particulièrement la seconde sous les mots JEU DE FIEF & DÉMISSION DE FOI.

Pour bien comprendre la doctrine de Dumoulin sur cette matière, il faut distinguer *le corps* du fief, ou le fief servant, de son *chef*, qui est le fief dominant. D'après cela, on peut compter trois sortes de Démembrements de fief.

Le Démembrement de la première espèce a lieu, quand l'hommage du fief servant est porté à un autre que le seigneur véritable. Le corps du fief est alors séparé de son chef, qui étoit le fief originairement dominant pour s'unir à un autre chef, c'est-à-dire au fief du nouveau seigneur dont on reconnoît la mouvance.

Si le seigneur voisin ne reçoit la foi & hommage, que sur une des parties intégrantes dont est composé le fief servant, il y a Démembrement tant du chef que du corps du fief; car la partie sur laquelle on reconnoît la directe d'un autre seigneur est séparée non-seulement du fief dominant, mais aussi du reste du fief servant, pour former un fief particulier relevant du nouveau seigneur. C'est là la seconde espèce de Démembrement.

Dumoulin dit que ces deux espèces de Démembrements ne peuvent s'opérer effectivement que par la prescription établie de seigneur à seigneur par l'article 12 de la coutume de Paris. Il semble qu'elles peuvent avoir lieu lorsque dans les coutumes qui admettent le franc-aleu, le propriétaire de la totalité ou d'une portion du fief servant, les possède durant le temps requis & avec les conditions nécessaires pour acquérir l'affranchissement.



Quoi qu'il en soit, cette prescription n'est point contraire au principe que le vassal ne peut démembrer son fief au préjudice & sans le consentement de son seigneur. Sa négligence à veiller sur les dépendances de son fief & l'abandon qu'il en fait pour ainsi dire, en souffrant qu'un autre seigneur en reçoive l'hommage, équivaut à une sorte de reconnoissance, que ce Démembrement ne s'est fait ni sans son consentement, ni à son préjudice ; & d'ailleurs c'est ici moins le vassal que le seigneur étranger & la loi même qui font le Démembrement.

La troisième sorte de Démembrement est celle qui a pour objet le corps seul du fief servant. Il s'en faut bien qu'elle soit aussi claire que les précédentes. Il y a deux opinions principales là-dessus, suivant les différens sens que l'on donne au mot *démembrer*. Dumoulin est aussi l'auteur de la première.

Pour l'établir, il considère encore dans le fief servant deux parties, le domaine du fief, *subjectum materiale*, & la foi qui en est le titre, & à la charge de laquelle le domaine du fief est possédé par le vassal. Cette distinction est le pivot sur lequel roule toute sa doctrine à ce sujet.

Il n'y a Démembrement selon ce jurisconsulte, que lorsque le titre du fief est divisé & quand il y a section de foi. Sans cette section de foi le titre du fief, & par conséquent le fief lui-même demeure toujours dans son intégrité, quelque division que l'on fasse du domaine du fief, & dès lors on ne tombe point dans la prohibition de la coutume sur le Démembrement.

Ainsi le vassal peut aliéner telle portion qu'il

voudra du domaine de son fief, en chargeant l'acquéreur de porter solidairement avec lui la foi & hommage sur cette portion, comme ne faisant qu'un seul fief, avec la portion qu'il retient. Des co-héritiers peuvent également partager le domaine du fief, qu'ils tiennent de leur auteur, en se chargeant de même d'en porter la foi comme d'un seul corps de fief. Il n'y a là-dedans qu'une simple assignation de parties, point de division du titre du fief, point de scission de la foi. Les lots de co-propriétaires ne sont point des fiefs distincts, ce ne sont que des portions d'un fief unique, qui subsiste toujours dans son individualité.

Quand bien même le seigneur recevroit en foi chaque héritier ou co-propriétaire pour sa portion, il ne seroit pas censé pour cela consentir à la division du titre du fief, supposé même qu'ils en eussent divisé le titre par les arrangements qu'ils ont fait entre eux. On doit présumer dans le doute que le seigneur a cru laisser les choses dans leur ancien état, & qu'il n'a investi les co-partageans que comme co-propriétaires du même corps de fief. Si cependant le seigneur avoit connoissance que le partage est tombé sur le titre même du fief, & qu'il eût investi l'un des co-propriétaires, comme ayant un fief séparé, ou bien s'il avoit souffert qu'ils lui rendissent séparément leurs aveux & Démembrements, il n'en faudroit pas davantage pour constituer des fiefs absolument distincts, & pour opérer un véritable Démembrement.

Quand donc le vassal aliène une portion de son fief pour être tenu par l'acquéreur, comme un fief distinct & séparé, quoique relevant du

même seigneur, ou lorsque des co-héritiers & d'autres co-propriétaires divisent le titre du fief & se présentent pour en faire la foi & hommage comme d'autant de fiefs distincts; le seigneur peut les refuser, puisqu'ils feroient ainsi un véritable Démembrement de fief, qu'il n'est pas permis de faire sans son consentement & à son préjudice.

Cette distinction ingénieuse entre le titre & le domaine du fief a été adoptée avec toutes ces conséquences par d'Argentré même, si bien connu pour être l'émule de Dumoulin. Il l'a défendue par de nouvelles raisons. Le domaine direct, dit-il, c'est-à-dire la foi due par le vassal, que la coutume de Bretagne appelle l'*obéissance*, est une chose entièrement individuelle; on ne peut en faire plusieurs d'une seule en la divisant, quoique le domaine du fief soit partagé. Dès que le seigneur n'a concédé qu'un seul fief par la première investiture, il ne doit pas dépendre des héritiers de son vassal ou de ses ayans-causes, d'en faire plusieurs fiefs malgré lui, parce qu'un contrat une fois fait ne peut être altéré postérieurement sans le consentement de toutes les parties qui y ont parlé.

D'Argentré ne s'écarte de l'opinion de Dumoulin qu'en ce qu'il estime que la foi & hommage doit se rendre *collectivement* par tous les co-propriétaires dans un seul & même acte, comme l'aveu & dénombrement; tandis que Dumoulin décide qu'elle peut se rendre solidairement, mais séparément par chaque héritier.

Malgré deux autorités si respectables, ce système paroît avoir resté longtemps dans l'oubli, jusqu'à ce que Guyot l'ait proposé de la manière

la plus favante dans son traité des fiefs, où néanmoins il convient que chaque acquéreur ou copartageant peut rendre séparément non-seulement la foi & hommage, mais aussi donner à part le dénombrement de ce qu'il possède, en assurant que tel est l'usage. Le président Bouhier sur la coutume de Bourgogne, Pothier sur celle d'Orléans & M<sup>e</sup>. Henrion de Pensy dans ses notes sur le traité des fiefs de Dumoulin, ont depuis suivi la même opinion.

L'autre sentiment sur l'interprétation de la coutume de Paris relativement au Démembrement a un plus grand nombre encore de partisans. C'est celui de Ragueau dans son indice des droits royaux, de Coquille dans ses différens ouvrages; de Ricard sur la coutume d'Amiens, de Dupleffis, Ferrière & de Laurière sur celle de Paris, de Valin sur celle de la Rochelle, & de M<sup>e</sup>. le Camus d'Houlouve dans son nouveau commentaire sur la coutume de Boulogne. Tel paroît être aussi celui des auteurs de la dissertation sur le Démembrement & le jeu de fief, que l'on trouve à la suite du commentaire savant donné sur la coutume de Bordeaux en 1768, lesquels néanmoins se sont expliqués d'une manière un peu vague, & qui ne me paroissent pas avoir tout-à-fait saisi la véritable doctrine de Dumoulin.

Suivant tous ces auteurs, qui rejettent la distinction entre le titre & le domaine du fief; le Démembrement & le dépié de fief sont synonymes. Ils ont lieu l'un & l'autre toutes les fois qu'en aliénant une partie du fief servant, le vassal ne retient pas la foi sur la portion aliénée, pour la porter seul au seigneur direct, & qu'il charge au contraire l'acquéreur de la porter lui-même.

Ils ont pareillement lieu par une suite nécessaire toutes les fois qu'un fief se partage entre plusieurs héritiers. En un mot, il y a Démembrement & plusieurs fiefs, lorsqu'il y a plusieurs vassaux qui possèdent séparément des portions du fief primitif.

De Laurière même, qui avoit si bien approfondi les parties les plus difficiles de notre jurisprudence, comprend sous le Démembrement la sous-inféodation. » Démembrer un fief, dit-il, » sur l'article 51 de la coutume de Paris, c'est » d'un en faire plusieurs. Or, soit que les parties » démembrées d'un fief relèvent toujours d'un » même seigneur, soit qu'elles aient été données » en arrière-fiefs, le Démembrement lui est toujours préjudiciable, parce qu'il est de son intérêt que ses droits ne soient pas divisés; & par conséquent le vassal ne peut point démembrer son fief, si le seigneur féodal n'y consent: il faut néanmoins excepter de cette règle le cas des successions. Voyez les articles 13 & 15 & l'auteur du grand coutumier, livre 2, chapitre 27, pages 185 & 186. »

Ce système me semble le plus conforme à la nature des fiefs, à nos anciens monumens & à la lettre même ainsi qu'à l'esprit général des coutumes. La fidélité due par le vassal est sans doute de l'essence du fief. C'est le prix qu'il donne dans le contrat d'inféodation; mais le domaine même du fief, ou les droits qui en tiennent lieu ne lui sont pas moins essentiels. Ils sont le prix donné par le seigneur en retour de la fidélité promise par le vassal dans ce contrat, qui est certainement synallagmatique. Autrement il faudroit dire que tous les sujets d'un prince, dans quelque

état que ee soit, sont les vassaux. En se reportant au véritable temps de l'existence du système féodal, on verra que toutes les raisons qui ont pu faire prohiber le Démembrement des fiefs portent sur le domaine comme sur le titre du fief même. Tels sont l'intérêt du seigneur à avoir tel vassal plutôt que tel autre, celui des héritiers appelés à la succession du fief par la première investiture, l'impuissance de faire le service où des aliénations considérables pourroient réduire le vassal. Ces motifs ne seront pas moins importants lorsque l'aliénation d'une portion du fief ne pourra se faire qu'à la charge d'un hommage solidaire ou collectif, & si la foi forme l'essence du fief, le contrat primitif ne sera pas moins altéré, quand le seigneur aura plusieurs vassaux au lieu d'un, que lorsqu'on divisera le titre du fief même.

Peut-on bien même concevoir nettement que la fidélité ne soit pas divisée lorsque le seigneur a plusieurs vassaux ? Car qu'est-ce que la fidélité, si ce n'est l'obligation où est chaque propriétaire du fief de défendre & de respecter son seigneur ? Si est vrai qu'une foi solidaire ou collective présente une idée juste en l'analysant, au moins n'y a-t-il guere d'apparence qu'une doctrine si subtile & si métaphysique soit entrée dans l'esprit des rédacteurs de nos coutumes, lorsqu'ils ont prohibé le Démembrement de fief ; & personne n'ignore que les termes des lois doivent s'interpréter suivant le sens le plus naturel qu'ils présentent.

Dumoulin, comme Valin l'observe fort bien, n'aura eu recours sans doute à cette explication, que parce que la loi qui défend les Démembre-

mens lui paroïssoit devoir influer par sa généralité, sur les partages comme sur les autres actes qui emportent division de fief. Comme il trouvoit trop de rigueur à interdire à des co-héritiers le partage d'un fief qui leur étoit échu en commun, il imagina cette distinction subtile entre le titre du fief & le domaine qui en est le corps matériel, pour en conclure que nonobstant le partage, les co-héritiers n'étoient que portionnaires d'un même fief, tant que par la scission de foi, ils n'avoient pas donné lieu au Démembrement en stipulant expressement que chacun d'eux tiendrait sa portion en fief séparé; cette idée une fois saisie, il étoit très-naturel de l'étendre au cas de l'aliénation d'une partie du fief faite par le vassal.

Mais ce que Valin ne dit pas, c'est que cette extension de la loi prohibitive du Démembrement ne peut jamais s'appliquer aux partages entre co-héritiers, soit que l'on consulte l'esprit de la coutume de Paris, tel qu'il est développé dans ses autres dispositions, soit en suivant la lettre même de l'article 51. Cet article dit, que le vassal ne peut démembrer son fief sans le consentement de son seigneur. Mais dans le cas du partage entre co-héritiers, ce n'est point le vassal qui fait le Démembrement, c'est la loi même, loi à laquelle le seigneur est censé avoir donné son consentement, soit lorsque la coutume fut rédigée, soit lors même qu'il a souffert que son fief devint patrimonial & héréditaire suivant l'usage des lieux, au lieu d'en accorder une investiture restreinte aux aînés seuls ou bornée de telle autre manière qui en auroit empêché la division.

Dans les lois anciennes ou nouvelles qui défendent la division du fief, on n'en trouvera pas une seule qui porte sur le titre du fief seulement, dont la conservation dans son entier importe en effet bien peu au seigneur. Ce n'est pas là assurément le but des assises de Jérusalem, quand elles assurent dans le chapitre 195, que l'on peut vendre tout son fief & non pas seulement une partie. Elles appellent *Démembrement* la sous-inféodation; les coutumes notoires du châteleet & les décisions de M<sup>e</sup>. Jean des Mares donnent le même nom aux hypothèques que le vassal impose sur le fief.

Beaumanoir au chapitre 14 de ses coutumes de Beauvoisis fait la question suivante. *Un chevalier & une dame en leur mariage héritèrent un fief en l'héritage du chevalier.* Après la mort de sa femme le chevalier exerça le retrait de mi-denier sur ses enfans. Le seigneur de fief demanda deux hommages l'un pour l'acquisition & l'autre pour le retrait. *Il fut jugé, dit-il, que il ne devoit avoir que un hommage. Mes voir est que si li enfans en eussent porté le moitié par raison d'où conquest leur mère, que le père ne l'eut pas retrait par le bourse, il y eust eu deux hommages.*

Beaumanoir donne deux autres exemples semblables, & il suppose toujours qu'il y a plusieurs hommages, & par conséquent plusieurs fiefs, quand le domaine d'un fief est divisé.

J'ai examiné avec le plus grand soin nos coutumes pour y trouver l'explication du mot *Démembrement*, & le sens de leurs dispositions dans le cas du partage des fiefs. Toutes m'ont paru présenter la même idée.

La coutume de Châlons dans les articles 171



& 259 regarde le partage & le Démembrement du fief comme une même chose ; elle y décide que *les fiefs peuvent être divisés entre enfans & héritiers sans le consentement du seigneur de fief ; que le vassal peut aliéner le fief mouvant de lui qu'il a retenu par puissance de fief ; mais que s'il veut le garder en ses mains , il est en ce cas réuni & consolidé avec le fief dont il est tenu & n'est le tout qu'un même fief , lequel ledit seigneur ne peut en après démembre sans le consentement dudit seigneur suzerain , sinon es-cas qu'il est permis de démembre son fief , c'est-à-dire dans le cas du partage entre co-héritiers.*

La coutume de Rheims , article 215 & suivans , dit que *les puînés frères & sœurs peuvent si bon leur semble tenir leur portion de fief de leur frère aîné , & en arrière-fief du seigneur féodal ; que le pareil peut faire le père , mère , ayeul ou ayeule , à leurs enfans ou enfans de leurs enfans , à savoir leur partager son fief & faire que les membres d'icelui tiendront en foi & hommage de lui ou de son fils aîné sans moyen & du seigneur dudit fief en arrière-fief ; ce que ne peuvent faire lesdits enfans en succession collatérale , en laquelle aussi leur est permis partager entr'eux un fief : enfin elle ajoute que le vassal ne peut sinon ceux cas contenus es-deux articles précédens desmembrer son fief au préjudice du seigneur féodal.*

La coutume de Valois , article 50 , défend au vassal de charger son fief de rente , ne autrement ; ne icelui démembre aucunement au préjudice du seigneur.

Meaux , article 166 , porte qu'un vassal ne peut démembre au préjudice & sans le congé de son seigneur , si ce n'est par succession ou partage ; car les

## 512 D É M E M B R E M E N T.

*deux sont causes forcées. Horsmis le cas de partage ; dit la coutume de Melun , article 99 le fief ne peut être démembre ou éclipsé au préjudice & sans le consentement du seigneur. Sens , article 216 , défend aussi le démembrement du fief , sinon que par partage & division d'entre héritiers il ait été une fois démembre.*

La coutume de Laon 191 décide que *par tels partages se peuvent lesdits fiefs démembrer & d'un par ce moyen en faire plusieurs.* Celle de Clermont en Beauvoisis , article 96 , dit que *le vassal ne peut ébrancher son fief en vendant partie & retenant l'autre.* Il est donc bien certain que le partage du domaine du fief, ou l'aliénation d'une partie , produit un véritable Démembrement du titre même du fief.

Toutes les coutumes dont on vient de rapporter les dispositions entourent celle de Paris. Ne seroit-ce pas s'écarter du droit coutumier que de rejeter la seule explication qu'il donna du mot démembrer , pour y substituer un sens si peu naturel. Guyot a prétendu néanmoins que les principes du Démembrement , tels qu'il les a posés d'après Dumoulin *sont les mêmes dans toutes les coutumes.* Il prie son lecteur de se souvenir bien qu'il lui dit vrai quand il avance que le Démembrement du fief y est comme à Paris la division du titre du fief , la section de la foi , in quâ feudum consistit , que dans quelque coutume que ce soit , là où il n'y a point de section de foi , point de division du titre du fief , là il n'y a que jeu de fief avec ou sans profit , suivant la disposition de la coutume où l'on se trouvera.

Il examine ensuite la plupart des coutumes dont on vient de donner le texte , il prouve  
tort

fort bien que plusieurs d'entre elles décident que le titre du fief même est divisé, quand elles disent que le partage opère le Démembrement, & il en conclut qu'il n'y a point de Démembrement, si la foi n'est pas divisée. Mais ce n'est pas là le point de la difficulté. On convient bien généralement que le Démembrement emporte cette division de la foi; la question qui partage les auteurs est de savoir si la division du domaine du fief n'opère pas cette section de foi, & il est étonnant que Guyot, qui a si bien approfondi cette matière, n'ait pas vu que toutes les coutumes qu'il cite le disoient nettement.

Malgré l'explication forcée qu'il a donnée au sens de ces coutumes, il est obligé de reconnaître souvent qu'elles contrarient son système. Aussi trouve-t-il *très-obscur & très-bigarée dans ses dispositions*, la coutume de Sens, dont l'article 117 est *échappé à la prudence & aux lumières des réformateurs*, & forme avec l'article 189, *un labyrinthe dont il ne peut sortir*. Il traite l'article 166 de la coutume de Meaux d'*absurde*, parce qu'il dit que le Démembrement par partage est *une cause forcée*. Il rapproche de ses principes le texte de la coutume de Valois, & il assure que par *Démembrement*, elle n'a entendu rien autre chose que *le jeu de fief*.

Mais sans parler *du jeu de fief excessif*, ou *hors des termes de la coutume* que Guyot a imaginé pour défendre son système, ce jurisconsulte a donné une extrême étendue au jeu de fief même permis par les coutumes. Il comprend sous ce nom les partages entre co-héritiers, & toutes les aliénations dans lesquelles le vendeur, en chargeant l'acquéreur de porter la foi de la

portion acquise ne dit pas nettement que cette foi sera divisée. Cependant la coutume de Paris & toutes les autres du royaume supposent que le jeu de fief n'a lieu qu'autant que l'acquéreur est garanti de la foi & hommage par le vendeur qui au lieu de s'en démettre, l'a retenue sur la portion aliénée & l'a conservée dans sa mouvance. L'opposition que la nouvelle coutume de Paris a mise entre le jeu de fief & le Démembrement en rapprochant les articles 35 & 41 de l'ancienne coutume annonce bien que par Démembrement elle entend tous les actes qui excéderaient les bornes du jeu de fief ordinaire, & qui auroient pour objet de morceller le domaine même du fief relativement au seigneur.

On peut tirer la même induction des dispositions des coutumes qui parlent du depié de fief.

Qu'on ne dise pas pour faire adopter le système de Dumoulin, qu'il favorise le commerce en autorisant l'aliénation libre des fiefs même par portion. Ce motif, s'il étoit réel, mériteroit sans doute beaucoup d'égards aujourd'hui surtout que la vassalité, en mettant à part les profits pécuniaires n'est presque plus qu'un vain nom, & l'ombre seule de ce qu'elle étoit autrefois; mais cet avantage n'est qu'apparent.

La coutume en défendant le Démembrement de fief au préjudice & sans le consentement du seigneur indique assez qu'on peut le faire avec son consentement & lorsqu'il y trouve son utilité. Les droits de quint & de retrait dans les ventes, ceux de relief dans les autres aliénations sont des avantages trop réels, pour que les seigneurs refusent jamais leur consentement à des aliénations partiaires : Pothier qui étoit de l'opinion de

Dumoulin, dans son commentaire sur la coutume d'Orléans, où la vente du fief est permise en tout ou en partie, par l'article premier, atteste qu'une personne très-éclairée qui a dépouillé toutes les archives de cette Province, lui a dit n'avoir pas vu d'aveu par lequel l'acquéreur d'une portion divisée d'un héritage féodal en eût porté la foi autrement que comme d'un fief séparé.

Cependant cette coutume est l'une de celles dont les dispositions pourroient être plus facilement conciliées avec le système de Dumoulin, & Guyot l'a fort bien prouvé. D'Argentré, sur la coutume de Bretagne, convient que les seigneurs y ont aussi la même facilité; la raison en est bien naturelle, c'est qu'ils ne trouveroient aucun avantage à empêcher le Démembrement & tout semble confirmer que l'article 51 de la coutume de Paris n'a eu pour objet que de défendre tous les arrangemens qui pourroient préjudicier au seigneur, sous quelque forme qu'on les déguisât.

C'est dans ce sens que Loisel a dit dans ses institutes coutumières, livre 4, titre 3, règle 90 & 91; *le vassal peut démembrer, bailler à cens & arrentement son fief sans l'assens de son seigneur jusques au tiers de son domaine, sans s'en désaisir, ou la main mettre au bâton, qui est ce que l'on dit se jouer de son fief sans démission de foi; mais ne le peut démembrer au préjudice de son seigneur.*

### §. III. Droit du reste de la France sur le Démembrement.

Il y a beaucoup de variété dans les loix &

les usages du reste de la France relativement au Démembrement des fiefs : on peut néanmoins les rapporter à différentes classes.

*Première classe.* Coutumes muettes : telle est celle de la Rochelle & un grand nombre d'autres. Vaslin veut qu'on y suive absolument pour règle la coutume de Paris , dont il interprète les dispositions comme de Laurière. D'autres auteurs, comme le président Bouhier sur la coutume de Bourgogne , les auteurs de la dissertation sur le Démembrement & le jeu de fief, mise à la suite du nouveau commentaire sur la coutume de Bordeaux , disent la même chose , en soutenant néanmoins que la faculté de se jouer de son fief doit être indéfinie dans les coutumes muettes comme dans l'ancienne coutume de Paris.

En effet , la raison indique que tout le monde peut faire de son bien l'usage qu'il jugera convenable , tant qu'aucune loi ne met pas de bornes à sa restriction ; Guyot paroît se rendre à cet avis , quoiqu'il trouve beaucoup d'inconvéniens à cette liberté indéfinie. On peut voir des détails plus étendus à ce sujet dans la dissertation que l'on vient de citer. Les auteurs nous y apprennent que telle est la jurisprudence actuelle du parlement de Bordeaux & des autres parlemens de droit écrit sur le jeu de fief : mais l'aliénation partielle sans rétention de foi y est également permise , sans qu'il soit besoin du consentement du seigneur , soit dans ceux où les mutations engendrent des profits , soit dans ceux où elles n'en produisent point. Voyez *Despeisses* , *Salvaing* , *Catelan* , *Boniface* , &c.

La même chose a lieu particulièrement dans

la Provence, où les aliénations des fiefs produisent des lods : cependant on y peut observer que par un usage qui semble rentrer dans le système de Dumoulin sur le Démembrement, les portions du fief aliénées sans rétention de la directe de la part du vendeur, sont toujours regardées comme faisant partie d'une seule & même seigneurie. Mais cela provient sans doute de ce que la féodalité y est essentiellement attachée à la justice, laquelle ne peut se démembrer, de manière qu'une portion de fief vendue sans une portion de justice cesse par cela seul d'être noble. Voyez l'article DÉMEMBREMENT DE JUSTICE.

*Seconde classe.* Coutumes qui permettent le jeu de fief avec rétention de foi, sans s'expliquer sur le Démembrement : telles sont les coutumes d'Auxerre & de Montfort, celles de Berry, d'Etampes, de Troyes, d'Auvergne, de Melun, de Châteauneuf, de Chartres, de Dreux, de Châteaudun. On y doit suivre la disposition de la coutume de Paris sur le Démembrement ; avec d'autant plus de raison que plusieurs d'entr'elles défendent d'imposer des charges sur le fief sans le consentement du seigneur, ou de les y laisser durant un certain nombre d'années. En permettant le jeu de fief, sans qu'il puisse préjudicier au seigneur, elles indiquent assez que les droits du vassal ne vont point au-delà.

La coutume de Normandie, qui dans l'art. 204, permet au vassal de se jouer des terres, reues & autres appartenances de son fief, sans payer treisième à son seigneur féodal, jusques à dimission de foi & hommage exclusivement, pourvu

## 518. D É M E M B R E M E N T.

*qu'il demeure assez pour satisfaire aux rentes & redevances dues au seigneur*, peut être rapportée à la même classe, du moins quant aux aliénations & Démembrements volontaires : car l'admission du parage & les bornes qu'elle met à la disposition des fiefs en cas de partage entre filles ou leurs représentans, la mettent dans une classe particulière à cet égard.

- *Troisième classe.* Coutumes qui défendent expressément le Démembrement sans le consentement du seigneur, comme celle de Paris : telles sont les coutumes de Montfort, de Mantes, de Senlis, de Clermont en Beauvoisis, de Valois, de Namur, de la Salle de l'Isle, de Vitry, laquelle permet néanmoins au seigneur châtelain de sous-inféoder au préjudice de son seigneur. Saint-Quentin, en cas de Démembrement d'une portion du fief du vassal accorde au seigneur le droit de la fief féodale, *jusqu'à ce qu'il l'ait réunie*. Chaulny prononce la peine de la réunion de la portion démembrée au profit du seigneur. La plupart des autres coutumes ne prononcent aucune peine.

Il faut encore rapporter à cette classe les pays qui suivent le droit féodal d'Italie ou d'Allemagne, tel qu'il est exposé dans le livre des fiefs. La plupart des fiefs y sont simplement héréditaires, & ne peuvent s'aliéner sans le consentement du seigneur & des héritiers du vassal ; à plus forte raison, ne peuvent-ils pas être démembrés. L'usage y a fait tolérer néanmoins les sous-inféodations & les accensemens faits sans fraude des terres incultes ; hors cela, le vassal ne peut y imposer aucunes charges qui puissent durer au-delà de sa vie. Les fiefs s'y



divisent également en succession parmi les enfans mâles. Mais il ne paroît pas qu'on y admette la distinction entre le titre & le domaine du fief.

Quelquefois les investitures permettent d'aliéner le fief, & alors c'est d'après leurs termes qu'il faut juger de la validité ou de l'invalidité des aliénations. Voyez ci-dessus l'article AL-SACE.

*Quatrième classe.* Coutumes qui permettent le Démembrement de fief entre héritiers seulement. Les coutumes de Laon, de Meaux, de Melun, Sens, Amiens, Châlons, Reims, Artois (\*), Nivernois, Bar, les deux Bourgognes.

(\*) Cette coutume, dans l'article 84, permet au pere de faire du consentement de ses enfans, lorsqu'il a plusieurs fiefs ou héritages patrimoniaux, partage & division d'iceux ses fiefs & héritages, sans toutefois iceux fiefs diviser ou démembrer. Baudouin dont les notes sont d'ailleurs estimées, a voulu appliquer ici la doctrine de Dumoulin. Il dit donc que ce démembrement ne se peut faire au préjudice & sans le consentement du seigneur & faut entendre que dismembration est dite en cet article quand un fief se divise & partit en plusieurs fiefs, jacoit que ce soit sous la reconnaissance d'un même seigneur, par quoi appert qu'en faisant ledit partage n'est loisible que de partir & diviser les terres féodales demeurant toujours la même teneur & antique titre du fief & ancienne fidélité en son entier, & partant faut-il diviser les choses féodales sans diviser le titre du fief.

Guyot a cité cette note pour autoriser son opinion; mais il est évident que Baudouin n'a point entendu ici la coutume. Dans l'article 84, elle ne défend le démembrement des fiefs, qu'autant qu'il y en a plusieurs dans la succession. Elle permet ce démembrement dans l'article 101 pour le quint des puînés, sans distinguer le titre d'avec le do-

Plusieurs de ces coutumes donnent aussi aux cadets la faculté de relever leur portion de l'aîné. C'est un reste de l'ancien usage de la France sur les parages. On y peut aussi rapporter la coutume de Normandie quant aux successions.

*Cinquième classe.* Coutumes qui permettent le Démembrement en général. Parmi elles, quelques-unes, comme Ponthieu & Boulenois, ne donnent aucune restriction à cette faculté. Comme les rachats y sont la plupart abonnés à des devoirs fixes, & qu'elles décident que chaque portion aliénée sera tenue à tels devoirs que le total du fief principal, elles favorisent le Démembrement, & la coutume de Chaulny défend même la réunion des portions démembrées sans le consentement du seigneur. La coutume de Cambray en dit autant ; elle déclare aussi expressément que le bail à rente fait deux fiefs distincts.

Si l'on ne veut pas adopter l'opinion de Dumoulin, les coutumes d'Orléans & de Montargis, qui permettent l'aliénation totale ou partielle du fief sans le consentement du seigneur, doivent être mises dans la même classe. Enfin il y faut rapporter les coutumes de Poitou, Touraine, Anjou, Loudunois, Maine dont on parlera plus particulièrement sous le mot DÉPIÉ DE FIEF, parce que le Démembrement qu'elles permettent sans restriction y suit des règles

---

maine du fief, puisqu'elle dit que le quint ou portion de quint se droiture à pareil relief & droiture comme le relief principal & est chacune portion tenue à pareille prérogative comme le principal.

toutes différentes de celles de la coutume de Paris, & qu'il y est regardé comme si peu préjudiciable au seigneur, que c'est la peine prononcée contre ceux qui passent les bornes prescrites au jeu de fief par leurs dispositions.

La coutume de Bretagne paroît être aussi dans le même cas ; elle permet aux vassaux d'arrenter *avec rétention d'obéissance* les terres incultes, ou celles qui étoient autrefois *arrentées*, & qu'il aura eues par retrait féodal, pourvu qu'il ne diminue pas la rente ancienne au dernier cas, & qu'au premier, *il ne prenne pas plus de cent sous d'entrée par journal* ; autrement, *il y auroit ventes & prémisses* (retrait féodal) & *passeroit l'obéissance au seigneur supérieur*. Cette coutume prononce aussi, comme on le voit, le Démembrement comme une peine. Elle n'entend donc pas le défendre, quoique d'Argentré l'ait paru croire.

#### §. IV. *Questions particulières sur le Démembrement.*

1°. La sous-inféodation tombe-t-elle dans la défense de démembrer faite par nos coutumes, même lorsqu'elle ne comprend que la portion dont elles permettent au vassal de jouir, ou bien n'est-elle qu'un simple jeu de fief ?

Suivant Dumoulin, cela ne peut faire de difficulté ; il n'est pas douteux que la sous-inféodation est comprise sous le jeu de fief comme l'accensement : il décide nettement qu'il suffit au vassal de conserver la foi sur le fief par quelque acte que ce soit ; que la sous-inféodation suppose même cette rétention de foi, quand elle ne seroit pas exprimée ; que dès-lors le seigneur est sans intérêt pour critiquer un arran-

gement qui ne peut lui nuire , puisqu'il conserve tous les droits sur la portion du fief ainsi sous-inféodée , laquelle demeurera comme auparavant sujette à la saisie féodale & au paiement des droits seigneuriaux , lorsque le fief du vassal y sera sujet.

Cet auteur convient néanmoins que si sous l'apparence d'une sous-inféodation , le vassal faisoit une véritable vente du fief servant , le seigneur pourroit exiger les droits de quint , sans qu'une pareille fraude pût lui préjudicier , & qu'il faudroit la considérer comme un Démembrement : mais il en dit autant de l'accensement ainsi fait en fraude du seigneur.

Si l'on consulte nos coutumes , il sembleroit au contraire que la sous-inféodation devoit passer pour un Démembrement : toutes celles qui expliquent le jeu de fief ne parlent que de *cens* , *rente* , *ferme* , *pension* , *sur-cens* , & d'autres termes semblables , qui supposent une tenure roturière.

Quelques coutumes de Picardie & des environs , telles que Boulonnois & Amiens , permettent à la vérité très-expressément au vassal les sous-inféodations *pour l'augmentation de son fief & seigneurie*. Mais ces coutumes le permettent au préjudice du seigneur même , jusqu'à concurrence de la portion que les cadets peuvent avoir dans les fiefs , & qu'ils doivent tenir de leur aîné , pour une ou plusieurs générations. Si le vassal excède par ces sous-inféodations la quotité qui doit former la portion des cadets , elles accordent au seigneur fuzerain la mouvance des choses ainsi sous-inféodées par dévolution : elles sont , comme on le voit , de véritables coutumes de *depié de fief* & de *parage*.

La coutume de Paris, même dans l'article 51, exige que le vassal retienne *quelque droit seigneurial & domanial sur ce qu'il aliène*, outre la foi & hommage ; ce qui ne peut guères s'appliquer qu'à un accensement. Guyot soutient à la vérité que les termes des coutumes applicables aux accensemens sont simplement *exemplatifs & non limitatifs*. Mais il est bien extraordinaire que pas une de celles qui permettent le jeu de fief en défendant le Démembrement, n'ait donné un exemple qui pût s'appliquer à la sous-inféodation. Cependant la facilité du commerce & le peu d'intérêt du seigneur depuis qu'on a admis que le jeu de fief pouvoit se faire avec des deniers d'entrée considérables, ont fait recevoir généralement l'opinion de Dumoulin, & l'on ne citeroit peut-être pas un jurisconsulte d'une opinion contraire, malgré les bonnes raisons qu'on pourroit trouver pour la défendre dans l'esprit & dans la lettre même de nos coutumes.

2°. La constitution de rente assise sur un fief est-elle un Démembrement ? Du temps où les rentes constituées étoient des sortes d'engagemens, des charges réelles du fief, elles étoient considérées comme de véritables Démembrements : dans la suite on distingua celles qui étoient générales de celles qui avoient un assignat spécial, & ces dernières seules opéroient le Démembrement du fief. C'est par cette raison qu'on ne pouvoit les constituer ainsi sans le consentement du seigneur, & qu'elles étoient sujettes aux lods & ventes.

Mais depuis qu'on n'admet plus de différence entre les hypothèques générales & spéciales, il faut dire que les constitutions de rente ne for-

## 524 D É M E M B R E M E N T.

ment aucun Démembrement de fief; qu'elles ne font pas même, à proprement parler, comprises sous le nom de *jeu de fief*, puisque dans les coutumes mêmes qui y mettent des bornes, les fiefs peuvent être hypothéqués au-delà de leur entière valeur. Cette décision doit aujourd'hui avoir lieu dans les coutumes qui déclarent expressement le contraire & dans celles de nantissement, dont les usages sont à cet égard absolument abolis par l'article 35 de l'édit du mois de juin 1771, sur la purgation des hypothèques.

3°. Il n'en est pas de même des ventes à faculté de réméré d'une portion du fief faites avec rétention de foi, lesquelles ne différoient presque pas des rentes constituées dans leur origine: à cet égard il faut suivre les dispositions des coutumes, lorsqu'elles déclarent que ces sortes de ventes opèrent le Démembrement au bout d'un certain nombre d'années; telles sont les coutumes de Troyes, de Vitry, de Laon, &c. Quant aux coutumes muettes, Dumoulin décide que la vente à faculté de réméré ne doit pas excéder le terme de dix années, sans quoi la rétention de foi ne seroit qu'une véritable fraude.

4°. Est-ce démembrer un fief, que d'en aliéner les vassaux en retenant le reste du fief? Dumoulin se décide pour l'affirmative; il cite le livre des fiefs, qui néanmoins ne paroît faire cette prohibition que lorsque le nouveau seigneur auquel on voudroit transférer la directe est d'une qualité trop inférieure. Il rapporte quelques exemples où les vassaux de la couronne se sont opposés sur ce fondement à leur aliéna-

tion en faveur de princes étrangers, & il déclare que cela ne pourroit pas se faire même pour l'obtention de la paix.

D'Argentré a soutenu l'opinion contraire, & Guyot l'a depuis exposée avec la plus grande force : ces auteurs prouvent très-bien que des questions qui touchent aux maximes les plus importantes du gouvernement & du droit public des nations, ne doivent point se décider par des textes de coutume, ou sur les principes du droit féodal.

Les livres des fiefs, ajoutent-ils, n'ont aucune autorité parmi nous ; leurs principes mêmes sont absolument inapplicables à nos mœurs, depuis que les fiefs peuvent s'aliéner sans le consentement du seigneur : si le vassal aliéné trouve que le nouveau seigneur auquel on transfère la directe sur lui n'est pas d'une dignité assez éminente, il dépend de lui de résigner le fief, & le même inconvénient auroit lieu quand même l'aliénation des vassaux ne pourroit pas se faire séparément ; puisque la totalité du fief pourroit être aliénée à un simple bourgeois, & que la possession des fiefs n'ennoblit plus.

D'Argentré convient seulement qu'il faut excepter de cette règle les vassaux qui sont obligés solidairement à de certains devoirs, tels que ceux qui possèdent des fiefs *revanchables* en Bretagne ; encore peuvent-ils être aliénés tous ensemble, sans qu'on aliène pour cela le domaine du fief, ou même séparément, en déchargeant les autres vassaux que l'on retient de l'obligation solidaire.

Guyot soutient que dans ce cas il n'y aura point de Démembrement, parce que le vendeur

& l'acquéreur feront hommage , l'un du domaine du fief , l'autre de la directe fur tels ou tels vaffaux , comme ne compofant qu'un feul & même fief. Il donne des exemples de ceffions femblables dès les premiers temps où l'aliénation des fiefs fut permife. Il prétend qu'il n'y a pas plus d'inconvéniens à vendre ainfi féparément la directe fur tel ou tel vaffal , qu'à commuer un fief même en roture , ou une roture en fief ; ce qui eft permis par plufieurs coutumes : que cette faculté doit s'induire de cela feul que la mouvance fur tel ou tel objet du fief peut s'acquérir par prefcription , comme la mouvance de la totalité du fief même. Il cite enfin quelques arrêts qui l'ont ainfi jugé , & il rend le compte le plus exact d'un d'entr'eux rendu au parlement de Paris en 1739.

Mais ce dernier arrêt a été rendu dans la coutume du Maine , où il eft permis de fe jouer du tiers de fon fief au préjudice du feigneur , & où le Démembrement du fief connu fous le nom de dépié n'eft que la peine prononcée contre le vaffal qui excède les bornes du jeu de fief. Les autres arrêts cités par Guyot ne paroiffent point avoir jugé bien précifément la queftion.

Au refte , on ne peut s'empêcher de convenir que la plupart des raifons données par cet auteur femblent une fuite naturelle du fyftême embraffé par Dumoulin fur le Démembrement , quoique le préfident Bouhier & quelques autres auteurs qui ont fuivi ce fyftême , n'aient point adopté l'extenſion que Guyot y donne en cela. La plus grande objection que l'on puiſſe faire contre l'aliénation féparée des vaffaux n'eft peut-être pas dans l'intérêt de ces vaffaux même , qui



n'ont pas le droit de critiquer les arrangemens de leur seigneur, depuis que les fiefs sont aliénables ; mais bien dans l'intérêt du seigneur suzerain , à l'égard duquel une telle aliénation peut être considérée comme un Démembrement.

L'induction que Guyot tire de la prescription de la mouvance ne prouve rien , ou prouve contre son opinion , puisque cette prescription opere un véritable Démembrement ; & dans toutes les coutumes qui le défendent , c'est s'écarter de leur esprit que de supposer que la directe sur les vassaux d'un fief puisse être transférée en retenant le reste du fief sans le consentement du seigneur supérieur.

On peut ici rapporter une espèce singulière jugée par arrêt du 5 mai 1686. Un gentilhomme de la vicomté d'Auge en Normandie , où le Démembrement de fief n'est point permis par aliénation, reçut un service signalé du sieur Thalbard , son ami , domicilié à Paris. Pour lui témoigner sa reconnoissance , il lui fit donation en pleine propriété de la terre & seigneurie d'Orbigny , mouvante de la seigneurie de la Houffaye , aussi appartenante au donateur. L'acte de donation finissoit par la clause suivante : *Et parce que ce fief noble , terre & seigneurie de l'Orbigny , pourroit n'être pas à la bienséance dudit sieur de Thalbard & voudroit par ce moyen en disposer ci-après , en ce cas nous le supplions très-humblement lui & les siens en ligne directe , de ne le faire qu'à la charge & condition expresse de s'en réserver & conserver le nom & la qualité de seigneur , afin d'en pouvoir immortaliser le digne sujet ; voulant que ce présent don ait lieu , force & vertu , nonobstant*

## 528 DÉMEMBREMENT.

*toutes lois , cas , causes & occasions que ce soit ou puisse être.*

Le sieur de Thalbard accepte la donation ; & en vertu de cette dernière clause , il redonna *la propriété des maisons , héritages , droits , fruits & revenus dépendans de cette seigneurie de l'Orbigny*, au fils mâle cadet du donateur , *ne se réservant seulement que le nom , la qualité & les honneurs dûs au seigneur.*

Le fils aîné attaqua cette donation par plusieurs raisons après la mort de son père. Il soutint en particulier que cet acte dérogeoit aux dispositions de la coutume de Normandie contre la division des fiefs nobles. Par arrêt rapporté dans le journal du palais , le parlement de Bretagne , auquel cette contestation fut renvoyée sur un conflit de juridiction entre ceux de Rouen & de Paris , débouta le fils aîné de ses demandes & le condamna aux dépens.

5°. Quelle est la peine des aliénations faites contre la disposition des coutumes , relativement au Démembrement ? Il y a beaucoup d'opinions là-dessus.

Brodeau dit simplement que par le moyen du Démembrement , il y a ouverture de fief ; de sorte que l'acquéreur de la portion démembrée est tenu d'en faire la foi & de payer les droits de quint ou de relief suivant la nature de son acquisition. Cette opinion paroît avoir aussi été adoptée par Ferrière. On l'a rejetée avec raison , sur le fondement qu'elle rendroit illusoire la prohibition de la coutume , en n'imposant à l'acquéreur d'autre peine qu'un fait qui suppose la validité du Démembrement.

Auzanet veut en ce cas , qu'il y ait commise en  
faveur

faveur du seigneur. Cette opinion rigoureuse pouvoit être bonne dans l'ancien droit féodal , où l'on ne pouvoit aliéner le fief en tout ou en partie sans le consentement du seigneur. Aujourd'hui il faut un désaveu formel pour faire encourir la peine de la commise dans la plupart des coutumes, & il n'y a point de désaveu tant que l'acquéreur offre de reconnoître le seigneur.

M. le Camus estime que le Démembrement doit être considéré comme n'existant pas à l'égard du seigneur ; en sorte qu'il pourra saisir la totalité du fief & jouir de ses droits sur toutes les parties , quand il y aura ouverture de fief sur la portion retenue par l'ancien vassal. Mais en ce cas-là il n'y auroit point de différence entre le Démembrement & le jeu de fief permis par la coutume , & il ne paroît pas naturel de supposer que le seigneur soit obligé d'attendre cet événement , quand le vassal a mis contre la disposition de la coutume , une partie du fief hors de sa main.

Guyot accorde au seigneur une simple action pour faire annuler le contrat. Il faut voir ses raisons dans son ouvrage même. Cette opinion , qui semble si juste & si naturelle au premier coup d'œil , paroît néanmoins s'écarter des principes du droit féodal , & suppose trop d'égalité entre le seigneur & le vassal.

Dupleffis enfin , accorde au seigneur le droit de saisir avec perte des fruits , la portion démembrée , afin d'obliger l'acquéreur & le vendeur de se départir de leur contrat & de remettre le fief dans la même main. Bourjon est du même avis.

Cette opinion paroît la plus conforme aux principes. L'ancien vassal ne peut pas avoir re-

tenu la foi pour partie & l'avoir aliénée pour une autre partie, puisque cela supposeroit la validité du Démembrement. Il ne peut plus faire la foi pour le tout, parce qu'il faut être propriétaire du tout pour faire valablement la foi & hommage. L'acquéreur est dans le même cas. Il semble donc que le seigneur doive avoir droit de saisir la portion démembrée. C'est la décision formelle de quelques coutumes telles que celle de Saint-Quentin art. 72.

Ces questions ne se présentent guères dans les tribunaux. Au moyen de ce que la subordination féodale est presque réduite à rien, & qu'on considère beaucoup plus dans les fiefs le revenu que les qualités & l'état de leur possesseur, il n'est pas de seigneur qui ne consente facilement aux arrangemens de ses vassaux lorsqu'ils lui procurent des profits pécuniaires.

Il seroit, ce semble, à désirer que des lois dont le motif n'existe plus, & qui ne peuvent être d'aucun usage aujourd'hui, fussent enfin changées. Il est prudent, sans doute, de ne pas faire légèrement de telles altérations.

Mais il est des indications faciles à saisir dans le régime des corps politiques, comme dans l'hygiène. Quand les lois qui devroient être à la portée de tous les citoyens, deviennent obscures pour les gens même qui en font leur étude particulière; quand le peuple s'y soustrait insensiblement par ses mœurs; quand sur-tout il y substitue des usages plus simples, plus conformes à la liberté naturelle, qu'on ne doit jamais gêner inutilement, quel inconvénient la réforme pourroit-elle entraîner?

Ce besoin s'étoit fait sentir dès le siècle dernier à des jurisconsultes éclairés, & les arrêtés

de M. de Lamoignon avoient substitué à l'article 51 de la coutume de Paris , des dispositions qui concilioient la liberté du commerce & les droits des seigneurs d'une manière équitable & claire. On ne peut mieux finir cet article qu'en les rapportant. On s'appercevra facilement que quelques-uns de ces arrêtés concernent plus particulièrement le jeu de fief que le Démembrement ; mais on verra de même qu'ils tenoient de trop près aux autres pour qu'on dût les en séparer.

Article I. Le vassal peut aliéner telle portion de son fief que bon lui semble , sans le consentement du seigneur ; mais la portion aliénée demeure toujours dans la mouvance immédiate du seigneur dominant.

II. Si le vassal aliène à quelque titre que ce soit , le manoir seigneurial de son fief , toutes les mouvances & les censives passent en la personne de l'acquéreur & demeureront dans la mouvance.

III. Si le vassal baille en arrière-fief quelque domaine ou droits dépendans de son fief , sans le consentement du seigneur dominant , même au-dessus des deux tiers , la mouvance du fief mouvant appartiendra immédiatement au seigneur dominant à l'exclusion du vassal ; & s'il y a deniers déboursés , les profits en seront payés au seigneur dominant.

IV. Le vassal peut bailler à cens ou rente tels héritages & droits de son fief que bon lui semble , à une ou plusieurs personnes , pourvu qu'il se réserve le manoir seigneurial , le tiers des droits & domaine de son fief , & la directe sur le tout.

V. Si le bail à cens ou rente excède les deux tiers dans une seule aliénation , la directe de tout

ce qui est aliéné passe au seigneur dominant ; & s'il y a des aliénations différentes , la directe de ce qui est compris dans les dernières aliénations au-delà des deux tiers , passe au seigneur dominant.

VI. Les profits du fief appartiennent au seigneur dominant pour les aliénations & baux à cens ou à rente , quand il y a deniers déboursés à proportion de ce que le vassal en a reçu , soit que les aliénations & baux à cens soient au-dessus ou au dessous des deux tiers , & les choses aliénées demeurent défunies du fief servant , sans qu'en cas d'ouverture du fief le seigneur puisse les exploiter.

VII. Abrogeons les parages & autres manières de tenir les portions des fiefs des puînés de leur aîné , introduites par aucunes coutumes. Mais si le fief est divisé entre plusieurs par portions égales ou inégales , chacun relèvera sa portion du seigneur dominant.

Voyez *les capitulaires des rois de la seconde race ; les ordonnances du louvre ; les assises de Jérusalem ; les coutumes de Beauvoisis ; les anciennes coutumes de Berry , par M. de la Thaumassière ; la somme rurale , de Bouteiller ; les trois derniers livres de l'esprit des lois ; les livres des fiefs à la suite du corps de droit ; l'histoire d'Allemagne , par Pff. ffel ; les traités des fiefs par Poquet de Livonière & Guyot ; la dixième dissertation de MM. de la Motte , à la suite du commentaire sur les coutumes de Bordeaux ; le traité des fiefs de du Molin , par M. Henrion de Pensy , CONSILIA FEUDALIA VARIORUM DOCTORUM A M. D. LEONARDO RECOGNITA ; l'usage des fiefs , par Salvaing ; le traité des droits de patronage , par Corbin ; Loiseau , des seigneuries ; les œuvres de*

*Gui Coquille ; les institutes coutumieres de Loysel ; les œuvres de Despeissès ; les arrêts de Basset , de Boniface , de Brodeau sur Louet ; le journal du Palais ; les coutumes citées & leurs commentateurs , &c. Voyez aussi les articles ABRÉGEMENT DE FIEF, DÉPIÉ DE FIEF, JEU DE FIEF, PARAGE, FRANCHE AUMÔNE , SOUS INFÉODATION , DÉMEMBREMENT DE JUSTICE , &c. ( Article de M. GARRAN DE COULON , avocat au parlement ).*

**DEMEMBREMENT DE JUSTICE.** C'est la division d'une seule justice en plusieurs autres, soit avec réserve, soit sans réserve de ressort. On peut aussi donner ce nom, par extension, à la séparation d'une justice d'avec le fief auquel elle étoit unie ; ce qui pourroit s'appeler plus proprement *Démembrement de seigneurie*, depuis que ces deux objets sont distincts.

Si l'on en croit Loiseau, la justice & le fief ont toujours été deux objets séparés. Les grands seigneurs n'ont usurpé la juridiction qu'en unifiant la seigneurie publique, c'est-à-dire les offices dont ils étoient revêtus à la seigneurie privée, qu'ils avoient dans leurs domaines ; les châtelains & les moindres vassaux l'ont également usurpée, d'abord en s'offrant de concilier les différends qui naissoient dans leurs villages, *par amiable composition*, puis en transformant en droit la déference que l'on avoit eue pour leur entremise.

Le comte de Boulainvilliers, l'abbé de Fleury, de Laurière & le président de Montesquieu, qui connoissoient si bien les monumens anciens de notre droit public, assurent tous, au contraire, que dans l'origine la juridiction suivoit

toujours le fief, & il est impossible de se refuser aux raisons qu'ils donnent pour appuyer leur opinion.

Nos rois ne se réservèrent rien dans la concession des fiefs. Un des plus grands émolumens consistoit dans les profits judiciaires, (*freda*), que le coupable donnoit au seigneur pour être garanti des poursuites des parens du défunt ou de l'offensé même, lorsqu'il leur avoit offert la composition fixée par la loi. Le fief donnoit donc la justice criminelle, puisqu'elle ne consistoit absolument que dans ces compositions en faveur des parens & dans des profits au seigneur. Les formules de Marculfe, les chartres recueillies par dom Bouquet, annoncent clairement que ce droit étoit compris dans les inféodations.

Toutes les contestations chez des peuples barbares & guerriers produisant des querelles & presque toujours des meurtres, il n'y avoit guères qu'une justice criminelle parmi eux. On voit dans ces mêmes monumens, qu'il étoit défendu aux officiers du roi d'entrer dans le territoire des seigneurs pour y exercer quelque acte de justice que ce fût, ou y recueillir aucun émolument de justice. Il n'y avoit donc que les seigneurs de fief auxquels on pût s'adresser pour se faire rendre justice dans un territoire, lors même que la stabilité des possessions eut développé le premier germe de la juridiction civile.

D'un autre côté les vassaux n'étoient eux-mêmes jugés que par leurs pairs dans la cour du seigneur. C'est ce que l'on découvre encore en fouillant dans les mêmes sources, & ce qui est attesté par différens passages des établissemens de saint Louis, du livre des fiefs & du conseil de Pierre des Fontaines. Le fief & la justice se



suivoient donc sans cesse , & les vassaux n'étoient pas moins obligés à assister le seigneur dans sa cour , qu'à le suivre dans les combats. Il subsiste encore des traces bien précieuses de ces usages dans les cours féodales & cottières de Flandres.

Tant que les lois ne consistèrent que dans des usages faciles à retenir , tant que les degrés des sous-inféodations ne furent pas trop multipliés , cette manière de rendre la justice subsista généralement. Mais bientôt l'exemple de l'ordre judiciaire qui régnoit dans les juridictions ecclésiastiques , leurs usurpations dont il falloit se défendre , de nouveaux droits à discuter , firent perdre aux seigneurs l'habitude de juger par eux-mêmes. Ils créèrent des officiers pour exercer ce droit en leur nom. Les amendes qu'ils établirent , non pas seulement pour punir celui qui succomboit dans toutes les contestations , mais à presque chaque pas que l'on faisoit dans la procédure , augmentèrent le revenu que produisoient ces juridictions. On les considéra comme un objet important & séparé du reste du domaine. On concéda donc souvent la justice à un vassal & le fief à un autre sur le même territoire , ou quelquefois le seigneur en concédant un terrain à titre de fief , y retenoit la juridiction.

D'ailleurs les seigneurs n'avoient jamais jugé seuls. Comme ils décidoient les causes de leurs vassaux avec leurs co-vassaux , ils jugeoient celles de leurs sujets roturiers avec un certain nombre de censitaires. On peut voir des preuves de cela dans les notes de Laurière sur Loisel , ( livre 4 , titre 3 , règle 14 ). C'est ce qu'on appeloit les *pairs* soit féodaux , soit cottiers ou roturiers. Le

vassal qui n'avoit pas un certain nombre d'arrière-vassaux ou de censitaires, ne pouvoit donc pas exercer de juridiction. Elle restoit au seigneur dominant ; enfin l'introduction des appels qui devinrent bientôt d'un usage très-commun, firent sentir les inconvéniens d'un si grand nombre de juridictions.

Voilà comment la justice qui avoit été une dépendance du fief dans toute l'europe, devint un objet distinct. Le droit provincial Saxon, connu sous le nom de *speculator*, & rédigé dans le quatorzième siècle, condamne comme un abus ces aliénations séparées de justice ; ce qui prouve du moins qu'on se mettoit sur le pied de les faire. Celui de Suève assure que les arrière-vassaux de l'empire ne pouvoient pas sous-inféoder la justice. Il paroît qu'en France les seigneurs étoient encore dans l'usage de disposer de leur juridiction comme ils vouloient du temps de Beaumanoir. *Il est moult de pays, dit-il, là où aucuns ont les hautes justices, & autres personnes les basses. En Beauvoisis même pourroit telle chose avenir par vente, par échange ou par octroi de seigneur.*

Bodin dans sa république, Loiseau dans son traité des abus de justices de village, & la Thaumassière sur les coutumes de Berry, prétendent que Philippe le Bel fit une loi dans laquelle il ordonnoit qu'*aucuns, même l'église, sous prétexte de fief, ne pourroient prétendre la justice, si elle n'y étoit comprise nommément.* Ils ne datent point cette ordonnance, & on ne la trouve point dans le recueil de celles du Louvre. Mais il est certain que l'accroissement que ce prince fit prendre à l'autorité royale affoiblit extrêmement l'autorité des seigneurs ; & qu'à peu près dans ce

temps-là , l'on commença à établir le principe que la concession du fief ne donnoit point la justice , & que le prince seul pouvoit autoriser l'établissement de celle-ci.

Il y eut cependant une grande différence à cet égard dans les provinces de France. La maxime que fief & justice n'ont rien de commun s'établit presque sans obstacles dans celles qui étoient le plus particulièrement soumises au roi. Dans celles qui étoient possédées par les anglois & par les autres grands vassaux de la couronne , les seigneurs conservèrent plus long-temps leurs droits. Les anciennes coutumes de Bordeaux rédigées dans le quatorzième ou quinzième siècle , & que l'on a imprimées à la tête du nouveau commentaire sur la coutume actuelle de cette ville , accordent encore au seigneur féodal toute juridiction dans son fief.

A mesure que ces provinces sont rentrées sous l'autorité immédiate du roi , l'on y a insensiblement introduit les maximes du reste du royaume, en n'autorisant que les seules juridictions qui étoient fondées en titres , ou sur une possession immémoriale. On a seulement conservé aux seigneurs de fief la justice foncière , c'est-à-dire , le droit de faire faire par les officiers qu'ils créeront pour l'exercer , tous les exploits domaniaux nécessaires pour le payement & la conservation de leurs droits. On trouve dans les commentateurs de la coutume de Poitou , un arrêt du mois de juillet 1601 , confirmatif d'une sentence de la sénéchaussée de Poitiers , qui assura à un seigneur ce droit de justice foncière au-dedans de son fief , quoiqu'il n'en eût jamais joui non plus que ses prédécesseurs ; parce que par la coutume ce droit appar-

## 538 D É M E M B R E M E N T.

tient essentiellement au fief. Cet arrêt est d'autant plus remarquable , qu'il fut rendu contre le seigneur de la principauté de Marillac , qui lors de la rédaction de cette coutume , avoit formé opposition à l'article 17 , qui accorde le droit de juridiction ou basse justice aux simples seigneurs de fief , sous prétexte qu'il y avoit un usage contraire dans sa principauté.

Quelques coutumes comme celles d'Anjou & du Maine , permettent encore néanmoins expressément aux comtes , vicomtes & barons , de donner haute justice , moyenne & basse à leurs vassaux , en se réservant le droit de ressort. Mais il faut observer que ces coutumes rédigées pour la première fois par autorité publique en 1508 , n'ont point été réformées. Du Molin assure que de pareilles dispositions qui sont contre le bien public & les droits du roi , ne peuvent avoir aucun effet ; & lorsque dans la réformation de celle de Tours en 1559 , l'on inféra l'article 72 , qui conformément à l'ancienne coutume , permettoit au seigneur Baron d'accorder à son vassal haute , moyenne & basse justice , le procureur du roi s'y opposa , quoique l'article déclarât expressément que *ce n'étoit au préjudice des droits du roi ou du ressort , tellement que les appellations du juge dudit seigneur à qui telle justice a été donnée , ne ressortissent par-devant le juge du seigneur supérieur de celui qui a donné.*

Il est donc bien certain aujourd'hui que le seigneur ne peut accorder à son vassal aucune juridiction , soit à la charge de ressort à sa propre justice , soit à la charge de ressortir au juge supérieur. Loiseau observe très-bien que la première espèce de concession blesse essentiellement

les droits du roi , dont elle recule l'autorité d'un degré , & que l'utilité publique dont le soin appartient également au prince , est aussi intéressé à ce que l'on ne multiplie pas sans sujet les tribunaux inférieurs , en divisant une juridiction en plusieurs autres , parce qu'elles courent risque d'être ainsi beaucoup plus mal administrées. Enfin c'est un principe incontestable de notre droit public , qu'aucune nouvelle justice ne peut être érigée que par l'autorité du roi. Brodeau , sur l'article 51 , cite des arrêts qui ont jugé que l'érection de justices inférieures faite par des seigneurs , ne pouvoit pas être validée par une possession même centenaire , lorsqu'on decouvrait le vice du titre constitutif. Il assure qu'il a vu vingt arrêts semblables , & l'on en trouve en effet de tels dans tous les recueils.

Il faut même des lettres-patentes pour transférer l'exercice d'une juridiction d'un lieu dans un autre. Mais rien n'empêche néanmoins qu'on ne puisse aliéner la justice séparément du fief ; parce que ce sont aujourd'hui des objets absolument distincts. D'Argentré qui convient de ce principe avec du Molin , soutient même que cette aliénation de la justice ne se présume point par l'aliénation *du fief , du manoir ou chef-lieu , & de ses appartenances* , soit qu'ils relèvent de différens seigneurs , soit qu'ils soient reportés au même seigneur par un seul & même hommage ; & son opinion est d'autant plus frappante , que dans la Bretagne le fief & la justice sont communément unis de fait. C'est aussi l'aveu de Cujas & de la Thaumassière.

Loiseau & presque tous nos auteurs , pensent avec du Molin , que la vente *du fief & de ses*

appartenances comprend la justice qui y est annexée, c'est-à-dire, celle qui relève d'un seul seigneur sous un même titre de fief. Cette aliénation même ne peut pas se faire séparément sans l'agrément du seigneur supérieur, dans les coutumes qui défendent le Démembrement. Car la maxime que fief & justice n'ont rien de commun, signifie seulement que *l'un n'argue par l'autre*, comme le disent quelques-unes de nos coutumes, mais non pas qu'ils ne puissent faire un seul tout. Les séparer lorsqu'ils sont unis, c'est donc faire un véritable Démembrement.

Ce n'est point démembrer une justice que de la partager entre plusieurs co-propriétaires. Il suffit que l'exercice n'en soit point divisé, & que conformément à l'article 26 de l'ordonnance de Roussillon les seigneurs nomment alternativement des officiers, à moins qu'ils n'aiment mieux se concilier pour les nommer conjointement.

Dans les pays tels que ceux de droit écrit, où l'on peut aliéner séparément chaque portion de fief sans le consentement du seigneur, on peut aliéner de même telle portion de justice que l'on juge à propos. Ce morcellement de justice est sur-tout très-commun en Provence. Comme les biens nobles y tombent en roture lorsqu'ils sont aliénés sans une portion de juridiction, on ne manque presque jamais dans les contrats de vente, de transporter une petite portion de juridiction avec le domaine noble, afin de pouvoir jouir de la franchise des tailles qui en est une suite.

Il n'est pas même nécessaire que la portion de la justice soit égale à la portion du domaine du fief que l'on aliène. On y vend un sou, un de-

nier même du droit de justice. Par arrêt du 10 de juin 1686 , rapporté par la Touloubre , il fut jugé en faveur du sieur de Pont-Levis , contre la communauté de Thorame , que la réserve d'un denier de toute la juridiction haute , moyenne & basse suffisoit , quoique l'on eût stipulé expressement que le possesseur ne pourroit pas nommer des officiers de justice.

— Le denier ne signifie pas une portion qui ne vaut réellement qu'un denier , mais la douzième partie d'un sou , suivant le livre terrier des fiefs de Provence , la division étant faite en florins , sous & deniers , par une computation à-peu-près semblable à ce qui se pratiquoit dans le partage des successions romaines.

Cette division de la justice y est tellement indéfinie , qu'il n'est pas rare de voir des justices dont l'exercice est divisé par mois , jours & heures.

Il y a une autre espèce de division plus singulière & sujette à plus d'inconvéniens. La juridiction y suit le territoire. Chaque co-seigneur a ses hommes ou justiciables affectés. C'est par l'habitation ou le foyer que cette qualité est réglée. Aujourd'hui l'on est justiciable d'un co-seigneur ; demain en changeant de domicile on le devient d'un autre.

Dans quelques fiefs même , le co-seigneur suit toujours ses justiciables , malgré le changement de demeure , tant qu'ils restent dans l'étendue du fief. Ce sont les personnes & non le territoire , qui déterminent la juridiction. Par exemple , dans le village de Thoard , viguerie de Digne , la justice est divisée en quatre portions qui peuvent être subdivisées par vente ou autrement. Il

y a de plus la juridiction commune , qui appartient par indivis à tous les co-seigneurs , & qui ne peut être exercée que sur ceux qui vont habiter à Thoard. Jamais l'homme & le justiciable de l'un des co-seigneurs ne devient celui de l'autre.

Il y a lieu de douter si cette division de justice , qui ne paroît pas avoir lieu hors de la Provence , seroit bien autorisée dans cette province , même pour les partages que l'on pourroit faire à l'avenir , quoiqu'on tolère cet usage quand il est établi depuis long-temps.

Enfin il faut observer que suivant le droit commun de la France , on peut bien aliéner la justice annexée à un fief de dignité , sans aliéner le fief même , lorsqu'elle n'est pas tenue du même seigneur que le fief ; mais alors la dignité du fief est éteinte par ce seul fait. De même celui qui a aliéné la justice qui étoit annexée à un simple fief , ne peut plus prendre sa qualité de seigneur d'un tel endroit , parce que la vraie & parfaite seigneurie est composée de deux parties nécessaires à son être , le fief & la justice. *Bref* , dit Loiseau , *la justice est au château , comme en son siège ; en la terre , comme une annexe ou pièce attachée à icelle ; au fief , comme une dépendance séparée ; en la seigneurie , comme une partie inséparable , & suit le territoire comme son corrélatif.*

Voyez HERMANI CONRINGII DE JUDICIIS VETERIBUS GERMANICÆ REIPUBLICÆ ; Bacquet , des droits de justice ; Loiseau , des seigneuries , & des abus des justices de village ; les institutions de Coquille ; les règles de Loysel , avec les notes de Laurière ; du Molin & Brodeau , sur



*la coutume de Paris ; le coutumier général ; les commentateurs des coutumes de Poitou , d'Anjou , de Normandie , de Picardie , &c. ; la jurisprudence féodale du parlement de Provence ; Salvaing , de l'usage des fiefs , & les autorités citées. Voyez aussi les mots FIEF DE DIGNITÉ , JUSTICE , SEIGNEURIE , VOIERIE , &c. ( Article de M. GARRAN DE COULON , avocat au parlement ).*

DÉMENCE. C'est l'état d'une personne dont la raison est affoiblie au point d'ignorer si ce qu'elle fait est bien ou mal.

Ceux qui sont dans un état pareil ne perdent pas pour cela leurs droits , leurs dignités ni leurs prérogatives dans la société ; ils sont capables de succéder ; mais pour ce qui est des fonctions publiques , ils ne peuvent point y participer , attendu qu'ils sont inhabiles à les exercer. A l'égard de l'administration de leurs biens , comme ils ne sauroient en prendre soin par eux-mêmes , on leur donne un curateur pour y veiller. Voyez à ce sujet les articles CURATEUR & INTERDICTION.

La Démence ne se présume point dans les actes antérieurs à une interdiction , à moins qu'il ne soit prouvé qu'elle existoit déjà , & qu'il ne paroisse une lésion évidente dans les actes que l'on veut faire annuler. N'importe qu'il soit dit par l'acte que celui que l'on prétend avoir été dans un état de Démence , étoit *sain de mémoire , d'esprit & d'entendement* ; ces sortes de déclarations ne préjudicient point à la preuve par témoins du fait contraire qu'on pourroit articuler , parce qu'un notaire en pareil cas n'est point un juge irréfutable.

Il y a cette différence entre la Démence &

l'imbécilité , que la Démence est une privation absolue de raison , au lieu que l'imbécillité n'en est qu'un affoiblissement : c'est ce qui fait qu'un imbécile peut contracter mariage pourvu qu'il sache ce qu'il fait , au lieu qu'un homme qui est exactement dans la Démence ne le peut pas. Il y a certe autre différence entre la Démence , l'imbécillité & la folie , que la Démence ainsi que l'imbécillité indiquent un état habituel de privation ou de foiblesse de bon sens ; au lieu que la folie ne semble dénoter qu'un dérangement fougueux de l'imagination qui cesse par intervalles. Dans ces intervalles de tranquillité qu'on appelle *momens lucides* , comme la personne peut jouir de tout son bon sens , on confirme ou l'on rejette les actes émanés d'elle suivant qu'ils paroissent sensés ou déraisonnables ; mais c'est ce qui sera particulièrement expliqué à l'article INTERDICTION : voyez ce qui a déjà été dit à l'article BIENS en parlant des *biens des interdits*.

*En matière criminelle* la Démence est une excuse pour n'être point exposé aux peines publiques dues au délit commis dans l'intervalle où l'on ne jouissoit point de son bon sens. Il est vrai qu'on trouve plusieurs arrêts (\*) qui défendent aux premiers juges de décharger les accusés sur le fondement de leur folie ou Démence , & qui ordonnent de les juger à la ri-

---

(\*) Ces arrêts de la Tournelle du Parlement de Paris ; & qu'on trouve rapportés au nouveau recueil de réglemens , sont des 11 février 1732 , 12 Septembre 1733 & 8 juillet 1738.

gueur , sauf à la cour d'ordonner sur l'appel l'instruction de ce fait justificatif. Mais comme l'observe très bien M. Jousse dans son commentaire sur l'ordonnance criminelle , il est difficile de concilier ces arrêts avec les dispositions de cette même ordonnance qui permet indistinctement à tous les juges de recevoir un accusé à ses faits justificatifs , sur-tout si l'on fait attention qu'un fait de Démence est un des principaux faits que l'on puisse employer pour la justification d'un accusé.

En vain diroit-on que ce seroit ouvrir un moyen aux premiers juges de sauver un coupable en faisant entendre des témoins qui déposeroient de sa Démence ; car outre qu'on ne doit pas faire légèrement ces sortes de suppositions , qui tendent à faire regarder les juges comme des magistrats infidèles & les témoins comme des parjures , c'est qu'il leur seroit également facile d'abuser de leur état pour commettre une semblable prévarication , soit en ne poursuivant point le crime , soit en ne faisant point entendre en déposition les principaux témoins , soit en affoiblissant leurs dépositions , soit en usant d'autres artifices que des juges iniques peuvent employer. D'ailleurs ajoute fort judicieusement le même auteur » si cette maxime que les premiers » juges ne peuvent ordonner la preuve des faits » justificatifs de Démence avoit lieu , il pour- » roit tous les jours en arriver des inconvéniens ; » car un furieux ou un insensé pourroient souf- » frir une condamnation injuste sans qu'il y eût » de remède , comme il arriveroit dans le cas » où ce furieux seroit condamné à un bannisse- » ment à temps ou à quelque autre peine , dont

» l'appel n'a pas lieu de plein droit. « Nous pourrions dire encore que dans les cas mêmes où l'appel seroit de plein droit, la preuve de la Démence pourroit périlcliter au détriment de l'accusé ; mais une autre considération qui ne nous paroît pas indifférente ; c'est qu'il seroit révoltant pour des juges qui sont tenus de juger suivant leur conscience, d'être obligés, malgré eux, de condamner par exemple à mort un imbécille pour un fait qui sous l'apparence d'un crime, ne seroit qu'un délit matériel.

La Démence d'un accusé peut se reconnoître par ses réponses aux interrogatoires, par une information de sa conduite, par un rapport de médecins & de chirurgiens. Lorsque l'insensé a des momens lucides, & que rien n'indique qu'il ait eu aucune passion à satisfaire en commettant le crime, on doit présumer qu'il l'a commis dans un moment d'aliénation ; & si lors du jugement il a repris son bon sens, on le renvoie comme on renverroit un innocent ; ou s'il a encore l'esprit aliéné, on ordonne qu'il sera enfermé dans une maison de force pour y être traité comme les autres insensés.

Quoique la Démence soit un motif pour soustraire un insensé à la peine publique, que mériter le délit par lui commis ; néanmoins les biens répondent des dommages & intérêts qui en sont la suite. Un marchand de Paris, convaincu d'avoir de dessein prémédité, coupé le nez à une femme contre laquelle il avoit eu des prétentions, fut condamné par une sentence du châtelet au fouet, à un bannissement de neuf ans, à une amende de deux cens livres & à six mille livres de dommages-intérêts. Sur l'appel la famille

chercha à établir l'imbécillité de l'accusé ; il intervint un premier arrêt qui ordonna une visite de médecins & de chirurgiens avec une information de vie & de mœurs ; & par l'arrêt définitif qui intervint le 10 septembre 1683 , il fut dit que l'insensé seroit renfermé à Bicêtre à la charge par les parens de payer pour sa pension cent cinquante livres. La sentence fut dès-lors infirmée quand au fouet & au bannissement ; mais à l'égard des dommages intérêts , la cour en confirma les dispositions.

Nous observerons à ce sujet que suivant l'article 150 de la coutume de Normandie » les » parens doivent avoir soin de tenir en sûre » garde ceux qui sont troublés d'entendement » pour qu'ils ne fassent mal à d'autres , sinon » qu'ils seront tenus civilement des dommages- » intérêts qui en pourroient arriver «.

L'article suivant » ajoute que s'il n'y a parens , » les voisins seront tenus de dénoncer l'insensé » à justice , & cependant qu'ils seront tenus de » le garder sous les mêmes peines «.

En effet , comme ce sont les parens qui succèdent à l'insensé , il paroît juste qu'ils en prennent soin , & qu'ils soient tenus de réparer le mal que cet insensé peut commettre par leur faute.

Lorsque l'accusé est en Démence , on ne lui donne point de curateur pour l'instruction de son procès , parce que dès qu'on s'aperçoit de sa Démence , c'est le cas de cesser toute procédure contre lui. Les parens ainsi que le ministère public peuvent dénoncer son état , lorsque les juges ne s'en aperçoivent pas.

Quand la Démence survient après le délit

commis , l'auteur du traité de la justice criminelle distingue trois cas : le premier est celui où la Démence est survenue avant que l'instruction du procès ait été achevée ; le second celui où elle est survenue après l'instruction du procès mais avant la condamnation ; le troisième enfin celui où elle n'a paru qu'après la condamnation , mais avant l'exécution.

Dans le premier cas si l'accusé n'a point été interrogé & confronté avant que la folie ne soit survenue , il ne peut , dit le même auteur , être condamné à aucune peine , pas même à une peine pécuniaire : mais en cela nous croyons que cet auteur se trompe ; car si par les charges & informations il paroît certain que l'accusé est l'auteur du délit commis , rien n'empêche que la réparation pécuniaire ne s'en prenne sur ses biens. Les choses se traitent alors comme en matière de petit criminel , où il n'est pas nécessaire que l'accusé ait été interrogé & confronté pour être condamné à des dommages-intérêts ; & ces dommages-intérêts peuvent avoir lieu sur les biens de l'accusé lors même que le délit a été par lui commis dans un temps de folie , comme nous l'avons vu par l'exemple ci-dessus rapporté.

Dans le second cas lorsque l'instruction a été achevée il peut à plus forte raison être condamné aux dommages-intérêts dont il s'agit.

Dans le troisième cas lorsque la folie survient après la condamnation , comme il seroit extraordinaire de conduire un fou au dernier supplice , on prend le parti d'ordonner qu'il sera enfermé dans une maison de force , sauf l'exécution du jugement pour la confiscation , les amendes , les dommages-intérêts , &c.

On n'en use pas avec cette modération à l'égard de ceux qui se sont rendus coupables de leze-majesté humaine. On trouve plusieurs exemples où des fous ont été exécutés à mort pour des crimes de cette sorte commis dans des temps même de folie. Nous avons cependant à ce sujet un bel exemple de Clémence de Henri IV à l'occasion d'un nommé Délisle : ce particulier , dont l'esprit étoit aliéné , s'avisa en 1605 , un jour que le roi passoit sur le Pont-Neuf, de l'aller prendre par derrière & de le tirer par le manteau de façon à le renverser sur la croupe de son cheval. Henri IV vint à bout de lui faire lâcher prise en donnant de l'éperon à son cheval ; & comme on vouloit traiter ce particulier avec toute la rigueur due à un criminel de leze-majesté , le prince ne voulut point qu'il eût d'autre châtiment que la prison.

Voyez *le commentaire de M. Jousse sur l'ordonnance de 1670 ; son traité de la justice criminelle ; le nouveau recueil de réglemens.* Voyez aussi les articles BIENS ( *des interdits* ) CURATEUR , INTERDICTION , &c. ( *Article de M. DAREAU , avocat au parlement , &c.* )

DÉMENTI. Parole ou discours , par lequel on dit à quelqu'un qu'il en a menti.

Le Démenti est regardé parmi nous comme une injure plus ou moins grave , selon les circonstances. L'illustre auteur de l'esprit des lois remarque que nous devons , sur cet objet , nos principes ou nos préjugés à l'institution du combat judiciaire. L'accusateur commençoit par déclarer devant le juge , qu'un tel avoit commis une telle action : & celui-ci répondoit , que l'autre en avoit menti ; sur quoi le juge ordon-

noit le duel. Ainsi la maxime s'établit , que lorsqu'on avoit reçu un Démenti , il falloit se battre.

Depuis la défense des duels , on a établi des lois pénales contre ceux qui donneroient des Démentis aux autres.

Selon le règlement des maréchaux de France du 22 août 1653 , les gentilshommes ou officiers qui avoient donné un Démenti a d'autres gentilshommes ou officiers , devoient être condamnés à deux mois de prison & à demander pardon à l'offensé.

Cette peine fut augmentée de deux autres mois par un autre règlement des maréchaux de France du 22 août 1670.

La punition ayant encore paru insuffisante , le roi ordonna par l'article 3 de la déclaration du 12 avril 1723 enregistrée au parlement le 4 mai suivant , que les Démentis seroient punis de deux ans de prison , & qu'avant d'y entrer l'agresseur demanderoit pardon a l'offensé.

Si le Démenti a été repoussé par quelques coups de main ou de bâton , celui qui a donné le Démenti doit être condamné comme agresseur à deux ans de prison , & celui qui a frappé doit être puni des peines portées par l'édit du mois de février 1723 (\*). C'est ce qui résulte de l'article 4 de la déclaration citée.

---

(\*) Suivant l'article 8 de cet édit , tout gentilhomme ou officier qui en frappe un autre dans quelque cas ou circonstance que ce soit , doit être puni par dégradation des armes & de noblesse personnelle , & par quinze ans de prison , après lequel temps il ne peut avoir sa liberté qu'en vertu des ordres du roi expédiés sur l'avis des maréchaux de France.



L'article 2 de l'édit du mois de décembre 1604, dont l'exécution a été ordonnée par l'article 5 de l'édit du mois de février 1723, veut que tout officier de robe qui donne un Démenti à un autre, ou à un gentilhomme ou officier militaire, tienne prison durant quatre mois, & qu'après qu'il en sera sorti il demande pardon à l'offensé avec les paroles les plus capables de le satisfaire.

On punit aussi le Démenti qui est donné à un avocat dans ses fonctions. Dufail rapporte un arrêt du 19 décembre 1565 qui pour un Démenti donné à un avocat par la partie adverse, condamna celle-ci à déclarer à l'audience, que témérairement elle avoit proféré ces paroles, *tu as menti*, à en demander pardon à Dieu, au roi & à justice, & à dix livres d'amende, le tout néanmoins sans note d'infamie.

Il y a dans Papon un arrêt par lequel un vassal fut privé de son fief la vie durant pour avoir donné un Démenti à son seigneur.

Voyez les lois citées ; les arrêts de Papon ; Dufail ; Bodin ; Guy Pape ; la Rocheflavin ; la bibliothèque de Bouchel, &c. Voyez aussi les articles INJURE, VOIE DE FAIT, OFFENSE, RÉPARATION, &c.

DEMEURE. Ce mot a ici deux significations. Quand il est pris pour le lieu de l'habitation d'une personne, il signifie *domicile* ; voyez ce mot à l'article qui le concerne. Quand il est pris pour retardement, il s'entend du délai qui s'écoule depuis le terme auquel un débiteur devoit satisfaire à son obligation.

Suivant les principes du droit romain, dès

qu'une obligation renferme un terme précis, on est obligé d'y satisfaire sans qu'il soit besoin à ce sujet d'aucune sommation; mais dans nos usages il en est autrement : un débiteur n'est exactement en retard ou en Demeure de payer, de donner ou de faire ce qu'il doit que du jour qu'il a été judiciairement interpellé à cet effet, à moins qu'il n'y ait à cet égard par la convention une stipulation précise qu'une telle obligation se remplira dans un tel temps, auquel cas la stipulation faisant une partie essentielle de la convention, on ne peut y manquer sans encourir la peine attachée au retard que l'on met à l'exécuter.

Il y a néanmoins des conventions de nature à exiger que le terme donné aux obligations soit regardé comme fatal sans autre explication; telles sont nombre de celles qui ont rapport au commerce : quand on a promis par exemple d'envoyer telle marchandise dans tel temps pour une telle foire, si l'envoi n'en est pas fait au temps convenu, on peut la refuser sans qu'il y ait eu pour cela d'interpellation. Telles sont encore d'autres conventions qui sans avoir rapport au commerce exigent cependant d'être exécutées dans le temps marqué; telle seroit, par exemple, celle par laquelle on auroit fait marché avec un ouvrier pour étayer incessamment un édifice qui menace une ruine prochaine: il est certain qu'il ne faut point en pareil cas de sommation pour le constituer en Demeure, le simple fait de son retard suffit pour qu'on soit autorisé à recourir à d'autres secours, &c. voyez à ce sujet l'article COMMUNICATOIRE. (*Article de M. DAREAU, &c.*)

DEMISELLAGE La coutume de la châtellenie de Lille appelle biens en Demifellage ceux qu'un homme a acquis avant de se marier. Ce mot paroît dérivé de *demoysel*, vieux mot qui signifie jeune homme ou garçon.

C'est dans l'article 27 du titre 2 de cette coutume qu'il en est fait mention. Cet article est ainsi conçu : « héritage cottiers acquis avant » mariage, qu'on dit en Demifellage, succèdent » en ligne directe comme patrimoine : & en » ligne collatérale aux prochains parens de quel- » que côté que ce soit, les mâles excluant les » femelles en pareil degré : & en faute de » mâles aux prochaines femelles également. »

Pour entendre cet article & savoir ce qui distingue les biens en Demifellage des autres acquêts, il faut avoir une idée de l'ordre que cette coutume a établi dans la succession des censives ou cotteries.

Il y a une différence entre la ligne directe & la ligne collatérale. En ligne directe, les propres appartiennent aux enfans mâles, les femelles n'y peuvent rien prétendre, à moins qu'elles ne soient dans un degré plus proche que les mâles. Mais les acquêts se partagent également entre les uns & les autres, quand ils sont au même degré. Car la représentation n'a lieu dans cette coutume que pour les meubles.

En ligne collatérale, on accorde encore plus de faveur aux mâles qu'en ligne directe : ils excluent les femelles non seulement de la succession des propres, mais encore de celle des acquêts.

Il résulte de ces observations dont la vérité est attestée par les articles 10, 25, 26, 28, 30,

31 & 33 du titre cité ; que les biens en Demisellage ne diffèrent aucunement des autres acquêts dans les successions collatérales ; puisqu'ils appartiennent aux parens les plus proches *de quelque côté que ce soit , les mâles excluant les femelles en pareil degré* , ce qui est commun à tous les acquêts dans cette coutume. Mais ils en diffèrent beaucoup en ligne directe , puisqu'ils sont à cet égard considérés comme propres , & qu'en cette qualité ils appartiennent aux mâles à l'exclusion des femelles.

Quand un homme a été marié plusieurs fois , les biens qu'il a acquis étant veuf sont considérés comme des acquêts ordinaires par rapport aux enfans du mariage qui a précédé cette viduité , & comme des acquêts en Demisellage par rapport à ceux du mariage qui l'a suivie. C'est ce qui résulte de l'article 29 du titre cité.

Au reste la dénomination d'acquêts en Demisellage ne convient dans cette coutume qu'aux censives ou coterries. Elle ne peut convenir ni aux fiefs parce qu'ils appartiennent toujours aux mâles à l'exclusion des femelles , sans distinguer s'ils étoient propres ou acquêts au défunt ; ni aux francs-aleux , parce que , suivant l'article 11 du titre 7 de cette coutume , ces sortes de biens sont réputés meubles , & se partagent comme tels.

Il faut observer aussi que plusieurs coutumes locales de la châtellenie de Lille appellent également les mâles & les femelles à la succession des censives , de sorte que la distinction des acquêts en Demisellage d'avec les autres , y est tout-à-fait inconnue. Ces coutumes sont celles de Lille , d'Ostercourt , de Chisoin , de Lannoy ,

de saint-Quentin de Lille , de Bouvines , de Salomer , de la Boutillerie , d'Ennetière en Weppe , de Camphain , de Wahaigies , d'Esquermes , &c. Voyez ces coutumes & les articles BIENS , ACQUÊTS , PROPRES , SUCCESSION , &c. ( *Cet article est de M. MERLIN, avocat , &c.* ).

DÉMISSION. C'est en général l'acte par lequel on se démet de quelque chose.

Nous parlerons successivement dans cet article , de la Démission d'office , de la Démission de bénéfice & de la Démission de biens.

*De la Démission d'office.* La Démission d'office est l'acte par lequel celui qui est pourvu d'un office , charge ou commission , déclare purement & simplement qu'il s'en démet ; c'est-à-dire , qu'il y renonce , & qu'il n'entend plus n'y faire aucune fonction.

Remarquez qu'un officier royal qui donne sa Démission entre les mains de M. le chancelier , ne peut pas renoncer à ses fonctions que sa Démission ne soit acceptée. On en usoit de même chez les romains pour les magistratures. On remarque que Dion s'est plaint que César avoit contrevenu aux lois en se démettant du consulat de sa propre autorité.

Les secrétaires d'état donnent leur Démission au roi.

*De la Démission de bénéfice.* C'est l'acte par lequel un ecclésiastique renonce au bénéfice dont il étoit pourvu.

On distingue deux sortes de Démissions de bénéfice ; savoir , la Démission pure & simple , & la Démission en faveur , qu'on appelle plus communément *résignation*. Il ne sera question ici que de la Démission pure & simple :

La Démission pure & simple , qui est la voie la plus canonique pour quitter un bénéfice , doit se faire entre les mains du collateur ordinaire , sans qu'elle puisse être faite valablement entre les mains du patron , soit laïque , soit ecclésiastique.

La raison en est que quoique le patron ait le droit de présenter au bénéfice , c'est néanmoins du collateur que le présenté doit recevoir son titre , attendu qu'il n'y a que le collateur qui puisse délier le titulaire du lien qui l'attache à son   glise , & qu'un titulaire tient son droit du collateur qui donne l'institution , plutôt que du patron qui ne fait que nommer au collateur un sujet pour le recevoir.

Ainsi quand le bénéfice dont on se démet est à la nomination de quelque patron ecclésiastique ou laïque , la Démission doit être faite entre les mains de celui qui a le droit de donner les provisions du bénéfice. Cette doctrine a été confirmée par un arrêt du parlement de Paris du 21 mars 1765 rendu au sujet de la cure de saint Sulpice dont le titulaire s'étoit demis purement & simplement entre les mains de l'abbé de saint Germain qui présente à cette cure. L'archevêque de Paris refusa des provisions à l'abbé Noguez présenté par l'abbé de saint Germain , & il fonda son refus sur ce que la Démission n'avoit point été faite entre les mains. L'abbé Noguez se pourvut en conséquence au primat & en obtint des provisions , mais la cour les jugea abusives par l'arrêt cité.

Le pape peut recevoir les Démissions par un effet de la prévention dont il jouit en France. Celui qui craint d'avoir commis quelque simonie

ou fait quelque confiance dans l'obtention de son bénéfice , peut lui en faire une Démission pure & simple , & ensuite , par un autre supplicque , lui demander le bénéfice vacant par cette Démission. Dans ce cas , il se fait deux signatures , l'une de Démission , l'autre de provision par Démission ; & la première doit contenir deux choses , l'admission de la Démission , & la déclaration que le bénéfice est vacant par cette Démission.

Le légat d'Avignon peut aussi admettre des Démissions pures & simples ; mais les grands vicaires n'en peuvent point admettre si leur commission ne leur en donne expressément le pouvoir.

Toute Démission pure & simple d'un bénéfice doit être passée par devant notaires conformément aux déclarations du mois d'octobre 1646 , & du 14 février 1737 (\*).

( \*) *Formule de Démission.*

*Démission pure & simple d'un bénéfice.*

Fut présent. . . ( *Il faut mettre ici la qualité du bénéfice qui donne lieu à la Démission & la demeure du bénéficiaire* ) lequel a fait & constitué son procureur général & spécial M. . . auquel il a donné pouvoir de par lui & en son nom se démettre purement & simplement entre les mains de. . . de sa commanderie , office , dignité de. . . ou tel autre bénéfice , pour y être pourvu par ledit. . . telle autre personne capable qu'il jugera à propos , consentir à l'expédition de toutes lettres sur ce nécessaires , même jurer & affirmer qu'en ce que dessus il n'est intervenu aucun dol , fraude , simonie , ni autre paction vicieuse & illicite , & généralement promettant , &c. obligeant , &c. Fait & passé , &c.

*Autre Démission entre les mains du collateur.*

Fut présent Me. . . prêtre curé de l'église paroissiale

## Les provisions expédiées par les collateurs

de. . . diocèse de. . . lequel a fait & constitué son procureur général & spécial M. . . auquel il a donné pouvoir de pour lui & en son nom se démettre purement & simplement entre les mains de monseigneur l'évêque de. . . de ladite cure ou église paroissiale de. . . & de ses droits, appartenances & dépendances, pour y être pourvu par sa grandeur de telle autre personne capable qu'elle avisera, consentir à l'expédition de toutes lettres sur ce nécessaires, même jurer & affirmer, &c.

*Démission pure & simple d'un bénéfice à la nomination du roi.*

Fut présent M. A. chapelain de la chapelle de. . . fondée & desservie dans la paroisse de. . . diocèse de. . . demeurant à. . . lequel a fait & constitué son procureur général & spécial M. . . auquel ledit constituant a donné pouvoir de pour lui & en son nom, sous le bon plaisir & de l'agrément de sa majesté, se démettre purement & simplement de ladite chapelle de. . . entre les mains de monseigneur l'évêque de. . . pour y être par lui pourvu de telle autre personne capable qu'il plaira à sa majesté de lui nommer, consentir à l'expédition de toutes lettres sur ce nécessaires, même jurer & affirmer, &c.

*Autre Démission d'un bénéfice à la collation du roi.*

Fut présent M. N. prêtre, docteur de Sorbonne, chanoine de la sainte chapelle royale de Vincennes, y demeurant ce jour en cette ville, lequel a fait & constitué son procureur général & spécial M. . . auquel il a donné pouvoir de pour lui & en son nom se démettre entre les mains du roi de son dit canonikat de la sainte chapelle royale de Vincennes & de ses droits & appartenances, pour y être pourvu par sa majesté de telle autre personne capable qu'il lui plaira, consentir à l'expédition de toutes lettres sur ce nécessaires, même jurer & affirmer, &c.

*Démission d'un bénéfice en patronage.*

Fut présent M. . . clerc du diocèse de Paris, chapelain de la chapelle ou chapelain de. . . fondée & desservie en l'église paroissiale de. . . diocèse de. . . demeurant à. . . lequel a fait & constitué son procureur général & spécial



ordinaires en conséquence des Démonstrations pures & simples doivent être insinuées deux jours avant le décès de celui qui s'est demis ; sans qu'on puisse compter le jour de l'insinuation ni celui du décès , autrement ces provisions ne pourroient produire aucun effet au préjudice des gradués indultaires ou autres expectans. C'est ce qui résulte de l'article 12 de l'édit du mois de décembre 1691 , & le parlement de Paris a rendu un arrêt conforme le 15 juin 1721 au sujet d'un canoniat de saint Martin d'Angers.

Comme ces décisions n'ont en vue que l'intérêt des expectans , la nullité résultante du défaut d'insinuation ne vicie pas les provisions au point de rendre le bénéfice vacant de plein droit , parce qu'elle n'est pas radicale , mais seulement relative , & peut être couverte par la possession triennale.

Quand la Démonstration se fait dans un autre diocèse que celui où se trouve le bénéfice résigné , l'esprit de la loi est rempli , lorsque l'insinuation se fait dans l'un ou l'autre diocèse.

Le droit de contrôle d'une Démonstration de bénéfice est fixé à cinq livres par l'article premier du tarif du 29 septembre 1722 , & par l'article 4 de l'arrêt du 30 août 1740.

Les évêques qui se sont demis de leurs évê-

---

M... auquel il a donné pouvoir de pour lui & en son nom se démettre purement & simplement de ladite chapelle ou chapelainie de... entre les mains de monseigneur l'évêque de... pour y être par lui pourvu de telle autre personne capable qui lui sera nommée & présentée par... patron & présentateur de ladite chapelle, consentir à l'expédition de toutes les lettres sur ce nécessaires, même jurer, &c.

chés les conservent jusqu'à ce que leurs Démissions aient été admises par le pape. Le conseil d'état l'a ainsi jugé par deux arrêts des 9 avril 1647 & 29 avril 1657.

On appelle *Démission décrétée*, ou *ex decreto*, la Démission ordonnée par un décret du pape, dans les provisions d'un bénéfice qu'il accorde. Un impétrant fait mention, dans sa supplique, de certains bénéfices qu'il possède, & qui sont incompatibles avec celui qu'il demande; le pape n'accorde le bénéfice qui est demandé, qu'à condition que l'impétrant se démettra, dans l'espace de deux mois, des autres bénéfices incompatibles.

*De la Démission des biens.* C'est un acte par lequel une personne fait de son vivant un abandonnement général de ses biens à ses héritiers présomptifs (\*).

(\*) *Formule d'une Démission de biens.*

Pardevant les notaires.... fut présente dame.... veuve de.... demeurante à.... laquelle s'est volontairement démise & a abandonné & délaissé dès maintenant & pour toujours à Jean.... demeurant à..... & Marie.... demeurant à.... ses enfans & héritiers présomptifs à ce présent & acceptans, tous les biens, sommes principales, arrérages, intérêts échus & autres effets généralement quelconques qui appartiennent présentement à ladite dame.... sans aucune exception, sinon de ses meubles meublans qu'elle se réserve, tous lesquels biens & effets, ladite dame a dit être mentionnés en l'état qu'elle en a présenté, qu'elle certifie véritable, demeuré annexé à ces présentes; après avoir été paraphé des parties & des notaires soussignés, sans néanmoins que ledit état puisse empêcher que s'il se trouvoit d'autres biens ou effets que ceux qui y sont énoncés, ils ne soient compris dans le présent délaissement, ladite dame n'entendant s'en réserver aucun; & déclare que tous seldits biens

La

La Démission n'est pas une donation entre vifs , puisqu'elle est révocable de sa nature , excepté dans quelques cas particuliers.

Ce n'est pas non plus une donation à cause de mort , puisqu'elle a un effet présent , & qu'elle n'est point sujette aux formalités des testamens.

Mais c'est quelquefois un abandonnement pur & simple , & elle tient le plus souvent de ces conventions que les romains appeloient *contrats innominés* , à cause des charges que le démettant y impose au demissionnaire soit en se réservant l'usufruit , soit en stipulant une pension viagère , ou que le démissionnaire le logera , le nourrira , l'entretiendra durant sa vie.

Une condition essentielle pour la validité d'une Démission , est qu'elle soit acceptée par tous ceux au profit de qui elle est faite.

Les autres conditions requises , sont ,

---

ne sont chargés d'aucune dette en hypothèque , à la réserve de... de rente qu'elle doit à... à l'effet du présent délaissement , ladite dame a présentement remis & délivré auxdits sieur & demoiselle. . . . ses enfans , tous les titres & papiers qu'elle avoit , concernant lesdits biens & affaires , dont a été fait un état , aussi demeuré annexé à ces présentes , après avoir été paraphé desdites parties & notaires soussignés ; consentant que ceux qui peuvent en avoir d'autres , les remettent es-mains desdits sieur & demoiselle. . . . ses enfans , qu'elle subroge en tous ses droits , noms , raisons , actions , privilèges & hypothèques , pour par eux jouir , faire & disposer de tous lesdits biens & effets , comme de chose à eux appartenante , consentant même ladite dame. . . . que lesdits sieur & demoiselle. . . . ses enfans , fassent le recouvrement de tous lesdits effets sous son nom , transportant , &c. délaissant , &c.

1°. Que la Démission soit faite en faveur des héritiers présomptifs du démettant, c'est-à-dire, de ceux qui lui doivent succéder suivant l'ordre qui est désigné par la loi.

2°. Qu'elle soit faite à tous ceux qui sont actuellement dans le même degré, soit de leur chef, soit par le moyen de la représentation, sans en excepter aucun.

3°. Que l'acte de Démission ne contienne point de partage, ou que celui que le démettant aura fait, soit entièrement conforme à la loi des successions *ab intestat* ; c'est-à-dire, que le démettant doit laisser ses biens à tous ceux que la loi appelle à sa succession, & de la même manière qu'elle les y appelle, sans y rien changer.

4°. Que la Démission comprenne tous les biens du démettant, à l'imitation du droit d'hérédité qui est universel. Cependant s'il se réserve quelques meubles pour son usage, & même la faculté de disposer par testament ou autrement, de quelques effets, la Démission n'en seroit pas moins valable, pourvu que la disposition embrassât par elle-même tous les biens & que la réserve ne fût que de quelque chose en particulier.

5°. Que la Démission soit faite par forme d'universalité, & non à titre singulier ; parce qu'une Démission est une succession anticipée, & qu'une succession ne se défère qu'à titre d'universalité.

6°. Que le démettant ne donne point à ses biens une qualité qu'il ne leur pourroit donner par testament, comme d'ordonner que ses meubles tiendront nature de propre aux démissionnaires,

5°. Que la Démission ait un effet présent , & transfère la possession & la propriété des biens donnés au démissionnaire , pour en jouir tant que la Démission ne sera point révoquée.

La Démission proprement dite , est de sa nature révocable jusqu'à la mort , quelque espace de temps qui se soit écoulé depuis qu'elle a été faite.

Il faut cependant excepter de cette règle générale , les Démissions faites par contrat de mariage lesquelles sont irrévocables.

La Démission faite en ligne collatérale , est révoquée de plein droit par la naissance d'un enfant légitime du démettant , & en ligne directe la naissance d'un enfant opère seulement la nécessité d'un partage avec les autres enfans démissionnaires.

La révocation de la Démission en fait regarder l'acte comme non venu , de sorte qu'elle éteint les hypothèques que les démissionnaires auroient pu créer sur les biens qui leur avoient été abandonnés.

Lorsqu'un démissionnaire vient à décéder du vivant du Démettant , sa part accroît aux autres démissionnaires , s'il n'a point d'enfans habiles à le représenter.

Le démissionnaire peut renoncer à la succession du démettant , & par ce moyen il n'est pas tenu des dettes créées depuis la Démission.

En Bretagne on suit des principes particuliers pour les Démissions de biens : l'article 537 de la coutume porte que *père , mère & autres personnes se pourront démettre en tout ou partie de la propriété de leurs biens avec retention*

*de l'usufruit en leur héritier présomptif principal & noble.*

Il ne faut pas conclure de cette disposition que la Démission de biens soit limitée en Bretagne aux seuls nobles : divers arrêts rapportés par les commentateurs ont jugé qu'elle pouvoit aussi avoir lieu entre roturiers. L'article cité est seulement démonstratif qu'entre nobles, la Démission doit être faite entre les mains de l'héritier principal de même que la saisine de toute la succession lui seroit déferée à titre successif pour en faire raison à ses puînés.

Il n'est pas nécessaire non plus que le démettant se réserve l'usufruit des biens ; il peut stipuler telle autre condition qu'il lui plaît pour être pourvu à sa nourriture & à son entretien. C'est ce qu'ont observé d'Argentré sur l'article 266 de l'ancienne coutume, & frain dans son dix septième plaidoyer.

Les Démissions de biens sont tellement irrévocables en Bretagne que si le démettant se marie, les biens dont il s'est demis ne sont pas sujets au douaire.

L'article 537 que nous avons déjà cité, prescrit des formalités au moyen desquelles les contrats d'aliénation postérieurs aux Démissions ne peuvent produire aucun effet (\*).

(\*) *Voici ce que porte à ce sujet l'article cité :*

Et sera la Démission bannie par trois jours de dimanche consecutifs, issue des grandes messes, à la paroisse du domicile de celui qui se démet, & autres paroisses où il aura maison, & par un jour au prochain marché du domicile. Et seront lesdites Demissions & bannies ainsi faites, certifiées pardevant le juge du domicile, & au cas que ledit juge du

Observez d'ailleurs que le défaut de ces formalités ne peut pas être allégué pour en conclure que la Démission est nulle ou révocable : il ne peut être opposé que par les créanciers relativement aux dettes contractées depuis la Démission. C'est ce qui résulte d'un arrêt du mois de janvier 1691 cité par Ferrière.

Il y a aussi dans le journal des audiences du parlement de Bretagne un arrêt du 16 juin 1728 confirmatif d'une sentence de la juridiction du chapitre de Rennes, qui a jugé qu'une Démission transféroit la propriété quoiqu'elle ne fût point revêtue des formalités prescrites par la coutume, & que ce n'étoit pas le temps du décès du démettant que l'on devoit considérer pour le partage des biens.

L'article 44 du tarif du 29 septembre 1722 veut que le droit de contrôle des Démissions de biens soit perçu sur le pied des articles 3 & 4 du même tarif.

L'article 3 de la déclaration du 20 mars 1708, & l'article premier du tarif de 1722, assujettissent à l'insinuation toutes les donations faites par les pères ou autres ascendants à leurs enfans ou petits enfans autrement que par contrat de mariage ou à cause de mort : & l'article 6 de la même déclaration comprend nommé-

---

domicile ne seroit royal, seront lesdites démissions & bannies rapportées & lues en jugement du prochain siège royal dudit domicile, l'audience tenante, & enregistrées au greffe dudit siège, & ce fait en la forme susdite ; les contrats d'aliénation qui seront faits depuis lesdites Démissions & bannies certifiées & registrées, comme dit est, seront de nulle valeur.

ment les Démissions au nombre des actes sujets au droit de centième denier.

Ces lois ont été confirmées par divers arrêts & décisions du conseil : un entr'autres du 6 avril 1723 a condamné les enfans du sieur Turpin à payer le droit de centième denier des biens dont leur pere s'étoit remis en leur faveur sous la réserve d'une pension de mille livres.

Le conseil a pareillement décidé le 28 juin 1732 que le centième denier étoit dû pour la Démission contenant partage , que le sieur des Bouis & sa femme avoient faite en faveur de leurs enfans , de la plus grande partie de leurs biens situés dans la coutume de Bourbonnois , où les Démissions sont révocables.

Cette décision est fondée sur deux raisons principales : l'une est que la faveur accordée à la ligne directe n'a lieu que pour ce qui est donné par contrat de mariage aux enfans qui se marient : l'autre est que quoique la Démission soit révocable , elle n'opère pas moins une translation réelle de propriété , en sorte que le Démissionnaire perçoit les fruits sans qu'il puisse être obligé de les rendre. La révocation n'est qu'un accident qui n'empêche pas que la Démission ne soit une véritable mutation & ne produise un effet actuel.

Par une autre décision du 5 août 1756 , le conseil a confirmé une ordonnance de l'intendant de Limoges qui avoit condamné les sieurs Adam & Michel Ménard au paiement du droit de centième denier des immeubles compris dans la Démission que leur mère leur avoit faite sous feing privé en 1726 , & des droits d'insinuation pour le mobilier , relativement au



nombre des démissionnaires. Ces particuliers prétendoient qu'ils ne devoient aucun droit d'insinuation ni de centième denier parce qu'il s'agissoit d'une succession directe anticipée.

Il faut observer que quand une Démission est faite suivant l'ordre des successions, elle ne peut être considérée que comme une délivrance anticipée de l'hérédité : c'est pourquoi elle n'est point assujettie aux formalités prescrites pour la validité des donations entrevifs, ni par conséquent nulle faute d'avoir été insinuée : c'est même ce qui a été jugé par un arrêt du 9 août 1683 rapporté au journal du palais : elle est seulement sujette aux droits d'insinuation & de centième denier qui peuvent être perçus dans tous les bureaux indistinctement ; c'est-à-dire le droit d'insinuation dans le bureau où l'acte est contrôlé, & le droit de centième denier dans le bureau du lieu où les biens sont situés, quoique ces bureaux ne soient pas établis près d'un siège royal.

Mais si la Démission intervertit l'ordre des successions, elle ne peut valoir que comme donation & elle est sujette à toutes les règles prescrites pour les donations entre vifs.

Quand l'acte de Démission contient le partage des biens entre les démissionnaires il n'est dû qu'un droit de contrôle pour les deux dispositions. La raison en est qu'elles sont pour le même fait, que les démissionnaires sont parties nécessaires dans la première, comme dans la seconde, que les biens ne leur sont abandonnés que pour les partager, & qu'il n'y a point de tierce partie intervenante, ni d'intérêts différens dans l'une & dans l'autre disposition.

Si, par ce partage, fait dans le même acte que la Démission, il y a des retours ou soutes payables par l'un des démissionnaires à l'autre, ou qu'au lieu de faire un partage, on licite les biens qui demeurent à l'un, en payant en argent la portion des autres, le droit de centième denier n'est dû que pour raison de la Démission, pourvû que le tout soit renfermé dans un seul acte; parce qu'il n'y a effectivement qu'une mutation, puisque les démissionnaires n'ont point eu de propriété intermédiaire, & que le désaisissement du démettant est censé fait en faveur de ceux qui restent propriétaires, par l'événement du partage ou de la licitation.

Le sieur Labalud & sa femme ayant fait en faveur de leurs enfans une Démission contenant partage avec soute, le fermier perçut deux droits de centième denier, l'un pour la Démission & l'autre pour la soute; mais le conseil décida le 12 avril 1753 que n'y ayant qu'une mutation, il n'étoit dû qu'un droit & il ordonna que ce qui avoit été perçu de trop seroit restitué.

La Démission étant comme on l'a déjà dit une succession anticipée, il faut en conclure qu'elle donne ouverture aux droits seigneuriaux qu'auroit produits la mort naturelle du démettant: mais quand ces droits sont ils exigibles?

Dans les coutumes où la Démission est révocable, le rachat doit être suspendu pendant la vie du démettant; ce droit dépend de l'événement que peut avoir la Démission; il doit participer de la nature de l'acte qui y donne lieu: comme la Démission est révocable, &

que l'exécution en est suspendue pendant la vie de celui qui s'est démis, à cause de la liberté qu'il a de la révoquer, le rachat qui est une suite & un effet de la mutation, doit être en suspens comme la cause qui le produit ; & , lorsque la Démission est confirmée par le décès du démettant, les droits féodaux, comme la possession des démissionnaires, remontent au jour & date de la Démission ; c'est l'à l'époque de la mutation & celle des droits.

En Bretagne, où la Démission est irrévocable, il semble que le rachat devrait être exigible dès l'instant de la Démission puisqu'elle opère une mutation parfaite : mais suivant le dernier article du titre 22 de la coutume de cette province, le seigneur ne doit jouir des rachats & autres profits de fief que par le décès de ceux qui se sont démis.

Voyez le recueil de jurisprudence canonique ; les lois ecclésiastiques de France ; les déclarations du mois d'octobre 1646 & du 14 février 1737 ; l'édit du mois de décembre 1691 ; les arrêts célèbres de Livonnières ; le traité des matières bénéficiales par Fuet ; la bibliothèque canonique ; les œuvres de Duperray ; le dictionnaire de Ferrière ; le Brun, traité des successions ; le journal des audiences & celui du palais ; les coutumes de Nivernois, de Bourbonnois & de Châlons ; Auzalet & Ferrières sur la coutume de Paris ; les arrêts de Bardet ; Basnage sur la coutume de Normandie ; les questions de Boulenois ; d'Argentré & Perchambault sur la coutume de Bretagne ; les plaidoyers de Frain ; Ricard, traité des donations ; la déclaration du 20 mars 1708 ; &c. Voyez aussi les articles OFFICE, BÉNÉFICE, PROCURATION

AD RESIGNANDUM , RÉSIGNATION , COLLA-  
TEUR , GRADUÉ , PATRON , RACHAT , INSI-  
NUATION , CENTIÈME DENIER , CONTRÔLE ,  
DONATION , &c.

**DÉMISSION DE FOI.** C'est la renonciation faite par le vassal à la fidélité qu'il doit à son seigneur.

L'inféodation est un contrat véritable , par lequel le vassal & le seigneur s'engagent à des devoirs réciproques. Le principal devoir du vassal consiste dans la fidélité ; & de même que dans l'établissement du système féodal , l'on avoit imaginé , pour donner plus de force à cette obligation , en parlant aux sens , diverses formalités pour la prestation de foi & hommage lors de l'investiture , de même l'on avoit introduit d'autres formalités pour désigner la cessation de ces devoirs réciproques ,

A l'exception des fiefs liges , pour lesquels , suivant quelques auteurs , on devoit toujours la fidélité , lorsqu'on en avoit été une fois investi , quoiqu'on les eût remis au seigneur , ou autrement aliénés , la foi n'étoit une obligation qu'autant que l'on retenoit le fief qui en étoit le prix. Le vassal qui prétendoit avoir quelque sujet de plainte contre son seigneur , ne pouvoit lui présenter le combat , qu'après s'être pour ainsi dire dévêtu du fief & démis de la foi qu'il lui devoit.

*Encore par nostre coustume , dit Beaumanoir , chapitre 61 , nus ne peut appeller son seigneur à qui il est hous de corps & de mains , devant que il li a delessé l'hommage & che que il tient de lui ; doncques se aucuns vient appeller son seigneur d'aucun cas de crième , ouquel il chiet apel , il doit ains*

*l'apel venir à son seigneur , en le presençe de ses pers , & le dire en cheste maniere : Sire , j'ai esté cette piece en vostre foi & en votre hounage , & ai tenu de vous tex héritage en fief. Au fief & a l'hounage je renonce , pour ce que vous m'avez meffet , douquel meffet je entends aquerre venjance par apel ; & puis cele renunciacion semondre le doit faire en la court de son souverain & aler avant en son apel , & se il appelle avant qu'il ait renoncié au fief & à l'hounage , il ni a nul gage , ainchois amendera à son seigneur le vilenie que il li a dite en court , & à le court aussint , & sera chascune amende de soixante livres.*

La même chose avoit lieu pour les aliénations du fief. On voit dans les assises de Jerusalem , chapitre 152 & 195 , que celui qui avoit un fief & qui vouloit l'affurer à l'un de ses héritiers de son vivant , ou le vendre pour payer ses dettes , le livroit au seigneur , lequel à son tour le délivroit au nouveau vassal en lui mettant *un bâton* dans les mains.

C'est de-là que viennent les dispositions de nos coutumes , qui disent que le vassal peut se jouer de son fief *sans la main mettre au bâton*. L'article 41 de la coutume de Paris portoit de même , qu'un vassal pouvoit se jouer de son fief *jusques à Démission de foi*. L'article 51 de la nouvelle coutume a le même sens , mais elle se sert de ces termes , qui sont un peu moins relatifs à l'ancien droit , *pourvu qu'il retienne la foi entière*.

La Démission de foi , suivant Dumolin , a lieu à présent toutes les fois que le vassal , en cessant d'avoir la propriété de son fief , renonce à la vassalité , soit expressement , soit tacitement.

Il distingue quatre sortes de Démissions de foi , dont les trois premières seules doivent avoir proprement ce nom.

La première espèce , qu'il appelle Démission de foi *solemnelle* , est un acte par lequel le vassal en personne , ou par un procureur fondé de procuration spéciale , déclare au seigneur qu'il se dévêtit du fief dont il l'avoit investi , en consentant qu'il en investisse son ayant cause.

Cette Démission de foi étoit autrefois la seule qui fût admise dans la coutume de Paris , & qui pût donner ouverture aux droits seigneuriaux dus pour les mutations. Quelqu'aliénation qu'eût pu faire le vassal , elle étoit absolument étrangère au seigneur jusqu'à ce moment. C'est ce qui résulte clairement du chapitre 32 de la *déclaration des fiefs selon la coutume de France* , jointe aux anciennes coutumes de Berry données par M. de la Thaumassière. *Le roi demande au coustumier si ung homme noble ou non noble vent son fief & est marché fait & accordé entre lui & l'acheteur : or advient que l'acheteur & le vendeur sont à accord , & par ainsi le marché se deffait & reprend le vendeur son fief ; assavoir si le seigneur de qui le fief est tenu aura point de quint denier de ladite vente. Respond le coustumier : Certes , sire , non. Car tout homme qui tient en fief , par la coustume des fiefs , peut son fief vendre ou eschanger , & si le peut prendre & tenir comme devant , JUSQUES AU DEMECTRE DE LA FOI , que le seigneur de qui il est tenu n'y peut rien demander jusques au demectre de ladite foy , mais qu'il n'y ait point de fraude contre le seigneur.*

Il y a beaucoup d'apparence que cette liberté qu'avoit le vassal de résilier sans payer de pro-

fits, les contrats qu'il avoit ainsi faits, jusqu'à ce qu'il eût expressément renoncé à la foi, étoit autrefois tout ce que nos coutumes entendoient par *le jeu de fief jusqu'à Démission de foi*, quoique du Molin sur l'article 51 de la coutume de Paris, dit que cette interprétation du mot *Démission* donnée par quelques auteurs, est la pire de toutes; & en effet, elle seroit insoutenable aujourd'hui.

La seconde espèce de *Démission de foi*, que du Molin appelle *formelle*, a lieu lorsque le vassal dans un acte d'aliénation quelconque, déclare qu'il se défait en faveur de celui auquel il cède ses droits, en consentant qu'il se fasse investir par le seigneur. Cette déclaration peut se faire hors la présence du seigneur. Elle ne transfère pas une propriété absolue non plus que la précédente, jusqu'au moment de l'investiture; mais elles ont l'une & l'autre un effet très-important. C'est l'ouverture du fief relativement au seigneur.

Si donc un vassal aliène son fief par quelque acte que ce soit, sans *Démission de foi* ou sans tradition de possession réelle ou feinte, il ne cesse pas pour cela d'être le véritable vassal; le seigneur n'a point encore droit de saisir le fief. Le contrat même peut être résilié, sans que le seigneur puisse prétendre aucuns droits. Mais lorsque l'acte d'aliénation contient la clause de la *Démission de foi*, le seigneur a le droit de saisir le fief & d'empêcher par-là que le contrat ne puisse être résilié à son préjudice.

La *Démission effective* ou *actuelle*, qui est la troisième espèce, s'opère lorsque le vassal sans énoncer formellement qu'il se démet de la foi,

aliène son fief en le transférant à autrui par une tradition réelle ou feinte, ou bien renonce purement & simplement à la propriété du fief par des faits non équivoques. Cet abandon équivaut à une véritable Démiffion de foi, & produit comme les deux premières, l'ouverture du fief.

La quatrième espèce enfin, qui ne mérite qu'improprement ce nom, est la Démiffion de foi potentielle ou préfumée; elle a lieu quand le vassal vend son fief purement & simplement fans aucune Démiffion de foi, & même fans tradition réelle ou feinte. Un tel acte ne devoit pas, ce semble, donner lieu à l'ouverture du fief, puisqu'il peut être résolu par diverses causes ou par le consentement seul des contractans. Cependant, ajoute encore du Molin, cette présomption de Démiffion de foi est regardée dans l'usage comme suffisante pour donner lieu à l'ouverture du fief, & cet usage est la seule raison qu'on en puisse donner. Ainsi quoiqu'on doive s'y soumettre, parce qu'il s'observe généralement, il faut bien se donner de garde de le tirer à conséquence pour tout autre contrat que celui de vente, & il faut suivre d'autres règles pour l'échange, la donation, &c. La raison de la différence consiste fans doute en ce que le contrat de vente donne par lui-même ouverture au droit de quint, tandis que le relief qui a lieu dans les autres aliénations, n'est dû que par la mutation du vassal.

Cette distinction de du Molin, & les doutes qu'elle pouvoit faire naître, ont peut-être occasionné le changement que l'on a fait aux termes de la coutume de Paris, en exigeant dans la nouvelle, que le vassal *retint* la foi, pour ne point



donner d'ouverture aux droits seigneuriaux , tandis que l'ancienne coutume demandoit seulement qu'il ne s'en démît pas ; & il est à croire que dans les coutumes même qui se servent encore du mot *Démision de foi* , on suivroit l'interprétation donnée par la nouvelle coutume de Paris.

Il ne faut pas conclure de là , cependant , que la nouvelle coutume de Paris ait rejeté toute rétention de foi tacite. La rétention expresse de la foi n'est nécessaire pour la conserver à l'ancien vassal , que dans les contrats , qui par leur nature n'en supposent pas la rétention , tels que les baux à rente , soit perpétuelle , soit rachetable. Mais la rétention tacite de la foi se doit présumer dans un bail à cens , dans une sous inféodation , parce que ces mots cens & fief supposent un droit de directe , qui ne peut subsister avec la *Démision de foi* ; il en faut dire autant de tous les termes semblables , qui suivant les coutumes ou les usages des lieux , emportent l'idée de la rétention de la directe.

La rétention de la foi , même lorsqu'elle est expresse , n'a cependant aucun effet dans deux cas. Le premier est quand on passe les limites prescrites par les coutumes au jeu de fief. Le second est quand elle est retenue frauduleusement pour priver le seigneur de ses droits , & que les circonstances particulières qui suivent le contrat , prouvent que dans l'intention des parties l'aliénation étoit absolue , quoique déguisée sous un contrat de bail à cens ou de tel autre acte que ce soit. Voyez le mot FRAUDE NORMANDE.

Lorsque dans un contrat de vente l'ancien

vassal s'est démis de la foi en faveur de l'acquéreur, celui-ci peut-il aliéner le fief avec rétention de foi, avant d'y avoir été reçu par le seigneur ? Il semble d'abord que non, puisque l'on ne peut pas retenir ce que l'on n'a point. Il faut dire néanmoins qu'une telle rétention de foi seroit valable, quand même le fief seroit saisi féodalement à défaut de foi & hommage. Depuis que les fiefs sont patrimoniaux & transmissibles sans le consentement du seigneur, ce n'est point la formalité de la foi & hommage qui produit pour le vassal l'engagement d'être fidèle à son seigneur, c'est l'acquisition même du domaine du fief. Quoique le seigneur puisse exiger cette formalité & saisir le fief quand on ne la remplit pas, afin d'obliger le vassal à donner une nouvelle force par le serment, à l'engagement de fidélité qu'il a contracté envers lui par son acquisition, le vassal n'en est pas moins vassal avant d'être admis à la prestation de l'hommage ; & comme il doit déjà la foi à son seigneur, rien n'empêche qu'il ne puisse dès-dès-lors la retenir pardevers lui, en garantissant son acquéreur suivant les bornes données à cette faculté par la coutume.

Il est permis de retenir la foi & hommage, non-seulement lorsqu'on retient le domaine direct sur la partie aliénée, ou sur la totalité dans les coutumes qui ne limitent point le jeu de fief, mais aussi lorsqu'on ne conserve qu'une simple action pour rentrer un jour dans la propriété du fief. Telle est la vente à faculté de réméré, où l'on peut retenir la foi & ne payer aucun profit, lorsqu'elle n'excède pas le terme de trois ans suivant quelques coutumes ; & celui

celui de neuf, suivant quelques autres. On a beaucoup agité quelle règle il falloit suivre dans les coutumes qui sont muettes comme celle de Paris. La liberté naturelle & la faveur du commerce doivent, suivant la plupart des auteurs, y faire étendre la faculté d'aliéner ainsi avec rétention de foi jusqu'à neuf années.

Mais si durant cet intervalle, celui qui a retenu la foi & le droit de réméré, transfère à un tiers cette faculté, quel sera l'effet de cette dernière aliénation ? Du Molin estime qu'elle ne peut produire aucun effet relativement au seigneur ; en sorte que non-seulement elle n'engendrera aucun droit, mais aussi que jusqu'à l'expiration de la faculté de réméré, ce seront toujours les mutations qui pourront arriver de la part du vendeur & de ses héritiers par leur décès, qui donneront ouverture aux droits seigneuriaux. Le propriétaire ancien du fief, dit-il, a contracté par la rétention de foi l'obligation de garantir l'acquéreur de tous les droits, & de remplir les devoirs de la vassalité. Il ne peut donc charger un tiers de cette obligation au préjudice de cet acquéreur. Le seigneur dominant ne peut pas non plus être privé sans son consentement, du droit qu'il a de percevoir les profits de fief à raison des mutations arrivées du chef du vendeur. D'ailleurs ce n'est point le fief, mais une simple action pour r'avoir le fief qui fait le sujet de la seconde vente. Or, il est de principe que la vente d'une action tendante à un fief n'engendre point de droits féodaux. Enfin le cessionnaire de cette faculté étant absolument étranger au seigneur & à l'acquéreur

## 578 DÉMISSOIRE, DEMI-VINS.

du fief, il ne peut porter aucune atteinte à leurs droits respectifs.

Cependant il paroît difficile d'admettre que celui qui n'a plus aucun droit dans le fief, puisse par fiction être censé retenir la foi par-devers lui. Dès que les actions peuvent être vendues, le seigneur & l'acquéreur n'ont, ce semble, aucun droit pour empêcher que le propriétaire de la faculté de réméré, hors les cas de fraude, ne charge un tiers de remplir les obligations de la foi & de la garantie dont il étoit tenu envers eux. L'on ne voit pas pourquoi le seigneur ne pourroit pas être privé, sans son consentement, du droit qu'il a de percevoir les profits de fief à raison des mutations arrivées de la part du vendeur, lorsque ce vendeur n'a plus qu'une simple action pour servir de bâte à la rétention de foi, comme il peut l'être quand ce vendeur a conservé le domaine direct du fief; ou plutôt c'est bien une mutation de la part du vendeur, que l'aliénation du seul droit en vertu duquel il retenoit la foi. Cette décision auroit d'autant moins d'inconvéniens, qu'il n'arrive presque jamais que l'on acquierre une faculté de réméré pour ne pas l'exercer.

Voyez du Molin sur l'article 51 de la nouvelle coutume de Paris, & les autres autorités citées. Voyez aussi les articles DÉMEMBREMENT, DÉPIÉ, JEU DE FIEF, FOI, FRAUDE NORMANDE, &c. (Article de M. GARRAN DE COULON, avocat au parlement).

DÉMISSOIRE. Voyez DIMISSOIRE.

DEMI-VINS. Ce sont ceux qu'on appelle vins de resoul ou de recoupe. On entend aussi par

Demi-vins, les *piquettes* & autres boissons tirées à clair.

Les anciens & les nouveaux cinq sous se perçoivent pour les Demi-vins sur le même pied qu'ils se perçoivent sur les vins entiers. Mais on excepte du droit les boissons composées d'eau jetée sur le marc du raisin enfermé dans des tonneaux après qu'il a été pressuré.

Voyez à ce sujet *les arrêts du conseil des 30 mars 1686, 14 décembre 1728, 5 mars 1737, & 26 janvier 1740. Voyez encore un autre arrêt du conseil du premier août 1741, revêtu de lettres-patentes du 26 du même mois, enregistrées le 21 février 1742. (Article de M. DAREAU, avocat au parlement, &c.)*

DEMOISELLE. On désigne sous ce nom une fille née de parens nobles.

Autrefois ce titre ne se donnoit qu'aux filles des princes, des chevaliers, &c. On se contentoit d'appeler les autres par leur simple nom de baptême. Mais actuellement toute fille, pour peu qu'elle soit de naissance honnête, est qualifiée de *Demoiselle*.

Le titre de *Demoiselle* est aujourd'hui sans conséquence. Il n'est plus depuis la fin du seizième siècle, une indication de noblesse dans la personne qui en est décorée.

A la cour, où les usages se perpétuent longtemps, le titre de *Demoiselle* par excellence & sans autre dénomination, est réservé pour la fille aînée du premier prince du sang.

Voyez ce que nous avons dit à l'article DAME. (*Article de M. DAREAU, avocat au parlement, &c.*)

DÉMOLITION. C'est l'action de démolir ; de détruire un mur , un édifice , &c.

On ne peut toucher à un mur mitoyen pour le démolir , le percer ou le réédifier , que cette entreprise n'ait été préalablement signifiée aux voisins qui y ont intérêt. C'est ce qu'exigent quelques coutumes , & notamment l'article 203 de celle de Paris , qui à cet égard fait le droit commun de la France. Si cette signification n'est pas faite à la requête du propriétaire , elle doit l'être au nom de l'entrepreneur ou des maçons ; autrement ils sont responsables avec le propriétaire du dommage qui peut résulter de ce défaut de signification (\*):

Lorsque les voisins ont été avertis , c'est à eux de se garantir du dommage qu'on pourroit

(\*) *Modèle d'une signification lorsqu'il s'agit de démolir.*

L'an , &c. . . . à la requête , &c. . . . je. . . . huissier.... me suis transporté au. . . . où étant & parlant à. . . . je lui ai signifié que le requérant ayant envie d'élever sa maison contigue à celle qu'il occupe , située , &c. & qu'étant nécessaire de démolir & de refaire le mur de séparation des deux maisons , soit parce que ce mur commence à devenir caduc , soit parce qu'il n'auroit pas la force de supporter l'élévation que le requérant se propose d'y donner , il doit se tenir pour averti de prendre de son côté toutes les précautions convenables par des étayemens nécessaires pour empêcher la ruine de son édifice : lui déclarant que le requérant se propose de faire démolir sous huitaine , & que si dans ce temps-là il n'a point pris les précautions que le cas exige , il agira ou se pourvoira à cet effet ainsi qu'il appartiendra. Et afin que ledit. . . . n'en ignore je lui ai laissé copie du présent acte en parlant comme dessus.

*Cette sommation ou signification peut être changée & modifiée de différentes manières suivant les cas & les circonstances.*

leur causer en perçant le mur mitoyen ou en y travaillant. On doit cependant leur donner un temps suffisant pour étayer chez eux ; & si l'un des voisins étoit absent, & que faute d'étayer il y eût du danger à démolir, on pourroit se faire autoriser à étayer pour lui, en prenant la précaution d'appeler à cet effet le procureur du roi, qui est seul partie capable de stipuler les intérêts des absens.

Lorsque la Démolition est pour l'intérêt seul de celui qui la fait faire, c'est à lui de pourvoir à ses frais aux étayemens nécessaires chez son voisin. Il en est de même lorsqu'il ne s'agit que de simples percemens.

S'il est question de démolir une maison adossée à un mur mitoyen, comme dans ces momens le mur mitoyen auquel on n'a pas envie de toucher, ne doit plus avoir le même soutien de part & d'autre, qu'il avoit auparavant, on est aussi tenu de faire en cette occasion une signification aux voisins, afin qu'ils aient à prendre les précautions nécessaires pour leur sûreté ; & si l'un d'eux étoit assez téméraire pour se jouer du péril, on n'en seroit pas moins obligé de le faire contraindre à étayer chez lui, ou de se faire autoriser à étayer à ses dépens, parce qu'on doit être plus prudent que des insensés, qui par témérité ou par humeur, ne veulent pas se rendre à la raison.

Lors de la Démolition, on doit exactement observer de ne rien faire qui puisse endommager le mur mitoyen, & de faire boucher en bonne maçonnerie & sur le champ, tous les trous qu'on est obligé d'y faire pour le descellement des poutres, des solives d'enchevretures & d'autres

pièces de bois. On doit aussi avoir attention de ne faire démolir les murs de refend ou de face , qu'à six pouces près du mur mitoyen , ou du moins d'y laisser toutes les pierres & les moilons qui y font de liaison.

Quand la maison qu'on démolit ne doit point être rebâtie , comme cela arrive lorsqu'on veut faire une cour ou un jardin de son emplacement ; si celui qui fait démolir renonce à la propriété du mur mitoyen , il faut que celui à qui appartient la maison voisine , fasse faire à ses frais tous les rétablissumens nécessaires au mur mitoyen ; qu'il le fasse même reconstruire en entier s'il ne peut subsister autrement.

Si au contraire la maison n'est démolie que pour être reconstruite , & qu'il se trouve que le mur mitoyen auquel elle étoit adossée , est mauvais & caduc , on peut contraindre le voisin pour sa part & portion aux frais de la Démolition & de la réfection ; & dans ce cas , ce voisin est obligé de faire à ses dépens tous les étayemens convenables pour cette opération ; il doit souffrir aussi les incommodités inévitables pour le logement des matériaux , pour le passage des ouvriers , &c.

Observez qu'on ne peut toucher à un mur mitoyen pour le démolir , qu'en cas de nécessité , comme lorsque ce mur n'est pas en état de supporter l'édifice que l'on se propose d'y adosser ; & qu'avant d'y faire toucher , lorsqu'il n'est point mitoyen , on doit rembourser au voisin la moitié de la valeur de ce mur & du fond sur lequel il étoit bâti. On doit aussi ne point perdre de temps à rétablir les choses de façon que le voisin soit promptement délivré



des incommodités de la nouvelle œuvre. Voyez à ce sujet l'article 204 de la coutume de Paris, avec le commentaire de Desgodetz, & les notes de Goupy sur cet article.

C'est un crime que de démolir sans ordre ou permission du roi, les murs & les fortifications des villes. Une entreprise pareille est un cas royal. On trouve dans le traité des *lois criminelles*, deux arrêts qui l'ont ainsi jugé, l'un du 13 mai 1626 pour Senlis, & l'autre du 5 juin 1659 pour Mondidier. (*Article de M. DAREAU, avocat au parlement, &c.*)

DÉMOUVOIR. Terme de palais qui signifie faire enforte que quelqu'un se déporte d'une demande, d'une prétention, &c.

Ainsi l'on dit d'un plaideur téméraire, qu'on lui faisoit des offres capables de le *Démouvoir* s'il avoit voulu se rendre à la raison & à l'équité. (*Article de M. DAREAU, avocat au parlement, &c.*)

## ADDITIONS ET CORRECTIONS.

### T O M E X I.

Article *Clain*, pag. 140, lign. 32, rapport antérieur lisez rapport postérieur.

### T O M E X I I I.

Pag. 177, après le mot *personnelles* de la pénultième ligne; ajoutez *possessoires & mixtes*.

Supprimez aussi la note qui est au bas de cette page, & lisez à la place ce qui suit:

Par une déclaration du 26 février 1771, le feu roi avoit ordonné que les *committimus* ne pourroient plus avoir lieu que pour les causes purement personnelles: mais cette disposition a été révoquée par l'article 9 de l'édit du mois de juillet 1775.

## T O M E X V.

Article *Contre-Emploi*, pag. 400, lign. 4, le justifient; lisez la justifient. Lign. 34, M. Pollet rapporte; lisez M. Pollet en rapporte.

Article *Contribution*, pag. 435. lig. 23; effacez les mots, pour ce qu'il a payé.

## T O M E X V I.

Article *Couvent*, pag. 97, lign. 18, l'effet d'une exemption; lisez l'effet d'une exception.

Article *Couteau-Pointu*, pag. 382, lign. 33, les défordres qu'occasionnoit autrefois dans la Flandre l'usage des Couteaux Pointus, en a fait proscrire l'usage, lisez les défordres qu'occasionnoient autrefois dans la Flandre les Couteaux Pointus, &c.

Article *Contumes*, pag. 397, lign. 32, après ces mots, par l'édit perpétuel; ajoutez pour le bénéfice d'inventaire.

Article *Criées*, pag. 443, lign. 32, une sentence d'un juge de province; lisez une sentence d'un juge de la province.

## T O M E X V I I.

Pag. 81, lig. 2, jouissent; lisez jouissoient.

Supprimez depuis la 25<sup>e</sup>. lign. commençant par ces mots, cette franchise, jusqu'à ces mots de la treizième ligne les exiger, & lisez à la place ce qui suit:

Ces privilèges ont subsisté jusqu'en 1771, qu'un arrêt du conseil a révoqué toute exemption des droits seigneuriaux dus au roi à cause des mutations des biens assis dans les mouvances & directes de sa majesté.

Pag. 257, à la place de la dernière phrase qui commence par le mot Messieurs, & finit par celui de jugemens; lisez, messieurs des requêtes de l'hôtel & du palais connoissoient autrefois des décrets qui se poursuivoient en exécution de leurs jugemens; mais cette connoissance leur a été ôtée par l'article 9 de l'édit du mois de juillet 1775, enregistré au parlement le 2 août suivant.

*Fin du Tome dix-septième.*









